Plénums

du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et autres documents officiels

Août 2019

Sommaire

13e Plénum du CEIC (Décembre 1933) 3

12e Plénum du CEIC (Septembre 1932) 32

11e Plénum du CEIC (25 mars-13 avril 1931) 89

Présidium du CEIC: Thèses sur le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine (février 1930) 138

10e Plénum du CEIC (3-19 juillet 1929) 181

Présidium du CEIC: Thèses sur le premier anniversaire de l'insurrection de Canton (décembre 1928) 266

9e Plénum du CEIC (9-25 Février 1928) 280

Présidium du CEIC: Résolution sur la situation actuelle en Chine (juillet 1927) 333

8e Plénum du CEIC (18-30 mai 1927) 344

7e Plénum du CEIC (22 novembre-16 décembre1926) 418

Présidium du CEIC: Résolution sur les Cellules communistes d'usines (21 janvier 1924) 573

Présidium du CEIC: Résolution sur les fractions communistes dans les organisations et organes extérieurs au Parti (février 1924) 585

1e Plénum du CEIC (21 février-4 mars 1922) 592

Thèses sur la Conférence de Washington (1921) 653

13e Plénum du CEIC
(Décembre 1933)

Source: *La Correspondance Internationale*, no.1-2, 14e année, p.15-20, 6 janvier 1934.

Thèses sur le fascisme, le danger de guerre et les tâches des PC

(*Adoptées sur le rapport du camarade Kuusinen.*)

Le développement de la crise générale du capitalisme qui suivit la fin de la stabilisation relative, comme l'a relevé le précédent 12e Plénum du CEIC, a déjà abouti à un ébranlement très accentué du système capitaliste, dans le monde entier.

Tandis que l'URSS, citadelle du prolétariat international et des peuples opprimés, développe son édification socialiste et relève toujours plus haut sa puissance, l'économie du monde capitaliste se décompose. L'étreinte de la misère, de la ruine et de la famine, se resserre de plus en plus. La bourgeoisie renforce avec acharnement ses moyens économiques d'exploitation par les méthodes de violence fasciste, de spoliation des classes travailleuses, et par des guerres de rapine contre les autres peuples. Mais en même temps s'accroît toujours plus l'indignation révolutionnaire des masses laborieuses et leur volonté de renverser le joug insupportable des classes exploiteuses.

La tension extrême des contradictions de classes au sein des pays capitalistes et les antagonismes internationaux témoignent d'une telle maturité des prémices objectives de la crise révolutionnaire, qu'à l'heure actuelle le monde se trouve déjà au seuil du nouveau cycle de révolutions et de guerres.

1. — Le fascisme et la maturation de la crise révolutionnaire

§1. Le fascisme est une dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, des plus chauvins, et les

plus impérialistes du capital financier. Le fascisme s'efforce d'assurer au capital monopoliste une base de masse au sein de la petite bourgeoisie en faisant appel à la paysannerie désorientée, aux artisans, aux employés, aux fonctionnaires, et notamment aux éléments déclassés des grandes villes et tente de pénétrer également au sein de la classe ouvrière.

Le développement du fascisme et son avènement au pouvoir en Allemagne et dans une série d'autres pays capitalistes signifient que:

a) La crise révolutionnaire et l'indignation des grandes masses contre la domination du capital s'accroissent;

b) Les capitalistes ne sont plus en force pour maintenir leur dictature par les anciennes méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général;

c) Bien plus, les méthodes du parlementarisme et en général la démocratie bourgeoise deviennent pour les capitalistes un obstacle à leur politique tant intérieure (lutte contre le prolétariat), qu'extérieure (guerre pour le partage impérialiste du monde);

d) Le Capital est par conséquent obligé de passer à une dictature terroriste ouverte à l'intérieur du pays et, dans le domaine de la politique extérieure, à un chauvinisme effréné qui est une préparation directe aux guerres impérialistes.

Le fascisme, né au sein de la démocratie bourgeoise, est aux yeux des capitalistes un moyen de salut contre l'effondrement du capitalisme. Ce n'est que pour tromper et désarmer les ouvriers que la social-démocratie nie la fascisation de la démocratie bourgeoise et oppose en principe les pays de la démocratie à ceux de la dictature fasciste.

D'autre part, la dictature fasciste n'est nullement une étape inévitable de la dictature bourgeoise dans tous les pays. La possibilité de l'éviter dépend des forces du prolétariat en lutte, forces paralysées principalement par l'influence dissolvante de la social-démocratie.

§2. Bien que l'orientation générale de tous les partis bourgeois, y compris la social-démocratie, soit celle de la fascisation de la dictature bourgeoise, la réalisation de cette orientation provoque inévitablement entre eux des divergences sur les méthodes et les formes de fascisation. Certains groupes bourgeois, en particulier les social-fascistes qui, en pratique, ne s'arrêtent devant aucun acte de violence policière à l'égard du prolétariat, sont pour le maintien des formes parlementaires dans la réalisation de la fascisation de la dictature bourgeoise. Les fascistes, eux, exigent l'abolition complète ou partielle de ces anciennes formes ébranlées de la démocratie bourgeoise; ils exigent que la fascisation s'opère par l'instauration de la dictature fasciste ouverte et par un large emploi de la violence policière, ainsi que de la terreur des bandes fascistes. En arrivant au pouvoir, le fascisme évince, scinde, désagrège (en Pologne par exemple) ou liquide (Allemagne, Italie), les autres partis bourgeois. Un tel objectif du fascisme vers le monopole politique renforce au sein des classes dominantes les dissensions et les conflits qui découlent de la situation intérieure contradictoire de la bourgeoisie en voie de fascisation.

§3. L'instauration de la dictature fasciste en Allemagne a mis à nu devant le monde entier le visage de la *social-démocratie allemande*. De la répression sanglante de la révolution prolétarienne en 1918, et suivant une chaîne

ininterrompue de trahisons, en brisant les grèves, en passant par tous les gouvernements de coalition, par les représailles féroces de la police contre les ouvriers révolutionnaires, par le vote pour Hindenburg au nom du «moindre mal», pour aboutir aux sollicitations serviles de collaboration ouverte avec les bandes fascistes, tels sont les états de service de la social-démocratie allemande, parti dirigeant de la 2e Internationale.

La social-démocratie allemande a été et reste le porte-drapeau de tous les partis de la 2e Internationale, qui suivent ses traces.

La social-démocratie continue à jouer le rôle de principal soutien social de la bourgeoisie, y compris dans les pays à dictature fasciste ouverte, en luttant contre l'unité révolutionnaire du prolétariat et contre l'URSS, en aidant la bourgeoisie à prolonger l'existence du capitalisme par la division de la classe ouvrière. Mais dans la plupart des pays, elle est déjà en voie de désagrégation. L'évolution à gauche des ouvriers sociaux-démocrates renforce la discorde dans les sommets social-fascistes. Des groupes néo-fascistes ouverts apparaissent; des débris «de gauche» tentant de confectionner une nouvelle Internationale 2½, se détachent. Trotski, le serviteur de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, s'efforce par de pitoyables tentatives, de constituer une 4e Internationale et, par la diffusion de calomnies antisoviétiques, d'empêcher, sans succès d'ailleurs, les ouvriers social-démocrates de se rallier au communisme. Sur la base des antagonismes aigus entre les pays impérialistes, l'organisation internationale de la social-démocratie se désagrège. Nous sommes en présence d'une crise de la 2e Internationale.

4. En vue de surmonter la crise, la politique économique de l'oligarchie financière (pillage des ouvriers et des paysans, subsides aux capitalistes et aux agrariens) n'est plus capable de rétablir la stabilisation du capitalisme et contribue au contraire à la désagrégation continue du mécanisme de l'économie capitaliste (désorganisation du système monétaire, du budget, faillite de l'Etat, aggravation continue de la crise agraire), contribue à l'accentuation aiguë des contradictions fondamentales du capitalisme.

Dans cette situation, tous les pays capitalistes développent la production de guerre dans des proportions inconnues jusqu'alors, en adaptant les principales branches de l'industrie, ainsi que l'agriculture, aux besoins de la guerre. Obtenue de cette façon, la «demande» de moyens de destruction et d'extermination, jointe à l'inflation ouverte (États-Unis, Angleterre, Japon), au super-dumping (Japon), et à l'inflation dissimulée (Allemagne), a provoqué dans une série de pays, au cours de cette dernière année, une augmentation de la production dans certaines branches (en particulier dans la sidérurgie, dans la production des métaux non-ferreux, dans les produits chimiques et le textile). Mais un tel aiguillonnage de la production pour des buts improductifs ou les sauts spéculatifs de la production dus à l'inflation, accompagnés d'une stagnation ou d'une régression de la production dans d'autres branches (constructions mécaniques, bâtiment, production de nombreux articles de grande consommation), ne peuvent pas ne pas aboutir forcément à une désorganisation encore plus grande des finances et à une aggravation encore plus profonde de la crise générale du capitalisme.

La lutte acharnée pour les *débouchés extérieurs et coloniaux a déjà pris la forme d'une véritable guerre économique mondiale.*

§5. C'est pourquoi est absolument fausse cette appréciation social-démocrate sur la situation mondiale actuelle, appréciation selon laquelle le capitalisme aurait réussi à consolider sa position, serait en voie de surmonter sa crise générale. À la différence de la première vague de fascisation des États capitalistes, qui déferla au moment du passage de la crise révolutionnaire à la stabilisation partielle, le monde capitaliste passe aujourd'hui de la fin de la stabilisation capitaliste à la crise révolutionnaire, ce qui détermine une autre perspective du développement du fascisme et du mouvement révolutionnaire mondial des travailleurs.

Quand la bourgeoisie met en œuvre une terreur féroce pour écraser le mouvement révolutionnaire, cela ne peut, dans les conditions d'ébranlement du capitalisme, effrayer longtemps les couches avancées des travailleurs et les empêcher de passer à des luttes actives. L'indignation provoquée par cette terreur, même chez la majorité des ouvriers qui ont suivi la social-démocratie, les rend encore plus sensibles à l'agitation et à la propagande communiste. Lorsque la bourgeoisie réorganise sur la forme fasciste sa dictature chancelante pour créer un pouvoir solide, cela conduit dans les conditions actuelles au renforcement, non seulement de sa terreur de classe, mais aussi des éléments de désorganisation de son pouvoir, à la destruction de l'autorité de la légalité bourgeoise aux yeux des larges masses, à l'accroissement des frictions intérieures dans le camp de la bourgeoisie et à la désagrégation accélérée de son

principal soutien social, la social-démocratie. Enfin, lorsque la bourgeoisie s'efforce, au moyen d'une politique agressive et guerrière, de consolider sa situation extérieure, elle renforce à l'extrême les contradictions internationales, et partant, les dangers qu'elles engendrent pour le capitalisme.

§6. Ce serait donc une erreur opportuniste de droite de ne pas voir maintenant les tendances objectives de la crise révolutionnaire qui mûrit rapidement dans le monde capitaliste. Mais l'existence et l'action de ces tendances économiques et politiques ne signifient nullement que le développement révolutionnaire progresse "de lui-même", ou se poursuit sans obstacles, sans résistance des forces contraires. Le développement révolutionnaire est à la fois entravé et accéléré par la furie fasciste de la bourgeoisie. C'est de la volonté de lutte de la majorité de la classe ouvrière, du succès de l'action des PC en vue de saper l'influence de la social-démocratie dans les masses, que dépend le moment où le prolétariat renversera la domination du capitalisme banbanqueroutier.

À l'heure actuelle, dans les conditions de la formidable tension des forces de classes antagonistes, l'accroissement du mouvement révolutionnaire des masses dans chaque pays capitaliste peut encore moins que précédemment avoir un caractère constant ou régulier. En *Chine*, c'est la guerre, l'intervention et la révolution. Au Japon, c'est la croissance des forces de la révolution et la mobilisation des forces militaires fascistes à la veille de grands combats de classe. En Espagne, c'est la révolution et la contre-révolution aux prises. Aux *États-Unis*, c'est la vague de grèves ouvrières de masse et l'indignation des fermiers contre le programme bourgeois de solution de la crise. En *Allemagne*, la haine

révolutionnaire du prolétariat s'accroît à l'heure actuelle sous des formes moins ouvertes: l'énergie révolutionnaire des masses s'y accumule dans des proportions colossales et déjà une nouvelle poussée révolutionnaire y commence. La tension de la situation en Allemagne aggrave extraordinairement les rapports de classe dans les pays voisins, en *Tchécoslovaquie*, en Autriche, dans les *Pays baltes* et *scandinaves*, en *Hollande*, en *Belgique*, en Suisse. En *Pologne*, ce sont des grèves ouvrières de masse, accompagnées d'importantes actions révolutionnaires dans les villages. En *Bulgarie*, malgré la terreur, la majorité de la classe ouvrière marche en bloc derrière le PC. En *Roumanie*, la grande grève des cheminots s'est déroulée avec des combats de barricades.

En même temps, la principale citadelle du prolétariat mondial, la puissante *Union Soviétique*, pays de la classe ouvrière victorieuse, surmontant cette année les dernières difficultés économiques, élevant le bien-être des masses laborieuses à un degré supérieur, anime par ses grandes victoires socialistes les travailleurs de tous les pays dans leur lutte révolutionnaire.

Les contradictions insolubles et les plus profondes du capitalisme sapent déjà ses fondements. La crise économique mondiale enchevêtrée de la façon la plus étroite avec la crise générale du capitalisme, aggrave toutes les contradictions fondamentales du monde capitaliste à un tel point qu'à chaque instant on peut s'attendre à un revirement qui marquera la transformation de la crise économique en crise révolutionnaire. Et c'est la grande tâche du prolétariat international de transformer cette crise du monde capitaliste en victoire de la révolution prolétarienne.

2. — La préparation impérialiste de la nouvelle guerre mondiale

L'incertitude croissante de la bourgeoisie à trouver la solution de la crise uniquement dans la possibilité de renforcement de l'exploitation des travailleurs de son propre pays, pousse les impérialistes à faire de la guerre leur principal enjeu. La situation internationale rappelle par son caractère la veillée d'une nouvelle guerre mondiale.

§1. L'incendie d'une nouvelle guerre mondiale est attisé dans l'océan Pacifique. Les cliques militaires du Japon, fouettées par la crise intérieure profonde que traverse la monarchie des bourgeois et des hobereaux, continuent une guerre de conquête contre la Chine et, ayant soumis, avec l'aide du Kuomintang, la Chine du Nord, elles préparent l'agression contre la République populaire de Mongolie. L'impérialisme anglais tend ses griffes vers les provinces sud-ouest de la Chine, vers le Tibet, le Setchouen; l'impérialisme français vers le Yunnan. La clique militaire fasciste du Japon intervient à coups de bélier contre la révolution antiimpérialiste et agraire en Chine. Les impérialismes américain, japonais et anglais soutiennent le Kuomintang dans sa sixième offensive contre l'unique pouvoir populaire en Chine, contre les Soviets chinois. La victoire de la révolution soviétique en Chine, la guerre de partisans en Mandchourie, le développement croissant des forces de la révolution au Japon, le mouvement d'affranchissement des peuples coloniaux créent un nouveau front à l'arrière des impérialistes. La révolution soviétique en Chine est devenue un puissant facteur de la révolution mondiale.

§2. La clique militaire japonaise essaye de s'entendre avec les fascistes allemands et les impérialistes anglais en vue du déclenchement d'une guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS à l'Est et à l'Ouest. Menant une politique de provocations ininterrompues contre l'URSS, préméditant le rapt des territoires soviétiques, la clique militaire fasciste du Japon intervient en tant qu'initiateur de cette guerre contre-révolutionnaire contre le pays des Soviets. En même temps, le fascisme allemand, intriguant avec les impérialismes britannique, italien et polonais (pourparlers entre l'Allemagne et la Pologne), invite la bourgeoisie internationale à acheter les lansquenets nationaux-socialistes pour la guerre contre l'URSS Les impérialistes anglais remplacent en ce moment les français dans le rôle de principaux organisateurs de la guerre antisoviétique.

L'Union Soviétique a remporté des succès considérables par sa politique ferme et inlassable de paix dans l'intérêt de tous les travailleurs (pactes de non-agression, nouvelles reconnaissances, définition de l'agresseur, abrogation contrainte de l'embargo anglais). Le pays des Soviets est l'unique rempart de la paix et de l'indépendance pour les Etats faibles contre l'agression des requins impérialistes. Par sa politique prolétarienne, il acquiert de plus en plus la confiance des travailleurs du monde entier et des peuples opprimés. En contenant par le développement puissant de ses forces le déclenchement d'une nouvelle guerre, l'URSS provoque contre elle une nouvelle vague de fureur de la part des groupes impérialistes les plus réactionnaires et les plus agressifs.

§3. Le gouvernement fasciste d'Allemagne, principal instigateur de guerre en Europe, provoque le trouble à

Dantzig, en Autriche, dans la Sarre, dans les Pays baltes et scandinaves, et tend, sous le drapeau de la lutte contre le traité de Versailles, à former un bloc pour un nouveau remaniement sanglant de l'Europe dans l'intérêt de l'impérialisme allemand. Autour des principaux objectifs des contradictions impérialistes, s'opèrent fébrilement des regroupements de nouveaux blocs ayant à leur tête tantôt la France, tantôt l'Italie, avec l'Angleterre, qui intrigue derrière. L'Europe est devenue une poudrière qui peut exploser à tout moment. Les impérialismes anglais et américain, mettant à profit la situation alarmante de veillée de guerre en Europe et les événements d'Extrême Orient, renforcent les préparatifs d'une collision impérialiste décisive pour l'hégémonie mondiale dans l'océan Atlantique et dans le Pacifique.

4. Dans cette situation, la *social-démocratie* ne recule devant rien pour soutenir les intérêts impérialistes de sa bourgeoisie, servant ainsi contre l'URSS les intérêts du capital international.

La social-démocratie et les leaders syndicaux japonais proclament avec le général Araki la mission civilisatrice de l'impérialisme japonais en Asie et justifient par "les intérêts du socialisme" l'occupation de brigandage de la Chine par leur bourgeoisie. En Angleterre, les nationaux-travaillistes, de pair avec les conservateurs, réalisent la politique de rapine de l'impérialisme anglais; le parti travailliste, en trompant les ouvriers par une pseudo-opposition au gouvernement, aspire aux sièges ministériels afin de continuer, dans le fond, la même politique impérialiste. Les socialistes français (de même que ceux de Tchécoslovaquie, de Pologne, etc.), réalisant «l'union sacrée de la nation», se

couvrant du mot d'ordre de «défense contre le fascisme allemand», collaborent ouvertement aux préparatifs de guerre contre l'Allemagne. La social-démocratie allemande a ouvertement voté au Reichstag pour le front national du fascisme allemand qui prépare une aventure militaire.

En même temps, la 2e Internationale et celle d'Amsterdam adaptent leur politique à cette ambiance de pré-guerre, s'efforçant de répondre aux intérêts de la bourgeoisie et faisant en sorte que le coup principal soit dirigé contre l'URSS Elles se retranchent hypocritement derrière leur volonté de "répondre à la guerre par la grève générale et le boycottage" mais elles déclarent à l'avance qu'elles interviendront seulement contre l'État déclaré agresseur par la SdN. Tout en affectant de préconiser le boycottage des marchandises de fasciste, les organisations de la 2e Internationale et d'Amsterdam font poursuivre et condamner les ouvriers qui appliquent réellement ce boycottage. Sous les mots d'ordre de pacifisme, de lutte contre la guerre et le fascisme, elles agissent comme les initiateurs de la préparation de l'opinion publique dans les pays capitalistes en vue de la guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS.

La bourgeoisie veut retarder l'écroulement du capitalisme en déclenchant une guerre impérialiste criminelle et une croisade contre-révolutionnaire contre le pays du socialisme victorieux. La grande tâche historique du communisme international est de *mobiliser les plus larges masses contre la guerre, bien avant sa déclaration, et d'accélérer ainsi la chute du capitalisme*. Seule la lutte bolchévik avant la guerre, pour la victoire de la révolution, peut assurer la victoire de la révolution en cas de guerre.

3. — Les tâches des PC

Dans les conditions de maturation de la crise révolutionnaire mondiale, au moment où la bourgeoisie tente, dans l'intérêt du renforcement de sa dictature, de détourner l'effervescence, le mécontentement et l'indignation des masses dans la voie *de la fascisation et de la guerre*, la tâche principale des communistes est de diriger le mouvement de masse dans la lutte pour le renversement de la dictature des classes exploiteuses.

a) La lutte contre l'idéologie fasciste

Les communistes doivent:

Mener dans chaque pays une campagne concrète et quotidienne pour dénoncer aux masses le chauvinisme, en lui opposant l'internationalisme prolétarien.

Intervenir résolument dans les métropoles impérialistes pour l'indépendance des colonies, pour la libération de toute oppression nationale des peuples asservis; dans les principaux centres des antagonismes nationaux, les communistes doivent lutter contre toute violence et occupation impérialistes, pour le droit de libre disposition (Haute-Silésie, Sarre, Bohême du Nord, etc.), en se dressant dans ces régions, de même qu'en Autriche et à Dantzig, contre le chauvinisme de leur bourgeoisie nationale et contre le rattachement au «IIIe Empire» des tortionnaires fascistes allemands. Populariser largement la solution de la question nationale en URSS et les succès culturels, sociaux et économiques grandioses remportés par les peuples libérés par la Révolution d'Octobre.

b) Lutte contre la fascisation du pouvoir de la bourgeoisie et contre la guerre

Dans la lutte contre la fascisation des pays soi-disant «démocratiques», les PC doivent, avant tout, rejeter toute orientation fataliste et défaitiste envisageant la dictature fasciste et les guerres impérialistes comme *inévitables*, ainsi que la sous-estimation opportuniste du rythme de fascisation et de la menace de guerres impérialistes. Cette orientation et sous-estimation vouent les PC à la passivité.

En expliquant minutieusement quel asservisse économique et politique apporte aux travailleurs la dictature fasciste, en montrant aux masses que les fascistes ne sont pas des réalisateurs du socialisme, ni des artisans d'un nouvel ordre social, mais des valets serviles du Capital, les communistes doivent:

Dresser en temps voulu les masses pour la défense des syndicats, de la presse ouvrière, des maisons ouvrières, pour la liberté de grève, de réunions ouvrières, en organisant les protestations, les manifestations, les grèves et en créant des groupes d'autodéfense de combat pour résister aux bandes terroristes.

Dans la lutte contre la *dictature fasciste*, les communistes doivent:

a) Dresser les masses des ouvriers, des paysans, de tous les travailleurs des villes trompés, contre la dictature fasciste. Cette action doit partir de la défense des intérêts économiques et politiques *quotidiens* des travailleurs en démasquant la démagogie et toutes les provocations fascistes (incendie du Reichstag, élections frauduleuses, etc.), en

développant les grèves et en amenant le prolétariat aux grèves politiques de masse.

a) Pénétrer dans toutes les *organisations fascistes de masse*. Mener également un travail révolutionnaire dans les camps de travail forcé. Combattant l'abandon individuel des syndicats fascistes par les ouvriers révolutionnaires, sans toutefois inviter les ouvriers à y adhérer, les communistes doivent mettre à profit tous les mouvements de masse dans les syndicats fascistes pour créer des *syndicats indépendants de classe* et les renforcer tout en continuant l'action révolutionnaire au sein des organisations fascistes.

c) Démasquer devant les *paysans*, par des exemples concrets de leurs propres exploitations agricoles, la politique que le fascisme poursuit dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des gros paysans; tout en pénétrant dans les organisations fascistes de masse à la campagne, afin d'en arracher les paysans travailleurs, organiser le prolétariat agricole dans les syndicats indépendants, principal levier du travail à la campagne.

Luttant *contre la guerre*, les communistes doivent, tout en préparant dès à présent la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, concentrer leurs efforts dans *chaque pays sur les objectifs fondamentaux de la machine de guerre de l'impérialisme*.

En plus du renforcement de l'agitation, l'organisation pratique des *actions de masse* (intensifier le travail parmi les cheminots, les marins, les ouvriers des ports, empêcher l'expédition d'armes et le départ des troupes, s'opposer à l'exécution des commandes pour les pays belligérants, manifester contre les manœuvres militaires, etc.), les PC

doivent à tout prix aboutir à un renforcement du *travail d'éducation politique dans l'armée et la marine*.

Le 13e Plénum du CEIC invite toutes les Sections de l'IC, tous les ouvriers et travailleurs du monde à défendre l'URSS avec abnégation contre le complot contre-révolutionnaire des impérialistes, à défendre la révolution chinoise et son pouvoir soviétique contre l'intervention impérialiste.

c) Contre la *social-démocratie*, pour le front unique par en bas

Dans la lutte contre la social-démocratie, les communistes doivent montrer aux ouvriers que la nouvelle faillite des sociaux-démocrates et de la 2e Internationale étaient historiquement inévitables. En démasquant minutieusement et en réfutant, devant les masses, les sophismes hypocrites et traîtres de la social-démocratie, les communistes doivent attirer les ouvriers sociaux-démocrates à la lutte révolutionnaire active sous la direction du PC.

Le 13e Plénum du CEIC approuve entièrement l'appel du Présidium du CEIC sur le front unique et la position du Secrétariat Politique du CEIC dans la correspondance échangée avec l'Independent Labour Party d'Angleterre. La social-démocratie, qui a scindé la classe ouvrière par sa trahison lors de la guerre impérialiste et de la Révolution d'Octobre, a, en vertu des directives de la 2e Internationale, rejeté dans tous les pays les propositions des PC en vue d'actions communes de classe; elle a saboté le mouvement d'unité antifasciste et antiguerre organisé à Amsterdam et à Paris en s'efforçant d'approfondir la scission du prolétariat en face du fascisme et de la guerre.

Le 13e Plénum invite toute les Sections de l'IC à lutter avec ténacité, en dépit des chefs traîtres de la social-démocratie et contre eux, pour la réalisation du front unique de lutte avec les ouvriers sociaux-démocrates.

Le Plénum approuve entièrement la résolution du Présidium du CEIC du 1e avril 1933 sur la situation en Allemagne et la ligne politique suivie par le Comité central du PC allemand avec le camarade Thaelmann à sa tête, avant et au moment du coup d'État fasciste. Le Plénum constate la lutte héroïque et bolchévik menée par le PC allemand contre la dictature fasciste.

d) Les tâches du travail de masse et la consolidation des PC.

L'application de ces tâches primordiales exige une réorganisation effective de tout le travail de masse des PC, surtout dans les entreprises et les syndicats, travail qui est toujours un des secteurs les plus faibles. Dans les conditions d'effervescence considérable des travailleurs, les communistes ont pour devoir, en tenant compte attentivement de l'état d'esprit des masses, de formuler les *mots d'ordre et les revendications* de telle façon qu'ils aient pour point de départ le niveau actuel du mouvement et indiquent en même temps aux ouvriers le chemin de l'issue révolutionnaire. Cela signifie:

a) Orienter le contenu et le langage *de l'agitation et de la presse* vers les larges couches du prolétariat et des travailleurs en montrant, tant dans l'agitation que dans les actions de masse (manifestations, grèves et autres actions de masse) le visage des PC.

b) Obtenir dans les *délais les plus brefs* un revirement décisif de l'action dans les entreprises, en concentrant les forces des organisations du Parti sur *les entreprises* décisives et en élevant le niveau politique de direction de la lutte de classe quotidienne, par les Cellules d'usine.

c) En finir avec la négligence opportuniste, capitularde, envers *le travail syndical*, et notamment envers le travail dans les *syndicats réformistes* et les syndicats fascistes et chrétiens de masse, conformément aux directives de le 12e Plénum du CEIC sur le travail dans les syndicats.

d) Déployer effectivement le *travail de masse* parmi les chômeurs, en menant une lutte inlassable pour les assurances sociales, pour l'institution de toutes formes de secours par les municipalités.

e) Intensifier le *travail révolutionnaire à la campagne*, en opposant au mot d'ordre des grands propriétaires fonciers et des gros paysans de «l'unité au village», les mots d'ordre de classe des travailleurs et le programme agraire de la révolution soviétique; développer la lutte pour toutes les revendications partielles de la paysannerie en se dressant en même temps contre les revendications koulaks, contraires aux intérêts du prolétariat et des paysans pauvres; en créant des points d'appui (syndicats d'ouvriers agricoles, Comités paysans) parmi les ouvriers agricoles, les paysans pauvres et les éléments semi-prolétariens de la campagne, conquérir les principales masses de la petite et moyenne paysannerie.

f) Intensifier le *travail de masse parmi les femmes*, en même temps éduquer et pousser dès maintenant aux postes de direction aux différents échelons les militantes actives

susceptibles de remplacer en cas de guerre, dans divers cas, les camarades mobilisés.

g) En finir avec le *repli sur soi-même des JC*; les tourner réellement vers les masses de la jeunesse ouvrière pour la lutte contre le système de fascisation et de militarisation forcée instauré par l'État. Les PC sont tenus d'apporter tout leur appui aux JC pour développer le travail au sein des organisations bourgeoises et réformistes de masse de jeunes (culturelles, sportives et autres) et pour créer des Cellules des Jeunesses Communistes dans les entreprises.

Le 13e Plénum du CEIC pose à tous les PC comme tâches les plus importantes le *contrôle* courant et permanent de l'exécution des *décisions*, en particulier de celles relatives *au travail de masse*, la consolidation d'organisation de leurs rangs, la préparation à l'illégalité, l'accroissement de la *discipline* et de la capacité de combat de chaque organisation et de chaque membre du Parti.

Toute la situation actuelle exige des PC une préparation à temps des *cadres* en vue de l'illégalité, l'organisation sérieuse de la *lutte contre la provocation*, l'association des méthodes de la *conspiration la plus stricte* avec l'établissement des liaisons les plus étroites avec les masses, en surmontant le schématisme dans la structure et dans le travail de l'organisation illégale elle-même.

Seule la concentration de tous les efforts des organisations du Parti pour la constitution de Cellules illégales dans les entreprises et le renforcement de l'activité des fractions communistes dans toutes les organisations de masse peuvent assurer la liaison avec les masses ainsi que la conspiration maximum et son efficacité.

Les communistes doivent, en réalisant toutes ces tâches, mettre à profit toutes les possibilités légales pour déployer le travail de masse et combiner le travail légal avec le travail illégal.

Le 13e Plénum appelle toutes les Sections de l'IC à extirper impitoyablement l'opportunisme sous toutes ses formes, et, en premier lieu, l'opportunisme de droite (Gutmann, Remmelé, Neumann et les défaitistes des autres pays dans l'appréciation des perspectives de la révolution allemande). Sans quoi, les PC ne pourront conduire les masses ouvrières aux batailles victorieuses pour le pouvoir des Soviets.

e) Pour l'issue révolutionnaire de la crise, pour le pouvoir soviétique

§1. Les PC doivent poser résolument aux masses le problème de l'issue révolutionnaire de la crise du capitalisme.

Contrairement aux recettes des charlatans fascistes et social-fascistes s'efforçant de sauver le capitalisme pourrissant sur pied, les communistes doivent montrer aux masses que les maux du capitalisme sont incurables. C'est pourquoi les communistes doivent, en défendant par tous les moyens les revendications quotidiennes des travailleurs, révéler inlassablement aux masses qui souffrent de la famine et de l'exploitation, toute la vérité sur leur situation catastrophique qui, sous les coups de l'offensive continue du Capital, s'aggravera encore plus tant que les travailleurs ne réussiront pas à rassembler leurs forces pour riposter à l'attaque et abattre la domination bourgeoise.

Il n'y a pas d'autre issue à la crise générale du capitalisme que celle indiquée par la révolution d'Octobre: le

renversement des classes exploiteuses par le prolétariat, la confiscation des banques, des fabriques, des usines, des mines, des transports, des immeubles de rapport, des stocks de marchandises des capitalistes et des terres des grands propriétaires fonciers, de l'Église et des dynasties.

§2. ***L'exemple vivant du grand pays des Soviets***, il est indispensable de le populariser avec force et de l'expliquer aux travailleurs et aux exploités de tous les pays capitalistes. Il faut montrer comment l'économie soviétique, libérée de l'anarchie et des crises du capitalisme, est capable de développer sans obstacle les forces productives selon les principes d'un plan socialiste, comment les ouvriers et tous les travailleurs du pays des Soviets sont foncièrement intéressés à ce développement et à son allure rapide, comment l'État soviétique prolétarien, à la fois organisation du pouvoir prolétarien et organisation productrice dominante de la société, accroît constamment la richesse publique et, par cela même, le bien-être de tous les travailleurs, alors que tout État bourgeois, devenant de plus en plus un parasite économique et social, dévore et épuise les forces économiques du peuple.

Sur la base de l'expérience des grandes victoires des ouvriers et des kolkhoziens soviétiques sur tous les fronts de la lutte de classe et de l'édification socialiste et en tenant compte des conditions particulières des différents pays, il est nécessaire de développer devant les travailleurs de chaque pays le programme de *ce que leur donnera le système soviétique dans leur propre pays*. En outre, il faut particulièrement souligner la liquidation du chômage et de l'incertitude du lendemain dans le système soviétique, l'amélioration constante des conditions de travail et de

l'assurance sociale avec une réduction de la journée de travail; la libération des travailleurs ruraux de toutes les survivances du féodalisme, de tout asservissement, l'attribution des terres aux paysans en possédant peu ou pas, le sou tien aux paysans pauvres, l'aide aux coopératives paysannes et aux kolkhoz, les plus larges possibilités et perspectives pour le développement culturel de, la jeunesse ouvrière et de tous les travailleurs, etc.

Le pouvoir soviétique dont le fondement est l'organisation de masse des ouvriers et des semi-prolétaires offre la possibilité d'une large et réelle démocratie des masses travailleuses, autrefois opprimées par le capitalisme.

Le pouvoir des Soviets est la forme d'Etat de la dictature du prolétariat.

Le pouvoir des Soviets est la forme d'Etat de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, forme qui assure la transformation de la révolution bourgeoise démocratique en révolution socialiste (Chine, etc.). C'est la démocratie pour les travailleurs, mais la dictature rigoureuse sur les exploiteurs.

§3. Les PC doivent poser avec insistance dans tout leur travail de masse, la question du pouvoir.

Le principal mot d'ordre de l'IC est *le pouvoir des Soviets*.

L'exemple de l'URSS, c'est l'exemple du bolchévisme. Seul cet exemple indique l'issue et le salut aux exploités et aux opprimés de tous les pays impérialistes et coloniaux.

L'exemple du bolchévisme, c'est l'exemple de l'internationalisme prolétarien. La victoire de la révolution socialiste n'est possible qu'au moyen de la consolidation des

liens internationaux du prolétariat révolutionnaire. La voie du bolchévisme est celle de l'union des forces prolétariennes de toutes les nationalités et de toutes les races, c'est la voie de leur lutte commune, coude à coude avec le prolétariat soviétique, contre les oppresseurs et les exploiteurs.

Le Plénum du CEIC fait un devoir à toutes les Sections de l'IC d'être prêtes à chaque tournant des événements et sans perdre un instant, de tendre toutes leurs forces pour la préparation révolutionnaire du prolétariat en vue de prochaines batailles décisives pour le pouvoir.

Décision au sujet de la convocation du 7e Congrès de l'IC.

§1. Convoquer le 7e Congrès dans la seconde moitié de l'année 1934;

§2. Charger le Présidium du CEIC de publier l'ordre du jour avant le 1e juin, de désigner les rapporteurs sur les questions à l'ordre du jour et de fixer le mode de représentation des Sections de l'IC au 7e Congrès;

§3. Le CEIC fait une obligation aux Sections de l'IC de commencer la préparation du Congrès dans toutes leurs organisations dès que sera publié l'ordre du jour;

§4. Faire une obligation aux CC des PC de présenter avant le 1e juin au Présidium du CEIC leurs propositions sur l'ordre du jour du Congrès.

Appel contre la terreur blanche

Prolétaires, travailleurs du monde entier !

Communistes !

Le sang des meilleurs fils de la classe ouvrière coule dans tous les pays du Capital. Les fascistes allemands rivalisent avec les bourreaux du Kuomintang dans l'extermination des combattants d'avant-garde de la classe ouvrière, dans les tortures, les supplices, les violences, les infamies contre les ouvriers révolutionnaires. Les horreurs de l'inquisition du moyen âge pâlissent devant les forfaits des nationaux-socialistes et de Tchang Kaï Chek.

Rien qu'au cours de la dernière année, selon les données de l'Association Internationale de Secours aux combattants révolutionnaires, dans les pays capitalistes et dans les colonies, 46,000 révolutionnaires ont été tués ou sont morts à la suite des tortures, 160,000 ont été blessés ou estropiés, 228,000 ont été arrêtés.

Ces victimes éveillent en chaque ouvrier, en chaque paysan, en chaque soldat, en chaque marin, en chaque esclave colonial, une haine mortelle contre les exploiteurs et les appellent à la lutte contre les bourreaux fascistes, contre les forbans impérialistes.

Dans l'Allemagne fasciste, 2,500 prolétaires ont été tués; 130,000 communistes et ouvriers antifascistes sont torturés, dans les camps de concentration.

Rien qu'à Cologne, après avoir subi des outrages inouïs, 6 ouvriers révolutionnaires ont été exécutés.

À Berlin, les bandits fascistes ont installé de nombreuses chambres de torture où des instruments spéciaux munis de clous déchirent le corps des victimes.

Dans le camp de concentration de Dachau, le député communiste Stenzer a été tué après deux mois de torture.

À Hambourg, le camarade Templin a été tué par les Sections d'assaut au mois de novembre.

Au camp de concentration de Sonnenburg, les bourreaux fascistes torturent les communistes qui refusent de se frapper l'un l'autre.

Mais la terreur fasciste n'a pas arrêté et ne peut arrêter la lutte héroïque des masses contre la dictature fasciste de faim et de sang. Les héros de la classe ouvrière, les Lutgens, font courageusement retentir leur voix sur l'échafaud et convient à la lutte contre les bourreaux, pour la révolution prolétarienne.

Ouvriers et paysans, opprimés du monde entier !

À Berlin et à Changhai, à Tokyo et en Mandchourie, à Sofia et à Varsovie, en Indonésie et en Indochine, partout les esclavagistes et les militaristes exécutent sommairement les combattants de la révolution.

Tchang Kai Chek, après avoir appelé à son service les généraux allemands, anglais et américains, et les préfets de police sociaux-démocrates, Grzesinski et consorts, coupe par milliers les têtes des ouvriers et paysans révolutionnaires chinois. À Changhai, en automne dernier, tous les ouvriers assistant à une réunion contre la guerre ont été arrêtés et fusillés sur place. En été 1933, les bourreaux du Kuomintang ont arrêté 150 délégués au congrès antifasciste, ils les ont fait

venir à Nankin, où ils assouvirent sur eux leur vengeance sanguinaire.

Au Japon, en deux ans, la Clique fasciste dirigeante a jeté dans les cachots 15,000 révolutionnaires: ouvriers, paysans et soldats. Des dizaines de communistes japonais ont été assassinés. En Mandchourie, en Corée, à Formose, des dizaines de milliers de personnes ont été sauvagement assassinées pour avoir résisté aux forbans impérialistes japonais.

En Indonésie, les esclavagistes hollandais frappent avec rage les matelots mutins du croiseur de Zeven Provinzen.

En Indochine, la France "démocratique" écrase par le fer et par le feu les indigènes révoltés.

Dans l'Inde, en Arabie, en Palestine, les impérialistes anglais fusillent des milliers de travailleurs insurgés contre l'esclavage colonial.

Aux États-Unis, la bourgeoisie se venge chaque jour par la loi de Lynch des ouvriers et paysans nègres.

En Bulgarie, au cours de la dernière année, 49 soldats révolutionnaires ont été pendus ou fusillés pour avoir lutté contre le fascisme et la guerre.

En Finlande, les geôliers fascistes tuent les prisonniers politiques qui font la grève de la faim.

En Italie fasciste et en Roumanie, en Pologne, dans les pays baltes, en Espagne, partout règnent tortures et assassinats des ouvriers d'avant-garde. À Leipzig, les incendiaires fascistes du Reichstag jugent des communistes dont l'innocence est évidente pour le monde entier.

Ouvriers, travailleurs du monde entier, soldats !

Vous seuls, par votre lutte, pouvez protéger les victimes de la terreur fasciste. Vous seuls pouvez arrêter la main du bourreau levée sur la tête de vos frères !

Prolétaires de tous les pays, hâtez-vous de les secourir !

Elevez partout la protestation des masses contre la terreur fasciste en Allemagne, en Chine et dans les autres pays capitalistes !

Arrachez des mains des bourreaux le membre du CEIC et le chef du PC allemand, Ernst Thælmann.

Imposez aux bourreaux fascistes de relâcher les ouvriers révolutionnaires jetés dans les prisons et les camps de concentration de l'Allemagne fasciste.

En avant, dans la lutte contre la terreur fasciste sanglante !

12e Plénum du CEIC
(Septembre 1932)

Source: *La Correspondance Internationale*, no.84 et 87, 12e année, 8 et 19 octobre 1932, p.938-941 et p.981-987.

Thèses sur la situation internationale et les tâches de l'IC

(*Adoptées sur le rapport du camarade Kuusinen.*)

1. — La fin de la stabilisation capitaliste et la croissance de l'URSS

L'accentuation de la crise générale du capitalisme s'opère par d'énormes bonds portant cette crise à un nouveau degré. Toute une série de faits des plus importants de ces derniers temps caractérisent les changements fondamentaux de la situation mondiale:

§1. Dans le rapport des forces entre le monde socialiste et te monde capitaliste, il y a un changement considérable dû en premier lieu à l'accroissement du poids spécifique de l'URSS qui, à un rythme gigantesque, réalise son grand programme d'industrialisation socialiste, de collectivisation et de révolution culturelle: Le pays s'est définitivement consolidé dans ses positions du socialisme; le second plan quinquennal fixe comme but, la liquidation définitive des classes, la transformation de toute la population travailleuse du pays en édificateurs conscients et actifs de la société socialiste sans classes. Les succès de l'édification socialiste assurent de plus en plus l'indépendance économique du pays des soviets vis-à-vis du monde capitaliste; sa puissance mondiale, son influence révolutionnaire sur les travailleurs et les exploités de tous les pays, son importance comme base de la révolution socialiste mondiale sont augmentées.

2. Pendant ce temps, dans le monde capitaliste continuent:

a) L'accentuation de la crise économique (la réduction de la production a atteint de telles proportions que plus de la moitié de

a) classe ouvrière des pays capitalistes est entièrement ou partiellement en chômage, l'expropriation et la paupérisation de la paysannerie ont atteint des proportions inouïes);

b) La croissance de la poussée révolutionnaire dans les pays impérialistes, comme dans les pays coloniaux (grèves violentes et opiniâtres, manifestations révolutionnaires, collisions acharnées des ouvriers avec la police et les fascistes, mouvements combatifs des masses paysannes, etc.), accentuation de la lutte des peuples coloniaux contre les impérialismes;

c) L'aggravation continue des antagonismes entre les Etats impérialistes (guerre commerciale, course accélérée aux armements entre les impérialistes), ébranlement du système de Versailles, guerre du Japon contre la Chine, grave tension des rapports entre te Japon et les États-Unis, entre l'Angleterre et les États-Unis, entre l'Italie et la France, entre l'Allemagne et la France, etc.;

d) L'intensification de la préparation de la guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS

§3. La domination du capital monopoliste, qui a subordonné maintenant presque toute l'économie de la société capitaliste, dans les conditions de la crise générale du capitalisme, rend extrêmement difficile la liquidation de la crise économique par les moyens ordinaires au capitalisme du temps de la libre concurrence. Plus la couche supérieure

de l'oligarchie financière réussit à accaparer une part plus grosse des bénéfices, malgré la diminution de la masse globale de ceux-ci aux dépens des autres, et à rançonner les travailleurs, plus les barrières douanières qu'elle dresse sont élevées, plus aussi se rétrécissent les marchés intérieurs et extérieurs et s'accentue la crise. Il n'en résulte nullement que le capitalisme s'effondrera automatiquement. Il en résulte que la poussée révolutionnaire devra nécessairement continuer à croître et que les contradictions fondamentales que la bourgeoisie cherche à résoudre par la force, tant à l'intérieur du pays qu'à l'échelle internationale, continueront à s'accentuer.

§4. Tous ces faits, pris ensemble, confirment entièrement la justesse de l'appréciation des tendances de développement donnée par les décisions des 10e et 11e Assemblées plénières du CEIC; ils font ressortir dans le développement de la crise générale du capitalisme un revirement nettement marqué, une sorte de déchaînement des forces antagonistes qui, par endroits est impétueux, à d'autres se ralentit. Sur certains points essentiels déterminés, extrêmement importants, les forces antagonistes s'apprêtent déjà à la collision. La stabilisation relative du capitalisme a pris fin. Mais il n'y a pas encore de situation révolutionnaire immédiate dans les pays capitalistes les plus importants et décisifs. À l'heure actuelle, s'accomplit précisément, la transition vers un nouveau cycle de grandes collisions de classes et entre les États, vers un nouveau cycle de guerres et de révolutions.

Cette transition dans les rapports internationaux s'accélère particulièrement par l'agression militaire du Japon et de la France et s'accomplit à l'intérieur des divers pays sous la forme d'un processus inégal. L'Espagne est en

révolution. En Chine, il y a une situation révolutionnaire, et sur une grande partie du territoire la révolution soviétique a triomphé. En Allemagne, il y a une accentuation extrême de l'antagonisme de classes. D'une part, croissance du fascisme; d'autre part, croissance de la lutte de masse révolutionnaire, accroissement accéléré des prémices de la crise révolutionnaire. Certains autres pays se trouvent au seuil d'une crise révolutionnaire (Pologne), ou bien, par suite de l'extrême aggravation des contradictions intérieures et extérieures, peuvent se trouver à bref délai dans les conditions d'une crise révolutionnaire (Japon). Aux Indes et dans les pays de l'Amérique latine, le développement de la crise révolutionnaire est entravé tout d'abord par le faible degré d'organisation du prolétariat et par la maturité insuffisante des PC. Dans tous les pays capitalistes, les forces de la révolution prolétarienne internationale s'accroissent sans cesse, mais dans des pays aussi importants du capitalisme mondial tels que les États-Unis, l'Angleterre et la France, la poussée du mouvement révolutionnaire, tout en se développant, retarde encore fortement pour le moment sur la tension extrême de toute la situation internationale.

2. — La menace d'une nouvelle guerre mondiale; la guerre du Japon contre la Chine; la nouvelle phase de la préparation de l'intervention contre l'URSS

§1. La lutte acharnée des impérialistes pour les débouchés et les colonies, la guerre douanière, la course aux armements ont déjà conduit à ce que la nouvelle guerre impérialiste mondiale est devenue un danger immédiat. L'impérialisme français qui développe une activité fébrile dans la lutte pour son hégémonie sur le continent européen, cherche à

consolider ses vieilles alliances politiques et militaires et à en conclure de nouvelles (Fédération du Danube). Mais il se heurte à la résistance de l'Allemagne, des États-Unis, de l'Italie. L'Allemagne exige les mêmes droits que les autres puissances impérialistes (annulation des réparations, égalité dans l'armement et la révision des frontières orientales, etc.), alors que la Pologne se prépare à s'emparer de Dantzig et de la Prusse orientale. De la sorte, l'Allemagne est l'un des centres les plus importants des conflits impérialistes mondiaux, les plus aigus et les plus violents.

§2. La conquête de la Mandchourie par le Japon et l'agression contre Changeai ont détruit l'entente antérieure entre les États-Unis, le Japon et l'Angleterre, concernant les sphères d'influence en Chine. L'impérialisme japonais allié à la France et avec l'appui de fait de l'Angleterre transforme la Mandchourie en sa colonie, en mettant à l'ordre du jour la question de la lutte armée pour le partage de la Chine et de l'intervention contre l'URSS La Société des Nations, obéissant aux ordres de la France et de l'Angleterre, a pris parti pour le Japon. Les États-Unis, poursuivant leurs buts impérialistes en Extrême-Orient, menacent ouvertement d'une nouvelle course aux armements. L'ensemble des contradictions du Pacifique est le principal foyer de la nouvelle guerre impérialiste mondiale.

§3. Dans le but de Préparer la guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS, et sous le couvert des déclarations pacifistes de la SdN et de la 2e Internationale, les impérialistes d'Europe et des États-Unis arment le Japon, l'armée japonaise se concentre en Mandchourie, les détachements de gardes blancs se forment et s'arment en Extrême-Orient, un corps expéditionnaire s'organise en

France, l'armée se prépare fiévreusement en Pologne, en, Roumanie, en Lettonie, en Esthonie, en Finlande; les troupes d'élite fascistes se renforcent et redoublent d'activité, les provocations ne cessent pas, etc. Seule la ferme politique de paix de l'Union Soviétique, la crainte de la bourgeoisie de voir transformer la guerre impérialiste en guerre civile, sa crainte devant la perspective de soulèvements coloniaux retiennent encore pour le moment le glissement à la guerre et à l'intervention armée.

Dans cette situation où la guerre criminelle, particulièrement accélérée par le fascisme, est devenue imminente, les PC doivent opposer de vraies luttes contre la préparation de la guerre aux déclarations abstraites et hypocritement pacifistes de la social-démocratie. Le CEIC fait un devoir à tous les PC d'appliquer avec une particulière persévérance et avec une particulière vigueur les décisions de l'IC en ce qui concerne la lutte contre la guerre impérialiste et l'intervention armée.

3. — La dictature de la bourgeoisie, le nationalisme, le fascisme, le social-fascisme

§1. La dictature de la bourgeoisie continue à se modifier dans le sens d'un renforcement de la réaction politique et de la fascisation de l'Etat, tout en faisant ressortir un rétrécissement de la base du pouvoir bourgeois, des fissures et une désagrégation de cette base. Les dissensions dans le camp de la bourgeoisie prennent souvent la forme d'une scission en camps ennemis (Allemagne, Finlande, Yougoslavie) et, dans certains cas, d'assassinats d'hommes politiques bourgeois (Japon). En règle générale, il devient

toujours plus difficile à la bourgeoisie de régler les conflits qui surgissent en son sein.

Dans la plupart des pays capitalistes, la grande bourgeoisie organise les formations fascistes de guerre civile, érige en système le banditisme politique, la terreur blanche, la torture des détenus politiques, la provocation, les faux, la fusillade des grévistes et des manifestants, la dissolution et la destruction des organisations ouvrières. Ce faisant, la bourgeoisie, ne renonce nullement à utiliser le parlementarisme et les services des partis social-démocrates dans le but de tromper les masses.

En Allemagne, le gouvernement Papen-Schleicher, étant donné l'aggravation des antagonismes extérieurs et la tension extrême des rapports de classes à l'intérieur, a instauré, avec l'aide de la Reichswehr, des «Casques d'Acier» et des nationaux-socialistes, une des formes de la dictature fasciste à laquelle la social-démocratie et le Centre ont frayé la voie. Le développement ultérieur ou bien l'effondrement de cette dictature dépend de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre le fascisme sous toutes ses formes.

Dans les pays où la dictature fasciste fut instaurée avant la crise économique mondiale, un processus de désagrégation du fascisme s'ébauche sous l'influence de la poussée révolutionnaire croissante des masses (Pologne, Yougoslavie, Italie).

§2. Les dévastations causées par la crise économique mondiale actuelle, la désagrégation des liens économiques du capitalisme mondial et l'accentuation de la lutte pour les débouchés favorisent le déchaînement du nationalisme et du chauvinisme parmi les nations dominantes. En Allemagne,

la vague des sentiments et des passions chauvins a surgi de la haine accumulée contre les conditions humiliantes et spoliatrices du traité de Versailles, de la volonté impuissante de revanche jointe à la peur devant la perspective du déclin continu et de la chute du capitalisme allemand. En France, le chauvinisme se couvre du mot d'ordre de la sécurité des frontières; en Angleterre, de l'«unité de l'Empire»; au Japon, du panasiatisme; en Italie, de surpeuplement. Il faut mener partout une lutte opiniâtre contre la dangereuse idéologie du chauvinisme, une lutte pour l'internationalisme en tenant compte du caractère et des formes particulières du chauvinisme dans chaque pays.

3. Le fascisme de même que le social-fascisme (la social-démocratie) sont pour le maintien et le renforcement du capitalisme et de la dictature de la bourgeoisie, mais ils en déduisent des conditions différentes quant à leur tactique. Étant donné que la situation de la bourgeoisie au pouvoir de chaque pays est en ce moment extrêmement contradictoire et que la bourgeoisie est très souvent obligée de louvoyer entre le déclenchement vigoureux de la lutte contre ses ennemis intérieurs et extérieurs et une ligne plus prudente. Cette situation contradictoire se répercute dans les positions différentes du fascisme et du social-fascisme. Les social-fascistes préfèrent l'application modérée et «légale» de la violence bourgeoise de classe parce qu'ils ne veulent pas réduire la base de la dictature bourgeoise, ils défendent sa façade "démocratique" et cherchent à conserver le plus possible ses formes parlementaires, sans lesquelles ils ne peuvent remplir effectivement leur fonction spéciale qui est de tromper les masses ouvrières. En même temps, les social-

fascistes, en retenant les ouvriers de l'action révolutionnaire contre l'offensive du capital et contre le fascisme croissant, jouent le rôle d'un bouclier derrière lequel les fascistes ont la possibilité d'organiser leurs forces, et frayent la voie à la dictature fasciste.

§4. A mesure que la politique économique du capital monopoliste s'adapte jusqu'à un certain point aux conditions particulières et aux difficultés de la crise, la social-démocratie adapte aussi son idéologie aux besoins de cette politique de crise de l'oligarchie financière. Les chefs social-démocrates remettent de nouveau au jour leurs mots d'ordre vétustes de nationalisation des diverses branches d'industrie. En réalité, il n'y a pas un accroissement de l'étatisation des entreprises privées dans les pays capitalistes; au contraire, les entreprises de l'État et les entreprises municipales sont en voie de passer aux mains du capital privé. Là où se produit la soi-disant immixion de l'État, par des subsides et autres mesures gouvernementales, ce n'est pas le contrôle de l'État qui se réalise sur les monopoles privés, mais le contrôle direct des monopolistes privés sur l'Etat. Les chefs de la 2e Internationale non seulement dissimulent, mais aussi soutiennent directement (au nom du "socialisme"!) cette politique de l'oligarchie financière et créent de nouvelles théories pour la justifier. Ils sont mêmes en train d'élaborer pour la bourgeoisie des projets de travaux forcés, en les masquant par des plans charlatanesques d'instauration du socialisme sous le capitalisme.

§5. L'influence de masse des social-fascistes a diminué dans presque tous les pays, mais ils mettent d'autant plus d'ardeur et de diversité dans leurs manœuvres (ils prennent

la direction des grèves pour les décapiter, dans certains cas ils proclament même des grèves générales démonstratives, ils mènent une prétendue lutte contre le fascisme, pour la paix, pour la défense de l'URSS, etc.). Les groupes social-démocrates de "gauche" font preuve dans ces manœuvres d'un zèle particulier, tout en développant simultanément une campagne acharnée contre les PC et l'URSS C'est seulement en tenant compte d'une manière concrète de la grande diversité des formes de politique de manœuvres des social-fascistes que les communistes pourront vraiment démasquer et isoler les social-fascistes. C'est seulement en orientant principalement nos attaques contre la social-démocratie, principal soutien social de la bourgeoisie, que l'on peut battre et terrasser avec succès le principal ennemi de classe du prolétariat, la bourgeoisie. C'est seulement en faisant une distinction bien nette entre les chefs social-démocrates et les ouvriers social-démocrates, que les communistes pourront, au nom du front unique révolutionnaire à la base, briser la cloison qui, bien souvent, les sépare des ouvriers social-démocrates.

4. — Le développement de la poussée révolutionnaire et la préparation de la lutte pour la dictature du prolétariat

§1. Depuis le 11e Plénum du CEIC, l'accroissement de la poussée révolutionnaire s'est manifesté particulièrement dans les pays suivants:

En Chine, essor massif de la lutte antiimpérialiste, développement du mouvement soviétique, grands succès de l'héroïque Armée Rouge chinoise. En Espagne, essor impétueux du mouvement de masse avec tendance à l'insurrection populaire. En Pologne, vague de grèves

massives, nombreuses actions combatives des paysans et recrudescence du mouvement national-révolutionnaire aux confins du pays. En Allemagne, accroissement de l'influence de masse du PC, passage des ouvriers social-démocrates, en dépit de leurs chefs, à la résistance à la terreur des bandes fascistes. En Angleterre, grève des marins de la marine de guerre, manifestations ouvrières violentes en automne 1931, mouvement de grève dans le Lancashire. En Tchécoslovaquie, grève générale des mineurs dans le nord de la Bohème, mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans dans l'Ukraine des Carpathes. En France, grande grève dans le Nord, échecs de manœuvres militaires aériennes. Aux États-Unis, grandes grèves ouvrières, mouvement des chômeurs, marche des vétérans de la guerre à Washington, actions combatives des fermiers. En Belgique, grève générale des mineurs qui prend une grande portée internationale.

Dans la plupart des pays, les grèves s'accompagnent de lisions violentes avec la police et les bandes de briseurs de grève. Au Japon, actions combatives des ouvriers, des paysans, des soldats et des étudiants qui brisent les cadres de la terreur militaire et policière. Dans l'Inde, l'effervescence révolutionnaire s'étend dans les villes et dans les campagnes, grèves de masse opiniâtres. Dans toute une série de pays, la lutte du prolétariat se combine à des luttes révolutionnaires de masse des paysans.

§2. Les PC se sont raffermis au cours de la période écoulée. En Allemagne, grand succès du parti aux dernières élections au Reichstag, développement de la lutte antifasciste menée par le parti sur la base du front unique par en bas. L'influence des PC dans les masses grandit en Chine, en

Pologne, en Bulgarie. En France, malgré les fortes pertes subies par le parti aux élections parlementaires et un certain affaiblissement numérique de la CGTU, il se produit une forte poussée du mouvement révolutionnaire contre la guerre. Dans certains pays, le développement s'opère inégalement dans les différents domaines (Tchécoslovaquie, Espagne, Finlande). Malgré l'influence insuffisante des PC sur les masses dans différents pays, les communistes de tous les pays capitalistes se sont révélés, dans de nombreux combats et de nombreuses épreuves, dans les conditions de la terreur impitoyable, comme les vrais combattants révolutionnaires et courageux du prolétariat.

§3. La fin de la stabilisation capitaliste, l'accroissement rapide des prémices de la crise révolutionnaire dans nombre de pays capitalistes et toute la situation internationale nouvelle pose avec acuité la question de l'accomplissement de la tâche essentielle des PC en ce moment: la préparation de la classe ouvrière et des masses exploitées, au cours des luttes économiques et politiques, pour les combats qui viennent pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat. C'est précisément parce que l'on dispose de peu de temps jusqu'à la maturité de la crise révolutionnaire qu'il faut, sans perdre un seul instant, renforcer et activer le travail bolchéviste de masse pour conquérir la majorité de la classe ouvrière et élever son activité révolutionnaire. Les adversaires du mouvement révolutionnaire n'ont pas encore perdu l'appui d'une énorme partie des ouvriers organisés et inorganisés, et cette circonstance leur permet de freiner la radicalisation du prolétariat, ce qui est le principal danger pour la préparation de sa victoire. De là, la nécessité

d'assurer efficacement la conquête de la majorité de la classe ouvrière, tâche que les 10e et 11e Assemblé Plénières du CEIC ont mise au premier plan.

§4. La bonne réalisation de cette tâche exige que chaque PC établisse, étende et raffermisse la liaison vivante et constante avec la majorité des ouvriers, partout où se trouve la masse ouvrière. Pour cela, il faut avant tout:

a) Organiser réellement un travail bolchéviste constant parmi les masses ouvrières non communistes, dans les usines, à l'intérieur des syndicats réformistes et des autres syndicats et parmi les chômeurs, démasquer systématiquement la trahison des chefs social-démocrates et réformistes, reconquérir les ouvriers qui se sont laissé influencer par le fascisme;

b) Défendre les intérêts quotidiens des ouvriers, savoir réagir à chaque attaque de l'ennemi de classe, en lançant chaque fois des **mots d'ordre concrets**, susceptibles de mobiliser réellement les masses dans la lutte; réaliser systématiquement la ligne du front unique à la base; organiser convenablement l'alliance du prolétariat avec les petits paysans; gagner à la lutte les employés et les masses exploitées de la petite bourgeoisie des villes sous la conduite du prolétariat;

c) Renforcer le PC lui-même en formant des cadres étroitement liés à la masse et jouissant de sa confiance.

§5. Il importe de supprimer dans la pratique de nos partis certaines faiblesses et fautes qui se répètent et gênent le développement de leur travail de masse. Voici quelles sont les principales de ces faiblesses et fautes; la majeure partie de nos militants sont coupés des ouvriers réformistes et

autres ouvriers non communistes; on observe une résistance de fait au travail dans les syndicats réformistes; notre agitation, notre presse et surtout nos mots d'ordre sont abstraits, comme taillés sur le même poncif; on ne sait pas défendre d'une façon pratique les intérêts les plus immédiats des ouvriers et profiter des faits d'actualité, surtout ceux qui émeuvent particulièrement les ouvriers, pour organiser des actions entrainant vraiment les grandes masses, en appliquant des formes différentes de lutte répondant à la situation; absence d'application hardie des formes et méthodes de la démocratie prolétarienne pour constituer le front unique à la base et, d'autre part, tendance opportuniste à estomper les divergences de principe dans l'application de la tactique du front unique; incapacité de combiner convenablement la lutte contre le patron, contre le pouvoir et les fascistes avec la lutte pour reconquérir les ouvriers influencés par les agents social-fascistes de la bourgeoisie; défauts et erreurs dans la tactique et stratégie de grèves; incapacité de développer le mouvement des grandes masses en partant d'actions relativement élémentaires pour aboutir à des formes de lutte de plus en plus élevées, à de grandes grèves économiques et politiques et à d'autres actions révolutionnaires.

§6. Le 12e Plénum souligne l'importance, la nécessité et l'urgence qu'il y a à remédier à ces défauts et erreurs dans la pratique des PC. Il importe de se séparer résolument aussi bien du «suivisme» opportuniste de droite qui se manifeste bien souvent par des tendances de capitulation, par l'incrédulité en la possibilité de révolutionner les masses ouvrières réformistes, que du subjectivisme opportuniste "de

gauche" qui veut remplacer l'éducation bolchéviste et la mobilisation des masses, travail difficile mais nécessaire; par des phrases creuses sur le déploiement des batailles révolutionnaires, au lieu de développer réellement ces batailles en organisant et en conquérant la direction de la lutte journalière des ouvriers et des paysans. La juste politique bolchéviste de masse consiste en une lutte intransigeante contre l'opportunisme de droite, principal danger, et contre les déviations gauchistes de la ligne de l'IC.

La situation actuelle est grosse d'explosions soudaines et de brusques revirements des événements. Ceci fait un devoir à chaque PC d'être prêt, si la situation devient rapidement révolutionnaire, à changer promptement les formes et les méthodes de lutte, et, au cas où le contact avec les masses serait insuffisant, à parvenir au cours même de la lutte à créer et à renforcer la liaison avec la majorité des ouvriers.

5. — Les tâches immédiates des Sections de l'IC

§1. En ce moment, la tâche commune de l'IC et de ses Sections dans tous les pays capitalistes est la lutte concrète: 1) contre l'offensive du capital; 2) contre le fascisme et la réaction; 3) contre la guerre impérialiste menaçante et l'intervention armée contre l'Union Soviétique.

Le succès de cette lutte contre l'offensive de la bourgeoisie est intimement lié à la conquête de la majorité de la classe ouvrière, au travail pour saper et détruire dans les masses l'influence de la social-démocratie. Le chaînon initial que doivent saisir les PC afin de résoudre cette tâche est la lutte pour les intérêts économiques et politiques quotidiens des grandes masses, contre la misère croissante, contre l'absence de tous droits, contre la violence et la terreur. Ceci est

particulièrement important dans les conditions de la fin de la stabilisation capitaliste, du fort rétrécissement de la base matérielle du réformisme et de la trahison cynique des intérêts des ouvriers par la social-démocratie, au moment où la lutte pour les besoins les plus élémentaires des masses se heurte aux bayes mêmes de l'existence du capitalisme. C'est seulement en s'appuyant sur les intérêts journaliers des masses que les PC peuvent défendre et consolider les positions de la classe ouvrière, peuvent la mener à des formes de lutte toujours plus élevées et à des batailles décisives pour la dictature prolétarienne.

Lorsqu'existent des conditions adéquates, la préparation et la réalisation d'une grève politique de masse constituent un des chaînons actuels des plus importants dans la lutte révolutionnaire du prolétariat. Il est nécessaire de mener une propagande systématique en faveur de la dictature du prolétariat et de populariser l'URSS où le prolétariat édifie victorieusement la société socialiste sans classes.

§2. Les tâches particulières des PC les plus importants sont les suivantes:

Le PC allemand. Il faut mobiliser les millions de travailleurs pour la défense de leurs intérêts vitaux, contre leur pillage féroce par le capital monopoliste, contre le fascisme, contre les décrets-lois, contre le nationalisme et le chauvinisme, en luttant pour l'internationalisme prolétarien, en développant les grèves économiques et politiques, les manifestations et en amenant les masses à la grève politique générale; gagner les masses principales de la social-démocratie, liquider résolument les faiblesses du mouvement syndical. Le principal mot d'ordre que le PCA

doit opposer à celui de la dictature fasciste (le "troisième Empire") de même qu'au mot d'ordre du parti social-démocrate (la "deuxième République") doit être: la République Ouvrière et Paysanne, c'est-à-dire de l'Allemagne socialiste, soviétique, assurant aussi la possibilité du rattachement volontaire des peuples d'Autriche et des autres régions allemandes.

Le PC français doit se tourner vers la défense des intérêts quotidiens des masses ouvrières et paysannes (contre la réduction des salaires, pour les assurances sociales, pour les secours immédiats aux chômeurs, contre le fardeau des impôts, etc.), en liant cette défense à la lutte contre le traité de Versailles, contre l'oppression de l'Alsace-Lorraine et des colonies, contre la politique de guerre de l'impérialisme français. Il faut orienter dans ce sens ce parti, les syndicats unitaires et la FJC; il faut liquider par une action de masse tenace le sectarisme des jeunes cadres, il faut les éduquer sur la base de larges élections et de la confiance de la masse envers eux, il faut lutter avec patience et sans relâche pour débarrasser les ouvriers syndicalistes et socialistes de leurs illusions réformistes, parlementaires et pacifistes.

Le PC polonais doit élargir le front des grèves économiques et politiques; il doit détruire l'influence du PSP sur les masses; il doit diriger les actions de paysans dans toute la Pologne, surmonter les faiblesses du parti dans les grandes entreprises, parmi les cheminots, dans l'armée. Si les conditions le permettent, le parti doit prendre l'initiative de la grève générale. Il doit mobiliser les grandes masses de la ville et de la campagne contre la criminelle politique de guerre antisoviétique. Il doit mener une lutte idéologique

opiniâtre contre les préjugés nationalistes des ouvriers, paysans et petits-bourgeois polonais.

Le PC tchécoslovaque doit continuer à développer les luttes économiques et politiques sur la base du front unique par en bas, en combinant cette lutte à des révélations sur le rôle du gouvernement tchécoslovaque, sous-ordre de l'impérialisme français. Il doit intensifier la lutte contre la social-démocratie, liquider systématiquement toutes les tendances de passivité et de suivisme, il doit conquérir la direction des batailles et consolider organiquement l'influence de masse du PC et des syndicats rouges, influence conquise au cours des luttes.

Le PC italien doit sortir de l'illégalité profonde où il se trouve en développant une lutte massive contre la dictature fasciste sur la base de la défense des intérêts immédiats des travailleurs, en utilisant les réunions fascistes, en organisant de sa propre autorité des réunions dans les entreprises, en pénétrant dans les syndicats, les organisations culturelles et coopératives fascistes, en préparant et en menant des grèves et manifestations; il faut intensifier par tous les moyens le travail illégal de masse.

Le PC espagnol doit, tout en s'orientant sur la dictature du prolétariat et de la paysannerie sous forme de Soviets, créer des points d'appui d'organisation du mouvement de masse des travailleurs, sous forme de Comités d'usines, de Comités de chômeurs, de Comités paysans, Comités de soldats élus, tout en surmontant l'isolement sectaire et les habitudes anarchistes de travail.

Le PC anglais doit procéder à un tournant décisif vers le travail dans les syndicats réformistes et dans les entreprises, en dressant les masses ouvrières, sur la base du front unique par en bas, à la lutte: 1) contre la nouvelle offensive de la bourgeoisie sur les salaires et les allocations de chômage; 2) contre la politique gouvernementale de soutien et d'encouragement de l'agressivité antisoviétique de l'impérialisme japonais et français;

3) pour l'indépendance des colonies britanniques et de l'Irlande.

Le PC des États-Unis doit mobiliser les masses, en mettant au premier plan la lutte: 1) pour les assurances sociales, contre la réduction des salaires, pour l'aide immédiate aux chômeurs; 2) pour l'aide aux fermiers ruinés; 3) pour l'égalité des nègres et le droit du Black-Belt de disposer de lui-même; 4) pour la défense du peuple chinois et de l'Union Soviétique. Il est indispensable de réaliser la décision sur le tournant dans le travail du parti et la ligne d'unité syndicale.

Le PC japonais a pour tâche de transformer sa lutte contre la guerre et la conquête de territoires chinois en un véritable mouvement de masse des ouvriers et des paysans, en la liant étroitement avec la lutte pour les besoins vitaux des masses. Il faut organiser des Comités ouvriers et paysans d'autodéfense et des actions communes de différents villages contre le recouvrement des dettes des paysans par la force et la reprise de la terre aux fermiers; il faut expliquer aux masses la nécessité de la lutte révolutionnaire pour la confiscation sans indemnité des terres des propriétaires fonciers au profit des paysans.

Le PC chinois doit: 1) mobiliser les masses sous le mot d'ordre de la lutte nationale-révolutionnaire contre les impérialistes japonais et autres, pour l'indépendance et l'unité de la Chine; 2) développer et réunir les régions soviétiques, renforcer l'Armée Rouge; 3) lutter pour le renversement du pouvoir du Kuomintang; 4) s'orienter résolument vers la transformation des syndicats rouges en organisations de masse et gagner les ouvriers adhérents aux syndicats kuomintaniens; 5) développer le mouvement de partisans en lançant en Mandchourie les mots d'ordre: création de Comités paysans, boycottage des impôts et des ordonnances du gouvernement, confiscation des biens des agents des impérialistes, organisation d'un pouvoir populaire élu; 6) populariser les succès des régions soviétiques et le mot d'ordre de l'alliance fraternelle des ouvriers et des paysans de Chine avec l'URSS.

Le PC hindou doit se renforcer politiquement et organiquement, il doit former des cadres bolchévistes, mener une lutte opiniâtre au sein des syndicats réformistes, Créer le large front antiimpérialiste, libérer les masses de l'influence du Congrès National, préparer (du point de vue agitation et organisation) la grève générale, soutenir, sous tous les rapports, le mouvement paysan pour le non-paiement des impôts, du fermage et des dettes, populariser les mots d'ordre fondamentaux et tâches essentielles de la révolution agraire.

§3. Dans le domaine de l'organisation, les principales tâches des Sections de l'IC sont: a) minutieuse conspiration des Cellules communistes dans les entreprises, jointe à un travail de masse audacieux et plein d'abnégation; b) création

immédiate de Cellules dans l'armée et les organisations militarisées de la bourgeoisie, dans les usines de guerre, les chemins de fer, les ports; c) lutte énergique contre les provocations sous tous les aspects et sous toutes les formes; d) prendre en temps voulu des mesures assurant en cas de nécessité le passage des PC dans l'illégalité; e) transformation des journaux en véritables organes de masse, traitant toutes les questions qui touchent de près les grandes masses en un langage simple et compréhensible aux ouvriers; f) en ce qui concerne la direction de toutes les branches du travail du parti, il faut liquider résolument le centralisme excessif, le système de commandement tout pur, l'extension exagérée des appareils centraux et l'affaiblissement des organismes locaux et de base du parti.

Le CEIC insiste pour que les JC se transforment en une véritable organisation de masse et fait un devoir à tous les PC d'assurer l'amélioration du travail politique de masse parmi la jeunesse et le renforcement de la direction communiste sur le travail des JC. De même, l'IC insiste pour que les Fédérations sportives, le SRI se transforment en véritables organisations de masse. Il importe de mettre résolument fin à la sous-estimation du travail au sein des masses féminines prolétariennes, ceci étant une tâche particulièrement importante en ce moment; il importe de développer la mobilisation des ouvrières sur la base des assemblées de déléguées, ce travail devant être considéré comme un travail commun à tout le parti. Dans l'éducation des nouveaux adhérents au parti et des nouveaux cadres, il importe d'employer le système des écoles d'enseignement communiste, de même que d'entraîner ceux-là dans l'action

révolutionnaire quotidienne au sein même des grandes masses.

La démocratie intérieure du parti, l'autocritique bolchéviste, la discussion des questions politiques les plus importantes dans les organisations de base du parti, la direction concrète de leur travail doivent devenir la base de toute l'activité du parti. C'est là une condition indispensable pour établir et renforcer une discipline bolchéviste de fer dans les rangs des partis.

Lutte implacable contre toutes les déformations du marxisme-léninisme, pour la pureté de la théorie communiste dans l'esprit des indications données par la lettre du camarade Staline. Propagande des principes du communisme, de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique.

La crise a ébranlé le système capitaliste dans ses fondements. En URSS, le socialisme remporte des victoires historiques mondiales. Les forces de la révolution socialiste croissent et se dressent dans le monde entier. Mais, en même temps, la contre-révolution mondiale mène une offensive toujours plus acharnée. Les gouvernements impérialistes sont prêts à jeter les peuples dans la plus criminelle de toutes les guerres de brigandage.

À ce défi lancé par la bourgeoisie mondiale, les Sections de l'IC doivent riposter en intensifiant énergiquement et sous tous les rapports leur travail bolchéviste; elles doivent accélérer le révolutionnement des larges masses, développer et prendre la tête des luttes de classe des travailleurs sur la base du front unique par en bas, en amenant la classe

ouvrière à la grève politique de masse, conquérir la majorité de la classe ouvrière, orienter tout le mouvement des masses exploitées et des peuples opprimés vers la révolution socialiste mondiale.

Résolution sur les leçons des grèves économiques et de la lutte des chômeurs

(Adoptée sur le rapport du camarade Thaelmann, et les co-rapports des camarades Lenski et Gottwald.)

1. — La poussée révolutionnaire croissante et le caractère des luttes grévistes et de la lutte des chômeurs.

La poussée révolutionnaire croissante s'exprime dans domaine de la lutte économique du prolétariat par le développement des mouvements de grèves massifs (Espagne, Chine, Pologne, Tchécoslovaquie, Japon, France, Belgique, Bulgarie, Angleterre, Indes, États-Unis et autres pays), par le ralliement à la lutte économique de nouvelles couches du prolétariat des pays où la crise économique s'est développée plus tard (mineurs du Borinage en Belgique, ouvriers textile de Twente en Hollande, ouvriers papetiers d'Odalène en Suède, monteurs de Zurich en Suisse) par une rapide transformation de petits mouvements économiques en grèves économiques et politiques de masse (Brux, Borinage, etc.) par l'accroissement du poids spécifique des PC et du mouvement syndical révolutionnaire dans les grèves et dans la lutte des chômeurs, par la formation d'un nouveau noyau d'ouvriers sans parti actifs, luttant héroïquement contre l'offensive du capital, en dépit de la bureaucratie syndicale réformiste et contre elle.

L'avant-garde communiste et le mouvement syndical révolutionnaire n'ont cependant pas réussi, depuis le 11e Plénum du CEIC, à dresser la majorité de la classe ouvrière dans la lutte contre les attaques incessantes du capital. Les

causes du développement insuffisant des luttes économiques du prolétariat résident dans le fait que jusqu'à présent on s'est encore insuffisamment orienté sur la direction indépendante des luttes économiques sur la base de la tactique du front unique par en bas, résident dans la sous-estimation des luttes partielles, dans la faible liaison avec les masses dans les entreprises et avec les chômeurs, dans l'affaiblissement des positions révolutionnaires à l'intérieur des syndicats réformistes, dans l'incapacité de démasquer les manœuvres de bureaucratie syndicale réformiste, dans la capitulation avouée ou masquée par la phraséologie de "gauche" devant la bureaucratie réformiste.

Partant de l'expérience de tous les grands mouvements grévistes qui ont eu lieu depuis le 11e Plénum du CEIC et tenant compte de certaines nouvelles difficultés objectives, de même que des nouvelles possibilités croissantes, les PC doivent, en se trouvant constamment au sein des masses, mais en marchant toujours à leur tête, organiser la lutte du prolétariat pour les plus petites revendications journalières des ouvriers, ils doivent être prêts à prendre rapidement en main la direction de toutes les formes des mouvements spontanés contre l'offensive du capital et à élever le niveau politique de ces mouvements, tout en élargissant par tous les moyens les luttes partielles du prolétariat et en les orientant dans le sens des grèves politiques de masse.

La lutte économique du prolétariat acquiert dans la majorité écrasante des pays capitalistes un caractère toujours plus révolutionnaire, se combinant toujours plus souvent avec divers éléments et formes des actions politiques, elle est, à l'étape actuelle, dans la plupart des pays capitalistes, le principal chaînon pour amener les masses aux

prochaines grandes batailles révolutionnaires. Développer et intensifier par tous les moyens la lutte du prolétariat contre la diminution des salaires et l'aggravation des conditions de travail, tendre toutes les forces des PC et des organisations syndicales révolutionnaires pour assurer une direction indépendante des luttes grévistes et du mouvement des chômeurs, élever la capacité de combat des masses et amener celles-ci, sur la base de leur propre expérience, de la lutte pour les revendications partielles courantes à la lutte pour les tâches générales de classe du prolétariat, — c'est là un des objectifs les plus importants de toutes les Sections de l'IC, surtout dans les conditions de la fin de la stabilisation capitaliste.

2. — La lutte contre l'offensive du capital et la tactique du front unique

L'expérience de différents mouvements grévistes importants qui ont eu lieu depuis le 11e Plénum du CEIC (Brux, Borinage, grève des traminots de Varsovie, des ouvriers des téléphones de Changhai, des ouvriers du métropolitain de Tokyo, des ouvriers du textile de Twente et autres), montrent que les PC et les organisations syndicales révolutionnaires ont remporté des succès dans la conduite de la lutte économique du prolétariat lorsqu'à toutes les étapes de la lutte ils ont suivi avec esprit de suite la tactique du front unique à la base, en lançant en temps opportun des revendications et des mots d'ordre de grève près des masses et compréhensibles pour elles, en organisant les masses sur la base d'une large démocratie prolétarienne, en faisant participer toutes les couches des ouvriers en lutte à la direction de la grève, en démasquant résolument les

manœuvres de la bureaucratie syndicale réformiste et l'attitude conciliante et "confiante" à leur égard.

Le CEIC constate en même temps que dans la majorité des Sections de l'IC il y a eu de grosses lacunes et de graves erreurs opportunistes dans l'application de la tactique du front unique à la base, ce dont la social-démocratie et la bureaucratie syndicale réformiste ont profité pour exécuter des manœuvres trompeuses. Ces lacunes provenaient tant de la sous-estimation et de l'application insuffisante de la tactique du front unique (en particulier envers les ouvriers social-démocrates) que de la capitulation opportuniste devant la bureaucratie syndicale réformiste (l'unité à tout prix); elles ont été en fait les causes les plus importantes des progrès insuffisants des PC et du mouvement syndical révolutionnaire dans la conduite indépendante de la lutte économique du prolétariat.

Les PC et les organisations syndicales révolutionnaires, s'appuyant sur Iles aspirations spontanées croissantes des ouvriers à l'unité dans la lutte contre l'offensive du capital; doivent, tout en organisant ces aspirations, préparer soigneusement la lutte économique du prolétariat dans les plus larges couches ouvrières, en assurant le contact étroit avec les nouveaux militants ouvriers venus de la base, en réalisant de la sorte la conduite révolutionnaire de la lutte et en arrachant les ouvriers social démocrates à leurs chefs traitres.

3. — Les méthodes de direction pour la lutte des chômeurs.

Le 12e Plénum du CEIC attire particulièrement l'attention de toutes les Sections de l'IC sur l'importance **politique**

énorme et toujours croissante du mouvement des chômeurs qui s'oriente toujours plus directement contre l'Etat capitaliste (lutte pour le pain, pour les secours de chômage, pour les assurances sociales, contre le travail forcé, etc...). La lutte des chômeurs a été jusqu'à présent encore moins préparée et organisée par l'avant-garde communiste, que la lutte gréviste du prolétariat. Les PC et les organisations syndicales révolutionnaires n'ont pas réussi jusqu'à présent à organiser de sérieuses actions de masse des ouvriers se trouvant dans les entreprises pour la défense des intérêts des chômeurs, alors que l'on parvient toujours plus fréquemment à faire participer les chômeurs au soutien actif des ouvriers grévistes.

Le plus grave défaut du travail de masse des PC parmi les chômeurs a été l'attention insuffisante portée à l'organisation de la lutte pour les revendications partielles des chômeurs. En même temps, le 12e Plénum constate que les programmes de revendications pour les chômeurs élaborés par différents PC sont très faiblement popularisés. La lutte active pour ces programmes signifie la réalisation du front unique aussi bien entre les chômeurs eux-mêmes qu'entre les chômeurs et les ouvriers occupés. Le 12e Plénum du CEIC constate que les décisions du 11e Plénum et de la Conférence de Prague sur les méthodes de travail parmi les chômeurs et leurs formes d'organisations n'ont pas été appliquées et que le mouvement des chômeurs est resté sans la direction révolutionnaire nécessaire, ce dont les social-démocrates et les fascistes ont profité jusqu'à un certain point. Lorsque les communistes et les partisans des organisations syndicales révolutionnaires ont apprécié

convenablement la portée politique du travail parmi les chômeurs et ont largement popularisé le programme de revendications des chômeurs, en le combinant habilement avec la défense concrète des intérêts courants des chômeurs, ils ont réussi dans ta plupart des cas à remporter des succès matériels et à étendre influence politique.

Les PC, tout en expliquant systématiquement aux masses ouvrières que le chômage est le compagnon inévitable du régime capitaliste et ne peut être détruit que par la du prolétariat, doivent veiller particulièrement à mobiliser et organiser par tous les moyens les grandes masses des chômeurs en vue de leur lutte pour les revendications quotidiennes et les assurances sociales, sans que les syndicats rouges et l'opposition syndicale révolutionnaire ne se substituent à la vaste organisation des chômeurs.

Les PC doivent coordonner la défense des intérêts des chômeurs avec la lutte des chômeurs partiels, en lançant pour eux, en plus du mot d'ordre général du paiement du salaire pour la semaine complète, la revendication d'allocation spéciale, de réduction des loyers et du prix des services communaux, etc... En mettant à profit l'expérience de différents PC (Pabianitz, «Hortensia» et la manufacture d'Ozkorkov en Pologne, Kleisterley et Reichenberg en Tchécoslovaquie, Renault en France, etc...), les PC et les organisations syndicales révolutionnaires doivent prendre la tête de la lutte contre les licenciements, contre les travaux supplémentaires et la rationalisation capitaliste, en employant les formes de lutte les plus variées, y compris l'occupation des fabriques. Tout en luttant résolument contre les licenciements, les communistes doivent, lorsque les licenciements ont lieu néanmoins, exiger des patrons une

compensation matérielle pour les ouvriers congédiés. Les PC et les organisations syndicales révolutionnaires doivent, enfin, mener une lutte énergique contre les licenciements en masse de la jeunesse et des ouvrières mariées et porter sérieusement l'attention au renforcement du travail parmi les chômeuses et la jeunesse en chômage.

4. — Le travail au sein des syndicats réformistes.

Une des principales causes de la mobilisation insuffisante des masses par les PC et les organisations syndicales révolutionnaires pour la lutte contre l'offensive du capital, est le faible travail, chose inadmissible, à l'intérieur des syndicats réformistes.

La lutte quotidienne et conséquente des communistes et des partisans du mouvement syndical révolutionnaire pour le front unique des ouvriers pose catégoriquement devant toutes les Sections de l'IC et de l'ISR, la question du travail à l'intérieur des syndicats réformistes et des méthodes de ce travail. L'influence de la bureaucratie syndicale réformiste, surtout dans les pays où il existe de forts et vieux syndicats réformistes, est un des freins les plus sérieux au développement de la lutte de classe. On peut détruire cette influence non pas en poussant des hauts cris sur la destruction des syndicats, ce que les communistes ne visent pas, non pas en quittant les syndicats, mais en menant un travail opiniâtre au sein des syndicats réformistes, en luttant pour chaque membre du syndicat réformiste, pour chaque poste électif dans le syndicat, pour évincer les bureaucrates syndicaux réformistes et conquérir les organisations locales des différents syndicats, ainsi que la direction des Unions locales des syndicats réformistes.

Le 12e Plénum du CEIC invite toutes les Sections de l'IC à poursuivre d'une façon bolchéviste, conséquente et énergique, la lutte contre la capitulation devant la bureaucratie syndicale réformiste, comme étant le principal danger, et contre les éléments opportunistes au sein des PC et du mouvement syndical révolutionnaire qui sont jusqu'à présent les adversaires des syndicats rouges existants et de l'opposition syndicale révolutionnaire, et de 'l'organisation et de la conduite par ces derniers des grèves économiques indépendante. Ces éléments opportunistes soutiennent, par contre, le mot d'ordre: «Obliger les bureaucrates syndicaux à lutter» (Zwingt die Bon- zen). Le CEIC propose à toutes les Sections de l'IC d'expliquer aux membres des partis et aux ouvriers révolutionnaires sans parti qu'on ne peut démasquer avec succès les bureaucrates syndicaux, libérer de leur influence la masse des adhérents aux syndicats de masse réformistes, catholiques, nationalistes, kuomintaniens, jaunes et autres syndicats semblables, que si les partisans de I'LS.R., tout en effectuant un travail constant et minutieux, tout en expliquant et en présentant leurs propositions, interviennent dans toutes les réunions, assemblées, conférences et congrès sur toutes les questions de l'organisation et de la tactique de la lutte économique, en critiquant et en démasquant la direction de ces syndicats parce qu'ils mènent les pourparlers dans les coulisses avec le patronat, parce qu'ils acceptent volontairement l'aggravation des conditions de travail, font échouer la lutte des masses, étouffent l'initiative de la masse des adhérents et des membres du rang et quand ils ne peuvent faire échouer la lutte ils la commencent avec retard et capitulent devant les bourgeois à l'insu des ouvriers.

Les Sections de l'IC doivent mener une lutte implacable contre les éléments sectaires de « gauche » au sein des PC et du mouvement syndical révolutionnaire, qui utilisent la lutte de l'IC contre le mot d'ordre opportuniste «Poussez les bureaucrates syndicaux» pour renoncer en fait au travail révolutionnaire au sein des syndicats réformistes. Le 12e Plénum du CEIC invite toutes les Sections de l'IC à lutter énergiquement contre la renonciation sectaire de "gauche" à combattre pour les fonctions électives dans les syndicats réformistes, ce qui est le devoir de chaque communiste conformément aux décisions du 10e Plénum du CEIC.

Dans les pays où il y a des organisations syndicales fascistes de masse ou d'autres organisations réactionnaires de masse semblables (Italie, Chine) et surtout là où les syndicats fascistes jouissent du monopole, les communistes doivent travailler activement et d'une façon organisée à l'intérieur de ces organisations, en profitant de toutes les possibilités légales et semi-légales pour entraîner la masse des adhérents de ces organisations dans la lutte de classe, pour discréditer ces organisations aux yeux des masses, pour renforcer les positions du mouvement syndical révolutionnaire dans les masses.

Les succès et les défauts dans le travail des syndicats rouges.

La croissance de la poussée révolutionnaire, la maturation de la crise dans les syndicats réformistes et les grandes batailles révolutionnaires qui approchent créent toutes les prémices pour améliorer - sérieusement le travail de masse des syndicats rouges et renforcer leur rôle dans

l'organisation et la conduite de la lutte économique du prolétariat.

Le 12e Plénum du CEIC constate que malgré quelques succès sérieux (Tchécoslovaquie, Pologne, Espagne, Bulgarie, Japon), la plupart des syndicats rouges n'ont pas su profiter de l'indignation croissante des masses contre l'offensive du capital et de l'accentuation de la lutte de classes pour se mettre à la tête des luttes grévistes et du mouvement des chômeurs.

En France, non seulement la CGTU n'a pas su justement, en période de crise, élargir son influence dans les luttes grévistes et organiser un vaste mouvement des chômeurs, mais elle a même, en certains endroits, subi un recul par rapport à ses positions antérieures. En Tchécoslovaquie, les syndicats rouges ont obtenu des succès importants dans l'organisation et la conduite de la lutte gréviste et du mouvement des chômeurs; néanmoins, ils n'ont pas su encore obtenir un changement radical dans différentes branches d'industrie les plus importantes (industrie des métaux, entreprises de guerre) et sont encore faibles dans les entreprises. En Espagne, où au cours du développement de la révolution, se sont formés des syndicats rouges indépendants, groupés au sein de la CGTU, le rythme de leur transformation en organisations de masse, de même que la lutte pour liquider les illusions réformistes et anarcho-syndicalistes dans les masses, sont loin d'être encore suffisants. En Allemagne, des syndicats rouges (des métaux, des mineurs) n'ont pas su organiser la lutte contre l'offensive du capital et se sont arrêtés dans leur développement. Aux Etats-Unis, les syndicats rouges qui s'étaient résolument lancés dans différentes grèves importantes (Pensylvanie,

Kentucky, etc...) n'ont pas su les mener jusqu'au bout ct élargir leurs positions politique et organique. En Chine, malgré l'énorme ampleur du mouvement ouvrier révolutionnaire, le rôle des syndicats rouges en tant qu'organisateurs et guides de la lutte économique du prolétariat, s'est relâché, mais reprend ces derniers temps. Au Japon, les syndicats rouges et l'ISR qui avaient mené une politique révolutionnaire juste dans la lutte contre la guerre impérialiste et qui s'étaient accrus dans la dernière période, n'ont pas su encore pénétrer profondément dans les masses ouvrières surtout dans la grande industrie, dans l'industrie de guerre et dans les transports.

Les principales lacunes et faiblesses des syndicats rouges dans la direction de la lutte économique du prolétariat, découlent essentiellement de l'absence d'une orientation pratique ferme vers la conduite indépendante des luttes économiques, du contact très insuffisant avec les masses, des fortes survivances des méthodes de travail social-démocrates et anarcho-syndicalistes dans certains pays. Ces lacunes et faiblesses se sont exprimées par une incapacité de se servir des revendications économiques concrètes et des mots d'ordre politiques qui mettent les masses en mouvement, par l'incapacité de fixer, dans la plupart des cas, le moment précis où il faut déclencher la lutte, par l'étroitesse de la base d'organisation des syndicats rouges, par l'absence, encore jusqu'à présent, d'une sérieuse base d'organisation dans les usines, par le développement extrêmement faible de la démocratie à l'intérieur des syndicats et, en connexion avec cela, par l'étroitesse et la faiblesse - politique des cadres.

6. — Les succès et les lacunes dans le travail de l'ISR

L'opposition syndicale révolutionnaire, qui est l'organisation englobant les ouvriers organisés comme les ouvriers inorganisés, retarde encore beaucoup sur la poussée révolutionnaire des masses ouvrières, dans le domaine politique comme dans celui de l'organisation, quoique, depuis le 11e Plénum du CEIC, elle ait obtenu des succès sérieux dans différents pays. La tâche essentielle de toutes les oppositions syndicales révolutionnaires consiste à unir sur la plate-forme de la lutte de classe les ouvriers organisés et inorganisés, dans la direction indépendante des luttes économiques, dans le travail à mener au sein des syndicats réformistes, catholiques et autres, à isoler la bureaucratie syndicale traitre de la masse des adhérents et à créer une organisation de masse liant le PC avec la classe ouvrière.

La principale faiblesse de l'ISR consiste en ce qu'elle n'a pas su, à quelques exceptions près, créer ses groupes dans les entreprises en ce qu'elle a mal travaillé à l'intérieur des syndicats, en [ce qu'elle n'a pas créé ses organisations à tous les échelons des syndicats réformistes, catholiques, etc... et n'a pas su, dans la plupart des cas, prendre la tête de la lutte des ouvriers organisés et inorganisés contre l'offensive du capital.

Dans les pays où les PC sont numériquement faibles, où il y a des syndicats réformistes de masse et où il n'existe pas de syndicats révolutionnaires de masse, il importe de renforcer et de développer le travail de l'ISR soit en recrutant des inorganisés dans les syndicats, soit en transférant des membres de l'ISR dans les syndicats correspondants.

Dans les pays où il existe des syndicats rouges parallèles (France, Tchécoslovaquie, Japon, Etats-Unis, etc...), l'ISR doit être composée en règle générale d'ouvriers organisés, étant donné qu'il faut gagner les ouvriers inorganisés aux syndicats révolutionnaires.

L'opposition syndicale révolutionnaire doit devenir dans la poussée révolutionnaire croissante et le mouvement des masses contre la bureaucratie syndicale réformiste, le levier et la base d'organisation pour constituer des syndicats rouges indépendants.

7. — La croissance de la poussée révolutionnaire et la lutte contre les déviations.

Le développement de la lutte économique du prolétariat dans les conditions de la fin de la stabilisation capitaliste exige impérieusement de l'avant-garde communiste une lutte claire et précise contre l'opportunisme qui devient d'autant plus dangereux que l'essor de la lutte révolutionnaire du prolétariat est plus grand.

L'adaptation à l'idéologie et à la politique de la social-démocratie, la capitulation devant la bureaucratie syndicale réformiste dans la question de la conduite indépendante de la lutte économique du prolétariat, la croyance aux manœuvres de « gauche » de la bureaucratie syndicale réformiste (en particulier au mot d'ordre de la grève générale « démonstrative le refus de lier les revendications économiques partielles avec les mots d'ordre généraux de la classe ouvrière, la tactique du «bloc» avec la bureaucratie syndicale réformiste au lieu de la politique du front unique à la base, la renonciation à créer l'ISR sous prétexte de

défendre l'unité du mouvement syndical, enfin le renoncement au rôle dirigeant des PC dans les organisations syndicales révolutionnaires et le fait qu'on ne montre pas clairement le visage du parti dans les luttes économiques constituent le principal danger à l'étape actuelle développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

La condition indispensable du succès de la lutte contre ce principal danger de l'opportunisme de droite est la lutte énergique contre les déviations opportunistes de "gauche" qui se manifestent par la théorie "gauchiste" selon laquelle toute la masse des ouvriers membres des syndicats réformistes est réactionnaire, par la sous-estimation gauchiste et sectaire de la tactique du front unique, par l'assertion que les syndicats réformistes sont « l'école du capitalisme par l'attitude sectaire envers le travail à l'intérieur des syndicats réformistes, qui consiste à réduire tout le travail dans les syndicats réformistes à une œuvre de destruction de l'appareil, par le mépris bureaucratique des méthodes de la démocratie prolétarienne.

8. — Les tâches des PC dans la lutte économique du prolétariat.

Le 12e Plénum du CEIC juge nécessaire de procéder à un tournant radical et immédiat, en fait et non en paroles, dans toute l'activité révolutionnaire des communistes pour mobiliser les masses dans la lutte économique, pour organiser et conduire les grèves et le mouvement des chômeurs, et en particulier dans tout le travail syndical, tant dans les syndicats révolutionnaires et l'ISR qu'à l'intérieur des syndicats réformistes. La principale condition à l'étape actuelle pour développer la lutte économique et pour la conduire d'une façon indépendante, c'est l'application

bolchéviste et juste de la tactique du front unique à la base exigeant tournant radical dans le travail de masse des PC. Il faut pour cela:

a) Assurer le contact de toutes les organisations du parti et organisations syndicales révolutionnaires avec la majorité des ouvriers dans les entreprises et les chômeurs, formuler à temps les mots d'ordre de la lutte, fixer en temps opportun les formes et méthodes de cette lutte grâce à une connaissance vraiment concrète de la situation économique, des besoins et de l'état d'esprit des ouvriers d'usines et des chômeurs;

b) Veiller à une large application de la tactique du front unique à la base et en particulier s'appliquer à aborder convenablement les ouvriers réformistes, à dissiper par un travail patient leurs illusions et préjugés réformistes, à élever peu à peu leur conscience de -classe et à les entraîner dans les organisations révolutionnaires en les amenant de plus en plus vers les luttes révolutionnaires décisives;

c) Assurer la démocratie Prolétarienne à toutes les étapes de la lutte économique (élection aux Comités de grève et autres organismes de lutte) en faisant participer les grandes masses des ouvriers en lutte et les chômeurs à la discussion et à la solution de toutes les questions de la lutte. En combattant le sabotage des grèves par la bureaucratie syndicale réformiste sous prétexte de referendum, les communistes doivent participer. activement aux referendums, y lancer leurs mots d'ordre, et en même temps, préparer et organiser eux-mêmes la lutte gréviste;

d) S'efforcer par tous les moyens à ce que les grèves des ouvriers et les actions de chômeurs aboutissent à des succès matériels, en raffermissant ainsi la confiance des masses en l'avant-garde révolutionnaire et en contribuant par là même à radicaliser les masses;

e) Mener la lutte gréviste contre les attaques du patronat et de l'État bourgeois aux contrats collectifs, en contrebattant résolument les opportunistes de droite qui capitulent sous prétexte de défendre les contrats collectifs devant la bureaucratie syndicale réformiste, en contrebattant résolument la sous-estimation "gauchiste" et sectaire de l'importance des contrats collectifs;

f) Lutter, non pas en paroles mais en fait, pour le front unique des chômeurs et des ouvriers d'usines sur la base d'une lutte commune pour les assurances sociales, contre le travail forcé, contre l'aggravation des assurances sociales, les renvois en masse, pour la participation des chômeurs à la lutte gréviste du prolétariat. Tout en créant et en renforçant les larges organisations des chômeurs, tout en menant une lutte énergique contre les tentatives de remplacer les organisations de masse des chômeurs par des organismes syndicaux bureaucratiques créés par la bureaucratie syndicale réformiste dans le but de scinder le mouvement des chômeurs (Allemagne, Angleterre), les communistes doivent en même-temps participer activement à toutes les organisations de chômeurs créées par les social-démocrates, les fascistes et par les autres organisations;

g) Transformer l'ISR. et les syndicats rouges en des organisations de masse de combat de la classe ouvrière, jouissant de la confiance des masses et capables de diriger la lutte économique de la classe ouvrière; reconstruire l'ISR. et

les syndicats sur la base des entreprises, organisant leur travail sur la base d'une démocratie syndicale conséquente, menant une large campagne de recrutement au cours des luttes économiques et utilisant la lutte économique pour un élargissement du- noyau actif de base;

h) S'appliquer à restaurer immédiatement et à élargir les positions révolutionnaires à l'intérieur des syndicats réformistes. Assurer la préparation de chaque grève, de chaque action des ouvriers et des chômeurs à l'intérieur des syndicats réformistes également;

i) Assurer la direction, sous tous les rapports, de toutes les organisations d'usines et de toutes les organisations de masse des chômeurs (Comités d'usines, Comités de chômeurs, etc.) par les syndicats rouges et l'ISR. mais sans se substituer à elles et sans procédés autoritaires, les transformer en organismes permanents de front unique des ouvriers organisés et inorganisés, en particulier renforcer la confiance de la masse des ouvriers d'usines envers les Comités d'usines en montrant par des faits aux ouvriers la différence qui existe entre les Comités d'usines révolutionnaires et les Comités d'usines réformistes;

j) Assurer la concentration de l'activité et les forces des organisations du parti pour le développement de la lutte gréviste et du mouvement des chômeurs, en particulier dans les industries les plus importantes (métallurgie, transports et usines de guerre) où le retard est jusqu'à présent le plus grand. Assurer la création rapide et le renforcement et le travail régulier des fractions communistes dans toutes les organisations syndicales et aussi dans l'ISR., dans tous les Comités de chômeurs et Comités d'usines, sans quoi il est

impossible de fixer une ligne politique juste, de contrôler son application, de donner convenablement des instructions nécessaires (mais sans se substituer aux organisations et sans leur commander), ni en général de renforcer le rôle des organisations communistes et des organisations syndicales révolutionnaires, en tant que forces directrices dans les grèves, dans le mouvement des chômeurs et en général dans la lutte de classe du prolétariat.

Le 12e Plénum du CEIC rappelle à toutes les Sections de l'IC que les PC défenseurs des intérêts de la classe ouvrière tout entière portent la responsabilité de l'organisation de la lutte économique du prolétariat contre l'offensive du capital. Les PC et les organisations syndicales révolutionnaires sont tenus d'effectuer 'e tournant le plus rapide dans l'organisation de la lutte économique du prolétariat. Ils doivent porter le centre de gravité de tout leur travail à l'intérieur des usines. Il importe de faire un travail à l'intérieur des syndicats réformistes et de renforcer l'ISR. et les syndicats rouges. C'est seulement en opérant le revirement le plus rapide dans l'organisation de la résistance à l'offensive du capital contre le niveau de vie des ouvriers et des chômeurs, c'est seulement en mettant le travail des PC au niveau des tâches politiques ct d'organisation révolutionnaires que le développement de la crise et la poussée révolutionnaire à la fin de la stabilisation capitaliste imposent à la classe ouvrière, que les PC seront à même de développer les luttes grévistes de masse et les mouvements des chômeurs et d'en faire un des principaux moyens pour conquérir les masses et les amener aux batailles décisives pour la dictature du prolétariat.

Résolution sur la guerre en Extrême-Orient et les tâches des communistes dans la lutte contre la guerre impérialiste et contre l'intervention militaire antisoviétique

(*Adoptée sur le rapport du camarade Okano*.)

§1. La période de stabilisation relative dans les relations internationales a pris fin. L'agression de l'impérialisme japonais contre la Chine, avec l'appui complet et ouvert de la France et l'appui dissimulé de l'Angleterre, marque le commencement de la nouvelle guerre impérialiste. La lutte pour le partage du monde, que la crise économique mondiale a accentuée, s'exprime par une aggravation de toutes les contradictions au sein du système impérialiste. Le principal antagonisme du camp impérialiste: entre les Etats-Unis et l'Angleterre, s'accentue; le conflit entre les Etats-Unis et le Japon s'aggrave; la lutte autour du système de Versailles s'exaspère entre la France et l'Allemagne, entre la Pologne et l'Allemagne pour la question de Dantzig, du corridor polonais et de la Prusse orientale: la lutte entre l'impérialisme français et l'impérialisme italien s'aggrave et, en liaison avec tous ces faits, déterminé par eux, le regroupement des puissances impérialistes conduit vers de nouvelles conflagrations militaires. L'attitude de la Société des nations devant l'agression japonaise contre la Chine a prouvé une fois de plus que la Société -des nations est un instrument de guerre et d'intervention aux mains de l'impérialisme français et anglais. En se prononçant contre l'occupation de la Mandchourie, les États-Unis poursuivent seulement leurs buts impérialistes d'une répartition "juste" des zones

d'influence en Extrême-Orient. Les Conférences de Genève, de Lausanne et d'Ottawa ne favorisent nullement la suppression des contradictions impérialistes.

§2. L'aggravation des antagonismes impérialistes renforce dans le camp de l'impérialisme la tendance à résoudre ces antagonismes aux dépens de l'URSS Les puissances impérialistes, et avant tout les militaristes de la France et du Japon, font tous les efforts pour élargir et renforcer le bloc antisoviétique, pour porter un coup militaire décisif à la base de la révolution prolétarienne mondiale, à l'Union Soviétique qui s'est renforcée sur le chemin du socialisme. L'impérialisme anglais soutient tous les plans d'intervention contre l'URSS Les États-Unis tentent de provoquer une guerre nippo-soviétique pour affaiblir le Japon aussi bien que l'URSS et renforcer ainsi leur position dans le Pacifique. En Pologne, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et dans les pays Baltes et balkaniques, les préparatifs de guerre, sous la directive de l'état-major français, se poursuivent avec le maximum d'intensité. Grâce aux efforts de l'impérialisme du Japon et avec l'appui de la France et de l'Angleterre, la Mandchourie a été transformée en base d'opérations pour une agression contre l'URSS En même temps, sous la conduite de la France, l'intervention contre l'URSS se prépare en Pologne, en Roumanie, dans les pays Baltes, etc. La menace d'intervention est suspendue au-dessus de l'Union Soviétique.

§3. La nouvelle guerre impérialiste, la nouvelle intervention contre l'URSS impliquent pour les travailleurs et les ouvriers du monde rentier des souffrances, des privations, des sacrifices de sang encore pires que pendant la première guerre impérialiste mondiale. L'accentuation de

toutes les formes de la dictature de la bourgeoisie, le renforcement de la réaction, les progrès du fascisme, la répression du mouvement révolutionnaire, les fusillades et les pendaisons constituent dès maintenant la préparation de l'arrière pour la guerre impérialiste et l'intervention militaire en URSS.

Le 12e Plénum du CEIC estime que la tâche la plus importante de tous les PC est d'organiser et de diriger la lutte des ouvriers, des paysans et de tous les travailleurs pour la défense de la Chine et de la révolution chinoise, pour la défense de l'URSS, patrie des ouvriers de tous les pays, contre la menace rapprochée d'intervention militaire, pour la défense des travailleurs des pays capitalistes contre une nouvelle guerre impérialiste.

§4. Les dirigeants de la 2e Internationale et de ses partis ont changé leur tactique au cours de la guerre en Extrême-Orient, selon les besoins de leur bourgeoisie. Au début de la guerre contre la Chine, ils invitaient les ouvriers à soutenir la Société des nations, en faisant écrire que la SdN et le pacte Kellog étaient des instruments de paix. Ils soutenaient la politique de leurs gouvernements bourgeois, en critiquant seulement les gouvernements impérialistes des autres pays; ils disaient que l'attaque du Japon contre la Chine est une guerre coloniale lointaine, ne touchant pas les intérêts de la classe ouvrière en Europe ct en Amérique. Ils proposaient aux ouvriers, comme moyen de combattre la guerre, de faire appel à la SdN et aux gouvernements. Ils passaient sous silence la menace de guerre contre l'URSS ou bien ils trompaient directement les masses en disant que l'URSS n'est pas menacée par l'intervention. Les partis de la 2e

Internationale renforçaient en même temps leur campagne de calomnies antisoviétiques et cherchaient à affaiblir l'influence que la politique de paix de l'URSS exerçait sur les masses travailleuses; ils soutenaient aussi la politique répressive masquée des gouvernements impérialistes contre les propositions de l'URSS de désarmement complet. Les syndicats réformistes sabotaient la lutte contre la production de guerre et les transports de munitions et d'armes pour le Japon, en affirmant que la guerre supprimera le chômage. Les social-démocrates japonais, qui sont en contact avec la 2e Internationale et l'Internationale d'Amsterdam, soutenaient entièrement la guerre de pillage de .la bourgeoisie japonaise, en disant que cette guerre fraye la voie au socialisme. Cette position de la social-démocratie japonaise nous montre la position que prendra toute la social-démocratie en cas de nouvelle guerre impérialiste.

Par la suite, sous la pression des masses, le Comité exécutif de la 2e Internationale a voté pour la forme, à Zurich, une résolution contre la guerre impérialiste et pour la défense de l'URSS en passant de l'attitude de l'intervention et du soutien des actions contre-révolutionnaires contre le pouvoir soviétique à l'attitude de neutralité de pure forme et de défense en paroles de l'Union Soviétique. Cependant, en fait, les partis de la 2e Internationale continuent leur campagne calomnieuse antisoviétique, ils soutiennent les menchéviks interventionnistes russes, sabotent toutes les actions concrètes des ouvriers contre la production de guerre et les transports d'armes et de munitions pour le Japon, continuent à entretenir les illusions pacifistes dans le but de détourner les masses de la vraie lutte contre la guerre impérialiste et l'intervention militaire en boycottant le

Congrès d'Amsterdam contre la guerre et en participant à la préparation et à l'organisation de la guerre impérialiste et de l'intervention militaire, en soutenant dans chaque pays leur gouvernement bourgeois.

§5. Le 12e Plénum du CEIC salue la lutte héroïque du PC japonais contre la guerre impérialiste commencée par la bourgeoisie et les hobereaux japonais, et la lutte révolutionnaire du PC chinois contre l'impérialisme japonais et contre tous les impérialismes.

Le PC chinois a le devoir de continuer ses efforts pour assurer l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement antiimpérialiste de masse dans la partie de la Chine soumise au Kuomintang. Dans ce but, le PC chinois doit se proposer de continuer d'étendre et d'approfondir le mouvement soviétique, de renforcer l'Armée muge des soviets chinois et de lier le mouvement soviétique avec la lutte antiimpérialiste de masse dans la Chine du Kuomintang, en suivant une tactique large et conséquente de front unique à la base dans la lutte antiimpérialiste des masses, en organisant les masses sous le mot d'ordre de la guerre révolutionnaire d'affranchissement national pour l'indépendance, l'unité et l'intégrité de la Chine, contre tous les impérialistes, pour le renversement du Kuomintang, agence des impérialistes.

Le PC japonais doit renforcer son travail dans l'armée et dans la marine, en particulier en Mandchourie. Par une agitation populaire et compréhensible aux grandes masses, il doit faire comprendre aux ouvriers, aux paysans et aux masses petites bourgeoises exploitées des villes le lien indissoluble entre la guerre impérialiste et la préparation directe de l'intervention contre l'URSS d'une part, et d'autre

part, avec renforcement de la réaction militaire et policière et l'intensification du rançonnement des masses au Japon même.

Le PC japonais doit, en l'occurrence, développer la lutte économique des ouvriers contre l'offensive du capital, en la liant avec la lutte contre la guerre impérialiste et contre la préparation de l'intervention, il doit organiser le mouvement paysan, en liant ce mouvement avec la lutte de classe ouvrière et en le haussant au niveau d'une révolution agraire. Il doit démasquer la démagogie que les fascistes et les social-fascistes déploient pour mobiliser les masses pour la guerre impérialiste et l'intervention militaire.

Les communistes de la Corée et de Formose doivent, en étroite collaboration avec les PC du Japon et de la Chine, mobiliser les ouvriers et les paysans de la Corée et de Formose pour la lutte contre l'impérialisme japonais, pour l'indépendance de la Corée et de Formose, en créant une alliance révolutionnaire de combat de tous les exploités et de tous les opprimés pour la lutte d'affranchissement national.

§6. Tout en constatant d'incontestables résultats positifs dans l'activité des PC des pays impérialistes et coloniaux en ce qui concerne la mobilisation des masses contre la guerre impérialiste et contre la préparation de l'intervention militaire, Le 12e Plénum constate que les PC des pays impérialistes n'ont pas su empêcher par des actes révolutionnaires le transport des troupes en Chine et des munitions pour le Japon, qu'ils n'ont pas su gagner à la lutte les masses ouvrières des usines de guerre et des transports, que la campagne de masse contre la guerre s'est développée lentement, en partie à cause d'une sous estimation opportuniste de la guerre en Extrême-Orient, en partie à

cause d'une position gauchiste fataliste, irréfléchie, envers la guerre.

Le 12e Plénum du CEIC attire particulièrement l'attention sur l'intolérable faiblesse du contact du PC avec les plus importantes usines de l'industrie de guerre, avec les ports les élus importants et avec les points les plus importants des chemins de fer. Il attire aussi l'attention sur le fait que l'activité antimilitariste des partis et des Jeunesses communistes dans l'armée et dans la marine, ainsi que dans les organisations fascistes semi-militaires spéciales, se trouve dans un état d'inadmissible abandon. Le 12e Plénum souligne particulière ment la faiblesse et le retard de l'ICJ dans la lutte contre la guerre Impérialiste et l'intervention militaire. Le 12e Plénum constate en même temps que les PC n'ont pas su résoudre la tâche urgente de la création de Comités d'actions illégaux et de Comités de contrôle légaux, semi-légaux ou illégaux s'appuyant sur les masses dans les usines, les chemins de fer, les ports, sur les bateaux; ils n'ont pas su mobiliser, sur la base de la tactique du front unique en bas, les grandes masses ouvrières unies dans les syndicats réformistes et dans les autres organisations ouvrières de masses pour empêcher le transport des troupes en Chine et des munitions au Japon; ils n'ont pas su développer parmi les paysans et les masses petites-bourgeoises des villes une agitation contre la guerre impérialiste et l'intervention. La sous-estimation opportuniste de la guerre en Chine, la sous-estimation de la menace des guerres impérialistes et d'intervention militaire, l'incompréhension opportuniste de toute la particularité de la situation actuelle de glissement à une nouvelle guerre

mondiale, certaines déviations pacifistes de la doctrine léniniste de la guerre, la passivité opportuniste envers la guerre, le fatalisme opportuniste qui s'est exprimé par les théories selon lesquelles la guerre engendrera fatalement la révolution, n'ont pas été combattus d'une façon assez vive et assez bolchéviste.

§7. Voici quelles sont les tâches communes à tous les PC dans la lutte contre la guerre impérialiste et l'intervention, dans la lutte contre le fascisme, la social-démocratie et le pacifisme bourgeois facilitant par des méthodes variées la préparation et la conduite de la guerre impérialiste et de l'intervention militaire en URSS.

a) Développer une lutte idéologique systématique contre le chauvinisme et le nationalisme, faire la propagande du véritable internationalisme prolétarien, démasquer aux yeux des masses toutes les intrigues de la politique extérieure de leur propre bourgeoisie, démasquer toutes les mesures de politique intérieure qui visent à la préparation de la guerre, dénoncer la fabrication et le transport des munitions pour les pays impérialistes, rappeler aux masses tous les malheurs de la première guerre impérialiste, combattre inlassablement la militarisation des écoles;

b) Riposter activement à toute manifestation des campagnes antisoviétiques, renforcer la propagande dans les grandes masses des succès de l'édification socialiste en URSS, mobiliser les travailleurs contre des blancs, populariser la politique de paix de l'Union Soviétique, mobiliser les masses pour la défense active de l'URSS, de la Chine et de la révolution soviétique chinoise;

c) Démasquer au moyen de faits vivants et concrets tous les sophismes et toutes les manœuvres des pacifistes bourgeois et en particulier des partis sociale-démocrates;

d) Démasquer largement devant les masses toute la particularité des secrets de la naissance et de la conduite de la nouvelle guerre impérialiste (mobilisation partielle, création d'armées de couverture, préparation de l'épuration de l'arrière des éléments révolutionnaires), en tenant compte, dans l'élaboration de la tactique des PC contre la guerre, de la diversité de nouvelles méthodes employées par la bourgeoisie pour préparer et continuer la guerre.

e) Créer, à l'aide de la tactique du front unique, dans les usines de guerre, les ports, les chemins de fer, les usines, sur les bateaux, des Comités d'action et des Comités de contrôle légaux, semi-légaux, illégaux pour développer les actions de masse et préparer soigneusement des grèves de protestation et des grèves économiques pour empêcher le transport du matériel de guerre et des troupes, développer l'initiative des larges masses ouvrières sur ce terrain;

f) Développer un large travail de masse parmi les chômeurs les jeunes, les femmes travailleuses, les ouvriers étrangers, contre la guerre impérialiste et l'intervention militaire. Attirer les masses paysannes dans la lutte contre la guerre impérialiste. Soutenir le mouvement d'émancipation nationale des peuples coloniaux et opprimés;

g) Mener un large travail antimilitariste parmi les soldats et les marins, parmi les conscrits, les réservistes, dans les formations militaires spéciales de la bourgeoisie. Renforcer les organisations du parti et toutes les organisations

révolutionnaires de la jeunesse, en se souvenant que tout le parti, toute la jeunesse communiste doivent participer à ce travail, Organiser la lutte des soldats pour leurs revendications immédiates et soutenir cette lutte par la solidarité des ouvriers et des paysans travailleurs. - Populariser les traditions révolutionnaires et les exemples de lutte contre la guerre.

Les PC doivent mener une lutte bolchévik implacable dans leurs propres rangs contre la sous-estimation opportuniste du danger de guerre, contre la passivité opportuniste dans la lutte contre la guerre impérialiste et l'intervention et contre le fatalisme pseudo-gauchiste envers la guerre.

Le 12e Plénum du CEIC fait un devoir au CEICJ et aux Comités centraux de tous les PC de vérifier attentivement l'action antimilitariste des jeunesses communistes et de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'améliorer radicalement.

Toute la situation internationale impose au PC de l'U.S. une tâche historique des plus importante: continuer sans fléchir la politique de paix suivie fermement par le pouvoir soviétique, malgré la provocation intensifiée des impérialistes, et en même temps renforcer la capacité de défense de l'Union Soviétique par la réalisation du grand plan d'édification socialiste, par le ralliement de tous les travailleurs autour du pouvoir soviétique, renforcer l'URSS en tant que base et citadelle du socialisme.

Les PC doivent tenir compte que la propagande de la paix, si elle pas accompagnée d'un appel verbal à l'action révolutionnaire des masses, à l'organisation de cette action,

ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inspirant la confiance dans la politique de la bourgeoisie et de ses agents au sein de la classe ouvrière et faire de cette dernière un jouet aux mains des gouvernements bourgeois.

Les PC, menant une lutte effective contre la préparation de la guerre impérialiste et de l'intervention militaire contre l'URSS, doivent aller aux ouvriers avec la doctrine léniniste, qui dit que la guerre impérialiste est engendrée par le capitalisme, que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et le renversement du capitalisme sont le seul gage sûr contre de nouvelles guerres impérialistes et de nouvelles interventions.

Adresse au PC et aux travailleurs de l'URSS

(*Votée à la suite du rapport de Manouilski.*)

Le 12e Plénum du CEIC, ayant entendu le rapport du camarade Manouilski sur les résultats du premier plan quinquennal et les perspectives du deuxième, salue avec un vibrant enthousiasme les résultats grandioses atteints dans la réalisation victorieuse du premier plan en quatre années. Sous la conduite du parti de Lénine, grâce à la volonté créatrice et à l'initiative de masse des dizaines de millions de travailleurs de l'URSS au cours d'une lutte héroïque contre l'ennemi de classe intérieur et extérieur, en dépit de toutes les difficultés, de tous les obstacles, la base indispensable pour achever la reconstruction socialiste de toute l'économie nationale a créée. Sur la base de la politique d'industrialisation socialiste du pays, réalisée par le parti, les masses des paysans pauvres et moyens se sont tournées définitivement vers le socialisme. Grâce au développement des sovkhoz et des kolkhoz, l'URSS, de pays d'économie rurale petite et parcellaire qu'elle était, s'est transformée en un pays de grande agriculture socialiste. Les formes socialistes de l'économie ont acquis une prépondérance décisive dans le domaine de l'agriculture.

En résultat de ces succès, le revenu national s'est accru à un rythme qui ne peut être atteint par les pays capitalistes, le chômage a été liquidé et, d'année en année, s'élèvent le bien-être et le niveau culturel des ouvriers et des paysans travailleurs.

Sur la base de la politique de liquidation des koulaks en tant que classe politique, menée par le parti et grâce à

l'accroissement considérable de l'industrie socialiste, grâce à l'achèvement des fondements du socialisme, la question historique: «Qui des deux l'emportera?» a été résolue sans retour en Union Soviétique en faveur du socialisme.

Toutes les tentatives de l'intérieur et de l'extérieur d'empêcher la marche triomphale du socialisme se sont brisées contre la puissance du prolétariat, libéré par la révolution et soutenu par les grandes masses travailleuses. Le PC léniniste du PC de l'URSS, ayant à sa tête le meilleur disciple et compagnon de lutte de Lénine, le camarade Staline, réalise. avec succès l'œuvre gigantesque d'édification du socialisme dans une lutte opiniâtre contre toutes les déviations de la ligne générale bolchéviste, contre l'opportunisme de droite et de "gauche" contre l'esprit de conciliation envers lui, contre le danger de droite, principal danger à l'étape actuelle.

Le second plan quinquennal pose des tâches nouvelles et plus grandioses encore devant le parti bolchévik et la classe ouvrière de l'URSS Achever la reconstruction socialiste de toute l'économie nationale, édifier la société socialiste sans classes, supprimer complètement les causes qui engendrent l'exploitation de l'homme par l'homme, relever à un niveau plus élevé le bien-être matériel des travailleurs. La réalisation victorieuse du premier plan quinquennal donne au prolétariat international la conviction inébranlable que les nouvelles tâches grandioses du deuxième plan seront également résolues victorieusement.

Alors que la crise mondiale croissante ravage l'économie capitaliste et que le monde est directement menacé d'une nouvelle boucherie impérialiste, les grandes masses

exploitées et opprimées des pays capitalistes et coloniaux, vouées à une paupérisation croissante par l'offensive toujours plus forte du capital, opprimées par la terreur fasciste sanglante, commencent à comprendre que seule la voie suivie par les ouvriers et les paysans soviétiques, la voie de la lutte de classe implacable, la voie de la révolution prolétarienne, de l'instauration de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique peut libérer les travailleurs du joug du capital.

L'édification socialiste victorieuse en Union Soviétique devient de plus en plus un puissant facteur de la poussée révolutionnaire, activant la maturation de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes et coloniaux. Les brigands impérialistes recherchent une issue à la crise dans des guerres et avant tout dans une intervention armée contre l'URSS, patrie des travailleurs du monde entier. La social-démocratie internationale qui déverse des torrents de mensonges et de calomnies sur l'édification socialiste en URSS soutient entièrement la politique interventionniste des brigands impérialistes, la couvrant de phrases mensongères sur la défense de l'URSS.

Les victoires grandioses des ouvriers et des kolkhoziens de l'Union Soviétique sont le meilleur soutien pour les masses en lutte des pays capitalistes et coloniaux. Les PC, tout le prolétariat international et les grandes masses des paysans travailleurs ont pour devoir de défendre l'Union Soviétique contre toute agression de brigandage. Ce devoir leur est dicté non seulement par l'intérêt du socialisme, pour son triomphe dans le monde entier, mais aussi par les intérêts immédiats et quotidiens des travailleurs.

Les PC des pays impérialistes, coloniaux et semi-coloniaux, s'appuyant sur l'expérience et les enseignements de la révolution d'Octobre victorieuse, de la guerre civile héroïque et de l'édification socialiste, s'inspirant de l'esprit du léninisme et se trempant dans leurs luttes révolutionnaires de classe, rassemblent leurs forces autour de l'IC pour la lutte décisive sous sa, direction contre la dictature de la bourgeoisie, pour la dictature du prolétariat.

11e Plénum du CEIC
(25 mars-13 avril 1931)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.39, 11e année, 2 mai 1931, numéro spécial VI, (numéro entier).

Thèses sur les tâches des Sections de l'IC en rapport avec l'aggravation de la crise économique et la maturation, dans certains pays, des prémices d'une crise révolutionnaire

(*Adoptées sur le rapport du camarade Manouilski et sur les co-rapports des camarades: Thaelmann, Lenski et Tchémodanov, sur la situation et les tâches des PC d'Allemagne et de Pologne et de l'ICJ.*)

1. — La crise du système capitaliste, l'essor croissant du socialisme dans l'URSS

La plus grande crise économique mondiale de l'histoire, qui s'est développée au cours de la dernière année sur la base de la crise générale du capitalisme et qui s'est étendue à tous les pays capita- listes et à toutes les branches importantes de la production, et le pro grès formidable de l'édification socialiste dans l'URSS ont mis en relief, avec une force inouïe, les contradictions entre le système du socialisme en construction et le système du capitalisme en décomposition. Les contradictions entre le système capitaliste et le système socialiste ne se sont jamais développées avec une telle force, et les avantages du système socialiste sur le système capitaliste ne se sont jamais révélés d'une façon aussi frappante que maintenant. L'impuissance du système d'économie capitaliste basé sur l'exploitation et l'esclavage et soumis à la concurrence du marché, et la supériorité du système d'économie socialiste reposant sur un plan et basé sur la socialisation des moyens de production, sur l'abolition de l'exploitation, sur l'élévation systématique du niveau culturel et matériel des travailleurs, sont apparues avec la

plus grande clarté. Ce contraste croissant de deux systèmes, constituant le principal pivot des rapports internationaux d'aujourd'hui, exerce sa répercussion sur le développement ultérieur des contradictions à l'intérieur du monde capitaliste, contradictions qui se sont particulièrement renforcées à la suite de la crise. Les impérialistes, n'ayant plus, grâce à la révolution d'Octobre, la possibilité d'exploiter et d'asservir les peuples de l'URSS et menacés directement par l'industrialisation de l'URSS qui permet le développement économique du pays de la dictature du prolétariat, développement économique indépendant de la technique des pays capitalistes, se lancent avec d'autant plus de fureur dans la lutte qui les oppose les uns aux autres pour des marchés toujours plus rétrécis sous l'influence de la crise et de la misère croissante des masses. Les impérialistes s'efforcent de sortir de la crise aux dépens des travailleurs, aux dépens de leurs concurrents, aux dépens des colonies et de l'URSS; ceci conduit à une politique effrénée de protectionnisme et de dumping, à l'aggravation de la lutte des impérialismes pour l'hégémonie mondiale, pour un de nouveau nouvelles partage guerres des impérialistes colonies, à et une de préparation l'intervention plus mili- intense taire contre l'URSS.

Vannée écoulée depuis le Présidium de février a marqué un tournant historique. Elle nous a montré la crise croissante et la condamnation à mort du système capitaliste et, d'autre part, l'essor victorieux de l'édification socialiste. La stabilisation capitaliste touche à sa fin. En URSS s'achève la construction des fondations de l'économie socialiste.

§1. Dans les pays du capitalisme, le développement de la crise industrielle s'exprime: a) par une incessante réduction

de la production; b) par une forte diminution de la consommation et une contraction du marché intérieur par suite de l'appauvrissement des grandes masses; c) par une réduction formidable du commerce extérieur.

En URSS, où non seulement il n'y a pas de crise, mais où l'on assiste à un essor, la production s'accroît à un rythme inconnu dans les pays capitalistes.

Non seulement le plan quinquennal du développement industriel se réalise, mais il est dépassé. Il se réalise en trois ans dans les principales branches de l'industrie. Dans un certain nombre des plus importantes branches (pétrole, construction de machines, etc.), le plan quinquennal est déjà réalisé en deux ans et demi. Les investissements dans l'industrie, dans les transports et dans l'électrification croissent rapidement (60% en 1930, 80% en 1931). Grâce à l'émulation socialiste, grâce à l'application de la technique la plus perfectionnée; le rendement du travail augmente sans cesse; les masses consomment toujours plus; par sa politique suivie des prix fixes, l'Etat prolétarien règle les échanges entre l'industrie et l'agriculture, assure l'augmentation systématique du salaire réel, ainsi que du revenu du paysan.

§2. Dans les pays du capitalisme, la crise économique, se combinant avec la crise agraire, accélère formidablement la paupérisation de millions de paysans, ruinés par la chute des prix des denrées agricoles et écrasés par les impôts élevés, les redevances, les fermages et les dettes usuraires. Le processus de dégradation de la petite et moyenne production agricole est très prononcé. Pour monter la crise, les gouvernements bourgeois prennent des mesures tendant à réduire les surfaces ensemencées en principales cultures alimentaires et industrielles. La mécanisation croissante de

l'agriculture dans certains pays capitalistes, en s'étendant surtout aux exploitations capitalistes, accélère davantage encore la paupérisation rapide des grandes masses paysannes travailleuses.

En URSS, le formidable progrès de l'agriculture (accroissement des surfaces cultivées, meilleur rendement des terres) est déterminé par l'orientation définitive des masses paysannes pauvres et moyennes vers la collectivisation sous la direction de la classe ouvrière. En deux ans, le plan quinquennal de collectivisation a été plus que réalisé. Grâce à la transformation socialiste des campagnes (kolkhoz et sovkhoz), le niveau matériel et culturel des paysans travailleurs s'élève, le plan quinquennal de la production des céréales pour le marché est réalisé en deux ans, l'agriculture est mécanisée grâce aux machines et tracteurs qui lui sont fournis, et d'année en année augmentent les investissements de capitaux de l'Etat prolétarien dans l'agriculture. Les koulaks sont liquidés comme classe sur la base de la collectivisation générale et, en s'organisant dans les kolkhoz, la grande masse des paysans moyens devient l'appui solide de la dictature du prolétariat.

La situation des travailleurs dans les pays capitalistes et en URSS

§3. Dans les pays du capitalisme, la bourgeoisie s'est déchainée avec fureur contre la classe ouvrière et les masses travailleuses et, par des mesures de brigandage économique, s'efforce de rejeter sur les travailleurs toutes les conséquences de la crise (licenciements massifs et chômage, baisse des salaires, augmentation des impôts frappant la classe ouvrière, les travailleurs des campagnes et la population pauvre des villes, majoration des douanes,

maintien artificiel des prix de détail élevés, réduction des assurances sociales, etc.). Cette offensive du capital condamne le prolétariat à la misère la plus atroce. Le chômage a pris des proportions que l'histoire n'a jamais connues, car il y a jusqu'à 35 millions de chômeurs parmi les ouvriers de l'industrie (sans compter les millions de prolétaires agricoles, en particulier des colonies et semi-colonies, dont la statistique ne tient pas compte); cette masse de chômeurs fait pression sur le marché du travail et les capitalistes s'en servent pour réduire sans limite les salaires des ouvriers qui travaillent encore. Cette offensive du capital ne vise pas seulement la classe ouvrière, mais aussi les autres grandes couches travailleuses des villes et des campagnes, poussées par leurs intérêts vitaux dans la voie du front unique avec le prolétariat contre le capital monopolisateur qui les rançonne. La mortalité, la prostitution, les suicides augmentent parmi les travailleurs. L'offensive du capital est particulièrement féroce dans les colonies, où la classe ouvrière, subissant le double joug de la bourgeoisie impérialiste et indigène, est entièrement livrée à l'exploitation la plus barbare. Dans ces conditions de crise, le caractère esclavagiste du travail salarié dans les entreprises capitalistes, dans l'industrie et dans l'agriculture, dans les colonies et dans les pays Capitalistes apparaît partout nettement.

En URSS, l'industrialisation socialiste du pays, de même que la transformation socialiste de l'agriculture ont amélioré la situation matérielle et culturelle de la classe ouvrière et des masses travailleuses en général. Le chômage a disparu et le prolétariat augmente considérablement (en 1931, 2 millions de nouveaux ouvriers seront enrôlés dans la

production). D'une façon générale, l'application de la journée de 7 heures, s'étendra dans l'industrie soviétique; en même temps le salaire réel des ouvriers d'industrie augmentera en 1931 de 6% (ces deux dernières années, il a augmenté de 12,1%). Les dépenses consacrées aux assurances sociales et à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et des employés ont augmenté, au cours de ces deux dernières années, de 3,199 millions de roubles, set l'augmentation prévue pour 1931 est de 2,138 millions. L'enthousiasme créateur des masses a grandi, donnant naissance à de nouvelles formes socialistes du travail (émulation socialiste, travail de choc, etc.).

§4. Dans les pays du capitalisme, le développement et l'aggravation de la crise économique mondiale amènent un renforcement considérable de la réaction politique des, classes dirigeantes tant dans les pays de la démocratie bourgeoise, forme masquée de la dictature de la bourgeoisie, que dans les pays du fascisme, forme cynique et nue de la dictature bourgeoise. Pour parvenir à une solution capitaliste de la crise en réduisant le niveau de vie des grandes masses travailleuses, par une nouvelle aggravation de leur asservissement politique et économique, la bourgeoisie organise des bandes fascistes terroristes, détruit les organisations révolutionnaires, ouvrières et autres, supprime aux ouvriers et aux paysans travailleurs la liberté de presse et de réunion, écrase les grèves par l'arbitrage obligatoire et par la violence, fait tirer sur les manifestations de chômeurs et de grévistes, brise impitoyablement les mouvements paysans révolutionnaires.

En URSS, le pouvoir de la classe ouvrière, tout en extirpant les derniers restes de la classe des exploiteurs,

assure la démocratie prolétarienne la plus large et l'élévation du niveau culturel et politique des couches les plus arriérées d'ouvriers et de paysans. En 1931, 60,9 millions de travailleurs (12,8 millions dans les villes et 48,1 millions dans les campagnes) ont pris part aux élections. L'activité politique et l'initiative créatrice des masses travailleuses se développent rapidement par l'intermédiaire des Soviets, des syndicats, des brigades de choc dans les fabriques, dans les sovkhozes et dans les kolkhoz; elles réalisent, sous la direction du PC de l'URSS, l'union fraternelle de la classe ouvrière avec les paysans travailleurs dans l'œuvre de l'industrialisation socialiste et de la collectivisation des campagnes.

Les impérialistes préparent la guerre

5. En URSS, le pouvoir de la classe ouvrière signifie une forme politique de paix, l'établissement de rapports fraternels avec tous les peuples, une lutte conséquente pour le désarmement complet, l'union des travailleurs de tous les peuples de l'URSS, ressort économique, politique et culturel des nationalités autrefois opprimées par .le tsarisme, l'essor du pays de la dictature prolétarienne, principal obstacle à de nouvelles guerres impérialistes.

Dans les pays du capitalisme, le caractère de rapine de l'Etat impérialiste et de dictature d'une poignée de magnats de la finance, s'exprime, entre autres, dans les conditions de la crise, par une agressivité croissante, par les efforts des impérialistes pour élargir leurs possessions coloniales et leurs « sphères d'influence », renforçant toutes les formes d'esclavage colonial et cherchant à faire retomber les suites de la crise principalement sur les pays les plus faibles et les plus dépendants et sur les peuples asservis.

La crise accentue particulièrement le principal antagonisme à l'intérieur du monde capitaliste, la lutte entre l'Angleterre et les États-Unis pour l'hégémonie mondiale; ceci s'exprime par la pression qu'exerce l'impérialisme américain sur les Dominions britanniques, par la politique douanière de la Grande-Bretagne (« conférence d'Empire »), par une recrudescence des conflits pour les « sphères d'influence » en Amérique latine et en Chine. La crise donne libre cours à toutes les contradictions du système de Versailles: contradictions entre pays vainqueurs et pays vaincus, en premier lieu entre la clique impérialiste de France; qui s'efforce de défendre et de renforcer son hégémonie politique et militaire sur le continent européen, et la bourgeoisie de l'Allemagne vaincue, qui se heurte, dans l'application du plan Young, à la résistance croissante des masses travailleuses; la rivalité impérialiste dans le camp des pays vainqueurs s'accroit: c'est la lutte entre la. France et l'Italie pour la Méditerranée et les colonies d'Afrique du Nord; les contradictions entre les vassaux des principaux rapaces impérialistes s'accentuent (Balkans, Tchécoslovaquie, Hongrie, etc.). Il s'ensuit une aggravation des questions de la révision du plan Young, des dettes interalliées, des frontières (corridor polonais), de la lutte de l'Allemagne pour rattacher l'Autriche (union douanière) et s'assurer des colonies, pour abolir la limitation des armements. Il en découle tout un nouveau système d'alliances politiques et militaires, l'accroissement effréné de nouveaux armements, dissimulés derrière les conférences de désarmement de la SdN., l'augmentation des dépenses militaires, qui absorbent entre le tiers et la moitié des budgets des Etats, le réarmement des flottes (conférence de Londres), le renforcement de l'aviation de guerre, la

préparation de la guerre chimique, la mécanisation des armées et la formation de cadres de classe pour les armées capitalistes. Il en résulte un renforcement du joug impérialiste dans les colonies, de l'oppression d'un grand nombre de peuples de l'Europe par la bourgeoisie des nations dominantes en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Roumanie, en Grèce, en Italie, en France (Alsace-Lorraine). La politique impérialiste de la dictature bourgeoise, tout en accentuant les contradictions du système impérialiste mondial, tout en créant partout des foyers de nouvelles conflagrations, mène à de nouvelles guerres impérialistes monstrueuses et inévitables. Loin de supprimer les contradictions entre les différents Etats impérialistes, la politique impérialiste de la dictature bourgeoise signifie la préparation acharnée d'une intervention militaire contre l'URSS, d'une guerre profondément impérialiste et contre-révolutionnaire pour l'asservissement des peuples de l'Union Soviétique et le rétablissement du capitalisme.

Le dilemme décisif: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat

§6. Le développement de la lutte de classes dans les conditions d'un déploiement continu de la crise économique mondiale place les grandes masses des travailleurs devant le dilemme décisif: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat; esclavage politique et économique ou suppression de l'exploitation et de l'oppression capitaliste; oppression coloniale et guerres impérialistes ou paix et rapports fraternels entre les peuples; anarchie capitaliste et crise ou système de l'économie socialiste abolissant les crises et l'anarchie.

Les contradictions croissantes entre le monde capitaliste et le monde socialiste, entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat aggravent profondément la menace d'intervention armée contre l'URSS L'aggravation de la lutte de classe dans les pays capitalistes, les efforts de la bourgeoisie pour sortir de la crise au détriment de l'URSS, la peur devant le socialisme en voie de triompher, l'effondrement des espoirs misant sur une dégénérescence capitaliste de l'URSS et sur un appui des classes contre révolutionnaires en voie de déclin (koulaks, bourgeoisie, nepmen des villes), tout cela incite la bourgeoisie mondiale à adopter une tactique d'agression de l'intérieur par le blocus économique et l'intervention armée. Les procès du Parti industriel et du "Bureau menchévik en URSS" ont révélé l'existence, en URSS, d'une vaste conspiration internationale, ayant à sa tête l'impérialisme français qui suce tout le sang des peuples asservis par le traité de Versailles, qui soutient et organise les régimes fascistes en Europe et joue le rôle de la Russie tsariste en se faisant le gendarme de l'Europe; ces procès ont montré que les impérialistes, aidés de la 2e Internationale, préparaient pour le printemps de 1930 et préparent encore maintenant une guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS, en utilisant à cet effet les États vassaux de l'impérialisme français et anglais: la Pologne, la Roumanie, la Finlande. Pour préparer activement l'intervention en 1930, Hoover avait créé, sous l'enseigne d'un Comité d'aide aux fermiers américains, une organisation de ravitaillement des armées interventionnistes dirigée directement par le colonel Legge, ancien chef du ravitaillement des armées alliées pendant la guerre impérialiste. Les conférences agraires, les conférences de "désarmement", les conférences de l'Union européenne,

les campagnes antisoviétiques contre les “persécutions religieuses” sous la direction du pape et des représentants des autres cultes, contre le “dumping soviétique” contre le “travail forcé” en URSS poursuivaient et poursuivent ces mêmes buts de préparation de l’intervention.

2. — L’aggravation de la lutte de classe, la poussée révolutionnaire et la crise révolutionnaire croissante dans les différents pays capitalistes

§1. La nouvelle aggravation, résultant de la crise économique, des principales contradictions du capitalisme, que eut tout d’abord sa répercussion sur les points les plus faibles, le mécontentement croissant des grandes masses, l’influence grandissante du communisme, le prestige accru du pays de la dictature prolétarienne, tout cela conduit la bourgeoisie à utiliser toujours plus ouvertement l’appareil de violence de sa dictature, d’une part, et amène, d’autre part, à une poussée révolutionnaire croissante et à la maturation, dans certains des prémices d’une crise révolutionnaire.

Né de la soi-disant démocratie bourgeoise, forme masquée de dictature bourgeoise, le fascisme, forme ouverte de cette dictature, accentue toutes les méthodes de répression et d’asservissement des travailleurs, méthodes propres au régime capitaliste et inséparables du système de dictature de la bourgeoisie. La bourgeoisie instaure et crée le régime fasciste qui, mêlé aux vestiges de la démocratie bourgeoise, détruit les organisations de classe du prolétariat, interdit les PC, en créant des organisations militaires terroristes, en supprimant ou non les formes parlementaires.

Pour atténuer l’influence révolutionnaire du pays de la dictature prolétarienne sur la multitude des masses

opprimées et asservies du monde entier et enrayer le mouvement révolutionnaire des ouvriers, des paysans et des peuples coloniaux, les fascistes cherchent à tromper les masses par la démagogie sociale qui masque les buts contre-révolutionnaires de la dictature bourgeoise. Jouant sur la misère et la détresse des masses travailleuses, excitant la haine nationale, l'esprit impérialiste de revanche dans les pays vaincus, misant sur l'antisémitisme, spéculant en Allemagne sur le plan Young, masquant leur rôle de serviteurs du capital sous une phraséologie anticapitaliste mensongère, les fascistes à la solde du capital financier (Hitler), utilisent le mécontentement des masses pour renforcer la dictature de la bourgeoisie et réprimer impitoyablement la classe ouvrière.

L'accroissement du fascisme ne fut possible, ces derniers temps, que grâce au soutien, par la social-démocratie internationale, dans toute la période d'après-guerre, de la dictature de la bourgeoisie, quelles qu'aient été ses formes. En opposant la forme "démocratique" de la dictature de la bourgeoisie au fascisme endormant la vigilance des masses dans la lutte contre la réaction politique croissante et contre le fascisme, en dissimulant le caractère contre-révolutionnaire de la démocratie bourgeoise, forme de la dictature de la bourgeoisie, la social-démocratie devient un facteur et un agent actif de la fascisation de l'État capitaliste.

Le succès de la lutte contre le fascisme exige des PC la mobilisation des masses sur le du front unique à la base contre toutes les formes de la dictature bourgeoise, contre toutes ses mesures réactionnaires qui frayent la voie à la dictature fasciste ouverte. Cette lutte exige, dans certains partis, une correction rapide et décisive des erreurs

commises qui se résument à opposer, d'une façon libérale, le fascisme à la démocratie bourgeoise et les formes parlementaires de la dictature de la bourgeoisie à ses formes ouvertement fascistes; ces erreurs constituent un reflet de l'influence social-démocrate dans les rangs communistes.

La poussée révolutionnaire

2. Depuis le dernier Plénum du Présidium du CEIC, la poussée révolutionnaire continue; elle est liée à un profond abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière, à un formidable développement du chômage, à la ruine des employés et de la petite bourgeoisie des villes, à' la spoliation en masse de la paysannerie, à la paupérisation extrême des colonies, au renforcement du rôle révolutionnaire de l'URSS.

Le développement de l'essor révolutionnaire s'est exprimé:

a) Par une aggravation continue des grèves et du mouvement des chômeurs;

b) par l'extension et la consolidation des Soviets et de l'Armée Rouge sur une grande partie du territoire de la Chine;

c) par le renforcement du mouvement révolutionnaire dans les colonies;

d) par le développement du mouvement révolutionnaire paysan;

e) par l'influence politique et organique croissante de différents PC importants (Allemagne, Chine, Tchécoslovaquie, Pologne);

f) par une opposition croissante au sein de la social-démocratie;

g) par une opposition croissante des masses petites-bourgeoises urbaines, des employés et des fonctionnaires,

Se développant d'une façon inégale, suivant le degré et le rythme de développement de la crise et l'aggravation des contradictions intérieures et extérieures du capitalisme dans chaque pays, la poussée révolutionnaire croissante fait mûrir les tendances de la crise politique révolutionnaire dans les pays du capitalisme où la crise économique, coïncidant avec les conditions de la crise générale d'après-guerre du capitalisme, est particulièrement accentuée; il en est ainsi pour l'Allemagne, écrasée sous le fardeau du traité de Versailles et du plan Young et privée de l'exploitation des colonies, et pour la Pologne, déchirée par les contradictions nationales et écrasée sous le poids du militarisme, et où le rôle de l'impérialisme polonais dans la préparation de la guerre contre l'URSS a permis la maturation des prémices de la crise révolutionnaire. Par suite de l'aggravation de la crise économique, les prémices de la crise révolutionnaire en Espagne se multiplient de façon accélérée. Ce processus y est d'ailleurs facilité par la persistance de fortes survivances féodales. Dans différentes colonies et semi-colonies importantes (Chine, Indes), où des masses nombreuses se dressent dans la lutte nationale-révolutionnaire contre tout le système colonial impérialiste, sous l'influence de la crise économique étroitement liée à la crise agraire, au renforcement de l'exploitation impérialiste et féodale usuraire, à la paupérisation profonde des masses, une profonde crise révolutionnaire mûrit rapidement.

Nés de la crise économique générale actuelle et se développant sur la base de la poussée révolutionnaire des masses, ces éléments. de crise révolutionnaire sont liés à

l'aggravation extraordinaire de la misère et de la détresse des masses, à l'activité révolutionnaire croissante de ces masses, à l'ébranlement de tout le système international et intérieur de domination capitaliste, au regroupement rapide des forces de classes, à la crise des couches supérieures qui cherchent, à leurs contradictions, une issue dans la voie du fascisme, nouvelles guerres impérialistes et dans une intervention armée contre l'URSS.

La lutte des masses en Allemagne et en Pologne

§3. En Allemagne, la bourgeoisie, ayant chassé le gouvernement Müller, s'engage toujours plus énergiquement, avec l'appui direct de la social-démocratie, dans la voie de la réalisation de la dictature fasciste. En même temps, tout en utilisant la social-démocratie comme principal instrument pour saboter et faire échouer la lutte des ouvriers, la bourgeoisie des trusts et son Etat soutiennent, organisent et utilisent le mouvement fasciste (national-socialiste) des masses petites-bourgeoises, pour faire dévier leur mécontentement et l'utiliser à la consolidation du capitalisme. La maturation progressive des prémices de la crise révolutionnaire s'exprime: par l'accroissement révolutionnaire des forces du prolétariat (augmentation de 50 % des effectifs du PC, renforcement des organisations révolutionnaires de masse); par la début d'un ébranlement de la base de masse de la social-démocratie; par le déclenchement d'une lutte de masse contre l'instauration de la dictature fasciste et le refoulement du mouvement fasciste grâce au programme d'émancipation nationale et sociale des masses travailleuses; par le ralliement de nouvelles couches d'exploités à la révolution prolétarienne sous le mot d'ordre de la révolution populaire; par une

incertitude croissante des classes dirigeantes, entraînant des regroupements politiques parmi la bourgeoisie; par le mécontentement croissant des grandes masses contre le fardeau du traité de Versailles et du plan Young. La lutte victorieuse contre le fascisme exige, en Allemagne, que le gouvernement Brüning soit démasqué à temps comme un gouvernement qui instaure la dictature fasciste. La crise économique en Allemagne entraine une aggravation extrême de la lutte de classes et des perturbations politiques croissantes qui accélèrent la maturation des prémices de la crise révolutionnaire.

En Pologne, l'accentuation de la lutte révolutionnaire dans les villes et les campagnes (violentes manifestations de chômeurs, lutte contre les saisies fiscales, redevances pour la construction des routes, etc.), le renforcement de la lutte des nationalités opprimées (Ukraine occidentale), l'effervescence dans les masses des partis social-fascistes et fascistes, le rétrécissement continu de la base du pilsudskisme et des organisations qui lui servent de moyen d'action sur les masses (mécontentement croissant dans le Parti "ouvrier" social-fasciste, dans le Parti socialiste polonais, dans les partis paysans fascistes), les frictions toujours plus grandes à l'intérieur du camp fasciste; le renforcement du PC.

En Espagne

Les éléments de la crise révolutionnaire en Espagne où l'exploitation de la classe ouvrière et la ruine des masses paysannes déterminée par la crise, par les exigences de l'Église et par le régime agricole semi-féodal auxquels ces masses sont exposées tout en 'devant encore subir l'oppression nationale comme en Catalogne et dans le pays basque ont atteint un degré inouï se manifestent par les

phénomènes suivants: un essor extraordinaire des grèves économiques et politiques du prolétariat, la naissance des mouvements révolutionnaires de la paysannerie, un mouvement de masse chez la petite bourgeoisie contre la monarchie (démonstrations des étudiants, etc.), l'aggravation du mouvement national-révolutionnaire en Catalogne et dans le pays basque, la dé composition de l'armée et, enfin la dissolution de la classe dominante et de ses partis.

En Chine, aux Indes, en Indochine et dans les colonies

En Chine, la crise révolutionnaire s'exprime par l'organisation des Soviets et de l'Armée Rouge sur un territoire peuplé de plusieurs dizaines de millions d'habitants; la Chine occupe ainsi le premier rang dans le mouvement national-révolutionnaire du monde colonial. La création des Soviets et de l'Armée Rouge est la condition du succès de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement national-révolutionnaire, dans la révolution antiimpérialiste et agraire, hégémonie qui s'est déjà cristallisée dans un embryon du pouvoir d'État. Grâce à l'expérience lumineuse des masses des régions soviétiques, les Soviets et l'Armée Rouge, issus de la révolution agraire, entraînent à la lutte les ouvriers des centres industriels et les masses paysannes qui liquident la propriété féodale des hobereaux, partagent la terre dans l'intérêt de la grande masse des paysans, en ébranlant toujours plus le régime de torture du Kuomintang contre-révolutionnaire. Le développement ultérieur du mouvement soviétique en Chine, qui révolutionne tout le monde colonial, est lié à l'extension et à la consolidation de la base territoriale des Soviets et de l'Armée Rouge.

Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire des masses contre l'impérialisme anglais se développe et s'accentue sous l'influence de la croissance du mouvement ouvrier et paysan, tandis que la bourgeoisie nationale-réformiste passe à un compromis de trahison et à une alliance contre-révolutionnaire avec l'impérialisme. Ce mouvement révolutionnaire entraîne des millions d'ouvriers, de paysans et de travailleurs pauvres des villes, fait éclater les entraves du ghandisme contre-révolutionnaire, commence à affranchir les masses travailleuses de l'influence de ce dernier et passe aux formes de la lutte révolutionnaire ouverte (conflits armés avec la police et la troupe, insurrections à Cholapour et Pechawer, soulèvements paysans dans la Birmanie, le Berar, etc., insurrection à Cawnpour, actions ouvrières de masse contre Gandhi et le Congrès National). La réalisation de la direction prolétarienne du mouvement émancipateur révolutionnaire de masse est actuellement la condition la plus importante de la victoire de la révolution indienne et devient possible grâce au fait que les masses ouvrières se débarrassent de plus en plus de l'influence du national-réformisme et de sa variété de "gauche" particulièrement dangereuse, et grâce à la formation d'un PC. La classe ouvrière a, actuellement, pour tâche d'organiser l'offensive révolutionnaire des classes opprimées contre l'impérialisme anglais et contre le Congrès National, la tâche de développer le mouvement ouvrier et paysan, d'organiser un fort PC dans tout le pays ainsi que des syndicats rouges de masse, la tâche de préparer la grève politique générale.

En Indochine, dans les conditions de la terreur la plus féroce, de fusillades en masse, de destruction de villages

entiers par les occupants français, l'essor révolutionnaire est caractérisé bar la croissance ininterrompue du mouvement antiimpérialiste de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la population pauvre des villes, qui subit en général l'influence communiste.

Ce mouvement, qui revêt les formes de manifestations de masse, d'actions de partisans, de conflits armés avec la police et l'armée, s'accompagne de la création de Soviets dans le nord, où l'influence de la révolution chinoise est particulièrement forte en certains endroits.

Parallèlement aux vaines tentatives de la bourgeoisie de trouver une solution aux contradictions essentielles du monde impérialiste, la poussée révolutionnaire qui se développe (surtout dans les colonies) crée les conditions favorables à la maturation des prémices de la crise révolutionnaire (en Allemagne et en développement ultérieur de la crise révolutionnaire (en Chine et dans l'Inde) et à la maturation des prémices de la crise révolutionnaire dans les autres pays capitalistes; cela dépend avant tout de la capacité des PC de mobiliser et de diriger le mouvement des masses contre l'offensive du capital et contre la réaction politique, de leur capacité de montrer au prolétariat et aux autres travailleurs, grâce à leur propre expérience, la nécessité de la solution révolutionnaire de la crise du capitalisme.

3. — La social-démocratie, principal soutien social de la bourgeoisie

§1. La crise économique mondiale a mis en lumière avec toute la clarté désirable le rôle de la social-démocratie internationale, en tant que principal soutien social de la

dictature de la bourgeoisie. La social-démocratie fut aux côtés du capitalisme contre la classe ouvrière à toutes les étapes essentielles du développement de la lutte de classe depuis la guerre impérialiste mondiale et depuis l'apparition de la dictature prolétarienne. Elle a poussé des millions de prolétaires à la guerre impérialiste sous le signe de la "défense nationale". Elle a aidé sa "propre" bourgeoisie à mener l'intervention armée contre l'URSS en 1918-20. Elle a sauvé le capitalisme de la révolution prolétarienne immédiatement après la guerre (Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie, Finlande). Elle a aidé activement la bourgeoisie à consolider l'économie capitaliste. Elle a attelé les masses ouvrières au joug de la rationalisation capitaliste. En ce moment de crise des plus grave, elle tend tous ses efforts pour sauver le système capitaliste d'exploitation et d'esclavage de sa perte imminente.

§2. Tout le développement de la social-démocratie depuis la guerre et depuis l'apparition du pouvoir soviétique en URSS est un processus continu d'évolution vers le fascisme.

En ce qui concerne l'offensive du capital contre la classe ouvrière, c'est un appui direct et indirect à la politique de réduction des salaires, une compression de tout le système d'assurances sociales, un soutien en faveur de la nouvelle vague de rationalisation la plus impitoyable, c'est l'organisation du sabotage et de l'échec des grèves, le perfectionnement de l'arbitrage en tant qu'arme pour briser les grèves et asservir la classe ouvrière.

Dans le domaine de la spoliation économique et financière des masses populaires, c'est l'appui par tous les moyens de la politique des banques, des trusts et des cartels, de la politique de l'augmentation des prix sur les articles de

grande consommation, le redoublement de la pression fiscale, le soutien actif du protectionnisme.

Dans le domaine du brigandage colonial, c'est une répression directe du mouvement national-révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, ce sont des dizaines de milliers d'emprisonnés et de fusillés aux Indes, la destruction de villages par l'aviation; en Chine c'est le soutien direct de la politique du gouvernement du bourreau Tchang Kai Chek et la guerre ouverte que mènent les navires de guerre étrangers sur le Yangtsé contre les détachements de l'Armée Rouge au sud de la Chine; ce sont les exécutions massives en Indochine.

En ce qui concerne le brigandage impérialiste, c'est la collaboration active et directe au système de Versailles, aux intrigues dans les coulisses, à la diplomatie secrète, c'est l'appui, sous le signe du "pacifisme" de la course aux armements, des préparatifs de guerre, c'est le soutien des alliances militaires impérialistes.

Gouvernement «ouvrier...»

En Angleterre, le « Labour Party » promit, en prenant le pouvoir, d'atténuer le chômage et d'améliorer la condition des chômeurs, de lutter contre l'abaissement du standard de vie des ouvriers, de faire la paix avec l'Inde, de mener une ferme politique de désarmement. En réalité, le gouvernement travailliste réalisant la volonté de la bourgeoisie impérialiste, applique la rationalisation capitaliste, réduit les salaires au moyen de l'arbitrage, prolonge la journée de travail (bill sur l'industrie dans le sang minière), le mouvement réduit le budget des assurances sociales, étouffe l'action révolutionnaire aux Indes, en Égypte, en Arabie

dépasse le gouvernement de Baldwin dans la construction et le réarmement de la flotte de guerre, prépare avec l'impérialisme français le front unique pour l'intervention armée contre l'URSS (rôle du gouvernement "ouvrier" dans l'accord naval entre la France et l'Italie).

Gouvernement de «coalition...»

En Allemagne, la social-démocratie, alors qu'elle était récemment au pouvoir; déclencha, par les mains du gouvernement Müller, la première offensive contre les assurances sociales, commença la construction de nouveaux cuirassés; elle fusilla des ouvriers aux manifestations du 1e Mai 1929 à Berlin, elle interdit la Ligue du Front rouge, elle poursuivit la presse ouvrière, étouffa les grèves ouvrières, Chassée du gouvernement par la bourgeoisie dès que le plan Young et la loi anti-ouvrière sur la "défense de la République" eurent été adoptés par elle, qu'elle eut frayé la route au gouvernement de dictature fasciste (Brüning) par différentes mesures réactionnaires, la social-démocratie, tout en étant au gouvernement et en dehors du gouvernement, vote pour les lois anti-ouvrières du gouvernement Brüning, organise les briseurs de grève, se fait l'initiatrice de la terreur policière contre les grévistes et les chômeurs, soutient activement les armements des impérialistes allemands (construction de nouveaux cuirassés, intervention) et devient le protecteur, le promoteur de la propagande antisoviétique et de la préparation de l'intervention armée.

Et intervention antisoviétique

§3. Toute la politique contre-révolutionnaire, anti-ouvrière de la social-démocratie internationale trouve son couronnement dans la préparation du blocus et de

l'intervention armée contre le premier État prolétarien du monde. Le tournant de la bourgeoisie mondiale vers l'intervention militaire — car elle a perdu tout espoir en la dégénérescence capitaliste de l'URSS, en la victoire des éléments de droite dans le PC de l'URSS — l'offensive générale contre les éléments capitalistes en URSS et la poussée révolutionnaire qui se développe dans les pays du capital ont renforcé l'orientation vers l'intervention et le sabotage de tous les partis de la 2e Internationale (avant tout, de la social-démocratie allemande qui est le noyau de la 2e Internationale) comprenant que le triomphe du socialisme en URSS sapera définitivement leur influence sur les masses ouvrières des pays capitalistes.

Le procès du "Bureau des menchéviks russes en URSS" (social-démocrates), qui révéla le rôle hypocrite et ignoble de la social-démocratie, a montré que la 2e Internationale, en se posant comme objectif la restauration du capitalisme en URSS au moyen d'une intervention militaire, en organisant, au moyen de son agence contre-révolutionnaire en URSS, le sabotage dans tous les domaines de l'économie nationale, en cherchant à saper le ravitaillement des ouvriers et des paysans, en s'efforçant sciemment de réduire le salaire réel des ouvriers, est devenue le détachement de combat de l'impérialisme mondial qui prépare la guerre contre l'URSS

Double face

§4. Sous la pression du mécontentement croissant et de l'abandon en masse de la social-démocratie par les ouvriers, celle-ci manifeste son impuissance en face de la crise et du chômage; elle est obligée d'avoir recours à des manœuvres démagogiques de "gauche" pour tromper les masses; en paroles, elle se prononce pour la réduction de la journée de

travail, pour la semaine de 5 jours, pour l'extension des assurances sociales, pour le désarmement et la lutte contre le fascisme. Mais, en réalité, par ces manœuvres, la social-démocratie aide le capital à réaliser son offensive contre le niveau de vie de la classe ouvrière, à consolider sa dictature, à accélérer la fascisation de l'Etat bourgeois, à freiner les aspirations spontanées des grandes masses ouvrières vers le front unique, à camoufler la préparation de la guerre contre l'URSS

Tous ces faits et d'autres faits analogues mettent en lumière d'une manière indubitable le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie internationale, en tant que principale base de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat.

C'est pourquoi la tâche consistant à démasquer la social-démocratie, à démasquer la 2e Internationale, à affranchir les masses ouvrières de l'influence social-démocrate, à isoler et à vaincre la social-démocratie, est une tâche qui se pose à l'ordre du jour du PC; sans l'accomplissement de cette tâche, une lutte efficace du prolétariat pour la libération du joug capitaliste est impossible.

4. — La situation des Sections de l'IC et leurs tâches immédiates

§1. Le 11e Plénum du CEIC constate avec satisfaction certains progrès sérieux des Sections de l'Internationale communiste tant sur le terrain politique que sur le terrain d'organisation. Depuis le 10e Plénum, les droitiers du PC de l'URSS ont été entièrement battus; ils reflétaient la résistance qu'opposent à l'offensive socialiste en URSS les

éléments aspirant à la restauration capitaliste. Les groupements droitiers et conciliateurs ont été écrasés dans les PC des pays capitalistes; ces groupements étaient le reflet de la pression de l'offensive du capitalisme et de la social-démocratie. Tout cela — contribuant à la consolidation bolchévik des Sections de l'IC sur la base d'une lutte victorieuse contre l'opportunisme de droite, qui demeure le principal danger, et contre l'opportunisme de "gauche" qui l'alimente — a créé les conditions propices pour résoudre la tâche principale des PC: la conquête de la majorité de la classe ouvrière par la direction indépendante des luttes économiques et par la liquidation de la social-démocratie en tant qu'organisation de masse, en vue du renversement du capitalisme et de l'instauration de la dictature du prolétariat.

Les succès depuis un an

Voici quels sont les succès les plus importants des Sections l'IC au cours de la période écoulée:

a) La création des Soviets et de l'Armée Rouge en Chine, le rôle dirigeant du PC dans la révolution paysanne en Chine et en Indochine.

b) Le progrès de l'influence politique de certains PC: le progrès de l'influence de masse du PC d'Allemagne, dans la lutte révolutionnaire contre l'instauration de la dictature fasciste (victoire aux élections: 4,6 millions de voix), les succès aux élections des conseils d'usines en Allemagne et en Tchécoslovaquie, le puissant développement, sous la conduite du Parti, du mouvement révolutionnaire des chômeurs. Les succès du PCA et du Parti ouvrier bulgare aux élections municipales et régionales.

c) Le rôle dirigeant croissant des PC pour organiser la résistance à l'offensive du capital et la contre-offensive de la classe ouvrière, le développement de la direction indépendante des luttes économiques du prolétariat par le PC (en premier lieu en Allemagne).

d) L'application avec succès, par le PC, de la ligne générale du 5e Congrès de l'I.S.R. tendant à la création d'un mouvement syndical révolutionnaire indépendant en Allemagne.

e) Le progrès de l'influence des PC parmi les paysans (par exemple, le PC de Pologne). La croissance organique de certains PC (PC de Chine, PC de Tchécoslovaquie, PC d'Italie); le PC d'Allemagne a réalisé un sérieux progrès dans la conquête de la majorité de la classe ouvrière et son expérience acquiert une grande portée internationale.

f) La cristallisation d'un PC dans l'Inde comme parti entrant dans l'arène avec un programme révolutionnaire de combat et l'organisation d'un PC en Indochine.

Les faiblesses et les lacunes

§2. À côté de ces succès, Le 11e Plénum constate dans le travail de la majeure partie des Sections de l'IC certaines graves faiblesses et lacunes qui consistent surtout en ce que les PC retardent sur la radicalisation des masses, qu'ils ne démasquent pas suffisamment la social-démocratie; ces faiblesses et lacunes sont particulièrement dangereuses dans les conditions de l'étape actuelle, élevée, de la lutte de classes. Ces lacunes ont trouvé leur expression dans les faits suivants:

a) Le suivisme dans certains grands mouvements révolutionnaires: mouvements des chômeurs, grèves, mouvements paysans; la faiblesse du travail des PC dans les campagnes, en particulier parmi les ouvriers agricoles.

b) Une mobilisation tardive des masses sur la base de la défense des intérêts quotidiens des ouvriers, une liaison insuffisante de la lutte pour ces revendications avec la lutte pour la dictature du prolétariat (faible activité de la plupart des Sections de l'IC dabs la Journée internationale de lutte contre le chômage du 25 février).

c) Une passivité intolérable pour répondre à l'offensive du fascisme, comme cela eut lieu en Finlande lors du coup d'État de Lappo, ce qui fut reconnu et critiqué par le CC et par la Conférence du PC de Finlande.

d) Une passivité opportuniste en ce qui concerne l'action dans l'armée, la lutte contre la menace de guerre impérialiste et d'intervention militaire en URSS (en particulier l'utilisation insuffisante, par la plupart des PC, des procès du Parti industriel et des menchéviks pour renforcer cette lutte).

e) Un soutien absolument insuffisant par les PC des pays impérialistes du mouvement révolutionnaire d'affranchissement des colonies et semi-colonies, une faible participation des PC des nations dominantes aux mouvements révolutionnaire d'émancipation des peuples opprimés des pays d'Europe.

f) Une sous-estimation opportuniste ou sectaire et un mépris pour le travail, excessivement important, à l'intérieur des syndicats réformistes; une action insuffisante dans les usines, en particulier les grandes usines décisives et dans les

principales industries; la faiblesse de la vie politique des Cellules.

g) Le travail d'organisation est en général faible; la consolidation organique de l'influence politique du Parti reste faible, il y a une intolérable passivité dans la lutte contre la fluctuation des effectifs.

Partout où les communistes ne déploient pas une activité suffisante dans la lutte contre le danger de droite en leur sein, où ils appliquent mécaniquement la tactique juste «classe contre classe» sans tenir compte du niveau du mouvement communiste, sans adapter cette tactique aux conditions spéciales du pays même, où ils identifient le fascisme et le social-fascisme, les chefs social-fascistes et la masse ouvrière social-démocrate, les communistes affaiblissent leur direction indépendante de la lutte de classe et le caractère offensif de leur lutte contre la social-démocratie, permettant ainsi à cette dernière de manœuvrer en simulant la lutte contre le fascisme (Autriche, Pologne) et de tromper les masses qui la suivent.

La principale tâche

3. Tout en approuvant entièrement la ligne générale et l'activité du Présidium du CEIC pour remédier aux faiblesses et lacunes signalées dans le travail des Sections de l'IC, le 11e Plénum estime nécessaire de concentrer l'attention des PC sur les tâches immédiates essentielles que voici, qui découlent de la nouvelle conjoncture de la lutte de classe révolutionnaire.

La principale tâche qui incombe maintenant à tous les PC est la conquête de la majorité de la classe ouvrière, condition indispensable pour vaincre la bourgeoisie et pour préparer la

classe ouvrière aux batailles décisives pour la dictature du prolétariat. La réalisation de cette principale tâche est intimement liée au renforcement du mouvement syndical révolutionnaire indépendant, à la transformation, au cours des mouvements de masse du prolétariat, de l'opposition syndicale révolutionnaire et des syndicats révolutionnaires indépendants en organisations de masse, capables de préparer réellement et de diriger les batailles économiques du prolétariat et de devenir le principal moyen d'action des PC au sein des grandes masses ouvrières.

L'inégalité du développement de la crise et de l'essor révolutionnaire exige de chaque PC, dans la préparation des mouvements de masse, l'application concrète à la base de formes de front unique qui donneraient la possibilité d'entraîner à la lutte la grande masse des ouvriers et des ouvrières, des chômeurs, de la jeunesse ouvrière, des employés et des autres couches semi-prolétariennes. Cela exige l'analyse attentive de la situation générale, l'évaluation précise de la situation et du rapport des forces dans les diverses branches d'industrie et dans chaque entreprise, l'étude de toutes les particularités de la situation des diverses couches de la classe ouvrière, l'application de méthodes de lutte concrètes et appropriées: grèves économiques, grèves de protestation de courte durée, manifestations révolutionnaires, grèves politiques de masse, etc. Cela exige une lutte énergique contre le danger de droite, contre toutes les manifestations opportunistes, contre le suivisme, la passivité, le sectarisme.

Les directions de la lutte

À l'étape actuelle, les PC doivent donner les directions essentielles suivantes à la lutte pour la majorité de la classe

ouvrière, condition de la conquête de la dictature du prolétariat.

1. La lutte contre l'offensive du capital et l'organisation d'une large contre-offensive du prolétariat, contre la baisse des salaires, pour leur augmentation, contre les renvois en masse, contre le système de la journée de travail partielle, pour la journée de sept heures, avec salaire intégral, pour les assurances sociales aux frais des patrons et des capitalistes, pour l'assistance immédiate aux chômeurs.

2. La lutte contre la dictature bourgeoise sous toutes ses formes, contre la terreur patronale et policière, pour la liberté des organisations ouvrières révolutionnaires, pour la liberté de presse, de réunion et de parole, pour la dissolution immédiate des organisations fascistes, pour leur désarmement et l'armement des ouvriers, pour leur défense contre les fascistes, contre la terreur impérialiste dans les colonies; la propagande, la préparation, l'organisation et la réalisation de grèves politiques de masses comme moyens de lutte de la classe ouvrière, contre la réaction politique de la dictature bourgeoise Sous toutes ses formes; l'organisation de l'autodéfense des masses sur la base des usines.

3. La lutte contre la guerre impérialiste et l'intervention militaire contre l'U.R.SS.: démasquer la préparation de l'intervention militaire par les gouvernements impérialistes, lutter contre l'intervention dans les régions soviétiques de la Chine, prendre à temps des mesures d'organisation pour le cas où les PC devraient passer à un état de complète illégalité, renforcer l'action antimilitariste, renforcer l'action parmi la jeunesse ouvrière, prendre à temps des mesures

d'organisation pour le cas ou les PC devraient passer à un état de complète illégalité. Ils doivent renforcer le travail antimilitariste, conquérir la majorité des masses paysannes travailleuses et renforcer le rôle dirigeant du prolétariat dans les campagnes; les PC doivent de toute leur force soutenir, diriger et organiser la lutte des paysans travailleurs contre le fardeau des impôts, des redevances, des fermages et des dettes, eh liant ce mouvement avec la lutte contre les propriétaires fonciers, pour la confiscation des terres sans indemnité, contre la domination de la bourgeoisie, pour le pouvoir soviétique.

Le 11e Plénum, constatant le travail insuffisant des partis' communistes dans la lutte contre la menace imminente d'intervention militaire, fait un devoir à toutes les Sections de l'Internationale communiste de mener la lutte la plus active pour la défense de l'Union Soviétique, contre la guerre impérialiste, pour la paix, en démasquant inlassablement les basses manœuvres pacifistes de la 2e Internationale, l'Internationale social-fasciste, organisatrice et instigatrice des plus active de la guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS

En préparant et en déployant toutes les formes de l'action révolutionnaire, il faut obligatoirement mener contre les chefs social-démocrates et réformistes une lutte des Plus acharnée, une lutte suivie et en tous sens. Il faut en même temps, à l'aide de la tactique du front unique à la base, mener l'action la plus opiniâtre pour conquérir les ouvriers social-démocrates et les adhérents des syndicats réformistes. En démasquant les manœuvres de la social-démocratie, en comparant ses phrases de « gauche » et ses actes de trahison, les Sections de l'IC doivent, sur la base d'une plateforme

concrète de revendications immédiates, révéler par des méthodes compréhensibles aux masses, chaque cas de trahison de la social-démocratie en organisant la lutte commune avec les ouvriers social-démocrates contre l'offensive du capital, contre la guerre impérialiste et contre la réaction fasciste.

Ce n'est qu'en accomplissant un travail quotidien persévérant et systématique, ce n'est qu'en menant effectivement la lutte pour les intérêts immédiats des masses, en profitant même des moindres manifestations de protestation des masses ouvrières contre l'exploitation et la réaction fasciste, que les PC sauront réaliser un large front unique à la base, briser la social-démocratie, créer des syndicats révolutionnaires de masse, qu'une opposition syndicale révolutionnaire pourra conquérir la majorité de la classe ouvrière et entraîner cette dernière aux batailles décisives pour la dictature du prolétariat.

Résolution sur l'aggravation du danger d'une guerre d'intervention contre l'US et les tâches des communistes

(Adoptée sur le rapport du camarade Cachin.)

1. - Préparation de la guerre d'intervention contre l'URSS

Le danger de l'intervention armée contre l'URSS est devenu une menace directe pour tout le prolétariat mondial. Les rapports entre le système capitaliste et le système socialiste sont entrés dans une nouvelle Phase historique. Dans la période de l'aggravation extrême de la crise générale du capitalisme, le prolétariat de l'Union Soviétique, appuyé sur les paysans des exploitations collectivisées, sur les paysans pauvres, en alliance avec les paysans moyens et avec l'aide du prolétariat révolutionnaire du monde capitaliste, achève la construction des fondements économiques du socialisme sur un sixième du globe. La politique léniniste du PC de l'URSS et de son CC, l'enthousiasme de toute la classe ouvrière et des larges masses de paysans travailleurs dans la construction du socialisme ont définitivement anéanti tous les espoirs du monde capitaliste et les «prévisions» des trotskistes sur la dégénérescence de l'économie soviétique en économie capitaliste.

Dans ces conditions, l'impérialisme international pose de nouveau la question de la solution par la guerre du différend historique entre le capitalisme et le socialisme. Les succès du Plan quinquennal de la construction socialiste dans les villes et les campagnes, opposés par les masses ouvrières à la crise croissante et à la désagrégation du capitalisme sont déjà

devenus un danger pour le capitalisme, par le fait même de leur existence; d'une part, l'élévation du niveau de vie des travailleurs de l'Union Soviétique, d'autre part, les souffrances inouïes, le chômage en masse, la misère, l'oppression fasciste, qui, par suite de la crise économique mondiale du capitalisme, a atteint une mesure inouïe, montrent clairement la différence entre les deux systèmes mondiaux: le socialisme et le capitalisme. Les efforts du capitalisme pour résoudre la crise aux frais du prolétariat et des paysans travailleurs du monde entier conduisent à une offensive générale du capital sur tous les fronts contre 'les masses travailleuses des pays capitalistes et, simultanément, à une préparation effrénée de la guerre contre l'URSS.

La crise économique mondiale qui se développe, à la suite de la lutte des puissances impérialistes pour les 'débouchés, aggrave toutes les contradictions impérialistes et leur donne une acuité particulière. Le danger de conflits militaires entre les puissances impérialistes grandit. Mais la croissance des contradictions entre les intérêts des impérialistes, loin d'atténuer le danger de guerre antisoviétique, ne fait au contraire que l'accentuer.

Dans la lutte entre les deux systèmes mondiaux antagonistes: le capitalisme et le socialisme, la 2e Internationale et l'Internationale d'Amsterdam se placent résolument du côté de l'impérialisme dans la préparation de l'intervention armée.

La bourgeoisie française, principale organisatrice de la guerre antisoviétique, a déjà noué une série d'alliances politiques et militaires pour encercler l'Union Soviétique (Pologne, Roumanie, Finlande, Etats de la Petite Entente).

Le même objectif d'encerclement de l'URSS est poursuivi par les plans de l'Union européenne, de même que par les plans d'une coalition des pays dits agraires du sud-est de l'Europe, etc. (Roumanie, Hongrie, Yougoslavie, Bulgarie, etc.). La révision et l'amendement des statuts et des pouvoirs de la SdN ont également pour but de créer les prémices à l'organisation ouverte d'une croisade contre l'Union Soviétique.

Le développement fiévreux des armements, le renouvellement et l'élargissement des alliances militaires, l'élaboration des plans généraux de mobilisation communs sous la direction de l'état-major français ont déjà mis les Etats limitrophes occidentaux de l'Union Soviétique en état de faire la guerre. Une nouvelle industrie de guerre fut créée dans ces pays, au cours des cinq dernières années, sous l'hégémonie de l'industrie de guerre française et anglaise. Les pays de la « deuxième ligne » (Tchécoslovaquie, Suède) sont devenus de véritables arsenaux pour la guerre antisoviétique.

A une allure impétueuse, suivant le plan d'intervention antisoviétique, sont construites des lignes de chemins de fer stratégiques (Pologne, Roumanie, Yougoslavie), des ports de guerre, de nouvelles lignes de fortifications, des ponts stratégiques. En plus de l'accroissement fiévreux des effectifs et des armements des armées permanentes, on crée un' large système de préparation de la population en dehors de l'armée par diverses organisations fascistes, sportives, etc... L'état-major français et ses généraux ambulants préparent des plans pour les opérations combinées des armées des pays limitrophes, sous un commandement unique. Les restes des armées contre-révolutionnaires de gardes blancs de

Koltchak, Denikine, Wrangel, continuellement financés par l'impérialisme français, sont tenus prêts pour la guerre, pour être employés, -ainsi que l'a démontré le conflit du chemin de fer de l'Est chinois, comme partie composante de l'armée interventionniste contre l'Union Soviétique. Les coups d'Etat du type fasciste, en Pologne, en Yougoslavie, en Roumanie, en Finlande, qui, directement ou indirectement, doivent être attribués à l'influence de l'impérialisme français et anglais, sont en rapport étroit avec les préparatifs de guerre contre l'Union Soviétique.

Le procès de Moscou contre le Parti industriel, cette agence de l'impérialisme français pour le sabotage et l'espionnage, a mis en pleine lumière un tableau concret de ces préparatifs directs de guerre contre l'URSS. Auprès de l'état-major français, a été créée une commission internationale avec la participation des représentants des états-majors anglais et polonais. La direction du travail de sabotage et d'espionnage était aux mains des agents de l'état-major français. On avait déjà fixé le début des opérations militaires à 1930 ou, au plus tard, à 1931.

Les plans d'intervention militaire contre l'URSS ont été activement appuyés par le groupe impérialiste de Hoover, influent aux Etats-Unis.

Le groupe Hoover a créé une organisation spéciale sous l'enseigne du Comité d'aide aux fermiers, dirigé par Legge, ancien chef du ravitaillement des armées alliées pendant la guerre impérialiste. Ce Comité a acheté des stocks d'une valeur d'un demi-milliard de dollars pour les besoins des intendances des armées interventionnistes. Ces achats ont été faits avec une très grande hâte pour le terme fixé par l'impérialisme français pour le déclenchement de

l'intervention militaire contre l'URSS et étaient tenus prêts dans les ports de l'Atlantique.

Dans le plan des préparatifs de guerre et comme prélude direct à l'intervention armée, la guerre économique fut organisée contre l'URSS Une campagne de calomnies succède régulièrement à l'autre: la campagne sur le prétendu « enlèvement du général Koutiépov la campagne sur les prétendues « persécutions religieuses » en URSS ont été suivies de la campagne contre le prétendu « dumping » russe et, peu après, de la plus infâme et la plus stupide de toutes les campagnes, celle des exploiteurs d'esclaves salariés du capital contre le travail socialiste libre sous prétexte de la lutte contre le prétendu « travail .forcé en Union Soviétique. Ces campagnes infâmes suivies des mesures concrètes de la guerre économique contre l'Union Soviétique en Europe ainsi qu'aux Etats-Unis visent clairement et ouvertement à faire échouer le plan quinquennal de construction socialiste de l'URSS Déjà, l'on a déclaré la guerre ouverte aux exportations soviétiques au moyen de lois d'exception, sur la base de l'interdiction des importations et d'un système de licences pour les importations en France; en Belgique, au moyen du décret « contre le dumping et aux Etats-Unis et au Canada, au moyen du décret contre les produits du « travail forcé » en Union Soviétique. Les groupes capitalistes dirigeants des pays impérialistes décisifs (en premier lieu la France et l'Angleterre) lancent ouvertement le mot d'ordre de l'organisation internationale de cette guerre économique, le mot d'ordre de la rupture des relations avec l'Union Soviétique.

2.- Le rôle de la social-démocratie dans la préparation de l'intervention militaire contre l'URSS

La Ile Internationale et les partis social-démocrates participent directement, en y jouant le rôle dirigeant, à cette activité criminelle d'organisation du blocus économique et de préparation d'une guerre d'intervention contre l'Union Soviétique et en portent la Pleine responsabilité. Les partis « socialistes » et social-démocrates, qui ont déjà pris part aux précédentes interventions armées contre l'Union Soviétique, se sont définitivement transformés en principaux instruments de la bourgeoisie impérialiste, dans la préparation idéo logique et politique du blocus et de la guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS Pour tromper les masses des travailleurs des pays capitalistes, ils répandent les légendes les plus absurdes et les calomnies les plus infâmes sur le « krach » de l'Union Soviétique, légendes et calomnies qu'ils fabriquent parfois eux-mêmes ou qu'ils empruntent à l'arsenal de la . bourgeoisie. Pour avilir les conquêtes formidables de l'œuvre grandiose d'édification entre prise par les ouvriers et les paysans travailleurs de l'Union Soviétique et la marche victorieuse du socialisme dans les villes et les campagnes, les social-démocrates ont inventé la fable de l' « impérialisme rouge »; en vantant le pacifisme de la Société des natio-hs, ils suggèrent aux ouvriers social-démocrates que « la guerre menace du côté de l'Orient De temps à autre, ils visitent les Etats limitrophes de l'URSS pour y stimuler la haine contre l'Etat prolétarien (Vandervelde, Boncour, Abramovitch, Dan, etc.).

Les partis du social-fascisme prennent ouvertement et directement part à la politique d'armements pour la guerre, à la politique de blocus et d'intervention. Le plus fort parti de

la 2e Internationale, le Parti social-démocrate allemand (complice des militaires allemands dans la paix spoliatrice de Brest, dans l'occupation et la spoliation de l'Ukraine), dont les représentants ont déjà participé, en 1919, à la direction des troupes de Bermont et de Holz dans leurs attaques contre l'Union Soviétique, est le plus actif parmi tous les partis d'Allemagne qui organisent le front antisoviétique. Les social-démocrates allemands Breitscheid et Severing sont les initiateurs et les défenseurs les plus actifs de la politique du bloc entre l'Allemagne impérialiste et les organisateurs du front antisoviétique impérialiste international, la France réactionnaire militariste des Poincaré, Tardieu et Briand; Breitscheid, Wels et Hilferdihg ont donné aux menchéviks russes, saboteurs et interventionnistes, des instructions dans leur travail de préparation de l'intervention armée.

Les social-démocrates français sont les défenseurs de la politique antisoviétique la plus agressive de l'impérialisme français. Boncour, l'auteur de la loi sur la militarisation de toute la population française, et Renaudel, le rapporteur du budget de l'Air au Parlement français, sont les porte-parole de l'impérialisme et du militarisme français, Les socialistes français, dirigés par Léon Blum et Albert Thomas, exécutent systématiquement, pour le gouvernement français, le travail préliminaire de préparation des Etats vassaux de ce gouvernement sur les frontières de l'URSS, pour une guerre contre les Soviets, saluent tous les jours de leurs hymnes de louanges l'incendiaire « pacifiste » de la guerre antisoviétique, M. Briand.

Les leaders du Parti socialiste polonais, en 1918-19, avaient repoussé la proposition du gouvernement soviétique de conclure la paix avec la Russie des Soviets et pris une part

active aux expéditions de Pilsudski sur Vilna et Kiev. Pendant la guerre contre l'URSS, en 1920, alors qu'ils occupaient une position dirigeante dans le gouvernement, ils ont soutenu les bandes des égorgeurs sanglants Petlioura et Balakhovitch. Le P.S.P. reste le solide appui du militarisme de Pilsudski, dirigé contre l'URSS

Il vote le budget de guerre, il enrôle les ouvriers dans les organisations fascistes semi-militaires, il approuve toutes les provocations antisoviétiques du fascisme polonais et prend une part active à toutes les campagnes antisoviétiques.

Le gouvernement du Labour Party anglais qui fut obligé, sous la pression des masses ouvrières, de renoncer à saboter la reprise des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique, applique aujourd'hui avec opiniâtreté la politique de l'impérialisme anglais, en entretenant des rapports étroits avec le gouvernement français dans l'organisation de l'encerclement de l'Union Soviétique.

En Australie, le gouvernement ouvrier de la Nouvelle-Galles du Sud, en la personne de son premier ministre Lang, un « gauchiste prend part à l'agitation en faveur de la guerre économique contre l'URSS.

Les leaders de la Fédération américaine du travail surpassent la bourgeoisie dans leur campagne antisoviétique et, de concert avec Fish et consorts, ils lancent ouvertement l'appel au blocus économique de l'URSS. Le Parti socialiste des Etats-Unis soutient activement la propagande antisoviétique de la Fédération américaine du travail et de Fish et consorts.

La social-démocratie tchécoslovaque est, de tous les partis de Tchécoslovaquie, celui qui encourage le plus ardemment

l'alliance militaire avec l'impérialisme français. Elle est la troupe d'avant-garde de la politique qui a transformé la Tchécoslovaquie en arsenal et en dépôt de munitions de la Pologne et de la Roumanie contre l'URSS.

Les social-démocrates belges, les défenseurs de la politique d'alliance avec la France, réclament ouvertement au Parlement la lutte contre l'importation soviétique.

La social-démocratie autrichienne fait des déclarations hypocrites soi-disant dirigées contre l'intervention militaire. En réalité, elle prend une part active à toutes les campagnes calomnieuses antisoviétiques de la bourgeoisie et de la 2e Internationale ayant pour but la préparation de l'intervention militaire de l'impérialisme international contre le pays de la dictature du prolétariat.

Les social-démocrates de Lettonie et de Finlande ont réclamé publiquement que leurs membres soient admis dans les troupes fascistes de réserve des armées régulières antisoviétiques. Les social-démocrates de Roumanie sont les alliés intimes du gouvernement national-tsaraniste qui prépare la guerre antisoviétique sous le commandement de la France. La social-démocratie de Hongrie exige un tournant de la politique extérieure de Hongrie vers l'alliance avec l'impérialisme français, de même que la social-démocratie de Bulgarie. Le gouvernement social-démocrate du Danemark a livré ses détroits à la flotte de guerre française pour pénétrer dans la mer Baltique. Le Parti social-démocrate suédois est le porte-parole des fournisseurs de guerre dans la préparation des mensonges sur les « intentions agressives de l'URSS » à l'égard de la Scandinavie, dans le but de couvrir l'approvisionnement en armes des Etats limitrophes.

Le procès des menchéviks russes qui, selon la déclaration de Vandervelde, travaillent « en contact étroit » avec la 2e Internationale et dont l'activité est « suivie avec soin » par la 2e Internationale, a démontré que celle-ci, de concert avec l'état-major français, avec les organisations d'émigrés blancs à Paris (Torgprom) a organisé une agence de sabotage des menchéviks pour préparer l'intervention armée. L'organisation des menchéviks russes dans l'émigration, la soi-disant «délégation étrangère des menchéviks est directement soutenue par la IIe Internationale comme une agence de sabotage et de préparation de la, crise économique en URSS et de l'intervention armée contre elle. L'organisation des menchéviks en URSS était étroitement liée à l'organisation bourgeoise de sabotage et d'espionnage, le soi-disant Parti industriel, et, par son intermédiaire, avec l'état-major français. Ce procès a démontré très clairement que les déclarations verbales de la 2e Internationale contre l'intervention militaire antisoviétique ne sont rien d'autre qu'un masque pour tromper les ouvriers et couvrir la véritable attitude interventionniste de la 2e Internationale, car comme l'ont déclaré les menchéviks Gromann et Soukhanov, « il est impossible de préparer la guerre contre l'URSS sans cacher cette préparation aux yeux des masses prolétariennes

3. - Les tâches des communistes dans la lutte contre la préparation de la guerre d'intervention

Si, malgré les préparatifs fiévreux de l'impérialisme international et des partis social-démocrates de la 2e Internationale, la guerre contre l'URSS n'a pas encore éclaté, il faut l'attribuer aux contradictions qui existent entre les groupes des puissances impérialistes, mais surtout à la

volonté toujours plus grande des masses des pays capitalistes et coloniaux de soutenir la dictature prolétarienne en URSS et à la politique logique et résolue de paix, de l'URSS

Malgré les campagnes de calomnies des partis bourgeois et social-démocrates contre la politique du PCUS, les conquêtes considérables obtenues par les masses ouvrières et paysannes des républiques soviétiques attirent de plus en plus les sympathies des masses travailleuses des pays impérialistes et des pays coloniaux vers l'URSS. Il est incontestable que le nombre des ouvriers et des paysans prêts à défendre activement et d'une manière révolutionnaire l'URSS comme leur seule patrie, augmente sans cesse et s'étend déjà bien au-delà de la sphère d'influence politique des PC. Il est également clair que le travail de l'IC contre le danger des guerres impérialistes et pour la défense de la première dictature prolétarienne du monde est devenu l'un des facteurs principaux du maintien de la paix entre les peuples, facteur qui a réussi à retarder le carnage d'une guerre impérialiste.

Néanmoins, il faut constater que l'intensité de *la lutte* contre le danger de guerre, en particulier contre le danger d'une guerre d'intervention, *est restée bien en retard sur le rythme* de la préparation d'une guerre impérialiste contre l'URSS. L'agitation contre le danger de guerre ne se fait pas d'une manière continue, mais, dans de nombreux cas, seulement de campagne à campagne. Le fait que les préparatifs concrets de guerre dans les commissions extérieures au Parlement, dans les armées impérialistes et dans les entreprises d'industrie de guerre ne sont pas suffisamment démasqués devant les masses, constitue la faiblesse principale du travail de l'IC dans la lutte contre le

danger de guerre d'intervention. Les PC ne savent pas encore expliquer d'une manière claire et évidente aux larges masses, le rapport entre les préparatifs des impérialistes pour la guerre et le renforcement de l'exploitation et de l'oppression des masses travailleuses. Ils ne savent pas encore démasquer systématiquement et à l'appui d'exemples concrets la social-démocratie comme base de la bourgeoisie impérialiste dans la préparation de la guerre contre-révolutionnaire contre l'URSS.

Le 11e Plénum du CEIC souligne expressément qu'il dépend de l'activité des PC des pays capitalistes dans leur lutte contre le danger de guerre, *de l'activité de chaque communiste* que les sympathies pour l'US des larges masses d'ouvriers, de paysans travailleurs des nations opprimées des pays capitalistes se transforment en une lutte révolutionnaire active contre les dangers de guerre et le danger d'une intervention armée contre l'URSS, ou que les capitalistes réussissent à entraîner de nouveau les travailleurs dans une guerre fratricide.

Il est du devoir de chaque PC, de chaque communiste *de démasquer la social-démocratie comme agence de la bourgeoisie impérialiste dans les Préparatifs de l'intervention armée contre le prolétariat de l'US, de démasquer son pacifisme mensonger comme faisant intégralement partie des préparatifs de guerre et de détacher les masses ouvrières de la social-démocratie*.

Il est du devoir de chaque communiste *de montrer que les mots d'ordre des pacifistes bourgeois et des social-pacifistes sur la «lutte pour le désarmement», sur le «rapprochement des peuples», sur «le rapprochement» des peuples ex-ennemis* ne sont pas des mots d'ordre de rapprochement des peuples et

de l'assurance de la paix, *mais la couverture de la création du front antisoviétique*.

Le 11e Plénum du CEIC attire l'attention de toutes les Sections de l'IC *sur la popularisation insuffisante des enseignements de Lénine concernant la guerre, en particulier des résolutions du 6e Congrès de l'IC concernant la méthode de lutte contre le danger de guerre* et de l'intervention armée. Il s'agit de populariser oralement et par écrit dans les larges masses populaires les mots d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, contre sa propre bourgeoisie. Le mot d'ordre de transformation de la guerre contre les travailleurs de l'Union Soviétique en guerre contre leur propre bourgeoisie doit devenir le mot d'ordre le plus populaire des millions d'ouvriers des pays capitalistes.

Le 11e Plénum du CEIC souligne la nécessité absolue de renforcer le travail antimilitariste des PC et en particulier des J.C., comme partie intégrante de la lutte contre le danger de guerre et de menace d'intervention armée. Le 11e Plénum du CEIC rappelle à chaque communiste l'indication du Ile congrès de l'IC dictée par Lénine: «Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes. Là où la propagande ouverte est difficile, par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement; s'y refuser serait une *trahison* à l'égard du devoir révolutionnaire et *est incompatible* avec l'appartenance à la 3e Internationale.» (*Thèses sur les conditions d'admission dans l'IC*, adoptées au 2e Congrès de l'IC).

Le 11e Plénum du CEIC appelle tous les communistes, tous les prolétaires et les travailleurs du monde entier à la

lutte contre le danger de guerre, contre la menace de l'intervention militaire, à la défense du pays de la première dictature prolétarienne du monde, de la patrie des prolétaires de tous les pays.

Décision sur l'admission à l'IC des PC d'Indochine, d'Islande et de Chypre

Le 11e Plénum du CEIC décide:

Le PC d'Indochine, jusqu'à présent Section du PCF., est considéré comme Section indépendante de l'IC:

D'admettre dans l'IC le PC d'Islande, conformément à la décision du 1e Congrès du PC d'Islande (novembre-décembre 1930), sur son adhésion à l'IC.;

D'admettre dans l'IC le PC de Chypre, Conformément à la décision du CC du PC de Chypre sur l'adhésion à l'IC.

La présente décision doit être soumise à la sanction du 7e Congrès de l'IC.

Composition du Présidium du CEIC

Membres

1.Arnot. 2.Barbé. 3.Cachin. 4.Chuan-Pin. 5.Ercoli. 6.Foster. 7.Garlandi. 8.Gottwald. 9.Guttmann. 10.Katayama. 11.Kolarov. 12.Bela Kun. 13.Kuusinen. 14.Lenski. 15.Losovski. 16.Manouilski. 17.Piatnitski. 18.Pieck. 19.Pollitt. 20.Proukhniak. 21.Randolph. 22.Remmele. 23.Sillen. 24.Smeral. 25.Staline. 26.Sou. 27.Thaelmann. 28.Thorez. 29.Tchémodanov. 30.Zetkin.

Suppléants

1.Bochkovitch. 2.Bratkowski. 3.Browder. 4.Celor. 5.Florin. 6.Furini. 7.Fourouboth. 8.Goussiev. 9.Knorin. 10.Koplenig. 11.Muller. 12.Neumann.

Composition du Secrétariat Politique

Membres

1.Chan-Pin. 2.Ercoli. 3.Guttman. 4.Knorin. 5.Kuusinen. 6.Lenski. 7.Manouilski. 8.Piatnitski. 9.Pieck. 10. Pollitt. 11.Randolph. 12.Thaelmann. 13.Torez.

Candidats

1.Arnot. 2.Bratkowski. 3.Celor. 5.Losovski. 6.Tchémodanov.

Présidium du CEIC: Thèses sur le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine (février 1930)

Source : *La Correspondance Internationale,* no.10 et 11, 10e année, 1 et 5 février 1930, p.100-103 et p.112-115.

Le présent projet de thèses, préparé par la Commission latino-américaine du 6e Congrès de l'IC, fut accepté comme base par le Présidium du CEIC. Sa publication avait pour but d'ouvrir une discussion, spécialement parmi les camarades et les Partis de l'Amérique latine, sur les problèmes essentiels du mouvement révolutionnaire dans leurs pays. Le projet ne fut donc publié qu'en espagnol.

Le moment étant venu de remanier ces thèses, de les corriger sur les points où l'étude plus approfondie des problèmes a démontré qu'elles contiennent des erreurs, des imprécisions, de les compléter et de les développer dans les parties sur lesquelles la Commission du 6e Congrès et le Présidium avaient gardé une certaine prudence, il est nécessaire d'élargir le nombre de camarades qui participent à leur discussion en dehors de l'Amérique latine. C'est la raison de la publication du présent projet en langue française.

La participation des camarades — en particulier ceux de l'Amérique latine — à la discussion du projet, a été assez faible. Il est évident que beaucoup de problèmes qui au 6e Congrès n'étaient pas encore clairs ont été éclaircis par l'expérience des luttes des derniers dix-huit mois. Sur la base de cette expérience, il faut en fin rédiger définitivement le premier document de l'IC sur les perspectives de la révolution en Amérique latine et sur les tâches de nos Partis et du prolétariat révolutionnaire.

Le Secrétariat du CEIC pour l'Amérique latine.

Introduction

§1. Le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine, bien qu'il se développe dans chacun des pays sous des formes spécifiques déterminées par leurs conditions historiques, politiques et économiques diverses, offre cependant un ensemble de caractères généraux communs qui permettent d'en faire une analyse d'ensemble, de fixer les perspectives générales de son développement et d'établir les grandes lignes de la tactique et les tâches essentielles des communistes à son égard.

La tâche du CEIC sera de concrétiser ces directives générales et de les adapter à la situation particulière de chaque pays.

Caractères politiques et économiques des républiques sud-américaines

§2. À l'exception de quelques îles des Antilles, des trois Guyanes et du Honduras britannique qui sont demeurés des colonies des diverses puissances impérialistes européennes, les pays de l'Amérique latine offrent le caractère commun d'être d'anciennes colonies espagnoles ou portugaises qui se sont affranchies au cours du siècle dernier dans des guerres de libération nationale et qui sont devenus des États formellement indépendants. Leur libération de l'Espagne ou du Portugal s'est produit avant la période de l'impérialisme, mais elle n'a pas déterminé le développement capitaliste propre et indépendant de ces pays. L'impérialisme britannique a rapidement fait de l'Amérique latine une

importante sphère d'exploitation et d'investissement de ses capitaux. À la veille de guerre impérialiste, il y avait investi, dans les grandes propriétés foncières, les transports, les mines, les emprunts publics, etc., un milliard environ de livres sterling et jouissait d'une hégémonie incontestée laissant très loin derrière lui les États-Unis impérialistes qui s'efforçaient de pénétrer en Amérique latine.

Après la guerre impérialiste la pénétration du capital yankee en Amérique latine devient extrêmement active.

Dans la période d'après-guerre il a quadruplé le montant de ces investissements (300% de plus en 1927 qu'en 1913) tandis que l'impérialisme britannique augmentait les siens dans la production de 15 à 20% seulement, pendant la même période. Il est donc évident que si la somme des capitaux de l'impérialisme britannique investis en Amérique latine est légèrement supérieure à celle de l'impérialisme yankee, cela ne suffit pas pour établir la force respective des deux impérialismes dans l'Amérique latine et la tendance générale de leur développement. Entre eux s'ouvre une lutte acharnée dans laquelle très rapidement l'impérialisme yankee conquiert l'hégémonie. Il a déjà une position dominante en Amérique centrale et dans la partie Nord de l'Amérique du Sud (Venezuela, Colombie, Équateur, Bolivie, Pérou). Chaque année ses positions se fortifient aux dépens de la Grande-Bretagne dans la partie sud du continent (Argentine, Brésil, Uruguay), où l'impérialisme britannique possède encore une position dominante.

La moyenne annuelle des investissements de capitaux yankees depuis la fin de la guerre impérialiste est de cinq fois supérieure environ à celle des investissements britanniques.

La tendance du développement est donc nettement orientée vers l'impérialisme yankee en Amérique latine. Cette tendance, déjà évidente quand on n'envisage que le développement des investissements de capitaux, est confirmée par d'autres faits : le commerce extérieur et les échanges commerciaux des pays de l'Amérique latine s'orientent de plus en plus vers les États-Unis, 66% des produits fabriqués, importés par l'Amérique latine proviennent des États-Unis. Le rôle de la Bourse de New-York dans la fixation des prix de produits latino-américains est déterminant, la pénétration du capital yankee se poursuit dans les entreprises qui jusqu'ici étaient entièrement aux mains du capital britannique (cuivre du Pérou, nitrate du Chili, transports, etc.)

Le capital américain investit les capitaux principalement dans les mines (pétrole, cuivre, nitrate, etc.), les industries liées à la préparation des matières premières du sol et du sous-sol (sucre, tabac, viande, caoutchouc), dans les transports, les travaux publics et les emprunts publics.

Cette pénétration économique active est accompagnée d'une tutelle de plus en plus forte, nécessaire à l'impérialisme pour assurer la sécurité de capitaux et obtenir des privilèges pour ses entreprises et son commerce. Une série de pays de l'Amérique centrale, des Antilles et du Nord du continent américain, malgré leur indépendance formelle, sont déjà sous le contrôle des États-Unis (Cuba et les îles "libres" des Antilles, Saint-Domingue, Haïti, Panama et l'ensemble des petites républiques de l'Amérique centrale).

Les États-Unis ont garanti le service de la dette d'un nombre de ces États, ils sont intervenus pour les "aider" à assainir leurs finances et leurs monnaies et ont "obtenu" le

contrôle des douanes, des banques, des finances publiques sous la forme masquée d'experts financiers qui "conseillent" le gouvernement. Même dans les pays où les investissements des capitaux yankees sont relativement faibles (Equateur) les "experts" yankees, formellement nommés par le gouvernement équatorien pour "conseiller" le gouvernement, contrôlent les douanes, les banques, c'est-à-dire la vie économique et financière.

Grâce à ce contrôle, l'impérialisme yankee "obtient" des privilèges spéciaux son commerce et ses entreprises, tarifs douaniers réduits, suspension des lois sur la protection du travail et sur ta propriété du sous-sol (dernière capitulation du gouvernement Callès au Mexique) etc. Le contrôle s'exerce sur les élections présidentielles et sur la vie publique des républiques de l'Amérique centrale. Si l'impérialisme yankee rencontre quelque résistance, intervient militairement et démasque caractère véritable sa pénétration "pacifique" (Nicaragua).

Pour attacher de plus en plus les républiques de l'Amérique latine à l'impérialisme yankee, pour diriger leur politique et les tenir sous son influence direct, l'impérialisme yankee propage le "Panaméricanisme" sous ses diverses formes ; Conférences panaméricaines diverses, Union panaméricaine, groupant en des Conférences régulières tous les États du continent américain, sous la direction des États-Unis. Tous ces efforts se résument dans le système impérialiste dont la doctrine de Monroe est l'expression idéologique. La COPA (Confédération ouvrière panaméricaine) qui s'efforce de grouper le mouvement syndical panaméricain sous l'hégémonie de l'American

Federation of Labour n'est qu'une expression dans le mouvement ouvrier de ce panaméricanisme, véhicule de la domination impérialiste yankee. L'impérialisme yankee emploie tous les moyens de corruption et de contrainte pour coloniser l'Amérique latine ; il suscite les conflits entre États, les guerres civiles même pour intervenir comme "arbitre" ou "pacificateur", il soutient ici les gouvernements les plus réactionnaires (Machado à Cuba, Gomez au Venezuela), là, la petite-bourgeoisie libérale révolutionnaire (Brésil), ailleurs encore le fascisme (Ibanez au Chili), selon les intérêts de la lutte contre l'impérialisme britannique et de son exploitation des masses ouvrières et paysannes de l'Amérique latine.

Le contrôle de l'Amérique centrale et des Antilles est particulièrement important au point de vue stratégique et militaire et pour et l'avenir de impérialiste yankee sur tout le continent américain (Canal de Panama, projets de canaux au Nicaragua et en Colombie).

Le conflit d'intérêts entre l'impérialisme britannique et l'impérialisme des États-Unis qui devient l'axe fondamental des contradictions internationales du système capitaliste, trouve dans l'Amérique latine un de ses principaux foyers. L'Amérique latine a une importance de premier ordre comme une des sources de conflits et de nouvelles guerres impérialistes. Le conflit entre le Paraguay et la Bolivie n'est au fond qu'une épisode de la lutte des deux plus puissants impérialismes pour la conquête du pétrole sud-américain.

L'Amérique latine, est, dans son ensemble, un des champs de bataille les plus importants de l'impérialisme yankee et de l'impérialisme britannique. Très rapidement, le premier conquiert l'hégémonie et fait de l'Amérique latine un vaste

domaine colonial. Le caractère semi-colonial des pays de l'Amérique latine, malgré indépendance politique formelle plus ou moins grande, est par conséquent évident.

§3. Le caractère semi-colonial des pays de l'Amérique latine apparaît aussi dans leur structure économique et sociale.

La production agricole prédomine dans l'ensemble de l'Amérique latine. Partout domine le régime de la grande propriété foncière, des grandes plantations et des grands latifundia englobant dans certains pays jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'hectares.

Ces grandes propriétés ont été arrachées par la force aux Indigènes (Indiens) qui vivaient sous le régime du communisme primitif et qui ont été dépouillés de leurs meilleures terres par les blancs. Les grandes propriétés foncières sont maintenant aux mains du capital étranger ou de la classe des propriétaires fonciers nationaux, dans leur grande majorité descendants des conquérants espagnols et portugais. Mais bien que les conditions de travail y soient généralement demeurées semi-esclavagistes et quels que soient ses procédés de culture, primitifs ou rationalisés, la grande propriété foncière dans l'Amérique latine représente de moins en moins une forme de production précapitaliste féodale qui entrave l'intégration de la production agraire de l'Amérique latine dans le système capitaliste-impérialiste mondial de production. Au contraire, la grande propriété foncière, quel que soit son mode de production, s'incorpore de plus en plus au système d'exploitation capitaliste impérialiste et forme une des bases de l'exploitation des masses ouvrières et paysannes et du pillage de l'Amérique

latine par les divers impérialismes et en premier lieu par l'impérialisme yankee. La lutte contre le régime de la grande propriété foncière et celle contre l'impérialisme sont ainsi étroitement liées.

La grande masse des indigènes a été en partie refoulée vers l'intérieur, où ils vivent encore sous le régime communisme primitif, en partie obligés de travailler comme ouvriers agricoles et paysans sans terre dans les grandes propriétés foncières, ou comme prolétaires dans les mines et les entreprises industrielles.

La main d'œuvre exploitée par les grands propriétaires fonciers est formée aussi dans les Antilles et le Nord du continent sud-américain par la masse des Nègres descendants des esclaves travaillant dans les plantations et formellement affranchis au cours du siècle dernier ; dans certains pays d'émigration elle est formée aussi par la masse des ouvriers agricoles ou des colons émigrés.

Quel que soit le mode de production agricole des grandes propriétés foncières, ouvriers agricoles, paysans sans terre, métayers, colons, le travailleur agricole est dans une dépendance absolue des grands propriétaires terriens et des compagnies étrangères, pour l'irrigation et le travail du sol, l'amélioration des cultures et l'écoulement de ses produits. La masse des ouvriers agricoles et des paysans sans terre vit dans des conditions plus semblables à l'esclavage qu'au salariat moderne. L'abolition de l'esclavage a modifié les rapports juridiques entre les travailleurs et leurs employeurs, elle n'a pas amélioré, elle a souvent empiré leurs conditions de travail.

L'industrie généralement peu développée est concentrée sur tout dans la des produits du sol et de l'élevage (sucre, tabac, frigorifiques, peaux, etc.), dans l'extraction des richesses du sous-sol (pétrole, mines, etc.) dans quelques industries légères pour la satisfaction des besoins immédiats du marché intérieur (textile, cordonnerie) et dans les transports.

À l'exception du Brésil, l'Argentine et du Chili, où existe une bourgeoisie nationale industrielle numériquement faible qui se différencie de la classe des gros propriétaires fonciers, dans l'ensemble de l'Amérique latine, la bourgeoisie industrielle comme classe distincte est presque inexistante, et les entreprises industrielles y sont presque exclusivement aux mains du capital étranger ou des gros propriétaires fonciers nationaux. Dans l'ensemble il n'y a pas, ou il n'y a seulement qu'une très faible différenciation de classes entre la bourgeoisie industrielle, bancaire et commerciale et la classe des gros propriétaires fonciers. Les gros propriétaires fonciers développent eux-mêmes une liaison étroite et constante avec le capital étranger, l'industrie travaillant à la préparation de leurs produits, le commerce d'exportation. Mais le plus souvent c'est le capital étranger qui, directement, crée et exploite les industries, développe les transports, les banques et les grandes entreprises commerciales. Le capital usurier, comme dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, renforce dans un grand nombre de pays d'Amérique latine l'exploitation des masses travailleuses, en premier lieu des paysans, des colons, des émigrés.

L'Amérique latine présente donc, dans son ensemble, toute une série de systèmes électroniques superposés qui vont de la «trata de los Indios» et de la corvée à l'entreprise américaine moderne rationalisée, systèmes qui se pénètrent, se combinent, se combattent et qui sont en continuelle évolution, mais qui sont tous utilisés par l'impérialisme pour piller les richesses naturelles et exploiter la masse ouvrière et paysanne.

La classe dominante dans presque tous les pays de l'Amérique latine, quelle que soit la forme du pouvoir politique, *est donc la classe des gros propriétaires fonciers au service et en étroite liaison avec l'impérialisme britannique ou nord-américain*.

Dans les quelques pays où c'est développée une bourgeoise nationale industrielle indépendante de la classe des gros propriétaires fonciers (Chili, Argentine, Brésil), cette classe n'est nullement indépendante de l'impérialisme. Sa lutte contre la classe des gros propriétaires fonciers est toujours l'expression de la lutte de l'impérialisme yankee contre l'impérialisme britannique. Dans ces trois pays l'impérialisme britannique est lié à la classe des grands propriétaires fonciers. L'impérialisme yankee y a favorisé le développement de certaines branches industrielles et s'est lié économiquement et politiquement la bourgeoisie industrielle naissante. La dictature d'Ibanez au Chili, la récente victoire du parti Irigoyeniste en Argentine marquent dans ces deux pays l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie industrielle nationale et d'une partie de la petite-bourgeoisie agent de l'impérialisme yankee, contre l'influence britannique représentée par la classe des propriétaires fonciers. La bourgeoisie industrielle de San Paolo qui lutte contre le

gouvernement des gros propriétaires fonciers du Brésil est aussi l'agent dc l'impérialisme yankee contre l'impérialisme britannique. Dans les autres pays de l'Amérique latine, l'impérialisme yankee exerce sa tutelle politique par l'intermédiaire de la classe des gros propriétaires fonciers, ou même au Mexique et en Equateur, avec plus de difficultés, par l'intermédiaire de la petite-bourgeoisie "révolutionnaire" qui cédé à sa pression croissante.

L'exploitation des richesses naturelles de l'Amérique latine par les États-Unis *accélère son développement industriel et augmente par conséquent le nombre, la concentration, la conscience de classe et le rôle du prolétariat industriel*.

Le développement industriel des pays de l'Amérique latine, en modifiant leur structure économique et sociale, en développant des contradictions profondes nouvelles, en créant l'instabilité plus grande des rapports politiques et sociaux, n'en modifie pas le caractère semi-colonial.

Au contraire, le développement industriel est intimement lié à la colonisation de plus en plus grande de l'Amérique latine par l'impérialisme yankee. Même là où les entreprises industrielles ne sont pas des entreprises étrangères, la bourgeoisie nationale ne se développe que grâce à l'appui du capital étranger. Le développement industriel est du reste retreint à certaines branches liées à l'extraction ou à la préparation des matières premières pour l'exportation, l'impérialisme yankee réservant le marché latino-américain pour l'écoulement des produits de son industrie.

Ainsi tout le développement industriel de l'Amérique latine, est unilatéral, il est l'expression de sa colonisation plus grande, de sa transformation toujours plus rapide en un vaste domaine colonial et non de son développement capitaliste indépendant ou de sa décolonisation.

Ce fait essentiel démontre que la bourgeoisie nationale naissante dans certains pays ne se développe qu'en étroite dépendance du capital étranger et que pas plus que la classe des gros propriétaires fonciers, elle ne peut être un facteur révolutionnaire dans la lutte contre l'impérialisme.

Le développement industriel rapide de l'Amérique latine renforce, en même temps que sa dépendance envers l'impérialisme, la classe ouvrière industrielle qui devient le facteur révolutionnaire essentiel dans la lutte contre l'impérialisme et entraînera et guidera la masse des ouvriers agricoles et des paysans exploités dans cette lutte. La classe ouvrière par suite du développement industriel récent de l'Amérique latine n'a pas encore de fortes traditions d'organisation prolétarienne, ni une conscience de classe forgée au cours de grandes luttes de classes. La grande masse du prolétariat est encore formée d'ouvriers agricoles vivant dans des conditions semi-esclavagistes. Le prolétariat industriel n'a pas atteint un degré de différenciation sociale semblable à celui du prolétariat européen. Il vient de la campagne et conserve généralement de très fortes attaches avec elle. Cette origine paysanne de la grande masse des ouvriers industriels fait en partie sa force en facilitant et en fortifiant l'alliance étroite et la liaison nécessaire du prolétariat industriel avec la masse paysanne. Mais elle aussi une cause de sa faiblesse idéologique, de son manque d'organisation et de conscience de classe. Cette masse de

prolétaires affluant de la campagne vers les entreprises industrielles, n'a encore que confusément la conscience d'être une classe distincte. C'est pourquoi le mouvement ouvrier de l'Amérique latine est encore peu différencié. Des petits artisans, petits patrons, petits commerçants, intellectuels, dirigent souvent les organisations ouvrières. Dans les syndicats sont organisés indifféremment ouvriers et paysans. Le mouvement ouvrier a donc subi très fortement l'influence des milieux petits-bourgeois, soit en végétant dans un corporatisme et un mutualisme borné, soit en s'étiolant dans le sectarisme anarcho-syndicaliste et anarchiste. L'éparpillement et les divisions du mouvement syndical, la grande confusion idéologique du mouvement ouvrier sont l'expression de cette phase de formation du prolétariat en une classe distincte et des influences étrangères qu'elle a subies.

Le Chili qui a précédé les autres pays dans le développement industriel a aussi une classe ouvrière plus consciente et des organisations de classes plus développées correspondant au développement de la structure économique.

Le développement industriel, en augmentant le prolétariat et en le concentrant dans les grandes entreprises, crée donc ainsi les bases pour la transformation du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières pour leur unification sur la base de la lutte de classes et pour leur épuration des vestiges du corporatisme et de l'anarcho-syndicalisme. La crise et le déclin de l'anarcho-syndicalisme sont donc un résultat de la transformation de la structure économique et sociale de l'Amérique latine qui favorise et

accélère la transformation du mouvement ouvrier en un mouvement prolétarien de masses unifié sur la base de la lutte de classes.

Les coups d'État militaires, les guerres civiles, les mouvements révolutionnaires des indigènes, les soulèvements des paysans et des ouvriers agricoles pour la terre, les démonstrations de masse des ouvriers se multiplient dans tous les pays de l'Amérique latine.

La petite et moyenne bourgeoisie — intellectuels, artisans, petits commerçants, fonctionnaires, officiers, etc. — par suite de l'inexistence ou la grande faiblesse de la bourgeoisie nationale, joue un rôle social et politique important. Les artisans, petits commerçants et petits producteurs menacés et touchés eux-mêmes de l'exploitation croissante des pays de l'Amérique latine par l'impérialisme, exploités et écrasés par les gros propriétaires fonciers ont leurs intérêts économiques étroitement liés à ceux des masses ouvrières et paysannes ; d'importantes couches de la petite-bourgeoisie rurale et urbaine sont, par conséquent, entraînées dans le mouvement révolutionnaire de masses contre l'impérialisme et les gros propriétaires fonciers. Les intellectuels, étudiants, fonctionnaires, officiers, forment une couche très flottante de la petite-bourgeoisie qui, ou bien foncièrement corrompue et achetée se met au service de l'impérialisme et des grands propriétaires fonciers et s'efforce d'asservir et d'exploiter les masses pour ses maîtres en bénéficiant de cette exploitation, ou bien, entraînée par le mouvement révolutionnaire des masses, elle participe activement à la lutte antiimpérialiste et au mouvement révolutionnaire (étudiants). Ces éléments flottants de la petite-bourgeoisie se rencontrent dans les

champs les plus opposés en passant facilement d'un extrême à l'autre.

Caractères généraux et perspectives du mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine

§4. La pénétration rapide de l'impérialisme, les luttes entre l'impérialisme anglais et yankee pour l'hégémonie, les conditions esclavagistes qui subsistent dans la production agricole, l'exploitation terrible de la grande masse des ouvriers et des paysans par les gros propriétaires fonciers et par les entreprises étrangères, l'absence d'une bourgeoisie nationale forte et organisée, les crises continues dans la production et l'écoulement des produits du sol, provoquent une très grande instabilité dans les rapports sociaux et dans la vie politique des républiques de l'Amérique latine.

Les coups d'État militaires, les guerres civiles, les mouvements révolutionnaires des indigènes, les soulèvements des paysans et des ouvriers agricoles pour la terre, les démonstrations de masses des ouvriers se multiplient dans tous les pays de l'Amérique latine.

La révolution mexicaine qui a débuté la lutte révolutionnaire contre les gros propriétaires fonciers pour la terre, qui a pris le caractère d'une lutte des masses contre l'impérialisme, contre la classe des propriétaires fonciers et contre l'Église et qui a abouti à un gouvernement de la petite bourgeoisie en lutte contre les insurrections contre-révolutionnaires fomentées par les États-Unis, les gros propriétaires fonciers et l'Église — insurrections de paysans en Equateur contre le gouvernement des gros propriétaires fonciers du littoral, des banquiers et la bourgeoisie commerçante du Guayaquil pour la terre, qui a abouti au coup d'État militaire et au gouvernement militaire dictatorial de 1925, contre lequel les masses paysannes ont

continué à se soulever — coups d'État militaires successifs au Chili, portant tour à tour au pouvoir la petite bourgeoisie révolutionnaire appuyée par la classe ouvrière, les gros agrariens et la bourgeoisie industrielle nationale, soulèvement armé du Nicaragua contre l'impérialisme yankee, insurrections successives au sud du Brésil. Soulèvement des ouvriers agricoles de Patagonie en Argentine, des Indiens en Bolivie, au Pérou, à l'Equateur et en Colombie, mutinerie et grèves générales spontanées, démonstration de masses au Venezuela et en Colombie, mouvement de masses antiimpérialiste à Cuba, dans toute l'Amérique centrale, en Colombie, tentative de coup d'État au Guatemala, etc.

Cette instabilité s'exprime dans les formes du pouvoir politique. Dans la plupart des pays de l'Amérique latine, à l'exception de l'Argentine et de l'Uruguay qui possèdent un régime parlementaire à peu près stable règne la dictature du pouvoir excessif, souvent de l'armée, les lois d'exception, les persécutions la la répression brutale des mouvements des masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises.

Les caractères généraux communs de ces mouvements révolutionnaires de masses sont :

a) Lutte révolutionnaire de la masse des ouvriers agricoles et des paysans contre les grands propriétaires fonciers pour la terre et pour la suppression des conditions esclavagiste de travail dans l'agriculture ;

b) Lutte révolutionnaire des masses laborieuses rurales et urbaines et de la petite bourgeoisie contre l'impérialisme ;

c) Lutte des masses laborieuses et de la petite bourgeoisie contre les formes dictatoriales du pouvoir politique pour les libertés et les droits démocratiques, contre la puissance de l'Eglise :

d) Luttes de la classe ouvrière pour des conditions de vie et de travail meilleures.

Tant par les conditions historiques dans lesquelles il se développé, par son contenu de classe que par ses buts, le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine peut donc être caractérisé en général comme un type démocratique-bourgeois dans des pays semi-coloniaux où dominent le problème agraire et le problème antiimpérialiste.

§5. Des trois classes qui prennent une part active au mouvement bourgeoisie, paysannerie, prolétariat paysans pauvres et le prolétariat agricole ont été presque partout le moteur le plus puissant du mouvement révolutionnaire. Mais l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire, sa direction, fut partout dans les mains de la petite bourgeoisie. Le rôle dirigeant de la petite bourgeoisie s'explique par le manque d'organisation, de conscience de classe et d'éducation révolutionnaire du prolétariat, par sa faiblesse numérique, par l'absence jusqu'à ces dernières années de PC de masses en Amérique latine, par l'éloignement de la classe ouvrière agricole et industrielle des villes et en conséquence par le rôle plus grand des intellectuel, des officiers et des fonctionnaires dans le mouvement révolutionnaire qui tend à la conquête de l'appareil gouvernemental.

Mais la petite bourgeoisie, portée au pouvoir par le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes (Mexique 1920, Equateur 1925, Chili 1923), après

quelques gestes révolutionnaires (vote des lois de réforme agraire, de nationalisation du sous-sol, de protection da travail) se révèle incapable de solutionner les problèmes qui sont la base du mouvement révolutionnaire. Elle lutte parfois, comme au Mexique, contre les grands propriétaires fonciers, l'Église et l'impérialisme étranger pour garder la confiance des masses, condition nécessaire pour conserver son pouvoir politique. Mais elle n'a pas la force de faire usage de ce pouvoir pour exproprier les propriétaires fonciers et les compagnies étrangères, pour répartir la terre aux paysans, nationaliser les richesses du sous-sol et appliquer les lois de protection du travail. Elle subit la pression formidable de l'impérialisme et de la classe des propriétaires fonciers et plus ou moins rapidement abandonne son programme révolutionnaire, trahit les intérêts des masses, aboutit au compromis avec les forces qu'elle devait combattre et capitule devant elles, en tournant l'appareil du pouvoir gouvernemental contre la classe ouvrière dont elle réprime les grèves particulièrement quand elles sont déclenchées dans les entreprises étrangères, rend les terres aux propriétaires fonciers, etc. L'évolution du gouvernement mexicain au cours de ces dernières années, la faillite du gouvernement équatorien de 1925, sont la démonstration de l'incapacité de la petite bourgeoisie de solutionner les problèmes fondamentaux de la révolution démocratique-bourgeoise. Elles marquent l'évolution d'une partie de la petite bourgeoisie révolutionnaire du camp de la révolution au camp de la contre-révolution et prouvent que seulement l'hégémonie de la classe ouvrière assure la solution des problèmes fondamentaux de la révolution bourgeoise-

démocratique et la transformer en une révolution de type prolétarien.

Dans la phase démocratique-bourgeoise du mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine, le moment le plus important, le moment décisif pour la réalisation des tâches de la révolution démocratique-bourgeoise elle-même et pour sa transformation ultérieure en une révolution prolétarienne, est donc le moment où, dans le mouvement des masses, l'hégémonie passe des mains de la petite bourgeoisie aux mains du prolétariat et de son PC.

Le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine, dans sa phase démocratique-bourgeoise, la révolution mexicaine en particulier, dans l'époque historique actuelle du développement de la révolution prolétarienne mondiale est, comme tous les mouvements révolutionnaires des colonies et semi-colonies, un appui, une aide importante à la révolution prolétarienne mondiale. Il n'en deviendra une partie intégrante que lorsque, sous l'hégémonie du prolétariat, la révolution démocratique-bourgeoise se développera en une révolution socialiste. Il serait donc faux de considérer que le caractère de la révolution mexicaine, et le mouvement révolutionnaire latino-américain en général, est de type prolétarien ou socialiste à cause de sa portée historique internationale.

La révolution démocratique-bourgeoise du Mexique n'ayant pas atteint ses objectifs les plus importants : répartition des terres à la masse paysanne, affranchissement de l'impérialisme étranger, elle subit un recul qui se traduit par la capitulation devant l'impérialisme yankee, par le désarmement des paysans, etc. Ce recul, cette incapacité d'aller plus loin sous la direction de la petite bourgeoisie,

provoque des tentatives toujours nouvelles contre-révolution, de nouvelle fermentation révolutionnaire des masses, leur radicalisation, leur orientation vers le communisme ; c'est au cours d'une crise de la révolution démocratique-bourgeoise, naissant des contradictions dans lesquelles est entré le mouvement révolutionnaire, au cours d'un nouvel élan des masses et d'une nouvelle crise révolutionnaire aiguë, que se réalisera l'hégémonie du prolétariat et les conditions favorables au développement de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste.

§6. Les perspectives du développement du mouvement révolutionnaire sont liées au processus de colonisation de tout le continent américain par l'impérialisme yankee. Ce processus extrêmement rapide au cours des dernières années s'accentuera et les pays de l'Amérique latine prendront de plus en plus le caractère semi-colonial : les pays qui paraissent écharper en partie ce procédé, comme l'Argentine, ne se développeront pas dans le sens de l'indépendance économique et politique, mais au contraire dans le sens d'une dépendance de plus en plus forte à l'égard de l'impérialisme yankee, au point de vue politique comme au point de vue économique. En Amérique Centrale, d'abord, en Amérique du Sud ensuite, l'impérialisme yankee masquera de moins en moins son contrôle politique et son intervention dans les affaires intérieures des pays latino-américains. Ce processus de colonisation de toute l'Amérique latine développera le mouvement de la lutte des masses contre l'impérialisme.

Avec la pénétration de l'impérialisme yankee, se développeront rapidement certaines branches de la production (pétrole, extraction des métaux, caoutchouc, etc.).

La conséquence en sera l'augmentation du nombre et de l'importance politique et sociale du prolétariat industriel, le renforcement de ses organisations et de sa lutte de classe, l'élimination de l'anarcho-syndicalisme et du corporatisme borné et l'évolution du mouvement syndicat vers mouvement de masses révolutionnaire, le renforcement de la conscience de classe du prolétariat et de son PC.

Dans la mesure où croitra le prolétariat, numériquement et idéologiquement, diminuera le rôle et l'influence idéologique et politique de la petite bourgeoisie dans le mouvement révolutionnaire et dans mouvement ouvrier.

La colonisation plus grande, le développement industriel qui l'accompagne, en élargissant l'exploitation capitaliste, prépare les conditions qui permettront au prolétariat de devenir le guide du mouvement révolutionnaire des grandes masses exploitées.

La production agricole, grâce à la concurrence grandissante de la production de l'Afrique, de l'Indonésie, de l'Australie, etc., subit de nouvelles crises profondes que les grands propriétaires fonciers ne pourront résoudre que par une exploitation accrue des masses et des ouvriers agricoles. De plus en plus les conditions esclavagistes et les méthodes périmées du travail agricole apparaîtront en contradiction avec l'intérêt des grandes masses rurales, et la lutte des paysans, des ouvriers agricoles, des métayers et des colons centre les grands propriétaires fonciers s'accentuera et prendra des formes de plus en plus violentes. Les masses d'indigènes dépouillés qui luttent pour la terre, les tribus d'Indiens en continuelle rébellion contre les gouvernements spoliateurs, apporteront des forces importantes au mouvement révolutionnaire des paysans et des ouvriers.

L'appareil gouvernemental encore faiblement développé, l'armée formée en grande partie de paysans seront de plus en plus désagrégés par l'action révolutionnaire des masses. Les gouvernements seront contraints de renforcer leur dictature et leur répression, exacerbant la lutte de classes et lui donnant un caractère révolutionnaire plus net. L'impérialisme yankee, pour défendre ses valets au pouvoir, interviendra d'une façon de plus en plus ouverte et brutale pouf garantir "l'ordre" et provoquera ainsi le développement de la lutte antiimpérialiste. La lutte contre les grands propriétaires fonciers et la lutte contre l'impérialisme s'identifieront donc de plus en plus.

L'expérience du gouvernement révolutionnaire petit-bourgeois de Mexico, sa faillite, sa capitulation devant l'impérialisme yankee, la capitulation plus rapide et plus complète du gouvernement petit-bourgeois militaire équatorien, l'expérience de tout le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine sous la conduite politique de la petite bourgeoisie contribueront aussi à orienter les masses révolutionnaires vers le prolétariat et ses organisations de classe.

Grâce au processus de la colonisation et au développement industriel des pays latino-américains se développerons donc et s'aiguiseront dans l'avenir immédiat les contradictions internes et les conflits sociaux qui en découlent.

La lutte révolutionnaire des masses travailleuses contre te régime des grands propriétaires fonciers, contre leur gouvernement et contre l'impérialisme étranger grandira parallèlement au tôle et à l'action du prolétariat. Ainsi est créée la base pour la conquête de l'hégémonie par le

prolétariat dans les luttes révolutionnaires de l'Amérique latine.

§7. Les conditions économiques et de l'Amérique latine permettront le développement rapide de la révolution démocratique bourgeoise en une révolution prolétarienne.

En effet, il n'existe pas de bourgeoise nationale luttant contre l'impérialisme et les restes du féodalisme pour le développement autonome du régime capitaliste dans l'Amérique latine. Les tentatives faites par le gouvernement révolutionnaire du Mexique de favoriser le développement d'une bourgeoisie agraire nationale pour orienter le Mexique dans la voie du capitalisme indépendant ont aboutit à des résultats très réduits, en ce qui concerne la création de bourgeoisie agraire nationale, et nuls en ce qui concerne le développement d'une bourgeoisie industrielle.

La lutte révolutionnaire des masses contre l'impérialisme et les propriétaires fonciers est donc aussi dirigée contre cette faible couche de la bourgeoisie nationale liée à l'impérialisme et aux gros propriétaires fonciers.

Les restes nombreux da régime communiste primitif à la campagne (tribus indiennes, communes agricoles), le travail collectif du sol dans les grands latifundias et les grandes plantations, la concentration des grandes entreprises industrielles étrangères, etc., faciliteront le passage au régime socialiste et, grâce surtout à l'expérience de la première république socialiste, permettront de sauter le stade de développement capitaliste indépendant. Si le prolétariat conquiert l'hégémonie du mouvement révolutionnaire latino-américain, le développement de sa

phase démocratique-bourgeoise en phase socialiste pourra être non seulement possible, mais rapide.

Tâches générales et tactiques des communistes en Amérique latine

§8. De l'analyse de la situation et de ses perspectives découlent les lignes générales de la tactique des communistes latino-américains

1) La tâche primordiale sans laquelle aucune tactique ne peut être appliquée avec fruit est la formation, la consolidation et le développement du PC, le recrutement des meilleurs militants ouvriers dans ses rangs, sa forte organisation dans toutes les entreprises, dans les mines, les usines, les transports, les plantations, etc... Il est nécessaire aussi d'élever le niveau idéologique du Parti, d'éduquer des cadres de militants ayant une solide base marxiste-léniniste. Ce travail d'organisation et d'éducation du PC doit se faire en liaison étroite avec le développement du mouvement ouvrier et paysan et de la lutte révolutionnaire et non comme un procès indépendant de l'activité et des luttes des masses ;

2) Prendre une part active à tout mouvement révolutionnaire des masses contre l'impérialisme et les grands propriétaires fonciers, même quand ce mouvement se trouve momentanément sous la direction de la petite-bourgeoisie ;

3) Conquérir par leur activité, leur propagande, leur travail d'organisation dans les masses la confiance des larges masses ouvrières et la direction de leurs organisations et ainsi l'hégémonie dans la lutte révolutionnaire des masses ;

4) Fortifier et développer les organisations de classe du prolétariat et des paysans, les Ligues paysannes, les syndicats ouvriers. Créer et développer des organisations de

masses antiimpérialistes qui groupent aussi les masses petites-bourgeoises et s'efforcer de conquérir la direction de ces organisations sous l'influence du PC.

La première question tactique essentielle est la participation active des PC et de chaque membre du Parti dans le mouvement et la lutte révolutionnaire des masses. Cela pose la question du *front unique révolutionnaire national* des organisations prolétariennes, des partis communistes, avec lis autres classes ou couches sociales révolutionnaires, la paysannerie et la petite-bourgeoisie.

L'alliance la plus étroite avec la paysannerie et avec ses organisations (Ligues paysannes) est une absolue nécessité pour le développement du mouvement révolutionnaire dans lequel la question agraire, et par conséquent la révolution paysanne, joue un rôle fondamental. Une collaboration momentanée entre le PC et le mouvement national-révolutionnaire est admissible si elle est exigée par l'intérêt de la lutte révolutionnaire : en certaines circonstances même, une alliance temporaire peut même être conclue si le mouvement national-révolutionnaire lutte effectivement contre le pouvoir établi, s'il est réellement révolutionnaire et si ses représentants n'empêchent pas les communistes d'éduquer les paysans et les larges masses des dans l'esprit révolutionnaire. Mais au cours de toute collaboration, il faut comprendre très clairement qu'elle ne doit pas dégénérer en une fusion du mouvement communiste avec le mouvement petit-bourgeois révolutionnaire. Le mouvement communiste doit absolument maintenir en toutes circonstances l'indépendance du mouvement prolétarien, son autonomie dans l'agitation, l'organisation et l'action.

§9. Notre Parti doit poser par toute son activité, par toute son attitude la question de l'hégémonie du prolétariat dans le front unique des forces révolutionnaires. Naturellement, il ne peut poser la question de l'hégémonie comme une condition de sa participation au mouvement, mais cette question doit être pour lui-même la question essentielle et surtout lorsqu'il participe à une action commune dirigée momentanément par la petite-bourgeoisie. Le PC doit utiliser toujours son droit de critique, développer son action politique propre, propager ses mots d'ordre, son programme, critiquer impitoyablement les faiblesses, les retraites, les capitulations de ses alliés, avec le but précis de leur arracher l'hégémonie et la direction des masses.

Dans l'action passée des Partis sud-américains, ce problème n'a pas été posé clairement et de lourdes fautes ont été commises, par lesquelles le PC s'est mis à la remorque des chefs de la petite-bourgeoisie.

Notre Parti ne saurait donc se poser la question du front unique révolutionnaire sous la forme de son adhésion à un parti national-révolutionnaire de la petite bourgeoisie comme il en existe à Cuba, au Venezuela... Il doit s'efforcer de constituer un front unique avec de tels partis quand ils ont une influence de masses et qu'ils mènent une action réellement révolutionnaire.

Dans la phrase démocratique-bourgeoise du mouvement révolutionnaire, le moment le plus important, le moment décisif, est celui où l'hégémonie passe des mains de la petite-bourgeoisie aux mains du prolétariat. Ce moment se produit au cours de la lutte révolutionnaire quand le parti du prolétariat acquiert une fluence décisive sur les masses grâce à son travail de propagande et d'organisation parmi les

ouvriers, paysans et certaines couches de la petite-bourgeoisie et grâce à son action politique.

L'orientation ultérieure du mouvement révolutionnaire, sa capacité à solutionner les questions fondamentales de la révolution bourgeoise-démocratique, son développement en une révolution prolétarienne en dépendent. C'est pourquoi on ne saurait trop insister sur cette question de la lutte pour l'hégémonie.

L'hégémonie de la petite-bourgeoisie imprime à la lutte révolutionnaire une forme typique en Amérique latine, le coup d'État militaire, l'action d'une partie de l'armée et de détachements de paysans et d'ouvriers armés sous la direction d'officiers petits-bourgeois pour la prise du pouvoir. Les grèves et insurrections des ouvriers dans les villes et des paysans dans les campagnes, et l'action de masses en général est seulement un auxiliaire à l'action proprement militaire. La lutte pour le pouvoir politique est au premier plan et les revendications fondamentales des paysans et des ouvriers sont utilisées comme levier révolutionnaire accessoire, sans que la petite-bourgeoisie organise les masses et les pousse à créer les organes capables d'assurer la réalisation de leurs revendications.

En cas de triomphe du mouvement, le gouvernement de la petite-bourgeoisie prend le plus souvent la forme d'un gouvernement de dictature militaire. Un général ou un groupe de généraux exerce le pouvoir en s'appuyant sur l'armée, mais non sur les masses. Le gouvernement mène sa politique, sans un contrôle et une participation directe des ouvriers et des paysans, dont il se méfie généralement et qu'il s'efforce de désarmer, de neutraliser démagogiquement, sans

réaliser leurs revendications fondamentales à cause de la pression de l'impérialisme. Tôt ou tard, il aboutit au compromis avec l'impérialisme et les gros propriétaires fonciers, trahit les intérêts des masses révolutionnaires et laisse sans solution les problèmes qui étaient à la base du mouvement révolutionnaire.

§10. La lutte révolutionnaire sous l'hégémonie de la petite-bourgeoisie peut aboutir à la prise du pouvoir et au changement du personnel gouvernemental, elle peut faire quelques gestes démagogiques contre les grands propriétaires fonciers et élargir les libertés démocratiques. Elle ne peut solutionner d'une façon conséquente et ferme les problèmes fondamentaux de la révolution bourgeoise démocratique, le problème agraire et le problème antiimpérialiste et comme les masses désillusionnées, mécontentes, continuent leur agitation pour la solution de ces questions fondamentales, les gouvernements petit-bourgeois tournent de plus en plus leur répression contre le mouvement ouvrier et paysan en réprimant les grèves et en désarmant les paysans (Mexique).

§11. Au contraire, l'hégémonie du prolétariat détermine des méthodes de lutte et des organes du pouvoir révolutionnaire totalement différents. C'est une chose qu'on ne saurait assez souligner parce que beaucoup de camarades d'Amérique latine ont encore l'idée que la lutte révolutionnaire sous la conduite du prolétariat restera dans les villes ornières de l'action purement militaire et dans les mêmes cadres de la lutte révolutionnaire de la petite-bourgeoisie libérale.

Sans doute l'action armée des massée pour le pouvoir comporte la nécessité d'une organisation militaire dont on ne

doit pas sous-estimer l'importance décisive. De même, il est extrêmement important que le travail de désagrégation de l'armée gouvernemental soit poussé assez loin pour qu'une partie des forces armées de l'État passe du côté de l'insurrection et soutienne activement le mouvement des masses. Ces vérités sont élémentaires. Mais tandis que sous l'hégémonie petite-bourgeoise, l'action de l'armée est le facteur essentiel, sous l'hégémonie du prolétariat, l'action des masses ouvrières et paysannes, leur armement, leur organisation, est le facteur révolutionnaire essentiel ; l'appui d'une partie de l'armée est l'auxiliaire important qui peut être décisif pour la victoire militaire, mais qui est subordonné au mouvement de masses des ouvriers et des paysans.

Au cours des insurrections paysannes et des mouvements révolutionnaires, les communistes doivent non seulement poser avec force la *question de l'armement des ouvriers et des paysans, mais aussi celle de la création d'organes élus par les ouvriers et les paysans, capables de diriger la lutte et qui, d'organes dirigeants de l'insurrection, deviennent les organes du pouvoir ouvrier et paysan, après la victoire. Le mot d'ordre de la création des «Soviets»* paysans dans les campagnes et de Soviets ouvriers et soldats dans les villes doit être lancé et, si possible, réalisé au cours de tout le mouvement insurrectionnel des paysans et des masses ouvrières.

§12. Ce mot d'ordre pose la question de la création de la *dualité du pouvoir*. À côté du pouvoir gouvernemental central, nous devons tendre à faire surgir de la masse paysanne et ouvrière en mouvement les éléments du pouvoir nouveau du pouvoir des ouvriers et des paysans.

En Equateur, par exemple, où se pose la question de la nomination d'une Constituante par le gouvernement militaire central, notre Parti doit s'efforcer de développer les mouvements insurrectionnels des paysans, de faire élire, au cours de ces mouvements des Soviets paysans et de dresser face à une Constituante nommée par le gouvernement, un Congrès des Soviets paysans et des organisations ouvrières, posant avec force la question de la révolution agraire, de la lutte anti-impérialiste, de l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, etc.

Au Mexique, notre Parti doit s'efforcer de créer partout dans la campagne et dans les villes des Comités du bloc ouvrier et paysan, élus par la masse des paysans et des ouvriers qui résistent au désarmement des paysans, occupent les terres, développent le mouvement révolutionnaire de résistance aux tentatives contre-révolutionnaires des réactionnaires et aux compromissions du groupement petit-bourgeois avec l'impérialisme yankee etc. ; il doit s'efforcer de convoquer un Congrès ouvrier et paysan centralisant et coordonnant cette action des masses, élisant des organes capables de se transformer en organes du pouvoir et créant en fait une dualité du pouvoir.

En Colombie, le même problème se pose sous une forme différente. La vaste agitation révolutionnaire du Parti Socialiste Révolutionnaire qui a conquis les masses ouvrières et paysannes ne doit pas s'orienter vers la guerre civile traditionnelle sous la direction des généraux de la petite-bourgeoisie libérale, mais vers l'organisation de Conseils paysans et ouvriers, vers un Congrès ouvrier et paysan national, organe de direction du mouvement révolutionnaire des masses et embryon du pouvoir nouveau. Cela ne signifie

pas que nous rejetons l'alliance avec la petite-bourgeoisie libérale et ses forces militaires; au contraire, mais cela signifie que nous mettons au premier plan l'action révolutionnaire des ouvriers et des paysans et que nous efforçons de donner au prolétariat l'hégémonie dans la lutte.

§13. Dans ces conditions, le pouvoir révolutionnaire aura un tout autre caractère. Au lieu de la "traditionnelle" dictature militaire, reposant avant tout sur l'armée et "gouvernant" les masses par l'intermédiaire des gouverneurs provinciaux, le mouvement révolutionnaire sous l'hégémonie du prolétariat créera la *dictature démocratique des ouvriers et paysans*, pouvoir surgi au sein même des masses au cours de la lutte, s'appuyant sur les Soviets ouvriers, paysans et soldats.

Le mot d'ordre politique central doit donc être celui du *gouvernement ouvrier et paysan*.

§14. Le programme général d'un tel gouvernement est le suivant :

1) Expropriation sans indemnité et nationalisation du sol et du sous-sol. Remise de la terre à ceux qui la travaillent pour son exploitation collective par les communes agricoles, dans les grandes plantations, les latifundias, les communes agricoles où existe déjà le travail collectif du sol. Remise de la terre en jouissance aux paysans, aux métayers, aux colons, là où le travail de la terre se fait sous le régime du travail individuel ou familial ;

2) Confiscation et nationalisation des entreprises étrangères (mines, transports. entreprises industrielles, etc.) ;

3) Annulation des dettes d'État et de toute forme de contrôle du pas par l'impérialisme ;

4) Journée de huit heures et suppression des conditions esclavagistes du travail, assurances sociales ;

5) Armement des ouvriers et des paysans et transformation de l'armée en une milice ouvrière et paysanne ;

6) Abolition du pouvoir des grands propriétaires fonciers et de l'Église et organisation du pouvoir des Soviets ouvriers, paysans et soldats.

§15. La question de l'unification nationale ne se pose dans les pays de l'Amérique latine pris séparément, mais il est nécessaire de lancer un mot d'ordre qui, d'une part, marque bien l'étroite solidarité des pays de l'Amérique latine dans la lutte contre l'impérialisme et qui, d'autre part, souligne la volonté de mettre fin au divisions et aux luttes nationales entre États de l'Amérique latine, soigneusement entretenues et avivées par l'impérialisme. Les conflits frontières sont nombreux entre pays latino-américains, ils contribuent à maintenir la division profitable aux impérialistes à entretenir le chauvinisme des peuples et à les détourner de la lutte contre l'impérialisme et contre les grands propriétaires fonciers en les dressant les uns contre les autres. Par leurs origines historiques, leur langue, leurs coutumes, leur structure économique et sociale, leur dépendance à l'égard de l'impérialisme, les pays de l'Amérique latine forment une unité qui doit trouver son expression dans un mot d'ordre qui soit pour l'Amérique latine l'équivalent de l'unité dans d'autres colonies.

Le mot d'ordre général pour l'Amérique latine doit être *union fédérative des républiques ouvrières et paysannes de l'Amérique latine.*

§16. En liaison avec ce problème doit être clarifiée aussi la *question du panaméricanisme*.

Le panaméricanisme est le moyen par lequel l'impérialisme yankee s'efforce d'assujettir les pays de l'Amérique latine. C'est le véhicule de la colonisation de l'Amérique latine par les États-Unis. Nous devons opposer à ce panaméricanisme l'unité de l'Amérique latine contre l'impérialisme, qui doit trouver son expression aussi sur le terrain de l'organisation ouvrière dans la formation d'une Fédération syndicale latino-américaine, dont le Secrétariat de Montevideo créé à la Conférence latino-américaine du 4e Congrès de l'ISR est l'embryon.

Nous devons tendre à créer également une Fédération latino-américaine o des Ligues paysannes, des PC, de la Ligue antiimpérialiste pour souligner toujours la solidarité d'intérêts de l'Amérique latine contre l'impérialisme. En face des efforts de l'impérialisme, les PC doivent éveiller et grouper toutes les énergies politiques, sociales et nationales-révolutionnaires dans chaque pays et propager la dictature révolutionnaire démocratique des ouvriers et des paysans.

Les peuples opprimés de l'Amérique latine doivent trouver un allié dans le prolétariat révolutionnaire des États-Unis qui doit soutenir la lutte antiimpérialiste des peuples de l'Amérique latine. Cette solidarité ne s'est pas encore manifestée avec assez de force ni envers le prolétariat opprimé des colonies de l'impérialisme yankee, comme Cuba,

ni envers les vaillants défenseurs de l'indépendance du Nicaragua, ni à l'égard du Mexique.

§17. Le problème des races doit être envisagé par nos Partis essentiellement d'un point de vue de classe. La haine et les préjugés de races sont généralement moins forts dans les pays de l'Amérique latine qu'aux États-Unis ou dans d'autres métropoles. Cependant, la main-d'œuvre des nègres et Indiens est la plus exploitée dans les mines et les grandes plantations. C'est surtout parmi elles qu'on trouve les restes d'esclavage. Les communistes doivent lutter avec énergie contre tout préjugé de races et s'efforcer grouper dans les organisations de classe les exploités toutes les races.

Le mot d'ordre propagé par l'organisation nationaliste petite-bourgeoise APRA : l'Amérique latine aux Indiens, apparaît comme une utopie irréalisable. Le développement historique, économique et social des pays de l'Amérique latine a créé une situation de fait : des millions de nègres, de blancs, d'émigres. De métis, de mulâtres vivent et travaillent dans l'Amérique latine. Songer à les en chasser pour réserver l'Amérique latine aux seuls Indiens gardant la pureté de leur race et rétablissant leurs coutumes, leur langue et leurs organisations sociales en tribus etc., c'est vouloir remonter le cours de l'histoire et purement utopique.

Les communistes doivent défendre, et le moment venu, réaliser pour les Indiens, qui vivent encore en tribus, avec leur langue et leurs coutumes, pour les nègres et les Indiens qui sont la grande majorité de la population dans certaines régions, le droit absolu de disposer d'eux-mêmes et de former des États indépendants développant leur culture propre. Ils devront remettre à de tels États indigènes les terres nécessaires à leur travail.

§18. Nos PC sont encore faibles idéologiquement et organiquement. Ils naissent de l'élan révolutionnaire des masses et de leur orientation de plus en plus décisive vers la révolution russe et l'US. Leur adhésion à l'IC est en partie sentimentale. Ni leur structure d'organisation, ni leur niveau idéologique n'est encore comparable aux PC des autres continents. La tâche du CEIC sera de les aider, de les fortifier, d'élever leur niveau idéologique, les conseiller, de renforcer leur organisation. L'épuration de tous les éléments de confusion doit être faite par une patiente éducation de la part du CEIC pour conserver à ces Partis leur caractère de mouvement de masses et pour ne pas procéder mécaniquement à des exclusions, à des scissions, à des épurations, avant que le travail d'éducation communiste du Parti et des masses qui le suivent ait été sérieusement conduit.

§19. Comment ces Partis encore faibles doivent-ils se lier au mouvement révolutionnaire des masses ?

La première condition de cette liaison est le travail des fractions communistes dans les organisations syndicales, les Ligues paysannes et les Sections de la Ligue antiimpérialiste qui groupe surtout les intellectuels et la petite-bourgeoisie urbaine. Là où ces organisations n'existent pas, les communistes doivent prendre l'initiative de les créer en leur donnant le caractère d'organisations révolutionnaires de masses sans parti, défendant les intérêts économiques des ouvriers, des paysans pauvres, et luttant contre l'impérialisme. Là où ces organisations sont faibles, le travail des communistes doit tendre à les renforcer par l'organisation des masses. En développant le mouvement

syndical, les communistes doivent s'efforcer de faire du Conseil d'usine ou d'entreprise, l'organisation de base du mouvement syndical.

§20. Un problème très sérieux à envisager est celui de la *forme organique à donner du front unique des forces et des organisations révolutionnaires.*

Il faut écarter d'abord l'idée de faire du PC un Parti ouvrier et paysan. Le PC doit rester le parti d'une seule classe, le parti du prolétariat. Cela n'exclut pas qu'il lutte pour les revendications des paysans pauvres. C'est même une de ses tâches essentielles dans les pays de l'Amérique latine, d'être l'animateur de la révolution agraire et le guide des masses paysannes. Il peut et doit aussi s'efforcer d'organiser dans le Parti même, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres les plus révolutionnaires. Dans ces pays ou domine la production agricole, le pourcentage des paysans et des ouvriers agricoles dans les PC sera supérieur à celui des PC des pays capitalistes. Mais il est non moins nécessaire que, par leur idéologie, leur composition sociale, leur programme de révolution prolétarienne, leur caractère de classe, nos PC soient et restent des Partis prolétariens.

Il faut écarter aussi la solution adoptée au Chili et en Colombie, où les organisations syndicales ouvrières et paysannes agissent et travaillent comme PC. La différenciation entre le PC et le mouvement syndical est une nécessité aussi bien pour le Parti, pour la clarté et la décision de sa ligne politique et pour la souplesse de son organisation, que pour le mouvement syndical qui doit grouper tous les ouvriers quelles que soient leurs convictions.

Avec la prudence nécessaire à de telles transformations, il est nécessaire, dans, ces pays, de tendre à la différenciation du mouvement syndical et du PC en organisant dans le Parti les meilleurs militants du mouvement ouvrier, les ouvriers qui ont la conscience de classe la plus développée et en conservant au Parti son caractère de Parti de masses et la direction — par l'intermédiaire de ses fractions — du mouvement syndical.

Il faut repousser aussi l'idée de la formation du Kuomintang soulevée au moment de l'avance des troupes du Kuomintang vers le Nord de la Chine, par le PC du Brésil : nous ne devons pas prendre nous-mêmes l'initiative de former des partis politiques qui englobent les partis de la petite bourgeoisie et les organisations ouvrières et paysannes. Notre front avec la petite bourgeoisie doit prendre la forme d'une alliance politique temporaire pour atteindre certains buts, mais non la forme d'un parti commun.

Ceci n'exclut pas que les communistes isolés, soumis à la discipline de leur Parti, que les organisations syndicales et paysannes contrôlées par le Parti adhérent aux partis nationaux-révolutionnaires là où ils existent, comme organisations de masses pour y combattre l'influence des politiciens petits bourgeois et les orienter vers le front unique avec le PC et les organisations ouvrières.

Il faut aussi repousser l'idée de la création de Partis ouvriers et paysans qui comportent trois dangers :

1) La désagrégation et la dissolution lente du PC au sein du parti ouvrier et paysan, si le PC ne reste pas fermement

organisé, s'il abandonne son activité propre au profit du parti ouvrier et paysan et s'il ne joue pas le rôle de guide politique actif animant le parti ouvrier et paysan et les organisations de masses qui y adhèrent ;

2) Le danger que le PC devienne une espèce de secte franc-maçonnique fermée, ne groupant qu'une élite fonctionnaires des organisations ouvrières dirigeant effectivement tout le mouvement de masses ouvrier et paysan, mais ne s'efforçant pas de devenir lui-même un Part de masses par un recrutement continuel et intense ;

3) Le développement du parti ouvrier et paysan en une organisation dominée par les politiciens petits-bourgeois qui s'oppose au PC au moment décisif de la lutte révolutionnaire.

Le bloc de combat des masses ouvrières et paysannes peut trouver son expression dans les Conférences et Congrès des représentants des Unions (ou Comités) révolutionnaires et des syndicats, convoqués périodiquement et minutieusement préparés : en certaines circonstances il peut être opportun de créer comités d'action révolutionna très pour coordonner l'activité des organisations ouvrières et paysannes et pour diriger diverses actions de masses, etc. Enfin, dans la période de l'insurrection, des tâches fondamentales du PC sera la formation de Conseils de députes ouvriers et paysans (Soviets).

Quelles que soient les circonstances, le PC dot s'efforcer de conquérir une influence décisive sur le mouvement paysan, rechercher et appliquer les formes d'organisation d'un bloc ouvrier et paysan qui facilitent le plus possible la direction du mouvement paysan et créent les conditions pour une transformation future de ces formes en Soviets comme

organes de l'insurrection et du pouvoir. En Equateur, en Colombie, au Chili, c'est dans ce sens du bloc aussi qu'il faut s'efforcer de modifier la structure du mouvement révolutionnaire. Le bloc ouvrier et paysan, étroite alliance du prolétariat et de la paysannerie est la forme dans laquelle pourra se lier organiquement aux organisations de masses et les entraîner sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan à la prise du pourvoir e et l'instauration la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, préparant le passage à la révolution prolétarienne. C'est ce bloc de deux classes, animé et guidé par le PC qui doit entraîner les organisations de la petite bourgeoisie et former avec elles un front unique révolutionnaire pour atteindre certains objectifs déterminés.

§21. Dans le mouvement syndical, les communistes doivent continuer de combattre l'idéologie anarcho-syndicaliste qui réduit le mouvement ouvrier à une organisation sectaire impuissante, à combattre aussi mutualisme et le corporatisme étroit et l'influence encore grande dans certains pays des éléments non prolétariens (artisans, petits-patrons etc.) dans le mouvement ouvrier.

Ils doivent lutter pour l'unification du mouvement syndical en une organisation nationale unique sur le terrain de la lutte de classes et s'efforcer de faire adhérer le mouvement syndical de leur pays au Secrétariat latino-américaine. Par là même, ils combattront les tentatives de la COPA, et de l'Internationale d'Amsterdam d'orienter le mouvement syndical latino-américain dans la voie du réformisme et de l'impérialisme.

§22. À travers toute leur action, les communistes doivent sans cesse s'efforcer grossir les rangs mêmes du Parti, d'y faire adhérer les meilleurs militants du mouvement ouvrier, d'élever son niveau idéologique et sa capacité politique ; l'existence du PC intimement uni dans l'IC au prolétariat international, fort organiquement et idéologiquement, devenant moteur de toute l'action de masses, est la condition première et indispensable du succès du mouvement révolutionnaire dans l'Amérique latine.

10e Plénum du CEIC
(3-19 juillet 1929)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.

Thèses sur la situation internationale et les tâches immédiates de l'IC

(*Thèses sur le rapport de Kuusinen et Manouilski*)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.67, 9e année, 4 août 1929, numéro spécial VII, (numéro entier).

Le Plénum du CEIC constate que, depuis le 6e Congrès Mondial, le développement des événements a entièrement confirmé l'analyse de la situation politique et économique faite par le 6e Congrès Mondial, ainsi que la justesse de la ligne tracée par lui au mouvement communiste international.

Malgré les prophéties de la social-démocratie et des éléments de droite et conciliateurs, la stabilisation du capitalisme non seulement n'a pas montré de solidité durable, mais au contraire s'ébranle de plus en plus. On constate de plus en plus, par les faits, la justesse de l'appréciation faite par le 6e Congrès sur la période actuelle, sur la troisième période du capitalisme d'après-guerre comme une période d'accroissement de la crise générale du capitalisme, d'accentuation de plus en plus intense des contradictions extérieures et intérieures de l'impérialisme conduisant aux nouvelles guerres impérialistes, aux conflits de classes considérables, â une phase de développement d'un nouvel essor révolutionnaire dans les principaux pays capitalistes, aux grandes révolutions antiimpérialistes dans les pays coloniaux.

1. — L'aggravation des contradictions fondamentales du capitalisme

§1. Au cours des dix années qui se sont écoulées depuis la fin de la guerre mondiale, la bourgeoisie, soutenue activement par les partis de la 2e Internationale, trompait systématiquement les travailleurs par la légende selon laquelle la guerre de 1914-18 était la dernière que désormais l'Allemagne, étant battue et désarmée, une paix solide devait s'établir entre les puissances capitalistes (la SdN comme "instrument de paix", les projets bourgeois innombrables de "désarmement", le pacte hypocritement "pacifique" de Kellogg, le plan Young, comme méthode de "solution pacifique du problème des réparations et des autres contradictions impérialistes qui se sont manifestées depuis la guerre"). Mais, en réalité, il est évident que jamais depuis la fin de la guerre de 1914-18 la menace d'une nouvelle guerre impérialiste n'a été aussi précise qu'actuellement. La lutte acharnée pour les marchés, pour les sources de matières premières, pour les sphères d'exportation et d'investissements de capitaux, conduit inévitablement à la guerre entre les grandes puissances impérialistes, pour l'extension de leurs territoires économiques au détriment des autres, pour un nouveau partage du monde. La SdN, qui est un instrument de l'impérialisme anglo-français, prépare activement la guerre. En repoussant le projet de l'URSS sur le désarmement général et effectif, la SdN s'est démasquée comme un instrument de préparation à la guerre. Sous le masque hypocrite de "renonciation à la guerre" le pacte Kellogg constitue une tentative de l'impérialisme puissant des États-Unis d'avoir le droit et la possibilité de résoudre la question du moment où la nouvelle guerre devra éclater. L'accroissement effréné des armements dans les pays

impérialistes et la formation de nouvelles alliances politiques et militaires (entre l'Angleterre et la France, l'Angleterre et le Japon, la France et la Pologne, etc.), témoignent une fois de plus de l'approche d'une nouvelle guerre impérialiste encore plus formidable et plus destructive que celle de 1914-18. Le nouveau règlement de la question des réparations par le plan Young ne signifie aucunement, comme le prétendent les réformistes, un affaiblissement des antagonismes impérialistes, mais, au contraire, une aggravation des conflits entre les impérialistes (lutte entre Anglais et Américains pour la Banque des réparations, antagonismes franco-allemands) et en même temps ce règlement aggrave le danger d'un blocus financier, et aussi celui d'une intervention contre l'US, en raison de l'incorporation plus forte de l'Allemagne dans le front impérialiste de la politique guerrière hostile aux Soviets, Les "petites" guerres menées dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (comme la guerre en Chine entre les Kouansistes, Nankin, Feng Yu Siang) derrière lesquels se cache la rivalité grandissante entre l'Angleterre et les États-Unis pour l'hégémonie mondiale. Plus fortement que jamais se pose, depuis la Conférence de Paris, le problème des réparations, dans lequel s'entrecroisent les principales contradictions des puissances impérialistes dominantes, problème lié à l'aggravation de la lutte des groupes et puissances impérialistes pour le marché, pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux. L'enchevêtrement international des associations monopolistes du capital financier (cartels internationaux, sociétés de financement, projet d'une super banque de réparations d'après le plan Young), loin d'atténuer la menace de guerre, ne fait que l'accentuer, en créant des prémisses pour la transformation de la guerre imminente en

une nouvelle guerre mondiale, en une guerre pour un nouveau partage du monde. Dans cette circonstance, malgré la rivalité et la lutte acharnée ‘au sein du camp impérialiste, la principale contradiction mondiale, qui oppose le monde capitaliste et l’URSS en tant que deux systèmes économiques et politiques s’accentue toujours plus. L’attaque de l’impérialisme contre l’URSS constitue le principal danger. Cela est prouvé par les nouvelles tentatives de créer et d’étendre le bloc militaire contre l’URSS, par l’armement fiévreux des États voisins de l’URSS (réorganisation de l’armée roumaine, armements prodigieux de la Pologne avec le concours de l’État-Major général français, le coup d’État réactionnaire en Afghanistan avec la participation de l’Angleterre). Cela est prouvé également par les provocations systématiques de conflits avec l’URSS, en attaquant les représentants diplomatiques de l’US. L’agression des contre-révolutionnaires chinois provoquée par les puissances impérialistes contre le Consulat de l’URSS, à Kharbine, Ici violation insolente des traités signés avec l’URSS, l’usurpation du chemin de fer de l’Est-Chinois par les militaristes chinois, les arrestations en masse et les mauvais traitements infligés aux citoyens soviétiques, sont une provocation directe à la guerre de la part du capital financier international à l’égard de l’US. Tous ces préparatifs de nouvelles guerres impérialistes s’effectuent avec le concours actif de la collaboration, sur tous les terrains des “partis socialistes” et l’aile “gauche” de ces partis joue un rôle particulièrement ignoble en couvrant ces préparatifs par des phrases pacifiques.

§2. En même temps, les espoirs de la bourgeoisie au sujet de la transformation de l’US en un État capitaliste ont été

complètement vains. De même, ne se sont pas réalisés ces espoirs de la bourgeoisie croyant que l'US se soumettra graduellement au monde capitaliste et se transformera ainsi en une colonie du capital international. Malgré les plus grandes difficultés héritées du passé, malgré le retard énorme du point de vue technique et économique, malgré le niveau extrêmement bas de l'économie agricole, malgré l'encerclement capitaliste hostile, l'URSS, sous la direction du PCUS, a déployé une offensive victorieuse contre les éléments capitalistes des villes et des campagnes, en assurant aux formes socialistes de l'économie, une suprématie décisive sur les éléments capitalistes. L'essor puissant de la collectivisation de masse de l'agriculture, sur la base d'un essor technique dans ce domaine, la construction de sovkhoz, et de kolkhoz, de stations de tracteurs et de machines agricoles, enfin, le développement impétueux de l'industrie socialiste, créent de nouvelles formes d'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, des formes productrices d'alliance, tout en renforçant les positions de la dictature prolétarienne. L'enthousiasme du prolétariat édifiant le socialisme trouve une expression de plus en plus puissante dans le développement de l'émulation socialiste, dans l'augmentation de la productivité du travail, dans l'augmentation de la production de d'industrie, dans la lutte de plus en plus intense contre le bureaucratisme, dans l'épuration de l'appareil d'État de tous les éléments étrangers au pouvoir soviétique, etc. Le plan quinquennal de l'édification socialiste, destiné à assurer ultérieurement l'allure intense de l'industrialisation de l'URSS, développer dans la plus grande mesure la production des moyens de production, à renforcer d'une façon décisive le secteur socialiste dans les villes et les campagnes aux dépens des

éléments capitalistes, à développer considérablement l'économie rurale, en entraînant des millions de paysans dans l'édification socialiste, élever considérablement le niveau matériel et culturel du prolétariat et des masses laborieuses des campagnes, — ce plan constitue le plus grand succès non seulement pour les masses laborieuses de mais pour tout le prolétariat international. La réalisation de ce plan qui a déjà commencé avec succès, renforce les bases socialistes de la dictature prolétarienne, augmente sa capacité de défense. Par conséquent, ce plan renforce les positions de combat du mouvement révolutionnaire prolétarien mondial. Le succès de l'avance de l'URSS dans la voie du socialisme constitue un facteur des plus importants sapant la stabilisation capitaliste et aggravant la crise générale du capitalisme.

§3. Les tentatives de la bourgeoisie d'établir, dans les principaux pays capitalistes, la "paix dans l'industrie" furent également stériles, Le problème des marchés, qui n'est pas résolu, se pose avec de plus en plus d'acuité. Ce problème s'aggrave non seulement du fait de l'accroissement de l'appareil de production, mais aussi en raison des prix élevés établis par les cartels monopolistes, par les barrières douanières, par l'appauvrissement des plus grandes masses de la population, par le développement industriel des pays économiquement arriérés, par l'instabilité générale de la situation dans les colonies, etc. Les efforts de la bourgeoisie pour se tirer de cette contradiction fondamentale au moyen de la rationalisation capitaliste sur une grande échelle sont restés vains. La rationalisation aggrave de plus en plus cette contradiction. En augmentant les possibilités de l'appareil productif, en évinçant du processus de la production des

millions d'ouvriers, en aggravant encore davantage la concurrence sur le marché mondial, la rationalisation capitaliste conduit à l'aggravation des conflits sociaux. Pesant de tout son poids sur la classe ouvrière, la rationalisation fait encore baisser le niveau de vie des ouvriers et rend le travail très exténuant par l'augmentation de la journée de travail et par l'institution du travail à la chaine. Toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière, arrachées au cours de dizaines d'années de lutte et surtout dans la période de la vague révolutionnaire de 1918-20, sont abolies ou se trouvent sous la menace de l'être (journée de huit heures, assurances sociales, secours aux chômeurs, législation ouvrière, droits de coalition et de grève). Dans quelques pays, les conquêtes du prolétariat dans le domaine social politique sont abolies avec l'aide de la social-démocratie et sous le prétexte hypocrite de "nouvelles réformes" (loi sur les assurances sociales, la conciliation obligatoire et les logements en France). Sous le drapeau de la "paix dans l'industrie" en Angleterre, sous l'emblème de la "démocratie économique" en Allemagne et de l'"arbitrage obligatoire" fasciste en Italie et dans d'autres pays, la bourgeoisie soutenue par la social-démocratie et par les bureaucrates syndicaux réformistes, institue avec la plus grande férocité un système de pillage éhonté, d'asservissement, d'oppression barbare de la classe ouvrière. La rationalisation capitaliste a pour conséquence l'accroissement formidable du chômage (de 12 à 13 millions de chômeurs dans les principaux pays capitalistes). La ruine des couches moyennes, la réduction du nombre d'employés dans les pays capitalistes, contribuent à l'augmentation de la population pauvre des villes. La situation des masses déterminantes de la paysannerie non seulement ne s'est pas

améliorée, mais encore la paupérisation des paysans moyens et pauvres s'est notablement accentuée. La situation de ces couches des campagnes est encore aggravée par la crise agricole permanente et la réaction qui se développe dans tous les pays. La faillite du fameux mot d'ordre de prospérité, lancé par la bourgeoisie américaine est de plus en plus avérée. Ce mot d'ordre a été lancé pour soutenir l'industrie des États-Unis contre la concurrence de l'Europe et signifie une offensive systématique contre le niveau d'existence de la classe ouvrière des États-Unis, en augmentant le nombre des chômeurs (qui s'élève à plus de 3 millions). L'idée des conciliateurs concernant l'adoucissement des antagonismes internes dans les pays capitalistes et la possibilité d'organiser le marché mondial est réfutée par tout le développement du capitalisme dans les dernières années et signifie une capitulation devant l'idéologie réformiste.

Parallèlement à la politique qui consiste à étouffer économiquement la classe ouvrière, se produit l'accroissement de la réaction politique: fascisation de l'appareil d'État de la bourgeoisie, accentuation de la répression et de la terreur blanche, coups d'État fascistes soutenus par le capital mondial (Yougoslavie), arrestations en masse des ouvriers (France, Pologne, etc.), dissolution des organisations révolutionnaires (dissolution de l'Association du Front Rouge en Allemagne), exécution des ouvriers manifestants ou grévistes (Indes, États-Unis, Berlin), assassinats des révolutionnaires avec ou sans jugement, condamnations aux travaux forcés pour de longues années (Italie, etc.), terreur blanche brutale contre le mouvement ouvrier et paysan (Mexique, Cuba, Colombie, Venezuela et autres pays de l'Amérique latine). Dans l'atmosphère des

antagonismes impérialistes croissants et de l'aggravation de la lutte de classes, le fascisme devient de plus en plus une méthode toujours plus répandue de domination de la bourgeoisie. Une forme particulière du fascisme dans les pays à partis sociale-démocrates forts, c'est le social-fascisme, qui sert toujours plus à la bourgeoisie pour paralyser l'activité des masses dans la lutte contre le régime de dictature fasciste.

Par tout ce système monstrueux d'oppression politique et économique, soutenu par la social-démocratie internationale, la bourgeoisie cherche à liquider pour de nombreuses années le mouvement révolutionnaire de classe du prolétariat. Mais, là encore, ses efforts sont vains. L'augmentation de l'activité et de la combativité de la classe ouvrière, le développement du nouvel essor du mouvement ouvrier révolutionnaire signale la faillite inévitable de ce régime d'exploitation inouïe et de violence que la social-démocratie internationale dénomme cyniquement une ère "d'épanouissement de la démocratie" et de "transformation du capitalisme en socialisme".

§4. La bourgeoisie n'a pas réussi non plus à écraser le mouvement révolutionnaire dans les colonies. L'antagonisme entre l'impérialisme et le monde colonial se manifeste avec une acuité de plus en plus grande dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux. Après la défaite provisoire du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans de Chine, la bourgeoisie chinoise, dont les intérêts sont étroitement confondus avec ceux du capital financier des divers pays impérialistes (États-Unis, Angleterre, Japon), et qui s'est alliée à la réaction féodale, fut absolument incapable de défendre l'indépendance de la Chine et passa dans le camp

des ennemis impérialistes de cette indépendance. La guerre intérieure qui se poursuit actuellement en Chine entre les trois cliques militaristes constituant chacune un instrument d'un gouvernement impérialiste, prouve avec évidence que les intérêts des cliques dirigeantes de Chine sont en contradiction flagrante avec les intérêts de l'unification nationale de ce pays. L'unification de la Chine et sa libération du joug impérialiste sont absolument liées avec la révolution agraire et la suppression de tous les vestiges du féodalisme. Mais la solution de ces problèmes essentiels de la révolution bourgeoise démocratique ne peut être réalisée que par un nouvel élan de la révolution ouvrière et paysanne ayant la classe ouvrière à sa tête. Les conditions d'un tel essor mûrissent incontestablement et cet essor conduira certainement à la création des Soviets, comme organe de dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

Dans la période actuelle, un mouvement révolutionnaire puissant se déploie dans l'Inde. La grève héroïque du prolétariat de Bombay, la lutte des masses laborieuses contre la commission Simon, les manifestations et les combats de rue, le mouvement agraire grandissant, tout cela montre que l'Inde constitue déjà une base des plus importantes des révolutions coloniales. La trahison ouverte de la bourgeoisie hindoue à l'œuvre de l'indépendance nationale (décision du Congrès National des swarajistes sur les droits constitutionnels de dominions pour l'Inde) et le concours actif aux répressions sanglantes exercées contre les grévistes, démasquent le caractère contre-révolutionnaire de la bourgeoisie hindoue. Cela signifie que l'indépendance de l'Inde, l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, la

solution de la question agraire, ne peuvent être réalisées que par une lutte révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes sous la direction du prolétariat, par une lutte contre l'impérialisme anglais contre les féodaux hindous et contre le capital national. Les tâches de la révolution hindoue ne peuvent être résolues que dans la lutte pour la dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans sous le drapeau des Soviets.

En même temps que s'accroît l'essor révolutionnaire dans l'Inde, se déploie de nouveau la lutte dans les colonies contre les oppresseurs étrangers (Maroc, Congo, pays d'Amérique latine, etc.). Dans les conditions de l'essor grandissant du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les métropoles et à la suite du renforcement de l'URSS, les mouvements révolutionnaires dans les colonies grandiront à une allure bien plus rapide que jusqu'à présent, approchant ainsi l'écroulement du capitalisme tout entier.

2. — Les partis de la 2e Internationale au pouvoir

§5. L'impuissance de la bourgeoisie à trouver une issue aux contradictions extérieures et intérieures qui s'aggravent de plus en plus, la nécessité de préparer de nouvelles guerres impérialistes et d'assurer l'arrière en asservissant le plus possible la classe ouvrière, comme moyen de se tirer de la situation qui s'est créée: l'impossibilité de mener cela à bien par ses propres forces, sans l'aide des partis social-démocrates, enfin la nécessité de cacher une telle politique sous le drapeau de la démocratie et du pacifisme conduit à la nécessité d'une collaboration ouverte de la bourgeoisie avec les partis de la 2e Internationale. C'est pour ces raisons que la social-démocratie est venue au pouvoir en Allemagne et le Labour Party en Angleterre. La mission politique des

gouvernements Macdonald et Müller est de réaliser le dessein de la bourgeoisie dans le domaine de la politique intérieure (maximum de pression sur la classe ouvrière, double oppression imposée à la classe ouvrière allemande en liaison avec les réparations, la rationalisation en Angleterre) aussi bien que dans le domaine de la politique extérieure (préparation de nouvelles guerres et accentuation de l'oppression des colonies).

En Allemagne, nous avons une nouvelle expérience d'un pouvoir avec la participation de la social-démocratie allemande qui est le parti le plus fort de la 2e Internationale. Les masses ouvrières allemandes acquièrent une expérience qui leur fait perdre leurs illusions à l'égard de la social-démocratie. Venue au pouvoir, la social-démocratie étouffait les grèves par l'arbitrage obligatoire, aidait le capital à réaliser des lock-outs et à liquider les conquêtes de la classe ouvrière (journée de 8 heures, assurances sociales, etc.). Par la construction du cuirassé et par l'adoption du nouveau programme militaire, la social-démocratie rompt avec tous les restes des traditions du socialisme d'avant-guerre et prépare ouvertement la guerre. Les cadres dirigeants de la social-démocratie et des syndicats réformistes, en remplissant les tâches que la bourgeoisie leur a assignées, menacent actuellement, par la bouche de Wels, la classe ouvrière allemande de dictature fasciste ouverte. La social-démocratie a interdit les manifestations le 1e Mai et fait assassiner des ouvriers sans armes. Elle interdit la presse ouvrière, (la Rote Fahne), dissout les organisations ouvrières de masse (l'Association du Front Rouge, prépare l'interdiction du PC allemand en organisant l'écrasement de la classe ouvrière avec les méthodes fascistes.

Tel est le chemin qui conduit la social-démocratie vers le social-fascisme. Tel est le bilan de pouvoir du parti le plus considérable de la 2e Internationale.

Toute la politique du Labour Party, surtout au cours des dernières années, a montré que le gouvernement Macdonald suivra le chemin de la social-démocratie allemande au pouvoir. Il réalisera férocement la rationalisation capitaliste, en réprimant tout mouvement de grève. Il étouffera le mouvement national révolutionnaire dans les colonies, en premier lieu dans l'Inde. Il fera une politique impérialiste agressive, une politique de guerre, en premier lieu, contre l'URSS, en couvrant cette politique d'une phraséologie pacifiste. Nuls pourparlers, ou même aucun accord provisoire du gouvernement Macdonald avec les États-Unis n'écarteront le conflit armé inévitable entre ces deux puissances; bien au contraire, ces pourparlers et accords constitueront une étape dans la préparation de cette guerre, tout comme les tentatives d'accords entre les puissances impérialistes à la veille de la guerre mondiale de 1918. Les illusions largement semées parmi les ouvriers anglais que la venue d'un gouvernement du Labour Party au pouvoir signifie la venue au pouvoir de la classe ouvrière seront dissipées par la politique impérialiste, et anti-ouvrière du gouvernement Macdonald. C'est maintenant seulement que va commencer la différenciation politique rapide dans les masses et la séparation de ces dernières d'avec le parti ouvrier bourgeois. Plus le PC anglais extirpera énergiquement de ses rangs toutes les survivances des déviations de droite et conciliatrices et appliquera une politique bolchévique juste, en orientant la lutte des ouvriers contre le gouvernement labouriste, et plus les masses

ouvrières d'Angleterre verront que seule la politique du PC anglais, seule la politique «classe contre classe» au cours des dernières élections était une politique juste; que seule la politique «classe contre classe» peut libérer les grandes masses ouvrières de toutes illusions parlementaires et pacifistes et indiquer à la classe ouvrière le vrai chemin de la victoire.

Le Plénum du CEIC constate que la présence actuelle des plus grands partis de la 2e Internationale aux gouvernements, dans les conditions de l'approche de la guerre et des misères croissantes de la classe ouvrière, créent les conditions d'une crise des plus profonde de la social-démocratie au sein des masses prolétariennes. Cette crise trouve son expression dans l'accélération du processus de radicalisation des grandes masses ouvrières et conduit inévitablement la social-démocratie à la perte de son influence parmi elles. Ainsi, cette crise crée des conditions favorables aux PC pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière.

Le Plénum du CEIC fait un devoir à toutes les Sections de l'IC d'intensifier la lutte contre la social-démocratie, ce puissant défenseur du capitalisme. Elle demande aux partis de porter une attention particulière au renforcement de la lutte contre l'aile gauche de la social-démocratie qui freine le processus de décomposition de la social-démocratie en semant des illusions sur le caractère oppositionnel de cette aile à l'égard de la politique des instances dirigeantes de la social-démocratie et qui, en réalité, soutient dans toute la mesure du possible la politique du social-fascisme.

3. — Le nouvel essor du mouvement ouvrier révolutionnaire

§6. Ce qu'il y a de nouveau depuis le 6e Congrès Mondial c'est la radicalisation nettement marquée de la classe ouvrière internationale et le début d'un essor du mouvement ouvrier révolutionnaire. L'aggravation de la situation de la classe ouvrière, en rapport avec l'accroissement de la pression et de l'exploitation capitaliste, le fait que la social-démocratie se démasque elle-même en intervenant ouvertement avec la bourgeoisie contre la classe ouvrière et en faisant une politique social-fasciste, l'accroissement de l'influence du communisme dans les masses ouvrières, tout cela conduit le prolétariat à des méthodes de lutte plus actives contre la bourgeoisie. L'offensive du capital se heurte déjà à la résistance accrue du prolétariat. Les combats de classe offensifs de la part de la bourgeoisie commencent à se transformer en combats de contre-offensive et parfois directement offensifs de la classe ouvrière. Les mouvement comme la grève générale de Lodz, qui a montré le haut degré de conscience de classe et l'activité révolutionnaire des grévistes, les combats comme celui de la Ruhr où l'offensive de la triple alliance de l'État capitaliste, du patronat et des fonctionnaires syndicaux s'est heurtée la résistance résolue de la classe ouvrière, les succès considérables obtenus par le PC allemand lors des élections aux Comités de fabriques et d'usines, tout cela montre qu'il y a un nouvel essor révolutionnaire qui grandit. Les charges des réparations conduisent, à l'intérieur même de l'Allemagne, à un renforcement rapide de la lutte de classes qui s'exprime, d'une part, par l'offensive impitoyable des patrons, d'autre part, par de grandes actions de masses du prolétariat. Le double joug qui pèse sur le prolétariat allemand par les

dettes et réparations et l'exploitation de sa propre bourgeoisie accélère la maturation d'une crise révolutionnaire en Allemagne. La vague de grève s'élève partout: en France, ce sont les grèves des mineurs, des ouvriers du textile, des dockers, des postiers, etc.; aux États-Unis la grève des ouvriers du textile dans laquelle les combats de masses se sont développés jusqu'à devenir des rencontres armées et sanglantes entre les ouvriers et la police; le formidable mouvement gréviste en Australie, les grèves en Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay, Colombie), en Allemagne, la grève des ouvriers des ports, la grève lock-out de la Ruhr, la lutte de plusieurs mois dans le textile; en Pologne la grève générale de Lodz, la grève des ouvriers agricoles en Grèce, la grève générale; en Tchécoslovaquie, les grèves énormes d'ouvriers agricoles; en Bulgarie, la grève générale des ouvriers du tabac; la puissante vague révolutionnaire de grèves aux Indes; la recrudescence de la lutte gréviste en Chine. II n'existe actuellement presque aucun pays où le nombre et l'importance des grèves ayant eu lieu au cours des premiers mois de 1929 n'ait pas dépassé celles des dernières années. Ce mouvement de grève a montré le rôle actif qu'y ont joué les masses inorganisées dépassant fort souvent en combativité les ouvriers des syndicats réformistes.

Parallèlement à cela, l'état d'esprit révolutionnaire grandit également dans plusieurs pays parmi les masses paysannes et les nationalités opprimées. Il s'exprime sous la forme de mouvements de masses et de collisions armées telles que la participation des paysans aux démonstrations du 1e Mai, les grèves et mouvements révolutionnaires des paysans pauvres et des ouvriers agricoles en Ukraine

occidentale et en Pologne, la rébellion des paysans contre les impôts en Grèce, la rébellion de la population agraire en Roumanie, les troubles paysans locaux en Yougoslavie et en Italie, les grèves d'ouvriers agricoles en Tchécoslovaquie, en Hollande, en France, etc.

En raison du procès avancé d'interpénétration des organisations patronales et de l'appareil syndical réformiste avec l'État bourgeois, en raison de l'aggravation extraordinaire des antagonismes de classes, les grèves économiques se transforment dans plusieurs cas en grèves politiques de masses (Lodz, Bombay). Tout cela oblige les masses ouvrières à lier la lutte économique avec la lutte politique, avec la lutte contre le régime capitaliste tout entier. La bourgeoisie met en marche contre les grévistes tout son appareil de répression (arrestations, renvois, assassinats), tout l'appareil de l'État capitaliste. Cela provoque et provoquera des grèves de protestation encore plus considérables, des grèves de solidarité prenant un caractère politique nettement exprimé. Ainsi se pose devant les PC le problème de la grève politique de masses comme problème décisif de la période immédiate. La grève politique de masses aidera les PC à apporter plus d'unité dans les interventions économiques sporadiques de la classe ouvrière, à mobiliser largement les masses prolétariennes et à accroître considérablement leur expérience politique en les amenant à la lutte pour la dictature du prolétariat.

§7. Sur le front du développement des grèves et du nouvel essor révolutionnaire, l'action du prolétariat berlinois dans la journée du 1e Mai acquiert une importance des plus considérables. Cette action a montré non seulement l'initiative et la combativité du prolétariat allemand, mais

aussi l'influence du PC allemand qui, malgré l'interdiction des manifestations prononcée par Zoergiebel et les syndicats réformistes, a su faire descendre dans la rue près de 200,000 ouvriers. Le parti n'a pas reculé d'un seul pas devant la réaction et n'a pas permis à la bourgeoisie de le provoquer à une insurrection, qui, dans la situation donnée, eut aboutit à isoler et à rejeter en arrière l'avant-garde révolutionnaire. Les journées de Mai à Berlin marquent un tournant dans la lutte de classes en Allemagne et accélèrent l'essor révolutionnaire de la classe ouvrière allemande. Loin d'être une défaite du prolétariat allemand, comme le prétendent tous les défaitistes et les renégats du communisme, ces journées ont démontré le succès de la tactique combative du PC allemand qui lutte dans ses propres rangs sans ménagements contre toutes les tendances à se traîner à la remorque des masses. L'importance politique de l'action du prolétariat de Berlin consiste en ceci que cette action a repoussé la tentative de la bourgeoisie et de la social-démocratie d'enlever à la classe ouvrière sa journée du 1e Mai, qu'elle a obligé la bourgeoisie allemande et sa social-démocratie à capituler devant la classe ouvrière dans la question de l'interdiction des manifestations, qu'elle a eu sa répercussion dans la lutte pour la rue dans d'autres pays également, qu'elle a dressé les masses prolétariennes des autres pays et que ces dernières ont manifesté leur solidarité avec lé prolétariat allemand. La mesure où cette action du 1e Mai eut un caractère plus combatif que lors des manifestations et des grèves du 1e Mai des années précédentes dans d'autres pays (Pologne, France, Bombay), prouve que le mouvement économique des masses prolétariennes a tendance à passer aux formes supérieures de la lutte.

Se solidarisant avec le prolétariat héroïque de Berlin, avec tes défenseurs courageux des barricades de Neukoeln et de Wedding, le CEIC se déclare entièrement d'accord avec la ligne tactique appliquée par le PC allemand lors des événements de Berlin.

4. — L'IC et les tâches courantes des PC

L'accroissement du nouvel essor du mouvement ouvrier révolutionnaire et la venue au pouvoir de la social-démocratie en Allemagne et en Angleterre posent avec une acuité particulière dans l'IC et ses Sections la tâche d'intensifier d'une façon décisive la lutte contre la social-démocratie et surtout contre son "aile gauche" comme l'ennemi le plus dangereux du communisme dans les rangs du mouvement ouvrier et comme le principal frein à l'accroissement de l'activité et de la combativité des masses ouvrières. En liaison avec cette lutte, l'IC a pour tâche centrale, dans le domaine de la politique intérieure du parti, de lutter contre l'opportunisme qui est l'agent de l'influence bourgeoise dans la classe ouvrière et des tendances social-démocrates dans le mouvement communiste. Les PC ne pourront résoudre avec succès les nouveaux problèmes posés par l'aggravation de la lutte de classe dans la nouvelle étape du mouvement ouvrier, sans épurer leurs rangs des éléments opportunistes aussi bien masqués que déclarés, et sans surmonter l'attitude conciliatrice à l'égard de ces éléments.

L'importance de cette nouvelle étape en ce qui concerne les PC consiste en ce qu'elle a permis de découvrir, dans le processus de développement de la lutte de classe, les éléments opportunistes pourris, jouant le rôle de briseurs de grèves dans ces combats. Ainsi se trouvent confirmées les

indications du 6e Congrès de l'IC disant que la déviation de droite constitue actuellement le principal danger dans le PC.

§9. Le Plénum du CEIC constate avec satisfaction l'accroissement de l'influence de l'IC qui s'est produite au cours de la période écoulée ainsi que le renforcement idéologique et organique de ses Sections et leur épuration des éléments opportunistes (Brandler, Haïs, Lovestone). Les clameurs des renégats sur la désagrégation de l'IC, reprises par les conciliateurs petits-bourgeois, ne font que confirmer combien cette épuration du mouvement communiste était nécessaire pour prévenir le travail de décomposition des éléments opportunistes et pour assurer la véritable bolchévisation des PC. Les résultats les plus importants de cette bolchévisation sont déjà manifeste: dans plusieurs PC, en premier lieu en Allemagne, en France et en Pologne. L'épuration des éléments opportunistes a augmenté la combativité de ces partis qui sont devenus ainsi plus aptes à remplir leur tâche de direction de la lutte économique et politique du prolétariat. De nouvelles forces ont surgi à la suite de l'activité grandissante de la classe ouvrière dans la lutte contre l'opportunisme. La discipline bolchéviste a augmenté dans les conditions d'une plus grande démocratie à l'intérieur des partis. Les cadres dirigeants des PC comprennent un nombre bien plus considérable d'éléments ouvriers.

Le Plénum note la consolidation des PC sur la base de la ligne politique et tactique du 6e Congrès. Enfin, le Plénum du CEIC constate que la direction de l'IC, en la personne du Secrétariat Politique et du Présidium, ont réalisé justement la ligne des décisions du 6e Congrès en réagissant à temps aux principaux événements politiques et en luttant avec

succès contre la déviation de droite et la conciliation envers cette déviation. Afin de créer une meilleure garantie d'application des décisions de l'IC, le Plénum charge le Présidium de prendre les mesures pour renforcer l'appareil du CEIC en y introduisant des militants des Sections et en s'épurant des éléments opportunistes.

Sous la direction du CEIC et sur la base de la lettre ouverte de celui-ci, le parti d'Allemagne a brisé politiquement et idéologiquement le groupe de renégats de Brandler-Thalheimer, et liquidé complètement son influence parmi les ouvriers. Le PC de Tchécoslovaquie, avec le concours actif du CEIC est venu rapidement à bout de la tentative ignoble de Haïs et Cie de scinder le mouvement syndical rouge en Tchécoslovaquie; ce parti est devenu idéologiquement et politiquement plus fort à la suite de la lutte contre les liquidateurs. Sous la direction du CEIC, le PC des États-Unis liquide avec succès le fractionnisme sans principe et l'influence décomposante des leaders fractionnels opportunistes sur les cadres du Parti (Lovestone, Pepper).

La lutte renforcée contre les déviations de droite est nécessaire aussi dans les PC des pays coloniaux où les éléments opportunistes sont les porteurs de l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise dans le prolétariat et entravent sa lutte indépendante.

Approuvant entièrement les décisions du Présidium du CEIC sur la question américaine, les décisions sur la question allemande, la lettre ouverte au PC allemand, les décisions sur la question tchécoslovaque, le Plénum du CEIC considère que le fait d'appartenir à un PC est incompatible avec la défense, comme le font certains membres des PC, des conceptions de la déviation de droite condamnée par l'IC

comme courant anticommuniste et profondément contraire aux intérêts du mouvement révolutionnaire prolétarien.

En même temps, le Plénum constate que les conciliateurs, qui se manifestent comme opportunistes poltrons couvrant les liquidateurs ouverts, ont ces derniers temps glissé sur les positions de droite dans toutes les questions essentielles du mouvement communiste et ont repris dans l'IC le rôle de droite. Après l'exclusion des liquidateurs de droite, ils sont devenus le centre d'attraction de tous les éléments de droite dans les rangs des PC, les porte-parole de toutes les tendances défaitistes et des conceptions opportunistes. Pour ces raisons, le CEIC exige : (a) que les conciliateurs se désolidarisent ouvertement et résolument de la déviation de droite; (b) qu'ils mènent une lutte active, non seulement en paroles, mais aussi par des actes, contre les déviations de droite; (c) qu'ils se soumettent sans réserve à toutes les décisions de l'IC et de ses Sections et qu'ils les réalisent dans la pratique. L'inexécution d'une de ces conditions mettra quiconque les enfreint hors des rangs de l'IC.

Le Plénum du CEIC considère que sans la réalisation de ces décisions, sans la débâcle complète des liquidateurs de droite et de "gauche" (trotskiste), sans surmonter résolument la conciliation avec la « gauche » et la droite, il est impossible de remplir les tâches de l'IC et de ses Sections dans les conditions du nouvel essor du mouvement ouvrier révolutionnaire, Sans cela, il est impossible de lutter contre la menace de guerre, pour la défense de l'URSS, contre la social-démocratie et surtout contre son "aile gauche" et pour préparer les PC et la classe ouvrière à être réellement capables de conduire courageusement et sans hésitations le

prolétariat à la lutte pour le renversement du capitalisme et pour l'établissement de la dictature du prolétariat.

§10. La lutte contre les liquidateurs et les conciliateurs acquiert une importance particulièrement considérable en vue d'accomplir la tâche des PC de conquérir la majorité de la classe ouvrière. En atténuant la lutte contre la social-démocratie, en surestimant les forces de celle-ci et en sous-estimant le rôle des PC, ces éléments sabotent la lutte des PC pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière et empêchent les ouvriers se trouvant sur le chemin qui conduit de la social-démocratie au mouvement communiste à faire le dernier pas vers le communisme. En soulignant le rôle de briseurs de grève rempli par les éléments opportunistes de droite, le Plénum du CEIC appelle toutes les Sections de l'IC à concentrer toutes leurs forces sur la tâche de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Le Plénum du CEIC souligne que dans les conditions du nouvel élan révolutionnaire qui se manifesté dans le mouvement ouvrier, la conquête de de la classe ouvrière constitue la tâche centrale des PC. Cette tâche suppose la conquête par les PC du rôle dirigeant dans le mouvement ouvrier, c'est à-dire la conquête de la direction dans toutes les actions de la classe ouvrière, dans les grèves économiques, dans les manifestations de rues, dans les Comités de fabrique et d'usine, afin que les PC s'assurent ainsi la direction dans les combats décisifs du prolétariat.

Les PC ne pourront résoudre cette tâche centrale dans le processus des grands combats de classe du prolétariat, qu'en appliquant les nouvelles formes de tactique de front unique par en bas et en entraînant dans la lutte les larges masses inorganisées (Comités de grève dans la Ruhr, élection des Comités de fabriques et d'usines en Allemagne, conférences

des délégués ouvriers d'entreprises préparant la grève du 1e Mai à Paris et à Berlin). À cet effet, les PC doivent lancer leurs forces dans les entreprises, faire de chaque entreprise une citadelle du communisme. Ils doivent faire une sélection des meilleurs éléments parmi les vieux cadres, les compléter par de nouvelles forces qui auront fait leurs preuves dans le processus de la lutte de classes, de nouvelles forces tirées d'en bas, de la masse. Ils devront développer systématiquement l'autocritique qui est un instrument de la plus grande importance pour la rééducation révolutionnaire des cadres du parti, qui est l'instrument le plus précieux pour leur donner une trempe bolchévique. Afin de résoudre le problème central, celui de la conquête de la majorité de la classe ouvrière au communisme, il importe de prendre toutes mesures pour consolider organiquement l'influence politique des PC qui menace un certain nombre de PC qui jusqu'ici ont travaillé légalement, le CEIC fait un devoir à ces partis d'appliquer immédiatement toutes les mesures nécessaires au point de vue politique et d'organisation pour déclencher, par tous les moyens, contre l'illégalité pour assurer la continuation et même l'extension de leur travail de masse même dans les conditions d'illégalité, et d'être toujours armés pour combiner des méthodes de travail légal et illégal.

Dans la lutte contre les menaces de guerre, contre l'offensive patronale et la campagne calomnieuse des réformistes, tous les PC doivent faire une large campagne pour populariser les succès considérables de l'édification du socialisme en URSS (plan économique quinquennal). Ils doivent opposer à la rationalisation capitaliste qui pousse le prolétariat dans une misère toujours plus profonde, la rationalisation socialiste en URSS qui est un puissant levier

pour relever le niveau matériel et culturel de la classe ouvrière et des travailleurs dans les campagnes.

§11. En même temps, tous les partis doivent renforcer très résolument le travail des communistes et de l'opposition syndicale et, dans les pays où le mouvement syndical est scindé, travailler de toute leur énergique pour renforcer les syndicats rouges.

Pour consolider l'influence des communistes en lutte dans les usines, contre les patrons, le fascisme et le réformisme, pour assurer une base plus large aux conseils d'usines rouges dans leur travail, pour donner un caractère organisé à toutes les luttes de la classe ouvrière, il est nécessaire d'avoir dans les entreprises un réseau de délégués révolutionnaires élus par les ouvriers.

Toutes les Sections de l'IC doivent exécuter un tournant radical et un changement profond dans leurs méthodes de travail en ce qui concerne l'activité révolutionnaire parmi les couches les plus opprimées et exploitées du prolétariat, parmi les ouvrières, la jeunesse ouvrière et les ouvriers agricoles.

En raison du rôle grandissant de la jeunesse ouvrière, surtout en liaison avec les dangers de guerre, la question de la mobilisation et du rassemblement révolutionnaire des masses ouvrières de jeunes acquiert une importance exceptionnelle et nécessite une plus grande attention de la part des PC pour les questions du mouvement des jeunes ainsi qu'un soutien effectif du travail de l'ICJ.

L'ICJ, au cours de l'année écoulée, a soutenu énergiquement l'IC, dans sa lutte contre la droite et les conciliateurs. L'état du travail de masses des Fédérations des

JC et le développement de leur réorganisation reste néanmoins extrêmement peu satisfaisant et nécessite impérieusement, dans le travail de masses, le tournant réclamé par le 5e Congrès Mondial de l'ICJ.

Dans les pays où existent un mouvement de libération nationale et un mouvement révolutionnaire de paysans, la tâche essentielle à côté de la conquête de la majorité de la Classe ouvrière est de consolider l'hégémonie du prolétariat et d'assurer aux partis la direction du mouvement.

C'est la tâche de toute l'IC d'encourager de toutes les manières le développement et la consolidation des PC de masses dans les colonies, en tant que partis du prolétariat, en tant qu'avant-garde et force dirigeante dans les prochaines luttes révolutionnaires.

Il est nécessaire de s'orienter fermement vers la création de partis de masses en luttant contre les vestiges. de sectarisme et les traditions social-démocrates aussi bien que contre les restes de lutte fractionnelle et sans principe qui, dans plusieurs pays (Amérique), constituent une entrave à leur développement ultérieur et une des cause qui les empêche de se transformer en PC de masses.

Dans une série de partis de l'IC, par exemple le parti suédois, les hésitations de droite sont encore largement répandues et représentent même dans le travail pratique un très grand danger. Si l'on ne combat pas résolument et si l'on n'arrive pas à vaincre ces hésitations opportunistes, les PC ne seront pas en état de remplir activement les tâches révolutionnaires qui se posent devant eux.

En conclusion, notant les tentatives de plus en plus fortes des ennemis du mouvement ouvrier révolutionnaire dé

séparer les PC des grandes masses prolétariennes (en excluant les communistes des syndicats, en les destituant de leurs postes dans les syndicats, en interdisant la presse et les organisations communistes, etc.) et en faisant appel à la lutte contre ces tentatives, le Plénum du CEIC constate que, dans la période actuelle, le danger le plus grand est la possibilité que les PC retardent sur le développement du mouvement révolutionnaire de masses (queuisme). Le Plénum du CEIC appelle toutes les Sections de l'IC à lutter de la façon la plus énergique contre les tendances queuistes reflétant les vestiges social-démocrates. Sans surmonter ces tendances, les PC ne pourront pas jouer le rôle d'avant-garde du mouvement ouvrier, conduisant la classe ouvrière aux nouveaux combats révolutionnaires et aux nouvelles victoires.

Thèses sur la lutte économique et les tâches des PC

(*Adoptées sur les rapports de Thaelmann et Lozovski*)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.104, 9e année, 15 octobre 1929, numéro spécial XXIV, (numéro entier).

1. — Caractère des combats de classe actuels

§1. La période écoulée depuis le 6e Congrès de l'IC et le 4e Congrès de l'ISR est caractérisée par l'accroissement continu des contradictions de classes et par l'extension du front de lutte de classes. Une année s'est à peine passée depuis ces deux congrès, et durant ce temps, la classe ouvrière d'Allemagne a vécu, outre de grands combats économiques, le mouvement énorme du prolétariat de la Ruhr. En Pologne, s'est déroulée la puissante grève de 100,000 ouvriers de Lodz; en France, les conflits économiques de masses éclatent et se propagent d'une région à l'autre (atteignant, ces derniers temps, au moins 100 grèves par mois); en Autriche, ont eu lieu pour la première fois des grèves contre la rationalisation capitaliste et contre la fascisation des fabriques et des usines, et aux Etats-Unis, des grèves de masses spontanées (surtout dans les Etats du Sud). Les nombreuses grèves partielles qui se déroulent en Angleterre depuis le début de 1929 sont également significatives, le mouvement de grèves dans ce pays, ayant subi une forte dépression depuis la défaite de la classe ouvrière en 1926. Sont également significatives les nombreuses grèves des ouvriers agricoles en Europe (Tchécoslovaquie, Pologne,: France), qui ont pris un

caractère politique nettement exprimé, Le trait caractéristique de la phase actuelle des grèves est également l'accroissement énorme des petites grèves partielles dans les usines et même dans les ateliers. Elles ont pour cause la pression croissante résultant de la rationalisation capitaliste. Enfin, la particularité de la phase actuelle du développement consiste en ce que cette vague croissante de grèves se propage également dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (grève de 140,000 ouvriers du textile à Bombay, grève générale des ouvriers des plantations de bananes en Colombie, grève des dockers dans les colonies françaises) et y atteint des proportions et un caractère acharné sans précédent. Tout cela montre que la radicalisation de la classe ouvrière se produit à une allure de plus en plus accélérée et acquiert un caractère de plus en plus international.

§2. Ces particularités de l'essor actuel du mouvement ouvrier reflètent l'aggravation qui se poursuit des contradictions fonda mentales de l'économie capitaliste mondiale. La contradiction fondamentale entre les forces productives accrues et le rétrécissement des marchés s'accroit et s'aggrave. Toute la politique économique des États capitalistes s'oriente actuellement vers la conquête des débouchés pour l'exportation de capitaux et de marchandises, des sources de matières premières, et vers l'exploitation du prolétariat par la rationalisation capitaliste. Actuellement, toute tentative d'améliorer le niveau d'existence du prolétariat provoque la résistance de toute la classe du patronat qui s'efforce d'étouffer le mouvement ouvrier dans sa racine. La rationalisation capitaliste n'est pas arrivée à surmonter les contradictions existant entre les possibilités de production et la capacité des marchés; bien

plus, ce problème est devenu encore plus aigu et insoluble. La rationalisation a augmenté la masse de la production, mais en même temps elle a provoqué l'accroissement du chômage, des changements de structure profonds dans la composition sociale du prolétariat, une nouvelle baisse du niveau d'existence du prolétariat et de la part du salaire dans le produit du travail, par suite de l'intensification énorme du travail.

Avec une acuité toute particulière, s'est révélée la différence qui existe entre la rationalisation dans les pays capitalistes fardeau pesant sur les épaules de la classe ouvrière, et la rationalisation socialiste en URSS, puissant instrument pour liquider les restes du capitalisme en URSS et assurer un rythme accéléré à l'élévation du niveau matériel et culturel du prolétariat soviétique.

§3. La lutte pour l'augmentation du niveau d'existence du prolétariat, par suite de la fusion du capital trusté moderne avec l'appareil d'État, se transforme en une lutte contre les bases du système capitaliste et contre l'État bourgeois. Le capitalisme actuel en est déjà arrivé au point que les rapports de propriété sont devenus absolument incompatibles avec une augmentation du niveau d'existence de la classe ouvrière (bien que, dans certains cas, des augmentations temporaires et partielles de salaires sont encore possibles). Aussi, devant la classe ouvrière, se pose plus que jamais le problème de combiner sa lutte journalière avec la lutte contre le système capitaliste tout entier. Dans ces nouvelles conditions, la lutte économique du prolétariat acquiert toujours davantage un caractère politique nettement exprimé. Cela ne signifie pas que la direction de la lutte économique partielle du prolétariat a actuellement moins d'importance

qu'auparavant. Précisément dans la période actuelle; le rôle du mouvement syndical révolutionnaire consiste avant tout à organiser la lutte pour les revendications partielles, sous l'angle des perspectives de la lutte pour le pouvoir politique. La radicalisation de la classe ouvrière se reflète dans la profonde portée politique des combats économiques actuels.

§4. Le caractère politique des luttes économiques actuelles est déterminé également par l'adoption par la bourgeoisie des pays capitalistes les plus importants de nouvelles méthodes fascistes de répression de la classe ouvrière. Cette fascisation s'exprime, dans le domaine des luttes économiques, par le désir de supprimer avant tout aux ouvriers le droit de coalition et de grève, enlevant ainsi aux combats économiques du prolétariat leurs positions légales. Les moyens employés à cet effet, sont l'introduction de l'arbitrage obligatoire, de même que l'application ouverte de la terreur et de l'appareil de contrainte de l'État, y compris la dissolution des syndicats révolutionnaires, des Comités de grève, des assemblées de grévistes, les arrestations en masse et l'emploi de l'appareil militaire de l'État bourgeois en qualité de main-d'œuvre pour briser les grèves, (grève des ouvriers agricoles en Slovaquie occidentale). Il faut signaler aussi particulièrement la participation directe de l'appareil syndical réformiste à la répression des ouvriers en lutte et au développement du fascisme dans les usines.

§5. Les grandes masses ouvrières, auxquelles l'offensive du capital porte dans le monde entier une exploitation grandissante, un épuisement rapide à la suite du travail de forçat dans la fabrique capitaliste rationalisée, la «mise au rancart» prématuré des esclaves du capital, le chômage grandissant, l'augmentation de la journée de travail, la

baisse du niveau d'existence et l'insécurité grandissante, résistent de plus en plus fortement à l'offensive du capital et passent toujours plus souvent et courageusement à la contre-offensive. Le nouveau caractère des combats économiques consiste en ce qu'ils portent de plus en plus le caractère d'attaques de part et d'autre, et, fort souvent, le caractère d'une offensive du prolétariat. Tels sont presque tous les combats économiques du dernier semestre, en premier lieu la grève ode Lodz, le lock-out de la Ruhr et la grève générale du textile de Bombay.

§6. Pour les combats économiques actuels, il est très significatif que, malgré le rôle de briseurs de grève joué plus que jamais par l'appareil syndical réformiste, malgré la trahison de la droite et le travail de' sape des conciliateurs, enfin, malgré les erreurs du mouvement syndical révolutionnaire et des PC qui n'ont pas encore appris à diriger les grèves comme il faut, en toute indépendance, même malgré les défaites, la combativité du prolétariat n'a pas diminué. Ainsi dans la Ruhr, les ouvriers lock-outs n'ont pas obtenu, en fait, satisfaction à leurs revendications, mais, en même temps, la combativité des masses ouvrières n'a nullement diminué et l'expérience de ce conflit grandiose stimule encore davantage lg mobilisation des masses. Tout cela dément catégoriquement les théories des réformistes et des liquidateurs de droite, qui prétendent que tous les derniers combats du prolétariat, même ceux qui revendiquaient une augmentation de salaire, n'étaient, en somme, que des mouvements exclusivement défensifs,

§7. Mais le plus caractéristique pour l'appréciation des nouveaux qui témoignent de xnx du mouvement ouvrier, c'est l'activité de plus en plus grande des ouvriers 'ton organisés.

Cela est dû particulièrement aux profonds changements de la structure qui se sont produits dans la classe ouvrière à la suite dc la rationalisation. Le nombre des ouvriers qualifiés qui composaient la principale masse des syndicats réformistes, diminue rapidement. Lors du lock-out de la Ruhr, les ouvriers non organisés formaient les ¾ des participants au mouvement. À Lodz, près de 80,000 ouvriers du textile ont participé à la grève, et il n'y avait parmi eux qu'un peu plus de 4,000 syndiqués. En Bulgarie, sur 30,000 ouvriers des tabacs en grève, 95% étaient des inorganisés. En France, plus de 90% des ouvriers ne sont pas syndiqués. Même en Angleterre, où les grèves ont pour le moment le caractère de petits mouvements partiels, régionaux, ce qu'il y a de plus significatif c'est la participation d'une grande masse de non organisés (grève dans l'industrie automobile). Aux Indes, à Bombay, la grève puissante des ouvriers du textile, non organisés dans leur écrasante majorité, a abouti à la création d'un fort syndicat de gauche comptant 65,000 membres, c'est-à-dire près de 40% de tous les ouvriers du textile de Bombay. Enfin, les derniers combats économiques se distinguaient par une forte radicalisation, par l'activité et par la fermeté de classe des masses prolétariennes féminines et de la jeunesse non organisées dans leur écrasante majorité, Il faut souligner particulièrement que dans une série de branches industrielles les plus importantes (textile, constructions mécaniques, outillage électrique, produits chimiques, alimentation, habillement, fabrication de la soie artificielle, etc...), la main-d'œuvre féminine constitue la moitié et parfois la majorité du prolétariat occupé. En même temps, ces ouvrières constituent un contingent important des masses inorganisées.

Cette activité des non syndiqués exprimait l'accroissement du mécontentement spontané des masses et rompait le cadre légal des syndicats, en entraînant la masse des adhérents des syndicats réformistes dans la lutte qui, toujours plus souvent, est menée non seulement sans, mais aussi contre l'appareil syndical réformiste. Ainsi, les combats de classes qui se sont déroulés depuis le 6e Congrès de l'IC et le 4e Congrès de l'ISR, expriment les éléments d'une nouvelle poussée révolutionnaire du mouvement ouvrier et se caractérisent par les traits suivants:

1) Les petits combats partiels font place à des combats plus importants, à des combats de masses;

2) Les masses ouvrières passent plus fréquemment à la contre-offensive;

3) Les masses non syndiquées font montre d'une activité toujours croissante;

4) Le légalisme syndical est rompu;

5) Les grèves prennent un caractère de plus en plus politique et révolutionnaire;

6) Le mouvement devient international et s'étend aux pays coloniaux, ainsi qu'à l'Angleterre qui, jusqu'à ces derniers temps restait en arrière.

§9. L'ampleur des nouvelles formes de la lutte économique n'est pas partout la même. Dans certains pays, comme l'Allemagne, où, en vertu de plusieurs conditions, nous avons une expression classique des contradictions de la stabilisation capitaliste moderne, ces nouvelles formes se sont exprimées de la façon la plus nette. Dans d'autres pays, comme l'Angleterre, où la classe ouvrière se remet seulement

de la défaite de la grève générale et de celle des mineurs de 1926 et où le processus de la rationalisation capitaliste (comparativement à l'Allemagne et aux États-Unis) se trouve encore dans sa phase initiale, nous observons seulement le prélude d'une période tempétueuse de combats de masses. L'arrivée au pouvoir du Labour Party entrainera inéluctablement une aggravation de ces combats, du fait qu'il se dévoilera toujours plus en qualité d'agent de la rationalisation capitaliste et d'instrument direct pour intensifier l'exploitation du prolétariat, détruisant' par cela même les illusions réformistes des masses. Enfin, ce qui est absolument nouveau dans l'histoire du mouvement international, c'est le mouvement de grèves de masses aux Indes où ces nouvelles formes se sont peut-être exprimées de la façon la plus aiguë. Est également significative la différenciation de classes qui s'est nettement exprimée lors de la grève des ouvriers des plantations de bananes en Colombie où fut mis en branle tout l'appareil militaire et administratif, où la bourgeoisie a constitué son front unique.

§10. La lutte entre les communistes, l'avant-garde révolutionnaire des syndicats, d'une part, et la bureaucratie social-fasciste, d'autre part, se déroule maintenant non seulement au sein des syndicats, mais s'étend à l'ensemble de la masse des ouvriers. Cette lutte est menée avant tout pour la direction des masses ouvrières dans le mouvement de grèves. C'est pourquoi, de nouvelles conditions, plus favorables, se sont créées pour les communistes et l'avant-garde syndicale révolutionnaire (surtout après les manifestations du 1e Mai en Allemagne) pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière. De cela il découle que le problème des non-organisés acquiert une importance

considérable. Il en résulte la nouvelle tactique employée aux élections des Comités de fabriques et d'usines. De cela, découle pour l'avant-garde syndicale révolutionnaire et communiste l'importance de la direction indépendante des grèves, sans et contre l'appareil syndical réformiste. De là, résulte la lutte irréductible contre le légalisme syndical opportuniste dans nos propres rangs et l'application de la tactique du front unique par en bas.

2. — La radicalisation de la classe ouvrière et les syndicats réformistes

§1. La radicalisation de la classe ouvrière qui se poursuit et l'aggravation de la lutte de classes conduisent à l'accroissement de la crise du mouvement syndical réformiste. Le 6e Congrès de l'IC et le 4e Congrès de l'ISR ont déjà constaté la fusion de l'appareil syndical réformiste avec l'État bourgeois et le grand capital monopoliste. Au cours de la dernière année, en liaison avec l'extension des combats de classes, ce procès s'est encore accentué. La social-démocratie évolue, en passant par le. social-impérialisme, vers le social-fascisme, se joignant à l'avant-garde armée de l'Etat capitaliste moderne pour la répression du mouvement révolutionnaire croissant de la classe ouvrière (la répression de Zœrgiebel dans la journée du 1e Mai); au même moment, la bureaucratie syndicale social-fasciste, dans les combats économiques de plus en plus aigus, passe entièrement aux côtés de la grande bourgeoisie, en défendant l'arbitrage obligatoire, en s'efforçant de placer la classe ouvrière sous le joug de la rationalisation capitaliste, en transformant l'appareil syndical réformiste en un organisateur pour briser les grèves. On en parle ouvertement dans le "nouveau programme" de la CGT française et dans les décisions des

derniers congrès syndicaux tenus en Allemagne et en Angleterre (Hambourg et Swansea).

La démocratie économique, qui incarne en même temps la pression des réformistes et des capitalistes sur la classe ouvrière, est devenue le mot d'ordre officiel de l'Internationale d'Amsterdam. Le programme international de briseurs de grève se base sur le concours actif à la politique économique des capitalistes par une collaboration directe de l'appareil syndical réformiste avec le patronat (accords "pacifiques" pour l'établissement de tarifs, participation aux conseils de surveillance des trusts, etc.,) et avec l'appareil de l'État bourgeois ("conseils économiques", organes économiques de la SdN, organes d'arbitrage obligatoire, etc...). Le réformisme international redouble en même temps ses tentatives pour étouffer le mouvement révolutionnaire de classe du prolétariat dans les colonies. Albert Thomas fraternise avec les leaders des Syndicats jaunes des bourreaux du Kuomintang. Sous sa direction, Bundzi Soudzouki, agent de l'impérialisme japonais, prend une initiative réactionnaire: la convocation du soi-disant congrès ouvrier pan-asiatique. Dans ce processus de fascisation rapide de l'appareil syndical réformiste et de sa fusion avec l'Etat bourgeois, la soi-disant aile "gauche" de l'Internationale d'Amsterdam (Cook, Fimmen et autres) joue un rôle particulièrement traitre. Cette aile gauche, sous l'apparence d'une opposition aux leaders réactionnaires de l'Internationale d'Amsterdam, s'efforce de cacher aux ouvriers le véritable sens de ce processus et constitue un élément organique actif (et non pas le moindre) dans le système du social-fascisme.

Il est évident que, pour les ouvriers, cette situation, où ils sont contraints de se trouver, dans leurs luttes économiques, sous la conduite de chefs politiquement réactionnaires et briseurs de grèves, devient toujours plus intolérable. Cette tactique perfide de briseurs de grèves, suivie par les leaders des syndicats au moment où le capital accentue et étend son offensive dans le but d'augmenter considérablement l'exploitation des ouvriers, devient la cause essentielle de la crise croissante du mouvement syndical réformiste.

§2. Cette crise grandissante s'est exprimée dans plusieurs pays par la stagnation des syndicats réformistes (Angleterre) et par l'accroissement considérable des syndicats révolutionnaires (Indes, Amérique latine, États-Unis). Cette crise s'exprime également par la méfiance profonde des masses syndiquées envers la bureaucratie syndicale réformiste et par l'offensive de la bureaucratie syndicale social-fasciste contre l'opposition syndicale révolutionnaire, par la pratique d'exclusions de plus en plus fréquentes des membres de l'opposition révolutionnaire des syndicats réformistes et par la menace d'exclure "des dizaines de milliers de membres" (déclaration du président du syndicat réformiste des métaux, à Berlin). Plus les syndicats se transforment, entre les mains de la bureaucratie syndicale social-fasciste, en un simple instrument de t'économie capitaliste, "lacs s'accroît la crise du mouvement syndical réformiste et plus seront violentes les attaques de la bureaucratie syndicale contre l'opposition syndicale révolutionnaire. Déjà, à présent, la lutte intérieure dans les syndicats réformistes a pris une acuité inouïe. La pression exercée par les masses ouvrières sur les fonctionnaires est tellement forte, qu'il arrive souvent que les organisations de

base des syndicats réformistes sont obligées de s'élever contre les bonzes syndicaux qui, voulant transformer les syndicats en organisations de briseurs de grève et en instruments de la stabilisation capitaliste, mènent une politique de scission de classe, en expulsant des syndicats les meilleurs éléments révolutionnaires, en liquidant les derniers vestiges de la démocratie syndicale, en présentant des ultimatums à l'opposition révolutionnaire («Reverse») et en s'orientant vers la fascisation des syndicats.

§3. L'étape actuelle dans le développement intérieur des syndicats réformistes correspond à la période transitoire du rapport des forces de classes en général. La classe ouvrière est suffisamment forte pour passer de plus en plus souvent à la contre-offensive. La bureaucratie syndicale exerce encore une influence sur certaines couches d'ouvriers, mais les syndicats révolutionnaires et l'opposition syndicale révolutionnaire réussissent de plus en plus à entraîner avec eux les grandes masses d'ouvriers organisés dans les syndicats réformistes. C'est ce qui détermine les tâches des communistes dans les syndicats réformistes: les communistes doivent non pas quitter les syndicats réformistes, mais contribuer par tous les moyens à accélérer la radicalisation de la masse des adhérents du mouvement syndical réformiste, en se mettant résolument à la tête de la lutte de classe du prolétariat.

3. — Les combats économiques et le mouvement syndical révolutionnaire

§1. Le 9e Plénum du CEIC et le 4e Congrès de l'ISR ont posé devant les PC et devant le mouvement révolutionnaire non seulement la tâche de diriger d'une façon indépendante la lutte gréviste, mais aussi de préparer et d'organiser pour

le mieux cette lutte et de réaliser l'unité de la classe ouvrière en bas, l'entreprise. Déjà, à cette époque, on a constaté que l'accroissement de l'influence politique du mouvement syndical révolutionnaire ne correspondait pas à son travail d'organisation des masses ouvrières. Dans ce but, on proposa la réorganisation des fractions communistes dans les syndicats réformistes par la base et aussi la réorganisation des syndicats révolutionnaires sur la base (dans les pays où le mouvement syndical est scindé), l'application dans ces syndicats du centralisme démocratique et la création de Comités de fabriques et d'usines en tant que base des syndicats révolutionnaires. En même temps, on signalait déjà à cette époque le péril des traditions social-démocrates et du légalisme syndical, s'exprimant très nettement dans les pays où n'existent pas de syndicats révolutionnaires indépendants (Allemagne), par le mot d'ordre « Forcez les bonzes » et aussi par des combinaisons diplomatiques au sommet entre les dirigeants des syndicats révolutionnaires et les dirigeants des syndicats réformistes.

§2. Ce péril pouvait et devait inévitablement devenir très sérieux dans la période suivante, dans la période de l'accroissement et de l'aggravation extraordinaire des combats économiques. C'est précisément dans ce dernier processus qu'eut lieu (ce qui ne devait pas manquer de se produire) le groupement des forces de l'IC, sur la base de l'expulsion des éléments anti-léninistes et opportunistes. Un regroupement analogue était aussi inévitable dans le mouvement syndical révolutionnaire (la scission de Haïs et consorts en Tchécoslovaquie, d'une partie des militants actifs de la Section syndicale dans le PC allemand, etc...). Les décisions de l'I.C et de l'ISR n'ont pas été vaines. Les PC et

le mouvement syndical révolutionnaire (dans les pays à mouvement syndical unique, aussi bien que dans les pays où le mouvement syndical est scindé) ont obtenu de grands succès durant cette période. En comparaison avec les grèves des années précédentes, nous avons une préparation supérieure de ces grèves, une meilleure application de la tactique du front unique, certains succès dans la lutte contre le légalisme syndical et dans la réalisation des mots d'ordre économiques et politiques des PC. L'expérience a démontré que les succès du mouvement syndical révolutionnaire dans cette période étaient directement proportionnels à l'énergie déployée pour réaliser ces décisions.

§3. Dans les pays où il n'y a pas de syndicats révolutionnaires indépendants, le point le plus faible du mouvement syndical révolutionnaire reste jusqu'à présent le légalisme syndical, la crainte d'enfreindre les statuts syndicaux. Il en résulte une résistance insuffisante à l'offensive des fonctionnaires syndicaux (aux exclusions, aux déclarations Reverse et un travail insuffisamment actif pour atteindre les masses ouvrières dans les organisations de base (réalisation de la nouvelle tactique aux élections des Comités de fabriques et d'usines en Allemagne, organisation des Comités de fabriques et d'usines en Allemagne, organisation de Comités de lutte, etc.). Ainsi, à Lodz, lors de la grève générale qui eut lieu en automne 1928, l'opposition révolutionnaire a habilement préparé la lutte, a choisi habilement le moment opportun à cet effet, alors que les ouvriers étaient indignés par l'institution de nouveaux règlements de fabriques et par les règlements sur les amendes, elle a repoussé justement la proposition de certains communistes de déclarer prématurément la grève, elle a

développé une campagne autour de la grève et a habilement lié la lutte économique à la lutte contre le régime fasciste. Mais, en même temps, la fraction rouge du Comité de grève a mal compris notre tactique d'unité. II en résulta que le Comité de grève ainsi créé était défaitiste, sa majorité étant composée de partisans du PSP.

§4. Un autre défaut dans ces pays est la crainte d'employer la nouvelle tactique pour ne pas affaiblir les positions de l'opposition révolutionnaire dans les syndicats réformistes. C'est précisément sur cela qu'insistent actuellement les droitiers et les conciliateurs, de même qu'auparavant ils spéculaient (au moment de la création de Comités de lutte dans la Ruhr) sur la soi-disant transformation du PC et de l'opposition syndicale révolutionnaire en organisation du "lumpenprolétariat déclassé".

§5. Dans ces pays, la structure et le travail des fractions communistes dans les syndicats sont également très défectueux. Pour que le travail des PC en vue de la conquête des masses dans les syndicats réformistes soit couronné de succès, il est nécessaire d'avoir dans les syndicats des fractions communistes fortes, capables de réaliser la ligne du parti dans les syndicats, liées entre elles et travaillant sous la direction des Comités respectifs du parti. Le Plénum constate de nouveau que plusieurs décisions de l'IC sur la question des fractions dans les syndicats sont remplies d'une façon non satisfaisante. Les fractions communistes n'existent pas dans toutes les organisations syndicales où elles devraient exister, conformément aux décisions de la 2e Conférence Internationale d'Organisation. Là où elles existent, elles ne sont pas toujours organisées d'une façon juste. Dans plusieurs endroits où le mouvement communiste

est illégal (Pologne) sont créées, parallèlement aux fractions communistes, des fractions rouges. En outre, on a délimité d'une façon nette le travail des fractions rouges et celui des fractions communistes. Les fractions rouges doivent être créées de façon à représenter des organisations aussi larges que possibles groupant autour des fractions communistes les ouvriers sympathisants, Mais, les fractions rouges ne doivent dans aucun cas se substituer aux fractions communistes, et les PC ne doivent pas créer des fractions rouges sans y assurer le rôle dirigeant aux fractions communistes.

§6. Enfin, dans les PC même, on n'a pas encore pleinement conscience de l'importance exceptionnelle du travail syndical à l'étape actuelle. Le travail dans les syndicats est considéré comme le travail habituel d'une Section Le parti ne concentre pas toute son attention et, en particulier, l'attention des Cellules d'usines sur le travail syndical courant, en premier lieu sur la préparation à la direction des combats économiques. Cela montre une sous-estimation de la portée politique du travail syndical révolutionnaire dans les combats économiques actuels.

§7. Dans les pays à mouvement syndical révolutionnaire indépendant (France, Tchécoslovaquie), le défaut essentiel consiste en ce qu'une certaine partie des militants actifs des syndicats révolutionnaires sous-estime encore maintenant la radicalisation des masses et le nouveau caractère du réformisme syndical. En France, les syndicats unitaires ont été pris au dépourvu et submergés par le mouvement ("le mouvement a passé par-dessus la tête de la CGTU, nos organisations ont manqué d'initiative", a déclaré Monmousseau à la session d'octobre du Conseil de la CGTU).

En Tchécoslovaquie, la tactique des liquidateurs qui forment partiellement la direction des syndicats révolutionnaires (IAV) fut caractérisée par des combinaisons de sommet avec les leaders des organisations syndicales réformistes, par la collaboration avec les Comités d'usines réformistes corrompus, ce qui était présenté comme étant la tactique du front unique, par une orientation légaliste à l'égard des autorités bourgeoises, par une attitude opportuniste envers la tactique de grève et, en particulier, à l'égard des inorganisés. Il en est résulté que lors du premier grand conflit économique pendant lequel le PC et les syndicats révolutionnaires passèrent à la nouvelle tactique de grève, les liquidateurs répondirent en se séparant du mouvement syndical révolutionnaire.

Un grand danger dans ces pays est aussi le légalisme, le respect des lois capitalistes. Luttant jusqu'au dernier degré pour chaque possibilité d'action légale, les syndicats révolutionnaires ne doivent pas en même temps nourrir des illusions opportunistes quelconques envers l'État bourgeois et la légalité capitaliste. La force et l'influence des syndicats révolutionnaires dépendent exclusivement de l'organisation active et de la direction indépendante des luttes économiques du prolétariat. Une des lacunes principales des syndicats révolutionnaires consiste en leur pénétration insuffisante dans les entreprises, en l'absence (ou au mauvais fonctionnement) du système de délégués syndicaux dans l'usine.

§8. Cette position erronée et le manque d'initiative ont eu pour résultat immédiat la faible liaison des syndicats révolutionnaires avec les masses. Cela est constaté également dans la résolution du CC du PCF sur la tactique

communiste dans les grèves en France (par exemple, lors de la grève des mineurs de la Loire, il n'y avait presque aucune liaison entre les grévistes et la direction). C'est de là également que résultent les erreurs opportunistes dans la tactique de l'unité (Bordeaux). Il en résulte aussi l'incompréhension de la portée politique du problème des non organisés. Ainsi, une partie des dirigeants des syndicats révolutionnaires ont montré une attitude négative envers les larges Comités de grève électifs, sous le prétexte qu'ils sont inutiles lorsqu'il y a des syndicats révolutionnaires dirigeant activement la grève. Un tel point de vue constitue l'envers (dans la mesure où il s'agit des syndicats révolutionnaires) du parlementarisme des trade-unions, il montre l'incompréhension de la tâche fondamentale de l'époque actuelle et des moyens de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Jusqu'à présent, dans les pays où le mouvement syndical est scindé, existe encore un grand défaut consistant en ce que les rapports entre les PC et les syndicats révolutionnaires ne sont pas établis d'une façon juste. Actuellement, est particulièrement dangereux le point de vue d'après lequel les combats économiques sont exclusivement du domaine des syndicats révolutionnaires, tandis que les combats politiques entrent dans le domaine du PC. Une telle "division du travail" conduisait, d'une part, à ce que l'actif communiste des syndicats révolutionnaires se détachait des grands problèmes de la lutte politique révolutionnaire (nous en avons un exemple frappant en la personne des fonctionnaires syndicaux dans le genre du traître Haïs); elle conduisait, d'autre part, à ce que les larges cadres des fonctionnaires du parti se détachaient de la lutte journalière de la classe ouvrière et, de ce fait, se détachaient des masses en général.

§9. Enfin, le principal défaut de tout le travail, dans la période de préparation des grèves, consistait dans les pays à mouvement syndical scindé, aussi bien que dans les pays à mouvement syndical unique, en ce que l'agitation et la propagande prédominaient sur le travail d'organisation. Cependant, on ne peut préparer sérieusement une grève qu'après avoir effectué au préalable un grand travail d'organisation.

4. — Les syndicats et les Comités de lutte

§1. L'expérience de la lutte gréviste, depuis le 6e Congrès de l'IC a entièrement justifié l'orientation pour la direction indépendante des combats économiques par les communistes. La direction indépendante des grèves et la participation des non organisés est possible en premier lieu en organisant de larges Comités de lutte (Comités de grève, Comités contre les lock-outs, etc...), élus par toute l'usine, par les ouvriers et ouvrières syndiqués aussi bien que les inorganisés. Au moment des confits économiques, les Comités de lutte sont les principaux organes de direction groupant autour d'eux les grandes masses ouvrières sur la base d'une plate-forme politique et économique. Dans tous les cas, sans exception, lorsqu'au moment des grèves ou des lock-outs la question se posait de créer des Comités de lutte spéciaux pour diriger les grèves et pour mener l'action contre les lock-outs, ce mot d'ordre trouvait le plus vif écho parmi les grandes m4sses et permettait aux PC et aux partisans du mouvement syndical révolutionnaire d'organiser autour de ce mot d'ordre et sur la plate-forme de ta lutte révolutionnaire, une partie importante et, souvent, la majorité des grévistes. Ce mot d'ordre de la création des Comités indépendants qui ne sont pas subordonnés à

l'appareil syndical réformiste, permettait précisément aux PC et aux partisans du mouvement syndical révolutionnaire de grouper et d'organiser de grandes masses de prolétaires contre les social-démocrates et contre l'appareil syndical réformiste, comme cela eut lieu dans la Ruhr.

§2. En dirigeant les masses dans leurs actions économiques et politiques, les Comités de lutte doivent être de grandes organisations de masses sans parti, car ils sont appelés à grouper les ouvriers appartenant à divers partis et divers syndicats et aussi les ouvriers non organisés. Étant des organismes sans parti, ils ne peuvent pas néanmoins être neutres du point de vue politique, indifférents ou apolitiques. L'expérience de Lodz a montré combien il est dangereux d'avoir des agents réformistes des capitalistes (PSP) dans les Comités de lutte, La plate-forme politique des Comités de lutte est constituée par les mots d'ordre politiques proclamés par les masses ouvrières dans leurs actions (par exemple, lutte contre la rationalisation capitaliste, lutte contre l'arbitrage obligatoire, lutte contre le fascisme, lutte contre les blocs bourgeois et les blocs bourgeois-social-démocrates, etc.). En même temps, les Comités de lutte doivent lier étroitement ces mots d'ordre politiques avec la lutte pour les besoins économiques immédiats de la classe ouvrière. Dans les Comités de lutte doivent être élus des ouvriers et des ouvrières partisans de cette plate-forme.

§3. Les Comités de lutte groupent autour d'eux les grandes masses ouvrières, sans distinction de profession, sous la forme d'une organisation provisoire. Ils ne peuvent être désignés par en haut, comme le font les réformistes (désignation de Comités de grève par les syndicats). Ils

doivent être élus aux assemblées générales d'usines ou aux réunions de délégués d'ouvriers et d'ouvrières.

§4. Les Comités de lutte sont des organisations temporaires et les communistes doivent prendre l'initiative de les organiser sur la base de la démocratie prolétarienne en connexion avec les actions de masses du prolétariat, Les Comités de lutte ne doivent pas limiter le territoire de la lutte, mais s'efforcer de l'étendre et de transformer la lutte économique en une lutte politique. À la fin de la lutte, après la campagne des comptes rendus sur les résultats de la lutte, ces Comités sont dissous.

§5. Étant donné la fascisation croissante de l'appareil syndical réformiste, tout mouvement économique et politique des masses se heurte à une même résistance de la part de l'appareil syndical réformiste que de la part du patronat et de l'État bourgeois. En conséquence, il est nécessaire et possible dans les mouvements de masses du prolétariat, dirigés par des Comités de lutte, d'opposer ces derniers à la direction syndicale réformiste, c'est-à-dire de mener la lutte jusqu'au bout, de conclure des accords sur les tarifs, de consolider les résultats de la lutte et de prendre l'initiative de créer dans les entreprises des commissions des tarifs et des organes de contrôle pour l'application de l'accord conclu. Lors des combats économiques de la dernière période, il y eut entre les bureaucrates des syndicats réformistes et les Comités de lutte une lutte pour la direction des masses ouvrières (Allemagne). Il est même arrivé que les Comités de lutte concluaient des accords avec les capitalistes au nom des ouvriers. En tant qu'organes démocratiques de masses luttant réellement pour les intérêts des ouvriers, les Comités de lutte devenaient des organes démasquant les

bureaucrates syndicaux, leur trahison et leur collaboration avec les capitalistes.

§6. Dans les pays où il n'existe pas de mouvement syndical révolutionnaire indépendant, un moyen important de lutte pour gagner la masse des adhérents des syndicats réformistes est d'entraîner dans les syndicats, sur la base de la plate-forme de l'opposition révolutionnaire, de nouveaux ouvriers parmi les non-syndiqués qui se groupent autour des Comités de lutte, lors des actions de masses. Les PC devant étendre leur influence parmi les ouvriers non organisés, tâche des plus importantes pour la prochaine période, il faut y aboutir, d'une part, en conquérant et en organisant des Comités de fabriques et d'usines et en les ralliant autour des Comités de lutte (et aussi autour de différentes organisations révolutionnaires de masses, comme le SOI, le SRI, l'Association du Front Rouge, etc.); d'autre part, en les organisant dans les syndicats révolutionnaires dans les pays où le mouvement syndical est scindé, Les PC doivent également porter particulièrement leur attention au recrutement, pendant les luttes économiques, des meilleurs éléments aux partis communisées et aux organisations révolutionnaires de masses. La création de formes intermédiaires de groupement des inorganisés ayant un caractère semi-syndical («Sociétés de secours mutuels» ou «sociétés de lutte contre les lock-outs») dans les pays où il n'existe pas de syndicats révolutionnaires indépendants, comme en Allemagne et en Angleterre, ne peut qu'empêcher le mouvement syndical révolutionnaire d'étendre son influence sur les ouvriers inorganisés.

§7. Les Comités de lutte sont des organes de l'action prolétarienne de masses. C'est là la principale valeur de ces

Comités au point de vue de la lutte de classe. Dans les Comités de lutte, doivent être représentées les masses ouvrières touchées par le conflit donné, sans distinction de partis et de syndicats, les ouvriers et ouvrières syndiqués aussi bien que non syndiqués. C'est pourquoi, les Comités de lutte ne possèderont la direction des masses ouvrières que lorsque ces masses se convaincront, par l'expérience de leur lutte, que cette forme de direction leur assure l'unité de front de leur classe et une ligne de classe ferme et conséquente.

8. Le développement des Comités de lutte, comme organes de direction unique des actions de masses du prolétariat, est entravé dans une grande mesure par le fait que les Sections de l'IC et du mouvement syndical révolutionnaire retardent sur l'activité des masses. Les causes en, sont: les vestiges du légalisme syndical, la faiblesse du travail d'organisation des PC, en particulier lors de la préparation des grèves; enfin, le fait de ne pas comprendre suffisamment le caractère même des combats économiques et l'importance du problème des ouvriers non syndiqués à l'étape actuelle. On ne saurait venir à bout de ce défaut très important qu'en concentrant et en renforçant la lutte contre les droitiers et les conciliateurs dans cette question qui est essentielle dans la période actuelle.

5. — Les syndicats et les Comités d'usines

§1. La radicalisation des masses ouvrières, le redoublement de leur activité, l'aggravation des conflits de classes et l'influence croissante des PC dans les masses ouvrières créent les conditions propices à la réalisation des décisions essentielles de l'IC en vue de gagner les Comités d'usines qui se trouvent sous l'influence des réformistes (et d'en créer là où il n'en n'existe pas) et de les transformer,

d'organismes de collaboration de classes qu'ils étaient, grâce au patronat et à la bureaucratie syndicale social-impérialiste, en organes de lutte de classes.

§2. Les Comités d'usines peuvent et doivent être la base naturelle à l'unité de classe par en bas dans les entreprises. Contrairement aux Comités de lutte, ils ne sont pas des organes temporaires, mais fonctionnent d'une façon permanente. Ils ne remplacent pas les syndicats et ne peuvent être remplacés par eux (tant que fait défaut l'organisation des syndicats sur le principe d'industrie). La conquête des Comités d'usines (ou de délégations d'entreprises) est un des principaux moyens pour le PC et le mouvement syndical révolutionnaire de pénétrer dans les principales régions industrielles et les principales branches d'industrie. Dans l'étape actuelle où la lutte de classes prend une très grande acuité, la conquête des Comités d'usines revient à réaliser la tactique «classe contre classe» directement dans l'entreprise, à mobiliser tes masses pour le développement ultérieur des luttes économiques. Les Comités d'usines doivent devenir un levier pour mobiliser les masses et lutter contre la bureaucratie syndicale dans les entreprises. Le trait principal de notre tactique consiste en une large mobilisation des masses lors des élections aux Comités d'usines, Il faut, pendant ces élections (qui, l'année passée, se sont déroulées sous le contrôle des syndicats réformistes et ont été organisées par eux), entrainer toute la masse de l'usine, c'est-à-dire les ouvriers et les ouvrières syndiqués et inorganisés comme pour les élections des Comités de lutte. La tactique qui en découle consiste à renoncer catégoriquement à toute combinaison électorale avec les réformistes et à présenter des listes indépendantes,

malgré toutes les règles établies par les syndicats réformistes. Il faut, pendant la lutte électorale, former des organisations temporaires de masses qui seront élues dans les assemblées générales des usines (Commissions électorales).

§3. Les succès des communistes pendant les élections des Comités d'usines allemands démontrent le grand mécontentement qui règne parmi les ouvriers envers la politique des Comités d'usines qui, entre les mains des réformistes, se sont transformés en organes de collaboration de classes, en organes qui réalisent la paix dans l'industrie » et la démocratie industrielle. La conquête des Comités d'usines pour l'opposition révolutionnaire rend possible, en brisant les cadres légaux, de transformer les Comités d'usines en organes qui assument la lutte pour les intérêts économiques quotidiens du prolétariat et qui mènent la lutte politique dans les entreprises (lutte contre la guerre, lutte contre le fascisme, organisation de groupes d'auto-défense prolétarienne, etc.,.).

Les Comités d'usines révolutionnaires, s'ils combinent sans relâche ces deux formes de lutte, la forme politique et la forme économique, deviennent un modèle pour les autres Comités d'usines où l'influence des communistes se fait sentir, et un centre pour une Fédération de Comités d'usines sur l'échelle nationale. Dans ce but, les Comités d'usines révolutionnaires se lient entre eux au moyen de réunions et de Conférences par rayons et par industries.

§4. Les leçons qui découlent des élections des Comités d'usines en Allemagne, nous montrent que l'opposition révolutionnaire avait le plus de succès, de même que dans les grèves, là où la nouvelle tactique était appliquée avec

décision. Là où les communistes et l'opposition révolutionnaire avait présenté des listes de coalition avec les réformistes, l'indifférence des masses était la plus profonde et, fait typique, les listes des syndicats chrétiens et des syndicats Hifsch-Dunker ont obtenu un nombre de suffrages relativement supérieur. Ceci témoigne de la méfiance des masses dans ces cas envers la tactique des communistes de l'opposition révolutionnaire. Ici, comme dans le développement des Comités de lutte, la radicalisation des Comités d'usines se heurte au fait que les Sections de l'IC et l'opposition syndicale révolutionnaire retardent sur l'activité croissante des masses. Ici, de nouveau, s'est manifestée l'orientation légaliste et la crainte opportuniste des exclusions. Lorsque, après une longue préparation, il fallut tirer des déductions pratiques en s'inspirant des principes émis, une partie de nos militants syndicaux communistes furent pris d'hésitation et de doute. Ici, se manifesta également le fait que par suite de la tradition établie depuis de longues années et qui veut que des pourparlers diplomatiques soient menés avec les dirigeants des syndicats, l'habitude de mener un véritable travail de masses fait défaut. Cela est lié également à la sous-estimation de l'influence de l'opposition révolutionnaire dans les masses. Souvent, des marchandages avaient lieu au préalable, et c'est seulement après qu'une liste indépendante était présentée, au lieu que les listes de candidats soient établies sur la base d'un vote démocratique de toute la masse de l'usine.

§5. Mais, mobiliser les masses lors des élections, n'est que la moitié du travail. En Allemagne, pour la prochaine étape, la tâche principale consiste à éduquer des membres rév61utionnaires des Comités d'usines et à œuvrer en vue de

transformer les Comités d'usines en organes d'une véritable lutte de classes. Les succès des communistes aux élections des Comités d'usines marquent la croissance de la conscience des masses et le fait qu'elles comprennent la nécessité d'édifier par en bas des organes de direction et de lutte élus par les ouvriers eux-mêmes. Pour établir une liaison étroite de la masse des adhérents des syndicats révolutionnaires (France, Tchécoslovaquie, etc.) et de l'opposition révolutionnaire (Allemagne, etc...) avec tous les ouvriers de l'entreprise, il est nécessaire de prendre l'initiative de créer dans chaque entreprise un système de délégués élus par les ouvriers de tous les ateliers. Ces délégués contribueront à animer le travail et à l'intensifier les Comités d'usines, de même qu'à créer des Comités d'usines, là où ils n'existent pas encore. Le programme de l'opposition révolutionnaire et des Comités d'usines révolutionnaires doit se baser sur des mots d'ordre concrets de la lutte de classes: pour l'organisation d'une lutte décisive; pour améliorer les conditions de vie du prolétariat et contre la rationalisation capitaliste; contre l'arbitrage obligatoire et la terreur du patron; pour la liberté de grève et de coalition; xnx pour des syndicats uniques menant une lutte de classe révolutionnaire et construits sur le principe d'industrie; pour la démocratie ouvrière dans les syndicats et les organisations dans les entreprises, contre les exclusions des révolutionnaires des syndicats. Il faut opposer à la politique des syndicats réformistes, celle des Comités d'usines conquis par l'opposition révolutionnaire en tant qu'organes destinés à rassembler les forces du prolétariat et défendant fait les intérêts de la classe ouvrière. L'opposition révolutionnaire doit extirper énergiquement 'les traditions social-démocrates ancrées dans les Comités d'usines et lutter

contre toute velléité de subordonner les Comités d'usines aux syndicats réformistes.

§6. Cette expérience des Comités d'usines allemands doit être immédiatement transportée dans les pays où il existe des Comités d'usines analogues (Autriche, Tchécoslovaquie).

Là où n'existent pas de semblables Comités d'usines, il faut intensifier le travail pour créer une représentation d'usine. Les conflits économiques, les faits marquants dans l'exploitation des ouvriers provoquant une effervescence de la masse (accidents faisant de nombreuses victimes, etc.,..), créent des conditions favorables à l'organisation de Comités d'usines. En particulier, les organes de direction du mouvement, créés pendant les conflits économiques (Comités de grève, Comités contre les lock-outs, etc...), peuvent être transformés et étendus aux représentants révolutionnaires d'usines (Comités d'usines, délégués, etc.„), avec, les fonctions qui leur sont propres. Là, où sur l'initiative des syndicats révolutionnaires, se créent des Comités d'usines (France), il faut combattre énergiquement les tendances opportunistes qui considèrent les Comités d'usines en quelque sorte comme une représentation parlementaire destinée à défendre les intérêts des ouvriers devant les patrons » (théorie de Crozet au congrès du PCF.). Il faut combattre énergiquement les opportunistes qui, dans nos rangs, estiment que les Comités d'usines n'ont pas de tâches politiques remplir, mais seulement celles que leur assigne l'Etat. C'est là une tentative directe d'instaurer la « démocratie économique 3). De même, transposer la question centrale de l'organisation directe de Comités d'usines en bavardages sur leur rôle à l'époque directement révolutionnaire (Tomasi) est une survivance syndicaliste

abstraite. Pour un pays comme la France, la question consiste à présent non pas à savoir la forme que prendront les Comités d'usines lors des luttes révolutionnaires, mais comment il faut les organiser pour le mieux et le plus rapidement dans le processus de la lutte. À cet effet, il ne faut pas attendre une autorisation spéciale du patronat et de l'Etat bourgeois, ni que les Comités soient reconnus par eux. La vague croissante des luttes économiques crée des conditions particulièrement favorables à l'organisation de Comités d'usines,

6. — Dans quelles conditions il est nécessaire de constituer de nouveaux syndicats?

§1. Le nouveau caractère du réformisme syndical, la fusion ouverte de l'appareil réformiste syndical avec l'État bourgeois font que la question de notre tactique au sein des syndicats réformistes acquiert de nouveau de l'actualité. La 10e Plénum du CEIC confirme encore une fois que la politique de scission du mouvement syndical menée par la bureaucratie syndicale social-fasciste (exclusion des communistes et des membres de l'opposition révolutionnaire du sein des syndicats réformistes; les clauses reversales, etc.), ne doit en aucun cas aboutir à un relâchement de l'action pour la conquête des syndicats de masses, donc, par conséquent, à inviter les ouvriers à quitter les syndicats réformistes. Au contraire, ce travail doit redoubler d'intensité, pour aider la masse et gagner sa sympathie, son appui, il ne faut pas craindre les difficultés, ne pas craindre les chicanes, les subterfuges, les attaques, les brimades des leaders (qui, étant opportunistes et social-chauvins, sont, dans la plupart des cas, liés directement ou indirectement à la bourgeoisie et à la police), mais il faut travailler

absolument là où il y a des masses (Lénine, *La Maladie infantile du communisme*. Voir le chapitre, Les révolutionnaires doivent-ils mener une action dans les syndicats réactionnaires ?)

§2. La poussée grandissante du mouvement ouvrier et la crise croissante dans les syndicats réformistes ont donné naissance à des tendances dangereuses qui veulent renoncer au travail dans les syndicats réformistes. En même temps, cette croissance du mouvement ouvrier a soulevé un nouveau problème: la constitution de nouveaux syndicats révolutionnaires à certaines étapes et dans des conditions déterminées.

§3. La première tendance a pour base une conception erronée du problème des inorganisés, une confusion des syndicats avec les Comités de lutte, une sous-estimation de la possibilité de conquérir les syndicats gagnant les masses syndiquées (création artificielle des formes d'organisation transitoires vers de nouveaux syndicats). Ces tendances se trouvent en contradiction directe avec les décisions maintes fois adoptées par l'IC sur la conquête des masses ouvrières dans les syndicats. La provocation croissante de la part des réformistes dans le but d'obtenir la scission du mouvement syndical, qui s'exprime par l'exclusion des communistes et des membres de l'opposition révolutionnaire, ne peut être un prétexte pour réviser les décisions sur le travail au sein des syndicats réformistes dans les pays où n'existent pas de syndicats révolutionnaires indépendants et ne peut servir à justifier le relâchement du travail pour la conquête des masses syndiquées et pour l'organisation artificielle de nouveaux syndicats, La période actuelle impose à l'IC non pas une politique d'abandon des syndicats réformistes ou de

création artificielle de nouveaux syndicats révolutionnaires, mais la lutte pour xnx la majorité de la classe ouvrière, au sein des syndicats réformistes, comme au sein des organisations dont l'influence s'étend sur de plus grandes masses (Comités de lutte, Comités d'usines) qui, avec le mouvement révolutionnaire, poursuivent les mêmes buts, mais qui les réalisent par des moyens qui leur sont propres.

§4. Ce serait en même temps une illusion opportuniste nuisible que de penser que nous pouvons dans les conditions actuelles nous emparer de l'appareil syndical réformiste, même si nous avions avec nous la masse des syndiqués. Cela ne signifie nullement que l'opposition révolutionnaire et les communistes doivent être passifs dans les élections à la direction syndicale. Au contraire, la lutte pour chasser des syndicats tous les bureaucrates et les agents des capitalistes, la lutte pour chaque fonction élective dans les syndicats, en particulier la lutte pour les délégués syndicaux à la base doit être, entre nos mains, une arme puissante pour démasquer le rôle de la bureaucratie syndicale social-fasciste et lutter contre elle.

§5. En corrélation avec ceci, se trouve la lutte contre la politique scissionniste de la bureaucratie syndicale sociale fasciste, Cette lutte contre les exclusions et autres mesures de scission doit devenir une lutte contre la politique réformiste du monde industriel, pour l'unité sur la base de la lutte de classes, pour la démocratie prolétarienne dans les syndicats. L'activité scissionniste de la direction réformiste a pour but l'affaiblissement de la force organisée des masses ouvrières dans leurs luttes pour les revendications économiques et politiques, et l'isolement des communistes et de l'opposition révolutionnaire de la masse ouvrière

organisée. C'est pourquoi, une des tâches les plus importantes consiste à mobiliser les grandes masses ouvrières contre l'activité scissionniste de la bureaucratie syndicale social-fasciste. En même temps, il est nécessaire de combattre énergiquement tout esprit de capitulation. La capitulation en face de la bureaucratie syndicale équivaudrait non seulement à discréditer, mais aussi à briser l'opposition révolutionnaire.

Il faut répondre à l'exclusion d'organisations syndicales entières, par une continuation active de la lutte et un renforcement de ces organisations tout en luttant simultanément pour la réintégration dans le syndicat sous le mot d'ordre de l'unité sur la base de la lutte de classes. Ces organisations syndicales qui auront été exclues ne peuvent devenir le point de rassemblement des ouvriers exclus des autres organisations syndicales. Lors d'exclusions isolées d'ouvriers révolutionnaires, il faut tendre toutes les forces pour mobiliser les masses dans la lutte contre la politique de scission des réformistes. La lutte pour la réintégration des exclus devra s'effectuer sous le mot d'ordre de la conquête aux côtés de l'opposition révolutionnaire des ouvriers qui se trouvent encore sous l'influence des réformistes.

Dans ces pays, la lutte contre la politique scissionniste de la bureaucratie syndicale doit s'effectuer non pas par l'organisation des communistes et des membres de l'opposition révolutionnaire exclus dans de nouveaux syndicats, mais par une accentuation de la lutte pour la démocratie prolétarienne dans les syndicats, contre le réformisme, pour le renvoi des bureaucrates syndicaux réformistes. La fusion de l'appareil syndical réformiste avec l'appareil de l'État bourgeois, d'une part, l'influence

croissante des PC sur les masses ouvrières et dans les syndicats réformistes de masses, d'autre part, non seulement élargissent les possibilités de lutte contre la dictature des réformistes, mais rendent indispensable la mobilisation des masses pour briser les statuts et rompre avec le légalisme des syndicats réformistes.

§6. L'opposition révolutionnaire ne peut également tolérer la dispersion des membres de l'opposition révolutionnaire exclus en masses toujours plus grandes du sein des syndicats réformistes. Pour cette raison, il est 'nécessaire que l'opposition révolutionnaire se lie activement avec tous les membres de l'opposition exclus des syndicats. Cependant, ceci ne doit pas être un motif à la création de nouvelles organisations (par exemple, en exigeant des cotisations spéciales), qui pourraient être des formes artificielles "transitoires" vers de nouveaux syndicats.

§7. Mais les communistes ne peuvent être en principe contre la scission des syndicats. La résolution du xnx I IC Congrès de l'IC donne les conditions auxquelles les communistes sont tenus d'accepter la scission. Elles sont les suivantes: Les communistes ne doivent pas s'arrêter devant la scission des organisations syndicales, si le renoncement à la scission signifiait le renoncement à la lutte révolutionnaire dans les syndicats, le renoncement à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. L'accroissement du mouvement de grèves depuis le 6e Congrès de l'IC et la lutte acharnée de la bureaucratie syndicale social-fasciste laquelle emploie les exclusions et la dissolution d'organisations entières (ADGB) (1) et restreint artificiellement, à l'aide d'entraves corporatives, le cercle de prolétaires syndiqués (l'exemple le plus frappant est la Fédération Américaine du Travail et son

action ouverte de briseur de grèves), ont créé dans certains pays des conditions telles que, parfois, il a été nécessaire de former de nouveaux syndicats révolutionnaires.

Le 9e Plénum du CEIC et le 6e Congrès de l'IC ont prévu pour le PC américain la création de nouveaux syndicats, en premier lieu dans les branches d'industrie où les organisations syndicales font défaut en général et, en outre, dans les cas où, à la suite de l'action révolutionnaire des ouvriers, les masses ouvrières sont sorties des syndicats; par suite de la trahison de la bureaucratie syndicale et que le mouvement syndical était détruit. Le parti a entrepris ce travail et il doit le réaliser avec la plus grande énergie en gagnant aux nouveaux syndicats les masses énormes d'ouvriers inorganisés des États-Unis. Il en fut ainsi en Angleterre, où un nouveau syndicat de la Couture et un nouveau syndicat des Mineurs d'Ecosse ont été créés. Il en fut ainsi en Pologne où, sur la base du mouvement de grèves de masses à Lodz et de la scission du PSP, il fut nécessaire de soulever le problème de la création d'un nouveau syndicat unique du textile sur la base de la lutte de classe révolutionnaire (à Lodz); cette question se pose aussi chez les mineurs (dans la région de Dombrovo). II en fut de même au Mexique où fut constituée, sur la base de la radicalisation des masses ouvrières et de la dégénérescence réactionnaire de la CROM, une nouvelle CGTU révolutionnaire comptant environ 100,000 adhérents.

§8. Mais les communistes doivent comprendre que la scission des syndicats ne consiste pas à former d'une façon mécanique des nouveaux syndicats. Il faut lutter énergiquement contre toute orientation vers la scission en bloc des syndicats, La création de nouveaux syndicats n'est

possible qu'en cas d'essor de la vague de grèves, que là où la lutte politique prend une plus grande acuité, où de grandes masses du prolétariat ont déjà compris la nature social-impérialiste de la bureaucratie syndicale réformiste xnx (la Confédération Générale des Syndicats d'Allemagne, et lorsque ces masses appuient activement la création d'un nouveau syndicat. Mais, même si toutes ces conditions existent, la création de nouveaux syndicats dans les pays où n'existait pas jusqu'à présent de mouvement syndical révolutionnaire indépendant (par exemple en Allemagne) ne doit avoir lieu que dans certains cas en prenant en considération la situation objective.

7. — Le travail dans les pays à mouvement syndical illégal

L'aggravation croissante de la lutte de classes pousse les classes dirigeantes à prendre des mesures de répression violentes pour étouffer et briser les syndicats révolutionnaires. Là où les syndicats révolutionnaires existent encore légalement (France, Tchécoslovaquie, etc...) ils sont menacés de dissolution. Dans une pareille situation, la tâche principale consiste à ne pas laisser jeter dans l'illégalité les organisations qui existent légalement. Dans les pays où la bourgeoisie, de concert avec les social-fascistes, a réussi à mettre les syndicats dans l'illégalité (Italie, Yougoslavie, etc.), où les syndicats révolutionnaires continuent à travailler illégalement, la tâche principale consiste à renforcer les syndicats illégaux, à y gagner le maximum d'ouvriers sans-parti et à développer leur travail sur la base des grèves croissantes. Il faut mener une lutte implacable contre toutes les tendances de capitulation et de liquidation du travail des syndicats illégaux sous le prétexte que leur existence est impossible, en général. La création de

vastes Comités de lutte pour diriger les combats économiques a une importance particulière pour les pays à mouvement syndical illégal. Ces Comités de lutte peuvent devenir le meilleur moyen pour rompre tout le système des interdictions policières et fascistes et pour faire sortir les syndicats de l'illégalité. La lutte pour faire sortir les syndicats de l'illégalité, pour leur existence légale, doit être au centre de l'attention des syndicats révolutionnaires. Cette lutte ne peut avoir de résultat que si les syndicats illégaux la lient avec la lutte pour les besoins journaliers des ouvriers et une direction effective des batailles économiques.

La condition préalable pour renforcer les syndicats illégaux, pour une direction révolutionnaire des mouvements de grèves, de même que pour faire passer les syndicats de l'illégalité à l'existence légale, consiste en une action tenace et systématique dans les entreprises en vue de créer des Cellules communistes d'usines et d'établir tout le travail syndical sur la base des entreprises.

8. —Le travail dans les pays coloniaux et semi-coloniaux

La dernière année se distingue par un essor considérable de la lutte économique dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux et en particulier dans l'Inde. Cette vague de grèves a touché les détachements les plus arriérés du prolétariat colonial (Afrique équatoriale) et prouve que l'essor du mouvement ouvrier s'étend bien au-delà des vieux pays capitalistes. Les particularités essentielles des dernières grèves dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (Indes, Chine, Indonésie, Ceylan, Birmanie, Afrique, etc.) montrent que, même là où le mouvement a éclaté spontanément, il a eu un profond caractère révolutionnaire. Cela crée un terrain favorable à la consolidation et au développement des PC et

des syndicats révolutionnaires dans les pays coloniaux où ils n'existent pas encore. La tâche la plus importante de tous les communistes et ouvriers révolutionnaires de ces pays consiste à assurer aux ouvriers la direction de toutes les batailles économiques, en épurant les Comités de grèves de tous les éléments nationalistes-bourgeois et social-réformistes, et en poussant les mouvements économiques des ouvriers à un degré supérieur de la lutte.

Les formes variées des organisations syndicales dans les pays coloniaux et semi-coloniaux exigent de la part des communistes et des ouvriers révolutionnaires de ces pays une plus grande souplesse pour l'application de la ligne d'une direction indépendante des batailles économiques pour la conquête des grandes masses dans le processus de développement de la lutte gréviste et pour la coordination étroite de la lutte économique des ouvriers avec les tâches générales de classé du prolétariat.

La formation des Comités de lutte dans ces pays doit être utilisée pour constituer des syndicats révolutionnaires de classe là où il n'en existe pas et faire sortir de leur vie clandestine les syndicats illégaux.

L'expérience du syndicat révolutionnaire du textile, « Girni-Kamgar » de Bombay, démontre quels succès rapides et stables peuvent atteindre les éléments révolutionnaires dans l'organisation d'un mouvement syndical révolutionnaire de masses sur la base de la conduite des grèves, d'un vaste emploi de nouvelles formes d'organisation (Comités de grève et du travail dans les entreprises, Comités d'usines).

Le plus important est de renforcer et de développer les syndicats révolutionnaires légaux et illégaux. En se basant sur l'essor du mouvement ouvrier, il faut mettre à profit toutes les lités pour que les syndicats illégaux surmontent leur isolement: qui existe encore à l'égard des masses ouvrières, pour qu'ils développent leur travail de masses et luttent pour leur existence légale. Il faut travailler sans relâche et systématiquement dans toutes les organisations réformistes et jaunes de masses afin de rallier les ouvriers qui se trouvent dans ces organisations à la lutte révolutionnaire de classe. Les PC ont pour tâche d'utiliser l'essor du mouvement de grèves pour rompre tous les fils de fer barbelés tendus par l'impérialisme et la bourgeoisie nationale contre les syndicats de classe. Les PC des pays impérialistes doivent apporter leur aide systématique et active du mouvement de grèves des pays coloniaux, en accentuant la lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance des colonies en relation avec les luttes économiques croissantes. Il est nécessaire de porter une attention particulière pour aider le mouvement ouvrier de Chine et des Indes, car le triomphe de la révolution dans ces deux pays serait un coup mortel au système impérialiste mondial.

9. —Les tâches pratiques immédiates

§1. Le caractère politique des conflits de classes actuels, où sont entrainés des millions d'ouvriers, pose impérieusement aux PC la question, maintes fois soulignée dans les décisions de l'I.C, de la nécessité pour les organisations communistes locales de diriger directement les luttes économiques. Les PC ont déjà commencé à abandonner les vieilles méthodes de direction des grèves qui consistent à

remettre cette direction aux Sections syndicales des PC et aux fractions communistes dans les syndicats. Mais il convient de faire encore plusieurs pas décisifs dans cette voie. La direction des luttes économiques, au fur et à mesure de l'essor du mouvement ouvrier, doit être l'œuvre de l'ensemble du parti, il faut y concentrer les forces de tout le parti et y adapter toute l'organisation du parti.

§2. L'expérience des grèves de la dernière année a démontré que le point le plus faible dans les PC et le mouvement syndical révolutionnaire c'est l'application insuffisamment suivie des décisions du 6e Congrès de l'IC et du 4e Congrès de l'ISR. L'application de ces décisions se heurte encore à une résistance dans les rangs du parti et, ce qui est particulièrement important, parmi les militants de 'base du parti et des syndicats révolutionnaires. La tâche fondamentale qui se pose aux PC et au mouvement syndical révolutionnaire consiste à prendre des mesures pratiques pour obtenir à tout prix une accélération de l'application de ces décisions. Le 4e Congrès de l'ISR a marqué un tournant sérieux dans le mouvement syndical révolutionnaire international. L'IC et ses Sections doivent contribuer par tous les moyens à étendre l'influence de l'ISR en popularisant ses décisions et en renforçant systématiquement l'ISR et les organisations adhérentes.

§3. En relation avec ceci, le centre de gravité du travail du parti doit être plus qu'auparavant concentré directement dans les entreprises. Les Comités de lutte, les Comités d'usines et les syndicats d'industrie révolutionnaires, voilà ce qui est nécessaire au prolétariat pour organiser ses rangs en vue des combats de masses sous la direction des PC. Toutes ces organisations essentielles ont l'entreprise pour base.

Pour cette raison, l'organisation des Cellules du parti dans les entreprises et leur renforcement là où elles existent, acquiert actuellement une importance plus grande que jamais et devient le principal chainon de tout le travail du parti.

§4. C'est pourquoi le renouvellement et l'éducation de nouveaux cadres de dirigeants de grèves acquièrent une importance décisive. Sans même parler de ce que les tendances opportunistes et le bureaucratisme ont trouvé un terrain des plus favorables parmi les militants syndicaux des PC (la Tchécoslovaquie est, sous ce rapport, un des exemples les plus frappant), il est probable que le défaut le plus sérieux dans la conduite des luttes économiques est le conservatisme de couches importantes de militants des syndicats révolutionnaires, qui, en théorie, en paroles, adoptent entièrement la nouvelle tactique et les décisions de l'IC, mais qui, en pratique, sont incapables de les appliquer. En particulier, il faut porter sérieusement l'attention sur la vérification des dirigeants des fractions communistes dans les syndicats, afin d'assurer pleinement une juste application de la ligne politique.

§5. La tâche essentielle des communistes et de l'opposition révolutionnaire consiste à continuer à concentrer leurs forces et leur attention sur les principales branches de l'industrie et les principales entreprises qui jouent un rôle décisif lors des conflits de classes.

§6. Il faut à tout prix liquider rapidement la contradiction toujours plus aiguë entre l'ampleur de la participation actuelle des ouvrières aux conflits économiques et le degré de direction de ce mouvement par les PC et le mouvement syndical révolutionnaire. Les organisations de base du parti,

les Cellules dans les entreprises, les Comités d'usines qui se trouvent entre les mains des communistes doivent étendre leur activité aux ouvrières dans une proportion beaucoup plus grande, en reflétant et en défendant leurs intérêts. Il est nécessaire de pousser avec plus d'énergie et de décision les ouvrières actives et révolutionnaires aux postes de direction, en particulier dans les entreprises où les femmes sont en nombre supérieur. Il faut mettre fin à la sous-estimation du travail parmi les ouvrières dans les PC et les syndicats révolutionnaires.

§7. Il en est de même en ce qui concerne la jeunesse ouvrière. Le fait que la majorité écrasante des jeunes ouvriers est inorganisée et est consciemment ignorée par les syndicats réformistes, rend nécessaire de mener une action spéciale pour l'adhésion de la jeunesse aux syndicats sur la base du programme de l'opposition révolutionnaire. Dans les cas où les syndicats refusent d'organiser la jeunesse ou bien lorsqu'il n'y a pas de syndicats en général, il faut créer des associations spéciales , économiques de jeunes ouvriers, ayant un caractère provisoire et luttant pour les revendications de la jeunesse et pour son intégration dans les syndicats. L'action pour la création de Sections de jeunes dans les syndicats et pour l'égalité de droits entre la jeunesse et les ouvriers adultes a une portée considérable pour renforcer l'opposition révolutionnaire. Les syndicats révolutionnaires doivent immédiatement prendre des mesures en vue de constituer des Sections de jeunes. Ici, comme pour les ouvrières, il faut résolument réaliser une ligne consistant à pousser en avant les plus capables.

§8. Pour mener des batailles économiques, il est nécessaire de créer des organes de défense prolétarienne, afin de

protéger et d'organiser les assemblées' d'usines, les piquets de grévistes et lutter contre les briseurs de grève, le fascisme à l'usine, toutes sortes d'organisations jaunes, etc.

§9. Le chômage croissant causé par la rationalisation choisit ses premières victimes dans les rangs de l'opposition révolutionnaire. Fréquemment, la bureaucratie syndicale profite du chômage parmi les membres de l'opposition révolutionnaire pour ne pas les laisser participer au travail au sein des syndicats réformistes. L'opposition révolutionnaire doit de toutes ses forces protéger les droits des chômeurs au sein des syndicats, même dans les cas où ils sont groupés dans des organisations de chômeurs (Angleterre) ou bien dans d'autres formes de groupement comme, par exemple, en Allemagne) sous la direction ouverte des éléments révolutionnaires.

§10. Il est nécessaire de mobiliser les masses avec une énergie plus grande que jusqu'à présent dans la lutte pour la journée de 7 heures (et de 6 heures pour les ouvriers du sous-sol, dans les industries insalubres et pour les adolescents de moins de 18 ans), en faisant le mot d'ordre central dans la bataille contre la rationalisation capitaliste.

§11. Les CC des PC doivent envoyer des militants dirigeants dans les rayons où des conflits mûrissent. Ces dirigeants devront, d'une part, informer les CC sur la situation existant sur place et, d'autre part, aider les organisations locales à développer un travail préparatoire et productif au maximum. Ce travail doit s'effectuer de telle façon qu'il ait pour base l'entreprise elle-même.' Sous ce rapport, les tâches suivantes sont obligatoires: a) renforcer les Cellules communistes de ces entreprises; b) édition de journaux d'usines par les soins des Cellules;

c) constituer des groupes d'initiative comprenant des sans-parti avancés et, autant que possible, des ouvriers et ouvrières social-démocrates, syndicalistes, etc., préparer les élections aux Comités de grève. La préparation aux élections des Comités de grève dans les entreprises doit commencer aussitôt que s'ébauchera la maturation d'une situation objectivement favorable.

§12. Une des conditions essentielles au succès de la direction des luttes économiques par les PC et le mouvement syndical révolutionnaire est une autocritique bolchévique courageuse et une initiative révolutionnaire, réalisée de la base au sommet, Il est nécessaire d'intensifier au maximum l'éducation internationale des membres du mouvement syndicat révolutionnaire et, en particulier, des syndiqués révolutionnaires actifs.

§13. En ce qui concerne les méthodes pratiques pour l'organisation de la lutte gréviste, le Plénum du CEIC recommande à tous les PC de s'inspirer des décisions qui ont été élaborées par la Conférence internationale de xnx grève à Strasbourg.

Résolution sur la Journée internationale contre la guerre impérialiste

(*Adoptée sur le rapport de H. Barbé*)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.64, 9e année, 28 juillet 1929, numéro spécial VI, p.882.

En exécution de la décision du 6e Congrès Mondial sur l'organisation de la Journée internationale contre la guerre impérialiste, le Plénum du CEIC confirme la décision de la conférence des treize PC à Bruxelles relative à la fixation de cette journée au 1e Août et approuve entièrement les directives données par le Secrétariat Politique aux Sections de l'IC au sujet de la Journée internationale contre la guerre impérialiste.

Le caractère combatif des manifestations du 1e Mai de cette année, en particulier la lutte héroïque du prolétariat de Berlin le 1e Mai sur les barricades et l'application de la grève politique comme moyen de lutte, la lutte du prolétariat de Bombay dans les conditions de la croissance du mouvement national-révolutionnaire aux Indes, les luttes économiques de la classe ouvrière se développant de plus en plus, donnent à l'action internationale du 1e Août contre la guerre impérialiste et contre la réaction, la signification d'un événement qui dépasse les cadres d'une manifestation ordinaire de la classe ouvrière contre la guerre impérialiste.

L'action du 1e Août doit être liée le plus étroitement à toute la lutte économique et politique de la classe ouvrière avec sa lutte révolutionnaire contre le capital, le fascisme, la social-démocratie fasciste, y compris contre le gouvernement

Macdonald, gouvernement de la guerre et de la rationalisation capitaliste. Cette action devra constituer un moyen puissant pour unifier, à l'échelle internationale, les interventions révolutionnaires du prolétariat contre le capitalisme. Étant donnée l'énorme importance du 1e Août dans la lutte contre la guerre impérialiste et pour la défense de l'US, le Plénum du CEIC propose à toutes les Sections de l'IC :

1) Prendre et intensifier toutes les mesures préparatoires nécessaires pour donner à l'action internationale du prolétariat le 1e Août, contre la guerre impérialiste et pour la défense de l'US, le caractère d'une *revue de luttes des forces combattives révolutionnaires du prolétariat*.

2) Dans ce but, il est nécessaire d'intensifier le travail pour la mobilisation des plus larges masses ouvrières, en réalisant les nouvelles formes de la tactique du front unique ouvrier à la base, dans les usines; de renforcer le travail pour la formation des Comités ouvriers et la convocation de conférences de délégués élus dans les fabriques et les usines, cela pour la réalisation de l'action du 1e Août et pour assurer la continuation de la campagne contre la guerre impérialiste après le 1e Août.

3) Les Sections de l'IC doivent développer, immédiatement avant le 1e Août, la lutte des masses ouvrières pour arracher la liberté de manifestations ouvrières de rues en organisant dans tous les pays des meetings de masses, des manifestations et cortèges de masses et même là où c'est interdit par la police, des meetings et des manifestations improvisées.

4) Développer une large lutte de masses contre les tentatives de la bourgeoisie, en particulier à l'occasion du 1e Août, de détacher le PC des grandes masses ouvrières, par des mesures de répression, de terreur, telles que: l'interdiction des organisations ouvrières, la persécution et l'interdiction contre la presse communiste, la dissolution du PC, etc.

5) Sur la base de l'expérience des manifestations du 1e Mai de cette année où dans quelques pays les paysans ont participé activement, les Sections de l'IC doivent prendre des mesures pour attirer dans l'action du 1 0r Août les ouvriers agricoles et les masses paysannes en liant leur participation avec les besoins immédiats et les revendications des ouvriers agricoles et des masses laborieuses de la paysannerie.

6) Démasquer de la façon la plus implacable la social-démocratie et son rôle dans la préparation de la guerre, en particulier la social-démocratie de « gauche qui est la variété la plus dangereuse du social-impérialisme et qui dissimule et soutient les préparatifs militaires des pays capitalistes sous des phrases pacifistes destinées à endormir les masses prolétariennes. Dans ce but, il est nécessaire, en particulier, d'organiser la participation active des groupes de communistes aux réunions social-démocrates du 4 Août.

7) Combattre de la façon la plus énergique les illusions pacifistes particulièrement actuelles maintenant que le gouvernement Macdonald est au pouvoir en Angleterre. Il faut expliquer aux grandes masses que l'arrivée de Macdonald au pouvoir constitue une des formes pour couvrir la préparation directe de la nouvelle guerre impérialiste.

8) Le Plénum du CEIC recommande à toutes les Sections de l'IC, comme formes à donner aux actions du 1e Août:

La réalisation, partout où c'est possible, de grèves politiques de masses; il est nécessaire de réaliser malgré les interdictions de la police, des réunions de masses, des meetings, des démonstrations de rues en attirant dans ces manifestations et dans ces démonstrations, les soldats, les matelots, les femmes, les jeunes ouvriers, les anciens combattants et invalides de guerre, les enfants, etc.

Dans les conditions de la réaction croissante et surtout étant données les possibilités d'actes provocateurs de la police et des fascistes, tous les PC doivent prendre immédiatement les mesures pour renforcer ou créer partout et avant tout dans les usines, des organisations d'autodéfense prolétariennes.

9) Continuer la campagne contre la guerre impérialiste et la réaction, pour la défense de l'US, après le 1e Août. Pour cela, il est nécessaire de rendre durables, par des mesures d'organisation, les succès remportés dans la journée du 1e Août, par exemple, en convoquant des Conférences de délégués sans-parti des entreprises dans les régions industrielles, ayant pour objectif la convocation de Congrès ouvriers nationaux contre la guerre impérialiste.

10) Le Plénum du CEIC appelle les travailleurs des colonies et semi-colonies pour qu'ils réalisent un soutien vigoureux des actions du prolétariat international contre la guerre impérialiste, et fixe comme tâches à toutes les Sections de l'IC: le renforcement du travail révolutionnaire parmi les travailleurs des colonies et semi-colonies, ainsi que

l'intensification du travail antimilitariste parmi les armées impérialistes d'occupation.

En soulignant l'énergie insuffisante de quelques Sections de l'IC dans la préparation de la Journée du Août, le Plénum du CEIC constate que la passivité dont font preuve en cette occasion certaines couches des PC, n'est que l'expression des tendances générales opportunistes qui sont liées avec une sous-estimation de la menace de guerre, une attitude fataliste à son égard, une sous-estimation des forces du prolétariat et à un amoindrissement du rôle des PC dans les luttes de classes du prolétariat. Tout en incitant toutes les Sections de l'IC à la lutte la plus énergique contre la passivité et le pessimisme des éléments opportunistes, le Plénum du CEIC constate que la conscience plus nette parmi la masse ouvrière de la menace de guerre, l'accentuation de l'activité de combat parmi la classe ouvrière — tout cela, dans les conditions d'une nouvelle montée révolutionnaire du mouvement ouvrier, favorise absolument le succès de la réalisation combative de la Journée internationale du Août, pour la préparation de laquelle les PC doivent, au maximum, concentrer leurs forces durant les semaines qui restent jusqu'au Août.

Le Plénum du CEIC fait appel aux ouvriers syndiqués, à toutes les organisations révolutionnaires de masses pour qu'elles prennent la part la plus active à la préparation et à la réalisation de la Journée internationale de lutte contre la guerre impérialiste. Les communistes travaillant dans les syndicats et dans les organisations révolutionnaires de masses doivent faire tous leurs efforts pour entrainer ces organisations et aussi les masses d'ouvriers chômeurs à la préparation et au succès des actions de masses du 1e Août.

Décision sur le cas du camarade Boukharine

Source : *La Correspondance Internationale*, no.80, 9e année, 4 septembre 1929, p.1099.

Après avoir pris connaissance de la décision du Plénum du 23 avril du CC et de la CCC du PCUS relevant le camarade Boukharine de ses fonctions à l'IC, le Plénum du CEIC constate ce qui suit:

Bien avant le 6e Congrès Mondial de l'IC, Boukharine manifesta des divergences de vue vis-à-vis de la ligne politique générale du PCUS Ces divergences se cristallisèrent au cours de la lutte de Boukharine et de ses adeptes contre la politique du parti et devinrent la plate-forme de la déviation de droite.

En conformité avec les tâches de la reconstruction socialiste de l'économie nationale de l'US et s'orientant vers l'industrialisation du pays, le PCUS entreprit une offensive victorieuse contre les éléments capitalistes, une lutte intense contre les koulaks en mobilisant les paysans pauvres, en réalisant de nouvelles formes de liaison, comme la liaison industrielle du prolétariat avec la masse des paysans pauvres et moyens, en modifiant radicalement le développement des formes socialistes de l'économie au sein du secteur le plus arriéré de l'économie nationale, l'agriculture, La réalisation de cette politique d'offensive intense contre les éléments capitalistes et leur élimination par une collectivisation en masse sans cesse croissante des exploitations agricoles des paysans, l'ampleur énorme de l'édification de domaines d'Etat, l'organisation croissante de centres de tracteurs et de machines, etc... ne manquèrent pas

d'aboutir dans la phase donnée à une aggravation de la lutte de classes; ceci eut pour répercussion des tentatives toujours plus fortes des éléments capitalistes de résister à l'offensive socialiste et des hésitations croissantes dans les couches petites-bourgeoises. À cette politique du PCUS, la déviation de droite, qui est la position adoptée par Boukharine, opposa une autre ligne: renoncer à l'offensive contre les éléments capitalistes, nier la nécessité d'accentuer la lutte contre le koulak, affaiblir les formes socialistes de l'édification, ce qui, en fait consiste à capituler devant les éléments capitalistes. En s'opposition à la ligne du PCUS, Boukharine a glissé à une interprétation libérale de la NEP: il préconise de donner libre cours au commerce, ce qui aboutit au libre développement des éléments capitalistes dans le pays, à renoncer à faire pression sur les éléments koulaks qui spéculent sur le blé, à nier la nécessité de l'impôt individuel sur les koulaks malgré la politique réalisée par le parti accentuant la pression fiscale sur les éléments capitalistes, etc... Tout cela signifie qu'en fait Boukharine a glissé à la politique de collaboration de classes avec les éléments capitalistes, qu'il substitue à la politique juste de classe du prolétariat contre le koulak, celle de l'intégration du koulak dans le socialisme.

Cette ligne erronée de Boukharine est en étroite liaison avec l'orientation qu'il préconise et qui consiste à affaiblir le rythme rapide de l'industrialisation du pays réalisé par le parti. Tandis que le PCUS réalise fermement la ligne de l'industrialisation croissante du pays, base du succès de l'édification du socialisme, Boukharine et ses adeptes capitulent devant les difficultés, livrent les positions du prolétariat dans cette question essentielle de l'édification du

socialisme, reflétant ainsi la pression que l'élément petit-bourgeois fait peser sur certaines couches du parti. Tandis que le PCUS marche à la tête de la classe ouvrière qui édifie le socialisme avec un enthousiasme croissant, et groupe toujours plus autour de lui les grandes masses des travailleurs, Boukharine et ses adeptes sèment le pessimisme petit-bourgeois et le manque de confiance envers les forces de la classe ouvrière, ce que l'on devra liquider pour assurer le succès de l'édification socialiste.

Enfin, dans l'appréciation de la situation au sein du PCUS et de ses méthodes de direction. Boukharine et son groupe ne font que répéter les leçons de Trotski. Au moment où le PCUS, sous le mot d'ordre de l'autocritique et d'une large démocratie intérieure, procède à une vaste mobilisation des masses pour lutter contre le bureaucratisme et pour épurer ses propres rangs des éléments dégénérés, Boukharine et ses adeptes invoquent la lutte contre le bureaucratisme, se prononcent en même temps contre la reconstruction, sous l'égide du parti, de tout le travail des organisations (xnx parti, des syndicats, de la coopération et de l'appareil soviétique sur la base de nouvelles formes destinées à renforcer par tous les moyens la liaison avec les masses, reflétant de ce fait l'état d'esprit des éléments bureaucrates et fossiles qui résistent à la ligne du parti.

Les erreurs du camarade Boukharine dans les questions de la politique du PCUS sont indissolublement liées à sa ligne erronée dans la politique internationale. En sous-estimant l'offensive socialiste réalisée par le PCUS comme étant un facteur sapant la stabilisation capitaliste, Boukharine, avec Humbert-Droz, Serra, Ewert et autres, établit une base politique et idéologique à la politique des

éléments de droite dans l'IC. À l'encontre de la ligne de l'IC et, en particulier des décisions du 6e Congrès, Boukharine tombe toujours davantage dans le point opportuniste qui nie l'ébranlement croissant de la stabilisation capitaliste. Ceci aboutit inéluctablement à nier la croissance d'un nouvel essor du mouvement révolutionnaire. Cette position du camarade Boukharine repose sur sa "théorie" antimarxiste de l'atténuation des contradictions intérieures du capitalisme, qu'il essaie de faire accepter sous des phrases où il parle du maintien de l'anarchie capitaliste exclusivement sur le marché mondial. Ce genre de "théorie" qui sert de base idéologique tous les éléments de droite dans l'IC est réfuté par tout le développement du capitalisme et est, au fond, une capitulation devant l'idéologie réformiste (théorie de l'"assainissement du capitalisme" de Hilferding).

L'article de Boukharine intitulé: La théorie de la "désorganisation économique organisée" (Pravda du 30 juin) montre qu'il n'a pas seulement renoncé à sa "théorie" antimarxiste sur l'atténuation des contradictions internes du capitalisme, mais qu'il persiste encore davantage dans ses erreurs.

En conséquence, il est absolument évident que les clameurs de Boukharine et de ses adeptes sur la "désagrégation" de l'IC, sont un procédé pour appuyer les éléments de droite. Or, la lutte contre ceux-ci fut et reste le problème central de l'IC. Boukharine et son groupe s'efforcent par tous les moyens de décrier le sain processus de l'épuration des PC des éléments social-démocrates qui s'y trouvent, processus qui est particulièrement nécessaire en raison de la poussée révolutionnaire croissante. Ils affaiblissent ainsi la lutte de l'IC contre les renégats de

droite, Étant le centre d'attraction de tous les éléments de droite dans l'IC, Boukharine et son groupe contribuent, en prêchant le pessimisme, le défaitisme et le manque de foi dans les forces de la classe ouvrière, non seulement à ranimer tous les courants anti-léninistes, mais aussi à ébranler la discipline bolchéviste.

Toutes ces tergiversations opportunistes du camarade Boukharine l'ont amené à tenter, à l'insu du parti, à former un bloc dénué de principes avec les anciens trotskistes pour lutter contre le PC de russe et l'IC.

En conséquence, le Plénum du CEIC, tout en sanctionnant la décision de la séance commune du CC et de la CCC du PCUS, par laquelle le camarade Boukharine est relevé de ses fonctions dans l'IC, décide de le relever de son poste de membre du Présidium du CEIC.

Décision sur le recours en appel de Lovestone contre son exclusion du PC des États-Unis

Source : *La Correspondance Internationale*, no.70, 9e année, 14 août 1929, p.958.

Lovestone a violé gravement la discipline de l'IC en refusant de se soumettre à la décision du présidium du CEIC exigeant, dans l'intérêt de l'assainissement du parti, son éloignement du travail dans le PC des Etats-Unis. Son délit s'est encore aggravé du fait qu'après son retour aux États-Unis malgré l'invitation qui lui fût faite par le CC de respecter absolument les résolutions du CEIC, Lovestone s'est mis criminellement à préparer la scission du parti. Le Plénum condamne de la façon la plus catégorique cette conduite de Lovestone, inadmissible dans l'IC et hostile au parti, et estime impossible d'annuler la résolution du CC du PC des États-Unis concernant l'exclusion de Lovestone du parti. De ce fait, Lovestone s'est également mis en dehors des rangs du CEIC

Le recours en appel de Lovestone au CEIC n'est qu'une manœuvre. Il n'a nullement l'intention de rester dans les rangs du parti, contre l'unité duquel il a comploté si criminellement. Cela ressort sans équivoque de sa position politique, Après la résolution du présidium de CEIC dénonçant les fautes de droite de Lovestone et condamnant son activité fractionnelle, Lovestone s'est engagé dans une lutte scissionniste ouverte contre le PC des Etats-Unis et l'IC en opposant au programme et aux résolutions du 6e Congrès Mondial sa plate-forme opportuniste sur la "position exceptionnelle" des États-Unis et ses conceptions social-

démocrates sur la discipline. Il a échoué définitivement dans le camp des renégats du communisme (Brandler, Haïs, etc.).

Néanmoins, le Plénum charge la CIC de juger au plus tôt le recours en appel de Lovestone au CEIC, en présence de Lovestone, et de prendre à son sujet une décision définitive. Mais au cas où Lovestone préférerait être absent quand viendra en discussion son recours en appel, le Plénum considérera Lovestone comme définitivement exclu de l'IC et du CEIC.

Décision sur l'exclusion de Jilek du CEIC

Source : *La Correspondance Internationale*, no.66, 9e année, 3 août 1929, p.927.

Le 10e Plénum du CEIC confirme la décision du C.E. du PC de Tchécoslovaquie excluant Jilek du PC de Tchécoslovaquie et décide de l'exclure du CEIC, dont il était membre.

Considérant que le groupe Jilek, dans sa lutte contre le PC de Tchécoslovaquie ne différencie en rien son point de vue politique de celui des partis bourgeois et social-démocrate; considérant que le groupe Jilek, au cours de la conférence qu'il a convoquée, a décidé en fait la formation d'un nouveau parti qui doit mener une lutte acharnée contre le PC de Tchécoslovaquie; le Plénum du CEIC décide que le fait d'appartenir à ce nouveau parti ainsi que la solidarité idéologique et politique de membres du PC de Tchécoslovaquie avec le groupe exclu de Jilek est incompatible avec la qualité de membre du PC de Tchécoslovaquie et de l'IC.

Décision sur l'exclusion de Spector du CEIC

Source : *La Correspondance Internationale*, no.64, 9e année, 28 juillet 1929, numéro spécial VI, p.881.

Le 10e Plénum du CEIC confirme la décision du PC du Canada excluant du PC le membre du CEIC, Spector, pour sa liaison avec le groupe des trotskistes américains et, par suite, décide de l'exclure du CEIC.

Présidium du CEIC: Thèses sur le premier anniversaire de l'insurrection de Canton (décembre 1928)

Source: *La Correspondance Internationale,* no. 150, 8e année, 12 décembre 1928, p.1765-1767.

§1. Le 11 décembre 1927, sur Canton, capitale de la Chine méridionale, était hissé le drapeau rouge des Soviets. Sous la conduite du PC chinois, le prolétariat héroïque de Canton s'est dressé, les armes à la main, contre la domination de la sanglante réaction bourgeoise et féodale, pour établir, pour la première fois dans la vie coloniale, le pouvoir des Soviets, le pouvoir des ouvriers, des paysans et de la population pauvre des villes. Dans l'insurrection de Canton, le prolétariat a été une force révolutionnaire puissante, le guide de toutes les classes opprimée de la Chine. Le prolétariat de Canton a montré aux centaines de millions d'exploités de la Chine, de l'Inde et des autres pays de l'Orient, la vraie, l'unique et juste voie de leur libération. L'insurrection de

Canton a été appréciée par le 6e Congrès de l'IC, «comme un modèle de l'héroïsme le plus sublime des ouvriers chinois».

Bien que l'instruction de Canton ait été un combat d'arrière-garde du prolétariat chinois, à un moment où la vague révolutionnaire décroissait, elle a été en même temps le drapeau de la nouvelle phase de la révolution chinoise, la phase soviétique. Depuis l'insurrection de Canton, les grandes batailles de classe du prolétariat et des paysans chinois ne peuvent plus se dérouler que sous le drapeau de lutte pour le pouvoir des Soviets, pour la dictature démocratique révolutionnaire de la classe ouvrière et des paysans.

§2. L'institution de Soviets à Canton, l'entrée de la révolution chinoise dans l'étape soviétique, est une conquête de tout le prolétariat mondial, car la révolution chinoise est un des secteurs décisifs de la révolution mondiale, et la lutte du prolétariat chinois est une partie intégrante de la lutte du prolétariat international contre l'impérialisme mondial. L'insurrection de Canton visait directement le joug impérialiste en Chine. C'est pourquoi les impérialistes, dès le premier jour de l'insurrection, ont ouvertement combattu le Canton soviétique et ont aidé par tous les moyens la contre-révolution chinoise à organiser ses forces pour écraser l'avant-garde rouge et le foyer de la révolution chinoise. Les navires de commerce anglais ont transporté les troupes réactionnaires, les canonnières anglaises, américaines et japonais ont fait des descentes pour venir en aide à l'armée des généraux, les croiseurs des impérialistes ont couvert les opérations de la flotte chinoise, etc., etc.

Dans l'écrasement de l'insurrection, un rôle a été joué par Hongkong, la base de l'impérialisme anglais en Extrême-Orient, situé en face de Canton. C'est à Hongkong que se sont réfugiés tous les éléments contre-révolutionnaires du Kvantoung qui fuyaient le juste courroux des ouvriers et des paysans insurgés. C'est à Hongkong que se sont réunies et organisées les forces dirigeantes de la réaction chinoise.

Après l'écrasement de l'insurrection, les impérialistes anglais de Hongkong et de Shamine (le quartier étranger de Canton), poussaient chaque jour les réactionnaires chinois à la vengeance la plus effrénée contre les ouvriers et les travailleurs de Canton. Ils ont lancé les gardes-blancs chinois contre le consulat de l'URSS à Canton, qui n'avait pas pris la moindre part à l'insurrection. Les représentants de l'unique État ouvrier et paysan du monde, qui a le premier reconnu l'indépendance et l'égalité complète de la Chine, sont tombés héroïquement sous les balles des bourreaux chinois, qui se sont ainsi vengés de la solidarité révolutionnaire qui unit le prolétariat mondial aux travailleurs de la Chine.

§3. L'insurrection de Décembre était préparée par toute la marche de la période écoulée de la révolution chinoise. Le coup d'Etat Wouhan, en été 1927, qui avait marqué le passage définitif de la bourgeoisie chinoise et du Kuomintang (y compris sa prétendue aile gauche) dans le camp de la contre-révolution, avait affaibli l'énergie offensive des masses ouvrières et paysannes, mais n'avait pas brisé leur résistance au bloc impérialiste-féodal-bourgeois. Après la tentative de la partie révolutionnaire de l'armée de créer une base pour le rassemblement et l'organisation des forces dispersées de la révolution, grâce à la conquête d'une des provinces méridionales (expédition de Ychting et de Holoung

dans le Kvantoung), en septembre et octobre 1927, éclatent dans plusieurs provinces du centre de grandes insurrections paysannes contre les propriétaires et contre les autorités du Kuomintang. À partir de ce moment, commence dans les campagnes une longue guerre de partisans que le Kuomintang n'a pas encore réussi à liquider. Resserré dans l'étau de la terreur déchaînée par le Kuomintang, le mouvement ouvrier dans les villes est en décroissance. La terreur est surtout acharnée à Shanghai, où le prolétariat a toujours été à l'avant-garde des forces révolutionnaires et a supporté les coups les plus forts de la contre-révolution. Malgré tout, dans nombre de villes, le prolétariat continue à résister à l'offensive de la réaction, à déclencher des grèves qui, souvent, dégénèrent en insurrections. Les actes sporadiques de la classe ouvrière, la dépression dans les rangs de sa principale armée, le prolétariat de Shanghai, le fait que ces mouvements du prolétariat ne coïncident pas (dans le temps et l'espace) avec les grandes insurrections paysannes, la faiblesse du PC conduisent à de sérieuses défaites.

La lutte de classes parvient à son plus grand degré d'activité dans le Kvantoung, berceau du mouvement de masses organisé en Chine. Depuis avril 1927, le Kvantoung et la ville de Canton sont l'arène d'une terreur blanche déchainée. Des milliers d'ouvriers, de paysans et d'étudiants révolutionnaires sont victimes des répressions les plus cruelles rien que pour avoir défendu la liberté des organisations ouvrières et paysannes, et pour avoir exigé une amélioration du sort insupportable des masses laborieuses.

L'automne a été marqué par une brusque dépression économique, une stagnation du commerce, un renforcement du joug fiscal, une crise financière et une hausse du coût de la vie. En même temps que la crise du gouvernement de Nankin (la guerre entre Nankin et Wouhan) s'accentuait le chaos politique dans le Kvantoung, à la suite de la guerre déclenchée entre les cliques de généraux pour la position de Canton, (La clique de Kvantoung ayant à sa tête le général Tchan Fa Kui et la clique du Kvangsi ayant sa tête Li Ti Tsin), guerre qui reflétait la lutte au sein du Kuomintang entre son aile bourgeoise et son aile féodale-compradorienne.

§4. Dans ces conditions de terreur blanche implacable, les ouvriers de Canton, guidés par le syndicat rouge des marins, organisent, au cours d'octobre, de puissantes manifestations et meetings sous les mots d'ordre de la restauration des syndicats rouges et pour la défense du PC. Les manifestants s'emparent du siège des syndicats *policiers* et tuent en pleine rue les dirigeants de ces "syndicats", agents de la réaction.

Le 7 novembre, les ouvriers de Canton organisent une grande manifestation en l'honneur du 10e anniversaire de la révolution d'Octobre et, le même jour, a lieu la grève politique des imprimeurs. La période ultérieure, marquée par le coup d'État des généraux à Canton et par la guerre entre les généraux de la province, est caractérisée par un puissant essor du mouvement ouvrier, par de nombreuses manifestations, des grèves et par la croissance de l'autorité des syndicats rouges et du PC. Cet essor provoque les répressions les plus cruelles, de la part, cette fois-ci, d'un général du Kuomintang de "gauche", Tchang Fa Kui, qui s'était emparé du pouvoir à Canton, ce qui a définitivement

démasqué aux yeux des masses ouvrières le fond contre-révolutionnaire de toutes les tendances du Kuomintang.

§5. Jamais encore le Kvantoung n'avait vu un mouvement paysan aussi vaste qu'en novembre et décembre 1927. Dans l'île de Hainan, au sud de la province, les Ligues paysannes s'étaient emparé du pouvoir dans les villages, dès l'été 1927. En automne, dans cette région, les paysans ont commencé à partager les terres féodales, à massacrer les propriétaires et les gentries. Exaspérés par la terreur des propriétaires fonciers, les paysans des districts de la rivière du Nord et des régions voisines de Canton, se sont soulevés. Dans les districts de Haïfœng et Loufœng, célèbres dans l'histoire du mouvement paysan en Chine, les paysans, pour la première fois, en 1927, ont soulevé une formidable insurrection paysanne qui a conduit à l'instauration du pouvoir soviétique dans cinq régions. Les paysans du district de Haïfœng, pendant les mois qui suivent, ont gardé le pouvoir, partagé les grands domaines, massacré et en partie expulsé les propriétaires et les gentries. Ces grandes insurrections paysannes avaient lieu aux confins de la province, à une assez grande distance du Canton prolétarien, et ne pouvaient par la suite accorder un appui opportun à la ville soviétique assiégée, ce qui a été une cause décisive de la défaite de Canton.

Même les masses considérables de la petite bourgeoisie urbaine, les couches les plus pauvres des marchands, des artisans, des intellectuels, gémissant sous le poids de la dépression économique et du joug politique des militaristes, déçues par le Kuomintang, sympathisaient avec le mouvement ouvrier croissant et avec les mots d'ordre du PC.

Quelques-unes parmi les parties les plus avancées de l'armée, se trouvaient entièrement sous l'influence des communistes. D'autres parties étaient en effervescence, et le mécontentement y croissait contre le régime existant. L'esprit révolutionnaire des masses grandissait et le parti déployait activité fiévreuse pour préparer l'insurrection.

§6. Le 26 novembre, le Comité de Kvantoung du PC lança un appel aux travailleurs avec, comme mots d'ordre principaux de l'insurrection: du pain aux ouvriers ! La terre aux paysans ! à bas le pouvoir du Kuomintang! Tout le pouvoir aux ouvriers, aux paysans et aux soldats ! Tout le pouvoir aux Soviets. Le Parti, qui était à la tête de l'insurrection, était directement lié, dans son travail de préparation politique et d'organisation, avec les syndicats révolutionnaires clandestins. Par les syndicats, ont été organisés peu avant l'insurrection des détachements ouvriers de combat, une Garde Rouge ouvrière, composée de grévistes de Hongkong, de marins et de pousse-pousse. Elle joua un rôle formidable dans les événements du 11 au 13 décembre. C'est par l'intermédiaire des syndicats qu'a été constitué, à la veille de l'insurrection, le Soviet de Canton, composé de 16 membres: 10 ouvriers, 3 soldats et 3 paysans.

§7. Les prémisses générales de l'insurrection: l'affaiblissement des classes dominantes et l'indignation des masses populaires, se sont assez nettement fait sentir à la fin de novembre. L'impulsion directe au mouvement a été donnée par la menace de désarmer les régiments révolutionnaires qui constituaient la principale force militaire du prolétariat de Canton. L'insurrection de Canton commença dans la nuit du 10-11 décembre. Grâce au courage exceptionnel des insurgés, les points les plus importants de

la ville étaient pris en quelques heures: la direction de la police, les casernes, la centrale des PTT. Les détachements de combat ont été beaucoup aidés par les ouvriers des transports qui ont mis à la disposition de l'état-major révolutionnaire une centaine d'automobiles à l'aide desquelles on réussit à transporter rapidement les troupes révolutionnaires. Les paysans de la banlieue ont également pris part à la lutte et se sont emparés des gares. À midi, toute la ville, sauf les quais, était aux mains du prolétariat insurgé. Le pouvoir était passé aux mains du Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans et de son organe gouvernemental: le Conseil des Commissaires du Peuple.

§8. Dès le premier jour de l'insurrection, le 11 décembre, jusqu'à la défaite de la Commune, le 13 décembre, les ouvriers et les soldats insurgés eurent à mener des combats violents avec les forces attaquantes de la contre-révolution. Le lendemain de l'insurrection, une division fraiche des troupes du Kuomintang était lancée contre la ville révolutionnaire, soumise à un bombardement violent de la flotte chinoise. Les troupes réactionnaires s'étaient déjà infiltrées dans la ville et menaient l'offensive contre l'état-major révolutionnaire, lorsque, par un effort désespéré de la Garde Ouvrière, avec l'aide héroïque des ouvriers sans armes et même des femmes, on réussit à refouler l'adversaire de la ville. Mais le lendemain, troisième jour de l'insurrection, ce fut la défaite de la Commune qui ne pouvait résister contre la poussée d'un ennemi plusieurs fois supérieur en forces. Le 13 décembre, la ville rouge était enserrée dans l'étreinte de fer de trois divisions, de la marine et d'une descente des impérialistes. Ce n'est que grâce à une intrépide audace que

la Garde Ouvrière et les soldats révolutionnaires du régiment-école réussirent à percer le front ennemi et à sortir de la ville pour s'engager dans la campagne. En quelques jours, 4,000 ouvriers, y compris un grand nombre de femmes et d'enfants, sont tombés victimes de la réaction déchainée et de la terreur blanche.

Encore avant l'insurrection de Canton, le Kuomintang avait déjà complètement révélé sa nature contre-révolutionnaire. Même lorsque le Kuomintang marchait contre les militaristes du Nord, son gouvernement n'a jamais osé prendre des mesures énergiques contre le monopole foncier des propriétaires féodaux, contre les formes les plus infâmes de l'exploitation des ouvriers dans les villes. Sous la pression des masses ouvrières et paysannes, sous la menace de la révolution agraire grandissante, le gouvernement du Kuomintang a plusieurs fois été obligé de lancer des projets de réformes agraires, de faire des promesses pour l'amélioration des conditions de travail des ouvriers. Mais il profitait de la moindre possibilité pour ajourner l'application de ces réformes. Même une concession aussi modérée aux paysans, que la décision de diminuer les fermages de 25%, qui avait été confirmée par de nombreux Congrès du Kuomintang et de nombreuses décisions de ses organes dirigeants, n'a jamais été réalisée. Toute la marche de la révolution chinoise à ce moment-là montrait que seul un pouvoir représentant directement les intérêts de la classe ouvrière et des paysans était capable de résoudre les questions soulevées par la révolution chinoise, en premier lieu la révolution agraire.

§10. Le pouvoir soviétique de Canton n'a duré que peu d'heures, mais, malgré tout, ce nouveau pouvoir

révolutionnaire a su montrer qu'il était le vrai pouvoir des classes opprimées du pays.

Les premiers décrets du gouvernement soviétique ont été la loi de la journée de 8 heures, la loi sur l'augmentation des salaires, la loi sur la nationalisation de la terre, l'annulation de tous les contrats asservissants et des contrats d'affermage. Dès les premières heures de son existence, le pouvoir soviétique a lancé un appel aux ouvriers, aux paysans et aux soldats de toute la Chine et au prolétariat international. Les premières mesures du gouvernement ouvrier et paysan ont été: l'organisation de l'armée rouge, le rétablissement de toutes les conquêtes des grévistes de Hongkong, l'ordre de confiscation des maisons de la grande bourgeoisie au profit des travailleurs. Le gouvernement a décrété le partage obligatoire des terres aux soldats de l'armée révolutionnaire, l'assistance de l'État aux chômeurs, le contrôle de la production, l'annulation des vieux emprunts de la ville, etc... Immédiatement après la conquête des principales positions, environ 3,400 détenus politiques ont été libérés de prison. La Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, créée dès le premier jour de l'insurrection, avec l'aide des ouvriers et en premier lieu des femmes, a opéré de nombreuses arrestations de contre-révolutionnaire connus. Environ 700 ennemis du peuple ont été exécutés. L'organe du Soviet, *Le Drapeau Rouge*, qui publiait les décrets du gouvernement, était largement répandu parmi la population. La composition même du gouvernement, dans lequel sont entrés des leaders du mouvement ouvrier et paysan connus des masses, témoignaient du caractère du nouveau pouvoir.

§11. Malgré sa politique révolutionnaire, malgré sa courageuse défense, la Commune de Canton est tombée après une résistance héroïque de trois jours.

Les principales causes de la défaite ont été: l'isolement de Canton soviétique à l'égard des régions de l'insurrection, la trahison des chefs du plus grand syndicat jaune de Canton (le syndicat des mécaniciens), qui sont passés ouvertement du côté de la réaction, la supériorité numérique des forces armées de la réaction qui a su rapidement mobiliser une grande armée, l'aide non dissimulée des impérialistes, la faiblesse des insurgés au point de vue de la technique militaire et certains graves défauts de la préparation de l'insurrection, par exemple la préparation insuffisante pour toucher les grandes masses ouvrières, les paysans de la banlieue et les soldats des armées du Kuomintang ; une tactique erronée envers les syndicats jaunes, grâce à laquelle on n'a pas su opposer les masses, qui avaient plusieurs fois exprimé leurs sympathies au nouveau pouvoir ouvrier et paysan, à leurs chefs contre-révolutionnaires; la faible mobilisation politique de la population laborieuse de Canton, l'absence de grandes grèves politiques, l'absence d'un Soviet élu en tant qu'organe de l'insurrection. Les défauts et les erreurs dans la direction de l'insurrection ont montré que l'organisation communiste du Kvantoung était très faible et insuffisamment préparée pour un mouvement insurrectionnel, mais ils ne peuvent nullement réduire la portée de la Commune de Canton.

§12.Le Premier anniversaire de l'insurrection de Canton est accueilli par le prolétariat chinois dans les conditions d'une lente croissance des forces de la révolution qui, après une série de défaites, va de nouveau vers un essor inévitable.

La première vague de la révolution ouvrière et paysanne s'est terminée par un affaiblissement des organisations révolutionnaires des ouvriers et des paysans, par l'extermination d'une grande partie de l'avant-garde de ces classes. Mais le fait que les grandes contradictions qui ont engendré la révolution chinoise ne sont pas résolues, est le principal facteur qui accélère la venue du nouvel essor de la révolution. L'impossibilité de résoudre la question agraire par les méthodes réformistes, la difficulté de trouver une issue à la crise agraire, les conflits au sein des classes dominantes, l'aggravation inévitable des conflits impérialistes, le renforcement de l'exploitation et l'aggravation des conditions de vie des grandes masses — telles sont les conditions générales qui engendrent inévitablement un nouvel essor révolutionnaire. Ces derniers temps, on constate une nouvelle animation dans les rangs du mouvement ouvrier (nombre de grandes grèves économiques dans tous les pays). Dans plusieurs provinces, le puissant mouvement paysan continue. La mauvaise récolte dans de nombreuses régions, la vie chère et la famine attisent encore plus le mouvement des masses exténuées et les poussent inévitablement à de nouvelles batailles révolutionnaires.

§13. Le PC chinois doit, au moment de ce nouvel essor, être armé pied en cape. La principale tâche du Parti, signalée par le 6e Congrès de l'IC, est «la lutte pour les masses», c'est-à-dire le travail parmi les masses des ouvriers et des paysans, le relèvement de leurs organisations, l'utilisation de tous les mécontentements contre les propriétaires, les bourgeois, les généraux, les impérialistes étrangers dans le but de développer la lutte révolutionnaire. Pour cela, il faut

renforcer par les moyens le Parti lui-même. Le mot d'ordre de l'insurrection des masses se transforme en un mot d'ordre de propagande et ce n'est qu'au fur et à mesure de la véritable préparation des masses et de la maturation du nouvel essor du mouvement révolutionnaire qu'il devient de nouveau un mot d'ordre de l'action immédiate, sur une base supérieure, sous le drapeau de la dictature du prolétariat et des paysans basée sur les Soviets.

§14. Les PC de tous les pays doivent à l'heure actuelle se préparer sérieusement pour le prochain essor de la vague révolutionnaire en Chine. La «défense de la révolution chinoise doit devenir un mot d'ordre constant de propagande et d'agitation du PC. Il faut expliquer aux ouvriers de l'US et de l'Occident l'importance de la révolution chinoise pour le renversement de l'impérialisme, pour leur propre affranchissement. Il importe de révéler les crimes sanglants des impérialistes anglais, japonais, français et autres en Chine; il importe de dénoncer les social-démocrates, complices actifs de ces crimes. La bourgeoisie mondiale et ses complices, les social-traîtres de tout acabit, présentent l'insurrection de Canton comme un "putsch" organisé par les agents bolchéviks. La meilleure réponse que les travailleurs du monde entier peuvent donner à cette infâme calomnie des social-démocrates est de transformer le jour de l'anniversaire de l'insurrection de Canton en une journée internationale de solidarité de la classe ouvrière, en une journée d'union fraternelle du prolétariat d'Occident avec les ouvriers et les paysans opprimés de l'Orient. Au moment de l'anniversaire de l'insurrection de Canton, nos organisations communistes doivent vérifier le travail qu'elles font aider la révolution chinoise. Avec l'aide et l'appui actif du prolétariat mondial,

la révolution chinoise remportera une victoire décisive sur les oppresseurs indigènes et étrangers des masses laborieuses du peuple chinois.

9e Plénum du CEIC
(9-25 Février 1928)

Résolution sur l'opposition trotskiste

Adoptée à l'unanimité sur le rapport de Boukharine à la séance du 18 février 1928.

Source : *La Correspondance Internationale*, no.22, 8e année, 6 mars 1928, numéro spécial IV, p.296-297.

Le Plénum du CEIC constate avec satisfaction que le 15e Congrès de l'US a énergiquement mis fin à l'opposition trotskiste en la mettant en dehors des rangs du Parti. Le Plénum se solidarise entièrement avec les résolutions du PCUS et les mesures qu'il a prises, par l'intermédiaire des organes administratifs, pour mettre fin à l'activité antisoviétique de l'opposition.

Le Plénum est convaincu que les décisions du 15e Congrès ont une énorme importance pour le raffermissement futur de la dictature du prolétariat et pour l'édification du socialisme dans l'URSS.

Le 15e Congrès a incontestablement fixé avec justesse les voies ultérieures de l'industrialisation socialiste de l'économie de l'URSS sur la base d'un renforcement de l'action du plan de l'État prolétarien sur le développement économique du pays, de l'évincement des éléments capitalistes privés, d'une large collectivisation de l'économie paysanne et de l'amélioration du sort matériel de la classe ouvrière et de la grande masse des travailleurs en général.

Tandis que dans tous les pays capitalistes a lieu une offensive contre la classe ouvrière (ce qui s'exprime entre autres par la prolongation de la journée de travail), dans l'URSS, conformément à la décision du 15e Congrès, on passe

à la journée de sept heures et on mène une lutte de plus en plus grande pour accroître le niveau culturel des masses laborieuses.

Le Plénum salue les décisions du Congrès du PCUS visant à améliorer et simplifier l'appareil de la dictature du prolétariat et à faire participer d'une façon plus large encore les masses ouvrières et paysannes à la gestion du pays. L'adhésion au Parti de nouveaux cent mille ouvriers d'entreprises, au moment où la plus grande aggravation de la lutte de l'opposition contre le PCUS prouve que ce Parti, sa direction et sa politique jouissent de la confiance illimitée et de l'appui des larges masses de la classe ouvrière qui voient dans l'unité léniniste, dans l'orientation léniniste de leur Parti le gage de la solidité et de la victoire de la dictature prolétarienne.

Le Plénum CEIC considère que le 15e Congrès du PCUS a fait une analyse juste de la situation économique politique internationale en notant les tendances caractéristiques suivantes de la phase historique actuelle :

1) Aggravation des antagonismes entre divers groupes capitalistes luttant pour les sphères de domination et pour un nouveau partage du monde ; aggravation de la lutte entre l'impérialisme et les peuples opprimés des colonies; aggravation de la lutte entre l'impérialisme et l'URSS, accroissement et création de nouvelles prémisses pour des guerres impérialistes;

2) Augmentation de la puissance des trusts capitalistes; interpénétration de plus en plus croissante de ces trusts avec les États bourgeois respectifs; incorporation croissante du sommet de la social-démocratie et des réformistes dans le

système économique ct politique des organisations capitalistes: pression de plus en plus grandissante du capital sur la classe ouvrière ;

3) Radicalisation des masses ouvrières résultant de l'offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat et s'exprimant par les grèves de plus en plus fréquentes et de plus en plus considérables, par l'accroissement de l'activité politique de la classe ouvrière, par la sympathie croissante du prolétariat international envers l'URSS, par la formation et le développement des éléments d'un nouvel élan révolutionnaire en Europe ;

4) Offensive générale contre les communistes de la part des organisations patronales formant front unique avec l'État bourgeois et de la social-démocratie; tendances des social-réformistes d'expulser les communistes des organisations de masses de la classe ouvrière; intensification de la part des réformistes de la campagne de mensonges et de calomnies contre les communistes, en génér a}, et contre la première dictature prolétarienne, en particulier.

La phase de développement qui s'annonce sera marquée par de nouveaux conflits entre la classe ouvrière et la bourgeoisie et par une lutte acharnée entre la social-démocratie et les communistes pour l'influence sur les masses ouvrières. La social-démocratie internationale, qui, depuis longtemps déjà, s'oriente vers une coalition avec la bourgeoisie, soutien complètement la politique impérialiste de cette dernière et la politique de paix de classe et de soutien de la rationalisation capitaliste, tente de surmonter le processus de radicalisation de la classe ouvrière et d'entraîner cette dernière dans la voie de sa politique de trahison. Dans ce but, elle mène une lutte des plus acharnées

contre les communistes en les excluant des syndicats, en collaborant avec l'appareil de la dictature bourgeoise, en persécutant les communistes, en propageant la calomnie et le mensonge ignobles. D'autre part, la social-démocratie internationale mène des campagnes acharnées contre l'URSS et contre le PCUS en se rendant bien compte que l'accroissement des sympathies envers l'US constitue une des formes les plus importantes de la radicalisation de la classe ouvrière.

La social-démocratie a déclenché cette campagne de mensonges et de calomnies pour empêcher l'accroissement des sympathies du prolétariat international envers l'URSS et envers le communisme, pour compromettre les succès réels de l'édification socialiste dans le pays de la première dictature prolétarienne, pour détourner les ouvriers de la lutte pour le renversement du capitalisme et pour les inciter à soutenir la politique bourgeoise de rationalisation capitaliste effectuée aux dépens de la classe ouvrière et pour soutenir la politique de trahison de la "paix dans l'industrie".

Ce sont surtout les leaders de l'aile dite de "gauche" du social-réformisme qui jouent un rôle particulièrement faux et hypocrite dans cette lutte contre l'URSS et contre le PCUS. Les Max Adler, Bauer, Levy, Longuet, Lansbury et Maxton, qui se rendent bien compte des sympathies pour l'URSS des ouvriers se radicalisant de plus en plus, interviennent contre la dictature prolétarienne d'une façon plus habile et couvrent leur lutte par des phrases hypocrites de sympathie et de soutien "conditionnel" de l'URSS Le sens de cette tactique est de freiner, d'arrêter le passage des masses ouvrières au communisme et de garder leur appui à la social-démocratie. Au point de vue de la lutte pour les masses ouvrières de plus

en plus radicales, les leaders dits “de gauche” de l’opportunisme sont les adversaires les plus dangereux du communisme, de l’IC, de l’URSS. Dans la Période actuelle, le danger du trotskisme dans le mouvement ouvrier international est précisément dans le fait que les trotskistes soutiennent directement l’idéologie et la politique des suppôts de “gauche” du réformisme, qu’ils renforcent les leaders “de gauche” de l’opportunisme dans leur lutte contre le communisme et contre l’URSS, qu’ils multiplient les mensonges et les calomnies que les réformistes emploient dans leur lutte contre le communisme, le trotskisme est devenu une variété du bauerisme et des autres agences analogues du réformisme. Dans toutes les questions fondamentales, l’opposition trotskiste a passé aux positions des suppôts “de gauche” de l’opportunisme, en acquérant un caractère nettement contre-révolutionnaire. En calomniant, sous le couvert des phrases sur le dévouement à la révolution et à l’URSS, l’IC, le PCUS et la dictature prolétarienne, dont ils calomnient, tout comme les social-démocrates, la politique extérieure et intérieure, les trotskistes, tout comme la social-démocratie internationale, tablent sur la chute du pouvoir soviétique.

De la lutte fractionnelle au sein du PCUS, l’opposition trotskiste a passé à la création d’un second Parti, à *la lutte de rues* et aux interventions antisoviétiques déclarées qui, sans la résistance décisive de la part des plus larges masses du prolétariat, auraient pu constituer une menace à la dictature du prolétariat, en groupant sous drapeau de l’opposition trotskiste les éléments des classes hostiles à la dictature prolétarienne.

Le groupe dirigé par Sapronov a acquis un caractère encore plus contre-révolutionnaire. Ce groupe s'élève directement contre le léninisme et fait appel ouvertement à la lutte contre Ier pouvoir soviétique, par son programme, aussi bien que par sa tactique, ne se distingue en rien des éléments contre-révolutionnaires, des contre-révolutionnaires du genre Korsch, Katz, Eastman, Souvarine et autres. La dictature prolétarienne ne peut et ne doit pas tolérer les interventions contre-révolutionnaires de quelque côté et sous quelque drapeau qu'elles viennent.

L'opposition trotskiste, qui a tenté de faire sauter de l'intérieur le PCUS, a été battue idéologiquement aussi bien que dans le domaine de l'organisation grâce à la justesse et à la fermeté des principes, grâce à l'unité de fer du PCUS et de la classe ouvrière de l'URSS. Elle se désagrégea en une série de groupes. Certains d'entre eux (Kaméniev et Zinoviev) commencent, non sans hésitation, à passer aux positions du Parti et s'éloignent graduellement du trotskisme, ce qui prouve une fois de plus la justesse de la ligne politique du PCUS. D'autres hésitent entre le Parti et le trotskisme. Le groupe insignifiant des Partisans du trotskisme qui subsiste encore tente, après avoir essuyé une défaite dans le PCUS et dans l'US, de transporter le centre de gravité de leur action dans d'autres Sections de l'IC. La plate-forme adoptée par les trotskistes pour unir les groupes qui leur sont apparentés dans d'autre pays, permet de juger de l'essence opportuniste de l'opposition trotskiste. Elle fait appel avant tout aux éléments opportunistes et contre-révolutionnaires, comme Souvarine et Paz en France; elle forma un bloc avec le groupe petit-bourgeois et anti-prolétarien de Maslow en Allemagne, de Treint et Suzanne Girault en France avec le groupe qui

dit actuellement que l'URSS a tourné vers le "fascisme" et vers le "tsarisme". En Allemagne, ce groupe constitue l'appui le plus solide de l'opposition trotskiste au-delà de l'URSS. Ce groupe est, d'une part, en liaison avec le groupe contre-révolutionnaire de Korsch (liste commune aux élections à Hambourg) et, d'autre part, lié à la social-démocratie de gauche. Maintenant, il passe ouvertement à l'organisation d'un Parti indépendant, intitulé "Fédération de Lénine". Il espère devenir un centre international unissant tous les groupes de l'opposition pour la lutte contre l'IC et contre l'URSS. L'opposition trotskiste tente actuellement d'attirer de son côté les renégats Rosmer et Monatte. Elle groupe autour d'elle les éléments anti-prolétariens et opportunistes antirévolutionnaires comme le groupe Hull en Tchécoslovaquie, Roland Holst en Hollande, les social-démocrates "de gauche" en Belgique; en France, le groupe des émigrés italiens qui partagent les conceptions contre-révolutionnaires de Korsch et, enfin, les éléments de droite exclus du PC d'Amérique (Lore et consorts) soutenus par la social-démocratie allemande d'Amérique.

Tous les pires éléments du mouvement ouvrier, les éléments franchement opportunistes du mouvement communiste, tous les petits groupes de renégats expulsés de l'IC s'unissent actuellement sur la plate-forme trotskiste de lutte contre l'URSS, contre le PCUS et contre l'IC en jouant le rôle d'un instrument des plus ignobles de la social-démocratie internationale contre les communistes dans la lutté pour l'influence sur les larges masses de la classe ouvrière.

Le Plénum du CEIC considère que l'évolution vers le social-démocratisme faite par l'opposition trotskiste et sa

position nettement antisoviétique sont tout à fait hostiles à la dictature du prolétariat, que ces méthodes de scission dans les PC ont fait de la sorte que, désormais, appartenir à l'opposition trotskiste et se solidariser avec ses conceptions *n'est plus compatible avec le fait d'appartenir à l'IC*.

Les PC doivent faire la guerre la plus acharnée pour liquider les groupes trotskistes, en la concentrant avant tout contre leur sommet. En même temps, il faut poursuivre la lutte idéologique pour conquérir les ouvriers qui hésitent encore et qui n'ont pas encore rompu avec l'opposition.

Les PC doivent également intensifier leur action pour dénoncer l'opposition trotskiste parmi les larges masses de la classe ouvrière, car l'aggravation de la lutte des communistes contre la social-démocratie internationale signifie inévitablement l'aggravation de la lutte contre le groupe anticommuniste des trotskistes dans l'URSS, aussi bien que dans d'autres pays.

Résolutions sur la question syndicale

Adoptée à la séance du 25 février 1928.

Source : *La Correspondance Internationale*, no.27, 8e année, 15 mars 1928, numéro spécial VI, p.350-352.

1. — La lutte économique et les taches des communistes

§1. Dans les conditions d'une centralisation particulièrement rapide du capital dans la période actuelle, de croissance des organisations capitalistes (trusts, konzerns, etc.), de fusion de ces organisations avec l'appareil d'État de la bourgeoisie, la lutte de grèves a une tendance à prendre rapide ment un caractère politique grâce auquel les forces du prolétariat entrent en collision avec les forces de l'État bourgeois. Dans ces conditions, la tâche des communistes consiste à expliquer aux masses les perspectives de la lutte, à mobiliser les plus grandes couches ouvrières, à contribuer par tous les moyens à leur cohésion révolutionnaire, à pousser toute la lutte à un degré plus élevé.

§2. Les communistes et les ouvriers révolutionnaires en général, doivent baser leur tactique sur une lutte résolue et implacable contre la prétendue "paix dans l'industrie" qui n'est rien autre que la forme la plus récente de soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie. C'est pourquoi la mobilisation des masses doit avoir lieu avant tout (en plus des revendications concrètes sur les salaires et la journée de travail) sous le mot d'ordre de la *liberté* des grèves, contre l'arbitrage obligatoire, contre la *fidélité* social-démocrate aux contrats de salaires et en général, pour des contrats de courte durée.

§3. En vue d'une large mobilisation des masses, il est nécessaire de pénétrer plus rapidement que jamais au sein des grandes usines concentrées. Le maximum d'unité de combat de la classe ouvrière, l'organisation des ouvriers *non syndiqués*, l'organisation des grandes masses d'ouvriers *non qualifiés, mettre fin au faible degré d'organisation des ouvriers des grandes entreprises* : telle doit être la tâche centrale de l'avant-garde communiste.

§4. Les formes nouvelles de l'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière sont accompagnées d'une évolution à droite des politiciens social-démocrates et des leaders syndicaux, qui sou tiennent activement la tactique de paix dans l'industrie, freinent le mouvement de grève ou trahissent au moment le plus critique. C'est pourquoi le devoir des communistes est d'adopter une tactique qui permette d'arracher des mains des réformistes la direction des grèves. Nous devons nous efforcer par tous les moyens d prendre l'initiative de la création de Comités de grèves et nous mettre à leur tête.

§5. La tâche de l'avant-garde communiste, dans chaque grève, est de savoir mobiliser les grandes masses par des *mots d'ordre concrets appropriés à l'étape en cours*. Cela veut dire que les communistes ne doivent pas s'efforcer de surenchérir absolument sur les réformistes par l'extrémisme de leurs revendications, mais doivent, en se montrant prêts à la lutte, révéler aux grandes masses ouvrières, les manœuvres défaitistes de la bureaucratie syndicale réformiste, *Chaque grève doit être l'arène de la lutte entre les communistes et les réformistes pour la conduite du mouvement*.

C'est pourquoi la ligne de conduite des communistes lors des grèves doit être d'assumer la conduite du mouvement. Il est nécessaire de mobiliser les masses sous les mots d'ordre communistes, de s'efforcer de faire adopter notre tactique par les organisations syndicales, en démasquant à chaque instant de la lutte la position perfide des réformistes et, si les conditions y sont propres, en organisant les grèves contre la volonté de la bureaucratie syndicale. Dans ce but, il est nécessaire de créer des Comités de grève, de s'emparer de leur direction et par leur intermédiaire, de diriger toute la lutte de grève.

§6. Être bon communiste ne signifie nullement être toujours, quelles que soient les circonstances, pour la grève immédiate. C'est surtout vrai pour l'abus du mot d'ordre de la grève générale. Les communistes doivent savoir choisir le moment de la lutte, se renarde nettement compte du rapport des forces, ne pas aller à la remorque des masses, mais ne pas courir non plus trop en avant, ne pas jouer à la grève, mais une fois que celle-ci est déclenchée, exploiter toutes les chances et toutes les possibilités de la lutte.

Dans les conditions actuelles, alors que par suite de l'organisation de la bourgeoisie et de la cohésion existante entre les différentes branches industrielles trustifiées, la *grève partielle* est extrêmement difficile, les communistes doivent consacrer la plus grande attention à la préparation des grèves, à l'organisation des ouvriers d'entreprises similaires, d'industries similaires, etc. L'ampleur même de la grève dépend du calcul de la conjoncture concrète. En règle générale, les grèves doivent être maintenant de plus grande envergure qu'autrefois et c'est pourquoi une préparation appropriée est indispensable. II serait cependant faux

d'affirmer que les grèves Partielles sont inadmissibles. La grève Partielle peut conduire à la victoire et c'est pourquoi il faut l'utiliser au maximum. Elle peut même être un facteur révolutionnaire si elle rompt le front réformiste qui tend à encercler et à étouffer le mouvement de masses, si elle sert de signal à l'effervescence des masses et de point de départ à une grande activité de tout le mouvement. Tout dépend de la conjoncture concrète, dont le froid calcul doit être la condition première de toute manœuvre, quelle qu'elle soit, dans le domaine économique. Les communistes doivent énergiquement combattre les tentatives d'entraver le développement du mouvement des grèves Partielles sous prétexte de la faiblesse des organisations syndicales, du danger de la répression gouvernementale, etc.

§7. Pour conduire les masses pendant la grève, il faut préalablement un travail énergique avant la grève. Les communistes doivent toujours être avec les masses et montrer par leur travail constant, quotidien, par leur défense intelligente et énergique des intérêts des ouvriers qu'ils valent mieux que les réformistes. Les ouvriers jugent les communistes non par leurs paroles, mais par leurs actes. C'est pourquoi le problème du travail politique et d'organisation, travail méticuleux et quotidien dans les entreprises, est la condition préalable sans laquelle nos prétentions de conduire les grèves resteraient lettre morte. Les communistes pourront d'autant plus facilement prendre en mains la conduite du mouvement de grèves, qu'ils auront pu, avant la grève, déployer un large mouvement pour la création de Comités d'usines, ou pour la conquête des positions solides dans ces Comités, là où ils existent. Ces

Comités sont la meilleure base pour créer des centres de grève, élus et reconnus par la grande masse ouvrière.

2. — Lutte contre l'exclusion des communistes des syndicats

Étant donnée la radicalisation du mouvement ouvrier et la vague de grèves croissante, les Parti- sans d'Amsterdam entreprennent sur toute la ligne une campagne acharnée contre les communistes dans le mouvement syndical. L'exclusion du sein des syndicats, la scission des organisations syndicales là où les communistes acquièrent une influence prédominante sont devenues des faits courants dans tous les pays (Allemagne, France, Suisse, Esthonie, etc., etc.). Or, on Observe parmi les communistes une certaine passivité dans cette question. Les communistes doivent :

a) Mener une lutte énergique et ouverte sous le mot d'ordre de l'unité du mouvement syndical, contre l'exclusion des communistes du sein des syndicats.

b) Cette lutte doit être menée en premier lieu à la base par l'organisation de meetings de protestation en masse, en faveur de la démocratie dans les syndicats, etc.

c) La presse du Parti doit porter le maximum d'attention à cette question.

d) S'efforcer que les organisations syndicales qui ont refusé d'exclure les communistes sur l'ordre des centres syndicaux réformistes supérieurs, se solidarisent avec les exclus et mènent une lutte active en faveur de l'unité, contre les exclusions.

e) La tendance à rester dans les rangs du syndicat ne doit jamais aboutir chez un communiste à renoncer à l'action politique révolutionnaire dans les syndicats.

3. — Les tâches d'organisation des communistes dans le mouvement syndical

§1. Le 9e Plénum du CEIC considère comme une des tâches les plus actuelles du mouvement syndical révolutionnaire international l'examen soigné des défauts du travail d'organisation du PC et des syndicats révolutionnaires dans leur action pour la conquête des masses et la lutte révolutionnaire de classe. Une attention spéciale doit être portée aux tâches d'organisation du mouvement syndical dans les colonies où s'accroît un mouvement syndical révolutionnaire des masses, bien qu'encore faiblement organisé.

Le travail d'organisation constitue le point le plus faible du mouvement syndical révolutionnaire. Ces derniers temps, on peut observer partout un accroissement considérable de l'influence politique des communistes dans les syndicats. Mais cet accroissement de l'influence politique ne correspond nullement à celui du travail d'organisation des PC. Les PC devront faire un pas décisif pour vaincre la faiblesse d'organisation du mouvement syndical révolutionnaire.

En examinant les problèmes d'organisation du mouvement syndical révolutionnaire, il faudra souligner de nouveau qu'il est nécessaire de faire preuve dans le domaine. de l'organisation d'un maximum de souplesse, de savoir tenir compte des particularités concrètes de chaque pays, de modifier rapidement les formes du travail d'organisation en connexion avec la modification des conditions de travail, de

l'organisation et de la tactique des patrons et de fleurs agents réformistes. II ne faut pas oublier un seul instant que l'organisation défectueuse du travail des syndicats et des minorités révolutionnaires dépend surtout de la faiblesse du travail des PC dans le mouvement syndical et conduit au relâchement de la lutte pour les intérêts journaliers des masses, et par l'affaiblissement de la liaison avec ces dernières.

§2. Bien que le travail d'organisation doit être effectué d'une façon différente dans chaque pays et dans chaque branche d'industrie on peut néanmoins en tracer pour tous les pays les lignes fondamentales. Le travail .d'organisation des communistes dans le mouvement syndical de tous les pays doit avoir pour tâches :

1) De conquérir les principales branches d'industrie, les régions industrielles et les fabriques et usines les plus importantes ;

2) De gagner au travail syndical le plus grand nombre possible d'ouvriers dans chaque entreprise ;

3) De construire les organismes syndicaux sur la base des entreprises, c'est pourquoi il est nécessaire de conquérir l'appareil syndical de base ;

4) De s'emparer des Comités de fabriques et d'usines là où ils existent, de créer ces Comités, là où ils n'existent pas encore, et de les transformer en organes primaires des syndicats d'entreprises :

5) De soumettre les questions les plus importantes du mouvement syndical à un examen direct dans les entreprises mêmes ;

6) Les communistes doivent porter une attention particulière au maintien du caractère de classe des Comités de fabriques en s'opposant aux tentatives du patronat et des social-démocrates de les transformer en instruments de collaboration de classe ;

7) De lutter contre le centralisme bureaucratique et en faveur d'une large démocratie syndicale, c'est à-dire d'étendre autant que possible les droits des organisations syndicales locales : de procéder à l'élection des directions des syndicats sur la base de la représentation proportionnelle, de la réélection annuelle des directions et des fonctionnaires syndicaux, etc. ;

8) Constituer une base financière au mouvement syndical révolutionnaire de tous les pays. Les formes et les méthodes pour former cette base financière seront déterminées d'après le caractère du pays, du mouvement et de la situation ;

9) Dans la structure des minorités révolutionnaires et des organisations syndicales indépendantes, s'en tenir aux principes de la constitution de toutes nos organisations *de la base au sommet* ;

10) Lutter contre la bureaucratisation des appareils centraux et transférer le centre du travail dans les fabriques et dans les usines ;

11) Recruter dans les syndicats, sur la base d'une égalité complète des droits, les ouvriers immigrés et lutter énergiquement contre l'attitude hostile qui se révèle à l'égard des ouvriers étrangers. Parallèlement, les syndicats révolutionnaires doivent, en éduquant les ouvriers émigrés y adhérant faire en sorte que ceux-ci ne restent pas inorganisés dans le pays d'immigration, qu'ils ne deviennent pas un

instrument aveugle entre les mains du patronat et de la bureaucratie réformiste ;

12) Intensifier l'action pour l'organisation des chômeurs, lutter contre leur exclusion des syndicats en faveur du maintien de la liaison des chômeurs exclus avec leur organisation ;

13) Recruter les femmes et les jeunes dans le syndicat. Les faire participer activement au travail syndical ;

14) En général, dans l'action, se baser sur les revendications journalières concrètes. C'est de là qu'il faut Partir en allant aux questions plus générales. Le contraire est erroné ;

15) Mettre résolument un terme à la négligence qui s'observe encore dans tous les pays à l'égard du travail des fractions dans les syndicats révolutionnaires et réformistes ainsi qu'à l'égard du travail des Sections syndicales près des Comités du Parti. Concentrer l'attention de tous les Partis sur la réalisation pratique des décisions perspectives de la 2e Conférence du CEIC.

§3. En passant maintenant aux tâches d'organisation des communistes où le mouvement syndical est scindé, il est nécessaire de s'arrêter avant tout sur le travail et sur les défauts des organisations syndicales révolutionnaires indépendantes dans les pays où le mouvement syndical est scindé (France, Tchécoslovaquie et autres). Dans ces pays, il est nécessaire de :

1) Recruter inlassablement de nouveaux adhérents, en premier lieu parmi les ouvriers non organisés, en utilisant surtout les facteurs des mouvements de masses ;

2) Lutter contre la fluctuation des effectifs syndicaux en instituant des fonds de combat, des fonds de secours mutuels, etc. ;

3) Reconstituer les syndicats sur le principe d'entreprises, sans rien forcer et sans recourir aux fusions mécaniques ;

4) Unir les Comités de fabriques et d'usines de toutes les entreprises d'un même konzern ou d'un même trust, afin d'entreprendre une action commune contre le capital concentré, mais tout en maintenant obligatoirement les Comités de fabriques et d'usines près chaque entreprise ;

5) Porter particulièrement l'attention à la création dans les entreprises et dans les chainons syndicaux de base, de toutes les sortes de Comités mixtes, Comités d'action et autres organes de front unique, aussi bien avec les ouvriers des syndicats réformistes, qu'avec les ouvriers non organisés, en avant comme objectif la réalisation de tâches concrètes.

6) Développer la presse syndicale de combat, créer une littérature syndicale révolutionnaire spéciale, contribuer à l'organisation des clubs d'unité, etc.

§4. Pour les pays où il existe une minorité d'opposition organisée (Angleterre) les tâches principales d'organisation doivent viser à :

1) Entraîner dans le mouvement d'opposition le plus grand nombre possible d'organisations syndicales entières et de conseils syndicaux ;

2) Lutter dans les organes de base contre la politique des salaires, la paix dans l'industrie, etc. ;

3) Expliquer inlassablement les causes de la défaite des dernières actions économiques et en déduire la nécessité de remplacer les Leaders ;

4) Mener une lutte acharnée contre les moindres violations de la démocratie syndicale, contre les exclusions, etc.

§5. Dans les pays où il n'y a pas d'opposition organisée et où le travail est fait exclusivement par les fractions (Allemagne, Autriche, tous les efforts doivent tendre à :

1) Construire les fractions par industries, par rayons et à l'échelle nationale ;

2) Désigner pour chaque grande entreprise un organisateur syndical spécial pour mener un travail permanent parmi les ouvriers organisés et non organisés ;

3) Lutter contre le centralisme bureaucratique dans le mouvement syndical et pour l'élargissement des droits des syndicats locaux et des cartels (unions locales des syndicats).

§6. Aux États-Unis, où l'écrasante majorité des ouvriers sont inorganisés, où les adhérents des syndicats existants se recrutent surtout parmi les ouvriers qualifiés, dans l'aristocratie ouvrière, où les plus importants syndicats subissent un processus de dé composition, l'effort principal de l'activité communiste dans les syndicats doit porter sur l'organisation des masses non syndiquées des ouvriers non qualifiés et semi-qualifiés. Le mot d'ordre : «organisez les inorganisés!» ne doit pas être un appel à la bureaucratie syndicale vénale qui se refuse à organiser les masses ouvrières ; de même, il ne doit pas être un appel unilatéral, adressé aux syndicats existants, mais doit être la base de l'activité communiste même. La tâche du PC est de prendre

l'initiative pour organiser des syndicats dans les branches d'industrie où les ouvriers sont peu ou pas syndiqués (aciéries, automobiles, caoutchouc, chaussures, textile, transports par eau, etc.).

En même temps, il est absolument nécessaire que les communistes continuent et intensifient leur activité dans les syndicats affiliés à la Fédération Américaine du Travail réactionnaire, pour y créer une forte aile gauche.

Vu que beaucoup de syndicats refusent d'admettre les ouvriers nègres, le PC doit prendre l'initiative et créer des syndicats d'ouvriers noirs, et en même temps, continuer la lutte pour l'admission de ces derniers dans les syndicats existants. Les communistes doivent lutter pour l'union des syndicats d'ouvriers noirs avec les syndicats d'ouvriers blancs dans les mêmes branches d'industrie.

Bien que la bureaucratie vénale, par toutes sortes de menées par la ruse et la violence, empêche l'aile gauche de gagner le syndicat des mineurs, les communistes ne doivent pas sortir de ce syndicat. Vu la décadence du syndicat des mineurs, les éléments de gauche doivent prendre l'initiative de la création de nouveaux syndicats à l'échelle locale dans les régions houillères, là où les ouvriers ne sont pas organisés ou encore là où l'organisation des mineurs a été dé truite ou s'est disloquée.

§7. L'objectif en vue dans le travail d'organisation est de conquérir systématiquement les masses. C'est sous cet angle qu'il faut envisager toute mesure d'organisation, toute entreprise de notre action pratique, C'est précisément pour cette raison que les voies et les méthodes du travail d'organisation sont variées et qu'il ne faut pas fixer des règles

générales intangibles pour tous les pays. Le travail d'organisation exige une connaissance profonde du mouvement syndical, une grande souplesse dans la tactique révolutionnaire.

Résolution sur la question anglaise

Adoptée à la séance du 18 février 1928.

Source : *La Correspondance Internationale*, no.22, 8e année, 6 mars 1928, numéro spécial IV, p.295-296.

§1. La bourgeoisie anglaise, qui se trouve dans des conditions d'âpre concurrence internationale. et de dépression chronique dans les industries de base, cherchera inévitablement à poursuivre sa politique de rationalisation capitaliste, de pression croissante sur la classe ouvrière et de répression systématique contre sa Partie la plus consciente dans le pays même, sa politique d'oppression des colonies, d'étouffement de mouvements nationaux-révolutionnaires de libé ration, et surtout des mouvements ouvriers et paysans. En politique extérieure, la préparation d'une guerre contre l'URSS continuera à être la préoccupation dominante de la bourgeoisie britannique. La résistance de la classe ouvrière à la politique des classes dominantes rendra la lutte de classe en Grande-Bretagne considérablement plus violente.

§2. La politique des classes dominantes de Grande-Bretagne vise à attirer dans sa sphère d'influence les principales organisations ouvrières, le Labour Party et les syndicats, en dépit de la résistance décidée qu'offre la classe ouvrière. Les leaders de ces organisations, qui ont trahi la grève générale, la grève des mineurs, qui ont aidé à faire passer la loi sur les Trade-Unions malgré la résistance des ouvriers, cherchent à transformer graduellement leur organisation en un appareil auxiliaire de l'État bourgeois et des associations patronales.

§3. À son tour, ceci provoque un changement de l'idéologie de ces organisations et de leur attitude à l'égard de l'appareil politique et économique de domination bourgeoise. Au point de vue idéologique, les chefs réformistes du Labour Party et des Trade-unions s'affirment plus ouvertement et plus cyniquement en faveur d'une paix industrielle et d'une collaboration active avec les capitalistes contre le prolétariat révolutionnaire ; au point de vue de l'organisation, ils s'efforcent de transformer les organisations ouvrières indépendantes en un appareil auxiliaire de la bourgeoisie par l'interpénétration des couches supérieures de ces organisations dans les organisations bourgeoises. De cette orientation générale, découle tout le système des mots d'ordre favorables au principe de soutien de la rationalisation capitaliste, de soumission à la loi dirigée contre les Trade-Unions, de tactique de liquidation et de trahison des grèves, de création de tribunaux bourgeois d'arbitrage et de commissions gouvernementales d'enquête et autres formes d'assujettissement de la classe ouvrière à la bourgeoisie qui se substituent à la lutte de classe des ouvriers.

§4. Cette consolidation de la bourgeoisie capitaliste et du réformisme est accompagnée d'un développement de la lutte entre l'aile droite et les ouvriers révolutionnaires qui se traduit sous forme d'une attaque du Labour Party et des chefs syndicaux contre l'aile gauche du mouvement syndical, spécialement contre le PC, le seul Parti révolutionnaire du prolétariat. Le Labour Party, organisation d'un type fédératif sur la base des syndicats, devient toujours davantage un Parti social-démocrate ordinaire qui entreprend avec un acharnement grandissant l'expulsion même des communistes et des ouvriers de l'aile gauche qui

représentent les Trade-unions ; la Direction des Trade-Unions, à son tour, passe à une attaque bien réglée contre le mouvement minoritaire et contre les militants du PC en pratiquant une politique acharnée contre les communistes et en s'efforçant de rompre tous les liens des communistes avec les masses du prolétariat.

§5. D'autre part, cette situation objective crée un mécontentement profond parmi les larges masses de la classe ouvrière, un mécontentement non seulement de la situation générale' dans le pays, mais aussi de la politique réformiste des leaders officiels du Labour Party et des Trade-Unions. S'il est erroné de, surestimer l'allure de cette radicalisation, il serait plus erronée encore de ne pas voir la ligne fondamentale de développement du mouvement ouvrier en Angleterre. En somme, la classe ouvrière continue à se déplacer à gauche, bien que d'une façon inégale et non sans zigzags.

§6. Dans ces conditions, la nécessité impérieuse s'impose au PC, en tirant avantage de la radicalisation grandissante des masses, d'adopter une tactique d'opposition plus claire et plus âpre envers le Labour Party et les chefs des Trade-unions en vue de gagner les ouvriers de l'aile gauche à la lutte contre la bureaucratie comme moyen de s'assurer la direction de la classe ouvrière dans la lutte de classe contre le capitalisme. Ce n'est qu'en ayant une ligne politique à lui qui se distingue profondément de la ligne réformiste sur toutes les questions de la politique en général (guerre, attitude envers l'URSS, envers la Chine, envers les Indes, l'Égypte, etc...) et de la lutte quotidienne de la classe ouvrière (contre les tribunaux d'arbitrage, contre la diminution des salaires, contre l'augmentation de la journée de travail,

contre l'aide au capital dans l'œuvre de rationalisation, contre la paix industrielle, etc...), que le PC pourra consolider son influence parmi les masses et organiser celles-ci pour combattre les capitalistes et leurs laquais.

§7. Actuellement, le PC, tout en ne faisant pas Partie du Labour Party et n'y ayant aucun droit, se trouve, à la suite d'un système spé cial de liaison entre les Trade-Unions et le Labour Party, fréquemment lié par la discipline du Labour Party (exemple : contraint d'accepter les décisions des conférences électorales se réunissant au nom «de tout le travail organisé» pour désigner des candidats au Parlement, etc...). Il est nécessaire de commencer maintenant une lutte âpre pour briser cette discipline imposée au mouvement ouvrier par la bureaucratie libérale-travailliste qui fait fi de la volonté des ouvriers et gêne la liberté d'action .du PC, en engageant les Sections locales du Labour Party à convoquer de nouvelles conférences électorales de tous les ouvriers sur la base des pleins droits de tous les ouvriers dans le Labour Party, y compris les communistes, et en convoquant des conférences électorales non officielles lorsque les Sections locales du Labour Party, dominées par l'appareil bureaucratique, refusent de procéder ainsi ou organisent des conférences d'un type purement bureaucratique.

§8. Actuellement, il ne serait pas encore rationnel de retirer le mot d'ordre d'affiliation au Labour Party, étant donné que ce dernier ne s'est pas encore transformé définitivement, par sa structure, en un Parti social-démocrate. La lutte pour l'affiliation doit néanmoins se transformer en une offensive contre la direction traîtresse du Labour Party.

§9. Une énergique campagne doit être organisée dans les Sections locales des Trade-Unions pour contrôler la cotisation politique afin qu'il soit possible de subventionner quelques candidats qui ont l'approbation des membres de ce syndicat.

§10. En établissant la tactique générale de la politique du PC, il est nécessaire de tenir compte du fait que le PC a contre lui non pas un seul mais deux camps ennemis : d'une part, le Parti conservateur: qui est à la tête du gouvernement et qui s'appuie, au point de vue social, sur les landlords et sur une Partie considérable de la grande bourgeoisie et, d'autre part, le bloc des libéraux formé des couches supérieures du Labour Party et des Trade-unions s'appuyant sur une Partie de la bourgeoisie, sur la petite-bourgeoise et sur l'aristocratie ouvrière. Il serait, erroné d'édifier notre tactique sur le principe de la lutte contre un seul camp ennemi, contre le camp conservateur, quoique notre tactique de lutte contre ces deux ennemis doive se différencier.

§11. On ne peut comparer la situation qui existait en 1918 et en 1920, quand Lénine préconisait la tactique qui consistait à soutenir le Labour Party et de le pousser au pouvoir, avec la situation actuelle. En 1918 et en 1920, un gouvernement du Labour Party aurait pu jouer le rôle d'un gouvernement de Kerenski, avec ses hésitations. La situation actuelle ne peut non plus être comparée celle de 1922-23, alors que le Labour Party avait à son programme des revendications auxquelles s'opposait vigoureusement la classe capitaliste (impôt sur le capital, chômage, Russie). Aucune comparaison possible, également, avec la situation en 19245 quand le gouvernement fut obligé de choisir entre deux issues objectivement révolutionnaires. Actuellement,

un tel gouvernement sera dès le début un instrument d'offensive contre les ouvriers. L'expérience du gouvernement Macdonald, la trahison de la grève générale et de la grève des mineurs, le changement de position des instances du Labour Party et des Trade-Unions dans les questions Ide la guerre, de l'attitude envers l'URSS, envers la Chine et envers les Indes et l'Egypte, le changement de position dans les questions fondamentales de politique intérieure (rationalisation, bill antisyndical, paix industrielle, etc.). tout cela exige du PC anglais qu'il se manifeste toujours plus clairement et plus comme un Parti politique *indépendant*, qu'il change son attitude à l'égard du Labour Party et du gouvernement travailliste et que, par conséquent, il remplace le mot d'ordre du gouvernement travailliste par celui d'un gouvernement évolutionnaire ouvrier.

§12. Ce changement général dans la tactique du PC détermine aussi la tactique électorale du Parti. Pendant les élections, le Parti agira en tant qu'organisation indépendante, avec sa propre plate-forme, ses propres mots d'ordre, distincte de *toutes les autres*. Le PC présentera le plus grand nombre possible de candidatures communistes, d'une façon indépendante. Il accordera un plein soutien aux candidats des Sections désaffiliées du Labour Party contre les candidatures de jaunes du Labour Party officiel. Simultanément, la campagne pour la convocation de nouvelles conférences électorales des Sections locales du Labour Party, basées sur l'égalité des droits des communistes et des éléments de l'aile gauche, doit être intensifiée. Si, en dépit du désir des ouvriers de réunion de telles conférences, l'appareil du Labour Party refuse de les

convoquer ou n'autorise pas les communistes et les éléments de l'aile gauche à y prendre part, le Parti doit agir de concert avec l'aile gauche pour organiser des conférences non officielles. Dans le cas où la bureaucratie imposerait ses candidats aux conférences électorales, le devoir du- PC sera d'organiser les éléments de l'aile gauche de ces conférences pour faire passer, avec leur aide, leurs candidats contre les candidats officiels imposés par la bureaucratie. Dans certaines régions, on pourra soutenir activement les candidats du Labour Party qui se sont engagés à défendre par leur vote les revendications élémentaires de la classe ouvrière et l'adhésion du PC au Labour Party.

§13. II est absolument nécessaire de présenter des candidats contre les *chefs* du Labour Party et du Conseil général. Le Comité central doit immédiatement entreprendre la préparation des circonscriptions électorales. Étant donné qu'une grande Partie des masses suit encore les chefs réformistes, il est indispensable de proposer un front unique tant sur le plan national qu'à l'échelle locale en vue de démasquer encore une fois les chefs du Labour Party et des syndicats qui préfèrent l'unité avec les capitalistes à l'unité avec les ouvriers révolutionnaires.

§14. Le vote pour les candidats du Labour Party dans les autres régions (voir §12) ne doit être décidé définitivement qu'après avoir effectué tout le travail possible pour faire passer nos propres candidats et les candidats ouvriers de gauche.

§15. II est nécessaire d'entreprendre immédiate ment une large campagne dans les masses pour la création d'un quotidien et pour collecter les fonds nécessaires dans ce but.

§16. Considérant l'importance des changements survenus en Grande-Bretagne et l'importance d'une tactique bien organisée, le Comité Exécutif du PC de Grande-Bretagne doit ouvrir une large discussion sur tous les problèmes et toutes les questions relatifs à cette tactique.

Résolution sur la question française

Adoptée à la séance du 25 février 1928.

Source : *La Correspondance Internationale*, no.27, 8e année, 15 mars 1928, numéro spécial VI, p.355-356.

§1. Sur la base des modifications profondes qui se sont produites dans la structure économique et sociale de la France d'après-guerre et que le CEIC de l'Internationale avait notées dans sa résolution du printemps 1926, la grande bourgeoisie sous le gouvernement de l'Union Nationale a inauguré une politique économique et sociale de classe correspondante-. L'arrêt de la politique d'inflation a révélé une série de difficultés économiques jusqu'alors latentes qui, sans avoir pris le caractère d'une crise aiguë, obligent cependant le capitalisme français à procéder à la rationalisation de la production. Le processus de concentration des forces de production capitalistes, l'élimination des petites entreprises, l'offensive contre les salaires ouvriers et les 8 heures, l'exploitation plus active des colonies se poursuivront donc comme une nécessité vitale pour le capitalisme français. Parallèlement à ce processus de rationalisation, se poursuit un regroupement des forces sociales et politiques du pays. La stabilisation de fait du franc a rallié une grande Partie de la petite bourgeoisie à la politique du grand capital. Le rôle économique de la petite bourgeoisie ne cesse de diminuer, et les forces sociales ont tendance à se polariser toujours davantage dans l'opposition fondamentale de la classe ouvrière et de la grande bourgeoisie.

Les effets de la rationalisation capitaliste, l'offensive contre les salaires provoquent une accentuation des antagonismes de classe et poussent le prolétariat à la lutte pour la défense de ses conditions de vie. Un processus de radicalisation des masses se poursuit qui oblige la bourgeoisie à jeter le masque démocratique et à intensifier la répression patronale et gouvernementale contre le prolétariat et ses organisations de classe.

Ces transformations économiques et sociales ont eu, au cours (te ces deux dernières années, des ré percussions particulièrement profondes dans la superstructure politique du pays, en particulier dans l'orientation politique des Partis traditionnels de la petite bourgeoisie française. Le cartel des gauches, qui, en 1924 se présentait comme un bloc d'opposition de la petite bourgeoisie et d'une Partie de la classe ouvrière à la politique du grand capital, a trahi son programme et ses promesses, tout en conservant une phraséologie de "gauche" pour main tenir son influence sur les couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat 'qui le soutiennent, et a pratiqué en fait une politique de soutien actif de toute la politique d'oppression et d'exploitation de l'impérialisme français, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Le Parti socialiste et la CGT réformiste, tout en prenant, pour les mêmes raisons, une position d'opposition formelle à l'Union Nationale, ont collaboré activement et appuyé toute la politique fondamentale du grand capitalisme français réorganisation militaire, colonialisme, rationalisation, etc.

La CGT proclame ouvertement sa volonté de collaboration de classe en s'efforçant de s'intégrer à l'État bourgeois par le Conseil Economique National. Elle soutient l'effort de

rationalisation aux dépens des ouvriers et trahit régulièrement les luttes économiques du prolétariat. La CGT et les socialistes renforcent en même temps leur lutte contre l'URSS et les ouvriers révolutionnaires.

La soi-disant gauche socialiste s'est révélée, au cours de cette période, non comme une opposition irréductible, fidèle aux principes fondamentaux du socialisme, mais davantage .comme un groupe s'efforçant de retenir, par sa démagogie, les ouvriers sous l'influence du Parti socialiste et comme une barrière les empêchant de passer au PC.

Ces transformations dans la vie économique, sociale et politique devaient entrainer une modification profonde de la tactique générale de notre Parti, particulièrement dans son attitude envers les formations politiques de la petite bourgeoisie et envers le Parti socialiste et sa soi-disant gauche. La poli tique suivie à leur égard en 1924, quand ils se pré- sentaient sous le masque de l'opposition à toute la politique du Bloc National et avaient réussi à en trainer derrière ce programme une Partie importante de la classe ouvrière, ne saurait être appliquée au moment où il ne reste plus de leur programme que quelques phrases démagogiques destinées à duper les masses et où le fond de toute leur politique est de soutenir celle de la grande bourgeoisie impérialiste.

En face de la faillite de la politique du bloc des gauches, de l'appui donné par le Parti socialiste et par la CGT réformiste au programme économique de la grande bourgeoisie, notre Parti devait modifier sa tactique, renforcer son attaque contre ces formations politiques, montrer plus nettement sa physionomie révolutionnaire pour attirer à lui les masses ouvrières et paysannes désillusionnées.

Le PC, par la Lettre Ouverte et les décisions de la Conférence Nationale, opère le revirement tactique profond nécessité par le changement de la situation.

§2. Par la Lettre Ouverte de novembre et les décisions de la Conférence Nationale de janvier, le PC français accepte et fait siennes les critiques formulées à plusieurs reprises l'année dernière par l'Internationale sur la politique du Parti français et qui du retard apporté par le Parti à adapter sa tactique à la situation.

a) Dans la question de son appréciation fausse de la répression capitaliste et gouvernementale liée à toute la perspective de développement de la lutte de classe en France et dans la question de sa tactique de soumission la légalité bourgeoise qui en fut la conséquence ;

b) Dans son appréciation des Partis dits de gauche » de la bourgeoisie française et dans la tactique erronée des accords circonstanciels, des appels aux démocrates, des élections sénatoriales qui en fut la conséquence ;

c) Dans son attitude envers le Parti socialiste et en particulier envers la soi-disant gauche du Parti socialiste considérée non comme une barrière empêchait les ouvriers socialistes de venir au communisme, mais comme un groupe communiste susceptible d'attirer les ouvriers au PC, dans la fausse conception du front unique proposé mécaniquement, sans travail réel et systématique parmi, les ouvriers socialistes, dans le manque d'initiative dans la lutte contre le Parti socialiste pour démontrer son rôle d'agent de l'impérialisme et de soutien de la réaction, dans l'insuffisance de la démarcation entre le Parti socialiste et le PC (tactique de listes communes, pourparlers d'unité, etc.).

d) Dans la tactique syndicale erronée suivie au cours de certaines grèves, zigzaguant de la pratique opportuniste du freinage des grèves au verbalisme et à la gesticulation révolutionnaire anarcho-syndicalistes de déclenchement de grèves générales sans préparation sérieuse

e) Dans la sous-estimation des dangers de guerre contre l'Union soviétique qui s'est exprimée, entre autres, par la faiblesse de la campagne du Parti au moment de l'affaire Rakovsky et dans la sous-estimation du rôle de l'impérialisme français dans l'étranglement de la révolution chinoise ;

f) Dans la tendance à ne pas manifester dans Paris sans autorisation gouvernementale, tendance qui est une autre forme de soumission à la légalité bourgeoise. La retraite du Parti dans la manifestation de *l'American Legion* fut nécessitée par le manque d'organisation adéquate et par les forces armées considérables dont disposait à cette occasion le gouvernement. Mais la faute initiale dans cette retraite fut la campagne de presse engagée à la légère dans l'*Humanité* annonçant que le Parti empêcherait la parade alors qu'aucune disposition n'était prise par le Parti pour assurer la réalisation d'un tel plan.

Par la Lettre Ouverte de novembre et les résolutions de la Conférence de janvier, le Parti reconnait avec le CEIC que cet ensemble de fautes et de faiblesses dans la situation changée nécessitait le redressement radical de la ligne du Parti opéré par la Conférence Nationale.

§3. Le CEIC souligne avec satisfaction que, parallèlement à son intervention, la base du Parti, en particulier les rayons et les Cellules de la région parisienne et l'organisation des

jeunesses, a réagi vigoureusement et en général justement contre les fautes de la direction et de l'*Humanité*.

§4. Le CEIC considère que la Lettre Ouverte et les décisions de la Conférence du Parti constituent le point de départ et sont la condition du redressement de la ligne du Parti. La critique des fautes commises, la ligne politique tracée, doivent être amplement expliquées à tout le Parti pour que le redressement soit compris par tous et s'opère de la base au sommet. Cette clarification idéologique doit se faire non par une discussion sur les décisions prises qui doivent être appliquées unanimement par tous les camarades, mais par une campagne pour en faire comprendre toute la portée non seulement au Parti, mais à la masse ouvrière française, comme préparation des masses à la campagne électorale et aux luttes économiques.

§5. Le CEIC constate cependant qu'entre la Lettre Ouverte et la Conférence Nationale, une série de fautes semblables à celles qui avaient été commises auparavant ont été répétées : appréciation de l'*Humanité* sur le Congrès socialiste de Noël, application mécanique du front unique, insuffisante délimitation de notre Parti à l'égard du Parti socialiste — appels des députés et du PC lors de la levée de l'immunité parlementaire et de la saisie de l'*Humanité*, liquidation de la grève de la Moselle par des procédés dignes seulement des bureaucrates réformistes, manque d'initiative dans l'attaque contre la social-démocratie, etc.

Cette répétition des fautes anciennes prouve que la modification profonde apportée par le CC de novembre n'avait pas encore été comprise par tous les organes d'exécution de la direction du Parti et par le Parti à tous ses échelons.

Le CEIC, en exprimant son approbation entière des décisions de la Conférence Nationale, réclame du CC une application méthodique et constante de la ligne nouvelle ; il lui demande de prendre les mesures d'organisation nécessaires à en garantir l'application, par l'ensemble du Parti, particulièrement en ce qui concerne l'*Humanité*.

Ce n'est pas la direction seulement et ses organes, c'est tout le Parti guidé par sa direction qui doit opérer le redressement décidé par la Conférence Nationale.

§6. Le CEIC considère que la tactique électorale fixée par la Conférence Nationale est une application juste de la ligne nouvelle. La campagne électorale n'est pas un fait politique secondaire, elle a une importance politique considérable et le Parti doit lui vouer un soin particulier dans les semaines qui viennent en la liant à toute son orientation politique nouvelle, et en particulier aux luttes économiques de la classe ouvrière et à la lutte contre les effets de la rationalisation. Elle sera une épreuve pour l'ensemble du Parti, qui démontrera ainsi dans quelle mesure s'est opéré son redressement. Le CEIC approuve donc la tactique électorale fixée par la Conférence Nationale.

Au moment où la bourgeoisie française procède à la rationalisation de son appareil de production, à la concentration de ses forces, à une offensive contre les salaires ouvriers et contre les organisations 'de classe du prolétariat, au moment où les Partis bourgeois dits de gauche, y compris le Parti socialiste, prouvent une politique de soutien de l'impérialisme, au moment où la CGT réformiste offre son appui à la rationalisation capitaliste et s'efforce de s'intégrer à l'État bourgeois, le CEIC ne doute pas que la tactique fixée par la Conférence Nationale qui fait ressortir plus nettement

la physionomie révolutionnaire du Parti, si elle est fidèlement appliquée, contribuera à faire de notre Parti, l'unique Parti ayant la confiance des masses ouvrières et des paysans travailleurs et les guidant dans la voie révolutionnaire.

§7. Le CEIC approuve et confirme l'expulsion prononcée par la Conférence Nationale des chefs de la fraction trotskiste, Treint, Suzanne Girault, et autres. Les accusations que ces chefs portent contre l'IC et la Révolution russe et qui alimentent la campagne de nos pires ennemis impérialistes et social-démocrates, leur indiscipline ouvertement proclamée procèdent d'une idéologie Social-démocrate, étrangère au communisme, que la Conférence a eu raison de bannir des rangs du Parti.

§8. L'avenir immédiat pose à notre Parti de grandes tâches qui auront leur axe dans la campagne électorale, d'une part, dans les luttes économiques du prolétariat, d'autre part, deux aspects de la même lutte renforcée du prolétariat contre la bourgeoisie et ses agents dans le mouvement ouvrier.

Une attention particulière dans cette période doit être accordée au travail et à l'agitation dans les campagnes. Au moment où s'approfondissent les antagonismes et la bataille de classes, le problème de gagner la paysannerie comme alliée du prolétariat et de l'arracher à l'influence de la bourgeoisie et du fascisme acquiert une importance particulièrement grande.

Les efforts du Parti doivent contribuer activement à la formation d'une véritable organisation paysanne de masse. Ce travail ne doit pas être considéré comme un travail de

spécialistes, mais comme un travail essentiel accompli par tout le Parti.

Ces grandes campagnes politiques et ces luttes économiques doivent être utilisées par notre Parti pour renforcer son organisation et celle des syndicats unitaires. Elles doivent être menées par une direction fermement unie dans la réalisation des décisions de la Conférence Nationale.

Le PC, par ses décisions de novembre et de janvier, a prouvé qu'il a fait d'importants progrès dans la voie de la formation d'un réel Parti bolchévik ; les discussions des grands problèmes tactiques et la critique des fautes commises qui se sont produites dans l'ensemble du Parti ont démontré une plus grande maturité politique et une vie politique plus intense. Sans crise, sans arrêter son grand travail de propagande et d'agitation dans les masses, le PCF a su redresser sa politique. Les batailles qu'il a menées, seul contre tous au parlement et dans l'ensemble du pays contre la politique de répression et de réaction, de militarisme renforcé, et de colonialisme, sa défense tenace des intérêts quotidiens des ouvriers et des paysans, des soldats et des marins lui ont attiré la sympathie et le soutien actif des grandes masses de travailleurs.

Les coups du gouvernement l'épurent des éléments fatigués, des arrivistes, des lâches qui revêtent le manteau de l'opposition « de gauche » pour couvrir leur désertion. Mais ces coups renforcent sa combativité et son esprit révolutionnaire, élargissent son influence parmi les ouvriers et les paysans. Les conditions dans lesquelles le Parti engage ses batailles sont favorables et l'action positive du Parti qui s'est manifestée avec une force particulièrement grande dans son travail antimilitariste est une garantie qu'il saura, dans

les autres domaines de son activité, conduire une action réellement révolutionnaire, faire des progrès sérieux et obtenir des succès dans la mobilisation et la lutte des masses contre l'offensive capitaliste et gouvernementale.

Résolution sur la question chinoise

Déposée au nom de la délégation du PCUS et du PC de Chine par Boukharine, Staline, Sian et Li et *adoptée à la séance du 25 février 1928.*

Source : *La Correspondance Internationale*, no.27, 8e année, 15 mars 1928, numéro spécial VI, p.353-355.

§1. La période actuelle de la révolution chinoise, c'est la période de la révolution bourgeoise démocratique qui n'est pas achevée ni au point de vue économique (révolution agraire et suppression des rapports féodaux.), ni au point de vue de la lutte nationale contre l'impérialisme (unification de la Chine et indépendance nationale), ni au point de vue de la nature de classe du pouvoir (dictature du prolétariat et de la paysannerie). Il serait erroné de caractériser l'état actuel de la révolution de socialiste. De même, il serait erroné de la caractériser comme une révolution "permanente" (conception du représentant du CEIC). La tendance de sauter par-dessus l'étape bourgeoise-démocratique de la révolution tout en la considérant comme une révolution "permanente" est une erreur analogue à celle qu'avait commise Trotski en 1905. Cette erreur est d'autant plus nuisible que, la question étant ainsi posée, on omet la particularité nationale la plus considérable de la révolution chinoise, comme révolution d'un pays semi-colonial.

§2. La première vague du large mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans qui se déroula dans l'essentiel, sous le mot d'ordre et, dans un degré considérable, sous la direction du PC, cette vague est déjà passée. Elle aboutit dans plusieurs centres du mouvement

révolutionnaire aux défaites les plus Iodures des ouvriers et des paysans, à l'extermination d'une Partie des cadres du mouvement communiste et du mouvement révolutionnaire ouvrier et paysan en général, au développement nettement exprimé des flancs extrêmes des forces sociales, à la formation définitive des mots d'ordre politiques des classes entrainées dans la lutte, à la manifestation complète de l'essence de la direction du Kuomintang et des généraux comme direction contre-révolutionnaire, à l'acquisition de la plus grande expérience révolutionnaire par les larges masses laborieuses et, enfin, au passage de tout le mouvement révolutionnaire de masse en Chine à sa nouvelle étape soviétique. Il est tout à fait certain qu'à la suite du regroupement de classes, il s'est produit une certaine consolidation des forces de la réaction : non seulement la bourgeoisie a formé intégralement bloc avec les féodaux contrerévolutionnaires et les militaristes, mais en fait, elle s'est mise d'accord avec l'impérialisme étranger qui manifeste une activité de plus en plus considérable aussi bien pour s'emparer des positions économiques fondamentales que pour renforcer son influence politique. Ces trois forces fondamentales de la contre-révolution agissent de concert contre les ouvriers et les paysans; contre la révolution, contre le PC. En même temps, on observe une lutte intérieure acharnée dans ce camp contrerévolutionnaire qui reflète, d'une part, les contradictions d'intérêts des groupements chinois en lutte roula, dans l'essentiel, sous le mot d'ordre et, dans et, d'autre part, les intérêts contradictoires des divers groupes des puissances impérialistes.

§3. Actuellement, il n'y a pas encore de nouvel élan puissant du mouvement de masse englobant l'ensemble du pays. Cependant, de nombreux symptômes indiquent que la révolution ouvrière et paysanne s'approche précisément de cet élan nouveau. Les indices en sont non seulement le soulèvement des ouvriers de Canton, mais aussi, et avant tout, l'extension du mouvement paysan dans plusieurs régions (soviétisation de plusieurs districts dans la province du Kvantoung et extension du mouvement révolutionnaire dans toute cette province ; croissance du mouvement révolutionnaire dans le Honan, à Kiangsi, Houpé, Hounan, Chantoung, Mandchourie et dans les provinces du Nord en général), et les cas de plus en plus fréquents des révoltes de soldats des armées militaristes. La situation économique des masses qui devient catastrophique, la crise financière, la ruine résultant des guerres incessantes entre les groupes militaristes, l'oppression politique inouïe, tout cela pousse les masses dans la voie de la lutte révolutionnaire ultérieure.

§4. L'expérience de la révolution chinoise nous fait souligner une de ses particularités : l'extrême inégalité de son développement. Le mouvement se développe d'une façon inégale dans les différentes provinces de la Chine à cause des conditions historiques différentes de la lutte. Jusqu'à présent, le mouvement se développait aussi d'une façon inégale à cause des conditions différentes dans les villes et dans les campagnes. Entre autres, le moment actuel se aussi par le fait que dans plusieurs provinces, le mouvement *paysan* se développe avec plus d'intensité, va plus loin que dans plusieurs centres industriels où le mouvement *ouvrier* anémié et serré dans l'étau d'une terreur blanche inouïe, passe actuellement par la phase d'une certaine dépression.

§5. Toute cette situation dicte la ligne de tactique du Parti pour le moment actuel. Le Parti doit se préparer au nouvel élan de la vague révolutionnaire. Cet élan posera devant le Parti la tâche pratique d'organiser et de réaliser le soulèvement armé des masses car les tâches de la révolution ne pourront être résolues que par le soulèvement et par le renversement du pouvoir actuel. Mais c'est précisément pour cette raison qu'actuellement le centre de gravité du travail du Parti doit être la conquête des masses ouvrières et paysannes, leur éducation politiqué et leur organisation autour du Parti et sous ses mots d'ordre (confiscation des terres des propriétaires fonciers, journée de travail de huit heures unification nationale de la Chine et libération du joug de l'impérialisme, renversement du pouvoir existant, dictature du prolétariat et des paysans, organisation des soviets).

Le plus grand danger dans toute la situation actuelle c'est que l'avant-garde du mouvement ouvrier et paysan peut, en appréciant d'une façon erronée la situation actuelle et en sous-estimant les forces de l'adversaire, se détacher des masses, trop s'avancer, éparpiller ses forces et se faire battre, chaque groupe à part. Le PC sera sûrement battu et désorganisé s'il ne comprend pas la nécessité de conquérir les masses et de les organiser, s'il, ne lutte pas contre toutes les tentatives de soustraire son attention à la préparation des masses à un nouvel et large élan révolutionnaire, préparation constituant la tâche centrale de la période actuelle.

§6. Le CEIC attire, par conséquent, particulièrement l'attention sur la nécessité de renforcer le travail de masse du Parti parmi les ouvriers et les paysans. II est nécessaire

de renforcer dans la mesure du possible le travail pour organiser les syndicats en utilisant dans ce but les «confréries» ouvrières, en pénétrant dans les syndicats légaux et même dans les syndicats jaunes en vue de combattre leur appareil politicien et celui du Kuomintang) là où ils constituent des organisations de masse, pour conquérir les ouvriers et pour les soustraire à l'influence de l'ennemi de classe. Il est nécessaire en même temps d'en finir une fois pour toutes avec la pratique de la terreur dans le domaine du mouvement syndical, car cette pratique est pernicieuse pour le Parti. Il est nécessaire de lutter de la façon la plus énergique contre les méthodes de réalisation des grèves par le moyen de violence. Ce n'est qu'en convainquant les masses de la justesse des moyens préconisés par le Parti, ce n'est qu'en ayant l'appui et la confiance absolus des masses que l'on peut diriger le mouvement. De même, il est nécessaire d'intensifier le travail pour créer et pour étendre le réseau des organisations paysannes (associations paysannes, Comités, etc.) en portant particulièrement l'attention sur le travail parmi les paysans pauvres et à l'organisation des éléments prolétariens des campagnes. Il est nécessaire de procéder systématiquement au travail pour éclairer la conscience de classe des masses, pour diriger leur lutte et les organiser. Au moment actuel, plus qu'à aucun autre moment, tout cela est obligatoire pour le PC de Chine.

§7. Il est nécessaire de lutter énergiquement contre l'esprit putschiste qui règne parmi certaines couches de la classe ouvrière, contre les actions non préparées et non organisées dans les villes aussi bien que dans les campagnes, contre le *jeu* au soulèvement. Le *jeu* au soulèvement au lieu d'un soulèvement de masse des ouvriers et des paysans, est un

moyen sûr pour faire perdre la révolution. En dirigeant les actions spontanées des Partisans paysans dans certaines provinces, le Parti doit avoir en vue que ces actions ne peuvent se transformer en un point de départ d'un soulèvement national victorieux qu'à la condition d'être liées avec le nouvel élan de la vague révolutionnaire se produisant dans les centres prolétariens. Là aussi, le Parti doit considérer comme principale tâche celle de la préparation des actions générales et combinées dans les villes et dans les campagnes, dans *plusieurs* provinces voisines. D'autre part, ces actions doivent être préparées et organisées sur une *large échelle*. II faut donc lutter contre l'engouement pour des combats de Partisans, éparpillés, non liés les uns aux autres et condamnés à la défaite (un tel danger existait dans les provinces du Hounan du Houpé, et ailleurs). En organisant les actions des paysans auxquelles le Parti doit, également par la suite, consacrer une sérieuse attention, il faut toujours tenir compte des différences dans la lutte dans les diverses provinces et dans diverses Parties du territoire de la Chine. II faut surtout tenir compte de ces différences dans les rayons où existe déjà le pouvoir soviétique dirigé par les communistes. Le CEIC pense que la principale tâche du Parti dans les rayons paysans soviétiques est de faire la révolution agraire et d'organiser des unités de l'armée rouge de la sorte que ces unités puissent graduellement se grouper pour former l'armée rouge de toute la Chine.

§8. La condition la plus importante pour le développement ultérieur de la révolution c'est le renforcement du PC chinois, de ses cadres, de sa périphérie, de son centre. Bien que le PC de Chine ait corrigé, dans l'essentiel, ses anciennes erreurs opportunistes (Conférences d'août 1927 du PC de Chine.)

notées dans les précédentes résolutions de l'IC, il ne s'est pas encore adapté entièrement aux conditions de la situation actuelle en manifestant des hésitations dans le domaine de la tactique (sous-estimation des dangers du putschisme et des méthodes terroristes de la lutte dans les syndicats, engouement pour l'action de Partisans dans les villages) aussi bien que dans le domaine de l'organisation. Le renforcement de l'organisation du Parti, le recrutement de nouveaux adhérents, le renforcement de la liaison entre les centres et les organisations locales, la constitution d'un appareil solide du Parti, les justes rapports entre le Parti et la masse sans-parti, la lutte contre les vestiges de l'opportunisme aussi bien que contre les phrases "de gauche" ("l'avant-gardisme", l'idée de la création d'un "jeune PC", la terreur, le putschisme, etc.), tout cela doit constituer les tâches immédiates du PC de Chine.

§9. Le CEIC considère que le PC chinois doit lutter implacablement contre les tentatives d'organisation d'un nouveau Parti dit "authentiquement communiste", "ouvrier et paysan" et qui serait en réalité un Parti bourgeois réformiste. Ces tentatives sont faites par certains anciens membres du PC chinois (Tan Ping Chan, autres). Par le fait, ce sera un Parti menchéviste, anti-ouvrier, anti-paysan, un instrument obéissant dans les mains de Tchang Kai Chek et des autres bourreaux de la classe ouvrière et des paysans. La lutte contre ce danger de droite contre-révolutionnaire dans le mouvement ouvrier et paysan constitue la tâche courante du Parti et cette lutte sera menée avec d'autant plus de succès si le PC chinois lutte énergiquement contre les déviations putschistes "de gauche" dans son propre milieu,

sans faire de concessions d'aucune sorte aux derniers vestiges de l'opportunisme.

§10. Le CEIC considère qu'il est nécessaire d'évaluer soigneusement toute l'expérience du mouvement révolutionnaire en Chine et d'étudier cette expérience dans toutes les Cellules du PC chinois. En particulier, il est nécessaire d'évaluer l'expérience du soulèvement de Canton. Ce soulèvement qui fut une tentative héroïque du prolétariat d'organiser le pouvoir soviétique en Chine et qui joua un rôle énorme pour le développement de la révolution ouvrière et paysanne, a néanmoins montré plusieurs erreurs de la direction : travail préliminaire insuffisant parmi les ouvriers et les paysans ainsi que dans l'armée de l'adversaire; attitude erronée envers les ouvriers membres des syndicats jaunes; préparation insuffisante de l'organisation du Parti et des jeunesses communistes au soulèvement; manque complet d'informations au centre du Parti sur les événements de Canton; mobilisation politique insuffisante des masses (absence de larges grèves politiques, absence d'un soviet élu, comme organe de soulèvement à Canton). Les dirigeants immédiats, politiquement responsables devant le CEIC (le camarade N... et autres) ont leur part de culpabilité dans tout cela. Malgré toutes ces fautes de direction, le soulèvement de Canton doit être considéré comme modèle du plus grand héroïsme des ouvriers chinois prétendant de plein droit au rôle historique de dirigeants de la grande révolution chinoise.

§11. Le CEIC fait un devoir à toutes les Sections de l'IC de lutter contre la calomnie répandue par les social-démocrates et les trotskistes que révolution chinoise est liquidée. Des calomnies de ce genre ne font que faciliter l'œuvre des impérialistes qui s'efforcent d'abattre le mouvement des

ouvriers et des paysans chinois sur la voie d'un nouvel élan puissant de la révolution. Le CEIC fait à ses Sections le devoir de soutenir dans la mesure du possible la révolution chinoise. Dans la période actuelle de renforcement de l'intervention révolutionnaire contre l'impérialisme, ce soutien est particulièrement nécessaire et obligatoire. II faut que les Sections de l'IC dans les pays impérialistes mènent plus énergiquement qu'auparavant la lutte pour le rappel des troupes et des vaisseaux de guerre de Chine, contre toutes les tentatives d'annexion et de partage de territoires chinois, contre toutes les tentatives d'étranglement du mouvement révolutionnaire chinois. Le CEIC fait appel à tous les ouvriers, et aux communistes en premier lieu, de remplir leur devoir prolétarien international de solidarité et d'aide au prolétariat héroïque de Chine.

Résolution sur la scission dans PC d'Ukraine occidentale

Adoptée à la séance du 18 février 1928.

Source : *La Correspondance* Internationale, no.28, 8e année, 17 mars 1928, p.370.

Après examen et discussion du rapport sur la scission dans le PC d'Ukraine occidentale, le Plénum du CEIC décide :

Le groupe Vassilkov-Touriansky, qui s'est détaché du PC d'Ukraine occidentale, exprime l'état d'esprit du sommet de la petite bourgeoisie, des koulaks et des intellectuels nationalistes petits-bourgeois.

La plate-forme politique de ce groupe (nationalisme, campagne contre l'URSS et la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, renonciation au mot d'ordre de la confiscation de la terre et soutien effectif de la politique agraire de Pilsudski, bloc avec la démocratie bourgeoisie ukrainienne, «orientation occidentale», etc.) en fait de plus en plus un instrument de l'impérialisme polonais. Ce groupe non seulement rompt avec le prolétariat, mais trahit les intérêts nationaux du peuple ukrainien en aidant objectivement son pire ennemi, l'impérialisme polonais.

Ce groupe, dont les chefs étaient passés temporairement, du camp de la démocratie bourgeoise contre-révolutionnaire petliourienne, dans le camp du prolétariat, est particulièrement nuisible à l'heure actuelle où toute la bourgeoisie internationale mise sur l'impérialisme polonais dans sa lutte contre les républiques prolétariennes de l'URSS.

Ce groupe a constitué un Parti indépendant et, aux élections, a constitué sa propre liste, se soumettant consciemment ou inconsciemment aux directives de Pilsudski, dont la politique tend à diviser l'opposition en Pologne; il a scindé le Selrob et s'est engagé dans la voie de la lutte contre l'IC sur tout le front.

Par suite, le Plénum du CEIC, considérant la conduite du groupe Vassilkov-Touriansky comme une trahison directe à la révolution prolétarienne, décide d'exclure ce groupe de l'IC et d'inviter tout le prolétariat et tous les paysans travailleurs de l'Ukraine à repousser vigoureusement les suppôts de Pilsudski et les traîtres à la cause de révolution prolétarienne internationale.

Résolution sur la convocation du 6e Congrès Mondial de l'IC

Adoptée à la séance du 25 février 1928.

Source : *La Correspondance* Internationale, no.28, 8e année, 17 mars 1928, p.370.

Le 9e Plénum du CEIC décide de convoquer cette année, à Moscou, le 6e Congrès Mondial de l'IC, avec l'ordre du jour suivant :

1. a) Compte rendu du CEIC;

b) Compte rendu de la CIC;

c) Compte rendu du CEICJ;

2. Le programme de l'IC;

3. Les mesures de lutte contre les dangers de guerre impérialiste ;

4. Les questions du mouvement révolutionnaire dans les colonies;

5. La situation de l'URSS et du PCUS;

6. Élections.

Le Plénum confirme le mode de représentation des Sections de l'IC au 6e Congrès proposé par le CEIC.

Le Plénum charge le Présidium de désigner les rapporteurs sur les questions à l'ordre du jour et de nommer la Commission du programme.

Décision sur la création d'un Bureau du CEIC pour l'Europe occidentale

Adoptée à la séance du 25 février 1928.

Source : *La Correspondance* Internationale, no.28, 8e année, 17 mars 1928, p.370.

Dans le but de créer un contact plus étroit entre le CEIC et les Sections de l'IC dans l'Europe occidentale, le 9e Plénum du CEIC :

Charge le Présidium de créer un Bureau du CEIC en Europe Occidentale.

Présidium du CEIC: Résolution sur la situation actuelle en Chine (juillet 1927)

Source: *La Correspondance Internationale*, no.78, 7e année, 27 juillet 1927, p. 1040-1042.

La lutte des ouvriers et paysans chinois est une lutte se poursuivant sur les positions avancées de l'IC. La révolution en Chine continue d'être le centre d'attention de l'Internationale.

Prenant en considération:

1) Le rythme rapide, fébrile du développement des évènements de Chine, qui change sans cesse la situation politique et le rapport des forces de classe dans le pays;
2) Les difficultés exceptionnelles que traverse la révolution chinoise en raison de la trahison des généraux et des troupes mercenaires, en raison de la consolidation des forces contre-révolutionnaires, en

raison des défaites partielles subies par la révolution chinoise dans la dernière période;

3) Les sérieuses erreurs commises ces derniers temps par la direction du PC chinois, — l'IC juge nécessaire d'adresser à tous les membres du PC chinois, à son CC et toute les autres Sections de l'IC, la déclaration suivante, adoptée comme suite aux directives envoyées en leur temps par le CEIC.

§1. La condition préalable la plus importante et absolue d'une tactique juste est l'appréciation marxiste-léniniste la plus sévère, faite avec le maximum de sang-froid, de tout ce qu'a de particulier la période actuelle de la situation révolutionnaire, ainsi, que la détermination exacte de l'étape par laquelle passe la révolution. Ce n'est que si l'on a compris le caractère particulier du moment donné qu'on peut déterminer exactement les tâches particulières du PC en lutte, qu'on peut donner des mots d'ordre révolutionnaires vivants et tracer la tactique juste à l'avant-garde prolétarienne. Il faut déterminer en toute clarté et de façon tout à fait concrète le contenu de l'étape actuelle de la révolution en Chine et dans ce but relater de façon critique tout le cours du processus révolutionnaire;

§2. La 7e Plénum du CEIC (décembre 1926) a déterminé le caractère de la révolution chinoise comme étant — dans le stade de développement donné — celui d'une révolution bourgeoise démocratique orientée en même temps dans toute sa force contre le joug impérialiste. Le CEIC a signalé que cette révolution bourgeoise démocratique montre la tendance à croître jusqu'à une révolution socialiste. Le 7e Plénum du CEIC, en déterminant la position et le centre de gravité des forces sociales en lutte en Chine, signala en même temps le

caractère inévitable d'une aggravation de la lutte de classe et de la différenciation des classes, de la désagrégation croissante du front national révolutionnaire unifié, prédisant en première ligne la trahison inévitable de la grande bourgeoisie. Partant de là, le Plénum du CEIC a donné des instructions concernant la préparation des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie et ses forces armées.

Ceci s'est passé quelques mois avant le coup d'État de Tchang Kai Chek. Les événements ultérieurs qui ont eu leur couronnement sanglant dans les fusillades des ouvriers à Changhai, le 12 avril, ont confirmé cette prévision de l'IC. Le déplacement fondamental des forces s'est produit, la bourgeoisie a trahi et est passée dans le camp des compromis; la révolution qui a subi une défaite partielle, s'est élevée à un degré supérieur;

§3. Le dernier Plénum du CEIC, qui eut en mai [8e Plénum], a pris une résolution très étudiée sur la question chinoise. Partant de la trahison de la bourgeoisie, comme d'un fait accompli, le Plénum de mai du CEIC a déterminé les traits concrets de la situation faite par le coup d'État de Tchang Kai Chek et tracé la ligne à suivre pour le PC de Chine. Les instructions principales du Plénum furent: Orientation vers les masses et vers le déchainement par tous les moyens de la révolution agraire, armement des ouvriers et des paysans pauvres, assainissement des voies pour l'hégémonie du prolétariat dans révolution, orientation résolue vers la démocratisation Kuomintang.

Le Plénum a tracé de façon claire et non équivoque les conditions nécessaires qui permettent le travail en commun du PC de Chine indépendant avec le Kuomintang de gauche dans le gouvernement de Wouhan. Le Plénum a vu le

caractère particulier de la situation dans l'existence de trois camps (le camp féodal de de la Tchang Tso Lin, le camp de Tchang Kai Chek qui lutte encore contre les impérialistes et les militaristes, mais qui fusille déjà les ouvriers et les paysans, et finalement le camp révolutionnaire de Wouhan). Le CEIC, dans sa résolution, a considéré comme extraordinairement important de souligner le caractère peu sûr des généraux et des armées et, en connexion avec ce fait, a pensé qu' «actuellement la question de la réorganisation de l'armée, la formation de troupes dévouées à la révolution, la liaison entre l'armée et les organisations des ouvriers et des paysans, le renforcement des cadres dans l'armée, la transformation de l'armée de mercenaires en une armée régulière de la révolution, etc., deviennent particulièrement pressants».

§4. Ces dernières semaines, les événements se sont développés avec une rapidité exceptionnelle. Dans ces événements, l'Internationale estime importants et caractéristiques faits suivants:

Les contradictions de classe continuent de s'accuser très violement. Le mouvement de masse du prolétariat chinois est largement déployé, de même que le mouvement de masse agraire. Pour tous les groupements politiques du pays, sans exception, la question de l'attitude devant la révolution agraire se pose dans toute son ampleur.

Les généraux et les officiers passent ouvertement dans camp de la contre-révolution et se proclament ennemis des paysans. Les officiers mutinés de Tchangsha se vengent des paysans, et ni le gouvernement national de Wouhan, ni les dirigeants du Kuomintang ne font rien pour s'y opposer. Feng Yu Hsiang trahit et fait bloc avec Tchang Kai Chek

(l'entrevue de Soutchéou) et exige du gouvernement national qu'il capitule. Le général Tang Shen Shi, commandant des forces armées de Wouhan, fusille les paysans, exécute les communistes et les chasse de l'armée. C'est là une conjuration de généraux contre-révolutionnaires, depuis Tchang Kai Chek jusqu'à Tang Shen Shi.

En même temps, les éléments dirigeants de Wouhan couvrent les actes des généraux contre-révolutionnaires, aident ces derniers, désarmant les ouvriers, attaquant les organisations révolutionnaires, freinant la révolution agraire et combattant les communistes. Les dirigeants du Kuomintang préparent à exclure les communistes. Cette manière d'agir de Wouhan devient aussi une force contre-révolutionnaire.

Tel est le développement des événements, tels sont les faits principaux et la caractéristique spéciale de la situation présente de la lutte en Chine. Mais cette situation particulière dicte aux camarades chinois une orientation tactique correspondante dans les questions du pouvoir, de l'attitude à prendre vis-à-vis du gouvernement de Wouhan, des blocs, de la lutte ultérieure, etc., etc.

§5. S'appuyant sur la doctrine de Lénine, l'IC a considéré, à des époques déterminées, des blocs et des alliances avec la nationale coloniale, comme judicieux et nécessaire, aussi longtemps que cette dernière mène une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Dans des phases détermines du processus révolutionnaire, l'aide prêtée à des campagnes militaires de la bourgeoisie contre les forces de l'impérialisme ou contre les compradores militaristes de celui-ci est permise et devient même une obligation, car cette

lutte contre l'impérialisme a un côté positif pour la cause la révolution.

En partant de ce point de vue de Lénine, il fallait écarter aussi et on a écarté les analogies avec la révolution russe bourgeoise démocratique où le bolchévisme repoussa avec raison tout accord avec le libéralisme contre-révolutionnaire. Mais les blocs avec des groupes bourgeois et l'aide prêtée à leurs forces militaires ne sont permis que dans la mesure et jusqu'au moment où ne cela n'empêche pas sont n permis empêche pas le travail indépendant du PC chinois, aussi longtemps que bourgeoisie libérale n'intervient pas contre les ouvriers et les paysans, et aussi longtemps que la bourgeoisie est encore capable de solutionner les problèmes historiques de la révolution bourgeoise-démocratique.

L'aide apportée à la campagne vers le Nord a été tout à fait juste tant qu'elle déchaina un mouvement révolution de masse. L'aide à Wouhan a été tout à fait juste tant que celui-ci était l'adversaire de Nankin et de Tchang Kai Chek. Mais la même tactique devient foncièrement fausse dès l'instant où le gouvernement de Wouhan capitule devant les ennemis de la révolution. Ce qui avait sa valeur dans l'étape précédente de la révolution, ne vaut présentement déjà absolument plus rien.

Il est évident que tout ceci n'est pas sans une certaine difficulté pour la direction du Parti, à plus forte raison pour la direction d'un parti aussi jeune et aussi inexpérimenté que le PC de Chine. Cette difficulté est encore augmentée par le fait que le cours élémentaire et ininterrompu des évènements abrège actuellement les étapes de lutte, développe rapidement le processus de degré en degré, diminue les délais au cours desquels telle ou telle orientation tactique

prise garde sa valeur. Dans la situation révolutionnaire tendue, il est nécessaire de comprendre le plus rapidement les traits originaux du moment; il est nécessaire de manœuvrer habilement et à temps; il est nécessaire de changer rapidement et à temps les mots d'ordre, il est nécessaire de changer à temps la position de l'avant-garde prolétarienne, de réagir énergiquement sur la situation modifiée, de briser de façon résolue des blocs qui de facteurs de lutte révolutionnaire deviennent des obstacles à cette lutte.

§6. Lorsque dans une certaine étape du développement de la révolution l'aide au gouvernement de Wouhan par le PC de Chine fut nécessaire, l'orientation vers l'aide au gouvernement de Wouhan serait néfaste pour le PC de Chine et le précipiterait dans le marais de l'opportunisme. Malgré les conseils de l'IC, les chefs du Kuomintang, non seulement n'ont pas aidé la révolution agraire, mais ils ont délié les mains de ses ennemis. Ils ont sanctionné le désarmement des ouvriers, l'expédition punitive contre les paysans, les représailles de Tang Chen Tchi et C^{ie}. Ils ont sous différents prétextes fait traîner et saboter la campagne contre Nankin.

Le rôle révolutionnaire du gouvernement de Wouhan est terminé; celui-ci devient maintenant une force contre-révolutionnaire. Les cercles intellectuels de la bourgeoisie radicale de Wouhan ont beau s'enhardir jusqu'à faire des gestes "héroïque" "extrémistes" et pseudo-révolutionnaires du genre de la proclamation de la campagne contre Nankin (campagne qui n'a aucune signification révolutionnaire du moment qu'on désarme les ouvriers et qu'on étouffe la révolution agraire). Mais cette gesticulation ne change rien

la nature sociale de la chose. Le gouvernement de Wouhan est devenu un agent de la contre-révolution.

Voilà ce qu'il y a de nouveau et d'original et ce dont doivent tenir le plus grand compte le noyau dirigeant du PC de Chine et tous les camarades chinois.

§7. La direction actuelle du PC a accompli, ces derniers temps, des fautes politiques très graves. Le Parti devait, selon les directives de l'Internationale, déployer la révolution agraire, se mettre à sa tête, critiquer ouvertement, démasquer la position lâche, indécise des leaders "radicaux" du gouvernement de Wouhan. Le Comité Central du Kuomintang devait prévenir les masses de la possibilité de la trahison des généraux, armer les plus grandes masses ouvrières possibles, pousser résolument le Kuomintang le mouvement national dans la voie vraiment révolutionnaire. Le CC du PC chinois et son Bureau Politique ne se sont pas conformés à ces directives. Au lieu de se mettre à la tête de la révolution agraire, le CC l'a freinée dans bien des cas. Certains leaders proposent des mots d'ordre nettement opportunistes "d'approfondissement de la révolution, seulement après son extension" ou bien: d'abord Pékin ensuite la "révolution agraire". Ces mots d'ordre ont été repoussés avec raison par le Congrès du Parti, qui est l'expression de l'esprit des masses communistes.

Tandis que les grandes masses communistes chinoises demandaient une lutte dévouée, vraiment révolutionnaire dans les masses populaires, parmi les paysans, les ouvriers et la population pauvre des villes, la direction du PC chinois tendait à arrêter l'élan des masses. Les directives révolutionnaires du CEIC ont été repoussées par le PC. Le Bureau Politique du CC du PC chinois a même été jusqu'à

"consentir" le désarmement des ouvriers. Malgré la conduite manifestement contre-révolutionnaire des chefs du gouvernement de Wouhan, Tang Pin Chan n'a pas eu le courage de déclarer qu'il sort du gouvernement nationaliste. Il s'est contenté de demander un "congé". C'est un procédé lâche qui dénote une absence complète de principe.

L'IC critiqua maintes fois des directives non publiques, et de la façon la plus énergique, la direction PC chinois. L'IC avait averti que, si le CC du PC chinois ne corrigeait pas ses erreurs, l'IC le critiquerait ouvertement. À présent, devant le fait que le CC du PC rejette les directives de l'IC, le CEIC juge de son devoir révolutionnaire d'inviter les membres du PC chinois à la lutte contre l'opportunisme du Comité Central.

§8. L'Internationale juge de rectifier immédiatement ces erreurs de direction du PC chinois, et porte sa décision à la connaissance de tous les membres du PC chinois.

L'Internationale estime qu'il faut:

1) Que les communistes sortent démonstrativement, sans perdre un instant, du gouvernement Wouhan ;
2) Qu'ils accompagnent cette sortie d'une déclaration politique de principe, motivant cet acte par la conduite hostile du gouvernement de Wouhan envers la révolution agraire et le mouvement ouvrier, exigeant une condamnation sévère de tous les coupables de la répression contre les ouvriers et paysans et démasquant sur toute la ligne politique du gouvernement de Wouhan;
3) Il ne faut pas sortir du Kuomintang, mais, au contraire, y rester, malgré la campagne d'exclusion faite par la

direction du Kuomintang ; il faut se lier plus étroitement encore avec les masses du Kuomintang, faire voter dans leur sein des résolutions protestant énergiquement contre les actes du Comité Central du Kuomintang. exigeant le remplacement des dirigeants actuels du Kuomintang sur cette base, préparer le Congrès du Kuomintang;

4) Renforcer par tous les moyens, le travail dans les mases prolétariennes, créer des organisations ouvrières de masses, renforcer les syndicats préparer les masses ouvrières à des actes décisifs, diriger la lutte quotidienne du prolétariat ;
5) Développer la révolution agraire, continuer la lutte l'achèvement de la révolution bourgeoise démocratique par le moyen «populaire», notamment par l'offensive révolutionnaire du bloc des ouvriers, des paysans et de la population pauvre des villes, sous la direction du prolétariat, armer systématiquement les ouvriers et les paysans;
6) En réponse aux répressions et aux exécutions, créer un appareil de combat illégal du Parti;
7) Prendre des mesures pour rectifier les erreurs opportunistes du CC du PC chinois, pour assainir politiquement les cadres dirigeants du Parti. Le CEIC estime que la question politique du Parti, en général, et celle de la direction du Parti, en particulier, acquièrent une importance exceptionnelle. C'est pourquoi le CEIC invite tous les membres du Parti à serrer les rangs sur la base des décisions de l'Internationale. Le CEIC les invite à une lutte résolue contre les déviations opportunistes de la direction du Parti. Constatant avec satisfaction la position juste de

la JC et la lutte héroïque des masses communistes, CEIC exprime la conviction que le PC chinois fera preuve d'assez de force pour changer sa propre direction, désavouer ceux de ses chefs qui enfreignent la discipline internationale de l'IC. Il faut que les chefs des organisations ouvrières et paysannes, les membres du Parti qui ont mûri dans la guerre civile, aient aussi une influence décisive dans le CC du Parti. De cette façon, conservant des liens étroits avec toute la masse du Parti, ils peuvent vaincre l'opportunisme de la direction du Parti.

Le CEIC pense que la marche de la grande révolution chinoise éveille à la vie, à l'action politique, de si grandes masses d'ouvriers et de paysans que leur mouvement ne peut plus être arrêté par aucune force. Avec une direction juste, la victoire sera du côté des ouvriers et des paysans.

Le Comité Exécutif de l'IC.

8e Plénum du CEIC
(18-30 mai 1927)

Thèses sur la guerre et les dangers de guerre

Adoptées le 29 mai 1927.

Source : *La Correspondance Internationale*, no.66, 7e année, 16 juin 1927, numéro spécial XIX, (numéro entier).

Le 7e Plénum du CEIC qui s'est tenu en décembre dernier a signalé à la classe ouvrière internationale le danger d'une nouvelle guerre impérialiste. Les événements qui se sont déroulés depuis en Chine et en Angleterre ont entièrement confirmé les pronostics du CEIC. En concentrant des troupes en Chine, en bombardant des villes chinoises, le capitalisme international de a déjà commencé la guerre contre les masses laborieuses de Chine qui luttent pour leur affranchissement. L'attaque contre l'ambassade soviétique à Pékin, effectuée par Tchang Tso Lin à l'instigation de Londres avec l'appui du corps diplomatique de tous les pays capitalistes, l'agression contre la représentation commerciale de l'US à Londres et la rupture des relations de l'Angleterre avec l'US sont autant de méfaits provoquant à la guerre.

Plus que jamais, les masses ouvrières du monde entier doivent être sur leurs gardes. Les communistes de tous les pays doivent serrer les rangs, mobiliser toutes leurs forces contre la guerre qui a déjà commencé en Chine et la guerre qui se prépare coutre l'US.

Les contradictions capitalistes et la guerre

§1. La guerre mondiale de 1914-18 a entraîné les masses laborieuses du monde entier dans une période que caractérisent les destructions de la guerre, les du pillage colonial, la violence la plus brutale contre la classe ouvrière. Dix millions de tués, dix-neuf millions de mutilés, un

formidable gaspillage des ressources économiques, la destruction pour de nombreuses années des rapports économiques mondiaux, la chute de la monnaie, l'appauvrissement des masses populaires, la réaction intérieure relevant la tête par tout le monde entier, l'offensive effrénée contre la classe ouvrière, la balkanisation de l'Europe, les contradictions du capitalisme prenant une activité nouvelle, sont les résultats de la guerre de 1914-18.

§2. Immédiatement après la fin de la guerre mondiale, commence une période de "petites" guerres pour la "fixation" des frontières: lutte entre l'Allemagne et la Pologne la Haute-Silésie, occupation militaire de Fiume par les fascistes italiens, guerre entre la Grèce et la Turquie Fur Smyrne, conflits militaires entre les pays balkaniques.

L'instauration de la dictature du prolétariat en Hongrie entraîne une attaque des pays capitalistes de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. En même temps le monde capitaliste mobilise ses forces pour étouffer la révolution prolétarienne dans la Russie des Soviets. On commence par l'intervention de 1918-19, puis cela "évolue" en une guerre de la Pologne contre les travailleurs du pays des Soviets. Ensuite, vient l'occupation militaire de la Rubrique, que remplace l'expédition coloniale de la France contre les Riffains insurgés au Maroc. La guerre des impérialistes français en Syrie contre le Druses clôt la décade écoulée depuis la fia de la grande guerre 1914-18. Toute la période d'après-guerre en pleine de luttes impérialistes et de guerres partielles, prélude d'une période de grandes guerres.

§3. Bien que le capitalisme ait atteint, pendant ces dernières années, une certaine stabilisation, celle-ci a un caractère extrêmement relatif. La révolution prolétarienne

en Russie a porté un rude coup au capitalisme. Les mouvements nationaux révolutionnaires dans les colonies y font une nouvelle brèche. La présence ce de ces facteurs, joints à la résistance que fait la classe ouvrière mondiale contre l'offensive du capital, exclut la possibilité de la stabilité de l'ordre capitaliste.

Les années qui se sont écoulées à la fin de la guerre ont été une période de "décomposition" particulièrement aiguë du capitalisme. Les contradictions de la conjoncture de l'économie mondiale ont perdu leur caractère périodique d'avant la guerre, des crises partielles surgissent tantôt dans un secteur de l'économie mondiale, tantôt dans l'autre ; des périodes de prospérité extrêmement courtes et fiévreuses font place à des dépressions prolongées. Le partage du monde, opéré par les brigands impérialistes à la suite de la guerre, loin de créer des conditions "normale" pour le capitalisme, a été la source d'une nouvelle concurrence frénétique et de nouveaux conflits entre les puissances impérialistes. Une lutte acharnée se poursuit pour les régions renfermant des matières premières et pour celles où l'on peut investir des capitaux. Les États capitalistes se sont isolés les uns des autres par de nouvelles barrières douanières ; ils rétréci les vieux canaux de la circulation des marchandises. La réduction de la consommation des masses dans les pays capitalistes. Les progrès de l'industrie nationale dans les colonies et les pays transatlantiques qui offraient autrefois des débouchés aux marchandises étrangères, posent d'une façon extrêmement aiguë le problème des marchés devant le capitalisme mondial.

La lutte pour le marchés prend des formes plus aiguës que n'en a jamais connues l'économie capitaliste d'avant la guerre.

§4. L'équilibre relatif qui s'est établi au cours de ces dernières années tant entre les puissances impérialistes elles-mêmes, qu'entre leur bloc et celui que forme l'US et les pays semi-coloniaux en voie d'affranchissement (la Chine), cède de plus en plus sous les conflits purement militaires ouverts qui annoncent la fin de cette période d'équilibre et l'approche d'une nouvelle guerre impérialiste. Partout, dans le monde, s'accumule la poudre, elle sautera dès la première étincelle. Le conflit italo-yougoslave, l'attitude agressive de l'impérialisme italien en Albanie, ses menaces contre la Turquie, la tension entre l'Italie et la France, la guerre économique entre la Pologne et l'Allemagne, l'antagonisme anglo-français en Asie mineure, la lutte de la Grande-Bretagne pour des colonies africaines pour dominer la Méditerranée, le rôle agressif de l'impérialisme des États-Unis dans l'Océan Pacifique, l'écrasement du Nicaragua par les États-Unis qui ouvre celui-ci la voie pour le Mexique et l'Amérique du Sud, la menace que l'impérialisme japonais constitue pour les peuples d'Asie, sont autant de pages du livre sanglant de la guerre qui vient.

Mais facteur qui est incontestablement le plus menaçant à l'heure actuelle pour la paix, c'est la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne dirige de nouveau les affaires européennes, c'est la caractéristique de la situation internationale. Elle tient entre ses mains l'initiative de politique coloniale internationale; elle dirige la SdN; elle est en tête du front unique capitaliste contre la Chine et l'US.

L'US et la Chine sont au centre de la guerre

§5. Toutes les contradictions entre les États capitalistes s'effacent devant la contradiction fondamentale qui divise le monde en deux camps: d'une part, l'URSS et la Chine révolutionnaire; d'autre part, le monde capitaliste. La Chine et l'URSS sont les deux nœuds de la situation internationale. C'est sur ces deux points que se concentrent les nuées de la guerre. La Chine et l'URSS couvrent une grande partie des territoires d'Asie et la moitié de l'Europe, elles possèdent des ressources économiques très considérables encore en friche et comptent plusieurs centaines de millions d'habitants. Ce sont deux réservoirs de matières premières inépuisables et sources énormes de de débauchés. La lutte pour ces deux immenses marchés est pour le capitalisme international, une question de vie ou de mort : elle durera tant que le prolétariat international n'aura pas abattu la domination de la bourgeoisie internationale.

§5. L'importance de la révolution chinoise pour le prolétariat mondial est immense. La victoire des ouvriers et des paysans en Chine hâterait le développement révolutionnaire du mouvement ouvrier international, et surtout de la classe ouvrière anglaise; dans les pays capitalistes avancés, il s'élèverait à une hauteur encore inconnue. Cette victoire déterminerait une situation objectivement révolutionnaire favorable à de profonds mouvements de masse. Mais si le prolétariat révélait impuissant à écarter la menace impérialiste de la Chine révolutionnaire, la victoire des impérialistes en Chine entraînerait: 1) une nouvelle consolidation provisoire du régime capitaliste dans le monde entier; 2) la plus sombre réaction contre la classe ouvrière dans les pays impérialistes

et 3) une attaque du bloc impérialiste contre l'URSS. La lutte contre l'écrasement de la révolution chinoise par les impérialistes est donc, en même temps, une mesure de défense de la classe ouvrière européenne, américaine et japonaise contre l'offensive du capital et une lutte contre la guerre en Europe, pour le succès de la révolution sociale dans leurs propres pays.

L'époque des "grandes guerres"

§7. Ce qui caractérise la nouvelle phase de la politique impérialiste, c'est que le capitalisme prépare à passer des "petites" guerres aux grandes. La guerre de Chine qui rappelle jusqu'à présent, par ses formes de l'intervention de 1918-19 en Russie soviétique, marque le début de l'époque des grandes guerres. Par son importance internationale, l'intervention des forces impérialistes en Chine est déjà une grande guerre. C'est une grande guerre parce que ce sont les principaux États capitalistes sous la direction de l'Angleterre qui la mènent contre les 400 millions d'hommes qui composent les masses laborieuses de Chine. Les destinées des quatre continents: l'Asie, l'Europe, l'Amérique et l'Australie en dépendent directement. Elle donnera certainement naissance de nouvelles guerres si on ne l'étouffe dès le début. Cette guerre devient déjà une grande guerre contre l'US. Le langage qui tient à l'égard de l'URSS la presse conservatrice anglaise rappelle le langage d'une puissance belligérante. Il est d'usage, dans les rapports internationaux, entre puissances impérialistes, de répondre par des représailles aboutissant fatalement à la guerre à des actes tels que l'attaque de l'ambassade soviétique à Pékin, l'arrestation des courriers diplomatiques, l'agression contre la représentation commerciale de l'URSS à Londres. Seule,

la politique pacifique par principe du gouvernement soviétique a préservé jusqu'à présent les masses laborieuses d'Angleterre et de l'URSS de cette guerre antisoviétique, malgré les provocations systématiques de la Grande-Bretagne.

§8. Mais cette guerre menace de gagner toute l'Asie et le littoral du Pacifique :

a) Il est évident que la victoire révolutionnaire des ouvriers et des paysans en Chine provoquera un grand nombre de tentatives exaspérées de la part des impérialistes pour étouffer le mouvement victorieux des masses laborieuses de Chine et les mouvements révolutionnaires qu'il suscitera aux Indes, en Indochine, en Indonésie, aux Philippines et en Corée. Ce sera une longue guerre du bloc des impérialistes des principaux pays capitalistes contre la révolte des travailleuses d'Asie ayant à leur tête la Chine révolutionnaire;
b) Par ailleurs, la défaite de la révolution chinoise déchainerait les antagonismes entre l'Angleterre, le Japon, les États-Unis en Chine et mènerait inévitablement à une guerre entre les États impérialistes sur le Pacifique;

§9. La politique d'encerclement de l'URSS sur d'autres points du continent européen et asiatique se poursuit en liaison étroite avec la guerre de Chine. La diplomatie anglaise travaille infatigablement à dresser un front antisoviétique des États baltiques et de la Finlande à la Pologne et la Roumanie. Elle s'efforce d'y entraîner la Lithuanie en y organisant un coup d'État fasciste.

En se servant de l'Italie fasciste, elle s'efforce de se consolider dans les Balkans, et d'enrôler la Hongrie dans la coalition. Par-là, elle veut créer un front antisoviétique suffisamment large des pays du Danube. La Pologne doit jouer dans ce front un des rôles les plus actifs, mais en cas de guerre elle a besoin d'assurer ses dernières. Et tous les efforts de l'impérialisme anglais tendent à faire entrer l'Allemagne dans sa sphère d'influence et à régler les rapports germano-polonais pour la lutte commune contre l'URSS. C'est là le sens de "l'orientation occidentale" de l'Allemagne et de la politique de Locarno. Tout dernièrement, l'Angleterre tenta de s'assurer le concours de la France pour l'encerclement de l'US. Dans l'Asie Centrale, l'Afghanistan, la Perse, le Proche-Orient, en Turquie, en Extrême-Orient, partout l'impérialisme anglais tisse la trame des intrigues compliquées contre l'URSS. La diplomatie anglaise veut utiliser la Conférence Économique Internationale pour réaliser le blocus économique de l'URSS. En même temps on poursuit fiévreusement les préparatifs de guerre dans les pays voisins de l'URSS, surtout en Pologne et en Roumanie.

Comment assurer l'arrière en cas de guerre

§10. Depuis le 1e Plénum du CEIC, se sont produits dans plusieurs pays des événements très significatifs, quant à l'atmosphère de préparation à la guerre, qui règne dans tous les pays capitalistes importants.

Partout la réaction se renforce et l'emploi de la terreur fasciste dans la répression contre la classe ouvrière se généralise, la réaction intérieure marche de pair avec la politique extérieure d'agression. Pour affronter la guerre, le capitalisme a besoin d'un arrière tranquille. Le caractère de la truffe moderne exige, outre les masses humaines se

trouvant sur le front, la présence d'une armée dans les usines, pour alimenter cette formidable machine de guerre. Les hommes doivent devenir des rouages de cette machine. Il faut tuer en eux toute velléité de lutte, faire de leurs organisations syndicales le principal levier qui mette en branle tout le mécanisme de la guerre. De là les tentatives pour "étatiser" les syndicats, les militariser, les priver des droits élémentaires conquis au cours de dizaines d'années de luttes opiniâtres.

§11. Il faut d'abord citer l'exemple de l'Angleterre. Elle est maintenant à la tête de la réaction mondiale. En réprimant la grève des mineurs, le capital anglais a donné le signal de l'offensive à la bourgeoisie internationale. La guerre en Chine, l'offensive contre l'URSS, l'agression contre le Nicaragua et la défaite des mineurs anglais sont les maillons d'une même chaîne.

En Angleterre, on veut abolir en fait le droit de grève. La nouvelle loi sur les syndicats tente de priver le prolétariat, en cas de guerre, non seulement de l'arme puissante que peut être la grève générale, mais de lui enlever tout droit de grève, même en temps de paix.

En Italie, où règne la terreur là plus cruelle envers la classe ouvrière, on met en vigueur, avec l'aide des chefs réformistes (Daragona et Cie), des mesures comme "l'étatisation" des syndicats, ce qui équivaut en fait à la liquidation complète des organisations de classe des masses laborieuses. Le fascisme Italien réalise devant nos yeux ce que la bourgeoisie n'osait faire, même pendant la guerre mondiale. On y pousse à son aboutissement logique la pratique de "l'Union sacrée".

Enfin, en France, on vient d'adopter la loi sur la "nation armée" qui est au fond une militarisation monstrueuse, pénétrant tous les pores de la vie et économique. D'après la nouvelle loi, en cas de guerre, toute la population, sans distinction d'âge ni de sexe, est mobilisée, dans colonies comme dans la métropole. Les ouvriers dans les entreprises sont considérés comme soldats. Les syndicats sont militarisés de même que toutes les autres organisations. Ainsi, le droit de grève est supprimé. Tout gréviste est menacé de passer au Conseil guerre. Au Japon, en cas de guerre, on effectue la militarisation des écoles, on introduit des lois scélérates contre les grèves ouvrières.

En Allemagne, la journée de 8 heures, une des conquêtes de la révolution allemande, est supprimée en fait. On prépare un nouveau projet de loi contre les grèves. Les fascistes s'infiltrent progressivement dans l'appareil de l'État et dans l'administration.

En Pologne la réaction intérieure à l'égard de la classe ouvrière laisse loin derrière elle les procédés et les méthodes du tsarisme. Les organisations nationales des Blancs-Russes et des autres minorités nationales sont détruites. On crée par la corruption, des agences de Pilsudski. Elles ont pour tâche d'assurer l'arrière, au cas d'une guerre contre l'URSS parmi les minorités nationales.

C'est par des méthodes semblables que la Roumanie consolide son arrière en Bessarabie.

Toutes ces mesures ne sont que les diverses parties d'un même plan de mobilisation.

§12. Ce plan donne un rôle considérable aux détachements armés la bourgeoisie. Jusqu'à la guerre mondiale de 1914, le

capitalisme ignorait, du moins dans les proportions actuelles, cette armée uniquement faite de classes contre-révolutionnaires. Il utilisait pour lutter contre les mouvements de masse les organes d'État: l'armée permanente, la police, la gendarmerie. La lutte de classe s'exacerbant après la guerre, enleva à la bourgeoisie les derniers vestiges de sa "démocratie". Partout le capital organise ses formations de combat. Leurs effectifs en plusieurs pays dépassent ceux des armées régulières. La tâche de ces troupes, outre le soutien de la réaction intérieure en temps de "paix", consiste en temps de guerre :

a) À former une réserve permanente et sûre pour la répression des mouvements révolutionnaires qui éclateraient pendant la guerre ou à la fin de celle-ci;

b) À pousser les masses à la guerre en cas de mobilisation, la baïonnette aux reins.

c) À constituer des cadres tout prêts pour l'armée actuelle en cas d'une guerre impérialiste.

Un facteur sérieux du renforcement de l'arrière capitaliste pendant la guerre est le travail effectué parmi les femmes par les partis nationalistes et les organisations fascistes qui se rendent compte du rôle des masses féminines, en cas de guerre, dans l'appareil économique (fabriques d'armes, agriculture, transport, administration, etc…).

§13. Toute guerre impérialiste est avant tout une guerre contre la classe ouvrière et les masses laborieuses. Elle supprime toutes les libertés, elle multiplie l'appareil d'exploitation et de répression de la lutte ouvrière. Mais la guerre contre l'US sera une guerre particulière, une guerre dirigée directement contre la classe ouvrière, le communisme

dans tout le monde et, tout d'abord, en Europe. Dès maintenant, en établissant des lois d'exception contre les PC, la bourgeoisie veut déployer le terrain et se libérer les mains pour faire la guerre. La bourgeoisie tentera d'exterminer physiquement les cadres prolétariens les plus actifs. La lutte qu'elle mène dès maintenant contre le communisme le prouve. En Chine, elle fait empaler et fusiller les communistes de la façon la plus barbare par la main de Tchang Tso Lin et de Tchang Kai Chek. Elle les assassine traîtreusement en Italie, en Amérique latine, elle les fusille dans les Balkans en Roumanie, en Bulgarie, en Pologne et en Lithuanie. En Tchécoslovaquie elle intente aux communistes des procès, les accusant d'espionnage. En France, elle les poursuit comme agents d'un gouvernement étranger. En Allemagne et en Hongrie, elle les envoie par dizaines aux travaux forcés, en attendant de nouvelles suites. La bourgeoisie, dans les guerres impérialistes, foule aux pieds tous les "accords internationaux" qui limitent l'emploi de procédés barbares de guerre. Dans la guerre impérialiste par excellence, dans la guerre de classe contre l'US le les peuples insurgés des colonies, elle mettra tout en œuvre, même les moyens les plus terribles d'extermination des masses laborieuses. Les masses ouvrières doivent dès maintenant se représenter nettement le caractère contre-révolutionnaire des préparatifs de guerre de la bourgeoisie.

La poussée du militarisme

§14. Tout en prenant ces mesures pour renforcer l'arrière, on opère la mobilisation de toutes les ressources pour le front. Le militarisme s'accroît de jour en jour, tandis que s'enflent les budgets de guerre (le chiffre des dépenses militaires a presque doublé), l'industrie de guerre s'est accrue dans des

proportions monstrueuses. Les armées capitalistes modernes ayant épuisé leurs dernières ressources en matériel humain consacrent toute leur attention au perfectionnement technique du mécanisme de la guerre. Le nombre de mitrailleuses, la portée de l'artillerie, la charge des avions, la puissance et le rayon d'explosion des bombes augmentent, on introduit des tanks individuels, on invente de nouveaux gaz. On fabrique des matières inflammables spéciales pour brûler des régiments et des divisions entières. On prépare la "guerre bactériologique" pour répandre des maladies contagieuses parmi les troupes de l'ennemi, etc.

§15. La guerre future sera une guerre mécanique. Chaque pays ne sera plus qu'une vaste fabrique de moyens de destruction. Le rôle décisif, dans le massacre mécanisé, appartiendra au moteur. Mais, du fait même que la technique de guerre atteint un très haut développement de perfection, les États capitalistes devront jeter d'immenses masses sur le théâtre des opérations. Dans ce but, les États capitalistes réorganisent leur armée en militarisant toute la population, tandis qu'ils développent largement les cadres permanents. Grâce à un large emploi de l'aviation, à la puissance destructive des nouvelles bombes, à la grande portée de l'artillerie, il n'y aura plus guère de différence entre le front et l'arrière. La guerre future surpassera toutes les horreurs aux quelles ont assisté les masses travailleuses en 1914-18.

Mais par suite de ce nouveau caractère de la guerre, le rôle de la classe ouvrière et de ses organisations, en premier lieu des syndicats, sans le concours desquels il est impossible, s'accroît. Leur action anti-guerrière à l'arrière sera fatale pour les états-majors impérialistes.

La préparation idéologique de la guerre

§16. La principale fonction de la 2e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam, après la guerre de 1914-18, consistait à être une sorte de service d'agitation de la bourgeoisie internationale, dont la mission était de rechercher la justification des iniquités du régime capitaliste. Il y avait entre le capital et la social-démocratie une division du travail. Le capitalisme s'armait et préparait techniquement la guerre, la social-démocratie faisait la préparation idéologique Cette préparation est double :

a) Justification de la guerre en entre les impérialistes. À la théorie de Hilferding sur le super-impérialisme, époque "pacifique", caractérisée par l'extension à la politique extérieure des méthodes de cartellisation et des principes de "démocratie", correspond la pratique des parti social-démocrates : propagande en faveur de la SdN, organe capable d'empêcher les guerre ; soutien du wilsonnisme ; plan Dawes, Locarno, etc.

Par cette politique, la social-démocratie endort la vigilance des masses et leur inspire l'illusion que la période des guerres est close ;

b) En même temps, la social-démocratie prépare activement la guerre contre l'US, et les masses laborieuses des colonies. Les différentes phases de cette préparation ont été : la résolution du Congrès de Marseille de la 2e Internationale qui dénonçait le "bolchévisme mondial" (la révolution prolétarienne et coloniale) comme le facteur plus menaçant pour la paix; la propagande mensongère et perfide contre "l'impérialisme rouge", contre la terreur dans l'US,

> contre l'édification socialiste; la campagne des grenades, et enfin, la dernière résolution du Comité Exécutif de la 2e Internationale lançait le mot d'ordre que pour lutter contre le fascisme, il faut en finir avec le bolchévisme.

La position à moitié fasciste des leaders anarchistes et syndicalistes est tout aussi traitresse et franchement contre-révolutionnaire. Sous prétexte de lutter contre la "dictature" des leaders prolétariens, contre la centralisation politique et économique de l'URSS, ils réalisent une collaboration de classe des plus étroites avec la bourgeoisie pour préparer l'attaque contre le premier État ouvrier du monde, entouré de tous côtés d'ennemis impérialistes.

§17. Toute cette campagne traîtresse doit servir à justifier la "neutralité" en cas d'une guerre menée par les pays capitalistes, contre l'US, neutralité que la social-démocratie, par la voix de Breitscheid, recommande aux ouvriers allemands.

Les imposteurs attitrés de la social-démocratie allemande savent très bien que cette "neutralité" est impossible, que l'industrie chimique allemande servira les États qui feront la guerre à l'URSS, que les moyens de transport allemands serviront à transporter des munitions d'Angleterre et d'Italie, qu'on obligera les ouvriers allemands, ainsi que ceux des autres pays, à travailler contre les ouvriers de l'USSS.

Mais si la social-démocratie allemande veut garder la "neutralité", c'est parce qu'elle coïncide avec l'attitude de l'impérialisme allemand, celle d'autres partis de la 2e Internationale, ainsi que le PPS qui sont avec leurs bourgeoisie et leurs grands propriétaires fonciers parmi les

instigateurs actifs de la guerre contre l'US. Partout, l'attitude de la social-démocratie se conforme aux intérêts de sa bourgeoisie nationale. Mais il y a du nouveau dans l'évolution de la social-démocratie ces derniers temps. Dans certains pays, elle ne se borne pas à soutenir la politique impérialiste de son gouvernement. Ses tendances militaires, son esprit impérialiste agressif dépassent même les tendances et les plans de la bourgeoisie. Elle prend à la place de la bourgeoisie l'initiative dans la politique impérialiste et les armements.

L'attitude des socialistes français qui ont proposé (Paul-Boncour) la loi militaire est un des exemples les plus éclatants de cette "évolution" de la social-démocratie.

§18. Les groupements dits "d'extrême-gauche" ont également contribué considérablement à démoraliser le prolétariat. Si dans la campagne contre l'URSS la social-démocratie était l'écho de la bourgeoisie, les extrême-gauchistes, à leur tour, se sont fait l'écho de la social-démocratie. Maintenant que la préparation de l'agression contre l'URSS en devenue absolument évidente, maintenant que les cambrioleurs professionnels du Scotland Yard dévalisent les locaux de la représentation soviétiste à Londres, la signification objective de la panique "extrême-gauchiste" est parfaitement claire. À la lumière de la campagne antisoviétique, cet esprit de renégatisme s'avère comme des éléments de désorganisation de l'arrière soviétique en cas de guerre. Pour autant que cette fraction tente d'acquérir an caractère international, elle est en même temps un élément de désorganisation dd la lutte de l'IC contre la guerre.

§19. La position de la 2e Internationale dans la question chinoise n'est pas moins traîtresse que sa position envers l'URSS. La 2e Internationale n'a rien fait pour empêcher la concentration des troupes étrangères en Chine. Ses chefs sont cyniquement et insolemment pour la guerre Chine. Lorsque certains, tels que Thomas, ont formulé des désaccords avec leur gouvernement dans la question chinoise, c'était parce que le gouvernement envoie trop peu de troupes à leur gré. Un autre leader de la 2e Internationale, Macdonald, déclara que la protection des intérêts anglais en Chine exige la présence dans les "settlements" d'une force armée suffisamment nombreuse. La 2e Internationale soutient ouvertement le Galliffet chinois, Tchang Kai Chek, les fusillades de Shanghai (voir le *Hamburger Echo*, 19 avril). Les tentatives du prolétariat chinois pour s'assurer l'hégémonie du mouvement national-révolutionnaire provoquent une résistance frénétique de toute la social-démocratie internationale.

§20. La position de la "gauche" de la social-démocratie (Otto Bauer, Paul Lévy, etc...) sur la question de la guerre n'est ni moins criminelle, ni moins honteuse.

a) Cette aile de la social-démocratie couvre sa passivité criminelle envers la guerre déjà commencée contre la Chine par des paroles abstraites sur le danger des guerres impérialistes en général.

b) Elle soutient avec Hilferding l'illusion la plus nuisible en affirmant que l'impérialisme n'est pas dangereux par lui-même et qu'il ne devient dangereux que lorsqu'il est associé à la réaction (*Kampf*, organe théorique social-démocrate autrichien);

c) Dans sa campagne contre l'URSS, elle se sert des mêmes calomnies que l'aile droite de la social-démocratie.

Cette aile de la social-démocratie est la plus nuisible parce que ses chefs masquent la position des social-démocrates de droite grâce leur phraséologie de "gauche"; parce qu'ils les sauvent toujours, même que la bourgeoisie, dans les moments critiques, et, qu'en trompant les ouvriers, ils aident la bourgeoisie impérialiste à exécuter ses plans.

§21. Dans la lutte contre l'intervention en Chine révolutionnaire, dans la lutte pour maintenir la paix avec l'US, les PC ne peuvent renoncer à la tactique du front unique. Au contraire, l'emploi aussi large que possible de cette tactique est absolument nécessaire, aussi bien pour mobiliser les grandes masses des ouvriers, paysans et des peuples opprimés que pour démasquer les illusions pacifistes. Ce faisant, on ne doit pas oublier ne seule minute que les prétendus leaders social-démocrates de "gauche" (comme Paul Lévy en Allemagne, Bracke en France; en Angleterre, les représentants du Labour Party tels que Maxton, Wheatley et les leaders syndicaux de "gauche" tels que Purcell et Hicks) sont les ennemis les plus dangereux du communisme dans le mouvement ouvrier. Même les leaders plus ou moins sincères d'une opposition de gauche au sein de la social-démocratie, tant qu'ils hésitent et bavardent sans vouloir rompre avec la direction du parti social-démocrate, doivent être vigoureusement critiqués par le PC pour démaquer leur rôle de trahison aux yeux de leurs partisans ouvriers. Mais la conquête des ouvriers social-démocrates de gauche pour le front unique prolétarien révolutionnaire n'a jamais été une tâche aussi importante pour les PC que maintenant; de même que dans la situation actuelle c'est

aussi notre tâche à l'égard des autres ouvriers de gauche (par exemple, les anarcho-syndicalistes).

Désarmement et pacifisme

§22. Au moment où l'on fait des préparatifs intenses en vue des guerres impérialistes, les palabres des gouvernements bourgeois et des pacifistes petit-bourgeois sur le désarmement sont la plus grande hypocrisie et la plus grande raillerie. (La faillite de l'accord de Washington de 1921 sur la limitation des armements navals, la faillite de la proposition de Coolidge sur le "désarmement", la faillite de la conférence de la SdN à Genève en mars 1927). Les communistes doivent démaquer par tous les moyens la nature mensongère et réactionnaire du mot d'ordre du désarmement à l'intérieur du régime capitaliste lancé par la bourgeoisie et ses agents, les social-démocrates. En soumettant ce mot d'ordre, on répand l'illusion que sans supprimer le capitalisme, on peut rendre les guerres impossibles.

Aucune proposition de la bourgeoisie et des social-démocrates en vue de réduire les armements et les dépenses de guerre ne peut diminuer le danger d'une guerre à l'époque de l'impérialisme. L'URSS est le seul pays qui a effectivement réduit au minimum son armée. Elle est parmi tous les États la seule garantie ferme et énergique de la paix. Née de la révolution d'Octobre, sous le signe de la lutte contre l'impérialisme, l'URSS est depuis 10 ans l'obstacle empêchant les impérialistes de lancer les masses laborieuses les unes contre les autres. L'URSS peut continuer à remplir ce rôle à la condition d'être soutenu dans sa politique par la classe ouvrière internationale. La politique de l'US ayant pour but le désarmement, est la politique d'État où le

prolétariat détient le pouvoir et commence à bâtir un nouvel ordre dans lequel la guerre sera impossible. C'est pourquoi le prolétariat international, dans la question du désarmement, doit avoir une attitude de principe différente vis-à-vis de l'US et vis-à-vis des projets hypocrites de désarmement que font les États capitalistes.

§23. Les millions de travailleurs qui ont vécu la grande guerre impérialiste de 1914-18 ne veulent pas d'une nouvelle guerre. Les blessures qu'elle a laissées sont encore trop fraiches. Ces ouvriers sont prêts à lutter sincèrement contre la guerre, mais trompés par la social-démocratie. Ils ne voient pas encore la bonne voie, ils ne sentent pas encore sous leurs pieds un terrain révolutionnaire ferme. Voilà la source du «pacifisme» vague, du pacifisme de sentiment dont souffre la classe ouvrière. Ce pacifisme n'a rien de commun avec la duperie consciente professée par les pacifistes bourgeois, les prêtres et autres charlatans dont la tâche est d'émousser les ongles trop aigus de la société capitaliste.

§24. Il faut faire une distinction entre ces deux variétés de pacifisme. Les communistes sont prêts à expliquer pratiquement durant des semaines et des mois aux ouvriers leurs erreurs, pour les entraîner dans le front unique ouvrier avec l'avant-garde de la classe ouvrière, leur apprendre à vaincre leurs erreurs au cours de la lutte; ils doivent être particulièrement sévères envers les "chefs" qui mettent l'état d'esprit indécis du prolétariat et font de ce pacifisme une "position" en lui donnant telle ou telle fausse base de "principe". Au sujet de ce pacifisme, Lénine écrivait:

« Le pacifisme et la propagande abstraite en faveur de la paix sont une force pour duper la classe ouvrière. Sous le capitalisme et surtout dans la phase impérialiste, les guerres

sont inévitables. En ce moment, la propagande pour la paix non accompagnée d'appels à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer les illusions, corrompre le prolétariat en lui inspirant confiance en l'humanité de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des États belligérants. » (Lénine, t. 13, p. 51, *Le pacifisme et le mot d'ordre de la paix*.)

§25. Parmi ces pacifistes confusionnistes, chez qui la propagande pour la paix ne s'accompagne pas d'appels à l'action révolutionnaire des masses, il y a tout d'abord l'Independant Labour Party anglais, qui n'a rien fait pratiquement pour mobiliser les masses travailleuses, les soldats et les marins anglais pour lutter contre l'impérialisme anglais. L'ILP a systématiquement repoussé le front unique avec le PC. Il a toujours condamné la "violence" et la lutte armée des masses chinoises contre les impérialistes étrangers; il préconise des "pourparlers" a afin de paralyser le développement ultérieur du mouvement national-révolutionnaire en Chine.

Un autre aspect non moins nuisible de ce "pacifisme socialiste", c'est cet antimilitarisme spécial, mystico-religieux, lié au nom de Lansbury, qui est soutenu par l'ILP. Il se borne à voter contre les crédits de guerre, à prêcher le refus individuel et collectif de faire le service militaire et de transporter les armes pour des buts de guerre. Cependant, ce groupe subit de plus en plus l'influence du Labour Party en capitulant devant l'impérialisme britannique. Le pacifisme "socialiste" est dangereux en ce qu'il crée chez les ouvriers l'illusion que la social-démocratie, ne fût-ce dans sa partie pacifiste, est prête à lutter contre la guerre. En réalité, il ne

fait qu'obscurcir la question des différentes méthodes de lutte des masses contre la guerre.

Notre pacifisme dans la lutte contre la guerre impérialiste

§26. Le point de vue de Lénine sur les guerres les détermine la tactique des PC pour toute l'époque que remplissent les guerres impérialistes. Des mots d'ordre tels que : « Guerre à la guerre », « Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », « Défaite de son propre gouvernement (capitaliste) dans la guerre impérialiste», restent les modèles classiques du véritable internationalisme révolutionnaire. C'est au léninisme qu'appartient le mérite d'avoir établi un point de vue historique concret sur les guerres, d'en avoir prévu trois types : a) guerre des États impérialistes entre eux ; b) guerre national-révolutionnaire, y compris les guerres coloniales, contre l'impérialisme (Chine) ; c) guerre de la contre-révolution capitaliste contre la révolution prolétarienne et les pays où s'édifie le socialisme. L'IC n'a maintenant qu'à concrétiser, en ce qui concerne les guerres des deux derniers types, le point de vue général que le bolchévisme a donné et qu'il a développé de la façon la plus complète l'égard des guerres des États impérialistes entre eux.

§27. Le bolchévisme combat: a) la manière qui consiste à poser la question de la guerre à la légère. Dans son projet de directives pour la délégation russe à la Conférence de La Haye, Lénine met en garde avec insistance contre l'emballement pour les mots d'ordre quant aux moyens de lutte contre la guerre. II recommande à tous les PC de bien peser la situation réelle dans laquelle éclate la guerre : mystère qui entoure ses préparatifs, soudaineté de sa déclaration, impuissance des « organisations ordinaires » des

ouvriers même de celles qui s'intitulent révolutionnaires devant la guerre vraiment imminente, ensuite le fait que la question de la défense nationale « sera résolue par l'immense majorité des travailleurs en faveur de leur bourgeoisie, grâce à la force de pression de l'appareil d'État de la bourgeoisie, maitresse de toute l'information, etc. »

«Le boycott de la guerre, écrit Lénine, n'est qu'une sotte phrase.

b) se servant de l'expérience de 1914, les bolchéviks ont montré la trahison de ceux qui substituent la phraséologie sonore mais vide de sens à la préparation sérieuse et énergique de la lutte contre la guerre. On sait que Lénine et Rosa Luxembourg proposèrent un amendement à la résolution du Congrès de Bâle, amendement recommandant de faire, si une guerre surgit, tous les efforts « pour accélérer la chute du capitalisme dans l'esprit de la Commune de Paris, de la grève générale russe d'octobre 1905 et du soulèvement de décembre 1905 à Moscou. Mais les bolchéviks combattaient également l'anarcho-syndicalisme et la vieille école hervéiste qui, tout en déclamant sur la "grève générale", "l'insurrection", "le sabotage de la mobilisation", n'ont absolument rien fait pour préparer effectivement la lutte contre la guerre, afin de ne pas être pris au dépourvu au moment de la déclaration. La guerre mondiale justifie entièrement les pires appréciations sur ce genre de "révolutionnaires".

§28. Le mot d'ordre léniniste de la « transformation de la guerre impérialiste en une guerre civile », confirmé par l'expérience de la révolution russe, peut se résumer aux thèses fondamentales suivantes :

1) Il faut avant tout, pour le succès de la révolution, la présence d'une situation révolutionnaire résultant d'une suite de défaites militaires des gouvernements capitalistes menant une guerre impérialiste, c'est-à-dire où il y ait:

a) impossibilité pour les classes dominantes de maintenir, sans en modifier la forme, leur domination ; il en résulte une crise sous telle ou telle forme dans les « couches supérieures » ;

b) aggravation, au-dessous de la moyenne, de la misère des classes opprimées;

c) augmentation considérable, pour les raisons énoncées, de l'activité des masses ;

2) Mais ces conditions objectives ne suffisent pas à elles seules pour assurer l'issue victorieuse de la révolution. Il faut y ajouter encore une condition subjective :

« La capacité de la classe révolutionnaire à entreprendre des actions révolutionnaires de masse assez puissantes pour briser le gouvernement qui, même à l'époque des crises, ne "tombe" jamais si l'on ne le "renverse" pas. » (Lénine, t. 13, p. 139-140. Édition russe, *La faillite de la 2e Internationale*.)

3) En plus de cela, la classe révolutionnaire doit posséder son état-major bolchéviste (actuellement : un PC) éprouvé, capable de préparer et d'organiser les actions de masse de cette classe. Dans la période de préparation aux actions révolutionnaires de masses, cet état-major doit, en profitant de toute possibilité "légale", mener une agitation inlassable contre la guerre impérialiste, sous le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Lénine prévoyant que cette agitation se heurterait à une résistance acharnée des classes dirigeantes, disait:

« Non seulement dans le cas d'une guerre, mais aussi à chaque aggravation de la situation politique, sans parler des actions révolutionnaires des masses le gouvernement du pays bourgeois le plus libre, menacera de dissoudre les organisations légales, de saisir leurs caisses, d'arrêter leurs chefs et autres "conséquences pratiques". (*Que faire?*)

Et Lénine répondait à cette question en disant que, outre le Parti légal, il faut:

« Créer une base illégale, une organisation illégale, un travail social-démocrate (lire maintenant : *communiste*) illégal sans abandonner une seule position légale. » (Lénine, t. 13, p. 178, *La faillite de la 2e Internationale*.)

En même temps, Lénine critique ceux qui veulent substituer à la lutte des masses contre la guerre des actes individuels tels que le sabotage ou le refus individuel du service militaire.

«Non pas sabotage de guerre, non pas action individuelle, mais propagande de masse menant à la transformation de la guerre en guerre civile.»

Il semble prévoir le système formidable de militarisation que les classes dirigeantes veulent maintenant instaurer en France, 13 ans après le début de la guerre mondiale.

«Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste, écrit-il, militarise non seulement tous les adultes, mais aussi la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être la militarisation des femmes.» (Lénine, t. 13, p. 452.)

Et il donne ce conseil à la classe ouvrière:

«On te donnera un fusil, prends-le et apprends bien à t'en servir. Les prolétaires doivent le savoir, non pas pour tirer sur leurs frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre mondiale et comme les traîtres socialistes conseillent de le faire, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres, en ne se contentant pas de simples vœux, mais en battant la bourgeoisie et en la désarmant.» (Lénine, t. 13, p. 453.)

§29. C'est ainsi que Lénine enseignait aux communistes la lutte contre la guerre. Quelles conclusions doivent en tirer les PC pour la situation actuelle:

1) Le bolchévisme considère que le centre de gravité dans la lutte contre la guerre est le mouvement de masses et la lutte de masses. Le travail parmi les masses, à l'usine, dans les syndicats, à la campagne, dans l'armée, voilà ce que doivent faire les communistes avant la guerre et pendant la guerre. C'est la voie qu'il faut suivre pour transformer la guerre en guerre civile;
2) «Les conditions archi-pénibles dans lesquelles la guerre place les organisations ouvrières.» (Lénine. — *Instructions à la délégation de La Haye*) obligent les PC à se tenir toujours prêts. Les communistes sont tenus de commencer la lutte contre la guerre, non pas lorsqu'elle éclaté, lorsque la terreur gouvernementale écrase pour un moment les masses, mais lorsque le PC possède encore une certaine liberté de manœuvre dans la période de préparation ;
3) En construisant avec ténacité l'appareil illégal contre la guerre avant et pendant celle-ci, les communistes ne

doivent pas se limiter à la conspiration, mais, dès la première possibilité, conquérir leur liberté d'agitation, faire descendre les masses dans la rue, pour lutter en vue de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pour que le prolétariat s'empare du pouvoir, renverse la bourgeoisie et établisse sa dictature;

4) Les bolchéviks ne peuvent, limiter le problème de de lutte contre la guerre à la seule "grève générale". Une grève générale qui ne se transforme pas en une insurrection armée ne peut, à elle, seule, empêcher une guerre impérialiste. Pour le succès d'une grève et d'une insurrection, c'est-à-dire d'une guerre civile, il faut une situation révolutionnaire, l'aptitude des classes révolutionnaires pour l'action d'une direction ferme par le PC, un travail systématique et tenace dès avant la guerre pour préparer le succès de l'insurrection contre la classe dirigeante. C'est pourquoi les promesses des piteux "héros" de la 2e Internationale, qui promettent de "répondre" à la guerre par la grève générale ne sont que des phrases creuses. La lutte contre la guerre n'est pas un acte qui s'accomplit d'un coup, elle exige de grands sacrifices de la part de la classe ouvrière, des actions de masse (manifestations, grève dans les usine de guerre, etc., etc...) qui s'achèveront par l'insurrection victorieuse du prolétariat.

Les PC doivent tout mettre en œuvre pour développer aussi largement que possible ces actions de masse et s'orienter, de plus en plus, vers la grève générale. L'Internationale se rend compte que lorsqu'il s'agit d'une guerre entre deux puissances impérialistes, il est

généralement *très difficile* de réaliser une grève générale au moment de la déclaration de la guerre, mais qu'il est quand même nécessaire que les PC, dans tous les pays capitalistes, fassent une propagande et une agitation constante pour la grève général, aussi bien avant que pendant la guerre. Il ne faut cependant pas perdre de vue que c'est du développement révolutionnaire de la situation que dépend le moment où le mot d'ordre de la grève générale devient *un mot d'ordre d'action*, c'est-à-dire le moment où la grève générale devient pratiquement réalisable. En cas de grève générale, les communistes doivent fermement s'orienter vers sa transformation en insurrection.

§30. La guerre contre la Chine et l'URSS n'est pas une guerre impérialiste ordinaire, c'est une guerre d'un genre particulier. Les conditions dans laquelle elle se produit, en ce qui concerne l'URSS, dans lesquelles elle se produira, le cas échéant, sont sensiblement autres qu'en 1914.

1) Cette guerre est particulière parce qu'elle porte ouvertement son caractère de classes. Ce ne sont plus des impérialistes qui luttent entre eux en se servant de leurs peuples, mais c'est une expédition punitive des impérialistes qui va soumettre des ouvriers et de paysans. Tout travailleur honnête des pays impérialistes le comprendra;

2) Le fétiche de la "défense nationale", surtout dans la guerre actuelle contre la Chine, n'existe plus pour les peuples des pays impérialistes. Aucun homme sensé ne peut croire que la Chine menace d'une invasion des îles britanniques. C'est pourquoi la bourgeoisie et ses laquais, au lieu du mot d'ordre de la "défense de la patrie" sont obligés de recourir à des sophismes tels que "la défense des biens, la défense

intérêts, la défense du prestige, la défense du drapeau, la défense de la civilisation contre le bolchévisme, etc., etc...” ;

3) Les masses ouvrières ont vécu l'expérience sanglante de 1914-18. L'avant-garde du prolétariat, les PC la possèdent aussi. Ils connaissent les méthodes qu'emploie la bourgeoisie pour mener la guerre, ils y sont donc préparés, quoique bien faiblement;

4) Enfin, chose qui n'existait pas lors de la guerre impérialiste de 1914-18. L'avant-garde du prolétariat est organisée en PC, unis par l'IC qui n'existait pas, il y a 13 ans.

§31. C'est pourquoi les possibilités de lutte contre la guerre sont maintenant plus grandes qu'en 1914-18.

Les PC auront donc les tâches suivantes :

a) Dans la guerre impérialiste par excellence, contre la Chine ou (éventuellement) et l'URSS, les ouvriers des pays capitalistes en guerre doivent, comme dans toute guerre impérialiste, être défaitistes l'égard de leur gouvernement capitaliste.

b) Si, dans une guerre impérialiste entre deux États capitalistes, les ouvriers, se prononçant pour la défaite de leur gouvernement, ne peuvent en même temps être partisans de la victoire d'un des belligérants, il en est autrement dans le cas de la guerre impérialiste et contre-révolutionnaire par excellence contre la révolution chinoise (actuellement contre Hankéou) ou contre l'URSS. Dans ce cas, les ouvriers doivent lutter activement pour la victoire des masses laborieuses de Chine et de l'URSS.

c) Le mot d'ordre de la fraternisation, que les bolchéviks lancèrent pour les soldats au cours de la guerre impérialiste,

garde encore sa valeur, car c'est un des plus importants mots d'ordre de l'action antimilitariste parmi les soldats et les matelots des armées et des marines impérialistes. Ce mot d'ordre, qui garde surtout sa signification surtout pour une guerre entre deux pays impérialistes, doit, dans la guerre des impérialistes contre la Chine révolutionnaire et contre la Russie soviétique, être lié avec le conseil aux soldats des armées impérialistes de passer, au moment propice, du côté des troupes de la révolution.

d) Le prolétariat doit lutter par tous les moyens pour empêcher les impérialistes d'écraser la Chine révolutionnaire: grève des transports, grève des ouvriers des industries de guerre, grève générale, etc. Le prolétariat international devra recourir à tous ces moyens pour défendre la Chine révolutionnaire et l'URSS.

§32. L'histoire fournit à la classe ouvrière internationale de nombreux exemples de lutte des communistes contre la guerre. C'est tout d'abord l'expérience des bolchéviks russes dans la guerre impérialiste de 1914-18; la grande expérience des spartakistes allemands, la lutte des ouvriers de divers pays d'Europe pendant l'intervention de 1918-19, la révolte des marins français de la mer Noire; l'expérience des camarades yougoslaves et autrichiens qui ont lutté en contre l'intervention en Hongrie; les Comités d'action en Angleterre pendant la guerre soviéto-polonaise de 1920, l'action des ouvriers d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie pour empêcher le transport des armes; la lutte de partisans organisée à l'arrière de l'armée par les ouvriers et les paysans polonais; l'expérience du travail illégal dans l'armée de la Ruhr et la lutte contre l'occupation ; l'expérience du PC et des JC français dans les guerres du Maroc et de Syrie. Enfin,

l'expérience extrêmement riche de l'ICJ. Utiliser cette expérience est le devoir le plus élémentaire de toutes les Sections de l'IC.

Le mot d'ordre de la milice populaire et les revendications partielles des soldats

§33. Ces derniers temps, plusieurs PC substituent à l'ancien mot d'ordre de «milice populaire» le mot d'ordre de «milice des travailleurs» (milice des ouvriers et des paysans) ou le mot d'ordre d'«armement du prolétariat». Cette substitution est-elle juste ? Le mot d'ordre de «milice populaire» est-il périmé ? On sait déjà, en avril 1917, dans son article *Sur la milice prolétarienne*, Lénine soutenait le vieux mot d'ordre de l'«armement général de la nation» pour la Russie révolutionnaire de cette époque. Dans cette période, en avril, lorsque la masse des soldats soutenaient les menchéviks et surtout les S-R, l'«armement général» du peuple opposé à l'armée impérialiste, qui était au front, avait un double sens :

a) garantie contre une contre-révolution possible ;

b) mot d'ordre dirigé contre la guerre impérialiste.

La révolution démocratique bourgeoise en Russie était en train de se transformer en révolution socialiste.

§34. Qu'est-ce qui a changé depuis? D'abord, dans plusieurs pays européens (Autriche-Hongrie, Allemagne), l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises est terminée, comme elle est terminée depuis longtemps pour l'immense majorité des peuples d'Europe et d'Amérique; ensuite, la lutte de classes a pris, durant les dernières dix années, une acuité encore inconnue dans l'Histoire. Les

classes s'arment ouvertement; d'un côté, les fascistes, de l'autre, les organisations de défense prolétarienne, les centuries rouges en Allemagne, etc., etc... Enfin, en cas de victoire, le prolétariat doit utiliser l'expérience de la révolution russe qui est passée des détachements ouvriers de la Garde Rouge à la création de l'Armée Rouge. C'est pourquoi il serait faux de transposer le mot d'ordre de «milice populaire» dans tous les pays. Ce serait une solution mécanique de la question.

§35. La question de la destruction de l'armée permanente, de la milice générale, de l'armement du prolétariat, de la milice ouvrière, doit être posée d'une façon historiquement concrète.

1) Dans les pays de capitalisme moderne, ayant achevé leur révolution bourgeoise, les PC, à côté de la revendication de l'abolition de l'armée permanente, doivent lancer le mot d'ordre de l'armement du prolétariat. Ce mot d'ordre a une grande d'actualité: a) dans la période de préparation directe de la guerre civile elle-même ; b) lorsqu'il existe dans le pays des détachements fascistes de la bourgeoisie.
2) Le mot d'ordre de l'«Armée Rouge» n'a de signification qu'après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour liquider les derniers débris de la contre-révolution bourgeoise dans tous les pays et défendre les conquêtes de la révolution contre le monde capitaliste ;
3) Le mot d'ordre de la «milice ouvrière» qui suppose l'abolition des armées permanentes a, dans la période actuelle, une valeur de propagande. Sa réalisation est liée à la victoire de la révolution prolétarienne dans

plusieurs grands pays capitalistes. Les PC, dans leur propagande pour ce mot d'ordre, doivent surtout porter l'attention sur le désarmement de la bourgeoisie, des détachements fascistes, de la police, de la gendarmerie;

4) Le mot d'ordre de la «milice générale» n'a pas vieilli, il doit être posé: a) dans les pays coloniaux qui n'ont pas encore traversé l'étape de la révolution bourgeoise démocratique (Syrie, Maroc, Égypte, etc.); b) dans les pays capitalistes dans lesquels, par suite de survivances féodales, la révolution bourgeoise démocratique est encore possible avec perspective de la transformer, si les conditions internationales sont favorables, en révolution socialiste, certains pays, par exemple, où la caste militaire fait des coups d'État (pronunciamientos) comme la Grèce, l'Espagne ; c) dans les pays capitalistes, dans lesquels la période des révolutions bourgeoises démocratiques est déjà close, mais qui sont tombés dans une dépendance capital mondial, en cas d'existence dans une dépendance semi-coloniale, du capital mondial, en cas d'existence dans ces pays d'un mouvement national-révolutionnaire contre les oppresseurs.

§36. Les communistes doivent soutenir les revendications partielles des soldats et des matelots telles que: élection des officiers, service à proximité du domicile, formations nationales à l'intérieur de l'armée, droit de vote de et d'éligibilité pour les soldats, amélioration de la situation matérielle des soldats indemnités aux familles, prolongation des permissions, etc. Dans leur agitation, les communistes lier ces revendications avec les mots d'ordre généraux (armement du prolétariat, milice des travailleurs, etc.).

Les erreurs et les insuffisances des PC

§37. L'IC dans son ensemble et ses Sections doivent critiquer impitoyablement leurs erreurs et leurs insuffisances pour les redresser afin de mener la lutte contre la guerre.

1) La faute principale, commune presque à toutes les sections de l'IC, est de sous-estimer les dangers de guerre. Tous les Partis se comportent comme si la guerre était assez éloignée et non pas la réalité sanglante du jour. Dans certains pays, les PC se laissent entraîner par le courant des masses sans parti qui ne ressentent pas les guerres lointaines comme celle de Chine; dans d'autres pays situés en dehors des grandes routes de la politique mondiale, se laissent influencer par la position de "neutralité" qu'impose à ces pays leur rôle international (pays scandinaves). Troisièmement, ils tombent jusqu'à un certain point sous l'influence de la presse bourgeoise qui leur suggère qu'il n'y a pas de guerre en Chine et qu'il y a seulement envoi de troupes pour la protection des intérêts nationaux.

2) Différentes Sections de l'IC ne savent pas combiner les questions intérieures avec les questions de politique d'ordre international. Parfois, ce phénomène prend la forme de provincialisme, Tchécoslovaquie) et prend pour prétexte que les "petits pays n'ont rien à faire dans les grandes questions de politique internationale".

3) un autre côté faible de nos PC consiste à sous-estimer le rôle de leur propre impérialisme (ce qui se produit chez certains camarades en France et au Japon). On pose la question de la guerre de façon abstraite, au lieu de dire aux masses ouvrières clairement ce qu'elles doivent faire dans la

présente guerre des puissances impérialistes contre la Chine, comment elles doivent lutter contre leur propre impérialisme. À noter, par exemple, l'erreur du PC hollandais, qui se contenta, au début, après l'insurrection d'Indonésie, d'exiger l'envoi d'une commission d'enquête et le droit d'Indonésie de disposer d'elle-même. Objectivement, une lacune de ce genre signifie la capitulation devant l'impérialisme.

4) La confusion idéologique est également un des péchés des jeunes PC. Certains camarades en vue glissent sur la position du pacifisme vulgaire (Angleterre). Nombreux sont ceux qui, voyant l'URSS, état ouvrier et paysan, entouré de pays capitalistes, prendre l'initiative d'une limitation des armements, sont enclins à voir dans cette revendication un mot d'ordre pour les PC qui luttent encore pour le pouvoir dans leur pays.

5) On tire des points de vue de Lénine sur la guerre des déductions erronées. Les instructions à la délégation de La Haye sont interprétées comme l'abandon de la grève générale en tant moyen de lutte contre la guerre.

6) On sous-estime le rôle des organisations de masse, dans les syndicats, dans l'armée et la flotte.

Les tâches des PC

§38. Quelles sont les tâches essentielles de l'IC et de ses différentes Sections dans la lutte contre la guerre actuelle en Chine et les dangers de guerre contre l'URSS?

1) Le mot d'ordre central de la campagne actuelle contre la guerre doit être : «Défense de la révolution chinoise et de la révolution russe». C'est sur ce mot d'ordre qu'on

doit concentrer l'attention des masses. Les PC doivent expliquer aux masses que le maintien de la paix ne être assuré tant qu'existe le régime capitaliste. La lutte pour la paix est avant tout une lutte pour le renversement des classes dirigeantes dans les États impérialistes et pour la dictature du prolétariat;

2) Propagande sans relâche dans la presse, dans les réunions, au Parlement, contre la guerre des impérialistes en Chine, révélation de son caractère de brigandage et de rapine, la trahison des leaders social-démocrates et des leaders réformistes des syndicats. Tout en démasquant partout le rôle de l'impérialisme anglo-américain, il faut que chaque Parti lutte sans répit contre tes tentatives de conquête de sa propre classe dirigeante. Critique impitoyable des illusions et de l'idéologie pacifiste. Démasquer les démarches des groupements bourgeois "pour le désagrément", publier dans ce but les traités secrets et les accords militaires des gouvernements bourgeois ;
3) Les PC doivent mener leur campagne contre la guerre de façon à faire correspondre leurs mots d'ordre aux phases du condit armé. La guerre contre l'US peut prendre dans l'avenir des formes diverses: blocus économique, blocus armé du littoral, envoi sur le territoire de l'US des bandes armées des pays limitrophes, organisation de soulèvements, etc. Il est nécessaire que, dans leur travail d'agitation, les PC tiennent compte des particularités de la guerre, en combinant ce travail avec l'agitation contre les préparatifs généraux des États capitalistes pour concentrer leurs forces contre l'URSS et contre la Chine ;

4) Lutter pour la reconnaissance de l'US, démasquer le réseau d'intrigues internationales tissé autour de l'US ; mobiliser les masses et les groupes pour la défense de l'US sous le mot d'ordre: « Le prolétariat international défend sa patrie prolétarienne contre les attaques des impérialistes »;
5) Agitation en faveur de la grève générale contre la guerre, en premier lieu en Angleterre et dans les autres jouant un rôle actif dans l'expédition contre la Chine ;
6) Manifestation en masse dans les rues, devant les ambassades des pays qui participent à l'expédition contre la Chine. De même, contre les gouvernements qui menacent l'US.
7) Manifestations de femmes et d'enfants sur le parcours des trains de troupes, dans les ports et des mutilés de guerre, devant les Parlements, devant les ministères de la Guerre des affaires étrangères ;
8) Concentrer l'attention des PC sur le travail dans les syndicats, en particulier sur les ouvriers des métaux, les mineurs, les cheminots et les ouvriers des produits chimiques ;
9) L'agitation contre la guerre dans les organisations féminines prolétariennes et petites-bourgeoises. Convocation d'assemblée de femmes, Congrès locaux et nationaux pour la lutte contre la guerre ;
10) Constituer des Comités d'action sous le mot d'ordre: « Ne touchez pas à la Chine ni à l'US » en y enrôlant les organisations syndicales, appliquer façon plus énergique que jusqu'à présent la tactique du unique des ouvriers et l'opposer au front unique des capitalistes;

11) Lutter par tous les moyens contre le fascisme, détachement avancé de la bourgeoisie. Lui opposer les organisations de masse du Front Rouge partout où il y a la moindre possibilité de le faire;
12) Action dans les organisations contre le fascisme et la guerre ;
13) Travail intense des JC, en contact étroit les partis parmi la jeunesse ouvrière et paysanne, au sein de laquelle se recrutent les armées modernes et qui n'a pas passé par l'expérience sanglante de la guerre mondiale;
14) Constituer des organisations de mutilés de guerre entraîner celles déjà existantes dans la lutte contre la guerre;
15) Les PC de tous les pays doivent particulièrement porter leur attention à la création des organisations auxiliaires du type d'organisation sans parti, groupant les sympathisants à l'œuvre de la libération du prolétariat et des travailleurs des colonies, qui haïssent sincèrement le régime capitaliste, ses guerres et exploitation (Ligue contre l'oppression coloniale);
16) Action intense dans l'armée et la flotte, intensifier l'action antimilitariste parmi les paysans ;
17) Renforcer le travail dans les colonies. Établir le front unique du prolétariat et du mouvement d'émancipation nationale des peuples opprimés pour la lutte contre la guerre. Convoquer des Congrès des masses laborieuses des colonies pour l'agitation et la propagande en vue de faire comprendre l'identité de leurs intérêts avec ceux de l'US et des masses laborieuses de la Chine qui luttent pour leur affranchissement;

18) Poser d'une façon sérieuse dans les PC les questions de principe de la tactique bolchévique contre la guerre. Éclaircir ces questions dans la presse et dans les réunions du Parti ;
19) Internationaliser les Sections de l'IC, concentrer l'attention des masses sur les problèmes de caractère international, lier convenablement ces problèmes aux confits de classe intérieurs, établir un contact plus étroit entre les Sections de l'IC, pour lutter contre la guerre.

Résolution sur la question chinoise

Source : *La Correspondance Internationale*, no.64 et 65, 7e année, 11 et 15 juin 1927, p. 867-870 et 883-885

1. La signification de la révolution chinoise

Le Plénum du CEIC constate que les derniers événements ont pleinement confirmé le point de vue de l'IC sur la révolution chinoise et brillamment justifié les prévisions de Lénine quant à son rôle international.

La grande révolution chinoise devient de plus en plus un facteur d'immense importance dirigé contre tout le système de l'impérialisme international et des principaux centres mondiaux.

C'est pourquoi la politique de la social-démocratie et de l'Internationale d'Amsterdam est une complicité directe avec l'impérialisme. Elle consiste à voiler la signification de la révolution chinoise et de l'intervention impérialiste. Elle est une politique de mots d'ordre platoniques et de demi-mesures pacifistes, qui devient une justification non déguisée de la guerre de bourreaux menée contre la révolution chinoise (Thomas, Macdonald et Cie).

Le CEIC constate que la portée internationale immense de la Chine *s'accroît* encore davantage du fait que la guerre de contre-révolution et d'étouffement menée par les impérialistes contre le peuple chinois, la concentration des troupes impérialistes en Chine (flotte, infanterie étrangère, occupation de fait de la Mandchourie par les japonais, prise de possession de fait de la Mandchourie par les japonais, prise de possession de fait des principaux ports par l'Angleterre et les États-Unis, etc.), sont accompagnés par

des actes de provocation envers l'URSS et de la maturation de conflits formidables au sein du front antichinois des impérialistes unis dans la phase actuelle des événements.

C'est pourquoi seul le rôle ignoble de la social-démocratie participant activement à la préparation idéologique de la guerre, seul son pacifisme bourgeois couvrant son social-impérialisme, peut expliquer la position concrète de la social-démocratie et des leaders d'Amsterdam en face de la révolution chinoise.

L'IC estime que les partis et les autres organisations se considérant comme ouvrières, qui ne mènent pas la lutte la plus énergique contre l'intervention et Chine, qui endorment la vigilance de la classe ouvrière et qui prêchent la passivité dans cette question, aident objectivement (parfois même subjectivement) les Ils aident non seulement étouffer les ouvriers et paysans chinois et par là à renforcer le système impérialiste, mais encore ils sont un soutien de l'impérialisme dans préparatifs de guerre contre l'URSS, et les préparatifs de guerre mondiale en général.

D'un accord unanime, le CEIC fait un devoir à toutes ses Sections de soutenir avec la plus grande activité la révolution chinoise et de mener la lutte la plus intense contre l'intervention en Chine, en mobilisant les masses, en organisant la résistance des masses à l'envoi des troupes, d'armes, etc. Le CEIC fait un devoir à toutes ses Sections d'expliquer aux larges masses du prolétariat et des travailleurs en général la signification et la portée de la révolution chinoise, la liaison qui existe entre l'intervention contre-révolutionnaire en Chine, la préparation de nouvelles guerres en général et en premier lieu contre l'URSS et l'offensive intérieure contre la classe ouvrière (bill sur Trade-

unions en Angleterre, loi militaire en France, terreur fascistes en Italie, etc...).

Le CEIC estime qu'il faut déployer en même temps un travail opiniâtre pour démasquer la politique de la social-démocratie et de l'Internationale d'Amsterdam qui sabotent toutes les mesures de résistance active aux impérialistes et à leurs gouvernements.

2. — La Crise du mouvement national-révolutionnaire et la nouvelle situation en Chine

Le CEIC constaté que la marche des évènements dans la révolution chinoise a confirmé l'analyse de ses forces motrices données au dernier Plénum du CEIC (au 7e Plénum). Le CEIC constate en particulier que le cours des événements a entièrement justifié le pronostic du 7e Plénum du CEIC quant à la défection inévitable de la bourgeoisie envers le front unique national-révolutionnaire et son passage au côté de la contre-révolution.

Ce processus a trouvé son expression dans le coup d'État contre-révolutionnaire de Chang Kai Chek et autres généraux, dans la constitution du gouvernement de Nankin et la dissidence de la droite du Kuomintang, qui a formé, sous le drapeau du Kuomintang, sa propre organisation contre-révolutionnaire.

Le coup d'État de Chang Kai Chek a créé une nouvelle situation politique générale en Chine et nouvelle disposition des principales forces de classe dans le pays. Ce coup d'État dénote un regroupement radical des classes. C'est pourquoi la tactique de l'IC doit prendre et comme point de départ cette situation nouvelle. Toute tentative d'édifier une tactique dans l'espoir d'un compromis avec Chang Kai Chek

ou avec la droite du Kuomintang n'est rien d'autre qu'une capitulation directe devant Chang Kai Chek et une trahison ouverte aux intérêts de la révolution chinoise.

La principale cause de la défection de la bourgeoisie et de la trahison de son chef militaire Chang Kai Chek fut, d'une part, le déploiement du mouvement des masses ouvriers et paysannes et les succès du PC chinois et, d'autre part, une pression croissante de la part des forces unies de l'impérialisme international. Craignant le développement du mouvement des masses avec ses revendications et mots d'ordre révolutionnaires de classe, la bourgeoisie nationale devait inéluctablement préférer — et c'est ce qu'elle fit — le marché avec les impérialiste et les militaristes au développement ultérieur de la lutte révolutionnaire. Par là même, la bourgeoisie nationale s'est exclue du front national-révolutionnaire et passa au camp de la contre-révolution. En dépit sa défaite partielle et de la contre-révolution de Chang Kai Chek et Cie la révolution s'est élevée à un échelon supérieur : le bloc de la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, de la paysannerie et du prolétariat, s'est écroulé pour commencer à se transformer en un bloc du prolétariat, de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie, le prolétariat jouant de plus en plus un rôle prépondérant.

L'étape maintenant terminée de la révolution chinoise est caractérisée par la présence de deux camps adversaires: d'une part, le camp de l'impérialisme étranger, des militaristes féodaux et d'une partie de la grande bourgeoisie constituée par les compradores ; d'autre part, le camp de la bourgeoisie nationale révolutionnaire, des paysans, des artisans des ouvriers. Cette étape accusait la tendance de transformer ces deux camps en *trois*, séparant la bourgeoisie

nationale et l'opposant au «bloc de gauche» des prolétaires, des artisans et des paysans.

Le moment actuel est précisément caractérisé par l'existence de ces *trois* camps.

Chang Kai Chek fusille déjà les ouvriers et les paysans, mais il se bat encore avec les militaristes du Nord.

Cependant, toute la logique de la lutte transformé ces trois camps en deux, mais deux camps *nouveaux*, étant donné que la grande bourgeoisie (avec à sa tête Tchang Kai Chek, Pai Sun Chi et C^{ie}) se rapproche inévitablement de plus en plus de la réaction féodale et de l'impérialisme étranger, et que ce processus ira s'accélérer.

La crise de la révolution chinoise et la combinaison actuelle des forces sociales de classes montrent et prouvent que même l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise dirigée contre le féodalisme (y compris la révolution agraire) et, d'autant plus, l'achèvement de la lutte contre l'impérialisme ne peuvent être atteints que dans la lutte *contre* la bourgeoisie, devenue contre-révolutionnaire. Une lutte conséquente d'émancipation nationale, non seulement n'est pas en contradiction avec le développement du mouvement de masse des ouvriers et des paysans ou avec les revendications de la révolution agraire mais, bien au contraire, implique précisément la croissance du mouvement des grandes masses populaires dans le sens du renversement direct de l'impérialisme.

Le CEIC estime que la tactique du bloc avec la bourgeoisie nationale, dans la période déjà écoulée de la révolution, était parfaitement juge. L'expédition du Nord, accompagnée partout d'une croissance du mouvement des masses

ouvrières et paysannes, des syndicats, des Ligues et Comités paysans et, en fin, la croissance du PC chinois suffisait à elle seule à justifier historiquement cette tactique.

Le CEIC estime que le Présidium a eu raison de donner en même temps la directive de démasquer Chang Kai Chek, de s'emparer des principales positions stratégiques dans l'appareil du gouvernement et du Kuomintang, de viser à isoler la droite du Kuomintang, de s'orienter vers les masses, etc., etc...

De même, le CEIC approuve l'attitude adoptée par le Présidium au lendemain du coup d'État de Chan Kai Chek et formulée pour la première fois dans l'appel de l'IC, publié immédiatement après le coup d'État.

Le CEIC souligne une fois de plus que le coup d'État de Chang Kai Chek et le regroupement radical des classes qu'il signifie sont le point de départ de toute la tactique ultérieure, rejetant l'unité, le compromis, le marchandage avec la bourgeoisie qui a trahi le mouvement national-révolutionnaire pour devenir une force active de la contre-révolution.

Le CEIC constate que la ligne de la social-démocratie et d'Amsterdam dans les questions "intérieures" de la révolution chinoise découle directement de son attitude en vers la politique de de l'impérialisme en Chine. Les social-démocrates "de gauche" en paroles, "défendent" les ouvriers de Changhai, mais en réalité, en divisant par un "mur chinois" la révolution socialiste de la révolution bourgeoise démocratique, en combattant contre l'avant-garde des ouvriers communistes chinois, ils combattent l'hégémonie du prolétariat dans la révolution nationale et, par conséquent,

sont pour la victoire du bloc bourgeois impérialiste. La social-démocratie officielle et Amsterdam s'orientent de plus en plus vers l'aide à Chang Kai Chek, vers l'alliance les organisations "ouvrières" jaunes que la contre-révolution tente de substituer aux syndicats révolutionnaires. En accusant les communistes de scission du mouvement national-révolutionnaire (tels que le font les social-démocrates de droite) et de défense insuffisante des intérêts particuliers du prolétariat chinois (tels que le font les social-démocrates de "gauche") le menchévisme international, en fait, devient l'allié direct, non seulement de l'impérialisme étranger, mais encore de ses agents en Chine : la bande des bourreaux de la classe ouvrière installée à Nankin.

3. — La défaite partielle de la révolution chinoise et les principales forces de la contre-révolution

Le CEIC constate que la série des coups de force bourgeois contre-révolutionnaires (à Changhai, Nankin, Canton, etc.), témoignent d'une défaite partielle de la révolution et d'un certain accroissement des forces du bloc contre-révolutionnaire.

Cependant, le CEIC considère que l'opinion selon laquelle cette défaite serait décisive pour tout l'avenir de la révolution, est fausse.

Elle est fausse déjà en ce qu'elle considère que la bourgeoisie chinoise est la principale menace la révolution, en dehors de la liaison de la bourgeoisie avec l'impérialisme et en sous-estimant le mouvement spontané puissant des masses laborieuses. Or, toutes les forces de Chang Kai Chek auraient été écrasées par les armées révolutionnaires si les principales forces de la contre-révolution n'étaient étayées

par les forces de l'*impérialisme international*, opérant par toutes les méthodes et possédant des agents parmi les éléments incertains du front révolutionnaire.

Le CEIC fait un devoir impérieux à toutes ces Sections d'expliquer à la classe ouvrière et aux paysans le fait cardinal que précisément les troupes impérialistes qui ont occupé de fait presque tous les principaux centres industriels de Chine, sont la principale force contre-révolutionnaire en Chine.

Relativement faible, la bourgeoisie chinoise n'aurait pu constituer une menace considérable les masses chinoises révolutionnaires, si elle n'était soutenue directement ou indirectement pat les interventionnistes étrangers. Ces derniers concentrent leurs forces armées, font le blocus des ports, isolent les centres de la révolution, soudoient les armées contre-révolutionnaires, tentent de décomposer les armées de la révolution, exercent une pression diplomatique continue, soutiennent les conspirateurs sur les territoires du gouvernement révolutionnaire, organisent le sabotage de la production, du commerce et du crédit par la bourgeoisie étrangère et nationale, etc., etc...

Il convient surtout de relever les efforts enragés des impérialistes pour organiser la répression des ouvriers et communistes l'écrasement du mouvement paysan et l'isolement de l'URSS.

La défaite partielle de la révolution a pourtant comme contrepartie sa transition à une étape supérieure et le début d'une mobilisation plus intense des masses. La croissance du mouvement paysan, l'organisation des forces armées sous la forme de détachements d'insurgés, une série de victoires de ces forces s'organisant spontanément sur les armées des

généraux félons, la conservation, malgré la terreur forcenée de la contre-révolution, des organisations de la classe ouvrière, la croissance constante du PC et du Kuomintang de gauche, voilà d'importants symptômes montrant que la révolution chinoise continue à se développer et à gagner en profondeur.

Le gouvernement d'Hankéou et le Kuomintang de gauche expriment dans leur tendance principale le bloc révolutionnaire des masses urbaines et rurales avec le prolétariat. En dépit des trahisons possibles et même inévitables à l'avenir de quelques généraux, de quelques groupes de généraux, leaders ou groupes de l'aile gauche du Kuomintang, le développement de la lutte de classe, lèvera inévitablement les masses dont le mouvement est le gage des victoires futures.

Pour cette raison, le CEIC considère profondément erronée la conception «liquidationniste» de la crise actuelle de la révolution chinoise comme d'une défaite décisive, créant une nouvelle situation internationale. Foncièrement fausse, elle ne peut ne pas servir d'instrument de désorganisation des rangs prolétariens, désorganisation qui est particulièrement néfaste maintenant que l'unité de volonté d'action est indispensable de la part de l'IC et du prolétariat révolutionnaire.

4. — L'organisation des masses ouvrières et paysannes et les principales tâches du PCC

Les difficultés immenses qui se dressent sur le chemin de la révolution chinoise et en premier lieu les difficultés liées à l'intervention, armée ou non, des forces unies des impérialistes et celles causées par les trahisons et les

désertions à l'ennemi des groupements sociaux hésitants, créent une situation où l'achèvement victorieux de la révolution exige l'entraînement dans la lutte des masses immenses de travailleurs. Seul, l'entraînement de ces masses dans la lutte active pour créer la force qui brisera la contre-révolution intérieure et l'intervention impérialiste, supprimera le partage de la Chine par les impérialistes, détruira les vestiges des rapports féodaux, achèvera la révolution démocratique et créera des conditions pour le passage du développement de la Chine dans la voie du socialisme.

La mobilisation des masses ne peut s'effectuer dans les campagnes que sur la base de la révolution agraire et dans les villes de la satisfaction des besoins matériels et politiques de la classe ouvrière. Les mots d'ordre d'abolition complète des taxes de fermage perçues par les riches, de répartition des terres, de confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers, des mandarins, des monastères, etc., l'interdiction des contrats d'asservissement, d'annulation des dettes contractées par les paysans pauvres envers le capital usurier, de la réduction énergique des impôts et du transfert du fardeau fiscal sur les catégories les plus riches, etc…, tels sont les mots d'ordre qui doivent être appliqués sur le territoire du gouvernement de Hankéou pour lever les masses contre les traîtres bourgeois et les militaristes du Nord.

La révolution agraire comprenant la confiscation et la nationalisation de la terre : tel est le contenu intérieur social, économique, fondamental de la nouvelle étape de la révolution chinoise. Ce qui importe maintenant, c'est que la question agraire soit résolue la «plèbe», par les dizaines et les

centaines de millions de paysans d'en bas et que PC se mette à la tête du mouvement, qu'il le guide. En même temps, le PC doit aussi mener à l'intérieur du gouvernement une politique qui contribuera au déclanchement de la révolution agraire aussi de la part du gouvernement ; c'est cela seulement qui pourra, au stade donné du développement, transformer de fait le gouvernement en centre politique et organisatoire de la révolution ouvrière-paysanne et en organe de dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans. D'ailleurs, ce n'est que par une telle politique que l'on peut créer des unités armées réellement sûres et réorganiser toute l'armée sur une base révolutionnaire solide.

Dans les villes, il faut s'efforcer d'élever le niveau matériel des ouvrières, d'améliorer radicalement leur situation juridique, à la fabrique connue dans la vie sociale en général, de supprimer radicalement toute cette législation qui fait d'un ouvrier un "être" privé de droits, de réaliser le mot d'ordre de la journée de 8 heures, l'augmentation des salaires, la reconnaissance du droit d'agitation, etc.

En même temps, il faut mener hardiment, rapidement et énergiquement la politique d'armement en masse des ouvriers et des paysans et en premier lieu les éléments organisés et les plus conscients. Cette politique doit être menée avec toute la vigueur nécessaire.

Le CEIC estime que le PC chinois doit tendre toutes ses forces pour mener par lui-même et aussi en collaboration avec la gauche du Kuomintang, le travail le plus énergique pour la mobilisation et l'organisation des masses. Recrutement plus énergique dans les villes, comme dans les campagnes, des masses travailleuses dans le Kuomintang,

qui doit aussi vite que possible être transformé en une large organisation de masses — telle est actuellement la principale tâche du PC chinois.

Le CEIC attire l'attention soutenue du PC chinois sur la nécessité de renforcer et élargir par tous les moyens, toutes les organisations de masses des ouvriers et des paysans, notamment les Syndicats, les Comités de grève, les Comités d'usines, les détachements ouvriers, etc., les Comités paysans, les Ligues paysannes, les organisations de salariés agricoles, les détachements armés de paysans, les organisations de la petite-bourgeoisie des villes, des petits artisans, etc. Dans toutes ces organisations, il faut mener une campagne pour l'adhésion au Kuomintang, transformant ce dernier en une puissante organisation de masse de la démocratique petite-bourgeoisie révolutionnaire et de la classe ouvrière.

Le CEIC repoussant délibérément l'affirmation que les objectifs de la révolution nationale sont en contradiction avec ceux de la politique du prolétariat, considère que cette affirmation, que l'on rencontre aussi bien parmi les groupements européens d'extrême-gauche, que parmi la social-démocratie n'est autre chose que la *renonciation* à l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique chinoise, un *désistement* en faveur un corporatisme soi-disant "ouvrier" qui, politiquement, n'est qu'une variété de l'opportunisme et fait du prolétariat un appendice du camp démocratique. Or, après le passage de la bourgeoisie au camp contre-révolutionnaire, le prolétariat devient de plus en plus le chef, le guide hégémone reconnu de tout le mouvement révolutionnaire. La révolution chinoise ne peut se développer plus loin et vaincre sans qu'augmente le rôle de la classe

ouvrière en qualité de chef de toute la révolution qui ne peut être achevée que dans la lutte *contre* la bourgeoisie.

5. — Le PC et le Kuomintang

Le PC chinois ne pourra remplir les devoirs qui lui incombent en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière que s'il a sa physionomie politique propre, distincte de la physionomie politique même des révolutionnaires petits-bourgeois les plus à gauche. Le PC, quelle que soit la situation politique, ne doit jamais se dissoudre en aucune autre organisation politique. Il doit constituer une force indépendante, il est l'organisation d'une classe distincte, le prolétariat, la classe la plus conséquente et la plus révolutionnaire du pays. C'est pourquoi le PC ne doit pas lier les mains quant à la propagande de ses idées et à la mobilisation des masses sous ses drapeaux. Il ne doit pas renoncer à son droit de critiquer les oscillations et les hésitations de la démocratie petite-bourgeoise révolutionnaire. Bien au contraire. Seule cette critique poussera les révolutionnaires petits-bourgeois à gauche, garantira l'hégémonie de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire.

Cependant, l'indépendance du PC chinois ne peut aucunement être comme un repli sur soi-même, un isolement à l'égard des catégories non prolétariennes, en premier lieu des paysans. De ce point de vue, le CEIC repousse catégoriquement la revendication de la sortie du Kuomintang aussi bien que la position qui mène inévitablement la sortie. Donner actuellement comme mot d'ordre : "*Pour le moment*, rester dans le Kuomintang", tout aussi absurde que de lancer le mot d'ordre de "*sortir* du Kuomintang", car le moment actuel exige du Parti

prolétarien précisément que le rôle dirigeant du prolétariat *au sein* du Kuomintang soit assuré. Le Kuomintang en Chine est précisément la forme spécifiquement chinoise d'organisation où le prolétariat collabore directement avec la petite-bourgeoisie et la paysannerie. On ne peut prétendre à ce que le prolétariat ait l'hégémonie *dans le pays* sans que le PC, le Parti de la classe ouvrière, ne prétende au rôle de l'hégémonie *au sein du* Kuomintang.

Le CEIC estime qu'une politique sous-estimant le Kuomintang en tant que forme d'organisation particulière du mouvement révolutionnaire aboutirait en fait à la mainmise de la droite sur le drapeau du Kuomintang. C'est précisément parce que le drapeau du Kuomintang est un facteur politique des plus considérables dans le pays que les leaders bourgeois, Chang Kai Chek en tête, s'efforcent de marcher sous ce drapeau. La tactique du PC ne doit pas consister à couvrir cette manœuvre politique de Chang Kai Chek (ce qui se produirait fatalement si on avait pour orientation la sortie du Kuomintang), mais à démasquer les politiciens bourgeois comme traîtres à la cause de la révolution nationale, traîtres au Kuomintang, traitres aux traditions anti-impérialistes du Sunyatsenisme, transfuges au temps des impérialistes.

Le CEIC considère erronée l'opinion que la révolution émancipatrice nationale est "achevée" et qu'une autre révolution de classe, ouvrière et paysanne, a "commencé". Après le coup d'Etat de Chang Kai Chek, il est devenu clair, même aux larges masses, que la révolution émancipatrice nationale ne peut se développer que sous l'hégémonie de la classe ouvrière. Et c'est pourquoi le drapeau du Kuomintang qui fut celui de la lutte d'émancipation nationale, ne doit pas être livré à ceux qui l'ont *trahi*.

Le CEIC considère que, ayant comme objectif un développement hardi et énergique du mouvement de masse, le PC chinois doit tout aussi hardiment et énergiquement travailler à la transformation du Kuomintang en une véritable organisation de masses englobant la population laborieuse urbaine et rurale.

Le CEIC estime que les tâches qui se posent au Kuomintang exigent une adaptation correspondante de ses formes d'organisation adéquates. Il faut se réorganiser le plus rapidement possible dans le sens d'un rapprochement beaucoup plus considérable avec les masses, il faut un large recrutement des ouvriers, des paysans et des artisans dans le Kuomintang, l'adhésion collective des organisations d'ouvriers, de paysans, de soldats, d'artisans (Syndicats, Comités d'usine, paysans, Ligues paysannes, organisation corporatives d'artisans, de soldats, détachements partisans paysans «piques rouges» en les épurant des éléments contre-révolutionnaires, détachements ouvriers, etc.) l'éligibilité complète des organismes locaux et centraux du Kuomintang.

C'est seulement en appliquant ce cours énergique dans le développement du Kuomintang pour en faire une organisation vraiment large élisant sa direction, une organisation de masses vraiment démocratique révolutionnaire, qu'on créera les prémisses pour le renforcement et le développement victorieux de la révolution démocratique en Chine.

Seule l'application d'un tel cours offrira le maximum de contre-mesures contre la défection possible et inévitable de certains groupes hésitants de membres de la gauche du Kuomintang (comme ce fut le cas à Canton) et contre la trahison de certains généraux et autres militaires hésitants.

Le PC est obligé de démasquer à temps tout genre d'hésitations dans le sens d'une union avec Chang Kai Chek ou union avec les impérialistes et de prendre les mesures concrètes correspondantes aussi bien pour propagande et l'agitation que dans le domaine des contre-mesures organisatoires.

Le PC chinois conservant et développant son organisation de Part, doit, dans une mesure toujours croissante, influer sur le travail du Kuomintang. Il ne pourra réaliser cette tâche que dans la mesure où il prend pleinement conscience de sa position prolétarienne de classe, qu'il maintient fermement sa ligne idéologique et politique et renforce et affermit son organisation, qu'il fait participer à direction du Parti les ouvrier communistes, qu'il renforce l'influence du Parti sur les masses ouvrières et paysannes, qu'il accroit parmi elles l'autorité Parti.

Le CEIC remarque que dans le PC chinois, il y a eu un certains flottements précisément sur cette question, qu'il n'a pas toujours fait preuve d'une fermeté suffisante dans la critique des leaders du Kuomintang, qu'au sein du Parti il y eut parfois une certaine appréhension l'égard du développement des masses et, en premier lieu, l'égard du mouvement paysan aspirant à s'emparer des terres, à chasser les gentry et les propriétaires fonciers.

Ces flottements particulièrement nuisibles dans l'étape actuelle de la révolution, indiquant que tous les camarades du PC chinois n'ont pas assez clairement compris la ligne de l'IC dans la révolution chinoise.

Le PC chinois, en tant que Parti de la classe ouvrière, doit se mettre à la tête du mouvement des paysans et lutter avec

le grand acharnement contre toute tentative de restreindre l'ampleur de ce mouvement.

Le CEIC exprime sa conviction profonde que le jeune PC chinois, qui a accusé une croissance formidable et qui a déjà donné de véritables modèles d'héroïsme révolutionnaire, corrigera rapidement ces erreurs dues au caractère complexe des événements et à la jeunesse du mouvement communiste en Chine.

6. — Le gouvernement de Hankéou. — La question du pouvoir, l'armée et les tâches du PC chinois

Le CEIC juge erroné le point de vue de ceux qui sous-estiment le gouvernement d'Hankéou et nient sa réalité, son grand rôle révolutionnaire. Le gouvernement de Hankéou et les chefs du Kuomintang de gauche représentent par leur composition de classe non seulement des paysans, des ouvriers et des artisans, mais aussi une partie de la bourgeoisie moyenne, c'est pourquoi le gouvernement d'Hankéou, qui est un gouvernement de l'aile gauche du Kuomintang, n'est pas encore la dictature du prolétariat et des paysans, mais il est sur la route d'une telle dictature et inévitablement en cas d'une lutte de classe victorieuse du prolétariat, perdant les bourgeois radicaux, faisant temporairement le même chemin, surmontant les trahisons, il se développera inévitablement vers une telle dictature.

Le CEIC estime que le PC chinois doit participer le plus énergiquement au travail du «gouvernement révolutionnaire provisoire» d'Hankéou. Le refus d'y participer ou une attitude vague et septique, tout en étant très "radicale et révolutionnaire" par sa forme, ne fait que répéter l'erreur des menchéviks russes de 1905, qui jugeaient impossible de

participer à un gouvernement provisoire révolutionnaire et préféraient être "l'opposition extrême gauche" tout en se traînant à la queue la bourgeoisie.

Ce qui est caractéristique pour la position des menchéviks était précisément d'avoir *refusé* la participation au gouvernement *révolutionnaire* et accepté la participation à des gouvernements de *coalition contre-révolutionnaires*.

La participation au gouvernement révolutionnaire de Hankéou n'a rien de commun avec les coalitions bourgeoises-socialistes en Europe, car Hankéou mène *effectivement* une lutte révolutionnaire contre les impérialistes, les féodaux et maintenant aussi contre une importante partie de la bourgeoisie de son propre pays.

C'est pourquoi le CEIC estime que le PC doit travailler de la façon la plus énergique dans les organes du gouvernement, dans la capitale et en provinces, tout en critiquant le manque de fermeté de ses alliés, même les plus proches, et en assurant la juste ligne de la politique gouvernementale.

Le CEIC attire particulièrement l'attention du PC chinois sur le fait que maintenant, plus que jamais, le contact entre le gouvernement révolutionnaire et les masses populaires est nécessaire. Ce n'est que par ce contact étroit réalisé en premier lieu à l'aide du Kuomintang, ce n'est que par *l'orientation résolue vers les masses* qu'il sera possible de renforcer toujours plus l'autorité du gouvernement révolutionnaire et son rôle comme centre organisateur de la révolution.

La tâche du PC est d'assurer une telle orientation du gouvernement de Hankéou. Sans la réalisation de cette tâche, sans le déploiement d'un mouvement de masse, sans

la révolution agraire, sans une amélioration décisive de la situation de la classe ouvrière, sans la transformation du Kuomintang en une large et véritable organisation des masses laborieuses, sans le raffermissement ultérieur des syndicats et la croissance du PC, sans la liaison la plus étroite du gouvernement d'Hankéou avec les masses, il est impossible de conduire la révolution jusqu'à son couronnement victorieux.

Le CEIC estime que seule une telle tactique justifie la participation des communistes au gouvernement. Sans cette tactique la participation aurait un caractère de combinaison entre les chefs et de calculs de politiciens qui seront annulés par la vie, par la marche de la grande lutte des classes. Établir et maintenir le contact entre le travail du gouvernement et le travail parmi les masses, tel est le devoir primordial du PC chinois.

Le CEIC estime dans les conditions actuelles, l'opportunité révolutionnaire exige une large démocratie le développement le plus rapide de toutes les formes d'organisation ouvrières et paysannes de masse. On ne peut fermer les yeux sur une particularité spécifique du développement en Chine qui crée une organisation aussi originale que le Kuomintang révolutionnaire, formant directement le gouvernement. L'englobement de grandes masses dans le Kuomintang, l'élection de ses organes dirigeants par des masses, la formation du gouvernement national-révolutionnaire par cette organisation élective, telle est la forme particulière de de liaison entre les masses et le pouvoir révolutionnaire qui correspond à la phase actuelle de la révolution chinoise.

La diversité de la situation dans les différentes provinces du territoire de Hankéou détermine les premiers temps une diversité de formes d'organisations du pouvoir local (par exemple: le pouvoir des Ligues et Comités paysans dans les villages, des Comités du Kuomintang, etc., etc...). La principale tâche des communistes en ce qui concerne la formation du pouvoir local est de faire participer à sa composition, à son travail la masse des travailleurs, les centaines de millier et de millions d'ouvriers et de paysans.

Le CEIC estime inopportun à l'heure actuelle le mot d'ordre des Soviets de députés ouvriers et paysans, qui ne se serait autre chose (sur le territoire sous l'autorité de Hankéou) le mot d'ordre de proclamation du *pouvoir* soviétique.

Le mot d'ordre de formation immédiate des Soviets de députés d'ouvriers, de paysans et de soldats, dans la phase actuelle de la révolution chinoise signifierait inévitablement la dualité du pouvoir, s'orienter vers le renversement de Hankéou, sauter par-dessus la forme d'organisation des masses que représente le Kuomintang et par-dessus le pouvoir d'État pour aller directement à l'instauration du pouvoir soviétique en Chine, comme forme d'État de la dictature du prolétariat. Lors du développement ultérieur de la révolution signifiant le commencement du processus de transformation de la révolution démocratique révolutionnaire en révolution socialiste, il sera nécessaire de créer des soviets de députés ouvriers, de paysans et de soldats. À ce moment le d'ordre de création des Soviets sera le mot d'ordre principal du Parti.

Le CEIC estime qu'à l'heure actuelle une question particulièrement brûlante est celle de la réorganisation de

l'armée, de la création d'unités militaires absolument fidèles à la révolution, de la liaison de l'armée avec les organisations ouvrières et paysannes, de la formation des cadres de l'armée, de la transformation de l'armée actuelle d'armée mercenaire en armée régulière de la révolution. Il faut porter particulièrement l'attention à la formation des unités de troupes absolument sûres composées de paysans d'ouvriers révolutionnaires, au recrutement des communistes et des membres sûrs et fermes de la gauche du Kuomintang pour l'armée, à l'épuration de l'armée des éléments contre-révolutionnaires, à la création de la garde ouvrière.

7. — Quelques problèmes fondamentaux de tactique de la politique révolutionnaire actuelle en Chine

Le PC chinois est placé devant des tâches d'une extrême complexité. L'enchevêtrement de la lutte contre les impérialistes et les militaristes avec la lutte contre la bourgeoisie nationale ; la présence d'importantes forces armées impérialistes sur le territoire chinois, le démembrement effectif de la Chine en trois zones, l'extrême diversité des rapports tant économiques que politiques, la présence simultanée d'un front commun des impérialistes et de contradictions à l'intérieur de ce front ; la maturation très inégale de la révolution dans les diverses parties de la Chine ; les formes « militaires » spéciales de la révolution et les contradictions au sein des armées, les contradictions au sein de la gauche elle-même du Kuomintang, etc., etc..., tout cela crée des difficultés exceptionnelles pour le développement de la révolution.

Le CEIC estime que le gouvernement de Hankéou, étant données ces difficultés, la tactique de *louvoiement et de*

manœuvres à l'égard de l'impérialisme étranger est parfaitement admissible du point de vue de principe.

Le CEIC repousse le point de vue selon lequel la tactique de « Brest-Litovsk », de louvoiement et de manœuvres est exclue en principe en raison du caractère non prolétarien du pouvoir.

Le CEIC estime que ce point de vue repose sur des erreurs politiques et théoriques grossières.

Au moment où la révolution prolétarienne est en train de mûrir, au moment où le Parti prolétarien est dans la situation d'une opposition révolutionnaire contre le gouvernement, le Parti est de règle, *contre* la guerre, il est pour le *renversement* de ce gouvernement et *nullement* pour faciliter les tâches à ce gouvernement.

Dans les conditions actuelles de la Chine, le PC est *pour* la guerre menée par Hankéou. Il est *responsable* politique du gouvernement de Hankéou, dans lequel il entre directement. Il est pour *faciliter* par tous les moyens la tâche de ce gouvernement. C'est pourquoi le PC ne peut rien en avoir "en principe" contre la tactique du louvoiement. *Responsable* de la politique du gouvernement, le PC ferait tout bonnement une sottise si, *quelles que soient les circonstances*, il repoussait la tactique des compromis, c'est-à-dire s'il engageait obligatoirement le combat sur tous les fronts *à la fois*.

C'est pourquoi le CEIC considère que cette question doit être résolue concrètement conformément à des conditions concrètes, qu'on ne peut prévoir à l'avance, car il est impossible de prévoir exactement à l'avance et évaluer

absolument exactement le rapport des forces entre les partis en lutte.

L'admissibilité d'une tactique de louvoiement doit se refléter dans la politique *économique* du gouvernement pour lequel il n'est pas obligatoire de confisquer immédiatement toutes les entreprises étrangères. Là aussi, les compromis sont admissibles en principe.

D'autre part, le CEIC estime que le sabotage de la partie de la bourgeoisie nationale et étrangère dans un certain nombre d'entreprises (industrielles, commerciales, de crédit), sabotage qui conduit au chômage et vise à créer le chaos et la paralysie économique, peut mettre le gouvernement dans la nécessité de confisquer et de nationaliser les entreprises de ce genre. Le gouvernement national-révolutionnaire ne peut tolérer la destruction de la vie économique par les ennemis de la révolution et, dans cas pareils, par mesures énergiques, par le moyen de ses organes et avec l'aide des organisations prolétariennes, il doit prendre en ses propres mains la gestion des entreprises.

Quand faut-il conclure un compromis et quand faut passer l'offensive? Cela dépend des conditions concrètes. En particulier, le CEIC estime que la tactique proposée par quelques camarades de Shanghai, à l'occasion du coup d'État de Tchang Kai Chek, a été absurde. Cette tactique consistait à soulever à l'avance une insurrection contre les impérialistes et contre Tchang Kai Chek ou à leur livrer un combat armé sur un large front. La tactique de l'insurrection consiste, une fois l'insurrection a commencé, *à prendre l'offensive*. On ne peut commencer l'offensive que lorsqu'il y a une certaine *chance* de succès. Il ne faut pas «jouer avec l'insurrection». La tactique de l'insurrection *à tout prix* n'est

pas léniniste. Dans une intervention armée déployée, les ouvriers de Shanghai auraient été exterminés le bloc des forces armées de Tchang Kai Chek et des impérialistes et l'élite du prolétariat chinois aurait ainsi péri dans un combat où il n'y avait absolument aucune chance de succès.

À l'heure actuelle, la situation générale en Chine exige du PC chinois la stratégie militaire politique suivante : appuyer les opérations militaires vers le Nord, approfondir en même temps la révolution agraire sur tout le territoire occupé par Hankéou et mener un travail intense de désagrégation à l'arrière et dans l'armée de Tchang Kai Chek dans le but de liquider ce dernier, ce qui, naturellement, n'exclut pas des actions militaires directes contre lui au moment opportun.

La mise sur les masses se fera aussi ressentir dans la guerre civile. Avec une politique juste, la victoire de la révolution sera assurée.

Le PC doit avoir pour tâche de consolider, dans la mesure du possible, le front des ouvriers, des paysans, de la petite-bourgeoisie, en développant de toutes ses forces le mouvement agraire, il est nécessaire en même temps de garantir à la petite-bourgeoisie l'inviolabilité de la propriété acquise par le travail en l'aidant dans la lutte contre le capital usurier. En consolidant ainsi le bloc des forces réellement révolutionnaires agissant sous l'hégémonie de la classe ouvrière, en soudant par tous les moyens ses forces de classe en organisations puissantes sur le territoire du gouvernement de Hankéou, le PC doit être à la tête également du mouvement des masses sur les territoires occupés par les forces de la contre-révolution.

La constitution d'organisations illégales considérables en commençant par l'organisation du Parti et en finissant par celle des associations paysannes, l'organisation et la direction du mouvement paysan et du mouvement ouvrier, la préparation des actions de masse, le travail parmi les soldats, tout cela constitue les tâches les plus importantes du Parti.

8. — Les Partis de l'IC et la révolution chinoise

Partant de la signification générale et du rôle de la révolution chinoise; le CEIC constate ce qui suit :

1) La majorité des Sections de l'IC a suffisamment pris conscience de cette signification et a fait preuve d'une activité insuffisante pour soutenir la révolution chinoise ;
2) Les communistes membres de la Ligue anti-impérialiste, ont fait preuve d'une activité non moins insuffisante.

Le CEIC estime qu'il est absolument nécessaire de corriger au plus tôt cette erreur et, dans ce but, à tous les PC de prendre des mesures énergiques dans les domaines de :

a) L'agitation et la propagande dans la presse ;

b) Le travail dans les syndicats et autres organisations ouvrières de masse ;

c) Le travail dans les colonies et les pays dépendant des métropoles ;

d) Le travail parmi les soldats envoyés en Chine.

Le CEIC attire l'attention sur la nécessité d'une préparation sérieuse pour empêcher en fait et non en parole,

l'expédition d'armes et de troupes en Chine. Il fait une obligation à tous les PC de mener le travail le plus énergique parmi les troupes impérialistes et de faire toute la propagande pour leur passage au côté des troupes révolutionnaires du peuple chinois.

Le CEIC charge les Comités Centraux des PC d'élaborer des mesures concrètes dans cette direction.

Le CEIC envoie son salut fraternel à la Section chinoise et l'assure de sa sympathie chaleureuse dans sa grande lutte révolutionnaire.

Résolution sur les interventions de Trotski et Vouiovitch au Plénum du CEIC

Source : *La Correspondance Internationale*, no.62, 7e année, 8 juin 1927, p. 833-834.

Sur proposition des délégations des PC de d'Allemagne, d'Angleterre, de France, d'Italie, de Tchécoslovaquie et des États-Unis d'Amérique, le Plénum du CEIC a accepté la résolution suivante :

Le Plénum du CEIC constate, devant les ouvriers communistes du monde entier, que dans la situation actuelle des plus sérieuses, alors que tous nos ennemis dirigent leurs feux contre nous, quelques membres, autrefois dirigeants de l'IC, sont prêts à lancer contre le Parti bolchévik mondial les attaques les plus grossières et les plus inconsidérées. Toute l'intervention de ces chefs de l'opposition a contribué à entraver et à alourdir les tâches révolutionnaires décisives du moment présent : la mobilisation de toutes les forces révolutionnaire et l'enrôlement de toute la classe ouvrière internationale contre la guerre impérialiste.

Le 5e Congrès Mondial de l'IC a condamné le trotskisme comme une «une déviation petite-bourgeoise». Le 7e Plénum du CEIC (décembre 1926) a condamné dans sa résolution sur la question de l'US, le bloc de l'opposition comme personnification d'une «déviation social-démocrate», dont le but est d'entretenir le découragement et l'esprit de capitulation au sein du Parti. Le Plénum a signalé «le caractère inconciliable de ces conceptions avec les principes léninistes» et a constaté que la plate-forme de l'opposition contredit les principes véritable internationalisme et la ligne

de principe de l'IC». Le 7e Plénum a constaté encore que «le bloc de l'opposition est devenu le point du ralliement de tous les courants au sein et l'extérieur du PCUS qui ont fait banqueroute et qui ont été condamnés par le Parti et par l'IC.

Le Plénum a surtout condamné «l'activité désorganisatrice» du bloc de l'opposition.

Sans tenir compte de leurs engagements solennellement pris par la déclaration du 16 octobre 1926, sans tenir compte des résolutions précises par l'ensemble des membres du parti et la 15e Conférence du PCUS, sans prendre en considération les diésions du 7e Plénum du CEIC, les camarades Trotski et Zinoviev non seulement n'ont pas renoncé à leur activité fractionnelle dirigée contre la ligne de l'IC, ils l'ont encore poursuivie et renforcée.

Étant donné que Zinoviev, relevé de toutes fonctions dans l'IC par la décision du 7e Plénum, ne pouvait prendre part cette session, Trotski est intervenu comme porte-parole du bloc de l'opposition. Il a renouvelé, avec une violence sans exemple, les attaques du bloc de l'opposition contre la ligne léniniste dans toutes les questions de principe de la révolution.

La ligne politique défendue dans la session actuelle du Plénum du CEIC par Trotski et Vouiovitth, et entièrement approuvée par Zinoviev et Radek, est en contradiction brutale, irréconciliable dans ses principes, avec la politique de l'IC élaborée par Lénine.

Les traits caractéristiques de cette ligne opportuniste anticommuniste sont :

1) Le trouble et le discrédit jetés dans la lutte de l'IC contre les dangers de guerre. Ce n'est pas contre ceux qui poussent à la guerre impérialiste que les trotskistes ont dirigé leurs principaux coups, mais Trotski a déclaré que "le plus dangereux des dangers est le régime dans le Parti". Sous ce mot d'ordre, Trotski prêche en réalité le défaitisme réactionnaire contre la cause de la révolution prolétarienne. Par contre, malgré des invitations réitérées, il n'a pas dit un mot pour abandonner son point de vue antiléniniste notoire dans les questions fondamentales de la tactique révolutionnaire dans la première guerre mondiale impérialiste. Ce sont précisément les divergences d'alors entre le trotskisme et Lénine (rejet du défaitisme révolutionnaire, rejet de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, rejet du mot d'ordre de la fraternisation qui constituaient pendant la guerre la ligne de démarcation entre le bolchévisme et toutes les nuances de l'opportunisme social-démocrate. Contrairement aux directives de Lénine, de faire les plus grands efforts pour réaliser un travail véritable et pratique contre les dangers de guerre, Trotski, à la séance du Plénum du CEIC, n'a pas fait la moindre proposition pratique pour la lutte contre la guerre. Il s'est limité à l'exigence, plusieurs fois repoussée par l'IC, de rompre le Comité anglo-russe, ce qui, dans le moment actuel, ne peut que servir les desseins des réformistes traîtres à la classe ouvrière anglaise ;
2) L'appréciation complètement fausse de la nature de la révolution chinoise. Cette appréciation est en contradiction avec tous les enseignements de Lénine

sur les tâches des communistes dans une révolution bourgeoise démocratique dans un pays semi-colonial arriéré. L'exploitation défaitiste de quelques défaites partielles de la révolution bourgeoise, particulièrement du coup d'État de Tchang Kai Chek, pour diffuser l'esprit liquidateur et petit bourgeois de la panique. Une interprétation calomnieuse de la politique du PCUS et de l'IC, avant et après la chute de Shanghai pour les rendre responsables de la trahison à la révolution chinoise. Trotski qui, en 1923 au seuil de la révolution *prolétarienne* était, contre la formation de Soviets en Allemagne, exige au Plénum du CEIC, la création immédiate d'une dualité du pouvoir sous la forme de Soviets avec une orientation *immédiate* vers le renversement du régime du Kuomintang de gauche. Cette revendication, d'apparence extrême-gauchiste, en réalité opportuniste, n'est rien d'autre que la répétition du vieux point de vue de Trotski, qui préconise de sauter par-dessus la phase petits-bourgeoise-paysanne de la révolution, point de vue que Trotski, en 1905, défendait avec les menchéviks contre Lénine ;

3) L'alliance politique étroitement organisée et complète avec les renégats du groupe Maslow-Roth Fischer exclus du PC allemand, dont Trotski avait proposé la réintégration et dont le *Bulletin d'Information* est constamment ravitaillé en matériaux par les leaders de l'opposition. De cette façon, non seulement les groupes extrême-gauchistes exclus, mais aussi tous nos ennemis de classe sont renseignés continuellement et de la façon la plus dangereuse sur les affaires internationales du Parti qui est à la tête de la dictature

du prolétariat. L'alliance des trotskistes avec les renégats genre Maslow a des conséquences particulièrement désorganisatrices, du fait que le groupe Maslow a commencé à éditer un quotidien anticommuniste, prépare la fondation d'un parti anti-Komintern et travaille à la fondation d'une "4e Internationale" contre-révolutionnaire ;

4) L'exigence que l'Internationale, dans sa lutte contre les dangers de guerre, s'oriente vers les éléments anarcho-syndicalistes. De cette façon, la tactique révolutionnaire du front unique, l'orientation bolchéviste vers la conquête des masses prolétariennes qui, en ce de danger de guerre immédiat, est plus nécessaire que jamais, sera remplacée par la politique sectaire de rapprochement avec l'anarchisme et le syndicalisme internationaux qui ont combattu le l'IC et l'US par les moyens les plus infâmes ;
5) La calomnie et le discrédit conscient de l'IC, que Trotski rend coupable des actes d'atrocités commis contre le prolétariat chinois, dont il qualifie la direction de "charlatans bourgeois-libéraux du bloc national" et dont il combat la ligne comme une "politique honteuse", calomnie et discrédit conscient de l'US contre la politique de laquelle Trotski soulève le reproche "d'exclusisme national-conservateur". Ce mensonge est un complément direct à la campagne de haine des bourgeois et social-démocrates contre le prétendu "impérialisme rouge" de l'US.

Le lien commun de toutes ces attaques de Trotski contre le léninisme est la continuation de la lutte, que le 5e Congrès Mondial et le 7e Plénum du CEIC, avaient condamnée, contre

le "régime" intérieur du PCUS et de l'IC, sous le faux drapeau de la "liberté d'opinion" empruntée au menchévisme. Ces attaques de Trotski sont destinées exclusivement à ébranler la discipline de l'organisation bolchéviste du prolétariat révolutionnaire, à saper son unité, à la déconsidérer aux yeux de la classe ouvrière, à l'affaiblir en face des ennemis impérialistes et social-traîtres.

Trotski a tenté en vain de dissimuler ses attaques menchévistes sous le manteau "révolutionnaire" de phrases gauchistes pseudo-radicales, de proclamations hypocrites de sa volonté de se soumettre aux décisions prises et d'offres incessantes de "terminer le conflit", tout cela pour masquer sa désertion aux yeux des ouvriers communistes. L'inconsistance des manœuvres de ce genre de manifeste dans la dernière déclaration de Trotski dans laquelle il dit ouvertement : "Nous combattrons avec la dernière énergie contre cette orientation". Trotski a tenté en vain de dissimuler sa politique scissionniste en cherchant à faire croire par des phrases ridicules et trompeuses que ce n'est pas lui qui défend un point de vue social-démocrate, mais que c'est l'Internationale qui a proposé une ligne opportuniste.

Les camarades Trotski et Vouiovitch ont tenter d'entraver les travaux du Plénum du CEIC en diffusant sans cesse des matériaux fractionnistes dirigés contre le Parti, en faisant des tentatives systématiques de désorganisation et en recourant à d'autres agissements désorganisateurs.

Le Plénum du CEIC se réunit en un moment où la situation internationale se trouve être des plus critiques et des plus sérieuses. La situation mondiale présente est caractérisée non seulement par le renforcement de toutes les luttes de classe, mais avant tout par le danger immédiat

d'une attaque vandale des impérialistes anglais et leurs vassaux contre l'US, par l'intervention déjà en plein cours des impérialistes contre la lutte nationale de libération en Chine, par les furieuses offensives de toutes les puissances réactionnaires réunies contre l'IC, par la tentative de la bourgeoisie d'écraser et d'anéantir le mouvement ouvrier et les PC dans les principaux pays capitalistes.

C'est précisément à ce moment que Trotski et ses partisans entreprennent la lutte la plus énergique contre l'IC, l'unique organe dirigeant de révolution mondiale, et contre l'Union des Soviets, la seule forme de la révolution mondiale organisée en État. C'est à ce moment précis que les trotskistes lancent contre le Parti Communiste Mondial l'accusation de trahison et qu'ils reprochent à la dictature prolétarienne d'être dégénérée. Objectivement, cette attaque de l'opposition trotskiste se fait sur la même ligne que l'assaut de la bourgeoisie et de ses agents pour détruire les principaux centres d'énergie de la révolution prolétarienne.

La situation actuelle place toute l'IC devant la nécessité impérieuse de briser cette attaque du bloc de l'opposition, d'assurer dans ses rangs l'unité la plus ferme et de concentrer toutes les forces pour préparer la lutte contre la guerre impérialiste, en vue de défendre le plus activement possible le seul État prolétarien du monde et de soutenir sans réserves la grande révolution chinoise.

Le Plénum du CEIC répond aux attaques de Trotski qui ne représentent pas autre chose que la lutte sans espoir de quelques déserteurs politiques contre front des communistes du monde entier, par la résolution ferme de mettre une fin à ces tentatives de scission. La ligne de principe des chefs de l'opposition, de même que le genre de leurs interventions est

un sabotage direct de la lutte des communistes contre la guerre impérialiste. L'attitude Trotski et de ceux qui partagent ses idées est pénétrée d'un esprit qui veut l'accord avec les renégats, de la mentalité menchéviste qui se place entre le camp de la révolution prolétarienne et le camp de la contre-révolution impérialiste. Cette position équivoque, qui est caractéristique du trotskisme, est un crime dans la situation actuelle critique de la lutte de classes. L'IC est consciente de son devoir pour liquider sans merci et définitivement aussi bien cette orientation extrême-gauche-social-démocrate que les attaques hostiles et inadmissibles de ce groupe de chefs banqueroutiers qui s'éloignent toujours davantage du mouvement prolétarien.

Le Plénum du CEIC décide en conséquence ce qui suit :

§1. Le CEIC constate que aussi bien la ligne de principe que l'intervention des camarades Trotski et Vouiouvitch sont inconciliables avec leur qualité de membres ou candidats du CEIC;

§2. Le CEIC interdit catégoriquement aux camarades Trotski et Vouiouvitch de mener aucune lutte fractionnelle ;

§3. Le Plénum du CEIC accorde les pleins pouvoirs au Présidium du CEIC pour prononcer, en accord avec la Commission Internationale de Contrôle, l'exclusion formelle des camarades Trotski et Vouiouvitch en tant que membres du CEIC si cette lutte reprend.

§4. Le CEIC propose au PCUS de prendre des mesures propres à assurer le PCUS contre tout travail fractionnel des camarades Trotski et Zinoviev.

7e Plénum du CEIC
(22 novembre-16 décembre1926)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.25, 7e année, 20 février 1927, numéro spécial XI, (numéro entier).

Résolution sur l'activité du CEIC

La 7e Plénum du CEIC prend connaissance du rapport sur l'activité du CEIC, approuve l'activité du CEIC et lui exprime sa confiance.

Le Plénum du CEIC confirme la justesse de la ligne du CEIC, qui a placé au premier plan de son travail les grandes questions de l'unité nationale et internationale du mouvement syndical. Le CEIC a rempli le devoir révolutionnaire de l'IC en dirigeant la campagne de solidarité internationale en faveur de la grève générale et de la grève des mineurs en Angleterre. La justesse de la tactique adoptée par le CEIC dans la question du Comité anglo-russe a été démontrée par les événements. C'eût été une erreur grossière de dissoudre le Comité anglo-russe et de reporter ainsi la responsabilité du sabotage de l'action de solidarité internationale en faveur de la lutte des mineurs britanniques, des épaules des traîtres réformistes sur les épaules des communistes. Le CEIC a compris parfaitement l'importance historique mondiale de la grande révolution chinoise et appelé le prolétariat la lutte contre l'intervention des puissances impérialistes.

Le Plénum du CEIC approuve les mesures prises par le CEIC en vue d'empêcher que l'on transporte la lutte fractionnelle de l'opposition du PCUS dans les autres Sections de l'IC.

Le Plénum du CEIC constate que le CEIC a justement apprécié la situation en Pologne, en rapport avec le soulèvement de Pilsudski et a rectifié également avec justesse les erreurs opportunistes commises par le Parti

polonais. Le Plénum du CEIC approuve l'aide énergique accordée par le CEIC au parti allemand dans sa lutte contre les fractions d'extrême-gauche, tout en constatant que le CEIC et le Parti allemand ont réussi à dénoncer le caractère contre-révolutionnaire des leaders d'extrême-gauche et à regagner à l'IC un grand nombre d'ouvriers sincères.

Le Plénum du CEIC constate avec satisfaction que le CEIC a réalisé des progrès considérables en ce qui concerne l'application des décisions du 6e Plénum du CEIC sur la direction collective de l'Internationale Communiste (présence permanente à Moscou des représentants des principaux Partis, participation plus active des Partis au travail du CEIC, renforcement du caractère politique du travail du CEIC, transformation de la revue L'*Internationale Communiste* en un organe central hebdomadaire du CEIC).

Le 7e Plénum du CEIC invite le CEIC à consacrer dans son travail futur la plus grande attention à la liquidation de tout élément fractionnel dans l'IC. La première tâche pratique à réaliser dans la voie de la bolchévisation des Sections de l'IC doit être la liquidation de tout fractionnisme, la création de PC solidement unis et absolument homogènes.

Thèses sur la situation Internationale et les tâches de l'IC

1. — La situation économique du capitalisme mondial

§1. Le développement des relations internationales ces deniers temps a entièrement confirmé l'appréciation donnée par le précédent Plénum du CEIC. La *stabilisation du capitalisme* est un fait incontestable (croissance de la production mondiale, croissance de la circulation commerciale internationale, stabilisation des devises monétaires, etc.), en dépit de certaines déclarations des leaders de l'opposition (Zinoviev, Trotski, etc.). Il est non moins incontestable que *cette stabilisation a un caractère partiel et précaire*, ce qui se manifeste par les variations fébriles de la conjoncture, irrégularité extrême du développement, la contradiction énorme entre la capacité de rendement de l'appareil de production et le rendement effectif, le chômage chronique exceptionnel par son ampleur. Il faut compter parmi les facteurs les importants faisant une brèche dans la stabilisation: les progrès du socialisme dans l'US, décadence du capitalisme anglais, l'exaspération de la lutte de classe en Angleterre et la grande révolution nationale en Chine.

§2. Pour fixer la tactique des PC, à l'heure actuelle, il ne suffit plus de poser la question de la subtilisation capitaliste en sa formule *générale*. Il faut distinguer à peu près six groupes de pays, ayant des traits de développement nettement déterminés : les États-Unis, pays à capitalisme encore puissant et en développement, le Japon, les Dominions anglais, bien que subissant, selon un rythme ralenti, une période d'essor capitaliste, s'y attachent); 2) l'US,

pays d'édification socialiste croissante; 3) l'Angleterre, pays de décadence constante et nette du capitalisme; 4) l'Allemagne et la France, pays européens où la stabilisation du capitalisme, quoique sous deux formes différentes, est, *à l'heure actuelle*, la plus perfectionnée; 5) les pays de putréfaction chronique, en partie s'agrarisant (Autriche, Pologne, dans un certain sens la Tchécoslovaquie, les pays balkaniques, mais dans une partie desquels ne sont nullement résolues les tâches objectives de la révolution agraire (sabotage effectif des réformes "agraires"); 6) les pays coloniaux et semi-coloniaux, dans une partie desquels se déroule une guerre civile (Chine, Indonésie) et où il ne peut être question de stabilisation.

§3. Malgré la stabilisation relative du capitalisme, il faut dire que le capitalisme traverse une crise particulière qui n'est nullement une crise «normale» de surproduction capitaliste. De telles crises existaient avant la guerre. Si, immédiatement après la guerre, l'Europe traversait une crise de disette (à la fois de sous-production et de sous-consommation), la crise actuelle de surproduction, déterminée autant par l'accroissement de l'appareil de production, très sensible même, dans quelques pays, que par une diminution de la capacité d'achat des masses est, dans une large mesure, le prolongement de la crise de disette, car la sous-consommation *actuelle* est liée à l'appauvrissement des masses et l'épuisement des marchés intérieurs du fait de la *guerre mondiale*.

§4. Un tel état de choses place au premier plan le *problème des marchés*. Si dans l'US, l'industrie socialiste croissante s'appuie sur la demande des masses populaires élevant leur niveau de vie, par contre, pour les pays bourgeois, cette voie

est remplacée par la recherche des marchés extérieurs. Le développement et l'accentuation des conflits impérialistes sont la conséquence inévitable de tout un système de rapports qui évoluent. De cette façon, la période actuelle peut être définie comme une période entre deux révolutions, comme une étape menant d'un mouvement révolutionnaire à un autre, qui sera déclenché inévitablement par la marche de l'évolution historique et à l'approche peut-être plus rapide duquel les PC doivent se préparer.

2. — Le regroupement des puissances et les lignes fondamentales de la politique internationale

§5. Le trait caractéristique de la situation actuelle est le déplacement des centres économiques et, par conséquent, les centres des puissances politiques et militaires dans les pays non européens, en premier lieu, dans les États-Unis, dont les États européens sont devenues les débiteurs, qui possèdent maintenant l'hégémonie du marché mondial en général. Bien qu'on ne puisse parler de la transformation de l'économie de l'Europe en une partie intégrante de l'économie des États-Unis, bien qu'il soit excessif de se laisser séduire par l'affirmation que toute l'Europe vit de la portion congrue de l'Amérique, le rôle exceptionnel des États-Unis ne soulève aucun doute. La rivalité anglo-américaine détermine dans une large mesure le regroupement de puissances impérialistes. L'Amérique a fait échouer la tentative de l'Angleterre de conquérir de nouveau ses positions sur le continent par le pacte de Locarno. Cela facilita la voie aux tentatives de rapprochement franco-allemand, bien que l'Amérique ait cherché à réduire le plus possible ces relations. Les États de l'Amérique du Sud ont une particulière pour le développement ultérieur de l'hégémonie

américaine, grâce à leur grande capacité d'achat des produits industriels, grâce à leur besoin de capitaux et à leurs puissants profits en matières premières. Le mouvement national-révolutionnaire du Mexique doit être considéré comme désorganisant l'hégémonie des États-Unis.

D'autres grands facteurs sont: la transformation de la France en un pays industriel et la *renaissance économique de l'Allemagne*, en même temps que la décadence économique de l'Angleterre et l'essor plus apparent de l'Italie. C'est ce fait qui a déterminé la faillite du traité de Versailles et le regroupement radical des puissances, la dislocation de la grande Entente et la désagrégation de la SdN, en tant qu'instrument de politique des "alliés"

§6. Les étapes de cette liquidation furent les suivantes:

a) *Versailles et plus tard l'occupation de la Ruhr*. — l'Amérique reste de côté. En Europe, l'hégémonie de la France. L'Allemagne est battue politiquement.
b) La France ne peut digérer l'occupation et subit une défaite. Intervention des États-Unis et de l'Angleterre. *Plan Dawes*. L'Allemagne commence à se relever.
c) Locarno. — Hégémonie de l'Angleterre profitant de l'insuccès français. Avance politique et concessions à l'Allemagne en échange d'un refroidissement de ses rapports avec l'US. Promesse d'admettre l'Allemagne dans la SdN et début de "l'orientation occidentale" de l'Allemagne. Le capital américain afflue dans l'économie nationale allemande.
d) Genève. L'Amérique évince facilement l'Angleterre. L'Allemagne est admise dans la SdN et reçoit un siège au Conseil de la SdN. Début du revirement dans les relations franco-allemandes.

e) *Entrevue de Thoiry*. — Un regroupement s'opère dans la SdN. Par sa politique "pacifiste" envers l'Allemagne, la France s'attire plusieurs petits pays et obtient la l'Assemblée plénière et au Conseil de la SdN. Regroupement radical des forces. Accord de Thoiry et importantes concessions de la France en échange du rachat du bassin de la Sarre et de la mobilisation des obligations de chemins de fer. L'Amérique brise l'accord, mais le bloc subsiste. La faillite de Versailles est accélérée. En partie pour faire contrepoids au bloc franco-allemand, surgit un *anglo-italien*. L'Italie s'efforce de redresser le front antisoviétique en y participant. Les contradictions la France s'exaspèrent, Méditerranée, Afrique du Nord, pays balkaniques, Asie Mineure. En même temps que se regroupent les principales puissances, comme la dislocation de la Petite Entente. La Pologne, qui a échangé son orientation française contre une orientation anglaise, tend de nouveau vers la France; l'influence française aux Balkans est refoulée par les impérialismes anglais et italien; les conflits entre États balkaniques se font plus fréquents et, de ce côté-là également, apparaît le danger d'une nouvelle guerre.

§7. La tendance générale est une tendance antisoviétique qui, sous la conduite de l'Angleterre, fraye une voie à travers toutes les contradictions entre impérialistes. L'orientation occidentale de l'Allemagne, la nouvelle direction de la politique italienne, la Pologne, le système des traités des États limitrophes et de la Roumanie, les traités franco-roumain et italo-roumain, l'activité de l'Angleterre dans les pays baltes, des Balkans, la Perse, l'Afghanistan, etc., tout

cela est l'expression de cette tendance fondamentale. Est également incontestable la tendance d'encercler la Chine pour l'engager dans la voie capitaliste nationale et assurer l'hégémonie du capital étranger, si on ne réussit pas à écraser d'une façon directe la révolution nationale.

§8. Malgré cette tendance, les contradictions entre puissances impérialistes n'en persistent pas moins; ce sont les contradictions entre l'Angleterre et l'Amérique qui jouent là le rôle essentiel. Sous le couvert des phrases et des gestes pacifistes de la SdN, on se prépare à des guerres monstrueuses. Le développement frénétique du militarisme, les progrès formidables de la technique militaire (aviation et chimie en premier lieu) révèlent le sens véritable des utopies pacifistes en général, des idées "pan-européennes" et de la phraséologie au sujet la "paix" en particulier, qui dissimulent les plans de l'impérialisme belliqueux et visent à tromper les ouvriers et à endormir leur vigilance devant le danger croissant de nouvelles guerres impérialistes.

Conclusion générale: le caractère précaire des accords et groupements actuels est un trait saillant de la période que nous traversons. À côté de la conjoncture économique très instable, elle est l'expression de l'instabilité de tout le capitalisme dans son ensemble, du caractère conditionnel de la stabilisation capitaliste.

3. — Le regroupement des forces de classe et les lignes fondamentales de la politique intérieure

§9. Si, à *l'extérieur*, les tentatives de stabilisation faites par la bourgeoisie suivent la ligne de la lutte pour les marchés extérieurs, à *l'intérieur* des pays, ces tentatives signifient, du point de vue de classe, une pression plus

intense sur la classe ouvrière et les grandes masses laborieuses en général, la diminution de leur part dans l'ensemble du revenu national et leur exploitation renforcée. Ce processus revêt des formes diverses et trouve ses limites, avant tout, dans le degré différent de résistance de la classe ouvrière elle-même. Ici, l'économie s'enchevêtre directement avec la politique et le processus même de stabilisation devient une question de lutte de classes.

§10. *En Allemagne*, le point de départ de la stabilisation du capitalisme, de la consolidation de son économie et de son appareil d'État est la défaite du prolétariat en automne 1923, défaite qui fut précédée par d'autres durs combats. L'énorme réduction de la capacité d'achat des masses; outre la situation particulièrement difficile de la bourgeoisie allemande sur le terrain de la politique extérieure et surtout du fait de la perte de "ses" colonies, ont conduit à des tentatives particulièrement intenses de la rationalisation de la production et de pression sur le prolétariat. D'autre part, les défaites intérieures des masses ouvrières ont donné au capital allemand la possibilité de remporter de grands succès. La résistance de la classe ouvrière s'exprime ici par un large «revirement à gauche» des masses qui, cependant, ne se manifeste pas encore par une lutte défensive active se traduisant par des actions, bien que les premiers éléments d'un essor de la lutte de classe apparaissent déjà. En même temps, la bourgeoisie se crée des garanties supplémentaires en appelant périodiquement la social-démocratie à diriger l'administration de l'État.

§11. *En Angleterre*, la tentative d'agression de pression sur la classe ouvrière a provoqué grande résistance de sa part qui s'est exprimée par la grève générale et la grève héroïque des

mineurs. À ce point de vue, la grève des mineurs a une importance de principe énorme. La position de l'Angleterre sur le marché mondial et sa décadence ultérieure très prochaine parallèle à la décomposition de l'Empire britannique, rendent la lutte, dans l'ensemble, de plus en plus aiguë ; l'Angleterre devient le pays européen le plus proche d'une situation révolutionnaire. La polarisation des forces de classe continue à s'opérer rapidement (désagrégation des libéraux qui passent aux conservateurs, révolutionnisation de la classe ouvrière, discrédit de la bureaucratie syndicale et des leaders du Labour Party, etc.). La possibilité de la stabilisation y devient contestable.

§12.*En France*, la politique d'assainissement financier et la formation de cartels internationaux ont mis au premier plan, assez récemment, la question de la stabilisation. Les puissants cercles financiers, industriels et commerciaux ont provoqué la chute du franc sous le gouvernement du Bloc des Gauches pour hisser au pouvoir leur homme de confiance, Poincaré. Ils sont prêts, sous Poincaré, à accepter au gouvernement la collaboration des partisans du Bloc des Gauches pour garantir la neutralité de la petite-bourgeoisie. Le postulat politique nécessaire à la bourgeoisie fut la victoire de la grosse bourgeoisie en la personne de Poincaré. De plus, la classe ouvrière n'a su ni mobiliser ses forces, ni celles de la petite-bourgeoisie, ni opposer une résistance en général. La pression contre la classe ouvrière commence seulement, parallèlement à la politique de déflation. L'aggravation de la lutte est, ici, une question d'un avenir assez prochain.

§13. *En Italie, en Pologne, etc*., la politique de stabilisation de la bourgeoisie a trouvé son expression dans les coups

d'État fascistes, s'appuyant sur les partis trompées des masses laborieuses elles-mêmes, en premier lieu sur la petite-bourgeoisie, et brisant les détachements d'avant-garde du mouvement prolétarien. Mais avec l'appauvrissement des larges masses, conséquence inévitable de la stabilisation capitaliste et par l'orientation évidente et nécessaire du fascisme vers le camp du gros capital, un regroupement s'opère dans les masses petites-bourgeoises, chez les petits paysans et parmi les prolétaires égarés, regroupement qui appelle une lutte sociale et des chocs difficiles. Par-là même, la position du fascisme se trouve sérieusement menacée.

§14. *En Scandinavie* où, à l'exception de la Finlande, les antagonismes de classe ne sont pas encore très développés, la stabilisation se traduit par un renforcement des contradictions sociales. Après la trahison des social-démocrates, ce renforcement se manifeste par le désir d'unité syndicale, par des revendications plus explicites et par une activité accrue dans les luttes quotidiennes. En Finlande, ce processus se trouve accéléré par la terreur blanche.

§15. Sur la base de cette offensive et d'un renforcement relatif de l'appareil de l'État bourgeois, s'opère l'élimination des gouvernements de la social-démocratie qui joua aux moments les plus critiques le rôle de sauveur du régime bourgeois.

§16. Sous des formes diverses se manifeste ainsi la même tendance régulière découlant de l'économie d'après-guerre du capitalisme. La limite sociale et de classes de la stabilisation est la résistance de la classe ouvrière, son aptitude à mobiliser ses forces et à résister à l'offensive du capital, réunissant dans cette lutte ses divers détachements, groupes, partis.

4. — Les méthodes de la rationalisation capitaliste

§17. Le point de départ de la politique de stabilisation de la bourgeoisie est ainsi la pression directe sur la classe ouvrière; la prolongation de la journée de travail (offensive contre la journée de travail, augmentation, par acte législatif, de la journée de travail dans plusieurs pays), diminution des salaires, charges fiscales plus lourdes sur le prolétariat et les grandes masses laborieuses en général.

§18. Le pas suivant est la réorganisation du travail et la "fordisation" de tout le processus producteur (travail à la chaîne, "voies ferrées", standardisation et normalisation, nouvelle division du travail, chronométrage, etc.) ; la création de cartels, de trusts de l'industrie et du commerce (création de grandes associations verticales et horizontales, consortiums, konzerns) ; perfectionnement de la technique (nouvelles machines, électrification, nouvelles méthodes de traitement des métaux, procédés chimiques, emploi de moteur Diesel dans la navigation, etc.) ; tout cela, dans les nouvelles conditions entraîne une augmentation du chômage et une baisse du niveau de vie.

§19. Les bases essentielles de ce processus sont États-Unis et l'Allemagne, en partie la France et même l'Italie. Il est particulièrement nécessaire de signaler le développement tout à fait prodigieux des trusts en Allemagne ; c'est dans ce pays que s'est créé le type des plus grandes associations du monde ce qui, dans la constitution des cartels et trusts internationaux (par exemple, le trust continental de l'acier, etc.), constitue une puissante force économique.

§20. La principale difficulté de l'application de la rationalisation capitaliste est, pour les pays européens, la

contradiction entre la nécessité d'une production de masse, ce qui est lié avec le progrès technique et la "fordisation" de la production et, d'autre part, la faiblesse des marchés intérieurs réduits davantage encore par la pression exercée sur la classe ouvrière. La rationalisation, dans de telle conditions, acquière inévitablement un caractère contradictoire ; pour autant qu'elle consiste en une adaptation au marché intérieur, elle s'exprime par une réduction de la production, par la fermeture d'un certain nombre d'entreprises, par une "concentration sévère", parfois par relèvement des tarifs protectionnistes; en même temps la "normalisation" de la production implique son caractère de masse, et une grande augmentation de la production, par conséquent, une correspondance de l'écoulement. C'est en Allemagne que la situation est particulièrement dure, car un avenir prochain exigera l'augmentation des paiements des réparations. L'exclusion du marché mondial et la réduction énorme de la capacité d'achat des masses, ont particulièrement suscité des efforts intenses pour rationaliser la production et pour alourdir le joug qui pèse sur le prolétariat.

Une telle situation conduit à l'exacerbation des contradictions existant dans le capitalisme allemand, malgré ses récents succès.

Même aux États-Unis, pays-type de tous les "efforts d'américanisation", les conséquences funestes pour la classe ouvrière et le caractère contradictoire de tout ce système se font sentir. Ces derniers temps, le salaire réel de l'ouvrier ne s'est plus élevé et la journée de travail est peine diminuée, on constate l'usure toujours plus rapide de l'ouvrier dans le processus de production.

§21. La rationalisation dans l'US se distingue nettement de la rationalisation dans les pays capitalistes, tant en principe que par son effet économique direct. *En principe*, du fait qu'elle n'est pas une rationalisation capitaliste et contribue au développement du socialisme et non du capitalisme. *Directement*, du fait qu'elle a pour base une croissance rapide de la production, augmentation du nombre d'ouvriers, une augmentation des salaires, une croissance continue du niveau vie de grandes masses et une garantie contre la prolongation la journée de travail.

5. — Quelques questions de principe ayant trait au moment actuel

§22. Une des questions principe du moment actuel, liée à la question de la stabilisation capitaliste, c'est celle du "super-impérialisme". *Du point de vue économique*, l'impossibilité du super-impérialisme est démontrée par l'intégralité du développement et des contradictions internes des intérêts entre les principaux États impérialistes (comparer à la sous-estimation de ces facteurs par le camarade Trotski!). Cela a son *expression politique* dans l'instabilité extrême des accords et blocs politiques internationaux, ainsi dans la désorganisation de la SdN, cette désorganisation reflète l'antagonisme anglo-français.

La croissance générale du militarisme démens également la théorie du super-impérialisme, théorie qui ne sert qu'aux buts suivants: 1) endormir la vigilance du prolétariat ; 2) prêcher aux impérialistes allemands la gestion "en commun" des colonies, c'est-à-dire la restitution des colonies allemandes; 3) faire de la propagande contre l'URSS, qui ne peut pas adhérer à la SdN ; faire de la propagande contre les

révolutions coloniales portant atteinte à la paix "super-impérialiste".

§23. Le progrès économique de l'Allemagne et la consolidation du capitalisme allemand soulèvent la question de l'impérialisme allemand. Tant que l'Allemagne fut pays asservi et spolié, mis à genoux par l'impérialisme de l'Entente, par conséquent, tant qu'elle se trouva dans la position d'un pays pouvant mener, objectivement, une juste lutte défensive de libération nationale contre l'impérialisme de l'Entente, mais auquel la bourgeoisie interdisait de défendre son indépendance, ce fut le devoir des communistes de fouetter la résistance lâche et faible de la bourgeoise allemande à l'impérialisme de l'Entente, en entraînant activement les masses laborieuses pour démasquer les capitalistes comme traîtres de la nation allemande et pour conduire dans ta lutte contre l'impérialisme étranger la classe ouvrière, le seul combattant véritable de la nation et de l'émancipation nationale. En même temps, le prolétariat allemand devait faire tout son possible pour précipiter l'écroulement de sa propre bourgeoisie et l'instauration de la République Soviétique allemande. C'est pourquoi la classe ouvrière ne pouvait pas poser, pour l'Allemagne, la question de la défense nationale, ainsi qu'elle aurait dû le faire à l'égard d'une Allemagne impérialiste, mais elle devait s'inspirer des conditions spéciales du stade d'évolution dans lequel se trouvait alors l'Allemagne. Telle était la situation au moment de l'occupation de la Ruhr. L'essor économique de l'Allemagne, la contradiction intérieure de son capitalisme monopolisateur, son rôle dirigeant dans les associations impérialistes internationales, son orientation "occidentale", ses tendances et tentatives de se faire rendre les colonies,

etc..., témoignent du début de la renaissance de l'impérialisme allemande. Pour ces motifs, il faut répondre à la question de la défense de la patrie, pour le prolétariat allemand, d'une façon aussi négative que pour les prolétariats d'autres pays impérialistes.

§24. L'IC a toujours considère l'US comme la principale forteresse de la révolution internationale. L'IC repousse avec la dernière énergie les tentatives de la social-démocratie et de ses disciples, les renégats du communisme, ainsi que les groupes infimes de l'opposition de droite et de gauche au sein de l'IC encouragés par l'action de l'opposition du PCUS de faire croire que le développement économique rapide de l'US est une dégénérescence "koulakiste". Objectivement, de telles tentatives ne peuvent servir que les ennemis de la classe du prolétariat.

Le Plénum du CEIC estime que ceux qui considèrent que l'URSS est un pays capitaliste et qui nient la dictature du prolétariat ne peuvent avoir de place dans les rangs de l'IC.

§25. La lutte l'émancipation nationale de la Chine pose devant l'IC la question de la principale perspective sur laquelle doit s'orienter sa Section chinoise avec l'appui de toutes les Sections de l'IC. Cette perspective principale est celle du développement indépendant de la Chine, en alliance avec les prolétaires et les paysans de l'US et du monde entier (comparer avec la thèse développée par Lénine au 2e Congrès de l'IC.), en opposition à son développement capitaliste, sous la tutelle, inévitable en ce cas, du capital étranger. Si la principale tâche, à l'heure actuelle, est le front unique de toutes les forces nationales révolutionnaires, y compris les couches antiimpérialistes de la bourgeoisie, d'autre part, il est nécessaire dès maintenant de poser la question de

satisfaire les principaux besoins de la paysannerie, la ralliant au prolétariat de la Chine et de faire du prolétariat chinois le *chef* de la révolution chinoise.

§26. La question de principe du moment actuel dans les pays capitalistes, est celle de notre attitude à l'égard de la rationalisation capitaliste. Contrairement à la social-démocratie, qui se donne pour tâche de soutenir et de renforcer le régime capitaliste, et qui, pour cette raison, soutient entièrement la rationalisation capitaliste, les communistes ne peuvent et ne doivent accepter d'aider le capital à améliorer son l'économie. Les communistes ne peuvent être contre une meilleure technique ou un meilleur système d'organisation du travail, mais dans les conditions du capitalisme, ne peuvent se donnent pour tâche de s'en soucier. Leur tâche est tout autre; elle consiste à intervenir: 1) contre stabilisation capitaliste; 2) contre toute répercussion nuisible sur la situation de la classe ouvrière provenant de la rationalisation capitaliste; 3) pour le relèvement du niveau de la classe ouvrière; 4) pour la dictature prolétarienne et l'organisation du système économique socialiste; 5) contre la rationalisation capitaliste, mais pour la rationalisation socialiste. Parallèlement, elle doit lutter contre la démocratie économique de collaboration dans le travail, pour l'élargissement des droits des Conseils d'usines sur la base d'une lutte de classe irréconciliable avec le patronat, et jusqu'au contrôle ouvrier de la production et de la répartition. C'est là une tâche actuelle de la lutte de classe, en même temps que la réponse des PC à la rationalisation capitaliste.

6. — L'offensive du capital et les mouvements dans la classe ouvrière

§27. En raison de l'offensive du capital contre la classe ouvrière, offensive qui est l'expression de la politique de stabilisation de la bourgeoisie, d'autre part, vu la croissance et la consolidation de l'US, on constate dans la plupart des pays un revirement à gauche parmi les grandes masses ouvrières. Ce processus revêt des formes différentes selon les particularités de la situation dans chaque pays.

§28. *En Angleterre*, pays de déclin du capitalisme. les tentatives de stabilisation de la bourgeoisie ont provoqué un formidable mouvement de grève et, en liaison avec ce mouvement de grève que les leaders de la bureaucratie syndicale sabotent et trahissent de toutes les manières, s'opère un processus de progrès idéologique chez les ouvriers qui se soustraient à l'influence des chefs officiels, perdent leurs illusions sur la Constitution "démocratique" de l'État, etc. Sur ce terrain, à leur tour, grandissent le mouvement minoritaire et l'influence du PC anglais et de l'US dont les ouvriers ont porté aide aux mineurs, etc., etc... L'évolution à gauche de la classe ouvrière anglaise devant laquelle se dressent de grandes difficultés et qui se heurte à la résistance extrêmement tenace des «lieutenants ouvriers de la classe capitaliste», bien dressés et très expérimentés, cette évolution a une base historique profonde et une signification énorme pour les destinées de tout le mouvement ouvrier.

§29. L'évolution à gauche dans les pays européens qui stabilisent (en premier lieu en Allemagne) ne prend pas actuellement la forme de combats actifs, mais adopte des formes extrêmement complexes et particulières qu'on pourrait qualifier de chemins détournés vers le

communisme: opposition syndicale, opposition de gauche parmi les ouvriers (à distinguer de leurs chefs); délégations ouvrières dans l'URSS, différentes associations, telles que l'Association Rouge des Anciens Combattants, les Comités d'agitation en Italie; la désagrégation des partis "nationaux" catholiques (ouvriers catholiques du "centre" allemand, organisations ouvrières italiennes); vote contre les « maisons régnantes » en Allemagne, Conférences ouvrières en Italie, organisations de chômeurs, Congrès des travailleurs en Allemagne, différentes espèces de Comités d'unité liés à la lutte pour le front unique des syndicats (France), etc.

§30. Dans les pays arriérés et qui s'agrarisent (pays où les contradictions entre les possibilités de production et de vente conduisent à une extension de l'appareil industriel de production), ce processus est extrêmement entravé par la terreur de la bourgeoisie et des féodaux (terreur féroce en Yougoslavie, en Hongrie, en Bulgarie, en Pologne). Mais, là aussi, les mêmes tendances se manifestent. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux où existe un mouvement révolutionnaire (Chine, Inde, Indonésie, Syrie, côtes du Nord de l'Afrique, etc.), l'«évolution à gauche» porte un tout autre caractère: elle entraîne dans la lutte active, avant tout, les grandes masses restées jusqu'ici indifférentes, timides, ignorantes.

§31. Les contre-tendances sont: 1) ce qu'il est convenu d'appeler "l'américanisation du mouvement ouvrier" particulièrement encouragé par les bureaucraties social-démocrates et syndicales (participation aux bénéfices, banques ouvrières, associations comprenant les patrons et les ouvriers, etc.), liée avec une politique sciemment appliquée de scission de la classe ouvrière, de création d'une

fine couche d'une nouvelle aristocratie ouvrière privilégiée pouvant devenir un appui sûr de la bourgeoisie capitaliste; 2) la *tendance de consolidation* momentanée de l'influence social-démocrate, du fait que les partis socialistes retournent provisoirement à l'opposition, en partie sous la pression de l'orientation révolutionnaire des masses ouvrières, mais surtout parce que, actuellement, dans la plupart des pays, la social-démocratie en tant que parti gouvernemental actif devient superflu pour la bourgeoisie consolidée; 3) le mouvement fasciste qui, utilisant d'une façon particulière le mécontentement des masses petites-bourgeoises et parfois en partie des ouvriers arriérés, détourne son mécontentement dans une autre voie, ravage la couche avancée de la classe ouvrière et crée une base pour la domination bourgeoise.

7. — Les principales tâches actuelles de l'IC

§32. Dans le moment actuel, une des principales tâches internationales de l'IC est de soutenir les plus importants foyers du mouvement révolutionnaire international: la lutte de classe des ouvriers anglais, la révolution chinoise et l'US. En même temps, l'IC doit prévoir que, malgré la stabilisation relative, et précisément à cause des luttes de classe qui s'étendent et s'étendront davantage, également en Allemagne, pays où les efforts de la stabilisation de la bourgeoisie ont eu des résultats plus considérables que dans d'autres pays, une situation immédiatement révolutionnaire surgira.

Le Plénum du CEIC constate que presque tous les partis de l'IC ont fait preuve d'une énergie insuffisante pour soutenir la grève anglaise et la révolution chinoise. Il faut une lutte résolue contre les plans d'intervention de

l'impérialisme, contre les tentatives d'interventions armée de l'Angleterre en Chine, contre les traités indignes imposés à la Chine, contre la non reconnaissance de l'URSS, contre les traités militaires et conventions secrètes antisoviétiques, etc... Il faut soutenir énergiquement les mineurs anglais. Une activité en ce sens est, jusqu'à un certain point, la vérification de ce que peut faire le Parti si un problème beaucoup plus difficile venait à se dresser: la lutte contre la guerre.

§33. La lutte contre le danger de guerre doit être mise en relief. Il est indispensable de démasquer sans merci les utopies "pacifistes paneuropéennes" et autres de la social-démocratie et de la bourgeoisie. Il faut surtout mettre au premier plan de l'agitation quotidienne, la campagne contre les dangers d'une nouvelle guerre impérialiste en montrant à la classe ouvrière que cette menace de guerre l'oblige à prévoir la transformation d'une guerre impérialiste en une guerre civile. Il faut expliquer systématiquement le rôle de la SdN, en tant qu'organe impérialiste. Il faut expliquer tout le mensonge et toute l'absurdité des idées de sa "démocratisation", il faut propager les informations sur la croissance effective du militarisme et sur ses plans monstrueux de guerre chimique, bactériologique et aérienne; il faut dénoncer les traités et accords militaires; il faut expliquer le sens de la politique bourgeoise qui vise à étouffer les foyers de la révolution internationale. Tout cela constitue un des devoirs essentiels des communistes.

§34. La lutte contre l'offensive du capital dans toutes ses formes, et spécialement contre les conséquences funestes de la rationalisation pour la classe ouvrière, est à la base du travail de toutes les Sections de l'IC luttant dans les pays

capitalistes. La journée de travail, les salaires, le chômage, telles sont les principales questions de cette lutte. Le devoir des communistes est d'être au premier plan de ceux qui luttent, de lancer et de formuler les revendications des ouvriers sur ce terrain, défendant la journée de huit heures contre toutes les attaques.

§35. À mesure que la production se trustifie, la puissance sociale de la bourgeoisie capitaliste se renforce, et par là même la nécessité d'accroître constamment la résistance et la lutte défensive et résolue du prolétariat. C'est pourquoi le *front unique* est plus nécessaire que jamais. Est également à l'ordre du jour la lutte contre le plan de la bourgeoisie de diviser le mouvement ouvrier, de s'appuyer sur les catégories ouvrières privilégiées pour faire pression sur le reste de la masse et, aggravant la différence entre les ouvriers travaillant et les chômeurs, tenir ceux des prolétaires qui travaillent une menace constante de chômage, dans un état d'oppression et de dépression. L'unité du front de toute la classe ouvrière en face du capital trustifié est donc, par conséquent, la tâche urgente et actuelle. La tactique des PC doit particulièrement avoir en vue de prêcher cette unité dans la lutte et pour la lutte, d'appliquer effectivement cette tactique, de démasquer sans merci toute trahison réformiste, toute capitulation, toute hésitation, toute désertion à l'ennemi. À cet égard, il faut utiliser toutes les formes par lesquelles s'exprime l'évolution à gauche de la classe ouvrière. Elle est la base de l'application juste et réussie de la tactique du front par les PC.

§36. L'aggravation des contradictions des classes, conduira à des conflits, particulièrement dans la mesure où la rationalisation capitaliste se heurte à des obstacles

presque insurmontables. La tâche du PC est de mobiliser les masses pour cette lutte, de diriger cette lutte, d'y exercer une influence croissante, de mener une politique aussi active que possible pour être en les et les conduire. À cet égard, il faut avoir en vue l'importance particulière du travail *dans les syndicats*, qui sont les plus grandes organisations de la classe ouvrière et qui acquièrent, dans les conditions d'offensive "économique" violente du capitalisme, une importance exceptionnelle. Les PC ne peuvent obtenir maintenant des succès solides sans déployer l'activité la plus énergique dans cette direction. Le Plénum du CEIC constate les lacunes considérables du travail des PC sur ce front.

§37. La période actuelle pose d'une façon particulièrement aiguë la question du travail systématique, opiniâtre, minutieux, pour unir les masses en partant de leurs revendications et de leurs besoins les plus élémentaires. Le problème des revendications partielles, des d'ordre concrets, des «programmes d'action concrète" acquière une importance primordiale. Jusqu'à présent, les PC n'ont pas encore suffisamment appris à pénétrer dans le fond même des *masses* prolétariennes, en unissant et en combinant les questions du jour, les revendications partielles immédiates, les mots d'ordre partiels avec le mot d'ordre fondamental de la lutte, celui de la dictature du prolétariat. Apprendre cet art, c'est résoudre la tâche tactique fondamentale.

§38. Il faut apprendre à organiser, à consolider, à conserver par des mesures d'organisation les succès une fois atteints. Le Plénum du CEIC constate qu'une des principales lacunes communes à presque tous les PC, est de ne pas savoir suffisamment utiliser les résultats positifs des campagnes *au point de vue organisation*. Cela conduit souvent à une

croissance insuffisante et même parfois la stagnation des effectifs des PC ce qui ne répond nullement la croissance incontestable de leur influence *politique*. Intensifier l'activité politique sur le terrain d'organisation également, accroître la force de recrutement du Parti, travailler plus intensément à donner aux PC un caractère de masse qui, spécialement dans pays industriels très développés, s'appuient sur les usines; tout cela fait également partie des tâches principales de l'IC.

§39. Dans plusieurs pays, notre attention doit être sollicitée par le problème de la conquête des masses de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie. L'augmentation du joug fiscal par la stabilisation, la politique des hauts prix des cartels, la politique douanière, les "ciseaux" (crise fermière aux États-Unis, l'expropriation accélérée de la petite-bourgeoisie grâce à la centralisation très rapide du capital, le sabotage des réformes agraires (Roumanie, Pologne, etc.), tout cela donne une base à un travail fructueux des PC parmi ces catégories de travailleurs.

Dans les États groupant plusieurs nationalités, la bourgeoisie de la nation dominante applique à l'égard des minorités nationales, les pires méthodes d'oppression, d'exploitation et d'outillage (persécution des Allemands en Alsace-Lorraine, italianisation des populations allemande et slave, oppression des minorités nationales en Pologne et en Tchécoslovaquie, expulsion des éléments bulgares et turcs de la Thrace et de la Turquie de Macédoine, de la population grecque en Turquie, expropriation terrienne des paysans non roumains dans la Dobroudja, dénationalisation des Macédoniens, etc.), qui accentuent les mouvements nationaux-révolutionnaires. Les PC doivent intervenir résolument contre toutes les formes d'asservissement

national, proclamer le droit de tous les peuples de disposer d'eux-mêmes jusqu'à leur séparation et la formation d'États autonomes, indiquer la solution parfaite apportée à la question nationale en URSS.

§40. Une des principales tâches de l'étape que nous traversons est de combattre le fascisme et la terreur blanche, de lutter pour l'existence ouverte des PC là ou ils sont illégaux. Il faut que cette lutte soit menée en utilisant toutes les ressources légales, tout en conservant un solide appareil illégal du Parti. De même, à l'ordre du jour, se pose la lutte contre la social-démocratie. La social-démocratie partout place définitivement, malgré son attitude "d'opposition", du côté des gouvernements bourgeois. Sa position dans la question de la SdN, du "super-impérialisme", du danger de guerre, de la rationalisation, de la coalition avec la bourgeoisie, des colonies, etc., est imprégnée d'un esprit de trahison à la classe ouvrière.

Dénoncer tes idées et la tactique social-démocrate est une des conditions les plus importantes pour appliquer la tactique révolutionnaire du front unique. En combattant pour émanciper les masses de l'emprise démoralisatrice de la 2e Internationale et d'Amsterdam, les PC opposent la politique de coalition, la lutte de classe la plus énergique et le renversement du régime capitaliste; à la dictature du capital, la dictature du prolétariat, aux bavardages sur la nouvelle phase de capitalisme sans guerre, ils opposent la révélation du danger de guerre et montrent la nécessité de préparer les masses à faire de cette guerre une guerre civile; opposent la SdN l'URSS, à Paneuropa, les États-Unis d'Europe.

8. — Les PC et les syndicats

§41. Les grèves et les luttes économiques en général, dans les conditions de l'industrie trustifiée ont une tendance à évoluer rapidement en luttes politiques, ce qui donne une importance particulière au travail des communistes dans les syndicats.

§42. Étant donné la croissance rapide des trusts et des gigantesques associations industrielles, commerciales et bancaires, étant donnée la position considérablement renforcée du capital, les communistes doivent lutter avec la plus grande énergie pour la réorganisation des syndicats sur une industrielle, pour la création de cartels de combat des syndicats, pour l'organisation dans le même but de Comités de fabriques. La lutte contre les vestiges de corporatisme, leur liquidation: tel doit être le mot d'ordre des ouvriers révolutionnaires.

Les communistes doivent favoriser la fondation, le travail et l'organisation des ailes gauches dans le mouvement syndical, faisant en même temps leur politique communiste dans le travail quotidien des syndicats.

§43. Les communistes doivent défendre non seulement l'adhésion aux syndicats de tous les ouvriers occupés, mais aussi mener une lutte énergique pour le maintien et l'admission des prolétaires *chômeurs* dans les organisations syndicales et pour que ces dernières soutiennent à tous les égards le mouvement et revendications des chômeurs. Les communistes doivent dénoncer avec la plus grande énergie les tentatives de la bureaucratie syndicales réformiste de transformer les syndicats en organes auxiliaires des États impérialistes.

§44. Le CEIC estime que l'application concrète de la tactique du front unique, telle qu'elle fut pratiquée par les militants syndicaux communistes de l'US dans la question du Comité anglo-russe a été juste. L'établissement d'un contact plus étroit avec les masses par l'intermédiaire du Comité anglo-russe en même temps qu'une critique foudroyante de la trahison et de la capitulation des chefs de droite et dits de gauche, la préparation des positions de réserve combinées avec une aide efficace aux mineurs: tout peut servir d'exemple d'application juste et révolutionnaire de ta tactique du front unique. Les efforts du Conseil général soutenus par ceux de la bourgeoisie pour étrangler la grève des mineurs, pour liquider le Comité anglo-russe, attitude nettement hostile à l'égard des syndicats de l'URSS, son refus de déléguer un représentant au Congrès syndical à Moscou, etc., reportent l'entière responsabilité sur les épaules de ces chefs et les démasqueront mieux encore au prolétariat anglais.

La lutte pour l'unité internationale des syndicats, en tête de laquelle viennent les syndicats de l'US, doit peu à peu devenir internationale: Les communistes doivent développer à tous égards le travail de l'association internationale des syndicats rouges, s'efforçant d'accroître l'influence et le prestige de l'ISR. Le PCUS doit prendre toutes les mesures pour renforcer le rôle du Conseil central syndical de l'US (CGT russe) au sein de l'ISR en favorisant le progrès des organisations qui lui sont affiliées, ainsi que leur influence dans les syndicats réformistes. Tout en condamnant résolument la de sortie des syndicats réformistes et d'un travail insuffisamment énergique au sein de ces derniers, le Plénum du CEIC se rallie entièrement à la position du

PCUS, estimant qu'il serait nuisible que les syndicats soviétiques adhèrent à l'Internationale d'Amsterdam et préconisant un Congrès commun d'Amsterdam et de l'ISR.

9. — Les principaux résultats du travail, les erreurs et les tâches des divers PC

§45. Le Plénum du CEIC constate que, durant l'année écoulée, le PCUS, la principale Section de l'IC, a obtenu d'importants succès dans l'œuvre d'édification socialiste, de consolidation de la dictature du prolétariat dans l'US, du renforcement de l'importance internationale de l'URSS, d'aide fraternelle aux mineurs anglais et au peuple chinois, et qu'il a serré les rangs, surmontant la tentative de l'opposition de provoquer une dure crise intérieure du Parti.

§46. Le Plénum du CEIC constate que, par rapport à la grève anglaise et à la révolution chinoise, la plupart des Sections de l'IC n'ont pas fait tout le nécessaire. Outre les conditions difficiles d'ordre objectif, il y avait là incontestablement un défaut d'activité des PC.

§47. Le PC *Anglais* a remporté de brillants succès en menant la politique courageuse d'avant-garde du prolétariat anglais; avant, pendant et après la grève générale. Il a considérablement augmenté le nombre de ses adhérents, son influence dans les masses s'est encore plus considérablement accrue. Il a mené effectivement et continue à mener une action énergique dans les syndicats, s'engageant ainsi dans la voie où il se transformera en Parti révolutionnaire de masse du prolétariat. Le Plénum du CEIC constate cependant certaines erreurs du PC anglais (critique insuffisante des "gauches", question de la critique du Conseil Général mal posée au Présidium du Comité Exécutif de la

"minorité", par quelques camarades en vue, ce qui fut plus tard corrigé par le Comité central, appréciation inexacte de la tactique des syndicats russes). Le CEIC exprime son entière conviction que ces erreurs, en partie reconnues par le Parti et déjà corrigées, seront entièrement surmontées. L'expérience pratique montre également que le Parti doit lier plus étroitement son intervention dans les Syndicats, dans les Conférences et Congrès syndicaux, etc., etc..., avec les campagnes parmi les masses (assemblées, démonstrations, pétitions et résolutions contre la bureaucratie syndicale conservatrice). La principale tâche du Parti est de continuer à conquérir les masses et organiser son influence croissante, ainsi qu'à fortifier l'organisation du mouvement minoritaire; de démasquer systématiquement les réformistes, de soutenir ardemment les ouvriers en lutte et de les aider; de pousser tout le mouvement à l'action politique, de populariser le mot d'ordre du véritable gouvernement ouvrier.

§48. Le PC *chinois*, dans un court espace de temps, est devenu dans le pays un facteur politique de premier ordre. Tout en constatant ses succès, et tout en reconnaissant dans l'ensemble la justesse de la position du PC chinois, le Plénum du CEIC constate certaines erreurs, avant tout dans le sens d'une sous-estimation du mouvement paysan et de la nécessité de procéder graduellement aux réformes agraires dans les régions soumises au Kuomintang, et de satisfaire les autres besoins des paysans. Ce n'est qu'en créant une large base de masse à son travail, ce n'est qu'en réalisant en fait l'alliance des paysans, des ouvriers, des artisans, etc., etc..., en préparant l'hégémonie du prolétariat, que le PC chinois peut marcher de l'avant vers la réalisation de ses buts finaux. Le but principal du PC chinois est en ce moment d'unir toutes

les forces contre les impérialistes étrangers et les militaristes chinois. On ne peut résoudre les tâches qui viennent après en sautant par-dessus cette étape de la lutte révolutionnaire.

§49. Le PC *français* apparaît de plus en plus aux yeux des masses ouvrières et paysannes comme le Parti capable de défendre leurs intérêts; il joue un rôle important dans la vie du pays.

Il s'est efforcé au cours de ces derniers mois de devenir un Parti de masse et doit tendre toujours davantage à être l'avant-garde dans toutes les luttes de la classe ouvrière. N'ayant pas encore connu de luttes violentes comme ses Partis frères d'Allemagne, d'Italie, de Pologne, etc., etc., il doit se préparer entraîner les masses ouvrières pour des lutte sérieuses que l'aggravation de la situation économique rendra inévitables.

Le parti a mené une belle campagne contre la guerre du Maroc. Il a posé, pour la première fois en France, les principes et la tactique de la lutte contre la guerre impérialiste, mais il n'a pas su tirer tout le bénéfice de cette action pour son développement numérique et sa consolidation, ainsi qu'il aurait pu le faire en mettant pleinement à profit cette action.

Au cours des crises ministérielles qui précédèrent la venue de Poincaré au pouvoir, la complexité de la situation rendit son appréciation difficile et le Parti eut quelques faiblesses.

À la constitution du ministère Poincaré, le Parti apprécia justement son importance et son rôle, mais son activité en vue d'une mobilisation des masses fut trop lente. Cela, en raison de la faiblesse de son organisation. Cette faiblesse ne fut surmontée que trop tard et seulement en partie par la

récente énergique campagne d'agitation du Parti au sein des masses.

Le renforcement du Parti, une activité accrue, la mobilisation des larges masses ouvrières et paysannes, en d'autres termes le front unique, la lutte pour l'unité syndicale et un syndicalisme de masse, telles sont les tâches essentielles.

§50. Le PC *Allemand* se transforme de plus en plus en un grand parti de masse. Ses principaux succès: d'avoir su grouper les masses pour le vote contre les maisons princières, et d'avoir dirigé justement la lutte contre la trahison de la social-démocratie, en plus, au moment de cet accord, d'avoir soutenu avec énergie la grève des ouvriers des ports à Hambourg, d'avoir obtenu d'heureux résultats aux élections du Landtag en Saxe, et mené avec réussite le Congrès des Travailleurs. Ces succès s'expriment par un accroissement de l'influence du Parti dans les masses ouvrières, parmi les travailleurs en général et dans les organisations de masse (Association Rouge des Anciens Combattants, Union Rouge des Femmes et Jeunes Filles) et une bonne application de la tactique du front unique. Le Parti qui suit une politique juste a réussi à trouver la voie qui lui permet d'atteindre les masses ouvrières sans parti et si social-démocrates.

Il a rectifié certaines erreurs de sa politique à l'égard des chômeurs et déployé un travail énergique d'organisation parmi les sans-travail. Il faut de même signaler la consolidation du Parti et la lutte décisive contre les déviations petites-bourgeoises, la victoire sur l'anti-bolchévisme d'extrême-gauche.

Les côtés faibles sont l'absence d'une consolidation de ses succès politiques par des mesures d'organisation; bien que le Parti enregistre quelques bons résultats dans te travail syndical, celui-ci est en général encore très faible, surtout parmi la jeunesse et les femmes qui acquièrent précisément aujourd'hui une importance considérable. Ce sont là des défauts de l'appareil d'organisation du Parti qui doivent être surmontés en éduquant de nouveaux cadres de fonctionnaires sortis du prolétariat. Le prochain Congrès aura, dans l'histoire du Parti, une importance énorme.

§51. Le PC *Tchécoslovaque* enregistre des résultats appréciables par l'application juste de la tactique du front unique (lutte contre la vie chère, affaiblissement du fascisme, opposition à un nouveau gouvernement de coalition des réformistes tchèques et allemands). La direction du Parti a liquidé rapidement et génériquement la tentative de travail fractionnel de Neurath et Michalec. Une grave faute commise par la publication dans le *Rude Prave*, d'un article déplacé (*Sur l'attitude de la social-démocratie autrichienne dans la question de la dictature*) fut aussitôt rectifiée pat le CC et de sa propre initiative. À l'heure actuelle, la tâche du Parti est d'accroître l'activité de ses membres, partant de ce a déjà atteint pour progresser sur la voie dans laquelle il est engagé.

§52. Le PC *italien*, en dépit d'une erreur toujours croissante, a renforcé ses rangs dans les masses ouvrières et paysannes et possède des positions solides dans les organisations qui ont subsisté et dans les entreprises. Il applique avec succès la tactique du front (Comités de défense des syndicats, Conférences ouvrières, etc...), il a mené, dans des conditions très défavorables, une campagne pour le secours aux mineurs anglais. La tâche actuelle du Parti est

de mobiliser toutes les forces pour mettre à profit la crise économique et politique dans le pays.

§53. Les fautes les plus graves, les plus opportunistes, ayant le plus une valeur de principe, furent commises par les camarades *polonais* pendant le coup d'État de Pilsudski. À la suite de ces fautes, le Parti a été pendant un certain temps à la remorque de la petite-bourgeoisie. Le CEIC a résolument condamné ces erreurs. Le Plénum du CEIC se rallie entièrement aux décisions adoptées et convie les camarades polonais à appliquer unanimement la ligne fixée.

§54. La plus grosse faiblesse des Partis scandinaves, c'est leur trop lent développement pour devenir des Partis de masse (à l'exception du Parti finlandais), leur influence réduite sur le prolétariat industriel et les paysans pauvres.

Il faut, avec une énergie accrue, combattre ce défaut en en accordant, dans cette lutte, une importance particulière à la formation révolutionnaire du mouvement syndical et en redoublant les efforts en vue d'établir l'unité syndicale et organiser les paysans pauvres à cet effet.

§55. Malgré les difficultés énormes, le *Worker's (Communist) Party of America* a fait, dans le domaine du travail de masse, de sérieux progrès (direction de plusieurs grèves, premières tentatives de grouper les éléments non organisés, pénétration dans les syndicats des mineurs). Les faiblesses du Parti sont toujours encore: une influence insuffisante sur le prolétariat américain et une organisation faible du Parti. Sur certains points (travail parmi les nègres, parmi les femmes), l'activité du Parti n'est pas encore bien organisée; l'application des mesures prises au dernier Plénum du CEIC pour former une large aile gauche dans les

syndicats, laisse également à désirer. Il faut remarquer par ailleurs la consolidation intérieure du Parti, en regard d'un affaiblissement notable des luttes fractionnelles. Ainsi, sont fournies les conditions essentielles permettant au Parti d'étendre son influence sur les masses.

Les tâches immédiates du Parti sont les suivantes: non seulement poursuivre son travail syndical (rattachement des membres du Parti aux syndicats, formation d'une aile gauche), mais redoubler cette activité; le travail de réorganisation doit en ce moment viser avant tout à insuffler une activité politique aux jeunes Cellules d'usine et à regagner les bons éléments prolétariens perdus au de la réorganisation; le Parti entier doit reconnaître l'importance énorme qu'il faut attacher au *Daily Worker*; il s'agit non seulement d'assurer l'existence matérielle de cet organe, il faut aussi rehausser son niveau idéologique.

§56. Le PC *mexicain* ne s'est pas montré assez mûr pour faite face aux tâches que lui imposait la situation particulièrement difficile où il se trouve; il manifesta des tendances sectaires et ne sut pas gagner la confiance des larges masses ouvrières et des paysans semi-prolétaires. La tâche essentielle du Parti est de prendre racine dans les mages prolétariennes. Il doit briser la toute-puissance de la direction syndicale réformiste. La lutte pour l'indépendance du Mexique l'égard de l'impérialisme américain doit constituer le centre de la tactique du Parti. Les communistes doivent encourager le mouvement révolutionnaire petit-bourgeois, mais en même temps, par l'organisation des masses et l'opposition faite au désarmement des paysans pauvres, il doit parer efficacement la capitulation menaçante

du gouvernement petit-bourgeois devant l'impérialisme américain.

10. — La lutte pour la ligne léniniste et les problèmes de direction

§57. Passant en revue les "critiques" de la politique de l'IC depuis la chute de la vague révolutionnaire, critique formulée par divers leaders et visant le PC (en premier lieu dans la question paysanne), le "régime insupportable" au sein de l'IC elle-même, la tactique du front unique, etc..., le Plénum du CEIC constate que les critiqueurs sont passées à la social-démocratie (Hoeglund, Stoen, Frossard, Paul Lévy, etc.) ou sont sous le rapport de l'organisation, ou pour le moment seulement, dans une voie idéologique qui y conduit (Tranmel. Souvarine, Maslow, Ruth Fischer).

§58. Cet abandon du communisme chez ces gens a eu sa cause dans le revirement de la situation mondiale, la fin de la période de développement violent et de marche triomphante du communisme et le commencement de stabilisation capitaliste. À l'heure actuelle, au moment où cette stabilisation se manifeste en Allemagne particulièrement nettement — pour un temps — au moment où dans ce pays, se produit une brusque volte-face de l'orientation de la bourgeoisie (de l'Orient à l'Occident), les éléments petits-bourgeois instables des PC voient ce revirement se refléter en eux par une force particulière. L'incompréhension de la nouvelle situation (et par conséquent de la nécessité de changer de méthode de lutte) se combine avec le reflet de l'influence bourgeoise. C'est ce qui provoque la naissance de la déviation extrême-gauchiste en Allemagne qui, chez Korsch, Schwartz et consorts devient le reniement contre-révolutionnaire le plus cynique.

§59. La lutte contre cette déviation, ainsi que contre les déviations de droite (les alliés de Souvarine en France, quelques groupes de Norvège, les camarades semblable à l'auteur de l'article sur la dictature, de Tchécoslovaquie, les déviations de droite en Pologne, diverses manifestations de tendances droitières en Allemagne, etc...) est la condition préalable indispensable de succès de l'IC.

§60. Le Plénum du CEIC constate que les tentatives de l'opposition du PCUS, de créer une fraction internationale d'opposition, ont subi une faillite complète. Le CEIC soutient entièrement la politique du CC du PCUS, constate que, malgré sa déclaration du 16 octobre 1926, l'opposition est résolue à poursuivre sa lutte de fraction; c'est pourquoi le Plénum du CEIC estime absolument nécessaire que soit continuée énergiquement la lutte contre les idées de l'opposition, anti-léniniste de nature, ainsi que contre toute tentative éventuelle d'un nouveau travail fractionnel. Le Plénum du CEIC ratifie la décision du Comité Central du PC d'Allemagne, d'exclure Maslow, Fischer, Urbahns et consorts. Le Plénum du CEIC estime que la doctrine léniniste de l'inadmissibilité des fractions doit être maintenant intégralement appliquée.

§61. Afin de bolchéviser davantage les partis, d'augmenter leur activité et leur combativité, il faut appliquer une démocratie intérieure du parti, animer le travail des Cellules d'usines, mieux sélectionner et former plus énergiquement de nouveaux cadres du parti, surtout parmi les ouvriers, élever le niveau théorique, améliorer la presse des partis, contrôler scrupuleusement l'application des décisions prises. Le Plénum du CEIC décide de prendre toutes les mesures nécessaires pour créer une liaison plus étroite entre le CEIC

et les Sections et assurer une ligne ferme et unie de direction collective internationale.

Thèses sur la situation en Chine

1. — L'impérialisme et la révolution chinoise

§1. La Révolution chinoise est un des facteurs les plus les plus puissants qui s'opposent à la stabilisation capitaliste. L'impérialisme a subi de lourdes défaites en Chine, ces deux dernières années, qui auront une répercussion sensible sur l'aggravation de la crise du capitalisme. L'avance victorieuse des armées nationalistes vers le Nord a eu pour résultat pratique d'éloigner la domination impérialiste, chassée de la moitié du pays.

Les victoires ultérieures des armées révolutionnaires de Canton, soutenues par les grandes masses du peuple chinois, aboutiront à la victoire sur les impérialistes, à l'indépendance de la Chine et à son unification révolutionnaire qui, en conséquence, augmentera la force de résistance à l'influence de l'impérialiste.

L'incapacité de Sun Tchuan Fang d'arrêter l'avance des troupes de Canton a convaincu les puissances impérialistes que la méthode traditionnelle qui veut employer les cliques militaires féodales indigènes pour écraser le mouvement national est rimée. En même temps, la rivalité des puissances impérialistes ne leur permet pas de se mettre d'accord pour une intervention militaire déclarée. L'impérialisme cherche de nouvelles méthodes adaptées à la situation nouvelle. L'impérialisme américain a pris l'initiative de la nouvelle politique qui tend à reconnaître le gouvernement cantonais. L'Angleterre et le Japon, eux-mêmes considèrent la reconnaissance du gouvernement cantonais comme étant du domaine des réalisations

politiques possibles. Ce ne sont là que des manœuvres diplomatiques qui voilent les sinistres desseins impérialistes contre la Révolution.

§2. La base de la puissance économique en Chine est fournie par le monopole sur toute la vie économique et financière du pays: monopole de l'impôt sur le sel, hypothèque du revenu des douanes; chemins de fer, canaux, mines, industrie lourde appartiennent, en grande quantité, au capital étranger. Si cette base solide est maintenue par l'impérialisme en Chine, elle sera une aide précieuse à sa stabilisation. Avec sa population considérable, la Chine est un marché aux possibilités illimitées. Elle peut être un terrain très fructueux pour le capital étranger et, avec des garanties politiques suffisantes, pour ses investissements. D'immenses sources de matières premières ont été à peine effleurées. Aussi l'impérialisme fera des efforts désespérés pour étouffer la Révolution chinoise qui le menace. S'il n'arrive pas à l'écraser par les méthodes traditionnelles de provocation à la guerre civile ou par une intervention armée éventuelle, l'impérialisme essaiera de détourner le mouvement de libération nationale qui prend une orientation révolutionnaire.

En dépit des antagonismes entre les puissances impérialistes, la possibilité d'une intervention armée demeure. L'intervention étrangère revêt en Chine une forme particulière. Dans les conditions actuelles, l'impérialisme préfère intervenir en organisant la guerre civile et en soutenant financièrement les forces contre-révolutionnaires. En ce moment même, on essaie de réaliser l'union des forces de Tchan Tso Lin, Ou Pei Fou et Sun Tchuan Fang contre l'armée nationale révolutionnaire. Il est clair que ce front

unique contre-révolutionnaire se formera sous la direction et avec l'aide de l'impérialisme. La victoire de la révolution en Chine serait pour le monde capitaliste un coup si grave que les puissances impérialistes tenteront de l'écraser par tous les moyens.

§3. Du point de vue de la situation actuelle, la révolution chinoise, par son caractère antimilitariste même, est indissolublement liée à la révolution internationale. Cet état de chose se conjugue en Chine avec les principaux facteurs ci-dessous qui favorisent le développement ultérieur et la pénétration de la révolution chinoise :

a) concurrence des puissances impérialistes en Chine qui affaiblit la position de l'impérialisme mondial ;
b) la crise du monde capitaliste ;
c) le développement des mouvements prolétariens d'Occident. Une intervention armée ouverte en Chine se heurterait certainement à la résistance de la classe ouvrière des pays impérialistes ;
d) le développement du mouvement révolutionnaire national dans les colonies, accéléré sous l'influence indéniable du développement révolutionnaire en Chine ;
e) l'existence de la dictature du prolétariat en US et le contact géographique immédiat de celle-ci avec la Chine, enfin l'immense distance qui la sépare des principaux centres de domination économique, politique et militaire des puissances impérialistes.

2. — Les forces sociales de la révolution chinoise et leur regroupement

§4. Parallèlement au rapide développement du mouvement révolutionnaire national s'opère un rapide de regroupement des forces sociales.

La révolution en Chine se développe dans des conditions particulières qui la distinguent radicalement des autres révolutions bourgeoises classiques d'Europe au siècle dernier, ainsi que de la révolution de 1905 en Russie. Un de ses traits particuliers réside dans l'état semi-colonial de la Chine et dans la dépendance à l'égard de l'impérialisme étranger. Un autre trait qui la distingue encore des révolutions démocratico-bourgeoises du passé, c'est qu'elle prend place dans la révolution mondiale comme partie intégrante du mouvement mondial de renversement de la société capitaliste. Ce facteur déterminera l'histoire de la révolution chinoise et le regroupement des forces sociales qu'elle entraîne.

Les forces de classe de la révolution chinoise se développent sur la base d'un état économique extrêmement arriéré qui résulte du faible développement du capitalisme industriel, de la technique primitive utilisée dans l'agriculture, du niveau de vie incroyablement bas de l'immense masse de la population chinoise, des multiples survivances à caractère semi-féodal détruites sous la pression des armées révolutionnaires formées au cours de la lutte des travailleurs de la ville et de la campagne.

Le trait principal de la situation économique actuelle en Chine est la variété des formes économiques dans le pays, du capital financier aux survivances économiques et

patriarcales en tribus avec ses formes prédominantes : le capital marchand, la petite manufacture et l'industrie à domicile dans les villes et dans les campagnes.

Jusqu'à un certain point, cela entrave le processus de classe et explique l'état insuffisant d'organisation des forces sociales et économiques fondamentales de la révolution nationale.

En outre, la désagrégation de l'appareil central du pouvoir d'État qui se développe depuis la révolution avortée de 1911 et s'est fortement accentuée dans les dernières années, ainsi que l'instauration du pouvoir des organisations militaires et étatiques du militarisme chinois sur une grande partie du pays, ont une importance égale.

Le militarisme chinois est une force sociale-politique qui domine en ce moment une grande partie de la Chine. Ce militarisme chinois a pour trait particulier qu'il représente une organisation militaire, tout en étant un des principaux canaux de l'accumulation capitaliste primitive en Chine, reposant sur un ensemble d'organismes d'État à caractère à demi-féodal. L'exigence d'une organisation d'État du militarisme chinois est déterminée par l'état semi-colonial du pays, par le démembrement du territoire, par le retard de l'économie chinoise et par l'extrême surpopulation agraire dans les campagnes chinoises.

À l'heure actuelle, le développement du mouvement révolutionnaire en Chine s'appuie sur la révolution agraire. L'économie d'un village chinois présente le tableau de différentes survivances à caractère semi-féodal, étroitement mêlées à des éléments capitalistes en développement.

L'état économique est en général extrêmement arriéré. La propriété agraire est divisée en très petits lotissements: une proportion énorme la population paysanne formée de fermiers ou de métayers; dans les petites entreprises comme dans les grande, la culture emploie une technique primitive. Il y a dans les campagnes une surpopulation énorme; à côté de cela se développe une agriculture commerciale et un processus de différenciation de classe, de sorte que, dans les régions agricoles, la situation générale de la Chine est extrêmement compliquée.

Étant donné les circonstances objectives, la lutte de classes se développe dans les régions agricoles selon les directions suivantes: contre l'impérialisme étranger, contre le militarisme chinois, contre les survivances des grands propriétaires-fonciers, contre les petits hobereaux de village, la soi-disant gentilhommerie, contre les usuriers et contre les couches supérieures riches des villages.

§5. Le groupement et le regroupement des classes dans la lutte pour la révolution passent par des stades successifs. Au premier moment, les forces motrices furent la bourgeoisie nationale, la bourgeoisie intellectuelle et les étudiants qui cherchèrent de l'aide dans les rangs du prolétariat et de la petite-bourgeoisie. À la seconde étape, le caractère du mouvement se transforme et sa base sociale se déplace vers un autre groupement de classe. De nouvelles formes et des formes plus révolutionnaires de lutte apparaissent. La classe ouvrière (en particulier le prolétariat industriel) intervient dans le mouvement comme un facteur politique de première grandeur.

Les grèves économiques dégénèrent en luttes politiques dirigées contre l'impérialisme et acquièrent une portée

historique mondiale. Le prolétariat fait bloc avec les paysans luttant pour leurs intérêts, avec la petite-bourgeoisie urbaine et une partie de la bourgeoisie capitaliste. Cette combinaison de forces a trouvé son expression dans le Kuomintang et le gouvernement de Canton.

Maintenant, le mouvement est au commencement d'une troisième période, à l'aube d'une nouvelle combinaison de classes. Les forces vivantes du mouvement seront un bloc d'une nature encore plus révolutionnaire, il se reforme du prolétariat, de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie urbaine, en éliminant la majeure partie de la grande bourgeoisie capitaliste. Cela ne signifie pas que la bourgeoisie en tant que classe est totalement éliminée de la lutte pour l'indépendance nationale car à côté de la petite et de la moyenne bourgeoisie même une certaine couche de la grande bourgeoisie peut un certain temps encore marcher avec la révolution. Mais à ce stade, l'hégémonie du mouvement passe de plus en plus entre les mains du prolétariat.

Dans cette transition du mouvement de libération nationale à une nouvelle phase révolutionnaire, la bourgeoisie s'aperçoit que sous la direction du prolétariat, la lutte anti-impérialiste échappe à son contrôle et objectivement, menace ses intérêts de classe. La bourgeoisie concentre ses efforts pour retrouver son rôle dirigeant et briser la révolution. Elle essaie d'agir sur le mouvement par l'idéologie nationaliste et en s'opposant à la lutte de classe.

§6. Parallèlement à ce regroupement des forces de classes révolutionnaires s'opère la cristallisation des forces contre-révolutionnaires. À son tour, ce processus est étroitement lié à la politique impérialiste et influencé par elle, dans la

mesure où le développement des forces révolutionnaires dépend aussi du développement de la révolution mondiale. (URSS et prolétariat occidental.)

Tchan Tso Lin, Ou Pei Fou et Sun Fang cherchent à unir leurs forces pour s'opposer au mouvement révolutionnaire victorieux. Ce bloc contre-révolutionnaire s'est formé sous l'influence et avec l'aide de l'impérialisme. La grande bourgeoisie industrielle montre des signes de plus en plus évidents d'incertitude et incline vers un accord avec le capital étranger sous la domination de ce dernier. L'impérialisme qui trouve que les cliques militaires féodales ne sont déjà plus un instrument absolument efficace pour écraser le mouvement révolutionnaire, cherche des alliés vers le mouvement nationaliste par une politique de réconciliation. L'impérialisme cherche à encourager la bourgeoisie nationale à rompre avec le bloc révolutionnaire. Pour renforcer la position des agents de l'impérialisme au sein du mouvement national, certains milieux gros bourgeois et même militaires qui, jusqu'à présent, se tenaient en dehors de la lutte révolutionnaire nationale et avaient même à son égard une attitude hostile, expriment leur solidarité au gouvernement de Canton. Le but de cette manœuvre est de ravir au bloc du prolétariat, de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie urbaine la direction du mouvement révolutionnaire national et d'arrêter par là le développement révolutionnaire. La main de l'impérialisme agit derrière toutes ces manœuvres de forces contre-révolutionnaires.

À ce moment de transition, tandis que l'abandon progressif de la révolution par la grande bourgeoisie est historiquement inévitable, le prolétariat doit, bien entendu, largement utiliser les couches de la bourgeoisie qui, à l'heure actuelle,

collaborent activement à la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le militarisme.

D'autre part, le prolétariat et son Parti doivent, dans leur tactique, profiter des antagonismes entre les couches de la bourgeoise qui abandonnent la révolution et des antagonismes entre les divers groupements impérialistes, sans oublier néanmoins les buts essentiels et leur subordonnant toutes leurs manœuvres stratégiques et tactiques.

3. — Perspectives générales de la révolution chinoise

§7. Du point de vue du groupement des classes, les perspectives générales de la révolution chinoise apparaissent très clairement. Si, dans l'étape actuelle, la révolution chinoise est historiquement une révolution de nature démocratico-bourgeoise, elle doit prendre néanmoins le caractère d'un mouvement social plus large. Les perspectives de la révolution chinoise ne tendront pas nécessairement à la création de conditions politiques et sociales conduisant au développement capitaliste du pays. La révolution chinoise se déroule dans la période du déclin du capitalisme; elle fait donc partie de la lutte générale qui veut le renversement du capitalisme et l'établissement du socialisme. La structure de son développement révolutionnaire est déterminée par sa base de classe. Ce n'est pas un État purement démocratico-bourgeois. L'Etat représentera la dictature démocratique du prolétariat, de la paysannerie et des autres classes exploitées. Ce sera un gouvernement révolutionnaire antiimpérialiste — un gouvernement de transition vers un développement non capitaliste socialiste.

Le PC Chinois doit s'efforcer de réaliser cette perspective révolutionnaire en suivant la voie d'un développement non capitaliste. En cas contraire, c'est-à-dire en cas de victoire de la bourgeoisie sur le prolétariat et du rétablissement du rôle dirigeant de la bourgeoisie, le pouvoir véritable du pays retournerait aux impérialistes étrangers quoique que sous des formes nouvelles.

§8. Le développement ultérieur et les perspectives de la révolution chinoise dépendent en premier lieu du rôle du prolétariat. Les événements de ces dernières années ont prouvé qu'un front national de lutte révolutionnaire ne peut être organisé que sous la direction prolétarienne. La lutte contre l'hégémonie du capital étranger ne peut être conduite avec succès que sous l'hégémonie du prolétariat. Tel est le principe essentiel qui détermine la tactique de la révolution chinoise.

Les cliques féodales militaires qui exercent le pouvoir politique sur une grande partie du pays représentent des forces de réaction et sont les agents de l'impérialisme. La bourgeoisie indigène est relativement mal développée et faible en tant que classe. La partie de la bourgeoisie industrielle économiquement la plus forte, (financiers et compradores) est très étroitement liée au capitalisme étranger par des liens commerciaux et financiers et n'a jamais préparé la lutte anti-impérialiste. La bourgeoisie industrielle a marché avec le mouvement révolutionnaire national tant qu'il a gardé un caractère purement démocratico-bourgeois, mais aux premiers symptômes d'une révolution, elle a soit déserté la cause révolutionnaire ou manœuvré pour la saboter. Dans un pays tel que la Chine, la petite-bourgeoisie (intellectuels, classes moyennes,

étudiants, artisans, petits commerçants, etc.) constitue une force révolutionnaire. Elle a joué, dans le passé, un rôle important et elle continuera le jouer dans l'avenir. Mais elle n'est pas capable d'agir indépendamment : elle doit marcher soit avec le prolétariat, soit avec la bourgeoisie. Quand la bourgeoisie déserte la révolution ou conspire contre elle, les classes moyennes exploitées passent sous l'influence révolutionnaire du prolétariat. Dans ces conditions, les forces motrices de la révolution chinoise sont dans le moment actuel le bloc révolutionnaire du prolétariat, de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie. Le prolétariat est, dans ce bloc, le facteur dominant.

4. — La révolution nationale et la paysannerie

§9. Dans le stade présent de transition du développement révolutionnaire, la question agraire revêt une forme des plus aiguës. Elie est le point central de la situation actuelle. La classe qui abordera hardiment cette question essentielle et sera capable de lui donner une solution radicale aura la direction de la révolution. En Chine, dans les conditions données, le prolétariat est la seule classe qui puisse mener une politique agraire radicale et cette politique est une des conditions du succès de la lutte anti-impérialiste et du développement ultérieur de la révolution.

La puissance du militarisme chinois repose, d'une part, sur l'impérialisme étranger; d'autre part, sur les propriétaires fonciers indigènes. La domination des militaristes est basée sur un système d'esclavage à demi-féodal, sur l'oppression et l'exploitation de centaines de millions de paysans, par un appareil gouvernemental bureaucratique et militaire, les prolétaires fonciers, la gentry et le capital marchand et usurier. Ce système est basé sur

l'absence ou les restrictions extrêmes de terres laissées aux paysans contraints pour cela de se livrer à l'exploitation des propriétaires fonciers et des usuriers et qui grossissent les rangs des millions de coolies dans les villes et dans les armées. La tâche qui consiste à secouer le joug des l'impérialistes, à anéantir tous vestiges des anciens rapports féodaux, l'émancipation nationale, la transformation révolutionnaire des rapports sociaux et intérieurs organiquement liés entre eux, telle est la seule et unique tâche de la révolution chinoise. Pour renverser complètement les cliques militaires et féodales, il faut développer la lutte économique et politique de la paysannerie qui est l'écrasante majorité de la population comme faisant partie de la lutte antiimpérialiste. L'idée que la lutte de classe aiguë dans les campagnes affaiblira le front uni antiimpérialiste n'est pas fondée. La destruction de la seconde armée nationale, non par les forces contre-révolutionnaires, mais par la révolte des paysans mécontents prouve le danger de cette situation. Ne pas aborder hardiment la question agraire, ne pas soutenir dans leur ensemble les revendications politiques et économiques objectives des masses paysannes serait un véritable danger pour la révolution. Il serait faux de ne pas situer au premier plan dans le programme de libération nationale le programme du mouvement agraire par crainte de s'aliéner l'incertaine perfide d'une partie de la classe capitaliste. Cette tactique ne serait pas une politique révolutionnaire du prolétariat. Le PC doit être exempt de telles fautes.

§10. Le trait original de la situation actuelle est son caractère de transition, alors que le prolétariat doit choisir entre la perspective d'un bloc avec d'importants milieux de la

bourgeoisie et celle de consolider ultérieurement son alliance avec la paysannerie. Si le prolétariat ne formule pas un programme agraire radical, il n'attirera pas les paysans et il perdra la direction du mouvement de libération nationale. Sous l'influence impérialiste, directe ou indirecte, la bourgeoisie regagnera cette influence. Dans les conditions actuelles, cette perspective signifierait le renforcement du capital étranger en Chine, la stabilisation de l'impérialisme.

Le gouvernement national de Canton ne sera pas capable de garder le pouvoir, la révolution n'avancera pas vers la victoire définitive sur l'impérialisme étranger et la réaction indigène, si l'émancipation nationale n'est pas identifiée avec la révolution agraire. La différenciation de classe qui s'affirme de plus en plus dans les régions agricoles rend plus aiguë la lutte entre les masses paysannes et les classes exploitrices; cette différenciation de classe et la lutte âpre qui en résulte doivent susciter l'attention la plus sérieuse des PC qui devront prendre la direction du mouvement paysan et le développer par des mots d'ordre économiques et politiques appropriés à la situation.

§11. Tout en reconnaissant que le PC chinois doit proclamer la nationalisation des terres comme revendication fondamentale du programme agraire du prolétariat, il faut toutefois actuellement différencier la tactique agraire selon les particularités économiques et politiques des différentes régions du territoire chinois.

Dans les questions du pouvoir déjà posées par le mouvement paysan, le PC chinois doit soutenir les efforts pour briser la toute-puissance de la gentry et des fonctionnaires ruraux dans les campagnes pour substituer aux fonctionnaires anciens demi-féodaux des organes de base

du pouvoir révolutionnaire exécutant les décrets des gouvernements révolutionnaires et défendant les intérêts de la principale masse des paysans. Les paysans doivent collaborer à la création des organes de pouvoir des districts.

Le programme agraire doit revêtir une forme concrète sur le territoire et sous l'autorité du gouvernement national du Kuomintang. Le PC chinois et le Kuomintang doivent prendre les mesures suivantes pour attirer les paysans à la révolution :

a) réduction maximum des fermages ;
b) suppression des formes multiples d'impôts qui frappent les paysans et remplacement de ces taxes par un impôt agricole progressif unique ;
c) régularisation et réduction maximum des impôts qui frappent la masse principale des paysans;
d) confiscation des terres des églises et des couvents et des terres appartenant aux militaristes réactionnaires ;
e) garantie aux fermiers du droit de fermage à vie des parcelles qu'ils cultivent et fixation du maximum du fermage par les unions paysannes avec participation de représentants du pouvoir révolutionnaire ;
f) soutien général par le gouvernement de Canton des intérêts des paysans, en particulier défense des paysans contre l'oppression et les violences des propriétaires fonciers, de la gentry et des usuriers;
g) désarmement des "mantouan" et autres armées des propriétaires fonciers ;
h) armement des paysans pauvres et moyens et subordination de toutes les forces armées dans les campagnes aux organes du pouvoir révolutionnaire ;

i) soutien maximum du gouvernement aux organisations paysannes, y compris les unions paysannes ;
j) organisation d'un crédit à taux peu élevé, lutte énergique contre les usuriers, aide aux organisations paysannes de secours mutuel ;
k) aide gouvernementale à la coopération et aux organisations semblables de secours mutuels.

§12. La tâche du PC est de veiller à ce que le gouvernement de Canton réalise ces mesures comme transition vers une période plus évoluée de la révolution agraire. Cette tâche très importante doit étire réalisée dans les organisations de Comités de paysans et sous la direction communiste. Au cours du développement de la révolution, les Comités de paysans acquerront l'autorité et la puissance nécessaires pour réaliser les revendications ci-dessus et intensifier la lutte en formulant des revendications de plus en plus radicales. Les Comités de paysans seront la base du Gouvernement du Peuple et de l'Armée du Peuple dans les régions agricoles.

Dans les régions placées encore sous la domination de militaires réactionnaires, la tâche du PC est de diriger la paysannerie contre le féodalisme, le militarisme et l'impérialisme. Ici, le travail révolutionnaire parmi la paysannerie est d'une importance particulière, car il sera moyen le plus sûr de désagréger les armées réactionnaires.

Les communistes doivent utiliser toutes les organisations paysannes qui naissent spontanément, comme par exemple les «Lances Rouges», et y renforcer leur influence.

§13. L'attitude de la paysannerie l'égard de la révolution est en grande partie déterminée par la conduite et l'action

des armées nationales. La bonne ou mauvaise conduite des armées révolutionnaires détermine le jugement de la paysannerie à l'égard du nouveau gouvernement. C'est un fait que l'armée révolutionnaire chinoise est saluée avec enthousiasme lorsqu'elle arrive parmi les masses paysannes. Mais c'est aussi un fait que cet enthousiasme baisse par la suite. Les exigences d'une campagne militaire longue et difficile imposent aux paysans des charges nouvelles. L'aide enthousiaste de la paysannerie aux armées révolutionnaires sera durable si les communistes et les autres éléments révolutionnaires qui dirigent le mouvement savent compenser les charges temporaires imposées à la paysannerie par une politique agraire juste et hardie. Les armes révolutionnaires prendront racine dans les masses paysannes dans la mesure où elles seront le porte-drapeau de la révolution agraire.

5. — Le PC et le Kuomintang

§14. La nécessité absolue d'assurer son influence sur les paysans détermine également l'attitude du PC à l'égard du Kuomintang et le gouvernement de Canton. L'appareil du gouvernement national révolutionnaire est un moyen très efficace d'atteindre la paysannerie. Le PC doit l'utiliser. Il faut créer dans les provinces nouvellement libérées un appareil d'État sur le modèle du gouvernement de Canton. Les communistes et leurs alliés révolutionnaires ont pour tâche de pénétrer l'appareil du nouveau gouvernement en vue de réaliser pratiquement le programme agraire de la révolution chinoise. On profitera de l'appareil d'État pour confisquer les terres, réduire les impôts, donner aux Comités de paysans un véritable pouvoir tout en réalisant

progressivement des réformes sur la base du programme révolutionnaire.

§15. Pour cette raison et pour bien d'autres également importantes, il est faux de penser que le PC doit abandonner le Kuomintang. Tout le développement de la révolution chinoise, son caractère et ses perspectives exigent que les communistes demeurent dans le Kuomintang et y intensifient leur travail. Dans cette intention et pour faire évoluer le mouvement révolutionnaire vers des stades toujours plus élevés, les communistes doivent entrer au gouvernement de Canton. Depuis sa création, ce gouvernement fut en réalité aux mains de l'aile droite du Kuomintang (sur six commissaires, cinq appartiennent à l'aile droite). Bien que le gouvernement de Canton n'ait pu exister sans le soutien de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier et paysan a dû, même dans la province de Canton, surmonter de multiples difficultés. Les récents événements indiquent que les communistes doivent entrer au gouvernement national pour y soutenir l'aile gauche dans sa lutte contre la politique faible et chancelante de la droite. Le pouvoir du gouvernement de Canton qui gagne une région beaucoup plus considérable du territoire chinois pose plus impétueusement que jamais la question de la participation des communistes au gouvernement national.

§16. Le PC chinois doit s'efforcer de faire du Kuomintang un véritable parti du peuple — un solide bloc révolutionnaire du prolétariat, de la petite-bourgeoisie urbaine, de la paysannerie et des autres classes opprimées et exploites qui doivent lutter énergiquement contre l'impérialisme et ses agents. Pour y parvenir, le PC doit travailler selon les directives suivantes :

a) lutte systématique et résolue contre l'aile droite et l'idéologie de Tai Chi Tao et ses tentatives de transformer le Kuomintang en parti bourgeois ;
b) Formation définitive d'une aile gauche et étroite collaboration avec elle. Les communistes ne doivent pas prendre mécaniquement la direction de cette aile;
c) critique positive du centre qui oscille entre l'aile gauche et l'aile droite, entre le développement de la révolution et un compromis avec l'impérialisme.

6. — Les tâches de la révolution chinoise et caractère du gouvernement révolutionnaire

§17. Lénine a écrit :

«Tandis qu'autrefois, avant l'époque de la révolution mondiale, les mouvements de libération nationale faisaient partie des mouvements démocratiques généraux, maintenant après la victoire de la Révolution soviétique en Russie et le commencement d'une période de révolution mondiale, le mouvement de libération nationale fait partie de la révolution prolétarienne mondiale.»

Le programme de la révolution chinoise et la structure de l'État révolutionnaire qui en résultera peuvent être déterminés à la lumière de cette conception. Le processus de différenciation de classes qui suit le développement du mouvement révolutionnaire justifie ce point de vue; le gouvernement de Canton, en dépit de caractère bourgeois, contient essentiellement et objectivement l'embryon d'une dictature révolutionnaire démocratico-petite-bourgeoise du bloc du prolétariat, de la paysannerie, de la petite-bourgeoisie urbaine. Le mouvement démocratico-petit-bourgeois en Chine devient révolutionnaire parce qu'il est un

mouvement anti-impérialiste. Le gouvernement cantonnais est un est un État révolutionnaire avant tout, à cause de son caractère anti-impérialiste. Étant donc avant tout anti-impérialiste, la révolution chinoise et le gouvernement qui en est issu, doivent déraciner l'impérialisme en Chine. La répudiation des traités inégaux et l'abolition des concessions territoriales aux étrangers ne suffisent pas pour affaiblir les positions de l'impérialisme. C'est à la base économique de la puissance impérialiste qu'il faut porter le coup. Cela signifie que le gouvernement révolutionnaire devra finalement s'emparer des chemins de fer, des concessions, des fabriques, des mines, des banques, des maisons de commerce que possède le capital étranger. Ce geste lui fera franchir immédiatement les frontières étroites de la démocratie bourgeoise, et le conduira dans la période de transition vers une dictature révolutionnaire.

Ainsi, il serait faux de réduire les tâches immédiates de la révolution chinoise à : 1) le renversement de l'impérialisme; 2) la liquidation des survivances du féodalisme ; à cause de sa nature démocratico-bourgeoise dans cette première période. La révolution chinoise ne peut renverser l'impérialisme sans sortir des limites de la démocratie bourgeoise. En Chine dans les conditions actuelles, le prolétariat conduira la paysannerie à la lutte révolutionnaire. Un mouvement de liquidation du féodalisme dirigé par le prolétariat est destiné à devenir une révolution agraire. Étant données les particularités de la situation, les tâches de la révolution chinoise deviennent :

a) La nationalisation des chemins de fer et des voies fluviales;

b) La confiscation des grandes industries, des mines et des banques ayant un caractère de concessions étrangères ;
c) La nationalisation de la terre réalisée par des réformes radicales successives, effectuées par un État révolutionnaire.

7. — Le PC et le prolétariat

§18. Pour jouer un rôle dominant dans la révolution, le prolétariat chinois doit fortifier son organisation de classe, politiquement et économiquement. La première tâche du PC est d'organiser et d'éduquer le prolétariat pour son rôle historique. La faiblesse numérique et la jeunesse du prolétariat chinois devront être contrebalancées par la force de son organisation et la clarté de son idéologie.

La Confédération Générale des Syndicats groupe déjà un million deux cent mille ouvriers industriels. Les syndicats des cheminots et des marins sont la base du PC. Renforcer ces organisations en y attirant les larges masses ouvrières, telle est la tâche immédiate du PC. Dans la lutte révolutionnaire nationale de ces deux dernières années, la classe ouvrière a fait preuve d'une puissance considérable. Dans la lutte actuelle elle a gagné l'hégémonie du mouvement révolutionnaire. Ces traditions et ces réalisations nécessitent des organisations ouvrières qu'elles se renforcent encore et se développent sur les bases suivantes:

a) Création des syndicats d'industrie de masse, unifier tous les syndicats sur la base industrielle, renforcer la Fédération chinoise des syndicats;

b) Intensifier le travail parmi les masses, être en contact plus étroit avec les organismes dirigeants des syndicats et les larges masses d'ouvriers chinois; enrôler dans les syndicats aussi bien les artisans que les ouvriers industriels, ceux qui travaillent dans les petites entreprises que les travailleurs de l'enseignement;
c) Accorder une attention plus grande à la lutte économique qui doit être liée à la lutte politique. Élaborer une tactique de grèves; organiser des fonds de secours mutuels et des fonds de grève; aider à la formation des coopératives, etc., etc.;
d) Intensifier le travail d'éducation en dénonçant les méthodes réformistes aux masses ouvrières;
e) Renforcer le contact entre le mouvement syndical chinois et le mouvement syndical mondial, en particulier avec le mouvement syndical des pays d'Extrême-Orient.

§19. Pour attirer la masse de la classe ouvrière dans mouvement et renforcer sa position dans la révolution nationale, le PC Chinois devra faire de l'agitation pour réaliser les revendications suivantes:

a) Complète liberté d'activité organisations révolutionnaires ouvrières et paysannes. Légalisation des syndicats. Promulgation de lois progressifs sur les syndicats. Droit de grève;
b) Législation ouvrière. Loi de 8 heures. Un jour de repos par semaine. Minimum de salaire;
c) Législation sociale. Inspection sanitaire des conditions de travail. Logements. Assurance contre la maladie, les accidents, l'invalidité, le chômage. Protection du travail des femmes et des enfants. Interdiction du

travail de nuit pour les femmes. Interdiction d'employer dans les usines des enfants âgés de moins de 14 ans;

d) Création de l'inspection ouvrière;
e) Abolition du système des amendes et des peines corporelles;
f) Retrait de toutes les forces militaires et policières des places de travail;
g) Lutte contre le chômage; emprise des syndicats sur les chômeurs; organisation des Bourses du travail auprès des syndicats.

§20. Les artisans et les ouvriers manœuvres qui constituent la majorité de la dans les villes chinoises, sont l'heure actuelle un immense réservoir d'énergie, jusqu'ici inutilisé. L'impérialisme les a ruinés et ils sont hostiles au capitalisme étranger. Le PC doit étendre son influence sur ces ouvriers afin de les entraîner dans le courant national-révolutionnaire général. Spécialement dans ce but, le PC doit en rapport avec ces éléments de la population réaliser les objectifs suivants: 1) diminution des charges fiscales; 2) création de syndicats d'artisans et de manœuvres; 3) organisation d'associations ouvrières.

8. — Les tâches d'organisation du PC chinois

§21. Le PC chinois est une force organisée. Elle a ses chefs, elle crée ses cadres et dirige ses masses. Le travail du PC chinois a acquis une large portée et une forme d'organisation stable. Ses effectifs ont considérablement augmenté au cours des six derniers mois. La majeure partie de ces nouveaux adhérents sont des ouvriers.

La position des paysans est faible dans le Parti. Néanmoins, dorés et déjà, le Parti développe sans arrêt son travail parmi les paysans.

Une des plus importantes tâches que le Parti chinois doit remplir à l'heure actuelle est d'élargir, d'intensifier et d'améliorer le travail d'éducation de ses membres.

Le Parti contribue activement à organiser les JC. La JC de Chine a récemment augmenté ses effectifs et elle développe son activité dans de multiples domaines. En Chine la jeunesse est une puissante force révolutionnaire ; les étudiants révolutionnaires, les jeunes ouvriers et les jeunes paysans peuvent accélérer la marche de la révolution, s'ils sont placés sous l'influence intellectuelle et politique du PC. Personne autant que la jeunesse ne ressent aussi profondément et aussi vivement l'oppression impérialiste et n'éprouve aussi impérieusement la nécessité de la combattre. Le PC et les révolutionnaires doivent tenir rigoureusement compte de ce fait et s'en inspirer pour intensifier leur action parmi les jeunes. Une des principales tâches du PC doit être de lutter pour acquérir le droit à l'existence légale.

§22. Il faut procéder à un travail systématique de recrutement principalement dans les régions industrielles. Pour les nouveaux adhérents, il faut organiser des cours périodiques, des causeries sur les questions du programme et de la tactique et les entraîner au travail quotidien de leur Cellules respectives, et par ces dernières au travail général du Parti.

Il nécessaire d'avoir à tous les degrés de l'organisation du Parti une direction collective depuis le Comité Central jusqu'aux Cellules d'entreprise et de rues. Il faudra continuer

à attirer au travail de direction les meilleurs éléments ouvriers du Parti.

Un travail persévérant doit viser à renforcer et à développer les cadres du parti. Il faut veiller en particulier à l'éducation des secrétaires de Cellules, des dirigeants de fractions et des organisations de masses et des membres des Comités de district et des Comités du Parti. Le Comité Central et les Comités régionaux doivent avoir leurs instructeurs permanents, se déplaçant sans cesse et choisis parmi les éléments les plus actifs du Parti dans la localité.

Il faut créer des cadres d'organisateurs voyageant dans les régions agricoles.

Il faut susciter une activité et une initiative plus intenses dans les organisations de base du Parti, dans les Cellules et dans les réunions générales des membres du Parti, etc.

Les fractions doivent être renforcées essentiellement dans les syndicats, dans les organes dirigeants des Ligues paysannes et dans les organisations du Kuomintang et recevoir du Parti une direction systématique et ferme pour leur travail.

Résolution sur la situation intérieure du PC allemand

1. La lutte de fraction violente des chefs d'extrême-gauche a obligé le PC allemand, au cours de la dernière année, à consacrer une grande partie de son attention et de son énergie à la défense de l'unité du parti et de la ligne léniniste juste contre les attaques d'extrême-gauche. Dans cette lutte intérieure, le parti allemand, dirigé par le CC actuel, a déjà remporté des succès décisifs, entre autres:

a) La scission désirée par les fractions hostiles au parti fut rendue impossible de telle sorte que désormais, même la pensée d'un nouveau parti d'extrême-gauche apparaît comme un non-sens absolu

b) Les pires désorganisateurs: Katz, Korsch, Schwartz, Ruth Fischer, Maslow, Scholem, etc..., qui, sous le couvert de phrases gauchistes, ne cherchaient qu'à décomposer le PC et menaient une campagne nettement anticommuniste, ont vu leur politique démasquée et ont perdu, après leur exclusion, la confiance de tous les ouvriers communistes.

c) L'écrasante majorité des membres du parti a été entièrement convaincue de la justesse de la ligne du CC et du CEIC. Beaucoup d'ouvriers révolutionnaires sincères de gauche, qui avaient auparavant confiance dans les phrases de de gauche des chefs d'extrême-gauche, sont maintenant fermement regagnés au parti et l'IC.

Au cours de la discussion dans le parti, une grande campagne de propagande fut faite parmi tous les membres, jusque dans les cellules d'usines les plus reculées: les problèmes de la dictature du prolétariat dans l'US, les

questions essentielles de la révolution allemande et les tâches principales du PC allemand dans l'étape actuelle furent posées plus clairement et mieux précisées, qu'au cours de toutes les précédentes discussions dans le PC allemand.

§2. Le PC allemand a déjà fait le plus difficile de sa tâche pour venir à bout de l'opposition d'extrême-gauche. Aucun doute ne subsiste sar le résultat définitif. Il est déjà évident pour tous que, dans un avenir prochain, l'extrême-gauche sera complètement liquidée au sein du parti allemand. Mais maintenant, malgré la faiblesse de l'opposition d'extrême-gauche et sa décomposition, il subsiste, chez un très petit nombre de camarades ouvriers une mentalité d'extrême-gauche et des concepts erronés. Bien que ces ouvriers n'aient aucune confiance dans les meneurs de fractions exclus, bien qu'ils veuillent en aucun cas rompre avec le parti, ils n'ont pas encore complètement bien brisé avec certains groupements hésitants d'opposition. La principale faute de ces camarades est de croire à tort que les plates-formes des fractions Weber, Koetter et autres sont en principe quelque chose de différent et de meilleur que celles de Maslow, Ruth Fischer et Korsch.

Les groupes Weber et Koetter, qui ne diffèrent du groupe Maslow et Ruth Fischer par leur tactique et par des divergences sur des questions accessoires, défendent au fond un point de vue faux et anticommuniste en principe. Les leaders de "l'opposition de Wedding" font sur les questions de principe les plus importantes, une agitation traditionnelle, dont le contenu essentiel s'écarte fort peu de l'agitation anticommuniste des exclus. C'est ainsi qu'ils répandent les mensonges déjà connus sur la dégénérescence de la dictature du prolétariat dans l'US et son relâchement en faveur des

koulaks et xnx. Ils calomnient l'IC en répandant le bruit qu'elle fait une politique "liquidatrice" et qu'elle aurait trahi la grève anglaise, voire même la révolution internationale. Ils insultent la politique du PC allemand en la traitant d'opportuniste et de liquidatrice. Ils ont la hardiesse d'affirmer que la direction du PC veut unir le parti à la social-démocratie. Il est clair que les chefs de l'opposition eux-mêmes ne peuvent ajouter foi à ces calomnies. Ils ne sont pas si ignorants. Mais au cours de l'été et en automne, la violente intervention fractionnelle de l'opposition russe d'une part et, de l'autre, les attaques anticommunistes sans scrupule d'éléments hostiles au parti tels que Korsch, Schwartz, Ruth Fischer et Maslow, les amenèrent à croire que, maintenant, dans la guerre fractionnelle contre la direction de leur propre parti et de l'Internationale, toutes les calomnies sont permises et toutes les armes bonnes. Bien que les groupes Weber et Koetter n'aient pas formulé le mot d'ordre de la deuxième révolution russe, leur plate-forme contient les éléments favorables à cette revendication.

§4. À certains égards, évidemment, "l'opposition de Wedding" diffère des groupes Ruth Fischer, Urbhans, Korsch et Schwartz. Ces derniers, furent purement et simplement des ennemis du parti, des renégats qui veulent consciemment désorganiser le PC. "L'opposition de Wedding" a reconnu les statuts du parti et conserve, dans la règle, un minimum de discipline du parti. La différence essentielle, c'est qu'il y a parmi les partisans de l'opposition de Wedding un certain nombre d'ouvriers révolutionnaires sincères (bien qu'égarés) qui ne veulent en aucun cas abandonner le parti ou lui nuire, et qui n'ont aucune confiance en Korsch, Maslow, Ruth Fischer et consorts. Il serait faux d'ignorer cett distinction. À

cause de cette différence, précisément, la conduite du parti envers "l'opposition de Wedding" doit être autre qu'envers les ennemis du parti et les renégats. Le devoir du parti en premier lieu est de faire tout pour convaincre les partisans du groupe de Wedding de la fausseté de leur position. Le PCA gagnera les éléments ouvriers de ces groupes au point de vue léniniste par des entretiens amicaux dans la limite autorisée par les statuts.

Mais en même temps, tous les camarades de "l'opposition de Wedding" doivent comprendre ave tout le sérieux qui s'impose qu'en continuant la lutte de fraction, ils ne peuvent, objectivement, que nuire au mouvement communiste, car tous les ennemis du parti, des bourgeois et social-démocrates de droite aux chefs exclus d'extrême-gauche, utilisent l'agitation fractionnelle de l'opposition de Wedding pour porter leurs coups contre le PC, de la même façon que les leaders social-démocrates font usage partout des déclarations trotskistes de l'opposition russe (également répandues par le groupe de Wedding) comme d'"arguments" en faveur de leur campagne de haine contre l'US et le mouvement communiste. Les "actions solidaires" des éléments d'extrême-gauche en faveur du trotskisme ne peuvent profiter à personne sinon aux ennemis de la Russie des Soviets et de l'IC. Les actes fractionnels d'extrême-gauche ont (contre la volonté de leurs auteurs) des effets d'extrême-droite, Le fait d'une opposition d'extrême-gauche constante entrave en premier lieu la lutte du PC pour la conquête des larges masses prolétariennes et leur formation révolutionnaire et lui porte atteinte.

§6. C'est pourquoi le premier devoir communiste l'opposition de Wedding est de cesser son travail fractionnel,

de se rallier loyalement au front unique de lutte du PC. La victoire sur nos ennemis de classe est impossible sans une volonté ferme des rangs combatifs du parti, sans une discipline révolutionnaire rigide.

Les leaders de l'opposition de Wedding doivent, une fois pour toutes, cesser toute relation avec les éléments anticommunistes exclus. Ils doivent combattre ouvertement les idées liquidatrices des renégats exclus qui représentent le parti non comme un parti bolchévik uni, mais comme un réservoir informe de tous les groupes et fractions possibles, ce qui est conforme aux conceptions social-démocrates sur la nature du Parti. Si les chefs de l'opposition de Wedding ne veulent pas briser avec ces désorganisateurs exclus et refusent de se conformer aux décisions du PC et de l'Internationale, ils prendront sur eux l'entière responsabilité des conséquences.

Les organes dirigeants du PCA, ont le devoir de comprendre à tous les partisans de ce groupe, par une propagande amicale, qu'il n'y a pas de ligne intermédiaire, position intermédiaire entre l'IC les ennemis de l'Internationale, mais qu'il n'y a qu'à choisir nettement et définitivement entre ces deux camps.

§7. La condition la plus importante pour le succès de ce travail de consolidation et de renforcement véritables du PC, c'est une activité intense du parti dans la lutte contre la bourgeoisie et la social-démocratie, y compris les leaders social-démocrates de "gauche" qui, en réalité (au même titre que les renégats exclus) dissimulent sous de phrases de gauche leur nature contre-révolutionnaire.

Ces derniers temps, le PC a mené avec succès trois grandes campagnes de masse: la lutte pour l'expropriation sans indemnité des anciennes maisons régnantes qui mit le parti à la tête de quinze millions de travailleurs, le travail pour l'organisation des chômeurs qui assura pour la première fois au parti la direction de millions de chômeurs: la préparation et la tenue du Congrès des travailleurs qui fut très réussi.

Malgré les entravé que les chefs d'extrême-gauche mettent au travail du Parti, malgré le discrédit qu'ils tentent de jeter sur lui, l'influence et la force d'organisation du Parti allemand n'ont nullement diminué; au contraire, elles se sont sensiblement accrues au cours de la dernière année. La force d'organisation s'est au moins, partiellement développée. Ses effectifs ont augmenté; lors des plus importantes élections parlementaires, syndicales et dans les Conseils d'entreprise, le nombre de voix communistes à sensiblement augmenté. Les organisations sans parti de masse, sympathisant avec les communistes, en particulier l'Association des Combattants Rouges, ont progressé avec une extrême rapidité.

Le Parti doit non seulement continuer ce travail pour la conquête des masses prolétariennes et leur formation révolutionnaire, mais aussi le renforcer et l'approfondir; tout en écartant constamment et de toute son énergie les défauts de son travail dans les divers domaines.

§8. La seconde condition, non moins indispensable pour le succès de la consolidation durable du PC, est que dans la lutte contre les déviations d'extrême-gauche le parti n'oublie pas un instant les tendances de droite, nullement liquidées, qui, au contraire, existent encore et peuvent devenir un danger dans la période de stabilisation partielle du

capitalisme, sous la pression de l'influence social-démocrate. Il serait faux de mener la lutte contre l'opportunisme d'une façon abstraite, et encore plus faux, par crainte des dangers opportunistes possibles, de reculer devant une application énergique de la bonne ligne politique. Là où des tendances et des groupements de droite entrent véritablement en action, le parti doit les combattre activement, sans hésiter. Le parti doit placer les anciens partisans des groupements de droite devant l'alternative de choisir clairement et sans équivoque entre Brandler-Thalheimer, d'une part, et la politique du CC et de l'Internationale de l'autre. En même temps, le CC doit collaborer avec ceux des anciens camarades de droite qui renoncent sans équivoque à leurs anciennes fautes et soutiennent sans réserve la direction du parti. Ce n'est qu'ainsi que dans les débats intérieurs, le parti pourra vaincre les principaux adversaires d'extrême-gauche.

§9. Le prochain et 11e Congrès du parti devra marquer la consolidation du parti, le passage de la discussion du Parti allemand, dans laquelle il s'est prononcé pour la ligne de l'IC, au travail pratique de masse.

L'unité, la cohésion et la discipline révolutionnaire du Parti doivent être assurées à tout prix. L'autorité révolutionnaire de l'organisation communiste unie et de ses organes dirigeants doit être sérieusement raffermie. Les faiblesses qui seront reconnues par le Parti lui-même doivent être absolument surmontées. La voie doit être aplanie pour l'accomplissement des grandes tâches révolutionnaires du PC et de toute la classe ouvrière allemande.

À la suite de la requête écrite le 16 novembre 1926, par les exclus du PCA, Maslow, Ruth Fischer, Urbhans et Scholem, le 7e Plénum du CEIC a désigné une commission chargée

d'examiner l'affaire de ces cinq exclus. Cette commission s'est réunie en commun avec la délégation du PCA; elle se composait des camarade Kuusinen (président), Humbert-Droz (secrétaire), Bell (Angleterre), Semard (France), Haken (Tchécoslovaquie), Birch (Amérique), Furubotin (Norvège), Pianitski (URSS), Pruchniak (Pologne), Ercoli (Italie), Katayama (Japon), Stoutchka (président de la CIC). La commission a entendu tous les appelants qui, à l'exception de Maslow, se sont présentés; elle a examiné la documentation ayant trait à l'exclusion. Après un examen approfondi de la question, la commission propose au 7e Plénum du CEIC de décider ce qui suit:

1) Le groupe politique des appelants s'est déjà trouvé à plus d'une reprise en conflit avec l'IC. Faisant abstraction des luttes précédentes, la commission nommée en automne 1925 par le CEIC examina particulièrement ce conflit et, sur la proposition du CEIC, adressa la *Lettre ouverte* à tous les membres et à toutes les organisations du PCA. À ce moment déjà, les représentants des principaux Partis firent remarquer que le groupe Maslow-Ruth Fischer s'était engagé dans la voie de la lutte contre l'IC. Et le camarade Zinoviev dit alors entre autres des chefs de ce groupe qu'ils étaient "des éléments enragés parmi lesquels certains pourront demain être de l'autre côté de la barricade". Dans sa résolution sur la question allemande, le 6e Plénum du CEIC de mars 1926 dit de ce groupe Maslow-Ruth Fischer «qu'il exprime l'état d'esprit décadent de la petite-bourgeoisie ruinée» et qu'il a fait banqueroute politiquement, organiquement et moralement.

2) L'évolution du groupe Maslow-Ruth Fischer, depuis le dernier Plénum du CEIC, et surtout depuis sa parution devant la commission nommée par le 7e Plénum du CEIC, a entièrement confirmé ces constatations. Les appelants n'ont cédé sur aucun point de leurs conceptions anticommunistes ni de leurs actions hostiles au Parti. La commission constate que, par un travail fractionnel systémique, les appelants ont tenté de désorganiser le Parti, d'entraver son activité révolutionnaire, de porter atteinte à ses campagnes dans les masses (pour le referendum, le Congrès des travailleurs). Les appelants ont poussé à la scission dans le PCA par leur liaison politique et organique avec le groupe de Korsch. Après leur exclusion du PCA, les appelants, enfreignant leur promesse, non seulement n'ont pas déposé leurs mandats parlementaires, mais encore les ont ravis au PC pour faire au Parlement, avec Korsch, Schwartz et Katz, une alliance de formé sous la dénomination commune de "communistes de gauche". La parution des appelants devant la commission montra dans sa forme la plus brutale qu'ils ne sont ni des communistes, ni des combattants du mouvement ouvrier, mais bien des renégats de la révolution prolétarienne qui dirigent systématiquement les plus viles attaques contre la politique de l'IC, l'Union des Soviets et le PC d'Allemagne. Les appelants formulèrent devant la commission la scandaleuse déclaration de Maslow ne pouvait se rendre en URSS étant donné que ni lui, ni eux-mêmes n'ont la moindre confiance dans les organes de l'US. Enfin, ces renégats usèrent devant la commission d'une menace insolente de chantage,

déclarant que, si l'occasion s'en présente, ils chercheraient à "compromettre" le PC allemand au moyen certaines "publications".

3) L'évolution anticommuniste du groupe Maslow-Ruth Fischer n'est nullement un produit du hasard, elle liée au cours de la politique extérieure allemand grandissant, au fait que, par l'entrée de l'Allemagne dans la SdN, par l'adoption des paragraphes concernant le droit de passage des armées en cas d'une prochaine intervention, la politique extérieure de la bourgeoisie allemande s'oriente de plus en plus dans un sens nettement hostile aux Soviets. À l'égal de chacun, les chefs de droite et de "gauche" de la social-démocratie allemande se sont aussitôt adaptés à ce revirement de la politique bourgeoise et ont porté leur haine contre la République des Soviets et contre le bolchévisme à son point culminant. Sous l'influence de cette nouvelle orientation bourgeoise, s'est créée, même dans certains milieux indécis de la ouvrière, une base favorable à la formation de petits groupes hostiles à l'IC et aux Soviets, qui sont forcément destinés à égarer les ouvriers révolutionnaires en dissimulant sous une phraséologie "de gauche" apparemment communiste leur lutte contre le mouvement communiste. Les cadres appropriés à ce travail, qui sert les intérêts de la bourgeoisie, se trouvent dans les éléments petit-bourgeois ralliés au communisme qui, au moment de la vague révolutionnaire ascendante, ont adhéré au PC allemand, se sont maintenu un certain temps à la tête du Parti après la défaite d'octobre 1923 et qui, à la suite de la banqueroute de leur politique sectaire; déçus pat les difficultés de la révolution prolétarienne,

démoralisés par la stabilisation du capitalisme, ont tourné le dos au front révolutionnaire. Ces éléments, d'un assemblage bigarré, embarrassés dans une lutte mutuelle irascible, se détachèrent l'un après l'autre du PCA au cours de l'année dernière. Tant que le groupe Katz qui, le premier, s'est retiré, déjà entièrement enfoui de la bourbier de la corruption bourgeoise, alors que le groupe de Schwartz se distingue à peine du PO allemand semi-anarchiste, le groupe Korsch représente le plus ouvertement et le plus conséquent la plate-forme "gauche" de la servitude à l'impérialisme: négation de la dictature prolétarienne dans l'Union des Soviets, lutte par tous les moyens contre le pouvoir des Soviets, entrave à la lutte du prolétariat contre l'intervention sous prétexte que cette lutte aboutirait à "nouveau 4 août", scission dans l'IC, fondation d'une nouvelle Internationale, destruction du PCA.

4) Parmi ces groupements divisés, le groupe Maslow-Ruth Fischer-Urbhans se distingue par son manque de principe, ce qui donne à sa lutte contre la commission une élasticité particulière. Il poursuit en commun avec Korsch et tous les autres courants de l'antibolchévisme de gauche les objectifs suivants:
   a) Calomnie et lutte contre l'US dont la politique est considérée comme un reflet des intérêts des paysans-capitalistes et comme un obstacle à la révolution prolétarienne internationale;
   b) Calomnie et lutte contre l'IC accusée "d'opportunisme" et de "liquidatorisme", "d'avances répétées à la social-démocratie", de "ruine et de décomposition", (mémorandum du groupe Maslow);

c) Calomnies et lutte contre le PC d'Allemagne; tentative de désagréger le Parti, c'est-à-dire de le liquider en dirigeant, comme l'a fait Krosch, des attaques de l'extérieur et, comme l'ont fait Roth Fischer et Maslow, en cherchant à le décomposer de l'intérieur. C'est uniquement pour cette raison que la requête écrite des appelants au CEIC déclare que "les membres du PCA n'ont aucune idée des principes du communisme", que le parti "témoigne d'une faiblesse et d'une dégénération extrême", que "toute la vie du parti est éteinte", etc. C'est uniquement dans cette attention liquidatrice que le groupe Maslow-Ruth Fischer travaille sans relâche à discréditer et à calomnier personnellement tous les ouvriers responsables du Part… Alors que ces opinions ne se distinguent que dans les détails du point de vue de Korsch, ce groupe se sépare officiellement de Korsch et de tous les courants extrémistes pour mieux dissimuler le contenu anticommuniste de sa politique et ne pas être condamné à l'impuissance absolue qui résulterait forcément d'une déclaration officielle pour des buts anticommunistes. Le groupe Maslow-Ruth Fischer fait pour cela usage des opinions et des déclarations de l'opposition russe et trouve aussi un dernier refuge légal à son activité hostile au Parti. Il en résulte un double jeu particulièrement caractéristique de ce groupe qui évite de défendre tout point de vue clair, qui propage des idées confuses, contradictoires et variant chaque jour et qui en fin de congé se transforme en un système de tromperie consciente et continue envers l'IC, envers

les membres du PCA et envers les adhérents même de ce groupe.

5) Les débats qui eurent lieu devant la commission du 7e Plénum du CEIC ont montré une fois de plus que les appelants sont perdus pour le mouvement révolutionnaire et pour le mouvement ouvrier en général. La commission, composée des représentants des principaux PC du monde entier, considère, d'un point de vue unanime, que les conceptions et les actes des appelants sont contraires au programme et aux principes de l'IC (rapports et état d'esprit hostiles envers le PCA, l'IC et l'US). De plus, la commission constata que les appelants se trouvent en contradiction avec les statuts de l'IC. Urbhans, Scholem, et Schwan ont repoussé les conditions minimales que leur fixait la Centrale du Parti allemand réclamant l'abandon de toute activité fractionnelle, et tous les appelants parus devant la commission n'ont point caché qu'ils ne songeaient aucunement renoncer au travail fractionnel. Ils soutinrent l'idée qu'un membre du Parti n'est pas tenu de paraître, en tout temps et sur invitation devant la CIC de l'IC pour répondre d'accusation lourdes et déshonorantes (atteinte aux intérêts du mouvement révolutionnaire par une attitude indigne devant la justice bourgeoise dans le cas Maslow). Par leur intervention, les appelants donnèrent la preuve que les raisons qui motivèrent leur exclusion prononcée par le CC du PCA et qui engagèrent le Présidium du CEIC, à ratifier cette exclusion sont parfaitement justifiées.

6) Partant de ces faits, la commission du 7e Plénum du CEIC décide de proposer au 7e Plénum du CEIC ce qui suit:

a) de ratifier de Maslow, Ruth Fischer, Urbahns, Schloem, Schwan du PCA et de l'IC;

b) D'inviter tous les membres du parti, dévoués à la cause du communisme, de rompre toute liaison politique et organique avec les agents de l'ennemi de classe et de les combattre également sans égard, au même taux que tous les autres traîtres social-démocrates.

Moscou, le 15 décembre 1926.

L'IC et la classe ouvrière de Hollande

Wynkoop, exclu par le dernier congrès du PC hollandais, abuse du nom révolutionnaire de l'IC et appelle le parti qu'il vient de créer: Section de l'IC. Le 7e Plénum du CEIC estime que son devoir est de mettre en garde le prolétariat hollandais contre les tentatives de duperie des Wynkoop, Ravensteyn et Cie. L'organe de Wynkoop prétend que lui et Ravensteyn n'ont été exclus de l'IC que par "violence et contrainte". Mais la vérité est que Wynkoop, Ravensteyn et Cie avaient depuis des années déjà de sérieuses divergences d'opinions, dans d'importantes questions politiques avec le Parti mondial du communisme. Au cours des dernières années, toute l'évolution fut un éloignement progressif des principes et de la pratique révolutionnaires de l'IC. Déjà à la fin de l'année de 1922, Wynkoop déclara au Parlement hollandais que le parti traître des social-démocrates hollandais était un parti frère des communistes et il posa la question de savoir "s'il n'existe pas une base sur laquelle les deux partis socialistes qui s'appuient sur le mouvement ouvrier et sur la doctrine marxiste puissent s'emparer du gouvernement. Il n'existe aucune raison politique, aucun motif sérieux pour que, en tant que Partis, nous ne poursuivions pas actuellement la lutte défensive contre le capitalisme et cherchions une base pour constituer un gouvernement".

Dans ce discours, Wynkoop a pressenti sa propre évolution politique des dernières années. Il n'y a vraiment aujourd'hui aucune raison politique sérieuse, aucun motif sérieux qui puissent séparer Wynkoop et Ravensteyn de la social-démocratie. Wynkoop a partagé toutes les illusions

pacifistes du gouvernement Macdonald. Il a, en 1923, déclaré d'une façon typiquement social-démocrate que la révolution allemande n'est pas plus dans l'intérêt de la Russie Soviétique que dans l'intérêt des ouvriers allemands.

Ni Wynkoop, ni Ravensteyn n'ont jamais pu se libérer de l'état d'esprit impérialiste et présomptueux avec lequel la social-démocratie considère les peuples opprimés des colonies. Dans un de ses discours parlementaires (30 janvier 1925), tout en donnant de bons conseils au gouvernement impérialiste hollandais, Ravensteyn déclara:

"Je dis au gouvernement: Reviens encore sur cet voie. Nous-mêmes préférerions que le gouvernement cherche à conjurer par des moyens pacifiques la tempête qui menace en Indonésie."

Au lieu d'intervenir en faveur de l'indépendance du peuple indonésien, Ravensteyn cherche à préserver le capitalisme hollandais de la révolution du peuple indonésien.

Au Parlement, il vota en faveur de la honteuse ordonnance sur les coolies, qui maintient an moyen des pires châtiments l'exploitation du peuple indonésien, en déclarant Parlement, en accord avec la social-démocratie: "Il est tout à fait clair que l'on ne peut annuler cette ordonnance immédiatement, mais seulement dans un délai de deux à cinq ans".

Par sa fausse politique syndicale, qui oscillait entre l'opportunisme extrême et le sectarisme extrême, par la lamentable passivité qui distingua sa direction du parti dans tous les domaines, Wynkoop avait isolé le PC hollandais des grandes masses du prolétariat, comme du renforcement

idéologique de l'IC. Ce sont non seulement les difficultés objectives qui existent en fait, mais encore la direction passive et sectaire de Wynkoop et de Ravensteyn qui sont responsables de la stagnation du mouvement communiste en Hollande. Il est vrai que Wynkoop a déjà brisé il a plusieurs décades avec la social-démocratie, mais en fait, il ne s'est jamais détaché des conceptions fondamentales de la social-démocratie. Il n'a jamais réussi à devenir un révolutionnaire, un communiste, un adhérent fidèle du parti révolutionnaire mondial du prolétariat, de l'IC. Il exerça dans le PC hollandais un véritable régime dictatorial, mais il n'a jamais voulu se soumettre à la discipline internationale, au centralisme démocratique de l'IC.

Lorsqu'il se sépara ensuite ouvertement de l'IC, il montra nettement son véritable visage anti-communiste. Dans l'organe de Wynkoop et sous la responsabilité de Wynkoop, Ravensteyn fait campagne contre l'IC, il accuse le CEIC de "faire la chasse aux hérétiques", il parle des "oukazes" de Moscou et calomnie indignement l'IC en l'appelant une "nouvelle église avec ses dogmes", c'est-à-dire avec des règles et des professions de foi rigides, avec des prêtres et une masse de croyants au moins "stupides". Ravensteyn s'est abaissé jusqu'à attaquer de la façon la plus grossière le PC Hollandais dans une revue réactionnaire (*Questions de Tijd*) à laquelle collaborent également des fascistes. Il montre sa critique en déclarant qu'il veut s'adresser à "un plus grand public". En réalité, il s'adresse à la bourgeoisie devant laquelle il calomnie le parti révolutionnaire du prolétariat. Le journal de Wynkoop et de Ravensteyn compare la dictature du prolétariat dans l'US avec la dictature fasciste de Mussolini et se plaint en même temps que dans "l'Église

politique", c'est-à-dire dans l'IC, "il n'existe plus de place pour des opinions indépendantes".

Mais l'IC déclare qu'il ne peut plus y avoir de place à l'intérieur du parti mondial révolutionnaire pour de telles opinions "indépendantes" qui sont aussi indépendantes du prolétariat que de la révolution.

Lorsque Wynkoop et Ravensteyn durent choisir entre leurs conceptions fausses, leurs idées opportunistes et dangereuses, leur attitude sectaire et l'appartenance l'IC, ils choisirent la voie du "renégatisme". Ils le firent tout d'abord scandaleusement en créant un comité pour faire appel à l'IC, après avoir achevé la scission. Mais jamais ils n'ont fait appel à l'IC contre leur exclusion du PC hollandais dont bien-fondé a été confirmé par le Plénum du CEIC.

Malgré des invitations répétées, ils ne se sont pas rendu à Moscou. Et même ils n'ont pas non plus profité de l'occasion que leur offrait le Plénum du CEIC de faire appel à l'IC.

De la scission inavouable, ils se sont passés à la scission sans vergogne. Ils ont organisé leur propre "parti", créé un organe propre et opposé leurs propre candidats aux candidats de notre Parti.

Le Plénum du CEIC déclare que l'IC n'a rien de commun avec le parti de Wynkoop et de Ravensteyn. Ils ne font qu'usurper les rangs d'une Section de l'IC. L'IC n'a qu'une Section en Hollande, c'est notre Parti frère hollandais, le PC de Hollande. Nous nous adressons ici à tous les ouvriers qui ont été égarés par Wynkoop, Ravensteyn et Cie et qui s'imaginent encore que s'ils suivent Wynkoop, peuvent en même temps rester fidèles à l'IC. Ces ouvriers sont dans l'erreur: le camp de Wynkoop est le camp des renégats, et ils

ne peuvent remplir leur devoir révolutionnaire que s'ils abandonnent Wynkoop et retournent au PC Hollandais.

Notre parti frère hollandais et un petit parti qui doit lutter contre mille difficultés que lui créent non seulement la force de l'État, mais encore la puissante et dangereuse social-démocratie hollandaise. Nous à tous les ouvriers hollandais sincères de suivre et défendre le PC hollandais particulièrement maintenant dans la lutte qu'il mène en faveur de la liberté et de l'indépendance du peuple indonésien opprimé, qui saigne dans son insurrection héroïque.

Vive le PC Hollandais, la seule Section de l'IC en Hollande.

Vive l'unité révolutionnaire du prolétariat hollandais !

Debout pour la lutte contre l'impérialisme hollandais, pour la libération de l'Indonésie !

Résolution sur la situation en Angleterre

1. — Introduction

§1. lutte des mineurs anglais qui dura sept mois et suivit la grève générale a infligé de rudes coups au capitalisme britannique. Expression du déclin progressif du capitalisme anglais depuis la guerre, cette grève a considérablement accéléré pour l'avenir le rythme de ce déclin.

§2. La position de l'Angleterre dans l'économie mondiale a été sapée et sa situation politique internationale affaiblie. La politique extérieure de l'Angleterre a subi plusieurs échecs. L'échec, à Genève, de ses projets de Locarno tendant à constituer un bloc contre les États-Unis, la défaite des agents britanniques Ou Pei Fou et Sun Tchuan Fang battus par l'armée de Canton, ses efforts désespérés pour assurer un bloc antisoviétique, qui n'ont pas été arrêtés par certains succès des Soviets tels que le pacte lithuano-soviétique, sont un nouveau symptôme de la situation toujours plus difficile de l'impérialisme anglais.

§3. La lutte des mineurs et l'embarras où se trouva, par la suite, l'impérialisme britannique, a pratiquement secondé la lutte révolutionnaire pour la nationale du chinois, en retardant l'intervention militaire ouverte des forces anglaises contre Canton. La défaite des mineurs a encouragé l'impérialisme anglais à passer des formes indirectes et cachées d'intervention à l'emploi ouvert de la violence, bien qu'accompagnées de "conversations" hypocrites avec Canton.

D'autre part, les souscriptions et les résolutions de sympathie pour les mineurs anglais, en Chine et aux Indes, démontrent que le conflit minier anglais a aiguisé la

conscience politique des ouvriers et des paysans des pays coloniaux, a jeté le fondement d'une alliance avec le mouvement ouvrier anglais contre l'impérialisme britannique.

§4. Les liens des diverses parties composantes de l'Empire britannique se sont relâchés. La résolution adoptée par la Conférence Impériale sur les rapports entre les États de l'Empire, les élections canadiennes, le conflit du drapeau en Afrique du Sud, la question des gouverneurs en Australie, font ressentir les tendances des Dominions vers l'indépendance, stimulée à nouveau par l'affaiblissement de l'impérialisme anglais.

§5. À l'intérieur, le conflit minier a accentué les antagonismes de classe à un point jusqu'ici inconnu en Angleterre; il a montré pratiquement au ouvriers la réalité et le cynisme de la dictature capitaliste mieux que n'auraient pu le faire de longues années de propagande. En même temps, ce conflit a considérablement développé la conscience politique et l'activité de la classe ouvrière, accélérant par conséquent le regroupement des forces au sein du mouvement ouvrier.

§6. La consolidation de toutes les forces de la bourgeoisie autour du parti conservateur et le ralliement des ouvriers au Labour Party (étape de leur révolutionnarisation), l'influence accrue de la fraction la plus réactionnaire du parti Tory — les Die Hards — et de la partie la plus révolutionnaire et plus ferme du mouvement ouvrier — les communistes — tous ces processus sont l'expression politique la plus frappante du regroupement des forces sociales, commencé par la grève générale, continué en approfondi par la lutte de sept mois des mineurs.

§7. La lutte des mineurs n'a pas moins contribué que la grève générale à faire avancer la classe ouvrière vers la réalisation de son but historique, le renversement de la classe capitaliste et l'instauration d'une dictature ouvrière, préliminaire essentielle de l'édification du socialisme.

Voilà pourquoi la grève des mineurs a créé des conditions encore plus favorables au développement d'un PC de masse. Tout communiste a pour devoir d'en étudier les enseignements.

§8. Les thèses sur la grève générale adoptées par le CEIC au mois de juin et confirmées intégralement par le 7e Plénum du CEIC, ont montré non seulement quelle étaient une analyse des événements, mais encore qu'elles indiquaient d'une manière exacte le développement de la lutte de classe en Angleterre dans son avenir immédiat.

2. — La situation économique

§9. La pénurie de charbon a fait sensiblement la production des principales industries (fer, acier, construction navale, textile, etc.) occasionnant une perte des marchés et intensifiant le chômage et le travail à temps réduit. Alors qu'en essaye de mettre à profit la crise industrielle pour accélérer la formation des trusts dans l'industrie chimique; dans les mines et dans les aciéries, la désorganisation extrême de la vie économique et la perte des marchés résultant du conflit minier demeurent pour l'industrie capitaliste de Grande-Bretagne une perte constante.

§10. La réduction désastreuse de la production industrielle, la disparition temporaire d'un élément autrefois stable, l'exportation du charbon anglais, l'augmentation des prix mondiaux du charbon et des frets, résultant de ce que

l'Angleterre, d'exportateur est devenue importateur de charbon — tous ses facteurs ont amené une profonde dislocation dans le commerce extérieur, ont contribué à faire baisser sensiblement les recettes des chemins de fer et diminuer considérablement le volume et les bénéfices de la navigation.

§11. La dislocation de l'industrie et du commerce a eu sur les recettes de l'État une répercussion de telle sorte qu'on peut prévoir, un déficit sérieux pour la fin de l'année.

En même temps, la nécessité de faire face à une balance commerciale passive et de maintenir le cours de la livre sterling a porté un coup aux investissements du capital anglais à l'étranger, déjà sérieusement réduits avant la grève générale, et occasionné de larges exportations d'or (de possessions anglaises en Australie, aux États-Unis, de la Banque d'Angleterre en Allemagne, etc.).

Cela a branlé de nouveau la puissance financière de l'Angleterre, bien que de nouveaux placements dans l'Empire et ailleurs continuent encore préserver le crédit anglais d'un déclin sérieux.

§12. Les difficultés économiques de l'Angleterre ont une répercussion sérieuse sur la situation économique de l'étranger. Ainsi, des exportations considérables de charbon ont stimulé l'industrie du charbon en Allemagne et en Pologne, mais aux dépens de la capacité générale d'achat de l'Angleterre, surtout envers les produits de l'industrie allemande.

En outre, pour ces deux pays et pour d'autres (Belgique, Danemark, Norvège, France), l'arrêt des exploitations de charbon anglais a eu des conséquences sérieuses dans

l'industrie et ce bouleversement, en retour, a sérieusement affecté le commerce anglais.

§13. L'exportation pour les Dominions et les colonies de capitaux à la recherche des profits élevés et plus sûrs a été stimulée par le conflit minier (trusts de Mond); l'industrialisation des Dominions qui en résulte doit stimuler leur tendance séparatiste exprimée par les barrières douanières, par le rapprochement financier vers les États-Unis, par la croissante liberté d'action a enregistrée à la Conférence Impériale. La classe capitaliste britannique a toujours un intérêt commun avec les capitalistes des jeunes industries en développement dans les Dominions: c'est celui de préserver leur monopole d'exploitation sur les marchés intérieurs de l'Empire (Inde, Afrique et mandats), ainsi que le laissent paraître les résolutions de la Conférence Impériale sur les mandats, sur la défense de l'Empire, sur les communications aériennes, etc., pourtant sur ces marchés, la concurrence entre les Dominions et l'Angleterre a été stimulée par le conflit minier.

3. — La situation politique depuis la grève générale

§14. Grâce à la grève des mineurs, les difficultés politiques et économiques croissantes ont obligé la classe capitaliste de se dresser de plus en plus ouvertement unie contre les mineurs et contre toute la classe ouvrière. Toutes les institutions — gouvernement, monarchie, Parlement, église, armée, police, administration locale, trusts — se sont révélées comme un instrument de la dictature capitaliste rejetant le masque de la démocratie. Ce processus s'exprime politiquement par l'influence accrue de l'aile réactionnaire militante du Parti conservateur (Birkenhead, Churchill), par l'action à Scarborough d'un programme de classe anti-

ouvrier pour le Parti conservateur et par la décomposition et le déclin continus du Parti libéral (désertion des politiciens libéraux vers les partis conservateur et travailliste, coalition anti-travailliste aux élections municipales).

§15. D'autre part, un certain nombre de facteurs puissants ont contribué à aiguiser et à développer la conscience de classe des ouvriers depuis la grève générale. Ce sont le spectacle de l'unité capitaliste contre les mineurs et en particulier l'appui ouvert du gouvernement aux propriétaires des mines. Les atteintes aux libertés de la classe ouvrière par les lois d'exception et la proposition de les rendre permanentes au moyen d'une série de lois anti-ouvrières, la dépression économique croissante, témoignant de la banqueroute du capitalisme, la continuation de la lutte héroïque des mineurs après la trahison du Conseil général, la magnifique exemple de solidarité internationale donné par les ouvriers russes.

Le développement de la conscience de classe s'est manifesté dans le mouvement syndical par l'influence renforcée du mouvement national minoritaire, par la revendication de l'embargo et le prélèvement sur les salaires réclamé par la majorité de la Conférence des Conseils syndicaux (septembre) et par l'obligation qui fut faite à la Conférence des Exécutifs syndicaux (novembre) d'accepter au moins un semblant de cotisation en faveur des mineurs. En même temps, le Labour Party a gagné l'appui de nouvelles et importantes fractions de la classe ouvrière, ce dont témoigne l'augmentation des voix travaillistes aux élections parlementaires complémentaires qui eurent lieu depuis la grève générale et les deux cents sièges que les

travaillistes ont gagné aux élections municipales de novembre.

§16. En même temps, le développement de la conscience de classe des ouvriers a contribué à consolider les rangs de la bureaucratie syndicale, du Conseil général jusqu'en bas et à les encourager à de nouvelles trahisons envers la classe ouvrière dans le désir d'assurer la défaite des mineurs. Le gros de la bureaucratie de l'aile droite et des anciens gauches s'est orienté vers une alliance avec les capitalistes; une partie seulement des fonctionnaires inférieurs s'est tourné à gauche vers les ouvriers.

L'orientation à droite des bureaucrates des trade-unions s'est exprimée dans l'ajournement de la Conférence des Exécutifs, le 25 juin, l'ajournement d'un rapport sur la grève, à Bournemouth, dans le refus du Conseil général de prendre en considération le prélèvement et l'embargo, refus maintenu pendant des mois dans les attaques ouvertes contre les leaders des mineurs restés loyaux envers leurs membres, dans l'initiative prise par le Conseil général d'imposer en novembre aux mineurs les conditions gouvernementales, dans la violence accrue contre le PC et le mouvement minoritaire.

Depuis la défaite des mineurs, les dirigeants syndicaux réformistes ont mené une campagne pour la "paix industrielle", en préconisant ouvertement l'américanisation de l'industrie britannique (syndicats de compagnie, coparticipation et système de boni, etc.) ce qui, dans une période où les bases économiques du réformisme sont complètement ébranlées, signifie objectivement une campagne pour la capitulation des ouvriers devant les capitalistes, leur défaite et leur désarroi complets.

§17. La capitulation complète et honteuse des anciens "gauches" du Conseil général (Hicks, Purcell, Tillet, BromIey, etc.) au moment de la grève générale, leur consentement à la campagne menée par le Conseil général pendant sept mois contre les mineurs et leur collaboration à cette campagne, leur appui ouvert à l'aile droite Bournemouth, tout cela prouve la consolidation des rangs réformistes en face de la conscience de classe croissante des ouvriers.

§18. Les chefs réformistes du Parti travailliste (Macdonald, Snowden, Thomas, etc.) ont été également contraints, par l'activité croissante de la lutte de classe, de révéler toujours plus ouvertement leur véritable rôle d'agents des capitalistes dans les rangs ouvriers. Les illustrations les plus vivantes de ce processus d'autorévélation sont; leur attitude rampante devant Baldwin, leurs attaques peu dissimulées contre les chefs des mineurs, même contre Cook, qui est loin d'être un chef révolutionnaire, leur propagande ouvertement défaitiste pour un accord selon les directives du rapport de la Commission, c'est-à-dire salaires réduits, augmentation de la journée de travail et accords régionaux; leurs attaques furieuses et renouvelées contre le PC et la banqueroute complète de la fraction parlementaire du Labour Party, à la fois des droites et des soi-disant "gauches" (Whethly Landsbury, etc.) quand il fallut engager au Parlement et dans le pays une lutte de classe pour les mineurs et contre les lois d'exception.

§19. La propagande défaitiste en faveur d'un accord en faisant appel à Baldwin et le refus de faire avec le PC une campagne pour l'embargo, ont montré que, malgré leurs

phrases sur le "socialisme à notre époque" les chefs de l'ILP s'avèrent être de plus en plus une partie intégrante de la machine réformiste, que le capitalisme utilise au sein du mouvement ouvrier pour saboter la lutte et paralyser la volonté de la classe ouvrière.

Le sabotage de la campagne pour l'embargo par le groupe de Landsbury, sa propagande de loyauté vis-à-vis de Macdonald, son refus d'agir en commun avec les communistes pour mener au sein du Labour Party une lutte de gauche contre le macdonaldisme, tout cela, en plus des nécessités pratiques posées par la lutte des mineurs, montre ce groupe et l'oblige se révéler comme rouage de ce même appareil réformiste, en dépit de sa phraséologie de gauche.

§20. Les chefs de la Fédération des Mineurs se sont également montrés au-dessous de leurs tâches et pour finir ils ont entièrement capitulé. Ils ne se sont pas engagés dans une voie de lutte, mais dans une voie d'oscillations et de compromis: pacte de silence avec le Conseil général, acceptation des propositions des évêques, reddition aux conditions du gouvernement, oubli de faire appel aux masses des ouvriers des transports et aux cheminots par-dessus la tête des leaders et la faute initiale commise dans la direction de la lutte en accord avec le Conseil général, pour en faire dès le début et jusqu'à la fin, une lutte purement syndicale et non pas une lutte politique. Tandis que jusqu'à la fin de la grève, A. J. Cook apparut dans ce front unique de lâcheté et de trahison comme une exception honorable, il eut néanmoins de nombreuses hésitations, dues à son désir de mener une lutte isolée sans liaison avec le mouvement minoritaire. Ces hésitations ont joué un rôle décisif aux moments critiques, ainsi son assentiment d'ajourner la Conférence des Exécutifs

du 25 juin, son accord avec le Conseil général pour éviter la discussion sur la grève générale au Congrès des trade-unions, etc., etc.

§21. Pendant toute la lutte, le mouvement minoritaire a donné des directives claires et justes aux mineurs et a mené une campagne énergique pour mobiliser l'aide des masses par l'embargo et le prélèvement sur les salaires. À la 3e Conférence nationale d'août, il appela tous les ouvriers la lutte en faveur des mineurs en même temps qu'à une bataille sérieuse pour remplacer dans le mouvement syndical les traîtres par les révolutionnaires, et organiser les trade-unions sur la base industrielle. La direction du mouvement minoritaire fit preuve de quelques hésitations dans la critique à l'égard des "gauches", dans le Conseil général, et commis une ou deux des fautes qu'elle rectifia plus tard. Néanmoins, la politique correcte en général, et surtout la tactique juste de la fraction minoritaire au Congrès de Bournemouth eut grandement contribué à augmenter l'influence politique du mouvement minoritaire.

§22. Le conflit minier a soulevé parmi les mineurs un énorme courant de sympathie pour le PC et le soutien des ouvriers à sa politique, non seulement parce que son analyse du mouvement et ses directives pratiques au cours des dix-huit derniers mois se sont révélées justes, mais aussi par ces perspectives sur l'État capitaliste, la lutte de classe, la nature du réformisme, etc.; en outre, il a fourni aux ouvriers la démonstration pratique que les communistes sont leurs défenseurs les plus fermes et les plus intrépides (les 1,200 communistes arrêtés).

Les signes extérieurs de ce développement sont: l'augmentation des effectifs du Parti qui, en six mois, sont

doublés, le développement de la presse du Parti qui a augmenté son tirage; l'influence du Parti sur la direction de la Fédération des Mineurs (échec du mémorandum des évêques au mois de d'août, acceptation des propositions du Pays de Galles en octobre, rejet des propositions du gouvernement en novembre).

Le succès remporté par le Parti dans ses efforts pour constituer une opposition de masse au réformisme dans les syndicats et le Labour Party (le succès du mouvement minoritaire et des Conférences de l'aile gauche, la formation d'une opposition organisée, à la Conférence de Margate en sont des preuves), l'appui accordé au Parti pour créer une organisation de Secours Rouge contre la répression capitaliste, illustrant à nouveau la rapidité avec laquelle le PC et la politique communiste acquièrent des sympathies.

4. — La tactique du PC

§23. Le PC agit correctement en lançant aux ouvriers le mot d'ordre du secours pratique des mineurs au moyen de l'embargo et du prélèvement sur les salaires, mot d'ordre placé au premier plan de son activité durant la grève des mineurs et après la grève générale.

Non seulement dans les meetings et les réunions syndicales, mais encore dans les Conseils syndicaux, dans les sections locales du Labour Party, le mouvement minoritaire, dans ses offres de front unique (local et national) à l'ILP et au Labour Party, dans le mouvement minoritaire, et dans l'aile gauche du Conseil général des Trade-Unions à la Conférence du Labour Party, dans sa presse et dans sa propagande en général, partout le Parti a mis ce mot d'ordre au premier plan.

§24. Au sein de la Fédération des Mineurs, le PC a combattu sans relâche pour intensifier la lutte, en retirant les hommes assurant l'entretien des mines, en assurant la garde des chantiers de grèves, en centralisant le contrôle aux mains de l'Exécutif de la Fédération des Mineurs, en organisant une campagne nationale de propagande, en mettant toutes ses forces à la disposition de la fédération, etc.

En même temps, le Parti fut le premier à combattre et à dénoncer toute tendance défaitiste (Varley, Spencer, Hodges, le mémorandum des évêques, les découragés).

Au cours de cette campagne, le PC n'hésita jamais à critiquer les erreurs commises par Cook dans ses moments d'hésitation, tout en le soutenant dans chaque conflit ouvert avec les ennemis des ouvriers à l'intérieur et à l'extérieur de la Fédération des Mineurs; ainsi le Parti a gardé aux yeux des ouvriers son caractère net et distinct, mais il a agit correctement aussi en ne cachant pas aux yeux des ouvriers que la première responsabilité de la situation difficile des mineurs incombe entièrement au Conseil général et à l'Exécutif du Labour Party, que Cook et une grande partie d'autres militants mineurs ont refusé de suivre dans leur trahison du 12 mai.

§25. Pendant la grève des mineurs, le PC a justement montré aux ouvriers qu'il ne s'agissait pas seulement d'une lutte contre les patrons, mais d'une lutte de toute la classe ouvrière contre toute la classe capitaliste, y compris son Comité exécutif et le gouvernement Tory.

Depuis le mois d'août, le Parti fit une campagne active pour la dissolution du Parlement, contre la loi de 8 heures, contre l'E.P.A., etc. Cette campagne avait pour but d'élargir

la lutte contre le capitalisme et de mobiliser ainsi les ouvriers dans une lutte politique des masses — préliminaire essentielle pour établir un véritable gouvernement ouvrier prêt à nationaliser les mines sans indemnité et à entreprendre une lutte sérieuse contre le capitalisme.

Il faut cependant reconnaître que le Parti a commis une faute en ne menant pas cette campagne parallèlement avec celle pour l'embargo et la cotisation spéciale.

On vit à quel point il était juste de mener de front ces deux campagnes, lorsque l'ILP, après avoir mené pendant quelques semaines une campagne pour la dissolution du Parlement, uniquement pour détourner l'attention des ouvriers de la nécessité de l'embargo, abandonna cette revendication. Notre Parti la lança alors à nouveau en l'alliant aux autres mots d'ordre de la lutte.

§26. Dès la fin de la grève générale, le PC continua sa vaste compagne pour démasquer le Conseil général et les leaders syndicaux réformistes en général, de droite comme de gauche, en soulignant la nécessité de les remplacer par les chefs révolutionnaires loyaux envers la classe ouvrière.

Le Parti utilisa pour cela tous les moyens et toutes les possibilités des organisations, avant tout le *Workers Weekly*, les Conférences du mouvement minoritaire, la Conférence du Labour Party et le Congrès des Trade-Unions.

Il faut reconnaître en même temps que la presse du parti n'a pas toujours souligné l'importance d'établir les responsabilités de la trahison des mineurs aussi clairement que il eut été possible de le faire. Une erreur semblable, aussitôt corrigée par le CC, a été commise par la fraction du parti l'Exécutif du mouvement minoritaire.

La tactique juste de la fraction du Parti à Bournemouth et la tactique des syndicats rouges, ont démontré qu'en soulevant la question des responsabilités, on ne diminuait pas, mais on augmentait les chances d'une aide pratique aux mineurs.

§27. Aussitôt après la capitulation du Conseil général, le PC profita d'exposer systématiquement à chaque tournante de la lutte des mineurs et de la campagne de solidarité internationale menée par les syndicats russes, la trahison et la désertion de l'ancienne gauche du Conseil général.

Il faut reconnaître en même temps que ces sept mois de lutte ont imposé au Parti des tâches exceptionnellement difficiles; à différentes occasions, il a commis plusieurs erreurs dans les déclarations publiées dans la presse du parti. Ces erreurs ont été rapidement corrigées.

§28. Le PC n'a manqué aucune occasion de dénoncer et de combattre les chefs opportunistes du mouvement ouvrier politique, le sabotage ouvert des chefs du Labour Party et la phraséologie creuse du groupe Lansbury et des chefs de l'ILP.

Vérifiant la sincérité de ces trois groupes par leur attitude envers les exigences de la lutte des mineurs, le parti a montré juste titre, aux ouvriers, que le sabotage de la grève des mineurs n'est pas un fait accidentel mais qu'il est un trait inhérent au réformisme et au social-pacifisme.

Dans sa lutte pour une opposition de l'aile gauche organisée et active au sein du Labour Party, le parti a souligné que les conditions de la lutte des mineurs prouvent plus que jamais qu'une véritable gauche ne peut être constituée que par une lutte incessante contre le macdonaldisme.

Une telle lutte mettra inévitablement les véritables gauchistes en contact étroit avec le PC; le parti a démontré avec raison que ceux qui cherchent l'exclusion des communistes ou craignent de collaborer avec eux font le jeu de Macdonald.

§29. Le PC a justement accordé des attentions particulières au recrutement et au renforcement de son organisation pendant la grève des mineurs, il a fait comprendre aux ouvriers que la seule garantie définitive d'une direction est un PC puissant.

Il a également concentré son action sur l'éducation politique élémentaire des nouveaux adhérents venant principalement des mines, condition essentielle pour faire de leur rattachement au parti une adhésion permanente.

§30. Pendant la grève générale, et le lock-out des mineurs, le PC anglais suivit en principe une ligne politique exacte. Pourtant, comme on l'a dit, nombre erreurs ont été commises, dont la plupart furent corrigées par la suite avec l'aide des critiques et conseils fraternels du CEIC, formulés dans sa correspondance avec le Parti et dans ses publications sur la situation en Angleterre. Grâce à cela, le PC anglais put mener une politique juste malgré toutes les difficultés créées par la lutte présente et aiguë des ouvriers contre les tentatives de la bourgeoisie anglaise de se stabiliser à leurs dépens.

§31. La lutte des mineurs peut donner la classe ouvrière internationale et au prolétariat anglais en particulier, bien des enseignements précieux qui armeront les ouvriers pour des luttes plus formidables à venir.

a) L'héroïque endurance des mineurs; malgré toutes les ressources du capitalisme et de l'appareil du réformisme dirigés contre eux, fait prévoir l'héroïsme et la capacité combative de la classe ouvrière dans la lutte pour le pouvoir et plus encore lorsqu'elle sera organisée en classe gouvernante et qu'elle écrasera la résistance des exploiteurs.

La lutte des mineurs dément enfin le misérable mensonge réformiste à savoir que les rations réduites pousseraient en quelques semaines la révolution ouvrière à se rendre. Au contraire, ces derniers mois ont montré que les ouvriers anglais ont la force de volonté et la capacité nécessaire pour édifier le socialisme dès qu'ils auront saisi le pouvoir politique.

b) La malveillance, la cruauté, le manque de scrupule des capitalistes dans leur lutte contre les mineurs ont enfin dissipé chez les ouvriers anglais la dangereuse illusion que leurs capitalistes étaient en quelque sorte plus "gentlemen", plus honorables ou plus démocrates que leurs collègues des autres pays.

Les ouvriers voient eux-mêmes que les capitalistes emploieront toutes les armes possibles pour les écraser et qu'en conséquence, les ouvriers doivent employer toutes les armes pur écraser les capitalistes.

c) La plus grande leçon de la grève des mineurs pour les ouvriers anglais fut la démonstration que la division de la lutte ouvrière en lutte économique et en lutte politique est une dangereuse supercherie, si on l'applique à n'importe quelle grande grève en

Angleterre, dans cette période de déclin de capitalisme et de difficultés croissantes pour la classe capitaliste.

Le gouvernement, qui prétendait défendre la communauté contre la grève générale au mois de mai et contre les mineurs de mai à décembre, observera la même attitude lorsque les ouvriers d'une autre industrie essentielle seront attaqués (particulièrement les chemins de fer, les transports, l'électricité, etc.). Étant donné que chaque conflit industriel portera toujours davantage atteinte à la fortune de la classe capitaliste, les ouvriers de toutes les branches d'industrie verront que leur lutte pour des conditions de vie acceptables n'est pas une lutte économique mais une lutte politique.

d) La capitulation ouverte des leaders réformistes de droite et de gauche du mouvement travailliste et leur refus de défendre même le niveau actuel d'existence, si loin d'être une lutte pour l'émancipation des ouvriers, démontrent pratiquement aux ouvriers anglais la faillite complète du réformisme.

D'autre part, les ouvriers ont la preuve concrète que seul le PC a le courage et l'assurance nécessaires pour diriger convenablement les luttes immédiates en faveur des revendications quotidiennes grâce à sa perspective, à son programme révolutionnaire et à son désir d'entraîner les ouvriers dans les luttes toujours plus considérables jusqu'au renversement définitif du capitalisme.

e) Le contraste entre l'action des ouvriers et paysans russes, menée par le PCUS, et l'attitude des chefs réformistes dans les autres pays, l'activité de l'IC et de l'ISR en faveur des mineurs opposée à celle de la 2e Internationale et de l'Internationale syndicale

d'Amsterdam, donnent une idée de puissance formidable et de la valeur d'action d'une Internationale syndicale unie.

En outre, cela montre que la véritable direction internationale des ouvriers dans la lutte contre le capitalisme ne consiste pas seulement à prononcer de beaux discours et à présenter des compliments aux leaders, mais à prendre part aux luttes quotidiennes des ouvriers et à les diriger. Le conflit minier a démontré que l'IC et le PC sont la seule direction et l'unique garantie possible pour la victoire finale des ouvriers contre les capitalistes.

f) Le maintien sous la direction du PCUS, des syndicats soviétiques au Comité anglo-russe, tout en critiquant et dénonçant la trahison et le sabotage du Conseil général et de ses délégués au Comité; les campagnes très réussies maints endroits pour un embargo sur le charbon à destination d'Angleterre et pour une grève de solidarité de vingt-quatre heures menée par la CGTU et les succès locaux de l'effort du Parti anglais en vue d'organiser avec l'ILP une campagne pour l'embargo, ont illustré pour tous les communistes l'importance de la tactique du front unique comme moyen de rallier les ouvriers dans une lutte contre les capitalistes et d'obliger les leaders réformistes à montrer au public leurs faces véritables.

6. — Perspectives

32. Le déclin de l'industrie anglaise et la tendance transporter l'activité industrielle du centre de l'Empire à la périphérie accélèrent le développement du parasitisme, trait caractéristique du capitalisme anglais et fait de la classe des

rentiers la couche prédominante dans le capitalisme anglais. Cette tendance de base doit inévitablement intensifier la lutte de classe en Angleterre avant tout par une attaque persistance contre les conditions d'existence des ouvriers accompagnés d'une vaste offensive politique, c'est la base d'une première tentative de rationaliser la production aux dépens de la classe ouvrière. Si cette offensive réussit, elle permettra de petites améliorations momentanées dans le commerce et dans l'industrie (comme en 1922). Elle provoquera une nouvelle recrudescence du mouvement travailliste, mais le caractère transitoire de ces améliorations dans la situation actuelle internationale de l'Angleterre, ravit au capitalisme anglais toute possibilité de créer une nouvelle base sociale au réformisme.

§33. La défaite des mineurs prépare la voie à une nouvelle série d'attaques contre les salaires, contre la journée de travail et contre les conditions de vie des autres parties de la classe ouvrière. Les industries des chemins de fer et des transports qui sont directement liées à la situation de l'Angleterre en tant qu'exportateur et entrepositeurs des marchandises mondiales, doivent prévoir des attaques contre les salaires sous prétexte "d'affronter la concurrence étrangère par une réduction du prix de revient". Les industries d'exportation, particulièrement la métallurgie et le textile, doivent également s'attendre à des attaques.

§34. Les ouvriers doivent s'attendre une aggravation formidable de la lutte de classe politique pour développer et faciliter l'offensive contre les salaires, ainsi qu'à l'usage maximum des armes que la classe capitaliste n'a pas utilisées de la période chartiste jusqu'en 1926.

Attaques contre le droit de coalition et le droit de grève, contre l'organisation politique et les libertés ouvrières, contre la liberté de parole et la liberté de presse ouvrière, concentration accrue du pouvoir aux mains du gouvernement central et retrait du pouvoir des autorités locales élues, reconstitution de la Chambre des Lords, citadelle de la réaction contre la Chambre des Communes élue, organisation des forces anti-ouvrières de briseurs de grèves, corps de volontaires fascistes utiles au cas où les armées mobilisées apparaitraient peu sûres, toutes ces perspectives ne sont plus la vison d'un avenir lointain, elles existent aujourd'hui déjà à l'état embryonnaire.

§35. En même temps que la réaction se renforce à l'intérieur du pays, la de nécessité consolider la position mondiale de l'impérialisme britannique doit soulever une nouvelle vague réactionnaire dans la politique extérieure, avant tout par l'encouragement à former une nouvelle coalition contre l'URSS et à combattre la révolution nationale en Chine.

De même qu'à l'intérieur du pays, l'impérialisme anglais se verra forcé d'intensifier ses mesures répressives en face de la force croissante du mouvement libérateur des peuples coloniaux qui trouva nécessairement une inspiration nouvelle dans les luttes de la classe ouvrière anglaise.

L'ensemble de toutes ces causes et chacune d'entre elles jointes aux contradictions permanentes du monde impérialiste (en premier lieu l'antagonisme des impérialistes britanniques et américains dans la plupart des pays, la rivalité anglo-française, etc.) peuvent littéralement placer chaque instant la classe ouvrière anglaise et le prolétariat mondial en face de la menace d'une nouvelle guerre.

§36. L'incapacité du capitalisme d'arrêter son propre déclin et les difficultés croissante de la situation économique (surtout l'élévation du coût de la vie), la divergence croissante entre les intérêts du capital financier et ceux de la petite-bourgeoisie (entre autres la tentative de faire poser les charges du maintien de l'appareil d'État sur le dos de la petite-bourgeoisie au moyen de l'impôt sur le revenu); l'influence renforcée de la fraction la plus réactionnaire du Parti Tory et, en conséquence, l'introduction probable de protectionnisme sur une large échelle (nouvelle menace de vie chère) — tous ces facteurs ne peuvent qu'accélérer la différenciation dans la petite-bourgeoisie et la détacher en bonne partie de la grande bourgeoisie. Le bout de ce processus s'aperçoit déjà dans le passage au Labour Party d'éléments petit-bourgeois du Parti libéral.

§37. Le "glissement à gauche" des ouvriers anglais, c'est-à-dire le renforcement de leur conscience de classe et de leur activité politique doivent inévitablement se poursuivre[1]. Partie intégrante de ce processus de différenciation qui s'effectue maintenant au sein du mouvement ouvrier doit continuer. Le prolétariat évolue à gauche vers le PC et la révolution, alors que les leaders réformistes et les socialistes petit-bourgeois évoluent à droite, vers l'alliance avec le capitalisme et la contre-révolution. Plus que jamais les conditions seront favorables à un mouvement de masse de l'aile gauche révolutionnaire organisée par le mouvement

[1] La disparition entière de l'influence du Parti libéral sur les ouvriers et l'échec du Parti conservateur qui tenta d'organiser un mouvement syndical Tory prouvent que les ouvriers se libèrent du joug idéologique de la bourgeoisie.

minoritaire, l'aile gauche du Labour Party, la Ligue pour la défense des peuples opprimés, etc. et sous la direction du PC.

Le déclin de l'industrie anglaise, la situation mondiale de l'Angleterre menacée, la désagrégation croissante de l'Empire, le courant révolutionnaire chez les ouvriers et une partie de la petite-bourgeoisie, tous ces phénomènes sont les différents aspects du même processus de décadence continue de l'impérialisme anglais. Ce déclin aboutira inévitablement à des crises politiques de plus en plus profondes qui placeront les ouvriers en face du problème de la prise du pouvoir, la première étape de cette crise s'annonce déjà sous forme d'une offensive capitaliste, à la fois politique et économique contre les syndicats.

La classe ouvrière anglaise, alliée aux peuples coloniaux, a sans aucun doute le pouvoir d'engager la bataille, de repousser avec succès l'offensive et de renverser le capitalisme si elle profite des enseignements donnés par les grandes événements de 1926, si elle s'organise pour tenir tête à l'attaque. Le PC anglais a pour tâche de tirer les leçons des événements et d'intensifier sa lutte au sein de la classe ouvrière pour s'organiser en conséquence.

7. — Les tâches du Parti anglais

§38. Partant de la situation créée par le conflit minier et de l'analyse des perspectives pour un avenir immédiat, le Plénum confirme les tâches immédiates du PC anglais, telles qu'elles ont été formulées par le 8e Congrès de ce Parti.

Dans le domaine politique

1. Campagne pour expliquer aux ouvriers la signification politique de la période présente du déclin capitaliste et des

luttes de classes actuelles comme prélude de luttes plus formidables qui aboutiront à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et, en conséquence, montrer non seulement la nécessité d'améliorer et de renforcer les syndicats, mais aussi celle de dénoncer le caractère limité de la lutte purement économique, proclamer non seulement la nécessité d'un emploi aussi révolutionnaire que possible des tribunes parlementaires et municipales, mais encore montrer leur inaptitude totale comme moyen de réaliser l'émancipation du prolétariat.

2. Campagne pour entraîner toute la classe ouvrière dans une lutte exigeant la dissolution du Parlement, le renversement du gouvernement Baldwin et l'institution d'un véritable gouvernement de travailleurs en réponse aux attaques présentes et futures des torys contre le niveau de vie de la classe ouvrière, ses droits et ses libertés;

3. Campagne pour mobiliser le mouvement syndical (y compris les sans-travail) contre les attaques ultérieures aux salaires, à la journée et aux conditions de travail et pour la solidarité de toute la classe ouvrière avec chaque branche attaquée;

4. Campagne pour réaliser une Internationale syndicale unique, garantie contre la réaction internationale économique et politique et contre la menace d'une nouvelle guerre mondiale. Entre autres, la campagne pour la convocation d'un Congrès mondial d'unité par l'ISR et l'Internationale d'Amsterdam, et dénonciation du sabotage du Comité anglo-russe par les réformistes; parallèlement à la campagne destinée à le ranimer, mobiliser en faveur de l'unité, les ouvriers des différentes industries, au côté des ouvriers des syndicats soviétiques correspondants, comme

un pas vers ce but (Comité anglo-russe des mineurs), envoi de délégations ouvrières en URSS, etc.);

5. Campagne de solidarité avec les ouvriers et les paysans coloniaux en particulier, et d'une façon générale avec les peuples opprimés par l'impérialisme anglais à la fois dans toute lutte pour l'indépendance complète et le détachement de l'Empire anglais, puis dans leur lutte directe contre l'exploitation capitaliste; ces peuples sont des alliés les plus sûrs des ouvriers anglais.

6. Campagne contre l'opportunisme au sein du Labour Party, mise jour du programme de l'aile gauche élaboré en 1925, et populariser ce programme comme centre autour duquel doivent se cristalliser et se développer les sentiments de gauche des masses et donner une illustration de ce que ferait un véritable gouvernement ouvrier;

7. Accorder plus d'attention à la lutte des masses contre le militarisme, assurer en particulier la solidarité entre les ouvriers en uniforme et les ouvriers en civil;

8. Propagande pur expliquer l'attitude des communistes dans les questions concrètes essentielles, posées aux ouvriers par la grève générale et la grève des mineurs: l'État, la monarchie, l'Empire, la question de la violence, la grève générale, la nécessité d'un PC, l'importance de l'US, la question de la dictature du prolétariat.

Dans le domaine de l'organisation

1. Renforcement maximum dc l'organisation du PC, particulièrement recrutement, organisation sur la base des cellules d'usines, travail des fractions, amélioration de l'organisation locale et régionale, développement de

l'éducation politique, de la presse et du parti, intensification du travail parmi les femmes, parmi les ouvriers agricoles et du textile, appui aux JC;

2. Consolider et étendre l'organisation du mouvement émancipatrice national, moyen essentiel de réorganiser le mouvement syndical sur une base industrielle et remplacer les chefs réformistes des Trade-Unions par des ouvriers révolutionnaires;

3. Entre autres, campagne pour reconstituer la Fédération des Mineurs et en faire une union unique des mineurs, remplacement d'hommes comme Hodges, Varley, Spencer, etc., par de réels combattants actifs de la classe ouvrière;

4. Consolidation organique et extension du mouvement de l'aile gauche au sein du Labour Party, comme premier moyen d'assurer au Labour Party une direction vraiment ouvrière et lutte pour l'affiliation du PC au Labour Patty;

5. Préparation des ouvriers pour empêcher un nouveau développement du fascisme, en créant un corps de défense ouvrière, contrôlé par les organisations ouvrières de masse;

6. Organisation du travail de fraction dans les coopératives et les guildes pour engager les coopérateurs ouvriers dans une lutte contre le contrôle de la petite-bourgeoisie, pour imposer à ces Fédérations nationales et internationales une politique ouvrière et arriver à une aide mutuelle entre les mouvements coopératif et syndical dans les conflits de classe;

7. Appui maximum au SRI, qui est la Cortex rouge ouvrière, dans la période actuelle de lutte de classe intensifiée, de même qu'au Comité national des chômeurs,

organisation de masse particulièrement importante dans la lutte économique actuelle est en prévision de l'attaque contre les Trade-Unions;

Les enseignements pour classe ouvrière internationale

1. La grève des mineurs montre que les efforts de la bourgeoisie anglaise pour stabiliser le capitalisme conduisent nécessairement à de puissantes luttes de masses et que ces luttes de masses à leur tour compromettent la stabilisation capitaliste;

2. Dans la situation actuelle, tout événement important survenant dans le mouvement ouvrier d'un pays revêt une signification internationale et doit, par conséquent, devenir la base d'une action de solidarité internationale du prolétariat;

3. Dans cette période de déclin du capitalisme, toute lutte économique importante doit être transformée en une lutte politique;

4. La grève des mineurs a montré, tout comme la grève générale, le rôle important que peuvent jouer les grèves de masses comme arme dans l'arsenal du prolétariat;

5. La grève des mineurs a montré que les ouvriers ne peuvent être victorieux dans une lutte importante sous la direction des anciens chefs réformistes. Les réformistes de "droite" et de "gauche" en Angleterre, et avec eux tout le réformisme international (la 2e Internationale, Amsterdam et l'Internationale des Mineurs ont révélé leur complète incapacité dans cette lutte). Les ouvriers n'arriveront à cette vérité que par leur propre expérience. La grève des mineurs en Angleterre fut l'expérience la plus importante faite

récemment par le prolétariat international. La nécessité d'une direction révolutionnaire, d'une direction communiste, non seulement pour la lutte définitive du prolétariat, mais aussi dans sa lutte quotidienne pour le maintien de son niveau de vie, telle est la leçon la plus importante, la leçon fondamentale de la lutte des mineurs.

Résolution sur la question russe

Ayant examiné la question du bloc de l'opposition au sein du PCUS, le 7e Plénum du CEIC décide:

§1. L'opposition au sein du PCUS est, dans le fond, par son contenu idéologique, un danger de droite dans le Parti, dissimulé parfois sous des phrases de gauche.

Le trait caractéristique essentiel de l'opposition en de sous-estimer les forces internes de développement de l'US ce qui s'exprime en niant la possibilité d'édifier le socialisme dans l'US. Le 7e Plénum du CEIC estime que le pays des Soviets est objectivement le principal centre d'organisation de la révolution internationale. Le Plénum du CEIC constate que le PCUS a prouvé son internationalisme par toute son action passée aussi bien que présente, non seulement en paroles, mais aussi en faits et a fourni les plus admirables preuves de cet internationalisme. Le Plénum du CEIC dénonce comme une calomnie l'accusation d'étroitesse de vue nationale, lancée contre le PCUS. En s'orientant par toute son activité vers la révolution mondiale, en estimant que la victoire définitive du socialisme n'est passible qu'avec la victoire de la révolution mondiale, que seule cette révolution peut garantir l'US contre les guerres et les interventions et accélérer encore le rythme du développement économique de l'US, le PCUS mène une politique foncièrement juste d'édification socialiste avec la ferme assurance que l'US possède à l'intérieur du pays «tout ce qui est nécessaire et suffisant» pour édifier une société socialiste intégrale. En niant cette possibilité, l'opposition n'est autre chose que la négation des postulats de la révolution socialiste en Russie, c'est-à-dire qu'elle est une déviation social-démocrate.

§3. De cette négation, c'est-à-dire de tette tendance opportuniste, découle forcément une fausse appréciation de la *NEP*, considérée uniquement comme un recul systématique (alors que, par la *NEP*, l'US progresse sans cesse vers le socialisme) plus une fausse appréciation des entreprises d'État et de tout le système économique de l'URSS, une exagération du danger *koulak*, une incompréhension des formes que prend le développement social dans les campagnes, une fausse appréciation du caractère du pouvoir (loin d'être un État prolétarien — déclaration de Trotski, Kamenev, etc.) et, enfin, l'affirmation de la dégénérescence de la dictature prolétarienne dans le PCUS, y compris les propos révoltants parlant d'un "Thermidor" et qui touchent à la contre-révolution. Par toutes ces assertions foncièrement fausses et simplement calomnieuses, l'opposition du PCUS donne objectivement son appui aux ennemis de la dictature prolétarienne et aux renégats du communisme (Korsch, Maslow, Roth Fischer, Souvarine, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, la social-démocratie internationale) dans leurs tentatives de semer parmi le prolétariat le scepticisme en la révolution prolétarienne et en la possibilité d'édifier le socialisme.

§4. Le 7e Plénum du CEIC constate que la position adoptée en fait par plusieurs des principaux leaders de l'opposition dans les questions les plus importantes de l'édification socialiste aurait pour résultat de saper la dictature prolétarienne et d'apporter un appui efficace aux éléments bourgeois du pays. À cela se rapporte: *la politique des prix élevés* pour les produits de l'industrie qui équivaudraient en fait à une baisse des salaires, à une dépréciation du

tchervoniets, qui serait un coup porté aux paysans pauvres, une aide aux *koulaks*, une "bureaucratisation" de l'appareil économique d'État; la proposition de retirer du commerce les capitaux d'État sous prétexte d'intensifier le développement de l'industrie, ce qui amènerait la suprématie du capital privé dans le commerce et son alliance directe avec les paysans; la politique des impôts *excessifs sur les paysans*, qui ferait tarir les sources des matières premières destinées à l'industrie socialiste et détruirait l'union entre la classe ouvrière et les paysans, etc.

§5. Le Plénum du CEIC signale la criante déviation opportuniste du groupe Chliapnikov-Medviediev (partie intégrante du bloc de l'opposition) qui est descendu jusqu'à parler de la réhabilitation des leaders social-démocrates, de la liquidation de l'IC et de l'ISR de la liquidation de l'édification socialiste dans l'US.

La déclaration des camarades Chliapnikov et Medviediev dans laquelle ils abandonnent les parties les plus ouvertement opportunistes de leur plate-forme, montre une fois de plus que la politique du PCUS dans la lutte contre la déviation de droite fut foncièrement juste, et que le foyer du danger do droite au sein du PCUS se trouve dans le bloc d'opposition et ses alliés.

§6. Le Plénum du CEIC constate, par conséquent, que l'opposition du PCUS est, au fond, un danger de droite au sein du Parti. Par sa lutte contre le parti, en violation des règles les plus élémentaires du parti, l'opposition, en abandonnant en théorie et en pratique la doctrine de Lénine sur la question de l'organisation intérieure du PCUS, par sa tentative, même après sa défaite complète dans le PCUS et après sa capitulation (voir la déclaration du 16 octobre), de

porter la lutte dans les autres PC, en créant une plate-forme pour tous les éléments d'opposition de l'IC, voire même du dehors, rend service aux adversaires du communisme.

§7.Étant donné ce qui précède, le Plénum du CEIC met toutes les Sections de l'IC dans l'obligation de mener une lutte énergique contre toutes les tentatives de l'opposition du PCUS et ses partisans dans les autres PC de violer l'unité idéologique et organique de l'Internationale; contre les influences et conséquences extrêmement funestes que peut avoir, sur l'action de nos partis pour la conquête des larges milieux du prolétariat international à la révolution et au socialisme, la propagande de l'opposition utilisée par nos adversaires. Cette lutte est particulièrement nécessaire en ce moment où les États impérialistes s'efforcent d'encercler l'US, où la social-démocratie soutient ces tendances sous le couvert de phrases pacifistes et où les renégats du communisme (Korsch, Shwarz et autres) prêchent ouvertement qu'il ne faut pas défendre l'US contre les États impérialistes.

Le 7e Plénum du CEIC met également toutes ses Sections, et en premier lieu le PCUS, dans l'obligation de protéger par tous les moyens l'unité du parti léniniste, le chef du premier État prolétarien du monde.

§8. Le 7e Plénum du CEIC confirme la résolution de la 15e Conférence du PCUS sur le bloc d'opposition qui condamne la plate-forme et l'action de ce bloc comme étant l'expression d'une déviation social-démocrate et une menace à l'unité du PCUS; il décide de joindre la résolution de la 15e Conférence du PCUS à la présente décision comme étant celle du 7e Plénum du CEIC.

Thèses sur le bloc d'opposition et la situation intérieure du Parti

La période actuelle est caractérisée par la complication de la lutte entre les États capitalistes et notre pays, d'une part et, de l'autre, par la lutte des éléments socialistes et capitalistes. Si les tentatives du capital international de cerner notre pays au point de vue économique, de l'isoler politiquement, d'exercer contre nous une blocade dissimulée et enfin de se venger directement sur les travailleurs de l'Ouest en lutte et sur les peuples subjugués de l'Est, provoquent des difficultés d'ordre politique extérieur; d'autre part, le passage dans notre pays de la période de réédification à la période de transformation de l'industrie et de l'économie en générai sur une base technique élevée, se compliquant avec la lutte entre les éléments capitalistes et socialistes de notre économie, provoque des difficultés intérieures.

Le parti voit ces difficultés et est capable de les surmonter. Le parti est déjà en train de surmonter ces difficultés, soutenu comme il l'est par la masse formidable du prolétariat, et il conduit avec assurance le pays sur le chemin du socialisme. Pourtant, toutes les troupes de notre parti ne croient pas à la possibilité d'une continuation de notre programme. Quelques membres de parti, un petit nombre, à vrai dire, ont été effrayés par ces difficultés, manifestent de la fatigue et des flottements, se laissent aller au désespoir et envahis par un esprit de déchéance et de manque de foi dans les forces créatrices du prolétariat, et cela les mènent à une idéologie de capitulation.

Dans ce sens, la période du tournant actuel rappelle la période du tournant d'Octobre 1917. De même qu'à cette

époque, en octobre 1917, la situation compliquée et les difficultés du passage de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne avaient provoqué, chez certains membres du parti des flottements, un défaitisme et un manque de foi dans la possibilité de la conquête et du maintien du pouvoir par le prolétariat (Kaménev et Zinoviev), de même la période du tournant actuel, les difficultés du passage à une nouvelle phase de reconstruction socialiste provoquent, dans certains cercles de notre parti, des flottements, un manque de foi dans la possibilité de la victoire des éléments socialistes sur les éléments capitalistes de notre pays, et le manque de foi dans la possibilité de l'édification du socialisme dans l'Union des Soviets.

Le bloc d'opposition personnifie cette atmosphère de défaitisme et de déchéance qui règne dans quelques rangs de notre parti. Le Parti voit les difficultés et est en état de les surmonter, mais, pour être en état de vaincre ces difficultés, il faut avant tout qui soient surmontées cette atmosphère de déchéance et l'idéologie défaitiste dans certains rangs du Parti.

Le bloc d'opposition qui, par son document du 16 octobre 1926, s'est désolidarisé de son activité fractionnelle et se sépare des groupements d'un menchévisme accusé existant au-dedans et au dehors du PCUS, déclare en même temps qu'il persiste dans son point de vue de principe, qu'il ne renie pas ses fautes de principes et qu'il défendra ce point de vue erroné dans le cadre des statuts du Parti. D'où il s'ensuit que le bloc d'opposition a l'intention de continuer à entretenir, dans le du parti, un esprit de déchéance et une idéologie de capitulation, et qu'il compte continuer à y propager ses conceptions erronées.

Voilà pourquoi la prochaine tâche du Parti consiste à dévoiler les inexactitudes de principes des conceptions fondamentales du bloc d'opposition, à mettre en lumière l'incompatibilité de ces conceptions avec les bases du léninisme et à mener un combat idéologique énergique contre les erreurs de principes du bloc d'opposition jusqu'à leur élimination complète.

1. — Le passage de la "Nouvelle Opposition" au trotskisme dans la question fondamentale du caractère et de la perspective de la révolution

Le parti part de ce point de vue que notre Révolution est une révolution socialiste, que la Révolution d'Octobre ne représente pas seulement le signal, le premier feu en avant et le point de départ de la révolution socialiste à l'Occident, mais qu'elle représente: 1) une base pour le développement futur de la révolution mondiale et 2) qu'elle ouvre la période de transition du capitalisme au socialisme dans l'Union des Soviets (la dictature du prolétariat), dans laquelle le prolétariat à la possibilité d'édifier avec succès, par une juste politique à l'égard de la classe paysanne, la société socialiste complète. Cette édification, il la réalisera si toutefois la puissance du mouvement révolutionnaire international, d'une part, et la puissance du prolétariat de l'Union des Soviets, d'autre part, sera suffisamment grande pour protéger l'Union des Soviets d'une intervention militaire.

Le trotskisme a des conceptions toutes différentes sur le caractère et sur la perspective de notre révolution. Bien que le trotskisme ait fait cause commune avec le Parti en octobre 1917, il est parti et part encore du point de vue que notre révolution n'est pas en elle-même et de sa propre nature, une révolution socialiste; que la Révolution d'Octobre ne fut que

le sismal, le premier feu en avant et le point de départ de la révolution socialiste à l'Occident et que le pouvoir prolétarien en Russie, si la révolution mondiale est retardée, et si la révolution socialiste victorieuse en Occident ne vient pas à son secours dans la plus prochaine période, doit fatalement tomber ou dégénérer (ce qui revient au même) sous la pression des heurts inévitables entre le prolétariat et les paysans.

Le parti, lorsqu'il organisa la Révolution d'Octobre, avait pour point de vue «qu'une victoire du socialisme est possible d'abord pour commencer, dans un certain nombre de pays ou même dans un seul pays capitaliste», que «le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé sa production socialiste», peut et doit «se retourner contre le reste du monde capitaliste, attirant à soi les classes opprimées des autres pays, et en les conduisant à l'insurrection contre les capitalistes et, au besoin même, en employant la force guerrière contre les classes exploiteuses et leurs États». (Lénine: *Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe*). Le point de vue du trotskisme, qui avait collaboré avec les bolchéviks dans la période d'octobre, était, au contraire, que l'on ne doit pas espérer de croire que..., "par exemple, la Russie révolutionnaire puisse se maintenir en face d'une Europe conservatrice" (Trotski: *Programme de la paix*, paru pour la première fois en août 1917).

Pendant que le parti part de l'idée que dans l'Union des Soviets «on trouve tout ce qui est nécessaire et suffisant à l'édification d'une société socialiste complète» (Lénine: *De la Coopération*) le trotskisme, au contraire, prétend qu'"un véritable essor de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire du prolétariat dans les

principaux pays d'Europe". (Trotski: *Postface au programme de la paix*, écrit en 1922).

Alors que le point de vue du Parti est le suivant: dix à vingt années de justes rapports avec la classe paysanne, et la victoire sera assurée à l'échelle mondiale (Lénine: projet de brochure: *De l'impôt en nature*); celui du trotskisme, au contraire, était qu'il ne peut y avoir de justes rapports entre le prolétariat et la classe paysanne avant la victoire du prolétariat; que le prolétariat, après la prise du pouvoir, "ne se heurtera pas seulement contre tous les groupements de la bourgeoisie qui l'avaient soutenu au début de sa lutte révolutionnaire, mais aussi contre les larges masses de la classe paysanne avec le secours de laquelle il était arrivé au pouvoir" et que "les contradictions résultant de la position d'un gouvernement ouvrier dans un pays arriéré et de population paysanne à majorité écrasante, ne peuvent recevoir leur solution qu'à une échelle internationale et dans l'arène de la révolution prolétarienne mondiale". (Trotski: Préface à son ouvrage *1905*. Cette préface a été écrite en 1922).

La Conférence établit que de pareilles conceptions du camarade Trotski et de ses partisans dans la question fondamentale du caractère et de la perspective de la Révolution n'ont rien de commun avec les conceptions de notre Parti non plus qu'avec le léninisme.

La Conférence est d'avis que de semblables, en diminuant le rôle historique, en déplaçant le centre de gravité de notre Révolution en tant que base du développement futur du mouvement révolutionnaire international, en affaiblissant dans l'Union des Soviets, la volonté du prolétariat dans l'Union des Soviets, de persévérer dans l'édification du

socialisme et en entravant, par conséquent, le déclanchement des forces de la Révolution internationale, sont en contradiction avec les principes du véritable internationalisme et de la ligne fondamentale de l'IC.

La Conférence est d'avis que ces conceptions du camarade Trotski et de ses partisans constituent une parenté directe avec les conceptions de la social-démocratie et de son chef actuel, Otto Bauer, qui prétend que: "en Russie, où le prolétariat ne représente qu'une petite minorité de la nation, celui-ci ne peut maintenir son que passagèrement, qu'il le perdra fatalement aussitôt que la masse paysanne de la nation aura atteint une maturité culturelle suffisante pour s'assurer elle-même le pouvoir"; que "le pouvoir passager du socialisme industriel dans la Russie agraire n'est que le signal lumineux qui appelle à la lutte le prolétariat de l'Occident industriel; que seule la conquête du pouvoir politique par le prolétariat de d'Occident industriel pourra fonder le pouvoir durable du socialisme industriel en Russie". (Otto Bauer: *Bolchévisme ou social-démocratie*).

La Conférence qualifie, en conséquence, de semblables conceptions chez le camarade Trotski et ses partisans de déviations social-démocrates à l'intérieur de notre parti dans la question fondamentale du caractère et des perspectives de notre Révolution.

Le fait fondamental dans le développement de la situation intérieure du PCUS depuis le 14e Congrès du Parti (qui a condamné les conceptions de principes de la "nouvelle opposition") consiste en ce que cette "nouvelle opposition" (camarades Zinoviev et Kamenev) avait jadis combattu le trotskisme et la déviation social-démocrate dans notre Partit a passé au point de vue idéologique du trotskisme, et

qu'après avoir abandonné ses positions d'antan, qui sont les positions du parti tout entier, elle prend parti pour le trotskisme avec le même feu avec lequel jadis elle avait pris parti contre lui.

Le passage de la nouvelle opposition aux côtés du trotskisme a été déterminé par deux faits principaux: a) Par la fatigue, les hésitations, un esprit de défiance et de défaitisme étranger à la classe qui se manifestaient parmi les membres de la nouvelle opposition en face des difficultés nouvelles de la période de transition actuelle; les flottements et le défaitisme actuel des camarades Kamenev et Zinoviev ne sont donc pas nés par hasard, mais ne sont qu'une répétition, une rechute dans ces flottements et dans cet esprit de déchéance que ces camarades avaient déjà manifesté il y a neuf ans, en octobre 1917, en face des difficultés de cette période de tournant; b) Par la défaite complète la "nouvelle opposition" au 14e Congrès du Parti, et l'effort qui en résulte pour amener à tout prix une union avec les trotskistes afin de compenser, par ce rapprochement de ces des deux groupes (celui des trotskistes et de la "nouvelle opposition"), la faiblesse de l'opposition et son éloignement de la classe ouvrière; et ceci d'autant plus, le point de vue idéologique du trotskisme concordait pleinement avec l'état d'esprit de déchéance actuel de la "nouvelle opposition".

C'est ainsi qu'il faut expliquer le fait que le bloc d'opposition est devenu le point de rencontre de toutes les faillites, de toutes les tendances à l'intérieur et l'extérieur du Parti qui furent condamnées le Parti et l'IC, depuis les "centralistes démocratiques" et l'opposition ouvrière dans le PCUS, jusqu'aux opportunistes d'extrême-gauche d'Allemagne et les liquidateurs à la Souvarine en France.

De là vient aussi ce manque de scrupules dans le choix des moyens, et cette absence de principes en politique qui se trouvaient à la base de l'attitude du bloc des trotskistes et de la "nouvelle opposition" et sans lesquels les divers courants hostiles au Parti n'auraient pas pu se fondre.

C'est donc un phénomène tout à fait normal que les trotskistes et la "nouvelle opposition" se soient rencontrés sur la plate-forme commune de la déviation social-démocrate et dans l'union démunie de principes de divers éléments hostiles au Parti, et qu'ils aient ainsi créé un bloc d'opposition qui représente, bien que dans nouvelle forme, une résurrection du bloc "d'Août" (1912-1914).

2. — La plate-forme pratique du bloc d'opposition

La pratique du bloc est la suite directe de l'erreur fondamentale de ce bloc, dans la question du caractère et de la perspective de notre révolution.

L'on peut résumer les particularités essentielles de la plate-forme pratique du bloc d'opposition dans les points principaux suivants:

a) Questions du mouvement international

Le Parti part du point de vue que, en général, les pays capitalistes avancés se trouvent dans la situation d'une stabilisation partielle passagère, que la période actuelle constitue une période entre deux révolutions, qui fait une obligation aux PC de préparer le prolétariat en vue de la révolution imminente, que l'offensive du capital s'efforçant en vain de consolider sa stabilisation, rencontre nécessairement la résistance et l'union des forces de la classe ouvrière cotre le capital; le Parti est d'avis que les PC frères,

doivent nécessairement intervenir dans une lutte de classe de plus en plus intense et transformer les attaques du capital en contre-attaques du prolétariat dans le but de réaliser par la lutte la dictature du prolétariat, que le PC doivent nécessairement, s'ils veulent atteindre ces buts, gagner les millions d'ouvriers qui adhèrent encore aux syndicats réformistes et à la 2e Internationale et que la tactique du front unique est nécessaire et obligatoire pour tous les Partis.

Le bloc de l'opposition part d'une tout autre hypothèse. Il ne croit pas aux forces internes de notre révolution, il désespère, à cause du ralentissement de la révolution mondiale, et glisse par conséquent du terrain de l'analyse marxiste des forces de classe de la révolution, sur le terrain des illusions "ultra-gauchistes" et de l'aventurisme "révolutionnaire"; il nie l'existence d'une stabilisation capitaliste partielle et entre, de cette façon, dans la voie du "putschisme".

C'est de là que vient, de la part de l'opposition, la revendication de la révision de la tactique du front unique et la rupture Comité anglo-russe. De là, provient son incompréhension du rôle des syndicats et le mot d'ordre du remplacement des syndicats par des organisations prolétariennes "révolutionnaires" nouvellement inventées.

De là provient le soutien accordé par le bloc d'opposition aux braillards d'extrême gauche et aux opportunistes, dans l'IC (par exemple dans le PC allemand).

La Conférence est d'avis que la politique internationale du bloc d'opposition n'est pas conforme aux intérêts du mouvement révolutionnaire international.

b) Le prolétariat et les paysans: dans l'Union des Soviets

Le parti part du point de vue que:

«Le principe suprême de la dictature implique la persistance de l'alliance du prolétariat et des paysans, afin que le prolétariat puisse se maintenir dans son rôle dirigeant ainsi qu'au pouvoir de l'Etat.» (Lénine: *Œuvres* (en russe), vol. 18, I, p. 331).

Le parti part du point de vue qu'il faut que le prolétariat soit nécessairement le guide de la masse principale des paysans sur le terrain économique et sur le terrain de l'édification du socialisme, de même qu'il a été en octobre 1917, le guide des paysans sur le terrain politique dans le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et de la réalisation de la dictature du prolétariat; que l'industrialisation du pays ne peut être menée à bien que dans le cas où celle-ci s'appuie sur l'amélioration progressive de la situation matérielle de la majorité des paysans (paysans pauvres, paysans moyens) qui constitue le marché principal de notre industrie; qu'il faut par conséquent inaugurer une politique économique telle (politique de paix, politique d'impôts, etc.) qu'elle consolide le rapprochement étroit de l'industrie et de l'économie paysanne, et qui maintienne l'alliance de la classe ouvrière avec la plus grande masse des paysans.

Le bloc d'opposition part de tout autres prémisses. Il s'éloigne de ligne fondamentale du léninisme dans la question paysanne. Il ne croit pas à l'hégémonie du prolétariat sur les paysans dans l'exécution de l'édification socialiste, il considère les paysans surtout comme un milieu hostile et propose, par conséquent, des mesures économiques et financières qui ne peuvent aboutir qu'à briser l'alliance entre les villes et les campagnes, entre la classe ouvrière et

les paysans, et à saper ainsi toute possibilité d'une véritable industrialisation. De telle nature sont, par exemple a) la proposition de l'opposition quant à l'élévation des prix de gros à la fabrique pour les produits industriels qui ne peut qu'aboutir à l'élévation des prix du marché libre et en aggraver encore l'appauvrissement des villages, et de couches importantes de paysans moyens, à la diminution de la capacité d'achat du marché intérieur, à la rupture entre le prolétariat et les paysans, à la chute du cours du tchervonietz, et finalement, à la diminution des salaires réels des ouvriers; b) la proposition de l'opposition de faire sur les paysans le maximum de pression fiscale aurait pour conséquence inévitablement de faire une brèche dans l'alliance entre le prolétariat et les paysans.

La Conférence est d'avis que la politique du d'opposition l'égard des paysans, n'est pas conforme aux intérêts de l'indusaialisation du pays et de la dictature du prolétariat.

c) Lutte contre l'appareil du Parti sous le drapeau d'une lutte contre la bureaucratie dans le Parti

Le parti part du principe que son appareil, que les masses du Parti ne font qu'un tout; que l'appareil du Parti (CC et CCC, organisations régionales, Comités de gouvernement, comités de rayons, comités de sous-rayons, bureaux de cellules, etc.) personnifie l'élément directeur du Parti tout entier, que l'appareil du Parti réunit dans son sein les meilleurs éléments de la classe ouvrière, que l'on peut et que l'on doit le critiquer pour ses fautes que l'on peut et que l'on doit le «rafraîchir» mais que l'on n'a pas le droit de le diffamer sans avoir à craindre, par là-même, de désagréger et de désarmer le Parti.

Le bloc d'opposition, par contre, part de la "construction" artificielle d'un antagonisme entre les membres du Parti et l'appareil du Parti; il s'efforce de diminuer le rôle directeur de l'appareil du Parti; d'en limiter les fonctions à l'enregistrement et la propagande; il excite les masses du Parti contre son appareil, discrédite de cette manière l'appareil du Parti et affaiblit ses positions en matière de direction de l'État.

La Conférence est d'avis qu'une semblable politique du bloc d'opposition n'a rien de commun avec le léninisme et est propre à désarmer le Parti dans sa lutte contre le bureaucratisme de l'appareil d'État, et dans sa lutte pour la véritable transformation de cet appareil ainsi que pour la consolidation de la dictature du prolétariat.

d) La lutte contre le "régime" intérieur du Parti sous le drapeau de la lutte pour la démocratie intérieure du Parti

Le parti part du point de vue que celui: «qui affaiblit, ne fut-ce que légèrement la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout dans le temps de la dictature du prolétariat) seconde, effectivement la bourgeoisie contre le prolétariat.» (Lénine: *Œuvres choisies*, vol. 17, p. 136).

«Que la démocratie dans l'intérieur du parti n'est pas faite pour l'affaiblissement et la désagrégation de la discipline prolétarienne dans le parti, mais qu'elle est nécessaire pour sa consolidation; que la dictature du prolétariat est impossible sans une discipline de fer à l'intérieur du Parti, sans une direction solide du Parti, fortifiée par la sympathie et par le soutien des masses immenses du prolétariat.»

Le bloc d'opposition part d'une construction "artificielle" d'un antagonisme entre démocratie intérieure du Parti et discipline du parti; il confond la liberté des fractions et des groupements avec la démocratie intérieure du Parti et il s'efforce d'utiliser une semblable démocratie pour désagréger la discipline du Parti et pour saper l'unité du Parti. Il est bien entendu que l'appel du bloc d'opposition pour la lutte coutre le "régime" intérieur du Parti a une qui aboutit en pratique, à la défense de la liberté des fractions et des groupements intérieurs du Parti, est saisie par les éléments anti-prolétariens de notre pays, comme bouée de sauvetage par crainte du gouvernement de la dictature du prolétariat.

La Conférence est d'avis que la lutte du bloc d'opposition contre le régime intérieur du Parti, lutte qui n'a rien de commun avec les principes d'organisation du léninisme, ne peut que saper l'unité du Parti, affaiblir la dictature du prolétariat et déchaîner dans le pays les forces anti-prolétariennes qui s'efforcent d'affaiblir la dictature et de la renverser.

Comme un moyen de désagrégation de la discipline du Parti et une intensification de la lutte intérieure du Parti, le bloc d'opposition a adopté la méthode d'une discussion dans l'Union tout entière, méthode qu'il avait déjà essayé de déclencher au mois d'octobre de cette année. La Conférence est d'avis qu'une libre discussion des questions litigieuses est bien nécessaire dans les revues théoriques de notre Parti, et il accorde à tout membre du Parti le droit de libre critique des lacunes de notre Parti; mais elle rappelle en même temps le mot de Lénine, qui dit que notre Parti n'est pas un club de discussion, mais une organisation de combat du prolétariat. La Conférence a pour point de vue, qu'une discussion dans

l'Union tout entière ne peut être reconnue comme nécessaire que; a) dans le cas où cette nécessité est reconnue au moins par quelques organisations régionales et départementales du Parti; b) dans le cas où il ne se trouve pas à l'intérieur du CC une majorité suffisamment solide sur les questions essentielles de la politique du Parti; c) dans le cas où, en dépit de l'existence d'une majorité solide à l'intérieur du CC sur un point de vue défini, le CC juge néanmoins nécessaire de contrôler la justesse de son point de vue par une discussion dans le Parti. Cependant, une discussion dans l'Union tout entière ne peut entreprise et menée à bien, même dans ces cas-là, qu'après une décision correspondante du CC.

La Conférence établit qu'au moment où le bloc d'opposition réclamait l'ouverture d'une discussion dans l'Union tout entière, aucune de ces conditions préalables n'existait.

C'est pourquoi la Conférence est d'avis que le CC a agi très judicieusement en déclarant la que la discussion inopportune en condamnant le bloc d'opposition pour ses tentatives d'imposer au Parti la discussion de questions préalablement décidées par lui.

Comme bilan de l'analyse de la plate-forme pratique du bloc d'opposition, la Conférence établit que cette plate-forme constitue une déviation du bloc d'opposition de la ligne de classe de la révolution prolétarienne, dans les questions les lus importantes de la politique internationale et intérieure.

3. — Les paroles révolutionnaires et les faits opportunistes du bloc d'opposition

Une particularité caractéristique du bloc d'opposition, est fait le qu'il personnifie une déviation social-démocrate dans le Parti, qu'il défend une politique en pratique opportuniste,

et qu'il ne s'en efforce pas moins en d'envelopper ses agissements dans une phraséologie révolutionnaire, de critiquer le Parti "de gauche" et de parader dans une toge "de gauche". Cela s'explique par le fait que les prolétaires communistes, à qui le bloc d'opposition en appelle principalement, sont les prolétaires les plus révolutionnaires du monde, et qu'ils n'écouteraient même pas, élevés comme ils le sont dans l'esprit des traditions révolutionnaires, des critiques ouvertes venant de la droite, par conséquent le bloc d'opposition est contraint, pour placer sa marchandise opportuniste, de se munir d'une étiquette révolutionnaire, car il est conscient de ne pouvoir attirer à lui l'attention des prolétaires révolutionnaires, qui par une semblable amorce.

Mais, comme le bloc d'opposition représente malgré cela une déviation social-démocrate, qu'il défend une politique de pratique opportuniste, les discours et les faits du bloc d'opposition entrent inévitablement en conflits les uns avec les autres. De là proviennent les contradictions intérieures dans l'activité du bloc d'opposition. De là provient la désharmonie entre la parole et l'acte, entre des phrases révolutionnaires et manière d'agir opportuniste.

L'opposition critique à grands cris, et "de gauche", le parti et l'IC et propose en même temps la révision de la tactique du front unique et la dissolution du Comité anglo-russe, la sortie des syndicats et leur remplacement par de nouvelles organisations "révolutionnaires" croyant ainsi faire progresser la révolution.

Mais, en réalité, cela ne peut conduire qu'à un soutien de Thomas et d'Oudegeest, à un éloignement des syndicats des PC, à un affaiblissement des positions du communisme international, et, par conséquent, au ralentissement du

mouvement révolutionnaire. Ils sont révolutionnaires en paroles et dans la pratique, ils sont les fourriers des Thomas et des Oudegeest.

L'opposition, à grand bruit, critique le Parti "de gauche" et réclame en même temps, l'élévation des prix de fabrique des produits industriels; elle s'imagine hâter ainsi l'industrialisation, alors que dans pratique il s'ensuivrait la désorganisation du marché intérieur, la désagrégation de l'union étroite entre l'industrie et la paysannerie, la chute du cours du tchervoniets, la baisse du salaire réel, ce qui mine toute espèce d'industrialisation. En paroles, ce sont des partisans de l'industrialisation, mais, en pratique, ce sont au contraire des fourriers des adversaires de J industrialisation

L'opposition accuse le Parti de ne pas vouloir mener la lutte contre le bureaucratisme de l'appareil d'État, et propose en même temps l'élévation des prix de fabrique. Elle croit, apparemment, que l'élévation des prix de fabrique n'est pas en corrélation avec la question du bureaucratisme dans l'appareil d'État: en réalité, les choses se présentent de telle sorte, que cette mesure proposée par l'opposition, conduirait à la complète bureaucratisation de l'appareil économique de l'État. Car les prix de fabrique élevés sont le moyen le plus approprié pour affaiblir l'industrie, et pour bureaucratiser l'appareil d'État. En paroles. Ils sont contre le bureaucratisme, mais en pratique ils sont les défenseurs et les champions de la bureaucratisation de l'appareil d'État.

L'opposition fulmine contre le capital privé, et propose, en même temps, de retirer du domaine de la circulation le capital d'État au profit de l'industrie; elle pense saper ainsi le capital privé, mais dans la pratique il s'ensuit un renforcement général du capital privé, puisque le fait de

retirer le capital d'État de la circulation, qui représente le terrain d'action essentiel du capital privé, aurait pour conséquence inévitable de livrer entièrement le commerce au capital privé. En paroles: lutte contre le capital privé; dans la pratique: soutien du captal privé.

L'opposition crie contre une dégénérescence de l'appareil du Parti, mais dans la pratique, il ressort que, lorsque le CC pose la question de l'exclusion d'un communiste véritablement dégénéré, celle du sieur Ossovski, l'opposition témoigne vis-à-vis de ce monsieur du plus grand loyalisme et se prononce contre son exclusion. En paroles contre la dégénérescence, mais, dans la pratique, ils encouragent et ils défendent cette dégénérescence.

L'opposition avait la bouche pleine de la démocratie intérieure du Parti et réclamait, en même temps, une discussion dans tout le pays. Elle croyait réaliser, de cette façon, la démocratie intérieure du Parti, mais la réalité démontrait qu'elle avait imposé à l'immense majorité du Parti une discussion au nom d'une infime minorité, et qu'elle avait porté atteinte de la façon la plus brutale à toute espèce de démocratie. En paroles, l'opposition est pour la démocratie intérieure du Parti mais, dans la pratique, elle porte atteinte aux principes fondamentaux de toute espèce de démocratie.

Dans notre période de lutte de classe aggravée, une seule des deux lignes politiques suivantes est possible, dans le mouvement ouvrier: soit la politique du menchévisme, soit la politique du léninisme. Les tentatives de l'opposition d'adopter un point de vue de juste milieu entre ces deux lignes contradictoires, ses tentatives d'envelopper ce point de vue par une phraséologie "de gauche" et "révolutionnaire", et le renforcement de sa critique contre le PCUS devaient

fatalement mener au glissement du bloc d'opposition dans le camp adversaires du léninisme et l'y ont vraiment mené.

Les ennemis du PCUS et de l'IC reconnaissent la valeur de la phraséologie "révolutionnaire" du bloc d'opposition; c'est pourquoi ils passent sur cette phraséologie comme sur quelque chose d'insignifiant et louent, de façon unanime, le bloc d'opposition, pour ses actes révolutionnaires, tout en adoptant le mot d'ordre de l'opposition dans sa lutte contre la ligne principale du PCUS et de l'IC. Il n'est pas possible de considérer comme un hasard que les S.-R. et les cadets, que les menchéviks russes et les social-démocrates allemands de "gauche" considérèrent comme possible d'exprimer leur sympathie pour la lutte du bloc d'opposition contre le Parti; ils escomptaient que la lutte du bloc d'opposition allait mener une scission et que cette scission déchainerait les forces anti-prolétariennes de notre pays, la grande joie des ennemis de la révolution.

La conférence est d'avis que le parti doit appliquer une attention toute particulière à arracher le masque révolutionnaire et à mettre au clair l'esprit opportuniste du bloc d'opposition. La conférence est d'avis que le parti doit protéger l'unité de ses rangs comme la prunelle de ses yeux, car l'unité de notre parti représente le contre-poison le plus important contre toutes les intentions contre-révolutionnaires des ennemis de la révolution.

4. — Conclusion

En faisant le bilan du stade écoulé de la lutte intérieure du Parti, la 15e Conférence du PCUS établit que le parti a fait preuve dans cette lutte d'un immense progrès idéologique, qu'il a repoussé les conceptions de principes de

l'opposition sans hésitation, et qu'il a remporté une victoire rapide et décisive sur le bloc d'opposition en l'obligeant à abandonner publiquement son activité et à se désolidariser des groupements ouvertement opportunistes à l'intérieur et l'extérieur du PCUS.

La Conférence établit que l'effet de la tentative du d'amener le Parti à une discussion et de saper ainsi son unité, a été de renforcer encore plus étroitement les membres parti autour du CC, qu'elle a ainsi isolé l'opposition et qu'elle a assuré, de cette façon, la unité de notre parti.

La Conférence est d'avis que le CC n'a pu remporter de pareils succès que grâce à un soutien actif de la part larges masses des membres du Parti dans la lutte contre l'activité désorganisatrice du bloc d'opposition, constitue la meilleure preuve de ce que le Parti est vivant et qu'il développe sur le terrain d'une véritable démocratie intérieure au Parti.

Tout en approuvant pleinement et entièrement la tactique du CC dans sa lutte pour la garantie de l'unité, la Conférence est d'avis qu'il faut que les prochaines tâches du Parti soient les suivantes:

1) *Veiller à ce que le minimum atteint, qui est indispensable à l'unité du Parti soit véritablement réalisé*.

2) *Mener une lutte énergique contre la déviation social-démocrate dans notre Parti, éclairer les masser sur l'inexactitude des conceptions fondamentales du bloc d'opposition et apporter à la lumière du jour leur contenu opportuniste, ces conceptions fussent-elles enveloppées dans les phrases les plus révolutionnaires*.

3) *S'efforcer à ce que le bloc d'opposition reconnaisse le caractère erroné de ses conceptions.*

4) *Sauvegarder par tous les moyens l'unité du Parti et déjouer toute tentative de renouvellement d'activité fractionnelle et d'attentat à la discipline.*

La trustification, la rationalisation et nos tâches syndicales

§1. Au cours de l'année dernière se sont produits dans l'économie mondiale et surtout dans l'économie européenne, une série d'événements dont il faut tenir compte pour définir notre tactique ultérieure. Ce sont: 1) La trustification et concentration fébrile de la production sur le plan national; 2) La création de trusts et de cartels internationaux; 3) La rationalisation du processus de la production. Ces événements survenus dans les divers pays d'Europe et dont les éléments se apportent quelque chose de nouveau dans la disposition des forces en lutte, et nous obligent d'étudier minutieusement le nouveau rapport de forces en train de se constituer dans les circonstances nouvelles, entre les classes et au sein de la classe ouvrière elle-même. Tous ces faits qui prennent un caractère de masse imposent à l'IC et aux PC le devoir de s'orienter et d'adapter leur tactique aux nouvelles conditions. Le capitalisme européen cherche à sortir de l'impasse au moyen de la rationalisation de la production et de l'américanisation du mouvement ouvrier. En conséquence, les masses laborieuses attaquées directement dans leur niveau de vie, sont encore menacées par une série de mouvements tournants visant à affaiblir et à briser la résistance de la classe ouvrière et de ses organisations, et à frayer le chemin à la conquête de nouveaux marchés, en diminuant les frais de production par la réduction et l'exploitation plus intense de la main-d'œuvre. Il faut partir de ces faits nouveaux pour définir notre tactique.

§2. La trustification nationale s'opère parallèlement à la création des trusts et des cartels internationaux (trust

métallurgique, trust du cuivre, etc.) qui, sur la base de la hausse des prix, se posent comme but la suppression de la concurrence à l'intérieur de l'Europe pour l'instant du moins. Ces unions géantes, groupant les branches industrielles les plus importantes d'un certain nombre de pays et répartissant entre elles les sphères d'influence et d'exploitation, ont pour but d'assurer le monopole des débauchés, *et partant de faire monter les prix et de lutter systématiquement contre les revendications éventuelles de la classe ouvrière*. Ces unions représentent des instruments de lutte sur l'échelle internationale pour avilir la situation des ouvriers et abaisser le *standard of life* de la classe ouvrière.

Grâce à leurs formidables ressources financières et l'influence qu'ils exercent sur tout l'appareil de l'État bourgeois, pareils trusts et unions acquièrent un caractère particulièrement dangereux pour le prolétariat.

§3. En même temps que se produit la trustification de la production et l'unification des principales industries de plusieurs pays, s'opère aussi la rationalisation technique de la production, dont le but est de transplanter sur le continent européen la technique américaine et les méthodes américaines d'organisation du travail. La rationalisation de la production représente aujourd'hui, aux mains de la bourgeoisie des pays d'Europe, l'arme la plus importante, dune part, contre ses propres concurrents européens et américains et, d'autre part, sa "propre" classe ouvrière. Désireuse de résister à tout prix à la concurrence américaine croissante et de sauvegarder ses anciens débouchés, la bourgeoise européenne (et au premier chef, son avant-garde, la bourgeoisie allemande), fixe son attention sur l'américanisation de tout son appareil de production. À

l'heure actuelle, cette américanisation avance rapidement. Son but est de déterminer le prix de revient de la production, de faciliter la lutte sur le marché extérieur et de réaliser des conditions permettant la lutte contre la concurrence des États-Unis. Ainsi l'américanisation de la production a comme tâche l'émancipation à l'égard de l'hégémonie croissante de l'Amérique et le renforcement de la capacité de concurrence des pays capitalistes d'Europe dans leur lutte contre leurs propres rivaux européens.

§4. La rationalisation revêt dans chaque pays des traits spécifiques: la rationalisation se faisant en Europe dans une période de contraction de la production, diffère par son caractère de la rationalisation aux États-Unis où elle s'est faite sur la base d'une production en état d'extension.

Le processus de la rationalisation est entravé, surtout en Europe, par l'existence d'entreprises surannées, d'un outillage périmé et, par conséquent, par la nécessité d'investir de nouveaux capitaux considérables et de renouveler fondamentalement l'outillage (par exempte, l'industrie houillère en Angleterre). De là une pression de plus en plus forte de la bourgeoise sur la classe ouvrière dans le but de faire porter aux mases toutes les charges de la rationalisation. La première conséquence directe de la rationalisation déjà commencée c'est que des millions d'ouvriers sont écartés de la production. Le chômage actuel revêt, en Allemagne surtout, un caractère particulier, spécifique. L'accroissement de la quantité des marchandises fabriquées est accompagnée d'un accroissement du chômage. Le chômage a pris un caractère permanent, ce qui revient à dire qu'un important pourcentage d'ouvriers sont tout simplement "superflus" pour l'économie nationale. La

bourgeoisie acquiert ainsi une grande liberté de manœuvre dans la lutte contre la classe ouvrière et il en résulte, d'autre part, de nouvelles difficultés dans l'application de notre ligne. La rationalisation diminue donc le nombre d'ouvriers occupés dans la production et crée une armée de réserve du travail permanente qui exerce, par suite, une lourde pression sur le niveau d'existence des mases ouvrières et qui joue le plus souvent un rôle négatif dans toute les batailles entre travail et capital.

§5. La rationalisation entraîne une participation plus intense de la femme dans la production. Dans la technique et dans l'organisation, des innovations dont le résultat est de mécaniser le travail permettent d'utiliser dans les plus grandes proportions le travail non qualifié, en particulier le travail des ouvrières.

Cet afflux de la main-d'œuvre féminine dans la production et l'évincement relatif de la main-d'œuvre masculine menacent d'augmenter la concurrence au sein de la classe ouvrière et d'aggraver les conditions de travail de tout le prolétariat. Ce danger fait ressusciter de nouveau dans le prolétariat la mentalité petite-bourgeoise qui tend à chasser la femme de la production et à la confiner à son ménage. Les PC doivent mener un combat de principe énergique contre dc semblables tendances. Ils doivent convaincre les ouvriers que la lutte entre les catégories de la classe ouvrière affaiblit ses propres forces et, en même temps, facilite, pour le patronat, la possibilité de rejeter sur le prolétariat tout le poids du chômage. Les PC doivent démontrer que la seule tactique juste dans la lutte contre l'offensive du capital, en faisant entrer les ouvriers dans le front unique du prolétariat, à

paralyser les manœuvres de la bourgeoisie qui mènent à la scission de la classe ouvrière.

§6. L'américanisation de la technique a créé des conditions nouvelles non seulement aux usines, mais ainsi dans les organisations ouvrières réformistes. En même temps qu'on américanise le processus de la production, on fait dans de nombreux pays des tentatives pour américaniser le mouvement ouvrier (en Angleterre, fondation de Company unions et de "Werkgemeinschaften" en Allemagne, la création par les pouvoirs publics et les patronats de sociétés). On fait des tentatives sérieuses, entièrement soutenues par les gens d'Amsterdam, de réaliser la "collaboration active" à la base en faisant contribuer directement les ouvriers de chaque entreprise au relèvement du rendement du travail. Récemment, la bourgeoisie européenne a fixée tout spécialement son attention sur le rôle extrêmement important joué par la Fédération Américaine du Travail et les formes américaines de collaboration de classes (plan Baltimore-Ohio) dans les victoires de la bourgeoisie américaine sur le marché mondial. Fédération Américaine du Travail et sa politique sont présentés au ouvriers européens par la bourgeoisie comme un modèle qu'il doit imiter et auquel s'adaptent la social-démocratie d'Europe et les syndicats d'Amsterdam. Ces tentatives d'américanisation des syndicats faites par la FSI d'Amsterdam et ses organisations nationales, caractéristique bien nette du mouvement ouvrier actuel, en Europe.

§7. Sur le fond général de la centralisation capitaliste de la rationalisation de la production, dès l'entente du capital sur le plan international et de l'offensive systématiquement organise contre le niveau d'existence des ouvriers, apparaît

particulièrement en relief l'écart grandissant entre les masses et les dirigeants du mouvement syndical réformiste. Tandis que l'appareil dirigeant des syndicats réformistes se rapproche de plus en plus de l'État et du patronat, tandis que la collaboration de classe prend la forme d'une *soudure* de l'appareil syndicat avec les organisations patronales, un très fort mécontentement se grandit au sein des masses. Ce mécontentement se manifeste souvent par des grèves mouvementées et chaque fois qu'un mouvement commence (c'est le cas en Angleterre, en Allemagne, etc.). Non seulement les masses vont bien plus loin que les leaders, mais elles sont obligées de combattre ces leaders avec plus d'acharnement encore qu'elles ne combattent le patronat et l'appareil policier de l'État. C'est de cet écart entre la masse et les leaders que résulte l'échec des grèves; c'est cette lutte de l'appareil syndicat cherchant à d'assujettir les masses, c'est cette protestation tumultueuse des ouvriers brisant les vieux cadres statuaires, etc., etc..., qui imposent à tous les PC le devoir d'être particulièrement attentifs aux questions touchant la lutte économique et la direction de la lutte quand les masses entrent en collision avec leurs organes syndicaux.

§8. La rationalisation capitaliste amène la décomposition et la scission dans les couches profondes de la classe ouvrière, directement des fabriques et usines. Toutes les forces du patronat tendent à faire d'une partie des travailleurs et de leurs organisations (comités d'usines, syndicats, etc., etc...) les participants de la rationalisation. En conséquence, la rationalisation pose avec une force particulière la question *du font unique dans l'entreprise même*, du groupement des ouvriers de toutes les tendances en vue d'une lutte commune contre la rationalisation capitaliste et ses conséquences.

L'attitude de principes de l'IC à l'égard la rationalisation capitaliste est donnée dans les *Thèses sur la situation internationale et les tâches de l'IC* (§ 18-21.)

Les mots d'ordre de combat des PC pour la mobilisation des grandes masses du prolétariat doivent être:

1) Réduction de la journée de travail dans les entreprises où la rationalisation a été faite, sans qu'il en résulte une diminution des salaires;
2) Repos obligatoire au milieu de la journée travail;
3) Augmentation des salaires;
4) Formation de Comités de fabriques dans les pays où ils n'existent pas encore, révolutionnarisation et extension des droits des Comités de fabrique dans les pays où ils sont institués par la loi;
5) Réorganisation syndicale selon le principe industriel et sur la base des fabriques et usines;
6) Renforcement et perfectionnement de la protection du travail et de la législation sociale;
7) Assurance contre le chômage aux frais de l'État et des nations.

Notre programme a pour but la défense de la main-d'œuvre contre le renforcement incessant de l'intensité du travail, contre l'épuisement des ouvriers, contre toutes les forces et méthodes d'exploitation qu'on introduit constamment aux dépens des ouvriers. Il va de soi que notre programme pratique de lutte quotidienne est organiquement lié à notre but final. En rapport avec la rationalisation, notre tactique doit avoir pour but d'attirer de nouvelles couches ouvrières à la lutte sur la base d'un programme concret. C'est seulement par des revendications pratiques pour chaque entreprise et groupe d'entreprises que saurons attirer à nous

non seulement les travailleurs occupés, mais aussi les millions d'ouvriers évincés de la production par la rationalisation, c'est ainsi seulement que nous établirons un lien entre les intérêts des travailleurs occupés et les intérêts des ouvriers au chômage permanent.

§9. Une question qui acquiert aujourd'hui, tout naturellement un grand rôle, c'est *le groupement des ouvriers par industrie* sur le plan vertical. La centralisation nationale du capital, la fondation de trusts capitalistes internationaux, géants, posent la question de la création et du renforcement d'une organisation unique dans chaque industrie, organisation syndicale groupant tous les ouvriers suivant la ligne verticale et s'adaptant aux formes modifiées des organisations patronales pour opposer la force des ouvriers organisés à la force concentrée du capital. *Il faut que tous les PC intensifient la lutte pour les syndicats d'industrie*, la lutte pour la reconstruction de tout le mouvement syndical mondial. Il faut savoir que ce n'est pas seulement une question d'organisation, mais une question politique d'une importance énorme et dont la solution doit revêtir des formes d'organisation bien définies. Sans la création de puissantes fédérations d'industries dans chaque pays, sans la création de véritables internationales d'industrie, la lutte deviendra très difficile dans un avenir prochain, vu la disproportion évidente entre les organisations dispersées des ouvriers et les organisations concentrées du patronat. La lutte pour la réorganisation des syndicats doit être menée parallèlement à une lutte acharnée contre les prix monopoles fixés par les trusts. À l'encontre du mot d'ordre de la social-démocratie: "Contrôle de l'État sur les trusts", les PC doivent lancer, populariser et défendre le mot d'ordre du contrôle ouvrier sur

les trusts et les syndicats comme premier pas vers la socialisation des principales branches industrielles et le passage du pouvoir aux mains de la classe ouvrière.

§10. La nouvelle situation nous pose avec une force toute spéciale le problème du front unique international et de l'unité internationale. La grève générale et la grève des mineurs anglais ont provoqué toute une série de changements dans le rapport des forces. L'unité de front de la FSI d'Amsterdam dans la trahison de la grève des mineurs a eu pour résultat la consolidation du sommet de l'Internationale d'Amsterdam. Tous les désaccords qui existaient autrefois entre le Conseil général et l'Internationale d'Amsterdam ont maintenant disparu en fait. Le Conseil général fait maintenant la même politique que la FSI d'Amsterdam. On peut dire dans ce sens que la défaite de la grève générale a profité à l'Internationale d'Amsterdam dans la mesure où le mouvement à droite de l'appareil syndical d'un pays quelconque profite à ceux qui reflètent les intérêts de la réaction bureaucratique et de la bourgeoisie européenne. Mais cette consolidation de la FSI d'Amsterdam au sommet s'opère parallèlement à un accroissement des désaccords entre le sommet et la base. Il est absolument certain que la grève anglaise a soulevé de nouvelles couches d'ouvriers en les faisant participer à la vie politique à l'intérieur et à l'extérieur de l'Angleterre. Elle a posé aux ouvriers toute une série de questions qu'autrefois ils n'envisageaient pas; elle a accru le mécontentement des masses vis-à-vis de la vieille politique; elle a posé pratiquement la question des devoirs de l'Internationale. Le mécontentement des masses — et c'est le trait spécifique du moment actuel — porte aujourd'hui un autre caractère que

le mécontentement soulevé après chaque grève échouée. Le mécontentement actuel a déjà trouvé des formes d'organisation et des formes politiques, il a contribué à renforcer le mouvement minoritaire en Angleterre; il provoque un renforcement des tendances révolutionnaires dans les autres pays, il fait opposer l'internationalisme effectif de Moscou à l'action internationale jaune d'Amsterdam.

§11. La contradiction entre l'internationalisme agissant et l'étroitesse nationale bureaucratique a suscité la crise du Comité anglo-russe, provoquée par la divergence radicale entre les syndicats soviétiques et les syndicats britanniques sur la question de la grève générale et de la grève des mineurs. Le conflit découlait du fait que le Comité anglo-russe a été pour lutter en commun contre l'offensive capitaliste en faveur de l'unité et contre l'intervention. Lorsque les chefs des syndicats anglais se trouvèrent placés en fait devant l'offensive du capital, ils oublièrent totalement leurs engagements que le Conseil Syndical Central de l'URSS leur rappela par sa critique directe et ses actions. La crise du Comité anglo-russe a soulevé les espoirs des gens d'Amsterdam et de tous les éléments conservateurs du mouvement ouvrier international. Les adversaires du Comité anglo-russe, en général, et de la tactique de l'URSS en particulier, affirment que la crise du Comité anglo-russes a débuté à cause des exigences exagérées du Conseil Syndical Central de l'URSS, de "l'ingérence déloyale" dans les affaires des syndicats anglais, etc. La théorie social-démocrate de la non-intervention des ouvriers d'un pays dans les affaires des ouvriers des autres pays est en contradiction avec l'idée même de l'internationale et de la solidarité d'une classe. Les

ouvriers révolutionnaires se sont immiscés, s'immiscent et s'immisceront aussi à l'avenir dans les affaires des ouvriers de n'importe quel pays pour les soutenir dans la lutte contre les exploiteurs. Il faut lutter sérieusement contre la théorie de non-intervention, écho des relations des États bourgeois entre eux. Partant de la lutte au sein du Comité anglo-russe, on expliquera aux larges masses ouvrières la différence entre les deux tactiques: révolutionnaire et réformiste.

§12. La crise du Comité anglo-russe a donné à nos adversaires l'occasion d'annoncer la faillite de toute la tactique du front unique et de l'unité. Ceci prouve que l'on ne comprend pas que nous n'avons jamais entendu par tactique du front unique un bloc de chefs et l'établissement de relations amicales entre les leaders des différents pays. La tactique du front unique vise à grouper les ouvriers de différentes tendances et de différents pays sur la base de leur lutte concrète contre le capital et jeter un pont entre les ouvriers révolutionnaires et les ouvriers affiliés aux organisations réformistes. Tel a été et reste le but essentiel de la tactique du front unique. Personne n'osera dire que le prolétariat est aujourd'hui plus distant du prolétariat soviétique, qu'il ne l'était à la veille de la grève générale. Personne n'osera dire que le lien entre le prolétariat soviétique et les prolétaires anglais s'est relâché après le refus du Conseil général d'adopter le programme proposé par le Conseil Central des Syndicats de l'US et de faire quelque chose de pratique pour la victoire des mineurs. Durant la période écoulée les liens entre les ouvriers de l'US et ceux d'Angleterre se sont resserrés.

Ce renforcement des liens est le résultat de la tactique révolutionnaire du front unique, justement appliquée et

exprimée par l'attitude énergique contre la dissolution du Comité anglo-russe en môme temps que par la critique sévère à l'égard des membres de ce Comité qui ont saboté la grève générale et la grève des mineurs.

§13. Guidés par le désir d'appliquer systématiquement la tactique du front unique, le CC du PCUS et le Présidium de l'IC se sont prononcés contre la dissolution du Comité anglo-russe. La tactique de dissolution parafait cette règle que les communistes doivent, au sein des organes du front unique, ou bien , renoncer à la critique ou détruire ces organes; ce dilemme n'existe pas pour un PC. Tout en soutenant leurs alliés du front dans tous leurs actes et manifestations dirigés contre le capital, les ouvriers révolutionnaires sont tenus de divulguer en même temps leurs fautes, leurs hésitations, leurs flottements, leur esprit de capitulation, etc... Tout en réalisant le front unique, nous savons, vers quoi allons et avec qui nous marchions. Tant que la liberté de critique est assurée, la dissolution des organes de front unique ne peut que nuire. C'est le cas concret du Comité anglo-russe. Le Conseil Syndical Central de l'URSS est intervenu avec la vigueur nécessaire contre les actes de jaunes et la capitulation du Conseil général, en proclamant en même temps son désir d'élargir et de consolider le Comité anglo-russe. Dans les conditions d'alors, une rupture du Comité anglo-russe, due à notre initiative, signifierait un échec de notre tactique de l'unité de front; c'est donc en toute justice que cette tactique de rupture a été condamnée par l'IC. Il va de soi que la création et le maintien des organes de front unique ne doivent jamais être liés à une renonciation de la liberté de critique car "sous le couvert de l'unité", les leaders réformistes pourraient nuire à la lutte de classe du

prolétariat. Dans ces conditions, le maintien de ces organes de front unique serait une violation manifeste de la ligne communiste générale.

§14. La grève générale, la grève des mineurs et le conflit aigu survenu entre le Conseil Central des Syndicats de l'US et le Conseil général des Trade-Unions ont fait naître une sérieuse différenciation dans tout le mouvement syndical réformiste rattaché à la Fédération d'Amsterdam. Au sein de la Fédération d'Amsterdam, plusieurs groupements se sont produits:

1) Une grande partie des ex-leaders de gauche a évolué vers la droite et s'est rapprochée des éléments réactionnaires de la Fédération d'Amsterdam;
2) Une importante partie des ouvriers de gauche s'est rapprochée des minorités révolutionnaires;
3) Une partie des leaders de gauche s'efforce d'occuper une position intermédiaire et de garder la neutralité dans la lutte entre le Conseil Central des Syndicats de l'US le Conseil général des Trade-Unions;
4) Une différenciation politique a commencé dans les groupes d'unité où l'on est obligé de choisir entre deux tactiques: la tactique réformiste (Conseil général des T-U) et la tactique révolutionnaire (Conseil Central des Syndicats de l'US);
5) Une certaine partie des leaders de gauche a agi activement contre l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Il est nécessaire d'envisager tous ces faits pour définir l'attitude ultérieure des PC. Les flottements, les hésitations et la "neutralité" des leaders de gauche et de demi-gauche doivent rencontrer une critique impitoyable. Les PC doivent,

à l'heure actuelle, vouer une attention spéciale aux ouvriers de gauche des syndicats réformistes. Il ne suffit pas de critiquer purement et simplement la politique réactionnaire des dirigeants d'Amsterdam. Il est nécessaire d'expliquer constamment, systématiquement aux ouvriers de gauche en quoi consiste la faute des leaders de gauche. Il est nécessaire, en s'appuyant sur l'exemple de la grève anglaise, de mettre en regard leurs phrases de gauche et leurs actes réactionnaires. Cette critique systématique des fautes et des flottements de gauche ne signifie évidemment qu'on renonce à les soutenir lorsqu'ils observent la ligne de la lutte contre le capital.

§15. Les derniers événements montrent d'une façon concrète ce qu'une Internationale doit être ou ne doit pas être. L'attitude de la FSI d'Amsterdam et de l'Internationale minière au cours de la grève anglaise illustrera pendant de longues années la façon avec laquelle ne doit pas agir une Internationale dans des combats sociaux importants. Car non seulement la conduite de l'Internationale d'Amsterdam ne répond pas aux intérêts du prolétariat anglais, mais elle est encore littéralement caricature de la notion élémentaire de l'internationalisme et de la solidarité d'une classe. D'autre part, la solidarité de l'ISR et des syndicats soviétiques pendant la grève a prouvé par les faits la *véritable solidarité internationale* Cette leçon ne doit pas être perdue; elle doit être soigneusement expliquée aux masses ouvrières. Il ne suffit pas que les ouvriers sachent que l'Internationale d'Amsterdam n'a rien fait. Ils doivent aussi comprendre pourquoi elle ne pouvait rien faire et quelles causes ont amené l'Internationale d'Amsterdam et l'Internationale des Mineurs à jouer un rôle de briseurs de grèves.

Les PC de chaque pays doivent accorder une attention spéciale à la tactique des organes syndicaux officiels pendant la grève des mineurs et au rôle joué par les grèves d'Amsterdam dans chaque pays pour briser la grève.

§16. L'expérience pratique du front unique et de la lutte pour l'unité a entièrement justifié toutes les décisions prises à ce sujet par l'IC. Le front est devenu instrument puissant aux mains de la classe ouvrière dans toutes les luttes défensives et offensives. La lutte pour l'unité syndicale a soulevé les targes masses qui savent maintenant par l'expérience quels sont les amis et ennemis de l'unité. Le fait important c'est que les partisan de l'IC et l'ISR ont porté au sein des masses l'idée du front unique et de l'unité et ont attiré des millions d'ouvriers à la lutte pour l'unité. L'important est que les partisans de l'IC et l'ISR ont rattaché la lutte pour l'unité à un programme d'action concret aux besoins de la clase ouvrière.

Le problème de la lutte en faveur de l'unité et de l'application de la tactique du front unique dans les circonstances présentes (offensive du capital sous le couvert de la rationalisation, différenciation au sein des organisations réformiste, écart toujours plus grand entre les chefs et les ouvriers syndiqués, désir renforcé d'unité dans les masses, etc., etc.) se pose aujourd'hui un peu différemment.

Dans les conditions posées par l'énorme pression du capital par l'abaissement rapide du niveau d'existence des masses, par le retrait systématique des conquêtes d'hier, la lutte pour l'unité doit forcément s'appuyer sur un programme d'action concret. Il est nécessaire dans chaque pays d'adapter cette lutte aux particularités de la situation actuelle

(chômage, terreur fasciste, inflation, nouveaux organes de collaboration de classes), À cette condition seulement nous pourrons effectivement entraîner les masses dans la lutte pour l'unité.

Afin de stimuler la lutte pratique pour l'unité, il est nécessaire:

1) De renforcer et d'étendre encore les minorités révolutionnaires sur le plan national et par industrie; d'organiser et de soutenir davantage les groupes d'unité et d'une large opposition au sein des syndicats réformistes;

2) De former des Comités d'unité prolétarienne; des Comités d'agitation dans les fabriques et usines comme forme transitoire des Comités de fabriques et d'usines; de grouper ces Comités par région dans tous les pays; de constituer des Comités de fabriques partout où ils n'existent pas encore et de transformer les Comités de fabriques et d'usine actuellement existants (Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie) en organes de lutte pour réaliser l'unité par en bas;

3) De de constituer lette pour des réaliser comités l'unité mixtes par d'unité en bas et des; Comités d'action permanents ou provisoires avec les syndicats réformistes et les syndicats révolutionnaires en vue d'une lutte contre le capital;

4) D'établir une liaison étroite entre les syndicats révolutionnaires autonomes et les révolutionnaires des syndicats réformistes;

5) De grouper les ouvriers occupés dans les entreprises affiliées aux trusts internationaux en Comité internationaux d'action en vue d'une lutte et d'une défense communes de leurs intérêts;

6) D'organiser des délégations ouvrières en US et échanger des délégations ouvrières entre les principaux pays afin d'étudier la situation de la classe ouvrière et de ses organisations;

7) lutter pour les Comités internationaux d'unité par industrie;

8) De lutter pour une Internationale de classe unique dans chaque industrie et pour une Internationale de classe unique englobant les syndicats de tous les pays, de toutes les races et de tous les continents.

La défense des intérêts des chômeurs, leur liaison avec les ouvriers occupés doivent occuper une place importante dans notre lutte pour l'unité et le front unique, sinon tout le problème de l'unité sera détaché des questions brûlantes qui, à l'heure actuelle, se posent aux masses ouvrières et les intéressent particulièrement.

L'essentiel est de rattacher partout et toujours le problème de l'unité aux besoins quotidiens des masses ouvrières. C'est seulement dans la mesure où nous savons rattacher les problèmes de l'unité à ces besoins que nous pourrons réaliser les tâches qui s'imposent à nous.

§17. Dans les pays où existent des Confédérations du Travail parallèles, révolutionnaires et réformistes (France, Tchécoslovaquie, etc.), la tâche est d'obtenir l'unification et de créer dans chaque pays une organisation syndicale unique. Dans les pays où le pourcentage d'ouvriers organisés est minime, on prêtera une attention spéciale au recrutement par les syndicats révolutionnaires des travailleurs inorganisés. Du sucées de ce travail dépend aussi la proportion de la force et du degré d'influence des syndicats révolutionnaires sur les ouvriers encore groupés dans les

syndicats réformistes. La lutte pour l'unité sera d'autant plus effective si les syndicats révolutionnaires se rapprochent davantage du type des organisations de masses, fortes et combatives. À ce point de vue, la situation en France est fort instructive, notamment dans la Fédération des Cheminots Français. Une certaine division du travail s'est opérée entre la CGT confédérée et la CGT unitaire. Les unitaires dirigent la lutte économique, les réformistes aux côtés du patronat sabotent cette lutte. Le renforcement de la Fédération Unitaire des Cheminots fait de cette organisation le facteur le plus important sur les chemins de fer de France.

Toutefois, les PC de ces pays-là doivent aussi vouer une attention très grande à la création et à la cristallisation de leurs fractions dans les syndicats réformistes et prêter un soutien énergique aux oppositions qui se créent dans les syndicats réformistes (groupes des Amis de l'Unité, etc...).

§18. D'autre part, tous les PC ont constamment devant eux le problème du groupement des ouvriers des pays coloniaux et semi-coloniaux. Dans ces pays, le mouvement grandit très rapidement et acquiert sous nos yeux des formes définitives, malgré tous les obstacles auxquels se heurte dans cette voie. Or, la différence des salaires et du niveau d'existence, le transfert d'industries entières dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, entreprise où souvent se conjuguent une technique moderne et des salaires extrêmement bas, — tout cela fait du problème du travail colonial une question de vie ou de mort pour les ouvriers des vieux pays capitalistes. C'est ici que l'expérience des pays plus anciens, l'expérience de l'Internationale, celle des PC et des syndicats révolutionnaires, doit jouer un rôle particulièrement considérable. Les PC et les syndicats révolutionnaires de la

métropole ont une obligation spéciale envers les organisations ouvrières des colonies. Les PC n'ont pas consacré à cette question une attention suffisante et c'est peut-être là le point le plus faible de notre travail. On a seulement fait, dans cette voie, les premiers pas, alors que toutes les questions actuellement embranchées trouvent là leur solution.

Au fur et à mesure que se produit l'essor du mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux, s'intensifie la lutte pour l'indépendance des colonies. Cette lutte affaiblira les puissances impérialistes et cet affaiblissement sera avantageux au mouvement ouvrier de la métropole. Tous ces éléments sont si intimement enchevêtrés et liés que seules la force de la tradition et une attention insuffisante pour les questions placées en marge des pays d'Europe peuvent expliquer le fait que les organisations adhérant à l'IC et l'ISR ne sont pas assez actives dans ce domaine.

§19. Pour toute une série de pays, le problème de l'émigration et de l'immigration joue un très grand rôle. Jusqu'à présent, ce régulateur du marché du travail fut entièrement aux mains de la bourgeoisie; les syndicats ouvriers influençaient peu le déplacement de centaines de milliers et de millions d'ouvriers de sorte que ces masses échappaient au contrôle des organisations ouvrières et surtout des organisations ouvrières révolutionnaires. Lorsque la bourgeoisie ne peut pas exercer une influence sur les émigrants ouvriers, elle est secondée par la social-démocratie qui veille à ce que ces émigrants ne tombent pas sous l'influence des organisations révolutionnaires au lieu même de leur travail (voir l'activité du parti socialiste en France). Les PC et les syndicats révolutionnaires doivent

veiller attentivement sur ces masses ouvrières, créer à leur intention une littérature spéciale dans leur langue nationale, les entraîner dans le mouvement local et en faire des participants à droits égaux dans la lutte quotidienne et les conquêtes de la masse essentielle du prolétariat. Les PC et les syndicats révolutionnaires des pays d'émigration et d'immigration doivent élaborer en commun une série de mesures pour attirer cette catégorie d'ouvriers dans le mouvement ouvrier révolutionnaire international.

§20. Ces expériences de l'année écoulée permettent de dire que les fautes principales de l'action syndicale des PC ont été les suivantes:

1) Disproportion entre l'influence politique des communistes et la consolidation organique de cette influence dans les syndicats;
2) Lutte insuffisamment énergique et systématique contre l'exclusion des communistes des syndicats;
3) Lenteur et retard dans l'application des décisions prises par l'IC concernant la tactique syndicale;
4) Agitation de forme pour le front unique et la lutte pour l'unité, d'une part, et, d'autre part, impatience unitaire excessive, la tactique "unité coûte que coûte";
5) Caractère syndical insuffisant du travail des communistes dans les syndicats (prédominance des questions de politique générale et de la vie du parti sur les questions purement syndicales et autres);
6) Application insuffisamment systématique et intelligente des campagnes syndicales et préparation insuffisante aux Congrès, aux Conférences et aux Assemblés de délégués de syndicats;

7) Cadres insuffisamment qualifiés de militants syndicaux et retrait systématique des meilleures forces de l'action syndicale;
8) Presse syndicale, littérature de propagande insuffisante, et surabondance des questions de politique générale dans la presse syndicale;
9) Application extrêmement lente et purement de forme des décisions répétées de l'IC sur la création, le renforcement l'extension des fractions dans toutes les organisations syndicales de la base au sommet.

Tous ces défauts, à différents degrés. se rencontrent dans presque tous les PC; c'est pourquoi, dans les organisations syndicales réformistes, l'influence de ces PC grandit et s'affermit avec une telle lenteur, bien entendu avec une relative lenteur.

§21. Actuellement, le problème de la direction du mouvement syndical a une importance particulière. Sous nos yeux, la vieille direction syndicale est mise en faillite dans différents pays, l'un après l'autre. Ce qui s'est passé en Angleterre pendant la grève générale, les événements récents de Hambourg et de Pologne, et, enfin, des faits analogues dans une série d'autres pays, prouvent que toute l'ancienne direction syndicale, le sommet réformiste, se sont si bien soudés a l'appareil de l'État bourgeois et subordonnés à son influence, qu'on ne peut rien en attendre pour la lutte ouvrière, au contraire, on ne peut attendre d'eux qu'un sabotage direct même de la lutte économique. Certes, les ouvriers sincères et honnêtes agissent contre cette trahison en abandonnant les syndicats. *Cette désertion des syndicats doit rencontrer la résistance la plus énergique*. Il faut, au sein des syndicats, intensifier la lutte contre la direction

réformiste, pour la direction révolutionnaire. À cette intention, les PC doivent envisager la formation de nouveaux cadres, leur éducation, la participation d'hommes nouveaux au travail pratique, etc. Cette question est liée à l'instruction politique et, d'autre part, à un vaste travail culturel éducatif, à la création d'écoles spéciales, etc. L'éducation de nouveaux cadres est une question extrêmement compliquée, car les dirigeants ne surgissent pas sous les coups d'une baguette magique. Ce problème est le plus important pour tout le mouvement ouvrier révolutionnaire. Aussi longtemps que nous n'aurons pas créé de cadres nouveaux, aussi longtemps que nous n'aurons pas su leur assurer une place dans le mouvement syndical et refouler à l'arrière toute la gent bureaucratique, nous ne pourrons pas conquérir les masses et les entraîner. C'est pourquoi les PC doivent consacrer la plus grande attention à ces questions qui ne souffrent ni atermoiement, ni retard.

Les tâches indiquées ne pourront être réalisées que si les communistes envisagent chacun de leur actes, chacun de leur mots d'ordre sous l'angle de la conquête des masses. N'oublions pas que la social-démocratie et les syndicats d'Amsterdam sont encore relativement forts, qu'ils constituent l'élément le plus important de la stabilisation du capitalisme, qu'ils barrent la voie au développement des évènements révolutionnaires et que, par conséquent, nôtre tâche de premier plan doit être une lutte acharnée et persévérante pour l'émancipation des masses de l'idéologie réformiste. Comment y parvenir? *En opposant aux gens d'Amsterdam non seulement une bonne politique, mais aussi de bonne pratique quotidienne*. Il faut avouer qu'à cet égard bon nombre de nos organisations sont boiteuses. *Aussi*

longtemps que notre pratique ne sera pas à la hauteur de notre politique, nous ne pourrons conquérir la majorité de la classe ouvrière. C'est surtout maintenant que le capitalisme fait des efforts désespérés pour sortir de la crise d'après-guerre et qu'il a réussi, avec l'aide de social-démocratie internationale, à réaliser une stabilisation partielle, qu'il est important de faire un travail systématique pour conquérir les masses, qu'il faut savoir conduire la lutte pour les intérêts quotidiens et vitaux des ouvriers et, par un travail pratique, conquérir les syndicats pour notre but final. L'essentiel c'est de conquérir les grandes masses par tous les moyens; tel doit être le point de mire de l'attention de l'IC et de toutes nos Sections nationales.

Présidium du CEIC: Résolution sur les Cellules communistes d'usines (21 janvier 1924)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.16, 4e année, 5 mars 1924, p. 174-176.

La résolution suivante sur l'organisation de Cellules d'usines a été adoptée à l'unanimité par la séance du Présidium du CEIC du 21 janvier 1924, sous réserve de changements qui pourraient se révéler nécessaires par suite de la situation des différentes sections.

La structure du parti doit être adaptée aux conditions et aux objectifs de son action. Sous la politique réformiste des social-démocrates, qui prétendaient agir sur l'État bourgeois par le bulletin de vote, il est naturel que toute l'attention ait été portée sur des électeurs. Il fallait alors bâtir le parti sur les circonscriptions électorales et la résidence des électeurs. Cette structure est passée en héritage aux PC. Mais elle est en contradiction, non seulement avec le but du PC, mais aussi avec ses objectifs immédiats. Notre but final, c'est le renversement de la bourgeoisie, la conquête du pouvoir, et la réalisation du communisme. Nos objectifs immédiats sont: la conquête de la majorité de la classe ouvrière, par une participation active à sa lutte quotidienne et par la conduite de cette lutte. Pour cela, il faut une liaison étroite de nos organisations communistes avec les masses ouvrières, à l'usine même.

Partant de ce point de vue, le 3e Congrès de l'I. C. avait déjà décidé que la base du PC doit être la Cellule d'usine. Cependant la plupart des sections n'ont pas encore mis cette décision en pratique; beaucoup n'ont pas même posé concrètement la question. Pourtant la révolution allemande (fin 1923) a montré une fois de plus et avec évidence que sans Cellules d'usines, sans une liaison étroite avec les masses ouvrières, il est impossible d'attirer ces dernières dans la lutte et de les conduire, il est impossible de connaître leur

état d'esprit et d'utiliser le moment le plus favorable, il est impossible de vaincre la bourgeoisie.

Les formes fondamentales des organisations de base

§1. La base de l'organisation communiste est la Cellule d'usine. Tous les communistes travaillant dans une entreprise doivent faire partie de la Cellule de cette entreprise.

Remarque: Là où il n'y a qu'un ou deux communistes, ils doivent adhérer à la Cellule de la plus proche entreprise; cette Cellule mène son action dans toutes les entreprises de son ressort ne possédant pas de Cellules.

§2. Les communistes ne travaillant pas dans les usines, fabriques, ateliers, magasins, etc... (c'est-à-dire les ménagères, les gens de maison, les concierges, etc....) doivent créer des Cellules de rues (selon le domicile des adhérents).

Remarque: Tous les membres des Cellules d'entreprises, habitant un autre quartier doivent se faire enregistrer au Bureau de quartier. Les membres des Cellules d'autres quartiers, dirigées par le bureau de quartier sur une Cellule de rue, n'y pas voix délibérative sur les questions qu'ils décident dans leur Cellule d'usine (questions de principe, élection de délégués, etc...)

§3.Les chômeurs restent membres de la Cellule de l'entreprise où ils ont travaillé. En cas de chômage prolongé, ils peuvent d'accord avec le Comité de rayon, être transférés dans une Cellule de leur quartier d'habitation.

§4. Dans les centres industriels peu importants, les petites villes et les villages, où les ouvriers vivent près de l'entreprise ou exploitation où ils travaillent, il sera constitué des Cellules homogènes autant que possible à proximité de ces entreprises ou exploitations.

§5. Les Cellules d'entreprises et de rues élisent un bureau de trois à cinq membres. Les élections sont faites par l'assemblée générale de la Cellule. Le bureau distribue le travail entre ses membres. Selon l'importance de la Cellule, le bureau désigne des camarades pour diriger et répandre les publications, pour mener la propagande, un camarade pour s'occuper de la fraction communiste au Comité d'usine, un autre pour le travail syndical, un pour la liaison et un pour le travail avec la Cellule de la Jeunesse, un pour le travail parmi les femmes, etc....

§6. Les communistes, membres d'une Cellule d'entreprise, paient leurs cotisations; ceux qui sont membres d'une Cellule de rue paient dans cette dernière.

§7. Dans les grandes villes, où les Cellules d'entreprises et de rues sont nombreuses, elles s'unissent par quartier. Plusieurs quartiers forment un rayon.

Tous les rayons d'une grande ville composent l'organisation de ville. Les quartiers sont délimités par le Comité de rayon. Ce dernier s'efforce, dans la mesure du possible, de grouper les quartiers autour des grandes entreprises. Dans les villes moyennes, on forme également des quartiers pour grouper les Cellules d'usines et de rues. Leur ensemble forme l'organisation de ville. Dans les petites villes et les villages, les Cellules sont unies en groupes locaux. Les organisations des villes moyennes et les groupes

locaux des petites villes et villages, s'unissent en sous-rayons.

Remarque: Les bureaux de quartiers (ou de groups locaux) selon les possibilités et les nécessités de l'endroit, convoquent régulièrement l'assemblée générale de toutes les Cellules d'entreprises et de rues de leur quartier ou de leur groupe.

§8. À la tête du quartier ou du groupe local se trouve un bureau de trois à cinq membres, élus par l'assemblée générale de tous les membres du quartier ou groupe, ou par une assemblée de délégués, selon les possibilités locales (par ex., en état d'illégalité). Le secrétaire de quartier ou de groupe est confirmé par le sous-rayon. À la tête du rayon et du sous-rayon sont les Comités de rayon et de sous-rayon, élus par la conférence de rayon ou de sous-rayon.

§9. Les Assemblées de délégués de quartier et de groupes, les Conférences de rayon et de sous-rayon sont composées de représentants des Cellules, proportionnellement au nombre de leurs membres, mais de façon que la majorité appartienne aux Cellules d'entreprises. La norme de représentation pour chaque Cellule est fixée par le Comité de rayon ou de sous-rayon.

Dans les organisations où, par suite de l'état d'illégalité, une grande représentation aux conférences est impossible, on peut faire élire les délégués, non pas directement par les Cellules, mais par des assemblées de délégués de quartiers ou de groupes.

§10. Les Comités de ville (dans les grandes villes), sont élus par la conférence de ville, composée de délégués des

rayons, élus les conférences de rayon proportionnellement au nombre de membres de chacun.[2]

§11. Pour renforcer l'influence des Cellules d'entreprises, tant dans les bureaux de quartier que dans les Comités de rayons, plus de la moitié des membres de ceux-ci doivent être choisis parmi les membres des Cellules d'entreprises. Les Comités de ville doivent comprendre un certain nombre d'ouvriers travaillant à l'usine.

§12. En cas d'illégalité, les instances supérieures, dans certains cas exceptionnels (par ex. en cas d'arrestation d'un Comité, etc.), ont le droit de désigner les nouveaux membres de Comité, à condition, à la première possibilité, de convoquer une assemblée ou une conférence de délégués, qui confirmera ou en élira un autre. Ceux des membres de l'ancien Comité qui ont évité l'arrestation peuvent être admis dans le nouveau, avec l'assentiment et la sanction des organes supérieurs, jusqu'à la conférence. L'effectif des Comités, en cas d'illégalité, doit être réduit au maximum.

[2] *Note pour la France* : Dans les grandes villes qui sont en même temps chef-lieu de département, il n'est pas constitué de Comité de ville. La conférence fédérale, composée des délégués des rayons de la ville et de ceux du département, élit un Comité départemental qui remplit en même temps les fonctions de Comité de ville.

Fonctions des Cellules d'entreprises

Le centre de gravité du travail politique d'organisation doit être transféré dans la Cellule d'entreprise. C'est elle qui, en prenant la tête de la lutte des ouvriers pour leurs besoins quotidiens, les conduira à la lutte pour la dictature du prolétariat. Pour cela, la Cellule communiste étudiera en temps utile les questions politiques ou économiques intéressant les ouvriers et formera son opinion sur elles ainsi que sur chaque conflit surgissant. Elle mettra les ouvriers sur la voie de la solution révolutionnaire de toutes les questions. En tant que fraction la plus consciente et la plus active de la classe ouvrière, elle doit prendre en mains la direction de sa lutte.

Les tâches particulières des Cellules d'entreprises, en dehors de celles qui incombent à tout le parti, sont les suivantes.

1) Mener l'agitation et la propagande communistes parmi les ouvriers; les travailler individuellement pour les attirer dans les rangs du P. C.; répandre les publications communistes; éclairer les questions qui se posent dans l'usine, même publier un journal d'usine, fonder des œuvres d'éducation.
2) Mener une action prolongée et énergique pour conquérir tous les électifs de l'entreprise (syndicat, coopérative, Comité d'usine, commission de contrôle, etc...).
3) Intervenir dans tous les conflits économiques, dans toutes le revendications des ouvriers, pour étendre et approfondir le mouvement, montrer aux ouvriers ses conséquences politiques et les pousser à une lutte plus

large, non seulement économique, mais et au front unique contre la bourgeoisie et le fascisme.

4) Déraciner l'influence, sur les ouvriers de l'entreprise, des autres partis politiques, nuisibles à la classe ouvrière. La Cellule doit mener, à l'usine une lutte énergique contre les partisans et les membres des autres partis politiques, partis socialistes ou autres partis dits "ouvriers" en exploitant tous les faits à la portée ouvriers les plus arriérés.
5) Établir une liaison entre ouvriers travaillant et ouvriers chômeurs, pour éviter une concurrence entre eux.
6) Là où le terrain est mûr, revendiquer le contrôle ouvrier sur la production, les banques, les exploitations agraires, les transports; réclamer la distribution aux ouvriers d'objets de perrière nécessité.
7) Militer parmi les femmes et la jeunesse de l'usine et les enrôler dans la lutte; aider la création d'une Cellule de la JC et, là où elle existe, la soutenir.
8) Faire participer chacun de ses membres à un travail déterminé qui lui est fixé par le bureau.

Outre ces tâches spéciales à l'usine même, les Cellules d'usine ont encore des tâches territoriales sur le lieu d'habitation, car les ouvriers ont aussi des besoins là où ils habitent et remplissent différentes fonctions sociales (logement, ravitaillement, hygiène, enseignement, divertissements, élections, etc...).

Les plus importantes sont:

1) L'organisation et l'action politique, les campagnes diverses (élections, logement, vie chère), la fourniture

aux familles des ouvriers des petits employés et des couches moyennes d'objets de première nécessité.

2) La diffusion de la presse communiste, le recrutement de nouveaux lecteurs et d'adhérents au parti, l'agitation et la propagande, la propagande individuelle, les œuvres d'éducation dans les quartiers (clubs, etc.), l'enrôlement des sympathisants dans les démonstrations ouvrières, et en général, dans la lutte de la classe ouvrière.
3) L'agitation dans les maisons du quartier : l'information sur les opinions politiques des habitants, sur la vie politique, les manœuvres des fascistes, les dépôts d'armes, etc...
4) L'action parmi les femmes et les enfants.

Toutes ces tâches territoriales concernent également les Cellules de rues. Leur action doit être menée sous la conduite directe du bureau de district et doit concorder avec elle des Cellules d'entreprises.

Mise en pratique

Vu la nouveauté de la question pour beaucoup Sections de l'IC et leur situation diverse, le CEIC propose d'abord que la question soit examinée sur toutes ses faces dans la presse et les réunions du Parti; après seulement on abordera la réorganisation sur la base des Cellules d'entreprises, en commençant par les plus grandes entreprises.

Les Cellules ne doivent en aucun cas être confondues avec les fractions communistes dans les syndicats, les coopératives, etc. Les Cellules ne peuvent pas prendre les fonctions de ces dernières; ce sont elles au contraire ou plus exactement leur bureau, qui dirigent les fractions syndicales ou autres correspondantes.

Le Bureau d'Organisation du CEIC demande à toutes les Sections de l'IC de l'informer en détail et périodiquement de la discussion sur les questions touchées ici et sur les résultats obtenus.

Instruction pour l'organisation de Cellules d'usines en Allemagne

Le Présidium du C. E. de l'I. C. a décidé les instructions spéciales suivantes concernant l'organisation des Cellules d'usine dans le PC d'Allemagne:

1) Suivant la résolution adoptée par l'Exécutif, sur l'organisation des Cellules d'usines (voir plus haut), le parti doit exécuter la réorganisation de sorte que les Cellules d'usines constituent la base de l'organisation du Parti.
2) La majorité des membres des Comités de quartier et de rayon doit se composer de membres des Cellules d'usines. Les grandes villes se subdivisent en rayons. Les Comités de ville doivent prendre une partie de leurs membres parmi les ouvriers des usines.
3) Les Cellules d'usines et de rues se réunissent en quartiers, groupés à leur tour par des Comités de quartier. Le Comité du rayon groupe dans la mesure du possible les quartiers autour les grandes entreprises.
4) Les Comités de ville (ou bien les Comités de rayon) élaboreront immédiatement un programme prévoyant des délais pour l'exécution de cette réorganisation à chaque endroit, et le soumettront à la centrale du Parti pour le faire confirmer. L'exécution doit être terminée (sous la direction de la Centrale du Parti) dans le Reich tout entier dans les 2 mois. La Centrale doit rendre compte régulièrement au CEIC de l'exécution.

Pour cette raison, le dernier alinéa de la résolution «Exécution de l'organisation des noyaux d'usines» n'est pas valable pour le PC d'Allemagne.

Présidium du CEIC: Résolution sur les fractions communistes dans les organisations et organes extérieurs au Parti

(février 1924)

Source : *La Correspondance Internationale,* no.15, 4e année, 27 février 1924, p. 163-164.

Introduction

La question des fractions communistes dans les organisations autres que le Parti est intimement liée à la nécessité d'assurer notre influence dans les masses. Pour réaliser cette influence, tout PC doit avoir, dans tous les milieux extérieurs, des organes menant la politique communiste. Ce sont les fractions communistes. De leur organisation convenable dépend la bonne application des directives du Parti, et par suite, l'unité de volonté, l'unité de tactique et l'accord dans l'action, en d'autres termes, les qualités sans lesquelles est indispensable le bon fonctionnement des PC.

D'autre part, l'existence des fractions communistes pose la question de leurs rapports avec les organisations du Parti. On ne peut compter sur les résultats satisfaisants de leur action, si ces rapports ne sont réglés conformément aux intérêts de tout le Parti. Les fractions ne sont pas des organisations autonomes, se suffisant à elles-mêmes, décidant toutes les questions de la vie du Parti. Elles sont subordonnées aux organes qui dirigent l'action communiste dans la branche et dans le lieu où elles travaillent. Par exemple, dans une usine la fraction est subordonnée à la Cellule communiste; la fraction d'une Coopérative, d'un Conseil municipal ou d'un Syndicat est subordonnée à l'organisation de la ville, en la personne du Comité de ville; la fraction d'un Congrès national ou du Parlement est subordonnée au CC du Parti.

Cette subordination est facilement et complètement explicable, qu'il s'agisse de la plus grande ou de la plus petite fraction.

À l'usine, où le Comité d'usine examine et décide les questions concernant cette usine, toute la Cellule communiste répond, devant les ouvriers de l'usine, des actes des communistes au Comité d'usine. Elle ne peut donc donner à la fraction du Comité le droit de décider et d'agir seule pour toute la Cellule. Par cette fraction, par ces communistes, la Cellule applique dans le Comité d'usine *ses* directives. Si la fraction s'en écarte, ou refuse de les appliquer, la Cellule peut rappeler les communistes du Comité ou les obliger à se soumettre. Cet ordre de choses trouve sa justification dans le fait que la Cellule, fondamentale et primaire du Parti, applique non pas ses directives à elle, mais les directives générales du Parti. Elle discute et décide des questions concernant l'organisation locale ou même tout le Parti, tandis que la fraction examine seulement les questions posées au Comité d'usine.

De même en ce qui concerne les fractions communistes, dans les Syndicats, les Coopératives ou les Conseils municipaux. La responsabilité de leurs décisions et de leurs actes, aux yeux des ouvriers et des paysans, des employés et des petits fonctionnaires, ne retombe pas sur leurs membres pris individuellement, ni même sur l'ensemble de la fraction. Mais sur toute l'organisation communiste de la ville (et parfois sur tout le Parti). Outre la question de responsabilité, le centre dirigeant de la ville voit plus clairement la situation politique générale. Il lui est plus facile de déterminer les revendications à présenter à tel ou tel moment et qui est plus important dans telle ou telle période. L'intérêt de tout le Parti exige donc que ses fractions appliquent sans délai toutes les directives des organes communs correspondants et

travaillent sous leur conduite immédiate. Les membres de ces fractions, en tant que membres du Parti, discutent et décident toutes les questions dans leurs Cellules et dans les Assemblées générales de leur quartier, rayon ou groupe. C'est là qu'ils peuvent critiquer les organes du Parti et les directives données par eux aux fractions.

Quant aux décisions ou aux interventions dans les Congrès et au Parlement, en un mot quant aux actes des fractions au sein des Assemblées nationales, c'est tout le Parti qui en répond. D'où, pour le CC, la nécessité de choisir avec un soin particulier les candidats du Parti au Parlement et au centre national des Syndicats ou des Comités d'usines. Par un choix attentif, le Parti évitera d'être compromis par ses membres au sein de ces Assemblées et assurera le respect de sa ligne. Il rend également moins vraisemblable la possibilité de cas d'insoumission aux décisions du Parti, car plus le rôle d'une fraction est important (au Parlement, dans le centre national des Syndicats, des Coopératives ou des Comités d'usines), plus il peut s'y faire jour une tendance à l'indépendance.

Notre désir de créer une organisation harmonieuse capable de réaliser la liaison avec les masses et de conduire ces masses à une lutte victorieuse contre le capitalisme, reste sans résultats, si les PC négligent d'organiser leurs fractions dans toutes les organisations extérieures, s'ils n'établissent pas des relations convenables entre les organisations communistes et les fractions. Mais la création de fractions communistes suppose, naturellement, que dans tout le travail d'organisation, le centre de gravité sera porté sur la création de Cellules d'usines comme base et fondement du Parti.

Les fractions communistes dans les organisations non-communistes

§1. Dans tout organe ou organisation ouvrière (Syndicat, Coopérative, association culturelle ou sportive, Comité d'usine, Conseil de chômeurs, Congrès, Conférence, Conseil municipal, Parlement, etc…) où il y a au moins trois communistes, pour renforcer l'influence du Parti et appliquer sa politique dans les milieux extérieurs, il est nécessaire d'organiser une fraction communiste.

§2. La fraction, quelle que soit son importance, doit soumettre aux organes communistes correspondants, à la Cellule (à son Bureau), au Comité de groupe, de quartier, de sous-rayon, de rayon, de ville, de département ou au CC, selon le ressort de l'organisation ou organe où elle se trouve. De ces organisations du Parti, elle doit recevoir des directives (par exemple, le Bureau de la Cellule d'usine doit contrôler et orienter, selon les directives reçues des instances supérieures, l'action de la fraction communiste du Comité d'usine; le Comité de quartier celle des fractions communistes de toutes les organisations et organes du quartier, etc...). Dans toutes les questions sur lesquelles existe une décision régulière de l'organisation compétente du Parti, les fractions doivent strictement et fermement s'y tenir.

§3. Lorsqu'un Comité du Parti a à examiner une question intéressant une fraction, il doit organiser des Conférences préalables avec les représentants de cette fraction, pour autant que les conditions policières le permettent.

§4. La fraction élit, d'accord avec le Comité correspondant du Parti, son Bureau, responsable du travail de la fraction devant ce Comité.

§5. Dans l'intervalle des Congrès ou Conférence, l'organe unissant et dirigeant dans un même département les communistes membres d'un même Syndicat ou d'une même Coopérative, est la fraction communiste de la direction départementale du Syndicat ou de la Coopérative. Pour les communistes, membres d'une Union départementale syndicale ou coopérative, l'organe dirigeant et unissant est la fraction de la direction de cette Union. Ces fractions sont soumises au contrôle du Comité de département, mais rendent également compte aux fractions des Congrès syndicaux, intersyndicaux et coopératifs.

Les candidats aux directions sont désignés, d'accord avec le Comité départemental, par la fraction du Congrès ou Conférence correspondant.

Ce qui précède concerne également le Syndicats, les Unions syndicales, les Coopératives et autres organisations départementales, régionales ou nationales.

§6. Le Comité compétent du Parti a le droit d'inclure dans une fraction ou d'en rappeler n'importe quel membre, en informant la fraction des raisons de cette mesure.

§7. Les candidatures des fractions aux directions ou bureaux de Syndicats ou autres organisations doivent obligatoirement être désignées d'accord avec les Comités compétents du Parti. De même les déplacements d'une fonction à l'autre.

§8. Dans sa vie intérieure et le travail courant, la fraction est autonome. Le Comités du Parti ne doivent pas intervenir dans son travail quotidien. Ils doivent, au contraire, lui accorder le maximum de liberté d'action et d'initiative. En cas de désaccord sérieux entre un Comité du Parti et une fraction sur n'importe quelle question de la compétence de cette dernière, le Comité est obligé d'examiner de nouveau la question avec les représentants de la fraction, et de prendre une décision définitive, dont l'exécution est obligatoire pour la fraction.

§9. Toutes les questions ayant une importance politique soumises à l'examen d'une fraction, doivent être discutées en présence de représentants du Comité. Le Comité doit avoyer ses représentants au premier avis de la fraction.

§10. Toute question soumise à l'organisation extérieure dans laquelle milite la fraction, doit d'abord être discutée extérieure par dans l'assemblée général ou le Bureau de la fraction.

§11. Les organisations du Parti (réunions de cellule, organisations de quartier, de groupe, de ville, etc., les Conférences et Congrès, les Comités élus par eux) entendent les rapports des fractions et fixent leur tactique et leur ligne politique pour l'avenir.

§12. Lorsqu'une question a été résolue dans la fraction, tous ses membres doivent, à l'assemblée générale de l'organisation où elle milite, voter unanimement. Les contrevenants sont passibles de mesures disciplinaires.

1e Plénum du CEIC
(21 février-4 mars 1922)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.3, 2e année, 8 avril 1922, supplément no.3, p.1-7.

Le Front unique

1. Résolution adoptée après discussion des thèses du CEIC.

Après la discussion qui a supprimé les malentendus et qui a montré que la tactique du front unique, telle qu'elle est proposée par le CEIC, ne signifie aucunement un affaiblissement de l'opposition au réformisme, mais une continuation et un développement de la tactique suivie par le 3e Congrès et par les Sections nationales, le Plénum du CEIC confirme les thèses du mois de décembre sur le front unique. Il charge le Présidium d'arrêter en collaborant ensemble avec les délégations de toutes les Sections les plus importantes, quelles sont les mesures pratiques immédiates qui devront être prises de suite dans les pays respectifs pour l'exécution de la tactique déterminée, laquelle, cela va sans dire, doit être adaptée à la situation de chaque pays.

2. Déclaration de la Minorité.

(*Lue par Marcel Cachin au nom des délégations française, italienne et espagnole.*)

Camarades. Nous avons rempli le mandat dont nous étions chargés. Nous avons dit nos raisons et défendu jusqu'au vote nos résolutions. Il nous apparait que les réformistes de tous les pays s'éloignent chaque jour davantage de la classe ouvrière, qu'ils affirment une politique contraire à la défense quotidienne et au salut du prolétariat.

Nous ne doutons pas qu'ils ne se circonstances les adversaires et les saboteurs du véritable front unique des masses laborieuses.

Le CEIC est d'accord avec nous à ce sujet, bien qu'il n'ait pas admis tout notre point de vue.

Nous nous inclinons devant la majorité qui vient d'accepter la tactique par lui.

Nous vous demandons de considérer avec une grande attention la signification du vote. Trois pays se sont trouvés d'accord pour élever leurs réserves communes. Nous constatons d'ailleurs avec satisfaction que par des déclarations réitérées, le Plénum du CEIC s'est engagé à tenir le plus grand compte de cette situation pour la mise en pratique de ses décisions.

Quant à nous, camarades, vous pouvez être assurés que dans cette occasion comme en toute autre, nous demeurerons disciplinés et fidèles aux résolutions de la 3e Internationale. Les débats qui s'achèvent ont montré qu'elle reste plus que jamais l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire mondial.

3. Participation de l'IC à la Conférence Internationale de toutes les organisations ouvrières

Le Plénum du CEIC ayant pris connaissance de la proposition de l'Union Viennoise des Partis Socialistes se prononce pour la participation des Partis de l'IC à la Conférence projetée.

Le Plénum du CEIC propose, pour sa part, de faire participer à la Conférence également toutes les confédérations et associations syndicales, tant nationales qu'internationales: l'ISR. l'Internationale syndicale d'Amsterdam, la CGT unitaire française, l'Union Syndicale Italienne, la Fédération of Labour d'Amérique et d'autres syndicales autonomes. L'IC croit en outre nécessaire d'inviter

à la Conférence les syndicalistes, anarchistes, les IWW les Shop Stewards, les Conseils d'Usines, etc. La Conférence Internationale doit devenir une représentation effective et universelle de toutes les organisations ouvrières du monde. La Conférence mondiale des organisations ouvrières doit se poser une seule grande tâche: l'organisation de la lutte défensive de ta classe ouvrière contre le capital international.

Les capitalistes du monde entier sont passés à une offensive systématique contre la classe ouvrière. Partout les salaires sont réduits, le temps du travail allongé, la misère des chômeurs croit, les impôts et le renchérissement augmentent.

L'impérialisme mondial met à profit les divisions dans de la classe ouvrière et essaie de mettre sur les épaules de la classe ouvrière le poids des conséquences financières et économiques de la boucherie mondiale.

La politique impérialiste, continuée après la guerre, et qui trouve son expression la plus frappante dans le traité de Versailles, divisa le monde en de nouveaux camps rivaux, elle conduit à de nouvelles tentatives d'alliances impérialistes qui, fatalement, doivent engendrer de nouvelles guerres. Washington et Gênes sont des étapes de cette nouvelle expédition de pillage de l'impérialisme mondial, des ateliers où se forgent les guerres futures.

Même les chefs de l'Union International des Ouvriers du Transport (affiliés à Amsterdam) et récemment aussi ceux de la Fédération Internationale du Métal (également affiliés à Amsterdam) dénoncent devant le prolétariat l'imminence de ce danger.

En face d'une telle situation, il est nécessaire que tous les ouvriers resserrent sans tarder leurs rangs pour la défense de leurs intérêts les plus élémentaires et primordiaux. Celui qui, dans ces conditions, repousse la formation de l'unité du front de tous les ouvriers, prouve par là même l'unité de front des ouvriers avec la bourgeoisie.

L'IC propose de ne traiter à la Conférence Internationale prochaine que les questions qui se rapportent à l'action pratique immédiate des masses ouvrières. L'ordre du jour de la Conférence Internationale ne peut avoir qu'un seul objectif, celui d'assurer l'unité dans l'action des masses ouvrières tel qu'elle peut être immédiatement réalisée malgré les divergences essentielles d'ordre politique existantes.

Les ouvriers qui se rendent entièrement compte des motifs profonds de ces divergences exigent néanmoins avec la grande majorité de de la classe ouvrière l'unité dans l'action pour la défense des intérêts urgents et vitaux du prolétariat. Cette volonté impérieuse qui jaillit des profondeurs des masses ouvrières se trouve en concordance complète avec l'attitude de l'IC.

L'IC maintient entièrement sa conception fondamentale des taches de la classe ouvrière dans la période révolutionnaire actuelle. Elle proclame que seuls, la dictature du prolétariat et le système soviétique peuvent faire sortir le monde de l'anarchie capitaliste. Mais elle sait également que le chemin conduisant à la bataille finale passe la lutte des masses ouvrières unies contre les attaques de la classe capitaliste; et c'est pourquoi elle est prête à participer à une conférence internationale qui se mettrait au service des actions unies du prolétariat.

L'IC accepte l'ordre du jour de la Conférence proposé par l'Internationale de Vienne : lutte défensive contre l'offensive capitaliste et contre la réaction et propose de le compléter par les points suivants: 1) Préparation de lutte contre les nouvelles guerres impérialistes (voir les résolutions des associations syndicales affiliées à Amsterdam); 2) L'action de secours pour la reconstitution de la vie économique dans la République des Soviets de Russie (voir le manifeste l'Internationale d'Amsterdam, notamment celui relatif au secours aux affamés); 3) La reconstruction des régions dévastées et les traités impérialistes de Versailles.

Le Plénum du CEIC est d'avis que, en présence de toute la situation mondiale, il est nécessaire que la Conférence Internationale des organisations ouvrières réunis en même temps que la Conférence économique des gouvernements à Gênes, comme cela a été suggéré, sur la proposition de Stauning, le parti socialiste du Danemark appartenant à la 2e Internationale.

La marche des évènements assure la victoire des idées communistes dans le sein du prolétariat du monde entier. Plus rapide sera le groupement des grandes masses de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts les plus élémentaires plus proche sera la victoire du communisme.

La Lutte contre la guerre

§1. Les guerres de1914-18 et les traités de paix qui ont suivi — Versailles, Trianon, Saint-Germain, Sèvres, Neuilly — n'ont pas réussi à éliminer les antagonismes économiques et politiques existant entre les grandes puissances capitalistes de l'Europe. Leur action continue dans des conditions et sous ces formes nouvelles d'une lutte pour la suprématie et l'hégémonie sur les marchés de l'Europe et du monde.

Outre les anciens antagonismes économiques et politiques, il en est apparu de nouveaux, entre les grandes puissances européennes. Le conflit d'intérêts développé par la dernière guerre grandit entre la Grande-Bretagne, l'Amérique et le Japon. Entre les puissances colonisatrices de l'Europe et les peuples assujettis à leur domination ou menacés de l'être.

Le blocus et les guerres par lesquels l'impérialisme mondial espéra longtemps abattre le seul État où les travailleurs des villes et des campagnes se sont emparé du pouvoir politique, ont exclu la Russie des Soviets des marchés et de l'économie internationale. La naissance d'États nationaux sur les débris l'ancienne monarchie austro-hongroise et la formation d'États limitrophes entre la Russie et l'Europe Occidentale ont multiplié d'autre part les barrières mondiales, et partant les entraves au libre développement des forces productrices.

§2. La défaite militaire de l'impérialisme germanique ainsi que l'asservissement économique et politique de l'Allemagne à l'Entente ont temporairement débarrassé la Grande-

Bretagne de son rival le plus redouté avant la guerre sur les marchés et dans l'expansion mondiale. L'impérialisme français cherche à éluder une débâcle économique et une profonde crise financière en pressurant l'Allemagne. Mais le pillage systématique de ce pays y entraîne avec le concours d'autres conséquences de la guerre mondiale — dépréciation des valeurs, inflation, etc. — un appauvrissement général et la perte du pouvoir d'achat du marché allemand vis à vis des marchandises britanniques, éliminant de la sorte une des conditions vitales de la prospérité économique de l'Angleterre. À la même heure, les charges écrasantes des réparations imposées à l'Allemagne ont pour conséquence que les marchés britanniques et internationaux sont inondés de produits allemands vendus à si vil prix que les barrières douanières les plus rigoureuses ne peuvent en empêcher la pénétration. L'affaiblissement économique et politique de l'Allemagne n'a donc pas pour contrepartie l'affermissement de l'Angleterre mais plutôt le contraire; d'autant plus qu'il va de pair avec l'extension et le développement de l'impérialisme français.

§3. La guerre a imprimé au développement économique de la France une puissante illusion. La France dispose des plus grands gisements de minerais de fer de l'Europe, — tandis que l'Allemagne reste, malgré tout, en des mines de charbon les plus riches du continent. La concentration du pouvoir d'exploitation des mines de fer et de charbon — par voie de conquête ou en vertu de traités — porterait à l'Angleterre, en Europe et dans le monde, un coup mortel. Mais sans même que soit réalisée cette concentration la France, naguère État de rentiers de fonds à l'étranger, se transforme rapidement — les prestations de l'Allemagne en charbon y aidant — en

un pays de grosse métallurgie dominé pat le capital financier qui aspire à des placements sûrs et productifs en des sphères d'exploitations fermées. Dans les bassins houillers de Tchécoslovaquie et de Pologne, dans les terrains, pétrolières de Galicie et de Roumanie, la France est plus en plus souvent le concurrent redoutable de l'Angleterre. Ses liens économiques, politiques, militaires avec la Petite Entente, la Pologne, les États limitrophes de la Russie permettent à la fois à a France de combattre victorieusement dans ces pays l'influence anglaise et de s'y préparer des voies de "pénétration pacifique", — c'est-à-dire de pillage systématisé — dans les Balkans, en Russie Soviétiste, en Asie Mineure.

Au Bosphore et aux Dardanelles, en Asie Occidentale et Centrale les heurts entre impérialistes français et anglais deviennent toujours plus fréquents, plus manifestes et plus gros de conflits. Par la position de la France au Maroc et en Syrie, par la Convention d'Angora — dont la répercussion a été grande dans le monde mahométan — la Grande-Bretagne est menacée en Europe Occidentale, en Afrique, en Asie et dans ses communications avec les Indes. Plus les mouvements sociaux et nationaux y ébranleront avec fréquence la puissance coloniale britannique et plus il sera rigoureusement nécessaire à l'Angleterre d'assurer ses communications par la maitrise des Dardanelles; de Suez, par le mainmise sur un Empire Arabe, par des fortes positions en Perse, en Afghanistan. Sous la pression de ces soucis la Grande-Bretagne tend à fortifier, contre l'impérialisme français, l'Italie et la Grèce et encourage les armements de l'Italie pouvant amoindrir l'influence française dans Méditerranée. — À propos de la rentrée de la Russie dans l'économie capitaliste mondiale la France et

l'Angleterre se disputent évidemment la suprématie dans l'exploitation future des ressources naturelles et de la main d'œuvre des prolétaires des villes et des campagnes de la grande république soviétiste.

§4. Pendant les 4 années de la guerre impérialiste la suprématie de l'Angleterre sur le marché mondial a passé aux États-Unis d'Amérique. Ceux-ci fournissaient naguère à l'Europe des matières premières et des denrées alimentaires en échange d'articles manufacturés; aujourd'hui ils sont eux-mêmes devenus des fournisseurs d'articles manufacturés. Dans les deux Amériques ils éliminent la concurrence européenne; leurs produits pénètrent en Chine, dans les colonies britanniques et même en Europe, avec un succès de plus en plus marqué. De la production quantitative l'industrie américaine a passé à la qualitative. Abstraction faite de toutes autres considérations, le grand développement de sa technique, assure à l'industrie américaine une supériorité manifeste sur l'industrie anglaise. Naguère débiteurs de l'Europe les États-Unis sont aujourd'hui ses créanciers. Ils possèdent la plus grande partie de la réserve d'or du monde. L'Angleterre ne soutient que très difficilement la concurrence américaine et paraît incapable de reconquérir sa position dominante dans les deux Amériques, sur les côtes du Pacifique et de l'Océan indien: pas plus qu'elle ne peut y étendre ses sphères d'influence.

Le Japon a énormément développé son industrie pendant la guerre et élargi d'autant son pouvoir économique et politique. Sur les marchés de l'Amérique du Sud il concurrence les États-Unis. Il prend pied dans les îles du Pacifique. Il a occupé en Chine la riche province du

Chantoung, il s'est annexé la Carée, il progresse en Mandchourie pénètre en conquérant en Sibérie, tende les mains vers la Mongolie. Partout dans le Pacifique, dans les Mers du Sud, en Chine son expansion menace les États-Unis. Devant ce développement dans lequel elle avait d'abord vu une limitation de l'impérialisme américain, l'Angleterre a dû céder et renoncer à l'alliance japonaise qui lui eut assuré la domination et l'exploitation de la Chine méridionale, le Japon se contentant provisoirement du Nord.

Pour s'assurer pendant la guerre le concours militaire et financier de ses colonies et de ses dominions l'Angleterre a dû leur accorder droit de co-détermination de sa politique extérieure. Il en est résulté pour elle des entraves très nuisibles dans ses relations avec les États-Unis et le Japon. Sous tous les rapports — intérêts économiques, vie politique, culture — le Canada se sent plus proche des États-Unis que de la métropole anglaise. L'Australie, république fédérative, s'oppose énergiquement à l'expansion impérialiste du Japon, allié de l'Angleterre et probablement son allié secret d'aujourd'hui contre les États-Unis. Pays paysan l'Afrique du Sud n'a aucune raison d'appuyer la Grande-Bretagne dans un conflit avec l'Amérique.

Il est d'autre part vrai que leur supériorité industrielle permet aux États-Unis de soutenir avec un succès croissant la concurrence japonaise ; mais des raisons politiques et notamment les perspectives de la "pénétration pacifique" de la Chine contribuent à accuser l'antagonisme américano-japonais.

§5. Les ruineuses campagnes de conquêtes poursuivies rendant 4 ans par les grandes puissances capitalistes ont provoqué dans les colonies britanniques ainsi que dans les

pays dont on envisage l'assujettissement et l'exploitation des mouvements révolutionnaires passionnés pour lesquels l'exemple de la révolution russe et l'existence de la République des Soviets sont des sources de force et de courage. Le caractère de ces mouvements est en premier lieu nationaliste et religieux, mais l'élément révolutionnaire social n'en est pas exclu. Devenue une République autonome au sein de l'Empire britannique l'Irlande n'est pas apaisée: les luttes sanglantes alimentés par des antagonismes économiques et sociaux irréductibles s'y poursuivent sans relâche. En Égypte le drapeau de la révolte nationale courageusement déployé par Zagul Pacha flotte encore. Aux Indes les pires mesures de répression sont aussi impuissantes que les concessions à vaincre le soulèvement national. Les grevés succèdent montrant que la lutte des classes se simultanément avec le mouvement national. De l'Atlantique à l'Himalaya, et jusques en Chines les musulmans sont dans une profonde effervescence. Quelques différents que soient les aspects et les péripéties des mouvements de l'Afrique et de l'Asie, ces mouvements sont dirigés contre les États capitalistes puisent une force nouvelle dans les rivalités entre ces derniers pour la domination du monde.

§6. En dépit de leurs irréductiblement opposés les grandes puissances capitalistes s'accordent sans réserves et sont immédiatement prêtes à l'action quand il s'agit de combattre le gouvernement des Soviets. Elles ne veulent pas se contenter des concessions que, par suite de sa terrible détresse économique, la Russie abandonnée des prolétaires des autres pays a été contrainte de faire aux capitalistes étrangers. Prétendant l'exploitation illimitée de la grande

république ouvrière elles voudraient y instituer un régime d'exploitation de la main d'œuvre et de gaspillage des ressources naturelles que ne restreindrait pas le pouvoir des Soviets.

Et d'abord elles tiennent à se débarrasser de ce dernier, car la Russie des Soviets est aux travailleurs de tous les pays un exemple et un appel permanent à la dictature, au renversement de la bourgeoisie. Car la Russie des Soviets est l'appui naturel de tous les exploités, de tous les opprimés dans leurs luttes; car elle est le camp retranché de la révolution mondiale.

Jusqu'ici l'impérialisme français fut l'épée du capitalisme et de la contre-révolution internationale contre la Russie des Soviets. La France a gaspillé des milliards à soutenir les campagnes des généraux tsaristes, à encourager les incursions en Russie organisées par les pays limitrophes et à en couvrir les frais. À la fin les victoires de l'Armée Rouge et surtout la défaite de Wrangel ont convaincu les impérialistes français de la vanité de cette politique. Dès ce moment un revirement s'est produit dans la politique russe de la France. Mais son but essentiel restant d'extorquer à la Russie les sommes énormes nécessaires au remboursement des porteurs des emprunts russes, la France bourgeoise a continué de dilapider les biens des travailleurs français pour entretenir le militarisme en Pologne, dans la Petite Entente et dans les pays voisins de la Russie. En Finlande et en Roumanie ses diplomates et ses généraux préparent de nouvelles interventions. Les munitions, les équipements, le matériel de guerre pourraient être aisément envoyés de France aux fronts de Russie, la "neutralité" de l'Allemagne n'offrant aucune garantie sérieuse et pouvant se

transformer, de par l'extrême faiblesse des gouvernements allemands — de Wirth ou de tout autre à de l'Entente, haine de l'État ouvrier et paysan, leur crainte de la révolution, en complicité sinon en directe. Ludendorff et tutti quanti attendent le moment où l'impérialisme français leur permettra déclarer la guerre au Bolchévisme. Aussi la Russie Soviets, bien que n'ayant aucune tendance à l'impérialisme, bien que désirant consacrer toutes ses forces à la reconstitution du pays, ne peut-elle pas se désarmer. Il faut, dans l'intérêt même de la Révolution prolétarienne, qu'elle soit toujours prête au combat.

§7. Moins de trois ans après la fin de la grande tuerie impérialiste et de deux ans après la conclusion la paix l'univers capitaliste est de nouveau surchargé d'explosifs dont la déflagration peut à tout moment déchainer des guerres plus dévastatrices, plus vastes et plus cruelles encore que celles qui, de 1914 à 1918, ont couvert l'humanité de sang et de boue. Les États capitalistes aujourd'hui plus armés qu'avant la guerre. Les ressources de plusieurs pays sont tout à fait insuffisantes à reconstituer ce qui a été détruit et à panser les blessures des masses laborieuses.

Les gouvernements bourgeois ne les dépensent pas moins en armement, en préparation de guerres futures terrestres, navales, aériennes. Et ces armements sont sans cesse stimulés par le danger de guerre.

Le cours ralenti de la révolution mondiale depuis son premier essor hardi en Russie permet aux bourgeoisies des grandes puissances capitalistes de tenter le rétablissement de leur système économique et de leurs États fortement ébranlés Mais la reconstitution du système capitaliste, de l'ordre bourgeois implique la permanence des antagonismes

et des contradictions économiques, politiques, nationales, sociales, internationales, qui, dans la phase actuelle du développement capitaliste, doivent infailliblement aboutir à des guerres nouvelles d'une ampleur formidable, d'un caractère terrifiant et dont les conséquences seraient incalculables. Qui plus est ces antagonismes et ces conditions ont été accentués autant que par la guerre et que par ses effets ultérieurs, par les efforts de la bourgeoisie pour conserver et consolider le capitalisme par une exploitation de plus en plus barbare du prolétariat.

Le jeu des formidables forces productrices engendrées par le capitalisme ne peut plus être contenu dans les limites étroites de l'État national bourgeois. Le monde entier doit être son champ d'action. Mais tant que subsistera la propriété privée des moyens de production et avec elle l'esprit de lucre — moteur de la production — du capitalisme et des groupes capitalistes, l'anarchie économique qui en résulte, la domination de la grande métallurgie et du capital financier dans les États, les armements, les risques de guerre continuels et les guerres elles-mêmes, meurtrières et dévastatrices, resteront les caractéristiques inéluctables du régime capitaliste en décomposition. Et les tendances pacifistes ne pourront dans la société capitaliste neutraliser les causes immanentes de guerres.

§8. Toutes les conférences de Ministres, de diplomates, de financiers, multipliées depuis ta fin des hostilités, n'ont pas réussi à exclure le danger de guerres mondiales. L'exemple de la Société des Nations, caricature bouffonne de la solidarité révolutionnaire et prolétarienne, devrait contribuer à dissiper les illusions des plus aveugles. Les alliances entre États capitalistes, au lieu d'être des garanties

de paix, si des acheminements vers la guerre. La Conférence de Washington a tout récemment prouvé que le monde capitaliste n'a ni la capacité ni la volonté de donner la paix à l'humanité. Par la quadruple ou quintuple entente pour l'exploitation de la Chine et de la Sibérie Orientale, les problèmes de l'Asie Orientale sont loin d'être résolus. Ils peuvent encore provoquer dans un avenir rapproché des guerres sanglantes entre les alliés ou entre les peuples que l'on prétend initier à la civilisation capitaliste. La réduction des armements maritimes qui a été décidée semble un défi aux désarmements, toute réduction des armements aériens ou terrestres ayant été repoussée; or, les premiers, dernière conquête la tectonique militaire, donneront sans doute à la destruction des vies et œuvres humaines sa forme la plus atroce. Les espoirs des naïfs et des pacifistes impénitents, pour lesquels la Conférence Washington devait établir la paix et contribuer à la reconstitution économique et politique se sont évanouis comme des bulles de savon.

§9. La Conférence de Gênes se proposant d'éluder, en se plaçant à un autre point de vue le destin historique du capitalisme que résume l'alternative: guerre mondiale ou révolution mondiale. Il s'agit de concilier les intérêts économiques et politiques irréductiblement opposés, des grandes puissances capitalistes d'Europe, et de rapprocher celles-ci pour la reconstitution économique. De l'accord des bourgeoisies de l'Europe appauvrie et de leurs gouvernements perplexes on attend l'ouverture par les États-Unis regorgeant de richesses, des immenses crédits indispensables.

La réunion de la Conférence de Gênes est l'aveu que la paix de Versailles — ainsi les autres traités de paix conclus

par les Alliés — loin d'être pour l'Europe une base de reconstruction sont une cause de désagrégation et de ruine. C'est aussi l'aveu que la bourgeoisie au pouvoir ne peut rétablir l'ordre et la stabilité dans le chaos économique et ne peut pas ramener la prospérité sur les ruines. Gênes prouvera aussi que cette tâche est au-dessus des forces des bourgeoisies d'Europe et d'Amérique et ne pourra être accomplie qu'après leur renversement par le prolétariat révolutionnaire. En se libérant, en libérant la main d'œuvre de l'exploitation, le prolétariat délivrera aussi les forces matérielles de la production emprisonnées par le capitalisme dans d'étroites limites; et seront ainsi créées les conditions d'une reconstitution sociale plus perfectionnée.

La situation mondiale telle qu'elle est définie dans les thèses du 3e Congrès de l'IC n'a pas été essentiellement modifiée, quoiqu'aux États-Unis et dans quelques autres pays la conjoncture économique paraisse s'améliorer. Les traits généraux de la situation confirment néanmoins que le capitalisme se meut sur une courbe descendante et approche de sa fin. Sur ses bases chancelantes la Conférence de Gênes se propose de raffermir et de reconstituer un édifice ébranlé jusque dans ses fondements. Elle doit trouver la quadrature du cercle c'est-à-dire: satisfaire les exigences de l'impérialisme français résolu à continuer le pillage de l'Allemagne; entretenir cependant chez celle-ci une capacité de production assez haute pour que le pays puisse acheter des marchandises anglaises et ne fasse plus à l'industrie britannique par la vente au rabais une concurrence mortelle. Les frais de l'accommodement à conclure entre le capitalisme français et britannique doivent retomber sur le prolétariat allemand et, en vertu de la solidarité internationale des

exploités, sur le prolétariat mondial. Le dessein de la bourgeoisie serait de les faire payer à l'Etat ouvrier et paysan: à la Russie des Soviets. La reconstitution économique de la Russie sera-t-elle l'œuvre d'un gigantesque consortium capitaliste international ou de plusieurs associations capitalistes? Telle semble être pratiquement la question. Mais ce n'est, entre des larrons, qu'un débat sur le pilage d'une commune victime et sur le partage du butin.

Les préparatifs de la Conférence de Gênes, réunions d'experts, manœuvres de diplomates, discours de Ministres, mystères et intrigues des "sphères influentes", l'ajournement même de la Conférence, tout cela fait ressortir quels conflits et quels antagonismes d'intérêts déchirent le monde capitaliste. Malgré la volonté unanime chez la bourgeoisie de coloniser internationalement la Russie des Soviets l'opposition que se font mutuellement en cette affaire la France, l'Angleterre, les États-Unis, l'Allemagne est chaque jour plus nette. La lutte entre les gouvernements français et anglais, comme l'attitude de l'Allemagne, en est une expression claire. L'Allemagne, dans sa politique russe n'a été jusqu'à présent que l'ombre de l'Entente; elle apparait maintenant comme la vassale de l'Angleterre, bien que ses propres intérêts exigent impérieusement une politique indépendante.

Malgré l'incertitude de l'issue de la Conférence de Gênes, une chose est dès maintenant certaine: l'Allemagne sera l'objet des négociations entre impérialistes de l'Entente. Elle n'osera pas même poser le problème de la révision du Traité de Versailles, quoi qu'il soit évident que cette révision est la condition préalable de toute reconstitution de l'Europe sur une base capitaliste. — Quant à la Russie des Soviets, force

sera aux puissances de l'Entente de négocier avec elle. Ce fait révèle tout ce que, malgré sa profonde ruine économique, la Russie doit à la révolution prolétarienne. Après avoir créé l'Armée Rouge pour défendre le régime des Soviets, celle-ci affermit maintenant le gouvernement des Soviets dans ses luttes sur le terrain économique. La reconnaissance — de fait sinon de droit — du gouvernement des Soviets, qui se traduit par invitation à la Conférence Économique Internationale ne fera qu'approfondir les antagonismes entre États capitalistes. Et il également incertain que l'on arrive à Gênes à une entente sur la reconstitution de l'Europe, et certain que le capitalisme n'y gagnerait qu'un répit, — un répit et non le salut. — Guerres ou révolution : même après Gênes cette question restera à l'ordre du jour de l'Histoire.

Le pacifisme bourgeois et l'antimilitarisme, avant-guerre idéologie impuissante de petits Comités, pourraient dans la situation actuelle acquérir une plus grande portée pratique. Parvenant à des réalisations, le pacifisme serait suprême tentative de conserver le capitalisme, par la concentration et l'organisation de ses forces sociales. Mais cette tentative illusoire serait vouée à un échec. En régime capitaliste le cadre de la production, même élargi par une organisation international serait trop étroit pour l'utilisation des forces productrices multipliées qui ne manqueraient pas de le briser, au cours de crises formidables.

Mais tous les efforts tentés en vue de réaliser les fins du pacifisme avorteront infailliblement. Car les antagonismes entre groupes capitalistes, entre États vainqueurs et Etats vaincus, sont absolument irréductibles. Toutes les tentatives pratiquées d'atteindre les fins du pacifisme révèleront au prolétariat, ainsi qu'à la grande et à la moyenne bourgeoisie,

que ce dernier espoir de sauver le régime bourgeois se base sur une dernière illusion. L'impérialisme est la réalité du monde capitaliste dont le pacifisme est l'illusion. Le pacifisme n'est pas moins impuissant que le réformisme à vaincre les maux, les crimes du capital. Il ne fait que semer le doute et l'incertitude dans la petite et moyenne bourgeoisie, affaiblissant ainsi l'ennemi de classe du prolétariat. Et il est du devoir des communistes d'exploiter cet affaiblissement de la bourgeoisie, de saisir toutes les occasions offertes par les velléités pacifistes des classés dirigeantes pour faire comprendre à la classe ouvrière que le militarisme et l'impérialisme ne pourront être vaincus par l'avènement progressif de la raison et de l'amour de la paix en société capitaliste. Dans la lutte quotidienne les grandes masses laborieuses doivent puiser la conviction toujours plus nette et plus profonde que le militarisme et l'impérialisme, les armements et les guerres, ne disparaitront que lorsque l'action vigoureuse du prolétariat et le renversement du capitalisme par la révolution les feront disparaître. Cette conviction doit aider les travailleurs à réagir contre l'engourdissement et l'amoindrissement de l'énergie révolutionnaire, conséquences du pacifisme bourgeois. En effet, le danger serait grand si, influencé par ce dernier, le prolétariat se laissait désarmer au lieu de continuer à s'armer et à combattre avec la dernière énergie. Il ne nous est pas permis de laisser voiler par les espérances du pacifisme sentimental, cette vérité que la bourgeoisie exerce, de par sa libre disposition des moyens de production engendrant la vie et la mort, l'exploitation et la domination. Pour se libérer le prolétariat doit s'emparer du pouvoir et des moyens de production. La liberté lui étant refusée par la force des armes c'est par la force des armes qu'il doit la conquérir

et la défendre. Il doit donc arracher à la fois à la bourgeoisie le pouvoir politique et militaire, afin de les transformer et de les employer conformément à ses intérêts et à sa mission historique.

§10. Pour ces raisons, le Plénum du CEIC déclare:

La révolution prolétarienne, renversant le capitalisme, abolissant les antagonismes de classes et d'États et assurant par-là même la possibilité d'une reconstitution de l'économie sociale, est le seul moyen de défense efficace contre les guerres. Aussi les délégués réunis de 36 pays affirment-ils le devoir des PC de préparer, tant par le travail idéologique que par l'organisation, la lutte des classes la plus offensive pour combattre le danger de guerre et la guerre. — Sont considérés comme des moyens adéquats:

1) La propagande méthodique parmi les masses et surtout parmi les jeunes concernant les causes et les caractères des guerres.

2) La mise à la portée des masses de tous les problèmes et de toutes les décisions de la politique extérieure (armements, etc.).

3) Une propagande légale et illégale, et systématique, à l'armée et dans toutes les formations armées.

4) L'éducation de la volonté des grandes masses en vue d'empêcher à tout prix, en cas de conflits armés impérialistes, tout transport de troupes et de matériel de guerre.

5) L'affermissement de la volonté des grandes masses en vue de s'opposer à la guerre par tous les moyens: manifestations, grèves générales et insurrections.

6) La formation à ces fins d'organes légaux et illégaux.

7) La formation d'organes légaux et illégaux assurant une collaboration étroite, suivie, énergique, entre les communistes des pays où les antagonismes réciproques sont les plus accentués.

En présence de la Conférence Économique de Gênes l'Exécutif élargi de l'IC invite les masses laborieuses et exploitées de tous les pays à opposer, par des manifestations monstres et par le front uni, leur volonté révolutionnaire à cette tentative, hérissée de difficultés, de reconstitution de l'économie capitaliste. Pour répondre aux marchandages dont elles sont, ainsi que la Russie des Soviets, l'objet, les masses sont invitées à soutenir unanimement et énergiquement les revendications suivantes:

1) Abolition des traités conclus à la fin de la guerre impérialiste de 1914-18.

2) Limitation des armements de toute espèce.

3) Imposition à la bourgeoisie de toutes les charges résultant de la guerre, des réparations et des reconstitutions.

4) Résistance opiniâtre à tout attentat à l'indépendance de la Russie et établissement avec elle de rapports politiques normaux.

5) Concours le plus large des Etats et des initiatives privées à la reconstitution économique de la Russie des Soviets.

La question agraire

(*Mémoire présentée par la fraction communiste du collège du Commissariat de l'Agriculture*)

§1. La question agraire et la dictature du prolétariat. — La terrible crise de ravitaillement que traverse la Russie souligne, comme l'ensemble des expériences de la révolution russe, l'importance décisive de la question agraire dans les questions de ravitaillement et pour le maintien de la dictature du prolétariat. Si cette vérité est évidente en ce qui la Russie dont l'immense majorité des populations (74,6%) est rurale, on est assurément en droit de prétendre qu'il serait aujourd'hui impossible de maintenir la dictature du prolétariat dans tout autre pays du monde où sévirait la famine et où l'agriculture serait également ruinée.

II est donc de la plus haute importance pour les communistes, de ne point négliger les questions relatives à l'agriculture et intéressant les paysans et les travailleurs de la terre. Il convient de tendre à faire dans ces questions une nette lumière sur les buts et les moyens tactiques. Car il ne suffit pas de se rappeler chaque année qu'il y a une question agraire et de la discuter alors superficiellement, et sans méthode, dans notre presse. Il faut en la matière un travail organisé, permanent, systématique.

La première condition préliminaire, absolue, d'un semblable travail c'est l'élaboration de bonnes directives générales susceptibles d'être adoptées à la situation des différents pays. L'étude internationale des questions intéressant les prolétaires de la campagne, les paysans pauvres, moyens ou riches, la production rurale, la

coopération, la socialisation dans les campagnes, l'analyse de tous les faits s'y rapportant, l'échange des vues et des expériences doivent nous mettre en mesure de mieux préciser nos buts les plus prochains.

§2. De l'organisation de Conférences annuelles des travailleurs de la terre et des paysans communistes. — Pour ces raisons nous avons, par la voie du CC du PC de Russie, adressé à l'Exécutif élargi de l'IC la proposition suivante qui prévoit une série de mesures d'organisation en vue de l'émancipation économique et politique du prolétariat des campagnes sous une direction révolutionnaire internationale et unitaire, — et partant, de la solution de toutes les autres questions agraires.

Conduire les travailleurs des campagnes dans les grèves politiques et économiques; les conduire ensuite, d'un commun accord avec le prolétariat industriel, à l'insurrection pour la dictature du prolétariat telle sera la mission principale de ces organisations.

Du domaine de la théorie communiste, la question agraire doit passer dans celui de l'action pratique.

Le premier effort dans ce sens doit être la réunion d'une Conférence agraire au cours de l'été prochain. Cette conférence discutera et arrêtera les principales mesures ultérieures d'organisation. Les Conférences semblables annuellement renouvelées constitueront la plus haute instance de l'IC dans les questions agraires. Elles auront à connaître et à trancher toutes les questions importantes y afférentes, de programme ou de tactique. Leurs décisions seront soumises à la sanction des Congrès Mondiaux de l'IC, ou, dans les cas urgents, du CEIC.

La Conférence agraire annuelle élira un organe exécutif dit Bureau Agraire International, organe dirigeant des Sections agraires des PC, dans l'intervalle des Conférences. Ce Bureau sera contrôlé par les Congrès et le Comité Exécutif de l'IC. Assistera à ses séances un délégué permanent de la fraction communiste du Commissariat de l'Agriculture (ayant voix consultative). Un membre du Bureau sera délégué au CEIC.

Ce qui précède suffit à indiquer le rôle et le travail politique du Bureau, qu'il appartiendra à la Première Conférence de fixer avec précision.

Nous tenons cependant à attirer l'attention sur une des attributions du Bureau, qui nous paraît du plus grand intérêt, savoir: la révision permanente des programmes agraires des Partis. Il y aura lieu, sur ce point, de s'inspirer des considérations suivantes:

Toute schématisation paraît, dans le domaine de l'agriculture, inféconde. La situation de chaque pays doit être, dès le début examinée à fond afin que les programmes établis soient autre que des exercices de style, voués à l'échec dès les premières tentatives de réalisation.

On ne saurait accorder la plus grande importance au programme final sur lequel il n'y a guère entre communistes de sérieuses divergences de vues; elle revient au travail agraire de chaque pays, le programme actuel étudié dans ses moindres détails et sans cesse remis à jour pour le moment de la prise du pouvoir et pour la première période de dictature prolétarienne. Ce programme doit stipuler avec la clarté des ordonnances médicales les mesures à appliquer dans le domaine agraire. À ce prix seulement seront évitées

des oscillations et des incertitudes néfastes qui ne manqueraient d'entraîner la débâcle du ravitaillement. Ce qui est d'autant plus vrai, qu'il faudra, dans la plupart des pays, mettre à la tête de l'agriculture des militants plus ou moins inexpérimentés à défaut de spécialistes communistes.

L'activité du Bureau sera facilitée par la section de politique agraire en voie de formation près l'Académie Socialiste de Moscou.

L'action politique du Bureau, soutenue par le concours de la dite section et bénéficiant des expériences pratiques la fraction communiste dC Collège du Commissariat de l'Agriculture; sa collaboration étroite avec le CEIC et avec les Partis; les Conférences annuelles auxquelles participeront les militants les plus actifs du mouvement ouvrier communiste, engendreront un système d'organisation et de travail qui nous permettra de remplir intégralement notre devoir envers l'avenir communiste.

La défense de la jeunesse ouvrière

Le Plénum du CEIC prend connaissance du rapport de l'IJC, signalant la situation extrêmement difficile la jeunesse ouvrière, situation encore aggravée par la crise mondiale et par l'offensive internationale du capital.

L'IC et l'ISR soulignent la grande importance de ce fait et de la participation active de la jeunesse à la lutte des classes et à la lutte du prolétariat entier pour son émancipation. Elles se déclarent solidaires de l'opinion de l'ICJ et affirment la nécessité d'incorporer les jeunes au front uni des travailleurs contre le capital. Elles acceptent donc les propositions de du CEICJ préconisant:

1) La lutte contre la paupérisation de la jeunesse ouvrière et l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la prochaine Conférence Internationale des partis politiques et des organisations syndicales.

2) La participation à cette Conférence des représentants des organisations internationales de la jeunesse (socialiste et communiste).

L'examen de la situation de la jeunesse ouvrière à la Première Conférence Internationale pour l'organisation de la résistance à l'offensive menace gravement, à la fois, la génération actuelle de la classe ouvrière, et, par se effets sur la jeunesse, ses générations futures.

Aussi proposons-nous d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine Conférence Internationale la lutte contre la paupérisation de la jeunesse ouvrière.

Les organisations du prolétariat mondial ont à défendre toute une série de revendications urgentes concernant la jeunesse ouvrière. Le devoir de la classe ouvrière est d'en exiger la satisfaction.

1) pour éliminer la tendance du patronat à exploiter la main d'œuvre à bon marché des jeunes ouvriers contre les adultes;

2) pour défendre la progéniture de la classe ouvrière contre la dégénérescence physique et morale.

L'IC et l'ISR adressent à toutes organisations de jeunesse à tous les partis politiques, et à tous les syndicats un pressant appel les invitant à soumettre à la plus large discussion dans la presse et dans les réunions ces propositions et ces revendications.

Nous considérons, quant à nous, comme étant les plus urgentes les revendications suivantes:

A. Revendications générales intéressant tous jeunes moins de 18 ans ;

1) Salaires minimum adaptés à un minimum d'existence ;

2) Résistance à la prolongation de la journée de travail au-delà de 8 heures (y compris les heures d'instruction professionnelle) et action pour la journée de 6 heures ;

3) Garantie de moyens d'existence aux jeunes sans travail ;

4) Placement de ces derniers dans des ateliers d'apprentissage ;

5) Repos dominical de 44 heures.

6) Congé payé annuel de 4 semaines ;

7) Interdiction du travail de nuit et du dimanche ;

8) Interdiction d'employer de jeunes dans les industries et les établissements insalubres (industrie chimique, puits de mines, etc.).

B. Protection des apprentis:

1) Régularisation stricte du droit de former des apprentis et défense d'en exagérer le nombre;

2) Abolition des contrats individuels d'apprentissage et règlement de l'apprentissage par les contrats collectifs ;

3) Contrôle du travail des apprentis par les Syndicats et les Comités d'usines.

La terreur blanche

La terreur blanche continue de sévir dans monde dit “civilisé”. Outre les pays où elle règne sans conteste: Hongrie, la classe ouvrière est l’objet dans la plupart des pays d’une répression brutale.

Au moment même où se réunit le Plénum du CEIC des dépêches de Belgrade nous apprennent le verdict impitoyable qu’un tribunal bourgeois vient de prononcer contre les meilleurs militants du prolétariat yougoslave. Des peines de mort et des peines de travaux forcés s’ajoutent aux condamnations monstrueuses prononcées voici quelques semaines dans un premier procès. Une loi scélérate, telle qu’il n’en est pas dans les annales d’Histoire, rive les chaînes du prolétariat yougoslave.

En Roumanie et, plus particulièrement en Yougoslavie, l’assassinat et la torture des prisonniers sont d’une pratique quotidienne. Des hommes dont le seul crime est de s’être proclamés communistes sont traînés devant les tribunaux et frappés des peines les plus sévères.

Les récentes nouvelles qui nous parviennent de Grèce nous montrent que le gouvernement d’Athènes prêt à rivaliser avec ceux de Belgrade et de Bucarest dans la répression du mouvement ouvrier.

En République polonaise les lois de l’autocratie tsariste restent en vigueur, les prisons regorgent de prisonniers politiques, les tribunaux décernent chaque semaine aux militants des peines de travaux forcés, — et une loi scélérate va intensifier encore le régime de terreur blanche.

En Italie, le fascisme a fait d'innombrables victimes et les classes bourgeoises, nationalistes et réactionnaires ne sont pas seules à défendre leurs intérêts par l'assassinat, la torture et l'emprisonnement de l'élite ouvrière. Les représentants diplomatiques de l'Entente encouragent la réaction dans les États vassaux des puissances impérialistes. La haute finance française n'a rien négligé pour faire de ces États une base d'opérations contre la Russie ouvrière.

À l'autre bout de l'Europe, l'Espagne ensanglantée par les inquisiteurs, en arrive à renoncer, dans la pratique des assassinats et des déportations en masse, aux apparences même de la légalité.

En Italie, le fascisme a fait d'innombrables victimes; et les prisons sont bondées de révolutionnaires.

En présence de ces faits, que l'IC flétrit aux yeux du prolétariat de tous les pays, les travailleurs conscients de leur dignité et de leurs intérêts ne peuvent qu'intensifier la lutte des classes, surtout dans les pays placés à la tête de la réaction internationale.

Décuplons nos efforts et n'oublions à aucun moment que chaque coup porté à une des Sections de l'Internationale, atteint le prolétariat mondial.

Contre la terreur blanche!

Pour la solidarité révolutionnaire internationale!

Pour l'Internationale Communiste!

La question d'Orient et les questions coloniales

§1. Considérant l'énorme importance des mouvements nationaux révolutionnaires en cours de développement dans les pays coloniaux de l'Orient, en Asie, et particulièrement en Égypte et aux Indes, le Plénum du CEIC invite les PC de tous les pays à organiser une campagne méthodique dans la presse, au parlement, dans les masses, pour la libération des colonies. Il est surtout du devoir du PC anglais d'appuyer par une action permanente, organisée, les mouvements révolutionnaires des Indes et de l'Égypte.

§2. Les Partis directement intéressés aux événements de l'Afrique du Nord, l'Asie Mineure et des Indes, PC français, italien et anglais, doivent, à l'exemple du parti français, instituer auprès de leurs Comités Directeurs des Commissions Coloniales auxquelles incombera la tâche d'une propagande systématique, de l'entretien de régulières et suivies avec les organisations révolutionnaires des colonies, et d'un contact pratique avec elles. La Fédération Communiste des Balkans se charge plus spécialement de l'organisation du mouvement communiste en Turquie.

§3. Le CEIC invite les partis à généraliser les éditions de littérature communiste dans les langues indigènes des colonies.

La presse communiste

§1. Le Plénum du CEIC rappelle aux Sections de l'Internationale l'importance de la presse et en particulier la presse quotidienne communiste pour atteindre les larges masses ouvrière, pour les éduquer, les entrainer et faire rayonner sur elles l'influence du Parti.

§2. Les Sections de l'IC doivent s'efforcer de faire des journaux du Parti les journaux de toute la classe ouvrière; le Plénum du CEIC, rappelle dans ce but et fait sienne les suggestions dans la lettre du camarade Zinoviev sur le caractère de nos journaux.

§3. La presse communiste dont l'aspect extérieur et le contenu sont déterminés par le milieu et par la nécessité de tenir compte des habitudes des lecteurs, afin de les gagner, doit se distinguer surtout de son caractère prolétarien. C'est dans ce sens que les partis doivent créer un type nouveau de journal ouvrier.

§4. Il faut et éviter de donner à nos journaux un caractère trop théorique et abstrait qui en à éloigne la masse des simples travailleurs; il faut aussi éviter de leur donner le caractère de journaux faits par des journalistes professionnels sans contact étroit et permanent avec la vie de la classe ouvrière.

§5. Les journaux communistes acquerront le caractère prolétarien par une liaison plus étroite de leurs rédacteurs avec les travailleurs et par la collaboration directe ou indirecte des ouvriers eux-mêmes au travail de la rédaction.

§6. Le CEIC recommande aux Sections nationales qui possèdent un grand nombre de journaux hebdomadaires locaux et régionaux d'alimenter ces journaux comme le fait le PC de France et d'Allemagne par un bulletin national de la presse communiste, et d'en élargir ainsi l'horizon souvent borné aux préoccupations de politique locale et régionale.

§7. Le CEIC charge le Présidium de dans le courant de l'année une Conférence spéciale de la presse communiste pour discuter des multiples questions techniques et pratiques qui se posent à nos journaux.

La question syndicale

Le Plénum du CEIC considère qu'il n'y a pas lieu de modifier les décisions des 2e et 3e Congrès Mondiaux de l'IC sur la question syndicale. La pratique des six derniers mois a confirmé la justesse, le bien fondé, l'opportunité des thèses et directives précédemment acceptées pour le travail syndical. Le Plénum du CEIC se borne à rappeler aux communistes la nécessité, accrue par l'extension de leur influence dans les syndicats, de donner à leur action des buts concrets et de l'adapter mieux que par le passé aux conditions locales des pays et des industries.

Le secours aux affamés et le secours économique

Se référant au rapport présenté par le camarade Muntzenberg à la séance du 1e mars 1922 sur le secours aux affamés de Russie et sur le secours économique, le Plénum du CEIC décide de continuer l'action en faveur des affamés et de l'étendre dans le sens du secours en envois de moyens de production. Le Bureau est chargé de prendre sans délai les mesures nécessaires.

La situation en Russie soviétiste

La nouvelle politique économique

§1. La nouvelle politique économique est en premier lieu l'expression de la proportion des forces au sein de l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne de Russie après leur commune victoire sur la et les grands propriétaires fonciers. Elle signifie la reconnaissance par le prolétariat l'inviolabilité de la petite propriété paysanne et de la libre jouissance, par le petit producteur, des produits de son travail. Le prolétariat reconnaît ainsi que la politique appliquée par le gouvernement des Soviets pendant la guerre civile (réquisition de tous les moyens de production et de toute la production l'économie rurale) ne fût que temporaire, dictée par la nécessité de la résistance commune aux grands propriétaires fonciers et à la haute finance, et jusqu'au succès final dans cette lutte; mais il ne s'agissait nullement d'un système permanent conforme au programme du PC.

§2. La reconnaissance de ce fait est opportune et indispensable. Elle est conforme aux conceptions du Parti, formulées avant et après la Révolution d'Octobre, selon lesquelles la révolution prolétarienne en Russie, ne signifie l'établissement immédiat d'une société communiste parfaite, mais inaugure seulement une longue période de transition du capitalisme au communisme, pendant laquelle la petite propriété dans l'agriculture, le commerce et l'industrie doit être limité mais non expropriée despotiquement. Par opposition capitalistes à l'expropriation et à la socialisation des grandes propriétés capitalistes, le travail individuel du petit producteur ne peut pas être socialisé de force.

§3. L'appui prêté à la nouvelle politique du prolétariat par les paysans et qui se traduit par un affermissement politique du pouvoir des soviets, signifie d'autre part que des millions de petits producteurs reconnaissent le régime économique établi par la classe ouvrière, dans lequel le sol et contenu, la grande industrie, les transports, les crédits, au lieu d'être propriété privée, sont socialisés en totalité ou pour la plus grande partie et gérés par l'État Soviétiste, c'est-à-dire conformément au programme socialiste de la période de transition.

§4. La convention passée avec la classe paysanne sur ce point, ne s'écarte pas du programme maximum que le PCR s'est donné en commençant sa lutte pour le pouvoir. Dans le combat qu'il soutint contre le gros capital et la grande propriété privée le pouvoir des soviets dépassa sensiblement, par ses mesures tactiques, les buts fixés par son programme. Engels avait jadis prévu cette nécessité en écrivant que la révolution, pour être victorieuse, doit s'avancer aussi loin que possible. Sous l'empire des nécessités le gouvernement des Soviets appliqua des méthodes de terreur, tant économiques que politiques, non seulement contre les grands propriétaires mais aussi contre les propriétaires petits et moyens qui penchaient du côté du capitalisme (nationalisation de l'ensemble de la production et du commerce). Cette lutte qui revêtit les aspects d'une guerre civile acharnée, fit naître diverses illusions et suscita aussi une idéologie assez contraire à la théorie et au programme véritables du parti, dont la politique actuelle n'est pas en réalité une innovation, mais un retour à l'ancienne politique communiste.

§5. La nouvelle politique est aussi — en second lieu — une solution apportée au problème de la reprise des relations

économiques internationales par l'Etat prolétarien. Tant que l'ordre capitaliste se maintient dans les pays voisins de la Russie la rentrée de celle-ci dans l'organisme économique international est absolument inévitable; une politique d'isolement économique eut été un non-sens équivalent à un suicide, et n'eut fait que le jeu des ennemis du prolétariat.

La victoire de la Révolution dans un pays ne signifie nullement la cessation immédiate de la division internationale du travail qui a lieu même en société capitaliste. Au contraire. la Révolution socialiste victorieuse a pour devoir d'établir un gramme de division du travail plus complet et plus rationnel, afin de mettre en œuvre toutes les ressources naturelles du pays, de souligner les faiblesses de l'organisation capitaliste, et de propager parmi les masses ouvrières l'idée d'une économie socialiste internationale.

§6. La pénétration du capital étranger en Russie présente cependant un danger d'asservissement de l'économie socialiste en voie de formation au capital puissant qui compte appliquer à l'État prolétarien des méthodes d'exploitation coloniale consacrées par une longue expérience. Ce danger, amoindri par la division des capitalistes entre eux, peut être combattu par l'action organisée du prolétariat international contre les magnats de la haute finance et de l'industrie d'Europe et d'Amérique. Mais il ne pourra être complètement écarté que par le développement ultérieur de la révolution socialiste internationale.

§7. Au fur et à mesure que se développera dans notre pays techniquement arriéré l'action du capital étranger, le relèvement économique de la Russie des Soviets progressera d'autant. L'amélioration de sa situation économique et politique lui procurant une plus grande influence

internationale, lui permettra d'intervenir dans la crise économique et politique mondiale.

§8. La période de «communisme de guerre», étant finie, la tâche du PCR est de conserver et de consolider, en vertu de l'accord avec la classe paysanne, le pouvoir politique du prolétariat, d'organiser rationnellement les forces économiques de l'État ouvrier — lequel, ayant renoncé à administrer lui-même l'ensemble de la production et de la répartition, ne conserve que les positions économiques dominantes —, d'organiser les relations économiques avec le monde capitaliste, sur des bases garantissant autant que possible la Russie contre l'exploitation et contre les possibilités de restauration d'un régime bourgeois.

La presse contre-révolutionnaire russe et celle du socialisme bourgeois répètent fréquemment que la révolution russe a dépassée Thermidor et que la nouvelle politique économique est une liquidation de la Révolution. Cette assertion n'a pas plus de sens que celle naguère produite par Martov qui dénonçait en la révolution d'octobre un 18 Brumaire. Que les socialistes petits-bourgeois nous expliquent donc le sens d'un Thermidor après Brumaire. À ces pauvretés les communistes opposent un argument irréfutable: la défense du pouvoir des Soviets est entre les mains du PC qui s'est révélé nécessaire et a prouvé qu'il sait adapter sa tactique aux circonstances en demeurant inébranlablement fidèle à lui-même et à la cause du prolétariat international.

§10. On ne peut porter, d'un point de vue international, un jugement sur la nouvelle politique économique des Soviets sans apprécier la situation générale économique et politique de tous les pays. Cette situation n'est pas susceptible de deux

interprétations différentes : la crise économique de poursuit, s'intensifiant tantôt dans un pays, tantôt dans autre, sapant l'économie bourgeoise. La guerre impérialiste terminée par le traité de Versailles continue en réalité par une guerre acharnée. Les conflits politiques s'accentuent et multiplient heurts des intérêts opposés. Des coalitions se constituent et se disloquent. Des petits États formés des dépouilles de l'ancienne Europe n'ont qu'une existence fictive ou rêvent d'aventures. L'intégrité territoriale des États vaincus est menacée. La réaction monarchiste prépare ses revanches et se dispose à refaire la carte de l'Europe. C'est en surmontant les plus grandes difficultés que le Parti du prolétariat s'affermit et étend son influence sur les masses ouvrières et paysannes. L'époque de transition du capitalisme au socialisme se révèle aux esprits comme une époque de crises, de guerres, de bouleversements sociaux ce qui confirme la justesse de la politique du PCR, adoptée à cette période de transition pour conduire à la victoire totale du communisme.

Dans le PC de Russie

1.

1. Lettre des 22 Membres de l'Opposition

26 février 1922

Aux membres de la Conférence Internationale de l'IC

Chers camarades. Nous avons appris par nos journaux que le CEIC étudie la question du front ouvrier unique et nous estimons de notre devoir communiste de porter à votre connaissance que la cause du front unique est gravement promise dans notre pays non seulement au sens large du mot, mais même au sein de notre Parti.

Au même moment où l'élément bourgeois nous presse énergiquement de toutes parts, et pénètre même notre Parti. dont la composition sociale (40% d'ouvriers et 60% de non prolétaires) favorise ce danger, les organes dirigeants du parti mènent une lutte implacable et démoralisante contre tous ceux, et en particulier des prolétaires, qui se permettent d'avoir une opinion personnelle; l'expression de cette opinion est l'objet au sein du Parti de différentes mesures de répression.

Vouloir rapprocher les masses prolétariennes de l'État est considéré comme fait «d'anarcho-syndicalisme», et les membres de cette tendance sont poursuivis et sont discrédités.

Pans le mouvement syndical, même tableau: répression de l'action et de l'initiative ouvrières, emploi de tous les moyens pour combattre les mal-pensants.

Les forces coalisées de la bureaucratie du Parti et des Syndicats, abusent de leur situation et de leur pouvoir, et ignorent les décisions de nos Congrès ordonnant l'application des principes la démocratie ouvrière. Nos fractions dans les Syndicats, et même dans les Congrès, sont privées du droit d'exprimer leur volonté pour l'élection de leurs Comités centraux. La tutelle et l'oppression de la bureaucratie atteignait un tel point que les membres du Parti doivent. sous peine d'exclusion et d'autres mesures répressives, élire non point ceux que voudraient élire des communistes, mais ceux que veulent faire élire les groupes d'intrigants haut placés. De pareilles méthodes de travail conduisent au carriérisme, à l'esprit d'intrigue et à la servilité, auxquels les ouvriers répondent en sortant du Parti.

Partisans du front ouvrier unique telle qu'il est interprété par les vingt-trois thèses de l'IC, nous en appelons à vous dans le désir sincère d'en finir avec tous obstacles mis à l'unité de front à l'intérieur de notre PC de Russie;

La situation au sein notre Parti est si pénible que nous sommes amenés à demander votre aide pour écarter le danger menaçant d'une scission.

Salutations communistes.

Les membres du Parti Communiste de Rassie:

St. Lobanov Carte No Membre du Parti deptis

N. ouznetsov 142", A. Polosatov 87322',

A . Medviedev

Miasnikov

V. r•liechkov ZL 167

G. Chokhanov 137.425

S. Medviedev

(i. Brouno 213.618 A. Pravdin 478.

c

L Ivanov Carte No Membre du Parti depuis ICC2 n

F. Mitin

P.1912 f' M. Kopybv 1015

i lin1910

ctrlycbev 1914

A. Chliarnikov1917

M. Borm'ltn

V. tlekreniev 644.158 1917

A. Pavlov 1017

A. Tachkin 587.1B

À la déclaration se joignent A. Kollontai No. 225.025, membre du Parti depuis 1889 et Zoé Chadourskaia.

2. Lettre du CC du PC de Russie au Plénum du CEIC

Le BP du CC du PCR a reçu copie de la lettre adressée au Plénum du CEIC par 22 membres du parti. Le CC est d'avis que les membres du parti ont le droit de plaindre de lui à l'organe supérieur de notre organisation, à l'IC. Il est prêt à soumettre à la de Conférence ou à une Commission désignée

par elle tous les documents concernant la réalité des faits indiqués dans la lettre des 22.

Le CC se borne, jusqu'à la décision du Plénum du CEIC, à lui donner communication du texte intégral de la résolution adoptée le 8 mars 1921 par le 10e Congrès du sur l'unité Parti et les tendances syndicalistes-libertaires.

Les 22 signataires de la lettre précitée (dont l'un, G. Miasnikov, a été exclu du parti pour des infractions systématiques à sa discipline) appartiennent au groupe dont le 10e Congrès a blâmé à l'unanimité les tendances syndicalistes-libertaires.

Pour le CC du PCR : L. Trotski, G. Zinoviev.

3. Résolution du Plénum du CEIC

Concernant la plainte de vingt-deux camarades russes contre le CC du PCR et après avoir pris connaissance des conclusions unanimes de la Commission nommée pour l'étudier (comprenant les camarades Clara Zetkin, Cachin, Friys, Kolarov, Kreibich. Terracini et Mac-Manus) le Plénum du CEIC déclare ce qui suit:

Ce n'a été, pour nous communistes, ni une chose nouvelle, ni une chose inattendue que les difficultés résultant pour le PCR de la situation difficile de la Russie Soviétiste elle-même. Dans ces conditions, une cohésion et une discipline particulières s'imposent, il faut une tension particulière de toutes les forces du Parti pour garantir la domination du prolétariat organisé par ce parti, à l'intérieur comme à l'extérieur. La nouvelle politique économique, avec ses concessions inévitables au capitalisme, aux petits et moyens paysans, renferme un danger d'augmentation de l'influence

petite-bourgeoise dans le Parti comme dans les organes gouvernementaux. Les explications fournies à la Commission par les représentants du groupe de « l'opposition "ouvrière" conduit par Chliapnikov et Kollontai ainsi que par ceux du CC du PCR ont montré que le centre dirigeant du PCR s'est toujours rendu compte de ces dangers ainsi que ceux de la bureaucratie, qu'il les a combattus avec décision et continue à les combattre dans des conditions d'une difficulté inouïe.

Les signataires de la déclaration enfoncent une porte ouverte et leur critique manque de la clarté nécessaire non seulement dans la partie concernent les causes des désordres existants, mais aussi en ce qui concerne les moyens et les méthodes d'en venir à bout. L'attitude des camarades plaignants, loin d'aider le Parti à combattre les irrégularités résultant des circonstances, loin de le renforcer, lui a enlevé des forces précieuses et a fourni en même temps aux ennemis du communisme, à ceux de "gauche" comme aux menchéviks. et même aux pires contre-révolutionnaires une arme contre le Parti et contre la dictature du prolétariat.

En conséquence, le Plénum du CEIC ne peut reconnaître comme fondées les plaintes des vingt-deux camarades. Il souligne que par leur conduite, ces camarades ont manifestement enfreint les décisions du 10e Congrès du PCR sur l'unité du Parti et la tendance syndicaliste-libertaire. Le CEIC avertit ces camarades que la prolongation de la campagne engagée les mettra fatalement en contradiction avec le PCR, programme et l'intérêt du prolétariat de Russie et les placera ainsi hors des rangs de la 3e Internationale.

Le Plénum estime que la conscience et la connaissance du communisme obligent à l'avenir les camarades de

l'opposition à rester en militants disciplinés dans les rangs du Parti pour combattre de concert avec le Parti les dangers résultant de circonstances qu'ils connaissent et qu'ils doivent aider a surmonter.

Tout préjudice causé au PCR est considéré par la Conférence comme également causé à la Russie soviétiste et l'Internationale.

La Conférence espère que la gravité de la situation obligera le prolétariat russe à se grouper plus étroitement et plus solidement autour du PCR pour défendre la Russie soviétiste et la révolution mondiale.

La situation en Angleterre

(4 mars 1922)

§1. Aucun indice ne permet encore de croire à une atténuation de la crise économique en Grande-Bretagne. La classe capitaliste anglaise continue ses efforts pour rétablir la situation au préjudice de la classe ouvrière. Elle semble ne pas connaître d'autres moyens pour remédier à la crise que la réduction brutale des salaires. Dans son offense contre le prolétariat britannique elle insiste sur la prolongation de la journée de et s'attaque à la législation sociale comme à toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Le coût de la vie dépasse encore celui d'avant-guerre dans la proportion de 140%. Il en résulte une paupérisation effrayante. Les réductions nouvelles des salaires et le chômage plongent dans la misère l'ensemble de la classe ouvrière.

§2. Comment la classe ouvrière anglaise a-t-elle été amenée à cette situation? Elle eut à choisir il y a quelques années entre deux alternatives politiques: suivre la droite du mouvement ouvrier, c'est-à-dire une politique de compromissions, de négociations, de vaines luttes partielles, d'accommodements momentanés, de Chambres de Whitcly; ou la gauche qui ne voulait pas de compromis, affirmait les grandes revendications, ne consentait à négocier que pour les faire valoir, préconisait la formation des Conseils ouvriers, l'action directe, l'action d'ensemble.

§3. L'isolement des syndicats engagés dans la lutte et livrés à leurs seules forces provoqua l'échec des grandes grèves des mineurs, des cheminots et des transports. La Triple Alliance n'avait cependant été formée qu'à la suite des

expériences amères de ce genre. Mais la grève des transports de l'Irlande, vaincue faute d'une action d'ensemble, fut une cause de désunion. Pendant la guerre la participation des dirigeants des trade-unions du Labour Party aux emprunts nationaux aggrava la désunion. L'histoire des années suivantes est celle des plus grandes défaites de la classe ouvrière, toutes causées par le défaut d'action commune.

En 1916 la grève de la Clyde, réprimée par de nombreuses arrestations, échoua, le mouvement syndical officiel lui ayant refusé tout secours. En 1917 la grève des mécaniciens, celle des mineurs du Yorkshire dont le mouvement ne fut vaincu qu'après une magnifique résistance échouèrent par suite de l'indifférence des autres organisations ouvrières; et il fut de même de la grande grève des mineurs de 1920 qui se termina par l'effondrement de la Triple Alliance. Telles ont été pour la classe ouvrière anglaise les conséquences terribles du défaut d'unité dans l'action.

§4. Faute d'avoir su former contre la bourgeoisie le front uni, à quelle situation la classe ouvrière anglaise en est-elle arrivée? Il y a 2 millions de chômeurs complets et plusieurs centaines de milliers de chômeurs partiels. Les organisations ouvrières sont brisées ou dissoutes. Nombre de trade-unions ont épuisé leurs caisses de chômage. Menacés de ruine ils se voient forcés de suspendre le paiement de ces secours. Pour la première fois depuis 1918 les effectifs syndicaux décroissent rapidement. La capacité d'action des trade-unions faiblit de même. Divisé en un grand nombre d'organisations et dépourvu d'un centre de résistance le mouvement ouvrier s'avère incapable de résister à l'offensive patronale. Ses armes politiques sont trop émoussées. Les leaders des trade-unions, qui sont aussi les dirigeants du

Labour Party négocient indéfiniment et infructueusement avec le pouvoir en prodiguant de vaines menaces.

Depuis la formation en 1920 du Comité d'Action qui, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais, réalisa le front uni de toute la classe laborieuse face à la bourgeoisie désireuse d'entraîner le pays dans une guerre contre la Russie des Soviets, le prolétariat britannique s'est toujours diviser et désarmer en présence de l'offensive patronale. La classe ouvrière anglaise n'est aujourd'hui ni politiquement, ni économiquement une; et elle est trop insuffisamment centralisée pour pouvoir résister aux agressions d'un capitalisme uni et centralisé.

§5. Aujourd'hui plus que jamais — le salut du prolétariat britannique est dans la constitution du front uni. La classe ouvrière doit s'unir toute entière pour se détendre elle-même contre le chômage, les réductions de salaires, la prolongation de la journée de travail, l'avilissement de ses conditions d'existence.

L'offensive patronale n'étant pas limitée à la Grande-Bretagne il est de rigueur d'étendre internationalement le front uni. Aussi importe-t-il de préparer dès maintenant le ralliement de la classe ouvrière internationale sur un programme commun portant: du travail aux chômeurs, — le maintien de la semaine de 44 heures, — le maintien des salaires acquis, — l'application des mesures protectrices du travail et de la législation sociale. Parallèlement à ce travail, le mouvement ouvrier anglais doit multiplier les efforts afin d'amener la constitution, aux prochaines élections, d'un gouvernement ouvrier. Se présentant devant les masses avec un semblable programme le parti ouvrier vaincra par le front uni.

§6. Le PC de Grande-Bretagne lutte pour l'unité de la classe ouvrière. Il prêta naguère au Comité d'action, contre la guerre avec la Russie des Soviets, un concours sans réserves. Avant le Congrès syndical de Cardiff, il donna la plus large publicité aux les documents émanés de l'IC et de l'ISR, préconisant le ralliement et la centralisation du mouvement ouvrier anglais et la création d'un Quartier Général du Travail. Depuis le PC n'a cessé sa propagande pour l'unité. Cette action résume toute son activité. Il a tenter d'organiser les chômeurs et les démobilisés pour les faire entrer dans le mouvement ouvrier britannique. Il a consacré toutes ses forces à réaliser l'unité dans les syndicats et les usines.

§7. Le Conseil Général des Trade-Unions élu au Congrès de Cardiff ne possède pas l'autorité nécessaire à un véritable Quartier Général du Travail. Pourtant, la situation exigeant le ralliement et la centralisation du mouvement ouvrier, la formation du Conseil Général est un pas décisif dans ce sens.

Le Plénum du CEIC invite donc le Parti Anglais à joindre ses efforts à ceux du Conseil Général pour réaliser l'unité ouvrière sur le minimum de revendications déjà énoncé et tenter de constituer lendemain des prochaines élections un gouvernement ouvrier capable de satisfaire ces revendications.

§8. Le Labour Party est l'organe politique des organisations syndicales (trade-unions). Les tendances les plus variés du mouvement ouvrier, Parti Indépendant, Socialisme Fabien, Socialisme Ghildiste, etc.) y appartiennent. La défense de la classe ouvrière exige que le Labour Party admette tous les courants politiques du mouvement prolétarien. Car il ne peut prétendre unir toute

la classe ouvrière dans l'action politique s'il ne comprend pas le PC devenu depuis longtemps un facteur appréciable du mouvement.

Le Plénum du CEIC invite le PC à rechercher l'adhésion au Labour Party afin d'être en mesure de contribuer à l'unité politique de la classe ouvrière, notamment pendant les prochaines élections dont le but doit être d'opposer à la coalition bourgeoise un mouvement ouvrier. En cherchant cette adhésion au Labour Party le PC anglais conservera sa pleine et entière liberté de propagande.

Le Plénum du CEIC charge le Bureau d'élaborer minutieusement les recommandations à faire au Parti Anglais concernant son adhésion au Labour Party et l'appui à donner à celui-ci aux élections législatives.

La situation intérieure du Parti français

Le PC français a fait, depuis Tours, un grand effort d'organisation qui a retenu dans ses cadres les meilleures forces du prolétariat éveillé à la vie politique. Le Congrès de Marseille a été pour le Parti l'occasion d'un sérieux travail doctrinal, dont le mouvement ouvrier révolutionnaire tirera certainement le plus grand profit.

Rompant avec les traditions parlementaires et politiciennes du vieux Parti Socialiste, dont les Congrès n'étaient que prétexte à joutes oratoires des leaders, le PC a pour la première fois en France appelé l'ensemble des militants ouvriers à une étude préalable et approfondie de thèses traitant de question essentielles pour le développement du mouvement révolutionnaire français.

La crise d'organisation dans le Parti français, qu'il est également faux d'estimer au-dessous ou au-dessus de son importance, constitue un des moments du développement du PC français, de sa épuration intérieure, de sa reconstitution et sa consolidation sur une base réellement communiste.

La scission de Tours fixa la ligne de partage fondamental entre le réformisme et le communisme. Mais c'est un fait absolument indiscutable que le PC qui a surgi de cette scission a conservé, dans certaines de ses parties des survivances du passé réformiste et parlementaire dont il peut se débarrasser et dont il se débarrassera par efforts inférieur sen prenant part à la lutte des masses.

Ces survivances du passé, dans certains groupes du Parti se manifestent: 1) par une tendance à rétablir l'unité avec les réformistes; 2) par une tendance à former un bloc avec l'aile

radicale de la bourgeoisie; 3) par la substitution du pacifisme humanitaire petit-bourgeois à l'antimilitarisme révolutionnaire; 4) pat la fausse interprétation des rapports entre le Parti et les Syndicats; 5) par la lutte contre une direction du Parti vraiment centralisée ; 6) par les efforts pour substituer une Fédération platonique de partis nationaux à la discipline internationale d'action.

Après la scission de Tours, les tendances de ce gente ne pouvaient se manifester avec une pleine force ni compter sur une grande influence dans le Parti. Toutefois, sous la pression puissante de l'opinion publique bourgeoise, les éléments enclins à l'opportunisme manifestent un penchant naturel les uns vers les autres et s'efforcent de créer leurs organes et points d'appui. Si faible que soit le succès qu'ils avaient obtenu dans cette direction, ce serait une erreur de ne pas estimer à sa propre valeur le danger que leur travail présente pour le caractère révolutionnaire et l'unité du Parti. En aucun cas, les organisations communistes ne peuvent servir d'arène pour la libre propagande des opinions qui furent en substance la cause de la sécession des réformistes dissidents du Parti de la classe ouvrière. Tout manque de clarté sous ce rapport empêcherait inévitablement travail révolutionnaire d'éducation dans les masses.

Le Plénum du CEIC constate que les résolutions du Congrès de Marseille, pénétrées de l'esprit de l'IC, créent des points d'appui hautement portants pour l'activité du Parti parmi les masses laborieuses des villes et de la campagne.

En même temps, le Plénum du CEIC prend connaissance avec satisfaction de la déclaration de la délégation française que le Journal du Peuple, — l'organe où se concentrent les tendances réformistes et confusionnistes, vu qu'il occupe une

position complètement opposée au programme de l'Internationale, aux décisions des Congrès du PC français à Tours et à Marseille et à l'intransigeance révolutionnaire du prolétariat français conscient — sera dans le plus court délai mais hors du contrôle du Parti.

L'importance exclusive du Congrès de Marseille, consiste en premier lieu en ce qu'il a posé devant le Parti la tâche capitale d'un travail systématique et régulier dans le sein des syndicats, conformément à l'esprit du programme et de la tactique du Parti. Ceci implique justement la désapprobation décisive de la tendance manifestée par les membres du Parti qui, sous le prétexte lutter pour l'autonomie, d'ailleurs tout à fait indiscutable des syndicats, luttent en réalité pour l'autonomie de leur propre travail à l'intérieur des syndicats sans aucun contrôle et sans direction de la part du Parti.

Le Plénum du CEIC prend connaissance de la déclaration française que le Comité Directeur du Parti prend et prendra toutes les mesures nécessaires pour que les décisions du Parti soient accomplies dans un esprit d'activité communiste dans les syndicats (strictement unis et disciplinés), sous la direction du Comité Directeur du Parti.

Vu que les statuts de l'IC et de ses Sections se basent sur le principe du centralisme démocratique et garantissent suffisamment le développement régulier et normal de chaque PC, le Plénum du CEIC considère injustifiée la démission de plusieurs membres du Comité Directeur élus au Congrès de Marseille, indépendamment des mobiles politiques de ces démissions. L'abandon des postes confiés par le Parti, comme une déclaration d'impossibilité du travail commun régulier des représentants des nuances différentes dans les cadres du

centralisme démocratique peut servir d'impulsion à la formation de fractions à l'intérieur du Parti.

Le Plénum du CEIC exprime sa conviction absolue que la lutte contre les manifestations sus-indiquées des tendances anti-communistes sera menée par la majorité écrasante du Parti et par les institutions dirigeantes du Parti tout entier. Considérant que la formation de fractions ferait inévitablement le plus grand tort au développement du Parti et porterait atteinte à l'autorité du Parti parmi le prolétariat, le Plénum du CEIC prend connaissance avec satisfaction la déclaration de la délégation française que le CC est prêt à prendre les mesures d'organisation nécessaires pour que la volonté du Congrès de Marseille soit exécutée jusqu'au bout et intégralement, et que les camarades qui avaient démissionné fassent partie de la direction du Parti y accomplir un travail régulier et sans discorde.

L'Internationale Sportive.

(Lettre)

Aux Membres du Plénum du CEIC

Chers Camarades. En juillet 1921 une Conférence comprenant des délégués des organisations révolutionnaires de Russie, d'Italie, d'Allemagne, de la France, de Tchécoslovaquie, de Scandinavie, de Finlande, etc., se réunissait, à l'initiative de camarades ruses et allemands, et décidaient dans but d'unifier le mouvement sportif international et d'en tirer parti pour la lutte des classes, de former, sous le drapeau de l'IC, et en contact étroit avec l'ISR et avec l'ICJ, une Fédération Internationale des Sociétés Rouges de Sports et de Gymnastique. Les statuts provisoires de cette Société furent élaborés, ainsi qu'un manifeste aux travailleurs.

Un Comité Exécutif fut élu pour diriger les travaux. Mais diverses causes et, plus particulièrement, la famine en Russie, nous obligèrent à suspendre notre travail. Les militants se dispersèrent. À ces contretemps vint s'ajouter celui de la maladie du camarade Podvoïski.

Nous devons aussi constater que le mouvement sportif ne bénéficie de la part des diverses Sections de l'IC de l'attention voulue.

Le travail de constitution de l'Internationale Sportive ne s'anima qu'en novembre 1921. Le 11 novembre 1921 le Secrétariat du CEIC décidait:

1) de reconnaitre l'internationale Sportive fondée dans l'intérêt de la révolution par la 1e Conférence Internationale des Sociétés Rouges de Sport et de Gymnastique ;

2) de déléguer à l'Exécutif de l'IS : le camarade Wallenius,

représentant du CEIC; le cam. Schuller, de l'ICJ; la cam. Drouchinina, du Secrétariat des Femmes Communistes et représentant de I'ISR, — devant former auprès du CEIC, le Bureau de l'IS.

L'ISR n'a pas jusqu'ici désigné son délégué, ce qui témoigne que l'intérêt de certains camarades pour le mouvement sportif est bien platonique.

Le Bureau de l'IS est donc constitué la manière suivante: N. I. Podvoïski président; A. Wallenius, Ziegler (en remplacement du camarade Schuller), Drouchinina, membres ; H. Jermann, secrétaire.

L'activité réelle de l'IS n'a commencé qu'en janvier 1922. Le Bureau s'est réuni 3 fois depuis cette date et a pris diverses résolutions (au nombre de 9).

Une lettre-circulaire a été adressé aux Comités Centraux des PC de 47 pays.

Un manifeste aux travailleurs a été publié.

Des relations suivies existait avec les pays suivants: Allemagne (où un Bureau auxiliaire a été formé), Tchécoslovaquie, France, Norvège, Suède, Finlande, Lithuanie.

Jusqu'au 16 février, le Bureau l'IS à expédier 130 lettres et en a reçu 65. Il a envoyé dans tous les pays un

questionnaire sur les organisations sportives dont les buts sont semblables aux nôtres.

Il y a lieu de constater que la formation de l'IS a suscité, quant à présent, plus d'émotions dans le monde sportif bourgeois qu'au sein des PC. La Commission Centrale pour la Culture Sportive et Physique, de Leipzig, a vivement attaqué notre organisation.

La littérature sportive qui nous commence à nous parvenir montre que la bourgeoisie de l'Europe Occidentale actuellement bien plus sérieusement des sports que jadis.

Le Roi Albert de Belgique a fait l'éloge de la loi nouvelle sur l'éducation physique, votée dans son pays d'après son inspiration (juillet 1921). Les mêmes tendances en Allemagne. Des généraux — Hindenburg et Ludendorff — s'occupent avec énergie du problème de l'éducation physique. Nous aurons à lutter contre ces forces. Malheureusement nos organisations sportives sont très inférieures à celles de la bourgeoisie.

Le premier numéro de notre périodique paraitra prochainement en langue russe. Nous essayerons d'en faire un centre d'informations international sur le mouvement sportif révolutionnaire. Sa tâche sera de devenir peu à peu l'organe vivant de l'IS, de suivre attentivement la vie politique des sports, de combattre les sociétés sportives bourgeoises, etc.

Nos camarades norvégiens nous ont priés d'organiser des tournois de football et de lutte, à Moscou et à Christiania, avec la participation d'équipes russes et norvégiennes. La Société Spartakiada organise du 8 au 22 août à Brunn une grande épreuve des ouvriers, à laquelle nous participerons et

à laquelle nous avons invité les membres du CEIC. L'importance de cette fête y rend désirable une représentation politique du CEIC.

L'IS a besoin, pour un développement plus rapide et plus vigoureux, du concours des PC des différents ays, qui devraient lui tendre une main plus secourable que par le passé. Nous espérons avoir éveillé, par cette lettre, l'attention des militants. Si les Partis font leur devoir nous comptons grouper sous peu dans l'IS une nombreuse armée de travailleurs physiquement entrainés et prêts aux luttes de la révolution.

Salutations communistes.

(Signé): Allan Wallenius, H. Fermann.

Élection du Bureau du CEIC.

(Séance du soir, 2 mars 1922)

Le Bureau du CEIC se de 7 membres, non compris le Président nommé; conformément aux statuts, par le Congrès Mondial.

Sont élus membres du Bureau:

Pour la Russie: Radek et Boukharine;

l'Allemagne: Brandler;

la France: Souvarine et Sellier (1 voix ensemble);

l'Italie: Terracini (ou suppléant);

la Tchécoslovaquie: Kreibich ;

les États-Unis: Carr.

Thèses sur la Conférence de Washington (1921)

Source : *La Correspondance Internationale*, no.2, 1e année, 15 octobre 1921, p. 19-20.

§1. La Conférence de Washington. — La Conférence de Washington convoquée par le gouvernement Américain pour le règlement de la question de l'Asie Orientale et celle du désarmement, est une de ces tentatives sans résultat que le société capitaliste entreprend pour trouver une issue à toute une série de contradictions insolubles que la guerre impérialiste a mises à nu et a été impuissante à résoudre. Les idées d'une ligue de peuples ont, l'une après l'autre, fait faillite. L'un après l'autre, le capitalisme allemand et le capitalisme anglais, se sont montrés impuissants à organiser le monde capitalise de façon à conserver l'exploitation d'une nation par autre, tout en faisant disparaitre les armements et la menace d'une guerre. L'Europe offre à l'heure actuelle trous ans après la fin de la guerre, deux ans après la conclusion définitive de la paix, l'aspect d'une cage dans

laquelle des bêtes féroces se disputent un os décharné, tandis que des dompteurs les regardent: faire, tout en leur, en jetant de temps en temps un autre et tout en leur caressant de temps en temps l'échine à coups de cravache. Après que le capitalisme vainqueur a si brillamment montré ses capacités dans le rôle d'organisateur du monde, voici que les États-Unis d'Amérique qui avaient déjà pris part à Versailles à une tentative de création de la Ligue des Nations, et qui plus tard s'étaient refusés à entrer dans cette Ligue, fruit de leurs propres œuvres, voici les États-Unis qui prennent une seconde fois l'initiative pour tenter de résoudre pour eux capitale, celle de l'Océan Pacifique, celle du conflit de l'Asie Orientale. Partant de la situation de l'Océan Pacifique, ils veulent s'élever jusqu'à la question du désarmement, posant cette question sur une échelle mondiale. Tout cela doit être discuté à la Conférence de Washington. Cette tentative, comme toutes celles qui l'ont précédé, *n'aboutira à rien*. Tout au plus s'il en peut résulter un nouveau groupement et une aggravation des contradictions qui existent déjà. Ce qui en fait foi, c'est le caractère des forces en présence des États-Unis, de l'Angleterre et du Japon, aussi bien que la délimitation concrète de leurs divergences.

§2. Les États-Unis reprennent le chemin de l'Europe. — Les Etats-Unis d'Amérique s'étaient retirés de la Ligue des Nations en premier lieu, parce que l'Angleterre qui y plus de six voix y posait son cachet; en second lieu, parce que les capitalistes américains ne veulent pas garantir les frontières territoriales établies pour le monde entier à Versailles; troisièmement, parce que la clique républicaine capitaliste voulait mettre à profit la lassitude des masses petites-bourgeoises d'Europe pour chasser la clique démocrato-

capitaliste de l'auge gouvernemental où elle trouvait sa pâture. Les États-Unis d'Amérique ne pouvaient pas toutefois abandonner la politique mondiale l'Europe capitaliste et les Alliés leur doivent 20 milliards de dollars. Le développement du conflit européen doit répondre non seulement à la question de savoir si les débiteurs seront en état de régler leur dette, mais également à celle de savoir si les Etats-Unis seront, oui ou non, en état de faire fonctionner l'industrie qui avait pris naissance pendant la guerre. Si une partie du capital américain comprit, dès 1919, que sa prospérité n'était pas indépendante du développement économique de l'Europe, la crise inouïe des années 1920-21 avait fait comprendre jusqu'aux simples fermiers américains que l'Amérique ne pourrait pas exporter les produits de son sol en Europe, si l'économie européenne continuait à se désagréger et à s'en aller à la dérive. C'est pour cela que les États-Unis ont déjà pris part à la solution de la question des réparations allemandes, c'est pour cela qu'ils prennent part actuellement à celles de la question de la Haute-Silésie par la Commission des Alliés, c'est pour cela qu'ils prennent position dans la question de la famine en Russie. En un mot, les États-Unis d'Amérique sont revenus prendre leur place dans le Conseil Interallié qui est la véritable représentation du Capital mondial victorieux et qui a fait du Conseil de la Société des Nations une poupée et rien de plus. Les États-Unis d'Amérique s'efforcent actuellement de prendre en main le Conseil Interallié et profitent à cet effet de la situation pénible de leurs camarades anglais.

§3. La situation en Angleterre. — L'impérialisme anglais a, pour vaincre, mis à contribution ses colonies, qui, pendant la guerre, se sont fortifiées au point de vue économique. En

1917, il leur a accordé droit de prendre part aux voix délibérative, au règlement de la politique étrangère de la Grande-Bretagne. Actuellement, ce droit, il doit le leur confirmer dans la pratique, car il n'est plus en état de faire face, *à lui seul*, aux dépenses exigées par la flotte de guerre qu'il lui est indispensable de tenir prête contre les Etats-Unis d'Amérique aussi bien que contre l'alliance du Japon et de la France; cette flotte lui est indispensable comme une garantie de sa puissance. Aux lieux et place d'une Grande-Bretagne, nous avons maintenant une fédération comprenant la Grande-Bretagne et les colonies anglaises capitalistes, possédant une administration autocrate, dont les intérêts extérieurs sont différents de ceux de la métropole. Tandis que l'impérialisme anglais veut maintenant l'alliance avec le Japon pour avoir un allié dans le cas d'un conflit avec les États-Unis d'Amérique et pour pouvoir jouer le rôle d'intermédiaire entre les impérialistes américains et japonais, le jeune capitalisme canadien qui, lui, de par son voisinage avec les États-Unis, est dans une dépendance de plus en plus grande de ceux-ci, n'admettra aucune mesure dont puisse résulter un conflit avec leur puissant voisin. Le Canada s'est déclaré lors de la Conférence d'Empire, l'adversaire du renouvellement de l'alliance japonaise et a refusé de se tenir lié, dans le cas d'un renouvellement éventuel. Pour l'Australie, le Japon est le seul allié dans le cas d'un conflit avec le Japon. Les fermiers de l'Afrique du Sud ne veulent rien avoir à faire avec les conflits de la politique mondiale. L'impérialisme anglais, par le fait d'une telle position adoptée par les colonies, a désormais les mains liées l'égard des États-Unis d'Amérique.

La concurrence économique croissante entre la Grande-Bretagne et les États-Unis pose devant les deux puissances la question de savoir si cette concurrence, dans une atmosphère de contradictions politiques, qui n'ont pas trouvé leur solution, ne peut pas déterminer un accroissement des armements qui, à son tour, amènerait une nouvelle guerre mondiale. Or, dans une telle guerre mondiale, la position de la Grande-Bretagne serait beaucoup plus dangereuse que celle qu'elle occupait dans la guerre mondiale de 1914—18, car, d'un coté, elle serait loin de pouvoir compter absolument sur ses colonies, et d'autre part, il y a de bonnes raisons de croire qu'elle aurait pour ennemi la France, dont le dessein est d'acquérir la domination de tout le continent européen par le moyen d'États vassaux tels que la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie et dont aussi la politique orientale ne peut aboutir qu'à une divergence croissante avec la Grande-Bretagne. L'impérialisme anglais a contribué à anéantir non seulement la puissance militaire, mais aussi la puissance maritime du capitalisme allemand. Le désarmement du capitalisme allemand fait du militarisme français le facteur prédominant du continent européen, et cette prépondérance lui permettait, étant donné le développement de l'artillerie à longue portée, des flottilles aériennes et submersibles, dans une guerre où elle serait l'alliée de l'Amérique du Nord, non seulement de faire le strict blocus de l'Angleterre, mais encore de tenter un débarquement sur son littoral. Étant donné toutes ces conditions le gouvernement anglais se voit forcé actuellement de chercher à s'entendre avec le gouvernement américain ; l'objet de cette entente est la formation d'un trust capitaliste anglo-saxon *dont le centre de gravité doit se*

trouver en Amérique. Les frais du trust doivent être payés par le Japon.

§4. L'isolement du Japon. — L'impérialisme japonais s'est fort enrichi pendant la guerre par des livraisons de guerre aux Alliés et parce qu'il a su lettre à profit ce que l'Angleterre n'était plus en mesure, à cause de la guerre, de fournir à ses colonies des produits de son industrie en quantité suffisante. Après avoir, au commencement de la guerre, empêché, par une intervention diplomatique, que la Chine prenne part à la guerre mondiale, le Japon s'empara de Kiao-Tchéou et de la province de Chantoung qui appartenait à l'impérialisme allemand, et prit la place de celui-ci, il attisa les conflits intestins de la Chine les mit à profit pour acquérir la position d'organisateur et, en réalité, de d'un maître dans cet immense empire, qui lentement s'achemine d'un morcellement féodal à une sorte d'unité, sous la conduite des provinces bourgeoises du Sud. Les résultats de la guerre mondiale mettent en question les fruits de la victoire japonaise. La défaite de l'Allemagne, la disqualification de la Russie, en tant que facteur impérialiste qui aurait pu s'alliait au Japon pour des brigades en commun, tout cela incline le Japon à soutenir l'Angleterre en cas d'un conflit avec les États-Unis d'Amérique.

§5. Les plans des États-Unis en Asie Orientale. — Les États-Unis d'Amérique, dans leur soif insatiable d'expansion économique voient dans Chine et dans la Russie (surtout en Sibérie) les grands marchés qu'il s'agit d'acquérir, les grandes sphères où le Capital américain peut trouver son emploi. Étant donné le monopole que possède l'Amérique en tant que créancier du monde, étant donné la grande capacité de concurrence de l'industrie japonaise, mais, aussi de

l'industrie anglaise, les États-Unis sont les antagonistes de tous les droits, tels que l'Angleterre, la France et le Japon avaient acquis jusqu'ici en Europe ou plus tard en Sibérie. L'Amérique tâche de repousser les positions occupées en Chine par le Japon en adoptant le mot d'ordre de "Porte ouverte", qui avait été préconisé par le ministre américain John Hay dès 1900, et elle montre notamment, lors, par exemple, du règlement de la question de la station radiotélégraphique chinoise de l'île Yap, qu'elle est décidée à entre prendre la lutte sur toute la ligne.

L'Angleterre, elle aussi, est menacée dans ses intérêts par une telle politique des États-Unis, bien que sur un champ beaucoup plus restreint que le Japon. Et tout cela non seulement parce qu'en tant qu'État capitaliste plus fort elle est plus apte que le Japon à faire face à la concurrence américaine, mais aussi parce que les questions du littoral de l'Océan Pacifique, qui, pour le Japon, des questions de vie ou de mort, ne présentent pour l'Angleterre que l'une des plus importantes questions mondiales. Aussi, le Japon ne veut-ii compter sur l'aide anglaise que jusqu'à un certain point. Placé devant le choix entre le Japon et les États-Unis, l'Angleterre n'hésitera pas à se prononcer en faveur des États-Unis. Partant de là, la Conférence de Washington n'est rien autre chose qu'une tentative des États-Unis pour arracher diplomatiquement au Japon les fruits de la victoire.

§6. Les résultats probables de la Conférence de Washington. — Les conditions premières de toute limitation des armements sur l'Océan Pacifique, ou du partage de ses eaux entre les diverses puissances, dépendent entièrement du résultat des entretiens diplomatiques sur les questions litigieuses du Pacifique. L'Angleterre sera le partenaire du

Japon et va tenter d'amener un compromis entre l'Amérique et le Japon, ce qui lui permettra de maintenir son alliance avec le Japon et de faire entrer par la force l'Amérique dans cette alliance. La valeur militaire de l'alliance avec le Japon, au cas où éclaterait une guerre avec les États-Unis d'Amérique, est très grande, mais la valeur diplomatique en face de difficultés avec les États-Unis n'est pas non plus à négliger. Le moyen en sera fourni soit par des concessions accordées à l'Amérique en Chine, soit par l'abandon à l'exploitation américaine des puits pétrolifères en Mésopotamie, etc. Si les États-Unis parviennent à réaliser leurs projets, ils s'efforceront en outre dans les cadres de l'alliance anglo-japono-américaine, de maintenir avec le Japon des relations particulièrement étroites. Et alors ils parviendront à s'entendre, et, les trois puissances ayant conclu le traité détermineront l'armement sur mer que chacune d'elles pourra maintenir, sans qu'il soit considéré comme une menace de concurrence. Si elle ne parvient pas à trouver une langue commune dans les questions en litige, cela voudra dire que la lutte économique et la lutte des armements continueront leur cours et que rien ne les arrêtera. Ainsi dans le premier cas, nous avons un trust des États-Unis avec l'Angleterre, et les projets militaires japonais sont bridés ; ce sont les États-Unis qui en profitent et la Chine, et peut-être la Russie soviétiste, qui paie; cet accord comme jadis, lors de la paix de Chimonoseki, où la Russie, l'Allemagne et ta France avaient tentés de s'emparer des fruits de la victoire du Japon sur la Chine en 1894, servira de point de départ à un nouveau groupement diplomatique et à un nouvel arrangement politique du monde. Dans le second cas, le processus d'excitation des antagonismes précipitera son cours, et ses antagonismes ne

trouveront en aucun cas leur solution. Car l'antagonisme qui existe entre l'Angleterre et l'Amérique et qui domine la politique mondiale dans toute sa force. De même l'antagonisme anglo-japonais. De même encore l'antagonisme franco-anglais, et, derrière tous ces antagonismes qui morcellent le monde des capitalistes vainqueurs, il y a leur antagonisme à l'égard des pays coloniaux, à l'égard enfin, de la Russie soviétiste, de l'État qui présente une brèche dans le système des pays capitalistes.

La tentative faite pour régler la réduction des armements non seulement du Pacifique, mais encore du continent européen, n'a aucune chance de succès. Quand bien même l'abandon par la France de ses préparatifs de guerre en face du désarmement complet de l'Allemagne ne menacerait pas la sécurité de la France, la France ne renoncerait plus pour cela à être la première puissance militaire en Europe, car toute la politique de l'impérialisme français tend à la domination du continent européen. Et aux côtés de la France existent encore ses États vassaux qui tous, de par le traité de Versailles et la paix qui suivit, sont dotés de territoires habités par des peuples qui leur sont étrangers ou ennemis. La Pologne possède une grande masse de ressortissants ukrainiens, blanc-russiens et allemands; la Tchécoslovaquie présente l'aspect de l'ancienne Autriche; elle confient en dehors des Tchécoslovaques un grand nombre d'Allemands, de Tchèques et de Hongrois. La Roumanie subjugue les masses hongroises et bessarabiennes. Une grande partie du peuple bulgare est répartie à la Roumanie et à Yougoslavie. En général, le *statu quo* en Europe Centrale, Méridionale et Orientale s'est maintenu que par la force des baïonnettes.

Dans le Proche-Orient, la France, s'appuyant sur ses positions aériennes et sur la Syrie, tente de prendre de flanc l'Angleterre dans son le plus sensible, le canal de Suez. Elle tâche de déranger les plans de l'Angleterre qui comportent la création d'un lien entre l'Hindoustan et l'Égypte par le territoire d'un grand État arabe placé sous la dépendance de l'impérialisme anglais. Dans cette situation, pour déterminer la France à renoncer aux armements, l'Angleterre devrait conclure avec elle un accord sur toutes les questions de la politique mondiale,

À quel point les puissances capitalistes prêtent peu de foi elles-mêmes à la possibilité du désarmement, on le, voit par le fait que le gouvernement anglais, tout en acceptant chaleureusement l'invitation de Harding à la Conférence de Washington, en novembre, pour une conversation au sujet du désarmement, a, dans le même moment, décidé de consacrer £30,000,000 à la construction d'une nouvelle flotte de guerre, et cela parce que le Japon est en train de construire 8 dreadnoughts qui doivent être prêtes vers 1925, et parce que tes États-Unis d'Amérique posséderont, en 1925, 12 mastodontes de guerre.

Le CEIC tient à démasquer le caractère de la Conférence de Washington, dont ne peut résulter ni le désarmement, ni le rapprochement de la paix parmi les masses populaires, mais qui représente simplement une tentative faite pour sauvegarder les intérêts des requins de l'impérialisme anglo-saxon aux dépens aussi de la Chine et de la Russie soviétiste. Ce caractère de la Conférence de Washington ressort particulièrement de ce fait que la Russie soviétiste n'y est pas invitée, afin qu'il ne lui soit pas possible de clouer au pilori

ceux qui se livrent, à Washington, à un jeu honteux avec les destins des peuples.

Le CEIC met en garde les masses ouvrières et les peuples opprimés des colonies contre l'espérance vaine que les combinaisons diplomatique de Washington puissent les affranchir de la menace du capitalisme hérissé de baïonnettes, ou qu'ils puissent être affranchis de l'exploitation capitaliste. L'IC invite tous les PC et tous les syndicats affiliés à l'ISR à activer leur agitation et leur lutte contre les gouvernements impérialistes, dont les antagonismes ne peuvent qu'aboutir à une conflagration mondiale, si la révolution prolétarienne ne vient pas arracher les armes des mains de la classe capitaliste et ne prépare pas le terrain une réelle fédération mondiale des travailleurs. Le CEIC attire l'attention de la classe ouvrière du monde entier sur les intrigues qui vont être fomentées à Washington contre la Russie soviétiste. Il invite les masses populaires de Chine et de Corée, aussi bien que de Sibérie Orientale, à se rapproché de la Russie soviétiste, qui est le seul État dont l'intention est de fonder ses rapports avec les peoples de l'Orient menacés l'impérialisme mondial sur la base de l'égalité des droits et de secours commun, de l'aide fraternelle.

Le Comité Exécutif de l'IC

Moscou, le 15 août 1921

Sommaire

13e Plénum du CEIC (Décembre 1933) 3

Thèses sur le fascisme, le danger de guerre et les tâches des PC..... 4

Décision au sujet de la convocation du 7e Congrès de l'IC..... 27

Appel contre la terreur blanche..... 28

12e Plénum du CEIC (Septembre 1932)..... 32

Thèses sur la situation internationale et les tâches de l'IC 33

Résolution sur les leçons des grèves économiques et de la lutte des chômeurs 56

Résolution sur la guerre en Extrême-Orient et les tâches des communistes dans la lutte contre la guerre impérialiste et contre l'intervention militaire antisoviétique..... 74

Adresse au PC et aux travailleurs de l'URSS 85

11e Plénum du CEIC (25 mars-13 avril 1931) 89

Thèses sur les tâches des Sections de l'IC en rapport avec l'aggravation de la crise économique et la maturation, dans certains pays, des prémices d'une crise révolutionnaire 90

Résolution sur l'aggravation du danger d'une guerre d'intervention contre l'US et les tâches des communistes 122

Décision sur l'admission à l'IC des PC d'Indochine, d'Islande et de Chypre 136

Composition du Présidium du CEIC..... 137

Composition du Secrétariat Politique 137

Présidium du CEIC: Thèses sur le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine (février 1930) 138

Introduction..... 140

Caractères politiques et économiques des républiques sud-américaines 140

Caractères généraux et perspectives du mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine..... 154

Tâches générales et tactiques des communistes en Amérique latine 164

10e Plénum du CEIC (3-19 juillet 1929)..... 181

Thèses sur la situation internationale et les tâches immédiates de l'IC *182*

Thèses sur la lutte économique et les tâches des PC *209*

Résolution sur la Journée internationale contre la guerre impérialiste *252*

Décision sur le cas du camarade Boukharine *257*

Décision sur le recours en appel de Lovestone contre son exclusion du PC des États-Unis *262*

Décision sur l'exclusion de Jilek du CEIC *264*

Décision sur l'exclusion de Spector du CEIC *265*

Présidium du CEIC: Thèses sur le premier anniversaire de l'insurrection de Canton (décembre 1928) 266

9e Plénum du CEIC (9-25 Février 1928) 280

Résolution sur l'opposition trotskiste *281*

Résolutions sur la question syndicale *289*

Résolution sur la question anglaise *302*

Résolution sur la question française *310*

Résolution sur la question chinoise *320*

Résolution sur la scission dans PC d'Ukraine occidentale *329*

Résolution sur la convocation du 6e Congrès Mondial de l'IC *331*

Décision sur la création d'un Bureau du CEIC pour l'Europe occidentale *332*

Présidium du CEIC: Résolution sur la situation actuelle en Chine (juillet 1927) 333

8e Plénum du CEIC (18-30 mai 1927) 344

Thèses sur la guerre et les dangers de guerre *345*

Résolution sur la question chinoise *384*

Résolution sur les interventions de Trotski et Vouiovitch au Plénum du CEIC *410*

7e Plénum du CEIC (22 novembre-16 décembre1926) 418

Résolution sur l'activité du CEIC *419*
Thèses sur la situation Internationale et les tâches de l'IC *421*
Thèses sur la situation en Chine *456*
Résolution sur la situation intérieure du PC allemand *480*
L'IC et la classe ouvrière de Hollande *494*
Résolution sur la situation en Angleterre *499*
Résolution sur la question russe *526*
Thèses sur le bloc d'opposition et la situation intérieure du Parti ... *530*
La trustification, la rationalisation et nos tâches syndicales *550*

Présidium du CEIC: Résolution sur les Cellules communistes d'usines (21 janvier 1924) 573
Les formes fondamentales des organisations de base *575*
Fonctions des Cellules d'entreprises *579*
Mise en pratique *582*
Instruction pour l'organisation de Cellules d'usines en Allemagne . *583*

Présidium du CEIC: Résolution sur les fractions communistes dans les organisations et organes extérieurs au Parti (février 1924) 585
Introduction *586*
Les fractions communistes dans les organisations non-communistes *589*

1e Plénum du CEIC (21 février-4 mars 1922) 592
Le Front unique *593*
La Lutte contre la guerre *598*
La question agraire *614*
La défense de la jeunesse ouvrière *618*
La terreur blanche *621*
La question d'Orient et les questions coloniales *623*
La presse communiste *624*
La question syndicale *626*
Le secours aux affamés et le secours économique *627*
La situation en Russie soviétiste *628*

Dans le PC de Russie *633*
La situation en Angleterre *639*
La situation intérieure du Parti français *644*
L'Internationale Sportive. *648*
Élection du Bureau du CEIC. *652*

Thèses sur la Conférence de Washington (1921) 653